

**KALIÈS**

Étude & conseil  
en environnement,  
énergie & risques industriels

## **DOSSIER DE MISE A JOUR DE L'AUTORISATION D'EXPLOITER**



### **ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT VILLERS BRETONNEUX**

Fait à Lezennes, le 4 mai 2015,  
Modifié le 03 juillet 2018  
Complété le 03 août 2020

**Version compatible avec l'Instruction du Gouvernement du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement**

**KALIÈS – KA14.03.001/A**

K:\rardaens\ORTEC - Villers-Bretonneux (80)\Texte\DDRAE\version 3bis - version enquête publique SEVESO  
juillet 2020\ORTEC - DDRAE v3 - V-Enquête publique SEVESO.docx  
16, rue Louis Née - 59280 LEZENNES - Tél. : 03.20.19.17.17 - Fax : 03.20.19.17.41 - www.kalies.com

# PRÉAMBULE

Le présent dossier est effectué en application des Livres V des parties législative et réglementaire du Code de l'environnement.

Il concerne la demande de régularisation d'autorisation d'exploiter, déposée par la société ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT (OSE) pour l'ensemble des activités de son site TRD à Villers-Bretonneux.

Le dossier se compose :

- ↳ d'une présentation générale,
- ↳ d'une étude de l'impact des installations sur leur environnement,
- ↳ du volet sanitaire de l'étude d'impact,
- ↳ d'une étude exposant les dangers que peuvent présenter les installations,
- ↳ d'une notice relative à l'Hygiène et à la Sécurité du personnel,
- ↳ des annexes,
- ↳ d'un résumé non technique du dossier.

**Dans les différentes parties du dossier, le site est décrit dans la situation actuelle, puis les modifications envisagées en situation future sont présentées lorsque cela apparaît pertinent.**

# INFORMATION CONCERNANT LA DIFFUSION D'INFORMATIONS SENSIBLES

Cette version de dossier répond aux exigences de *l'Instruction du Gouvernement du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement*.

Cette instruction gouvernementale a été élaborée suite aux actes de malveillance survenus en 2015 contre des établissements industriels, afin de définir les **modalités de mise à disposition des informations potentiellement sensibles** pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées et leurs conditions d'accès.

La diffusion et l'accès aux informations utiles pour l'information du public en matière d'environnement constituent un pilier de la politique française de prévention des risques technologiques car elle permet le développement d'une culture de sécurité. Cette information ne doit cependant pas nuire à la sûreté des sites en facilitant la réalisation d'actes de malveillance.

L'instruction gouvernementale précise donc, dans le respect des réglementations internationales et nationales, les modalités pratiques de mise à disposition des différentes informations relatives à un établissement SEVESO à respecter afin de préserver la qualité de l'information du public tout en évitant l'accès aux éléments sensibles. Elle identifie donc :

- les **informations non confidentielles utiles pour l'information du public pouvant être diffusées** (au sein de son Annexe I),
- les **informations entrant dans le champ des exceptions prévues à l'article L.311-5 du code des relations entre le public et l'administration** (au sein de son Annexe II), dont la consultation ou la communication peut faire l'objet d'un refus conformément aux dispositions du I de l'article L124-4 du code de l'environnement.

Parmi ceux-ci, les éléments figurant dans l'annexe II-A peuvent être transmis, dans des conditions contrôlées, à un certain type de public qui en justifie l'intérêt (riverains d'un site industriel ou leurs représentants, bureau d'étude concerné par un projet proche du site industriel, membre des instances locales, commissaire enquêteur...).

Cette version de dossier ne contient aucun élément visé à l'Annexe II (**éléments sensibles au regard de la sûreté des sites**) de l'instruction gouvernementale .

Le public qui le justifie pourra, dans des conditions contrôlées et selon des modalités définies avec la Préfecture, accéder aux informations visées par l'annexe II-A.

Ce dossier a été réalisé initialement par :

**Nicolas LEDUC**

Ingénieur Environnement - Risques Industriels  
Master – Maîtrise et Optimisation de Process Industriels – Lille 1

Puis repris pour la version 2 par

**Ronan ARDAENS**

Ingénieur Environnement - Risques Industriels  
ISA – Institut Supérieur d'Agriculture – LILLE

Avec la participation de :

**Société KALIES**

**(Laura MASSELOT  
& Ronan ARDAENS)**

pour l'étude acoustique,

**Société NEUSIS**

pour l'analyse du risque foudre et l'étude technique,

**Société KALI'AIR**

pour les mesures atmosphériques dans le cadre de l'IEM.



# SOMMAIRE GÉNÉRAL

<b>PRÉSENTATION GÉNÉRALE .....</b>	<b>11</b>
1    PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ.....	15
2    OBJET DE LA DEMANDE.....	24
3    CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE .....	27
4    PRÉSENTATION DU SITE ET DES ACTIVITÉS .....	28
5    NATURE, VOLUME ET ORIGINE DES ACTIVITÉS .....	37
6    DESCRIPTION ET FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS .....	50
7    CARACTÉRISATION DES DÉCHETS .....	88
8    SITUATION ADMINISTRATIVE ET RUBRIQUES VISÉES PAR LA NOMENCLATURE DES ICPE.....	121
9    SITUATION VIS-A-VIS DE L'ARTICLE R.515-58 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT .....	134
10    SITUATION VIS-A-VIS DE LA DIRECTIVE SEVESO III .....	135
11    GARANTIES FINANCIÈRES.....	140
12    PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES .....	142
13    SITUATION VIS-A-VIS DES PLANS TERRITORIAUX DE GESTION DES DÉCHETS .....	143
<b>ÉTUDE D'IMPACT.....</b>	<b>150</b>
1    OBJET DE LA DEMANDE – RAISONS DU PROJET .....	155
2    INTÉGRATION DANS L'ENVIRONNEMENT.....	158
3    EAUX ET SOLS .....	184
4    AIR.....	233
5    EFFETS SUR LE CLIMAT .....	243
6    ODEURS .....	248
7    BRUIT ET VIBRATIONS .....	251
8    DÉCHETS .....	257
9    TRAFIC .....	260
10    ÉMISSIONS LUMINEUSES .....	263
11    EFFETS CUMULÉS LIÉS À D'AUTRES PROJETS.....	266
12    MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES.....	267
13    UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE.....	314
14    CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXPLOITATION.....	315
15    INVESTISSEMENTS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	316
16    PHASE CHANTIER.....	317
17    HYGIÈNE, SANTÉ, SÉCURITÉ ET SALUBRITÉ PUBLIQUE .....	319
18    CONDITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE.....	322
19    MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE D'IMPACT ET DIFFICULTÉS RENCONTRÉES .....	324

<b>VOLET SANITAIRE DE L'ÉTUDE D'IMPACT .....</b>	<b>325</b>
1 CONCEPTUALISATION DE L'EXPOSITION .....	328
2 EVALUATION DE L'ÉTAT DES MILIEUX (DEMARCHE IEM) .....	354
3 CONCLUSION DE L'ÉVALUATION DU RISQUE SANITAIRE .....	368
4 METHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION DU RISQUE SANITAIRE.....	369
<b>ÉTUDE DES DANGERS .....</b>	<b>370</b>
1 IDENTIFICATION DES DANGERS ET EVALUATION DES RISQUES .....	374
2 EXAMEN DETAILLE DES ACCIDENTS MAJEURS POTENTIELS .....	410
3 JUSTIFICATION DES MESURES ORGANISATIONNELLES ET TECHNIQUES.....	434
4 INVESTISSEMENTS POUR LA SECURITE .....	438
<b>NOTICE D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ .....</b>	<b>439</b>
1 ORGANISATION GENERALE .....	441
2 ELEMENTS GENERAUX DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL.....	443
3 SECURITE.....	445
4 C.H.S.C.T .....	446
<b>ANNEXES.....</b>	<b>447</b>

## LISTE DES SIGLES

AEP	Alimentation en Eau Potable
ALD	Affections de Longue Durée
AMP	Accident Majeur Potentiel
ANDRA	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs
ANSES	Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail
AOC	Appellation d'Origine Contrôlée
AOP	Appellation d'Origine Protégée
AP	Arrêté Préfectoral
APR	Analyse Préliminaire des Risques
ARIA	Analyse, Recherche et Information sur les Accidents
ARS	Agence Régionale de Santé
ATSDR	Agency for Toxic Substances and Disease Registry
BARPI	Bureau d'Analyse des Risques et Pollution Industriels
BCF	Facteur de bioconcentration
BREF	Best available techniques REference documents
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
BSD	Bordereau de Suivi des Déchets
BTP	Bâtiment, Travaux Publics
CAP	Certificat d'Acceptation Préalable
CAS	Chemical Abstract Services
CHSCT	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
CI	Concentration Inhalée
CIRC	Centre International de Recherche contre le Cancer
CITEPA	Centre Interprofessionnel Technique d'Etudes de la Pollution Atmosphérique
CLP	Classification, Labelling, Packaging : Classification, Etiquetage, Emballage.
CMV	Compression Mécanique de Vapeur
CNPP	Centre National de Prévention et de Protection
COT	Carbone Organique Total
COV	Composé Organique Volatil
CSL	Combustible Solide Liquide
CSS	Combustible Solide de Substitution
DASRI	Déchet d'Activité de Soin à Risque Infectieux
DBO5	Demande Biologique en Oxygène à 5 jours
DCO	Demande Chimique en Oxygène
DD	Déchets Dangereux
DDA	Déchet dangereux issu de l'industrie, des services, du commerce et de l'artisanat
DDM	Déchets Dangereux des Ménages
DDRAE	Dossier de Demande de Régularisation d'Autorisation d'Exploiter
DDTM	Direction Départementale des Territoires et de la Mer
DEEE	Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques

DFA	Déclaration Fiscale d'Accompagnement
DIAP	Demande d'Information d'Acceptation Préalable
DIB	Déchet Industriel Banal
DMIE	Département Maintenance Industrielle et Environnement
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DRAC	Direction Régionale des Affaires Culturelles
DREES	Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques
DRJSCS	Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale
DTQD	Déchets Toxiques en Quantités Dispersées
EARL	Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
EHPAD	Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
EPI	Equipement de Protection Individuelle
ERI	Excès de Risque Individuel
ERi	Excès de Risque Individuel par inhalation
ERP	Etablissement Recevant du Public
ERU	Excès de Risque Unitaire
ERUi	Excès de Risque Individuel par inhalation
FDS	Fiche de Données de Sécurité
FFSA	Fédération Française des Sociétés d'Assurance
FID	Fiche d'Identification Déchet
FNADE	Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'Environnement
FOD	Fuel Oil Domestique
GCS	Groupement de Coopération Sanitaire
GES	Gaz à Effet de Serre
GIEC	Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
GNR	Gasoil non Routier
GRV	Grand Récipient pour Vrac
HAP	Hydrocarbure Aromatique Polycyclique
HCSP	Haut Conseil de la Santé Publique
ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
IEM	Interprétation de l'Etat des Milieux
IGN	Institut national de l'information géographique et forestière
INAO	Institut National de l'Origine et de la Qualité
INERIS	Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques
INESC	institut National d'Etudes de la Société Civile
INRAP	Institut National de Recherches Archéologiques Préventives
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
InVS	Institut de Veille Sanitaire
IREP	Registre français des émissions polluantes
ISDD	Installation de Stockage de Déchets Dangereux
LMBO	Leverage Management Buy-Out
MEDDE	Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie
MES	Matières En Suspension

MH	Monument Historique
MTD	Meilleures Techniques Disponibles (BAT en anglais)
OEHHA	Office of Environmental Health Hazard Assessment
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OSE	ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT
OR2S	Observatoire Régional de la Santé et du Social
PCB	Polychlorobiphényles
PCI	Pouvoir Calorifique Inférieur
PCS	Pouvoir Calorifique Supérieur
PE	Point Eclair
PEHD	PolyEthylène Haute Densité
PM10	Particulate Matter (< 10 µm) (poussières)
PM2,5	Particulate Matter (< 2,5 µm) (poussières)
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMI	Petites et Moyennes Industries
PNR	Parc Naturel Régional
PPA	Plan de Protection de l'Atmosphère
PPR	Plan de Prévention des Risques
PREDD	Plan Régional d'Elimination des Déchets Dangereux
PRG	Pouvoir de Réchauffement Global
QD	Quotient de Danger
QDi	Quotient de Danger par inhalation
RfC	Reference Concentration
RIVM	RijksInstituut voor Volksgezondheid en Milieu (National Institute for Public Health and the Environment)
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SAU	Surface Agricole Utilisée
SCEA	Société Civile d'Exploitation Agricole
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SIEP	Syndicat Intercommunal d'Eau Potable
SME	Système de Management de l'Environnement
SOM	Service, Organisation, Méthodes
SRCAE	Schéma régional Climat Air Energie
SST	Sauveteur Secouriste du Travail
STEP	Station d'épuration
STH	Superficie Toujours en Herbe
SYVED	Syndicat pour la valorisation des déchets
TGV	Train à Grande Vitesse
TPE	Très Petite Entreprise
TRD	Traitement Revalorisation déchets
TVB	Trame Verte et Bleue
UE	Union Européenne

US-EPA	United States Environmental Protection Agency
UTCF	Utilisation des Terres, leurs Changements et la Forêt
VG	Valeur Guide
VLEP	Valeur Limite d'Exposition Professionnelle
VTR	Valeur Toxicologique de Référence
ZER	Zone à Emergence Réglementée
ZI	Zone Industrielle
ZICO	Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique
ZPS	Zone de Protection Spéciale
ZSC	Zone Spéciale de Conservation

## **PRÉSENTATION GÉNÉRALE**

# SOMMAIRE DÉTAILLÉ

<b>1</b>	<b>PRESENTATION DE LA SOCIETE .....</b>	<b>15</b>
1.1	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS .....	15
1.2	HISTORIQUES .....	16
1.2.1	<i>Historique du site .....</i>	<i>16</i>
1.2.2	<i>Historique du groupe.....</i>	<i>17</i>
1.3	NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES.....	18
1.3.1	ORTEC.....	18
1.3.2	ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT.....	18
1.3.3	Site TRD de Villers-Bretonneux.....	19
1.4	CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES .....	21
1.4.1	<i>Capacités techniques.....</i>	<i>21</i>
1.4.2	<i>Capacités financières .....</i>	<i>23</i>
<b>2</b>	<b>OBJET DE LA DEMANDE .....</b>	<b>24</b>
<b>3</b>	<b>CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE L'ENQUETE PUBLIQUE .....</b>	<b>27</b>
<b>4</b>	<b>PRESENTATION DU SITE ET DES ACTIVITES.....</b>	<b>28</b>
4.1	IMPLANTATION GENERALE .....	28
4.2	PRESENTATION GENERALE DU SITE ET DES ACTIVITES.....	29
4.2.1	<i>Situation actuelle .....</i>	<i>29</i>
4.2.2	<i>Situation future .....</i>	<i>32</i>
<b>5</b>	<b>NATURE, VOLUME ET ORIGINE DES ACTIVITES.....</b>	<b>37</b>
5.1	VOLUME DES ACTIVITES .....	37
5.1.1	<i>Situation autorisée .....</i>	<i>37</i>
5.1.2	<i>Situation actuelle .....</i>	<i>37</i>
5.1.3	<i>Situation future .....</i>	<i>37</i>
5.2	ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES DECHETS .....	39
5.2.1	<i>Situation actuelle .....</i>	<i>39</i>
5.2.2	<i>Situation future .....</i>	<i>39</i>
5.3	FILIERES DE VALORISATION ET D'ELIMINATION .....	40
5.3.1	<i>Situation actuelle .....</i>	<i>40</i>
5.3.2	<i>Situation future .....</i>	<i>40</i>
5.4	EXPLOITATION DU SITE.....	41
5.4.1	<i>Procédure d'acceptation préalable .....</i>	<i>42</i>
5.4.2	<i>Programmation des livraisons.....</i>	<i>44</i>
5.4.3	<i>Réception et contrôle des déchets.....</i>	<i>45</i>
5.4.4	<i>Registre de prise en charge .....</i>	<i>46</i>
5.4.5	<i>Expédition – Bordereau de suivi et registre de sortie .....</i>	<i>47</i>
5.4.6	<i>Effectif et gestion du site.....</i>	<i>49</i>



<b>6</b>	<b>DESCRIPTION ET FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS .....</b>	<b>50</b>
6.1	INSTALLATIONS ET ACTIVITES DE TRAITEMENT DES DECHETS LIQUIDES VRAC .....	50
6.1.1	Installations.....	50
6.1.2	Aire de déchargement.....	50
6.1.3	Zone de stockage / réception .....	51
6.1.4	Atelier de traitement des déchets d'hydrocarbures .....	55
6.1.5	Aire de lavage de camions citernes, bennes et contenants.....	56
6.1.6	Atelier de traitement d'effluents.....	57
6.2	INSTALLATIONS ET ACTIVITES DE TRANSIT ET TRAITEMENT DES DECHETS SOLIDES VRAC ET CONDITIONNES .....	63
6.2.1	Installations.....	63
6.2.2	Aires de déchargement des matériaux et emballages souillés vrac .....	67
6.2.3	Aire de déchargement des déchets solides ou pâteux vrac .....	67
6.2.4	Aire de réception des produits conditionnés .....	67
6.2.5	Atelier de déchets en transit .....	69
6.2.6	Atelier de déconditionnement.....	70
6.2.7	Aire de stockage tampon avant traitement .....	71
6.2.8	Atelier de démontage et tri des contenants.....	71
6.2.9	Atelier de broyage.....	72
6.2.10	Atelier de combustibles solides de substitution (CSS).....	73
6.2.11	Atelier de neutralisation / détoxification .....	75
6.2.12	Atelier de déshydratation.....	76
6.2.13	Aire de stockage d'emballages vides réutilisables .....	77
6.2.14	Aire de stockage bennes .....	77
6.3	INSTALLATIONS ANNEXES ET UTILITES.....	79
6.3.1	Accueil et contrôles .....	79
6.3.2	Installations de combustion .....	80
6.3.3	Rack aérien.....	81
6.3.4	Cuves aériennes .....	81
6.3.5	Bassins .....	81
6.3.6	Stockage et distribution de gasoil non routier .....	81
6.3.7	Stockage de gaz .....	82
6.3.8	Stockage de produits divers .....	83
6.3.9	Source scellée.....	84
6.3.10	Engins de manutention .....	84
6.3.11	Alimentations du site .....	84
6.3.12	Réseau incendie .....	85
6.3.13	Zones de stationnement.....	85
6.3.14	Bâtiment d'accueil et laboratoire.....	86
6.3.15	Locaux administratifs.....	87

<b>7</b>	<b>CARACTERISATION DES DECHETS.....</b>	<b>88</b>
7.1	REGROUPEMENT/PRE-TRAITEMENT DE DECHETS LIQUIDES VRAC .....	89
7.1.1	<i>Situation actuelle</i> .....	89
7.1.2	<i>Situation future</i> .....	90
7.2	RECEPTION, VENTILATION DE DECHETS CONDITIONNES .....	93
7.2.1	<i>Réception de déchets conditionnés hors DDM</i> .....	93
7.2.2	<i>Petits conditionnés en provenance des déchèteries</i> .....	97
7.2.3	<i>Pompage de déchets liquides</i> .....	100
7.2.4	<i>Déchets de laboratoire</i> .....	102
7.2.5	<i>Stockage tampon avant transformation</i> .....	103
7.2.6	<i>Regroupement en cuves des déchets conditionnés</i> .....	105
7.3	PRE-TRAITEMENT DES DECHETS .....	108
7.3.1	<i>Neutralisation</i> .....	108
7.3.2	<i>Fosses de broyage</i> .....	111
7.3.3	<i>Fabrication du CSS</i> .....	113
7.4	TRANSIT / REGROUPEMENT .....	115
7.4.1	<i>Alvéoles</i> .....	115
7.4.2	<i>Bennes</i> .....	119
7.5	TABEAU DE SYNTHESE DES DECHETS PRESENTS SUR LE SITE .....	120
7.5.1	<i>Situation actuelle</i> .....	120
7.5.2	<i>Situation future</i> .....	120
<b>8</b>	<b>SITUATION ADMINISTRATIVE ET RUBRIQUES VISEES PAR LA NOMENCLATURE DES ICPE .....</b>	<b>121</b>
8.1	SITUATION ADMINISTRATIVE ACTUELLE .....	121
8.2	SITUATION FUTURE – RUBRIQUES VISEES PAR LA NOMENCLATURE DES ICPE .....	123
<b>9</b>	<b>SITUATION VIS-A-VIS DE L'ARTICLE R.515-58 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>134</b>
<b>10</b>	<b>SITUATION VIS-A-VIS DE LA DIRECTIVE SEVESO III .....</b>	<b>135</b>
10.1	CLASSEMENT AU VU DE L'ARTICLE R.511-11 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT .....	136
10.2	SUBSTANCES CONCERNEES .....	138
10.3	REGLE DE DEPASSEMENT DIRECT .....	139
10.4	REGLE DE CUMUL .....	139
10.4.1	<i>Seveso seuil bas</i> .....	139
10.4.2	<i>Seveso seuil haut</i> .....	139
<b>11</b>	<b>GARANTIES FINANCIERES .....</b>	<b>140</b>
<b>12</b>	<b>PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES .....</b>	<b>142</b>
<b>13</b>	<b>SITUATION VIS-A-VIS DES PLANS TERRITORIAUX DE GESTION DES DECHETS.....</b>	<b>143</b>
13.1	PROGRAMME NATIONAL DE PREVENTION DES DECHETS .....	143
13.2	PLAN DEPARTEMENTAL DE PREVENTION DES DECHETS DE LA SOMME .....	144
13.3	PLAN DEPARTEMENTAL DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DE LA SOMME .....	145
13.4	PLAN REGIONAL D'ELIMINATION DES DECHETS DANGEREUX DE PICARDIE – PROJET DE JUILLET 2009 .....	148

# **1 PRESENTATION DE LA SOCIETE**

## **1.1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS**

- |  |  |
|--|--|
| • <b>Raison sociale</b>                                      | <b>ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT (CENTRE TRD)</b>   |
| • <b>Forme juridique</b>                                     | Société par Actions Simplifiée à associé Unique  |
| • <b>Siège Social</b>  | 550, rue Pierre Berthier<br>13 290 Aix-en-Provence   |
| • <b>Adresse du site</b>                                     | ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT<br>Centre TRD<br>58, rue du 8 mai 1945<br>80 800 Villers-Bretonneux<br>☎ : 03 22 48 38 47<br>📠 : 03 22 48 16 94 |
| • <b>Effectif du site</b>                                    | 30 personnes   |
| • <b>Montant du capital</b>                                  | 750 100 €  |
| • <b>N° de SIRET</b>   | 790 208 920 00013  |
| • <b>Code NAF</b>  | 3822Z<br>(Traitement et élimination des déchets dangereux)   |
| • <b>Président Directeur Général</b>                         | Monsieur André EINAUDI   |
| • <b>Directeur d'agence OSE Amiens</b>                       | Monsieur Marc DASSONVILLE  |
| • <b>Chargés du suivi du dossier</b><br><i>l'instruction</i> | <i>Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de<br/>gouvernementale du 6 novembre 2017 (cf p.3)</i>                                 |

## 1.2 HISTORIQUES

### 1.2.1 HISTORIQUE DU SITE

Depuis plus de 30 ans, la société exploite, au sein de la commune de Villers-Bretonneux, le centre TRD.

Depuis sa création, le site a fait l'objet d'évolutions. Les principaux repères historiques du site sont présentés ci-après :

- ↳ **1980** : Obtention du premier arrêté préfectoral pour l'exploitation du site.
- ↳ **1990** : Obtention de l'arrêté préfectoral pour l'exploitation du centre de traitement de déchets industriels d'une capacité maximale de 25 000 t/an et du centre de transit et de regroupement.
- ↳ **1999** : Obtention de l'arrêté préfectoral intégrant la création d'un bâtiment de stockage en équivalent 144 palettes ou 576 fûts.
- ↳ **2001** : Création du bâtiment de stockage permettant une meilleure identification des produits sur la base de l'AP de 1999. Ce bâtiment évite le stockage de produits incompatibles via des racks de rangement identifiés.

Déplacement du broyeur minimisant les risques d'incidents et la co-activité via l'éloignement des fosses et du flux de poids lourds.

Déplacement du broyeur à proximité du bâtiment de déconditionnement.

- ↳ **2002** : Création de l'aire de stockage des bennes, sur la partie ouest libre, permettant d'aérer le centre du site et de travailler dans des conditions de sécurité accrues. Ceci permet également une meilleure séparation des produits et un regroupement des produits préparés avant expédition.
- ↳ **2003** : 29 janvier 2003 : obtention d'un arrêté préfectoral spécifique d'exploitation d'une unité d'évapo-incinération pour 25 000 t annuelles soumises aux préconisations de l'arrêté ministériel d'octobre 2002 sur la co-incinération.

16 décembre 2003 : mise en fonctionnement de la nouvelle unité d'évapo-incinération. Séparée physiquement de l'atelier conditionnement, elle permet une souplesse de réception et un gain de place au niveau de l'activité.

- ↳ **2004** : Arrêt définitif de l'ancienne unité d'évapo-incinération le 17 janvier.
- ↳ **2005** : Démantèlement de l'ancienne évapo et récupération de l'espace pour le travail conditionné. Lavage de bacs, démantèlement de transi-cuves (GRV), création d'un atelier, d'un magasin et d'un vestiaire.
- ↳ **2010** : Arrêt de l'unité d'évapo-incinération.

Finalisation de l'unité de neutralisation en lieu et place des anciennes cuves d'évapo-incinération. Rétention et séparation physique avec les autres activités.

- ↳ **2013** : Rachat du site par la société ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT.

↪ **2014** : Démantèlement de l'unité d'évapo-incinération arrêtée en 2010.

### 1.2.2 HISTORIQUE DU GROUPE

L'historique d'ORTEC est synthétisé ci-dessous :

- ↪ **1980** : Au sein d'un groupe de services, André EINAUDI crée et dirige le SOM (Service, Organisation, Méthodes). Sa mission première est la coordination de travaux d'arrêts d'unités en raffinerie. L'équipe de base est constituée.
- ↪ **1985** : Les agences industrielles et le SOM sont regroupés au sein du Département « Maintenance Industrielle et Environnement ».
- ↪ **1988** : Acquisition du groupe BUZZICHELLI, spécialiste en montage / levage permettant au DMIE un déploiement de ses activités à l'international et dans le secteur nucléaire. Ce nouvel ensemble porte le nom d'ORTEC.
- ↪ **1992** : ORTEC rachète ORTEC. ORTEC acquiert son indépendance : les cadres dirigeants rachètent l'entreprise par un LMBO (Leverage Management Buy-Out). C'est une phase de développement du concept d'Entreprise Générale.
- ↪ **1996** : FRIEDLANDER rejoint ORTEC. Le nouveau groupe renforce son réseau national et international. Sa capacité d'intervention est doublée. Il devient l'interlocuteur privilégié des industriels par l'obtention de contrats pluriannuels.
- ↪ **2014** : Rachat de la société SONOVISION, leader européen des services d'ingénierie logistique et documentaire pour l'industrie aéronautique et spatiale.
- ↪ **2015** : Rachat de CICO & VDLS, canalisations et tuyauterie nucléaire.
- ↪ **2017** : ORTEC rachète la société BRUNET, spécialisé dans l'électricité, et le chauffage-climatisation.

Avec l'ensemble de ces offres, ORTEC est le leader européen pour les services à l'industrie.

## 1.3 NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

### 1.3.1 ORTEC

Depuis plus de 20 ans, ORTEC offre une large gamme de prestations pluridisciplinaires et complémentaires dans les domaines de :

- ↳ la maintenance,
- ↳ les travaux neufs,
- ↳ les services à l'environnement,
- ↳ Facilities management et logistique,
- ↳ l'ingénierie et l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Ses équipes de professionnels sont sans cesse mobilisées et analysent les besoins et objectifs de ses clients afin de leur proposer avec réactivité des solutions adaptées.

En proposant des solutions concrètes les plus compétitives aux meilleurs coûts et dans le respect de l'environnement, ORTEC a réussi à s'imposer dans de nombreux secteurs tels que :

- ↳ la pétrochimie,
- ↳ la chimie,
- ↳ l'industrie pharmaceutique,
- ↳ l'agroalimentaire,
- ↳ le nucléaire,
- ↳ l'aéronautique.

### 1.3.2 ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT

L'activité d'ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT s'articule autour de 5 activités principales :

- ↳ l'assainissement (contrôle et maintenance des canalisations, maintenance des cuves et ouvrages de stockage, entretien des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales...),
- ↳ la collecte et la gestion des déchets (tri sélectif à la source et gestion des flux de déchets sur site, suivi et traçabilité du traitement des déchets (BSD, DFA, bilans spécifiques extraits de bases de données), optimisation de moyens de collecte, veille réglementaire et technique ainsi qu'accompagnement aux certifications, formation des utilisateurs et communication interne...),
- ↳ le traitement et la valorisation des déchets (transit, prétraitement et valorisation, élimination),
- ↳ la déconstruction et le démantèlement de sites (travaux de mise en sécurité, opérations préalables de nettoyage, vidange, aspiration..., déconstruction d'installations industrielles, démantèlement d'équipements, démontage et transfert industriel, assistance technique lors de cessation d'activité, reconversion globale de friches industrielles et dépollution des sols et des eaux).
- ↳ La gestion déléguée de l'environnement sur les sites industriels.

### 1.3.3 SITE TRD DE VILLERS-BRETONNEUX

Le site TRD de Villers-Bretonneux est actif depuis 1980. Le site est autorisé à exploiter les activités de prétraitement, regroupement, transit et traitement de déchets industriels, par les arrêtés préfectoraux :

- ↳ du 8 octobre 1990,
- ↳ du 29 janvier 1999,
- ↳ du 11 mars 2002,
- ↳ du 29 janvier 2003,
- ↳ du 14 mars 2008.

Les activités mises en œuvre sur le site TRD de Villers-Bretonneux ont pour principal objectif de fabriquer des combustibles de substitution (liquides et solides) en remplacement des énergies fossiles classiquement utilisées (charbon, fioul...) et d'assurer un parfait traitement dans des filières adaptées lorsque les déchets ne peuvent être intégrés dans la composition de ces combustibles. Cette dernière opération peut intervenir à la suite de prétraitements réalisés sur le site.

Les combustibles de substitution sont ensuite utilisés sur des sites dûment autorisés pour cette pratique, contribuant à réduire les coûts dans ces filières, et donc des produits ou matériaux fabriqués sur ces sites, le coût des combustibles de substitution étant moins élevé que celui des combustibles « nobles ».

Le traitement des déchets mis en œuvre sur le site TRD a ainsi un impact économique général dans la vie de tous les jours.

Compte tenu des activités du site, ce dernier met en œuvre des techniques de valorisation matière, et les sites utilisant les combustibles de substitution mettent en œuvre des techniques de valorisation énergétique.

#### A) ACTIVITE DE TRAITEMENT DE DECHETS

Cette activité consistait principalement au traitement de déchets liquides par évapo-incinération. L'installation d'évapo-incinération a cessé de fonctionner en partie à partir du 23 juin 2010. L'ensemble de l'activité d'évaporation et de combustion est à l'arrêt. Seul le séparateur centrifuge tri-phasique permettant la séparation de phases est en fonctionnement.

Suite à cet arrêt, les activités de l'unité consistent à ce jour à réceptionner les produits et à les préparer afin de les acheminer vers une filière externe adaptée.

**B) ACTIVITES DE REGROUPEMENT, TRANSIT, PRETRAITEMENT DE DECHETS**

Cette activité, appelée « ateliers conditionnés », regroupe les activités suivantes :

- ↳ le regroupement, qui consiste en une immobilisation provisoire avec mélange de déchets de provenances différentes mais de nature comparable ou compatible,
- ↳ le transit, qui consiste en une immobilisation provisoire de déchets, sans mélange de déchet avec un autre, avec ou sans transvasement,
- ↳ le prétraitement, qui est une opération qui conduit à la modification de la composition chimique ou des caractéristiques physiques du déchet et qui nécessite un traitement complémentaire ou une mise en décharge contrôlée.

L'objectif des activités est l'élaboration et la préparation de combustibles de substitution, ainsi que la réorientation des déchets vers un centre d'élimination ou de stockage visant à optimiser le traitement (réduction du coût et/ou de la quantité de la fraction « résidu ultime », amélioration de la traitabilité...).

Pour le site, la capacité maximale de traitement autorisée est de 36 000 t/an.

Le site emploie 30 personnes, et l'activité a lieu en semaine du lundi au vendredi de 7h à 20h. La chaudière gaz et la centrifugeuse peuvent fonctionner de nuit en semaine.

A l'avenir, les horaires d'activité seront légèrement modifiés (6h – 21h).

Le site pourra exceptionnellement fonctionner le samedi matin.



## 1.4 CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

### 1.4.1 CAPACITES TECHNIQUES

Le site TRD appartient au groupe ORTEC, qui comporte 11 000 collaborateurs répartis sur plus de 150 agences de proximité en France et en Europe, et 32 filiales situées dans 22 pays. Il réalise un chiffre d'affaires de 1 milliard d'euros.

En conjuguant depuis sa création audace et rigueur, le groupe ORTEC est devenu aujourd'hui un des leaders des services à l'industrie, à l'énergie et à l'environnement.

Le groupe ORTEC partage la prise de conscience collective du développement durable et poursuit une démarche d'exigence déjà engagée depuis plusieurs années, avec notamment :

- ↳ la défense de la valeur de la vie sur les chantiers,
- ↳ l'établissement d'une relation de confiance avec les clients fondée sur l'écoute, la transparence et l'innovation,
- ↳ le développement des compétences des collaborateurs et la favorisation de l'égalité des chances,
- ↳ le respect de l'environnement dans l'exercice de ses activités,
- ↳ la participation à la vie sociale et économique locale.

Le site de Villers-Bretonneux est certifié ISO 14001 et MASE/UIC. Une copie de ces certifications est présentée en Annexe 3.

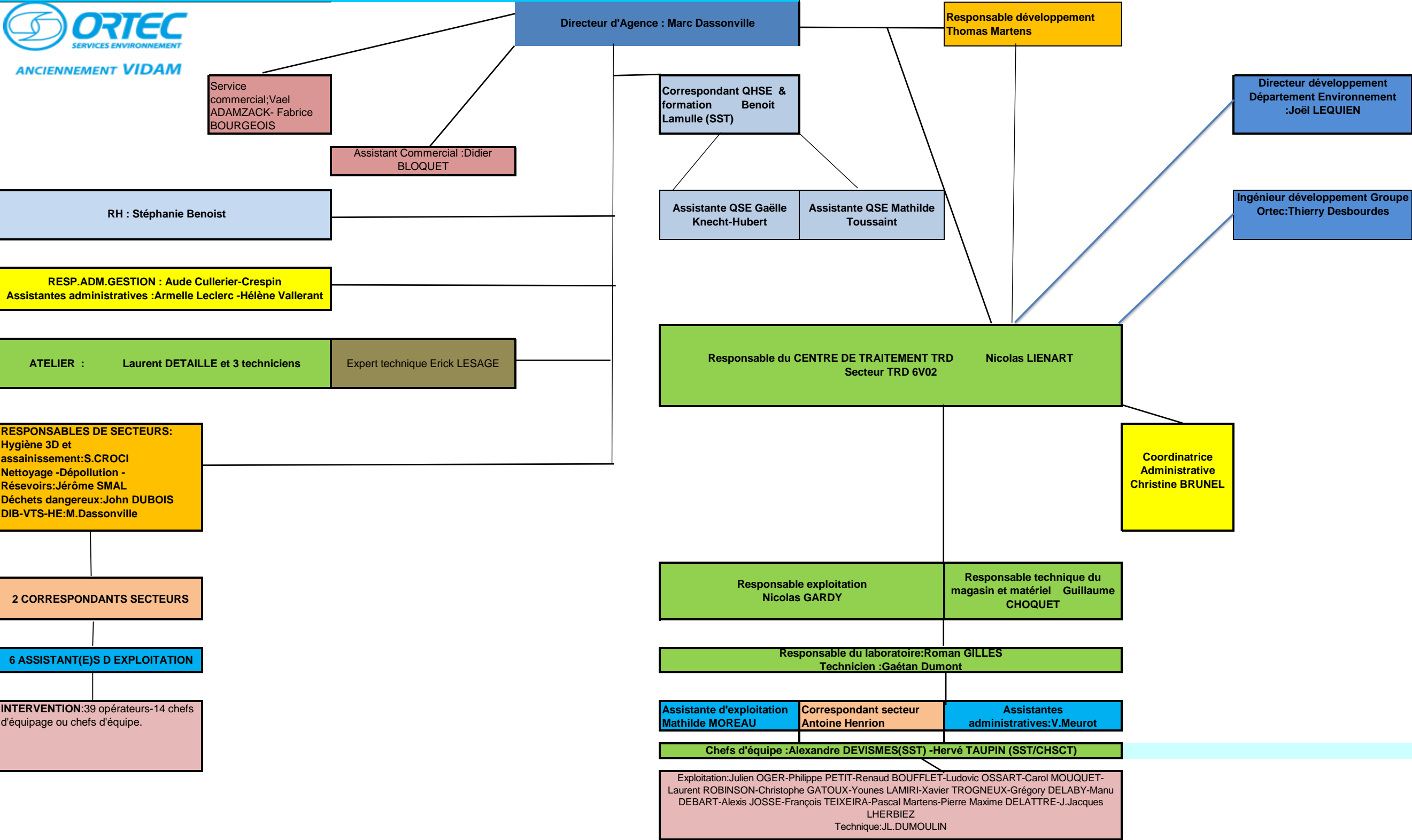
Les connaissances et capacités techniques du site TRD à Villers-Bretonneux sont notamment garanties par :

- ↳ les compétences du laboratoire d'analyses des produits, poste clé du site,
- ↳ le pilotage de l'installation par un dispositif de supervision centrale,
- ↳ la traçabilité des déchets,
- ↳ la présence de personnel formé (laborantins, chimistes opérateurs), sous la responsabilité d'une équipe de production bénéficiant d'une parfaite connaissance de l'activité, et exerçant des responsabilités de production depuis plus de 10 ans.

L'organigramme fonctionnel du site est présenté page suivante.

L'effectif du site est de 30 personnes.

ORGANIGRAMME OPERATIONNEL OSE AMIENS 15 avril 2015



### 1.4.2 CAPACITES FINANCIERES

Le tableau ci-après présente les capacités financières d'ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT pour les 4 dernières années.

En €	2013 <sup>1</sup>	2014	2015	2016
<b>Chiffre d'affaires</b>	23 017 249	37 489 787	34 405 150	35 110 983
<b>Capital</b>	750 100	750 100	750 100	750 100
<b>Résultat d'exploitation</b>	- 192 144	196 706	953 104	1 548 551

---

<sup>1</sup> Du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre 2013

## **2 OBJET DE LA DEMANDE**

Le site TRD de Villers-Bretonneux est actif depuis 1980 et a fait l'objet d'investissements continus afin de répondre aux besoins des clients et des exigences réglementaires. Le site est autorisé à exploiter les activités de prétraitement, regroupement, transit et traitement de déchets industriels, par plusieurs arrêtés préfectoraux présentés en Annexe 4 :

- ↳ l'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990,
- ↳ l'arrêté préfectoral du 29 janvier 1999,
- ↳ l'arrêté préfectoral du 11 mars 2002,
- ↳ l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2003,
- ↳ l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008.

Le site appartient à un dispositif régional de traitement des déchets des industries, PME et artisans, mais également des déchets de la collectivité dans le cadre des politiques publiques de collecte des déchets dangereux des ménages. Il revêt en ce sens une mission de service public.

La finalité du site TRD est de réaliser une optimisation des constituants des déchets collectés en vue de l'élaboration de combustibles secondaires liquides et solides qui seront utilisés par des industries énergivores en substitution de leurs énergies fossiles traditionnelles, en France et à l'étranger (le cas échéant, le transfert transfrontalier de déchets est autorisé par notification (cf. Annexe 4)).

La préparation des charges combustibles à partir des déchets réceptionnés doit notamment veiller au respect des arrêtés préfectoraux de chacun, du cahier des charges des industriels utilisateurs tant sur les caractéristiques de leurs équipements d'injection, de brûlage, de traitement des effluents gazeux pour le respect des valeurs limites d'émission et des qualités de leurs produits (ciment, chaux...).

Les objectifs poursuivis par ORTEC dans le cadre de ce dossier sont d'ordre environnemental et sécuritaire :

- ↳ éviter au maximum la co-activité, sécuriser l'ensemble des opérations et optimiser les déplacements sur le centre,
- ↳ séparer physiquement les zones de déchargement, de traitement et de départ des produits,
- ↳ structurer le site et dédier des surfaces aux différentes activités qui se spécialisent en grandes catégories :
  - ✓ réception, identification,
  - ✓ broyage (augmentation de l'efficacité et de la productivité sur l'étape de broyage ainsi que la qualité des broyats),
  - ✓ traitement des déchets et production de combustibles liquides (CSL),
  - ✓ malaxage, affinage et production de combustibles solides (CSS),
  - ✓ neutralisation/traitement physico-chimique,

- ✓ tri, regroupement des déchets,
- ↳ maintenir la compétitivité du site sur le traitement des déchets aqueux en proposant des solutions complémentaires de traitement : procédés physiques d'évaporation (notamment compression mécanique de vapeur), traitement par voie physico-chimique et par voie biologique,
- ↳ disposer d'un stock suffisant permettant à la société d'optimiser les opérations de transit et regroupement.

Ces évolutions amèneront à un « mieux environnemental ». La rupture technologique consistant à ne pas reproduire un mode de traitement des eaux polluées par incinération mais à avoir recours aux MTD en matière de traitement des déchets aqueux avec une double unité de traitement soit biologique soit physique ou mécanique contribuera significativement à ce changement.

En effet, le choix du site TRD de ne pas traiter l'ensemble des déchets aqueux réceptionnés sur une seule « unité à tout faire » est un choix délibéré et vertueux permettant notamment :

- ↳ la sélection des déchets aqueux simples compatibles avec les traitements traditionnels biologiques aujourd'hui modernisés dans des unités compactes,
- ↳ l'orientation vers un traitement adapté des déchets aqueux plus complexes qui font appel à des procédés physiques qui ont démontré leurs performances de traitement dans l'industrie d'aujourd'hui,
- ↳ l'optimisation :
  - ✓ à la fois sur l'énergie retenue (énergie de la vie biologique pour les déchets aqueux simples),
  - ✓ mais aussi sur le rendement énergétique de ces technologies (largement favorable par rapport aux installations de traitement autorisées),
  - ✓ et enfin l'obtention en fin de traitement d'un effluent liquide compatible avec le rejet en station d'épuration.

Pour atteindre ces objectifs, ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT dépose le présent dossier de demande de régularisation d'autorisation d'exploiter comprenant :

- ↳ la mise à jour de la situation administrative (arrêt de l'évapo-incinération, actualisation de la liste des déchets admissibles, actualisation des tonnages et des activités du site...) avec la signature d'un nouvel arrêté préfectoral.  
Dans ce sens, il a été convenu avec la DREAL du dépôt d'un Dossier de Demande de Régularisation d'Autorisation d'Exploiter (DDRAE),
- ↳ l'intégration des modifications du site et des activités non existantes à ce jour, et notamment :
  - ✓ création de surfaces étanches sous formes de voies de circulation et d'aires de travail pour améliorer les flux et les conditions de travail,

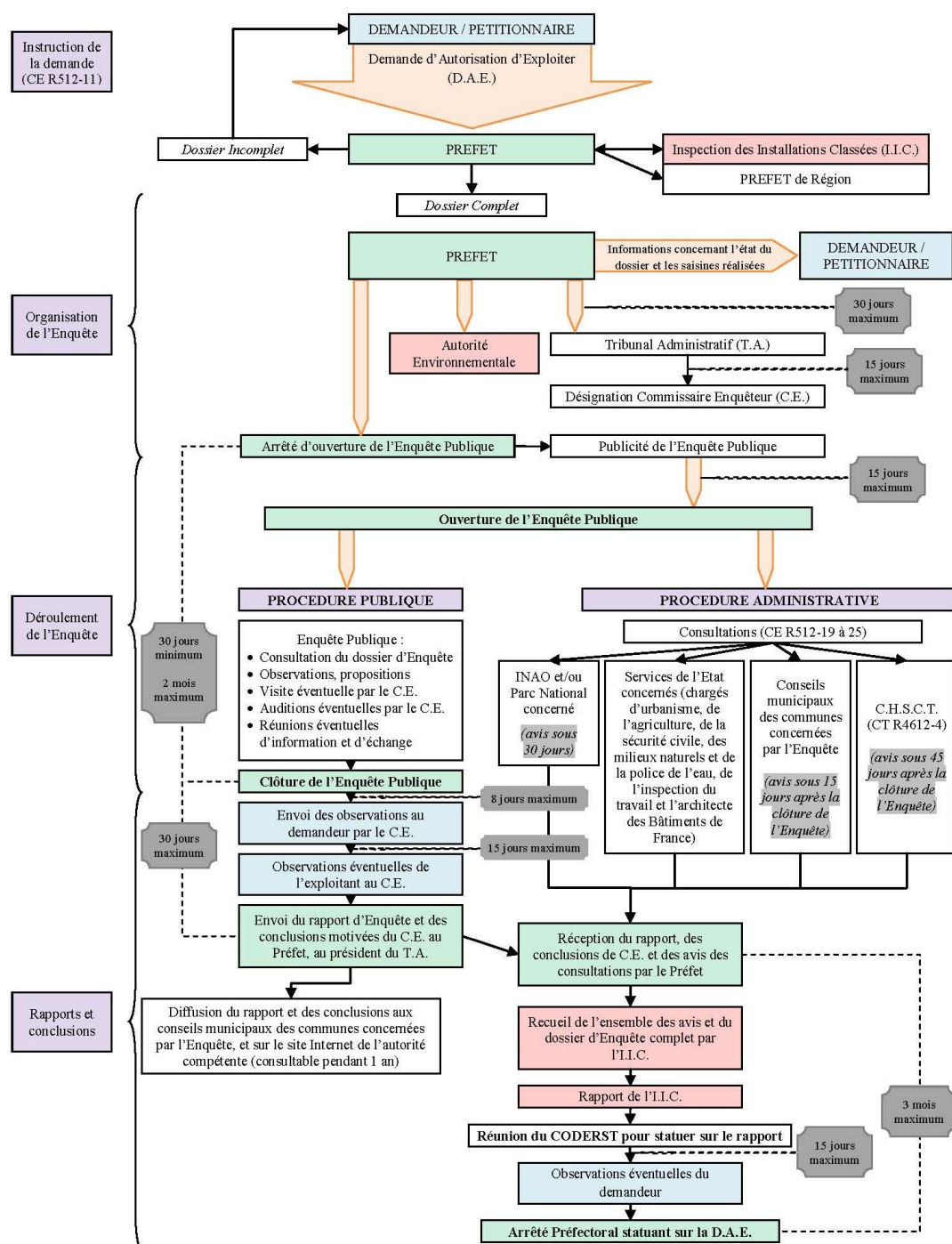
- ✓ création de fosses de travail étanches supplémentaires et d'aires de déchargement/rechargement,
- ✓ automatisation/mécanisation du site : zone unique de chargement/déchargement des citernes ; transfert des produits par canalisation sans reprise manuelle ; utilisation d'engins et d'accessoires de manutention, mécanisation des procédés de déconditionnement afin d'augmenter la productivité, le niveau de sécurité des opérateurs et réduire les troubles musculo-squelettiques,
- ✓ augmentation de la capacité du broyeur et adaptation du dispositif de brumisation d'eau afin d'optimiser les flux logistiques et de diversifier les filières de sortie,
- ✓ repositionnement géographique des activités de transit en un seul atelier,
- ✓ mise en place d'un filtre presse pour la déshydratation des boues issues de l'atelier de neutralisation,
- ✓ création d'une zone de transit pour les déchets amiantés,
- ✓ création d'une zone de stockage pour les emballages vides,
- ✓ création d'un second pont bascule en sortie de site pour limiter les manœuvres des camions sur le site, en lien avec le pont bascule en entrée via un logiciel informatique,
- ✓ implantation d'un procédé physique d'évaporation d'eau de type CMV ou similaire,
- ✓ création d'une activité de nettoyage des véhicules citerne.

**En intégrant les évolutions du site, le présent dossier a pour objectif de présenter ce dernier dans sa configuration future, de faire le point sur sa situation administrative et d'en présenter les impacts potentiels sur l'environnement et les personnes.**

### 3 CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'article L.512-2 du Livre V du Code de l'environnement précise notamment que les autorisations en matière d'installations classées ne peuvent être délivrées qu'après enquête publique. L'enquête publique est régie par le chapitre III du Titre II du Livre Ier du Code de l'environnement (articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-46).

Les articles R.512-14 et R.512-19 à R.512-27 du Code de l'environnement précisent le déroulement de l'instruction de la demande d'autorisation, dans laquelle s'inscrit l'enquête publique. Le logigramme ci-après présente le déroulement de la procédure d'autorisation.



## 4 PRESENTATION DU SITE ET DES ACTIVITES

### 4.1 IMPLANTATION GENERALE

Le site TRD est localisé à Villers-Bretonneux (80), à 1,3 km au sud-est du centre de la commune de Villers-Bretonneux, au sein d'une zone industrielle.

L'entrée et la sortie du site se font au nord-est par la rue du 8 mai 1945.

L'environnement proche du site TRD est constitué :

- ↘ au nord, par une habitation (habitation de l'ancien responsable de la maintenance du site), la rue du 8 mai 1945 puis les entreprises de la zone industrielle (MECACORP et zone en développement),
- ↘ au sud, par la société STDN (logistique),
- ↘ à l'est, par la chaussée du Val de Somme puis des terrains agricoles,
- ↘ à l'ouest, par les entreprises de la zone industrielle (TOUPARGEL, LES CARRELEURS PICARDS, SDC, POMMIER, STDN et 52K).

L'extrait de la carte IGN présente l'implantation du site.





## 4.2 PRESENTATION GENERALE DU SITE ET DES ACTIVITES

### 4.2.1 SITUATION ACTUELLE

L'activité du site TRD est axée sur le tri, le regroupement et le traitement de déchets de l'industrie, des PME, PMI, artisans et collectivités.

Ces déchets sont pour leur grande majorité des déchets dangereux identifiés avec un astérisque sur le code déchets.

A partir de ces déchets et de ses unités de traitement, le site TRD réalise principalement des combustibles de substitution aux combustibles fossiles traditionnels (fioul, charbon...) à destination des industriels consommateurs, notamment les cimenteries et les chaufourniers autorisés pour ces combustibles. Les autres déchets n'entrant pas dans ces préparations de charge combustibles sont orientés vers des filières externes adaptées et autorisées, éventuellement après un pré-traitement.

Les déchets entrants sur le site sont collectés, regroupés et/ou prétraités et/ou traités suivant leur nature, puis expédiés pour valorisation ou élimination suivant leur nature vers des filières externes adaptées et autorisées.

Le site, d'une surface totale de 62 678 m<sup>2</sup>, se compose de :

- ↳ 2 zones principales d'activité :
  - ✓ la zone liquide vrac au sud-est du site,
  - ✓ la zone déchets solides, pâteux ou liquides vrac et conditionnés au centre et à l'ouest du site,
- ↳ de bâtiments et installations annexes localisés principalement au nord :
  - ✓ un bâtiment d'accueil muni d'un pont à bascule,
  - ✓ un laboratoire,
  - ✓ un hangar d'une superficie de 525 m<sup>2</sup> comprenant un atelier de réparation et maintenance (30 m<sup>2</sup>), un vestiaire pour équipements spécifiques (EPI), un atelier de regroupement acide/base, un stock d'adjuvants de traitement,
  - ✓ un bâtiment administratif d'une superficie voisine de 430 m<sup>2</sup>,
  - ✓ un local chaufferie pour une chaudière gaz de capacité 800 kW,
  - ✓ un transformateur de 630 kVa,
- ↳ des infrastructures de voiries et de retenue d'eaux pluviales de ruissellement.

La zone liquide vrac, au sud-est du site, comporte principalement :

- ↳ une aire de dépotage,
- ↳ un rack aérien assurant le transfert des liquides jusqu'aux cuves de stockage,
- ↳ une aire de stockage comprenant plusieurs cuves de réception, stockage intermédiaire et produits finis,

- ↪ un atelier physico-chimique de centrifugation d'hydrocarbures pour la fabrication du combustible liquide,
- ↪ 3 cuves aériennes vides d'un volume unitaire de 100 m<sup>3</sup>,
- ↪ une aire spécifique pour le lavage des citernes des camions ainsi que des emballages réutilisés.

La zone déchets solides, pâteux, liquides vrac et conditionnés, à l'ouest du site, se compose de :

- ↪ un atelier déchets conditionnés avec :
  - ✓ une aire extérieure de réception pour le déchargement des conditionnés,
  - ✓ un bâti en alvéoles couvert pour les déchets en transit,
  - ✓ un bâtiment de déconditionnement,
  - ✓ une aire de stockage tampon des conditionnés avant transfert vers les ateliers de traitement (broyage, CSS, physico-chimique, effluents aqueux),
  - ✓ un atelier de broyage des déchets conditionnés et des emballages ou autres matériaux,
- ↪ un atelier de fabrication du combustible solide vrac (CSS) avec :
  - ✓ des fosses de stockage de déchets pâteux et d'absorbants (sciures notamment) en réception et imprégnation,
  - ✓ un trommel de criblage du CSS,
  - ✓ un stockage du CSS avant envoi en filière de valorisation externe,
  - ✓ un atelier de traitement physico-chimique comprenant plusieurs cuves de stockage, de réactifs, d'intermédiaires de traitement et de produits neutralisés,
  - ✓ un atelier déchets liquides solvantés regroupés en cuves.

Le plan page suivante présente la configuration actuelle du site.

**Figure 2 – Configuration actuelle du site A3**

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

#### 4.2.2 SITUATION FUTURE

La surface d'exploitation demeurera la même. Les modifications prévues concerneront les infrastructures, les installations et les procédés, et s'articuleront autour de 2 grandes lignes directrices :

- ↳ la reprise de l'activité de traitement d'effluents aqueux avec création de nouvelles unités industrielles de traitement via des procédés physiques, physico-chimiques et biologiques en remplacement de l'évapo-incinérateur démantelé,
- ↳ la réorganisation de la zone déchets solides pâteux et liquides vrac et conditionnés pour mieux répondre à l'évolution des tonnages avec création de zones dédiées à chaque opération et augmentation des capacités de traitement,
- ↳ les infrastructures seront également adaptées à ces modifications.

#### A) MODIFICATION DES INFRASTRUCTURES

Ces modifications concernent :

- ↳ les infrastructures de voiries avec création d'une voie périphérique autour de la zone déchets conditionnés permettant :
  - ✓ une circulation des camions en sens unique sans demi-tour et en tourne à gauche pour la visibilité des camions,
  - ✓ la séparation des flux entre les camions externes en entrée sortie et les engins internes au site,
- ↳ les infrastructures de collecte et retenue des eaux pluviales de ruissellement sur voiries avec :
  - ✓ la création au sud-ouest du site d'un bassin de collecte de 250 m<sup>3</sup> et d'un bassin de tamponnement de 340 m<sup>3</sup>, en remplacement du bassin d'infiltration actuel,
  - ✓ la création d'un ouvrage de traitement en amont du bassin, type séparateur d'hydrocarbures,
- ↳ la création d'un second pont bascule au nord afin d'effectuer le pesage en sortie pour limiter les manœuvres sur le site.

**B) MODIFICATION DES INSTALLATIONS**

Ces modifications concernent :

- ↳ la mise en place d'une zone couverte de réception des déchets conditionnés pour le prélèvement, la pesée et le dispatching vers les ateliers de traitement ou de transit,
- ↳ la réalisation de stockage sous bâtiment de produits à travailler : « atelier phytosanitaire » et « petits conditionnements acide/ base »,
- ↳ l'atelier de déchets en transit qui abritera 5 alvéoles :
  - ✓ une alvéole dédiée aux métaux, piles, batteries et DEEE,
  - ✓ une alvéole pour le stockage de déchets acide/ base et combustibles,
  - ✓ une alvéole pour le stockage de produits épaississants pour la fabrication de combustibles solides,
  - ✓ 2 alvéoles de stockage de déchets « prêts à partir » (filtres à huile, déchets organiques méthanisables, aérosols, noir de carbone, déchets de laboratoire triés...).
- ↳ l'atelier CSS avec création de :
  - ✓ fosses supplémentaires implantées à côté des fosses existantes pour permettre le stockage des absorbants et le travail des déchets en fosse d'homogénéisation puis d'imprégnation,
  - ✓ une aire de calibration du CSS à proximité avec utilisation du trommel de criblage existant,
  - ✓ fosses supplémentaires pour les produits finis.
- ↳ l'atelier de broyage avec :
  - ✓ la mise en place d'une capacité plus importante,
  - ✓ les équipements de sécurité de type brumisation d'eau lors du broyage,
  - ✓ des fosses enterrées de réception des emballages et matériaux souillés et produits d'assainissement,
  - ✓ des alvéoles de produits finis.
- ↳ la création d'une zone de stockage pour les emballages vides (caisses palettes...) destinés à être réutilisés,
- ↳ l'affectation de zones distinctes pour :
  - ✓ le stockage de déchets en bennes (cas des verres souillés, DIB...),
  - ✓ le nettoyage de bacs et de palbox en plastique réutilisables,
  - ✓ le stockage et le démantèlement de GRV (sous bâtiment),

- ↳ la mise en place d'un filtre presse pour la déshydratation des boues issues de l'atelier de neutralisation,
- ↳ la modification de l'utilisation des 3 cuves aériennes horizontales :
  - ✓ 2 des cuves permettront de stocker les eaux alimentant le dispositif de lutte contre l'incendie,
  - ✓ la dernière pourra servir au stockage d'eaux pluviales pour le lavage des cuves ou à la protection incendie ;
- ↳ la création de l'aire de lavage des citernes et des cuves d'hydrocureurs.

Le plan page suivante présente le site dans sa configuration future.

**Figure 3 : Plan du site en configuration future**

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

### C) MODIFICATION DES PROCÉDES

Les procédés seront modifiés au profit de techniques ayant déjà fait leurs preuves dans des installations comparables. Celles-ci concerneront le traitement des effluents aqueux.

Aujourd'hui, la société souhaite reprendre une activité de traitement d'effluents aqueux en remplaçant la technologie d'évapo-incinération de conception technico-économique non viable, notamment par des techniques répandues, connues et maîtrisées dans plusieurs secteurs industriels et également dans le milieu du traitement des déchets.

Pour cela, le site TRD prévoit de séparer les flux d'aqueux en 2 groupes suivant leur nature pour les traiter différemment selon leur compatibilité avec les meilleures techniques de traitement.

En conséquence, la société prévoit l'installation de 2 unités :

- ↳ une dédiée au traitement d'effluents aqueux complexes ou chargés et issus notamment des procédés industriels de la chimie, de la pétrochimie, du traitement de surface... Il s'agira d'un procédé industriel d'évaporation ayant recours à des procédés physiques intégrés (cas des évaporateurs à compression mécanique de vapeur (CMV) ou techniques similaires),
- ↳ l'autre dédiée au traitement d'effluents aqueux biocompatibles avec une unité industrielle de traitement ayant recours à des procédés biologiques et physico-chimiques traditionnels.

Ces unités seront dimensionnées en fonction des gisements qu'elles devront traiter. Ces solutions, complémentaires, permettront de traiter chacune 15 000 t de produits aqueux par an. Enfin, l'automatisation des procédés de déconditionnement et de mélange des réactifs permettront d'augmenter la productivité, le niveau de sécurité des opérateurs et de réduire les troubles musculo-squelettiques.

Les travaux concernant la lutte contre l'incendie et la mécanisation du déconditionnement des ateliers acide-base et phytosanitaires ont déjà été engagés.

Les travaux sur la zone de prétraitement débuteront en septembre 2018 pour se poursuivre jusqu'en 2021. Au-delà, les travaux sur l'évapoconcentration seront engagés.



## 5 NATURE, VOLUME ET ORIGINE DES ACTIVITES

### 5.1 VOLUME DES ACTIVITES

#### 5.1.1 SITUATION AUTORISEE

Les volumes des activités actuellement autorisées sont les suivants :

Opération	Tonnage annuel
Traitement et incinération de déchets industriels	25 000 t/an
Tri, transit, regroupement de déchets industriels	11 000 t/an
Prétraitement de déchets industriels	

La somme des capacités maximales des activités du site est de 36 000 t/an.

Pour cela, le site a également recours à des activités et installations connexes :

Installation connexe	Capacité
Station de rinçage de véhicules	15 véhicules/jour 10 m <sup>3</sup> /j
Dépôt de liquides inflammables de 2 <sup>ème</sup> catégorie	123 m <sup>3</sup> équivalent
Dépôt de liquides inflammables de 1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> catégorie	998 m <sup>3</sup> équivalent
Dépôt de matières plastiques <1000 m <sup>3</sup>	160 m <sup>3</sup>
Emploi et stockage d'azote	1 170 kg
Travail mécanique des métaux et alliages (traitement déchets)	154 kW
Réemploi de matières plastiques par procédé mécanique	18 t/jour
Installation de distribution de gasoil	Informations confidentielles selon l'instruction du gouvernement du 06/11/2017 (cf p.3)
Dépôt de bois	
Transit, regroupement ou tri des métaux et déchets de métaux	
Installation de combustion	
Emploi et stockage d'oxygène	
Emploi et stockage d'acétylène	
Installation de combustion	

#### 5.1.2 SITUATION ACTUELLE

La somme des capacités maximales des activités du site est de 36 000 t/an.

Le site constate une évolution des volumes traités par catégorie, qui est une conséquence directe de l'arrêt de l'évapo-incinérateur ainsi qu'une évolution du marché des déchets dangereux auquel le site TRD s'est adapté.

#### 5.1.3 SITUATION FUTURE

Le site TRD prévoit une augmentation de ses capacités de réception de déchets de la manière suivante :

Opération	Tonnage annuel
Traitement de déchets industriels liquides	15 000 t/an
Tri, transit, regroupement de déchets industriels	40 000 t/an
Prétraitement de déchets industriels	

La somme des capacités maximales des activités du site sera de 55 000 t/an.

Afin d'assurer ces opérations, la société aura recours à des activités et installations connexes :

Installation connexe	Capacité
Station de rinçage de véhicules	15 véhicules/jour 10 m <sup>3</sup> /j
Dépôt de carburant (gasoil)	<i>Informations confidentielles selon l'instruction du gouvernement du 06/11/2017 (cf p.3)</i>
Installation de remplissage et distribution de carburant	
Dépôt de bois	
Installation de combustion	
Emploi et stockage d'oxygène	
Emploi et stockage d'acétylène	
Installation de combustion	

#### Cas du traitement de déchets liquides vrac :

Les évolutions concernent uniquement le traitement des déchets aqueux. De nouvelles technologies d'évapo-concentration et de traitement biologique se substituent à l'évapo-incinération arrêtée en 2010.

Le site TRD prévoit l'installation d'une technologie d'évaporation (compression mécanique de vapeur ou autre similaire) qui associera une recondensation de la vapeur d'eau permettant la réutilisation ou le rejet d'eau sous forme liquide au milieu naturel via une station d'épuration externe.

Un procédé physico-chimique et biologique sera également mis en œuvre pour les eaux à pollution biodégradable. Il s'agira d'un procédé conventionnel sous forme moderne et compacte, en cuves fermées, de manière à supprimer le risque d'apparition d'éventuelles émissions olfactives.

Ces 2 procédés sont des techniques complémentaires qui pourront être associées le cas échéant.

La mise en œuvre des installations de traitement des déchets aqueux n'aura donc pas pour simple but de rentrer des déchets aqueux sur le site, mais aussi d'apporter une solution économique et compétitive avec un mieux environnemental par rapport à la situation autorisée (plus de rejet atmosphérique diffus mais rejets canalisés aqueux et maîtrisés).

#### Cas du transit regroupement et du traitement des déchets solides conditionnés :

En raison de l'arrêt de l'évapo-incinérateur, le site TRD s'est adapté pour maintenir sa pérennité et ses emplois en orientant son activité vers les déchets conditionnés, amenant une augmentation significative des volumes traités.

De plus, ce tonnage est prévu en forte augmentation compte tenu des actions engagées par le Ministère en faveur de la collecte et du traitement des déchets dangereux des ménages et des artisans et TPE. L'intégration du site TRD au sein du groupe ORTEC contribue également à augmenter le volume des conditionnés admis sur le site, avec des effets de synergie attendus à l'échelle du groupe.

Le projet du centre TRD à Villers-Bretonneux doit également intégrer cette évolution dans la typologie des déchets dangereux collectés.

## 5.2 ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES DECHETS

### 5.2.1 SITUATION ACTUELLE

Conformément aux dispositions du PREDIS et à celles de PREDD ainsi qu'à celles de son arrêté préfectoral, les installations reçoivent prioritairement des déchets en provenance de la région Picardie (Aisne, Oise, Somme) et des régions limitrophes (Nord-Pas-de-Calais, Champagne-Ardenne, Ile-de-France, Haute-Normandie).

### 5.2.2 SITUATION FUTURE

Les déchets en provenance de France auront pour origine :

- ↳ le département de la Somme prioritairement,
- ↳ les départements limitrophes (Aisne, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Seine-Maritime) qui totalisent à ce jour respectivement plus de 60 et 80% des déchets pour les activités de regroupement, transit, prétraitement et de traitement,
- ↳ la région Île-de-France, qui représente à ce jour environ 15% des entrants,
- ↳ plus marginalement les autres régions françaises (de l'ordre de 15% des entrants).

L'implantation du site en Picardie permet de répondre à la demande de traitement à proximité du lieu de production des déchets. Pour l'année 2013, les provenances des déchets (industriels, particuliers) sont présentées ci-après :

Origine des déchets admis sur le site				
Somme (80)	Aisne (02)	Pas-de-Calais (62)	Oise (60)	Nord (59)
34,7%	16,4%	12,3%	12,1%	5,4%
Yvelines (78)	Seine-Saint-Denis (93)	Marne (51)	Essonne (91)	Eure (27)
2,9%	2,9%	2,3%	1,4%	1,6%
Val d'Oise (95)	Moselle (57)	Hauts-de-Seine (92)	Autres	
1,6%	1,3%	1,0%	4,1%	

En plus de ces déchets provenant de France, il est prévu de réceptionner également des déchets dangereux provenant de l'étranger dans des proportions limitées (de l'ordre de 10%).

Les quantités des déchets gérés en provenance de l'étranger resteront dans les limites des capacités autorisées.

## 5.3 FILIERES DE VALORISATION ET D'ELIMINATION

### 5.3.1 SITUATION ACTUELLE

Les principales filières de valorisation ou d'élimination des déchets traités sont les suivantes :

Types de déchets	Valorisation		Elimination		
	Energétique	Matière (recyclage)	CSD (CI I ou II)	STEP	Incineration <sup>1</sup>
Déchets d'hydrocarbures liquides en mélange	Hydrocarbures (CSL) Sédiments (CSS)	/	/	/	Phase aqueuse
Déchets pâteux et solides vrac	CSS Broyats plastiques fins	/	/	/	Broyats plastiques grossiers
Déchets pâteux et solides conditionnés	CSS Broyats plastiques fins	Ferrailles	/	/	Broyats plastiques grossiers et matériaux
Déchets liquides aqueux et eaux polluées	/	Buées (rejet atm.)	/	/	Concentrats
Déchets liquides acides ou basiques	/	/	Boues de neutralisation	/	Eaux résiduelles
Solvants	Solvants non chlorés	/	/	/	Solvants chlorés
Emballages vides souillés	Emballages	/	/	/	/

### 5.3.2 SITUATION FUTURE

La typologie des filières de valorisation ou d'élimination des déchets en entrée du site TRD dans la configuration future du site sont mentionnées dans le tableau suivant. Les modifications apparaissent en bleu.

Types de déchets	Valorisation		Elimination		
	Energétique	Matière (recyclage)	CSD (CI I ou II)	STEP	Incineration <sup>1</sup>
Déchets d'hydrocarbures liquides en mélange	Hydrocarbures (CSL) Sédiments (CSS)	/	/	Eaux	/
Déchets pâteux et solides vrac	CSS cimenteries	/	/	/	/
Déchets pâteux et solides conditionnés	CSS cimenteries	Ferrailles	/	/	/
Déchets liquides aqueux et eaux polluées	/	/	/	Eaux condensées	Concentrats
Déchets liquides acides ou basiques	/	/	Boues de neutralisation	Eaux condensées	/
Solvants	Solvants non chlorés	/	/	/	Solvants chlorés
Emballages vides souillés	Emballages	/	/	/	/

Les seules modifications projetées concernent le traitement des déchets liquides aqueux.

Les nouvelles installations de traitement permettront un rejet maîtrisé et canalisé d'eaux vers la station d'épuration externe, au détriment d'émissions atmosphériques diffuses.

<sup>1</sup> La filière de l'incinération comprend tous les traitements spéciaux réservés aux déchets dangereux

## 5.4 EXPLOITATION DU SITE

Un ensemble de procédures est en vigueur sur le site TRD à Villers-Bretonneux.

Ces dernières comprennent notamment :

- ↳ l'exploitation et l'entretien de l'aire de lavage,
- ↳ la gestion des déchets.

Ces procédures seront actualisées avec les nouveaux procédés du centre TRD.

Parmi les procédures spécifiques au site figurent notamment :

- ↳ les modalités d'acceptation administrative de déchets sur le centre. Toute acceptation de déchets sur le site nécessite au préalable une démarche administrative du client ou producteur du déchet auprès du centre. Cette démarche permet notamment d'obtenir toutes les informations concernant le déchet, d'évaluer les risques potentiels de non-conformité du déchet à la livraison sur site, de délivrer un certificat d'acceptation préalable (CAP),
- ↳ les modalités de programmation des réceptions de déchets sur le centre,
- ↳ les modalités de contrôle et de déchargement des déchets à leur arrivée sur le centre,
- ↳ les modalités d'expédition des déchets/produits à leur sortie du centre.

Un ensemble de modes opératoires et instructions est également établi pour les différents ateliers et activités du site (laboratoire, atelier déconditionnement, atelier d'effluent, atelier pâteux...).

Dans le cadre des modifications projetées, la gestion des déchets restera encadrée par ces procédures.

D'autres modes opératoires correspondant aux nouveaux procédés de traitement viendront enrichir les procédures existantes.

Par ailleurs, l'article 3 de l'arrêté du 29 juillet 2005 (arrêté fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005) précise que « *Toute personne ayant transformé des déchets ou réalisé un traitement des déchets aboutissant à d'autres déchets joint l'annexe 2 du formulaire CERFA n°12571\*01 dûment remplie au bordereau qu'elle émet lors de la réexpédition de ces déchets vers une autre installation. Cette obligation n'est pas applicable aux personnes ayant incinéré ou coïncinéré des déchets. De même, **les personnes ayant transformé ou réalisé un traitement de déchets aboutissant à des déchets ne permettant plus d'identifier la provenance des déchets initiaux sont dispensés de cette obligation**, à condition que l'arrêté fixant les prescriptions de leur installation prévoie les cas de cette dispense.* »

Dans le cas présent, le site TRD réalise la transformation / traitement de déchets dangereux dont la provenance n'est alors plus identifiable.

**Aussi, la société demande à bénéficier des dispositions de l'arrêté du 29 juillet 2005 et du décret du 30 mai 2005 et souhaite pouvoir émettre un bordereau en sa qualité de producteur de déchets (cf. courrier en date du 20 mai 2009).**

**Un bilan global des matières entrantes et sortantes est réalisé par ailleurs par la société.**

Les principales procédures mises en œuvre sur le site sont présentées en Annexe 5.

#### **5.4.1 PROCEDURE D'ACCEPTATION PREALABLE**

Avant toute admission de déchets sur le site, les déchets sont soumis à une procédure d'acceptation visant à définir son acceptabilité sur le centre.

Il est demandé au producteur de déchets ou, à défaut, au détenteur, les informations suivantes :

- ↪ la provenance, et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur de déchet,
- ↪ les opérations de traitement préalable, éventuellement réalisées sur le déchet,
- ↪ la composition chimique principale du déchet ainsi que toutes les informations permettant de déterminer s'il est apte à subir le traitement prévu,
- ↪ PCI + teneur en eau + cendres,
- ↪ les teneurs en PCB, chlore, soufre, métaux lourds et toute autre substance faisant l'objet d'une valeur limite d'admission,
- ↪ les modalités de la collecte et de la livraison,
- ↪ les risques inhérents aux déchets, les substances avec lesquelles ils ne peuvent pas être mélangés, les précautions à prendre lors de leur manipulation,
- ↪ dans la mesure du possible, les propriétés de dangers HPxx du déchet,
- ↪ et toutes autres informations pertinentes pour caractériser le déchet.

L'exploitant peut, au vu de l'information préalable, solliciter des informations complémentaires sur le déchet dont l'admission est sollicitée et refuser d'accueillir le déchet en question. Il peut demander l'envoi d'un ou plusieurs échantillons représentatifs du déchet et réaliser ou faire réaliser, à la charge du producteur ou du détenteur, selon les termes définis avec lui, toute analyse pertinente pour caractériser le déchet.

Le site TRD tient à jour et à la disposition de l'inspection des Installations Classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise dans ce recueil les motifs du refus d'admission du déchet.

Selon les analyses d'identification et les informations communiquées par le producteur ou le détenteur, TRD se prononce sur sa capacité à prendre en charge le déchet en question dans les conditions réglementaires d'exploitation et conformément à son arrêté préfectoral. Le site délivre à cet effet soit un certificat d'acceptation préalable, soit un avis de refus de prise en charge.

Les échantillons reçus sont identifiés et accompagnés d'une feuille de renseignement DIAP (Demande d'Information d'Acceptation Préalable issue du système informatique) possédant tous les éléments utiles au laboratoire permettant l'identification du producteur, si possible une idée du tonnage et tout autre élément permettant d'orienter l'étude du produit (type de production, lieu de pompage...). Les analyses systématiques, lors d'une acceptation, sont les suivantes :

- ↳ analyse élémentaire par fluorescence X,
- ↳ test coupelle :
  - ✓ détermination de la présence de chlore organique (papier pH),
  - ✓ si le produit brûle instantanément, réalisation d'un point éclair,
  - ✓ si l'odeur est solvantée, réalisation d'un point éclair,
  - ✓ si le produit ne brûle pas, réalisation du pH,
- ↳ selon l'aspect du produit, réalisation de la matière sèche par distillation ou centrifugation du produit,
- ↳ viscosité si le produit est liquide ou visqueux,
- ↳ PCB sur les huiles,
- ↳ les autres analyses sont réalisées en fonction de la filière présumée par rapport aux premières analyses. Ces analyses peuvent être les suivantes : fluor, DCO, CN<sup>-</sup>, Cr<sup>6+</sup>, PCS, test de moussage, test de floculation, phénol...

Le certificat d'acceptation préalable consigne les renseignements contenus dans l'information préalable à l'admission, les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet ainsi que la filière retenue pour l'élimination de ce déchet.

Le site n'accepte les déchets que lorsqu'un certificat d'acceptation a été délivré au producteur ou au détenteur du déchet en question. Le certificat d'acceptation préalable a une validité d'un an, et doit être renouvelé à l'issue de cette période.

Le site conserve tous les certificats d'acceptation préalables durant 2 années. La société tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un registre chronologique détaillé des certificats d'acceptation préalables adressés au producteur dont les déchets ont été admis sur le site.

Une procédure d'acceptation préalable des déchets permet au site TRD de se prononcer sur la recevabilité du déchet en fonction de ses caractéristiques, de la capacité du centre à assurer son transit et pré-traitement ou de la disponibilité de filières aval pour son traitement ou son élimination.

Cette procédure permet également de déterminer un mode de traitement adapté à chaque déchet, en amont de son admission sur le site.

Le dossier d'acceptation préalable comprend les éléments suivants :

- ↳ une fiche d'identification déchet (FID) remplie et signée par le producteur, qui précise notamment :
  - ✓ le nom du producteur,
  - ✓ la définition (nom) et le processus générateur du déchet,
  - ✓ le code déchet conforme à la nomenclature européenne,
  - ✓ le conditionnement,
  - ✓ une caractérisation physico-chimique la plus complète possible,
  - ✓ les données de sécurité et précautions à prendre à la manipulation, au transport,
- ↳ une fiche analytique réalisée sur échantillon représentatif comportant :
  - ✓ les résultats d'analyse pour s'assurer de la conformité à l'arrêté préfectoral (point d'éclair, teneur en chlore...),
  - ✓ d'autres analyses et mesures en liaison avec les procédés du centre ou les filières d'élimination aval (PCI, teneur en sédiment, teneur en eau, teneur en cendre...),
  - ✓ le cas échéant, des analyses complémentaires.

Toutes les analyses sont réalisées suivant les normes françaises ou européennes en vigueur,
- ↳ un certificat d'acceptation préalable signé du centre reprenant les principales données contenues dans la FID et la fiche analytique.

Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant au moins 2 ans à compter de la date de délivrance du certificat. Tout changement dans la nature du déchet entraîne la demande d'un nouveau certificat.

Les CAP sont valables un an. Le renouvellement est déclenché à l'échéance de validité du CAP et peut comporter toutes les étapes précédentes y compris la prise et l'analyse d'échantillons.

Avant de pouvoir être accepté sur le site, tout déchet doit avoir obtenu un certificat d'acceptation préalable à moins qu'il ne s'agisse d'une situation d'urgence (épandage accidentel, dépannage d'industriel...). Dans ce cas, l'acceptation est réalisée au moment de la livraison et le déchet subit toutes les étapes d'analyses et de contrôles précédemment cités.

#### **5.4.2 PROGRAMMATION DES LIVRAISONS**

La programmation des livraisons permet d'établir le planning des livraisons de déchets. Les différentes étapes sont :

- ↳ la prise en compte de la demande de livraison,
- ↳ la vérification de l'existence du CAP et de sa validité,
- ↳ l'élaboration d'un planning en continu en vérifiant la faisabilité logistique et industrielle,



- ↳ le retour d'information permanent vers le personnel d'exploitation et les clients.

### 5.4.3 RECEPTION ET CONTROLE DES DECHETS

Les étapes suivies à chaque entrée de déchets sont les suivantes :

- ↳ les contrôles administratifs (planning, Certificat d'Acceptation Préalable, Bordereau de Suivi de Déchets Dangereux, protocole de sécurité...) et la pesée,
- ↳ les contrôles du camion (équipement et signalisation, chargement...) et du conducteur (formation et équipement...),
- ↳ le contrôle réception du déchet (contrôle visuel, contrôle de radioactivité, prélèvement et analyse d'échantillon, décision) et l'acceptation client.

Les contrôles de conformité effectués à la livraison des produits sont constitués par des tests simples pouvant être complétés par des analyses en fonction des premiers résultats obtenus. Ces contrôles sont effectués sur des échantillons prélevés de façon aussi représentative que possible. Les tests d'identification réalisés au sein du laboratoire sur site sont les suivants :

- ✓ la mesure du pH à l'aide de bandelettes de papier pH,
- ✓ le test de brûlage afin de déterminer si le produit est minéral ou organique et pour détecter la présence d'halogènes (chlore notamment),
- ✓ des tests colorimétriques (réactifs ou bandes) semi-quantitatifs afin de déterminer la présence de chrome VI, cyanure, peroxyde, sulfures,
- ✓ des tests de compatibilité pour tous les produits liquides, pâteux avec le stock présent en fosses ou en cuves (détection entre autres des produits à caractère polymérisant : résines, isocyanate, latex, acrylique...).

L'échantillonnage, la prise d'échantillon et les tests rapides effectués sont formalisés dans des modes opératoires et sont effectués sur le site au niveau du laboratoire par du personnel spécialement formé à cette opération.

Après identification, vérification des caractéristiques et étiquetage, les déchets sont orientés vers leur atelier de prétraitement en fonction de leur nature et de leur conditionnement.

Ces résultats peuvent être complétés par des analyses en laboratoire extérieur.

Par ailleurs, un nouvel appareil analytique (chromatographie phase gaz) est dorénavant présent sur l'installation afin de mieux contrôler les activités exercées (et détecter notamment la présence de PCB).

- ↳ le déchargement du déchet en cas d'acceptation client,
- ↳ la pesée en sortie,
- ↳ la tenue du registre des entrées.

Les produits ne respectant pas les spécifications sont refusés (retour au producteur). Les résultats des analyses et les fiches correspondantes sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées et archivés pendant 2 ans.

Le contrôle de radioactivité est effectué à l'entrée du camion sur site par un portique de détection.

A l'entrée de l'atelier DTQD se trouve par ailleurs une balise de contrôle.

En cas de détection de radioactivité, le déchet est refusé. L'administration et les organismes concernés sont informés, et le déchet est retourné au producteur ou pris en charge par l'ANDRA après isolement sur une aire d'attente qui sera créée à l'intérieur du bâtiment des déchets en transit (zone avec peu de passage et facilement surveillée).

Concernant l'amiante lié, une procédure spécifique définit les modalités d'acceptation, de réception et d'expédition.

#### **5.4.4 REGISTRE DE PRISE EN CHARGE**

Le registre de prise en charge mentionne, pour chaque arrivage de déchets :

- ↪ la date et l'heure d'entrée,
- ↪ la nature déclarée par le producteur et le transporteur suivi du numéro de la nomenclature,
- ↪ les propriétés de dangers HPxx des déchets reçus, établies selon l'annexe III de la directive 2008/98/CE,
- ↪ l'identité du producteur,
- ↪ la quantité reçue et le mode de conditionnement,
- ↪ la provenance,
- ↪ l'identité du transporteur,
- ↪ les résultats des tests et analyses effectués sur les échantillons,
- ↪ l'affectation du stockage correspondant,
- ↪ le numéro du certificat d'acceptation préalable.

En cas de refus, le registre de prise en charge indique en complément :

- ↪ le motif du refus,
- ↪ le destinataire de retour.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

#### 5.4.5 EXPEDITION – BORDEREAU DE SUIVI ET REGISTRE DE SORTIE

De par l'activité de tri avec éclatement des lots réceptionnés puis l'activité de regroupement en conditionnements, cuves et fosses et/ou l'activité de traitement physico-chimique total ou partiel des regroupements (broyage, neutralisation...), la provenance exacte des déchets composant les sorties ne sera plus identifiable. Comme le prévoit la notice explicative du formulaire CERFA n°12571\*01 (cas n°6) et l'article 45 de l'arrêté préfectoral en date du 29 janvier 1999, le site émet un bordereau de suivi en qualité de producteur sans y adjoindre l'annexe 2 du CERFA n°12571\*01.

Pour chaque expédition de déchets, la société est soumise à la procédure d'acceptation préalable du centre extérieur (certificat d'acceptation préalable, etc.). Toute expédition de déchets est accompagnée d'un Bordereau de Suivi.

Le laboratoire du site réalise les analyses de sortie afin d'être sûr que l'ensemble des critères de la filière répond aux critères d'acceptation préalable du centre extérieur.

Les analyses systématiquement réalisées sont :

- ↳ analyse élémentaire par fluorescence X,
- ↳ test coupelles,
- ↳ pH (si le produit ne brûle pas et qu'il est liquide),
- ↳ PCS,
- ↳ viscosité selon les filières,
- ↳ PCB selon les produits.

L'ensemble des critères nécessaires à vérifier pour les sorties sont repris dans des formulaires spécifiques propres à chaque famille. Ces formulaires reprennent les critères et les seuils à respecter.

Conformément à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement, chaque opération de sortie de déchet fait l'objet d'un registre chronologique où sont principalement notés :

- ↳ la date de l'expédition du déchet,
- ↳ la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement),
- ↳ la quantité du déchet sortant,
- ↳ le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié,
- ↳ le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement,
- ↳ le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets,
- ↳ le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé,

- ⇒ le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée,
- ⇒ la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement,
- ⇒ le lien avec les produits entrés afin de gérer le stock.

Ces différents registres seront conservés pendant 3 ans.

A noter que l'article 6 de l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres émis par les installations de transit, regroupement ou de traitement des déchets et les établissements qui produisent ou expédient des déchets indique que les installations réalisant une transformation importante des déchets, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit.

Les déchets et tous les produits sortant du site font l'objet d'un suivi rigoureux :

- ⇒ création d'une fiche d'identification déchet (FID) si c'est la première expédition vers le centre éliminateur ou de valorisation, pour acceptation préalable (les autres expéditions restent dans le cadre du CAP de la filière),
- ⇒ pesée du chargement,
- ⇒ registre de sortie consignait :
  - ✓ la date de sortie,
  - ✓ la nature du déchet suivie du code nomenclature,
  - ✓ la quantité expédiée et son conditionnement,
  - ✓ la destination,
  - ✓ l'identité du transporteur,
  - ✓ les références des certifications d'acceptation correspondantes.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

- ⇒ bordereau de suivi des déchets dangereux comportant les informations relatives :
  - ✓ au producteur du déchet (nom, date, signature...),
  - ✓ au déchet considéré (nom, type, code nomenclature...),
  - ✓ au transporteur (nom, tonnage, conditionnement, date, signature...),
  - ✓ au centre éliminateur (rempli à réception par l'exutoire aval),
- ⇒ un document de suivi rempli par TRD comprenant également pour l'exportation :
  - ✓ l'origine et le volume des déchets,
  - ✓ les dispositions en matière d'itinéraire,

- ✓ les mesures de sécurité concernant le transport,
- ✓ l'identité du destinataire et la localisation du centre de valorisation,

#### 5.4.6 EFFECTIF ET GESTION DU SITE

L'effectif sur le site est de 30 personnes, auxquels s'ajoutent quelques intérimaires ou CDD en fonction de la charge de travail.

En situation future, il est prévu une augmentation d'effectif de l'ordre de 20%, compte tenu des modifications projetées sur le site.

Les horaires de fonctionnement sont les suivants :

- ✎ 8 h – 18 h pour le personnel administratif (du lundi au vendredi),
- ✎ Horaires de travail, pour la production, du lundi au vendredi :
  - ✓ secteur liquide : de 7h à 20h,
  - ✓ secteur solide : de 7h à 20h.

Ces périodes de travail peuvent être élargies en fonction de la charge, le samedi :

- ✓ secteur liquide : de 7h à 20h,
- ✓ secteur solide : de 7h à 20h.
- ✎ Horaires de réception, du lundi au vendredi :
  - ✓ secteur liquide : de 7h à 18h,
  - ✓ secteur solide : de 7h à 18h.

Les réceptions peuvent être aménagées sur demande particulière.

La chaudière gaz et la centrifugeuse peuvent fonctionner de nuit, à l'exception du week-end.

La station de traitement des eaux fonctionne en continu, 24h/24 et 7 j/7.

En configuration future, les horaires de production s'étendront de 6h à 21h.

## **6 DESCRIPTION ET FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS**

Les déchets admis sur le site sont mentionnés en Annexe 6.

### **6.1 INSTALLATIONS ET ACTIVITES DE TRAITEMENT DES DECHETS LIQUIDES VRAC**

#### **6.1.1 INSTALLATIONS**

##### **A) SITUATION ACTUELLE**

Outre les infrastructures communes à toutes les activités, les installations propres aux activités de traitement des déchets liquides vrac comportent principalement :

- ↳ une zone de dépotage avec 2 postes de déchargement,
- ↳ un rack aérien de tuyauteries assurant le transfert des liquides jusqu'aux cuves de stockage,
- ↳ une zone de stockage/réception comprenant plusieurs cuves aériennes dont les caractéristiques sont présentées dans le paragraphe 6.1.3,
- ↳ un atelier de traitement de déchets d'hydrocarbures,
- ↳ 2 bassins de collecte des eaux de toiture et de ruissellement sur les voiries.

##### **B) SITUATION FUTURE**

Les modifications projetées concernent principalement l'atelier de traitement des effluents avec le remplacement de l'évapo-incinérateur par d'autres unités de type :

- ↳ unité de traitement d'effluents aqueux ayant recours à des procédés physiques d'évaporation, notamment compression mécanique de vapeur, mais aussi humidification déshumidification ou similaire,
- ↳ unité de traitement d'effluents aqueux par voie physico-chimique,
- ↳ unité de traitement d'effluents aqueux par voie biologique.

Par ailleurs, quelques aménagements périphériques (cuves de stockage...) sont prévus pour exploiter aisément ces unités. Ceux-ci sont précisés dans les paragraphes suivants.

#### **6.1.2 AIRE DE DECHARGEMENT**

##### **A) SITUATION ACTUELLE**

Une aire spécifique pour le déchargement des liquides vrac existe actuellement au sein du site, à proximité du poste d'accueil. Elle est composée de 2 postes affectés aux déchets eaux souillées et/ou aux déchets hydrocarbonés.

Pour protéger les différents équipements de l'installation, chaque type d'effluent subit lors du déchargement un dégrillage plus ou moins fin. Les postes de déchargement sont équipés à cet effet de dégrilleurs motorisés.

Pour les eaux souillées, le seuil de coupure de la grille est de 300 µm, pour un débit de déchargement maximal de 80 m³/h. Les déchets hydrocarburés subissent un dégrillage à 1 mm pour tenir compte des effets de viscosité et d'écoulement.

Les refus de filtre sont réunis dans une benne de petite taille et transférés jusqu'à l'atelier CSS pour participer à l'élaboration du combustible solide de substitution.

Le transfert entre les bacs de déchargement et les cuves s'opère par l'intermédiaire d'une pompe dont le débit peut être ajusté et d'un rack de tuyauteries afin d'éloigner la zone de dépotage de la zone de traitement. En sortie de pompe, une vanne pneumatique permet d'isoler les cuves de stockage des cuves tampons de dépotage.

Les événements des cuves T6 et T12 sont dimensionnés en corrélation avec la nature des produits qu'elle contiennent.

## B) SITUATION FUTURE

Le site ne prévoit pas de modification de fond, mais pour assurer un fonctionnement optimal de ces unités, le poste de dépotage et de transfert pourra être adapté suivant la nature des déchets réceptionnés avec :

- ↳ filtres dégrilleurs redimensionnés,
- ↳ fosse de décantation des boues,
- ↳ pompe de transfert des liquides en cuves de traitement via rack de tuyauteries.

Il est prévu la possibilité de transférer des liquides par pompage depuis le poste de dépotage vers les cuves P1, P2, P3, P5 et P14. Le poste de dépotage sera également modifié pour permettre le rechargement des camions liquide vrac au départ vers les filières de valorisation externes.

### 6.1.3 ZONE DE STOCKAGE / RECEPTION

#### A) SITUATION ACTUELLE

Les caractéristiques des cuves de stockage en place sur le site sont présentées ci-dessous.

N° de cuve	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Capacité (m³)	Produits	Caractéristiques
T1	<i>Informations confidentielles selon l'instruction du gouvernement du 06/11/2017 (cf p.3)</i>			Déchets eaux souillées (<5% d'huile, ne disposant pas de point éclair)	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm
T2				Déchets eaux souillées (<5% d'huile, ne disposant pas de point éclair)	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm
T4				Phase aqueuse issue de la centrifugation et de la décantation des cuves T1 et T2 (<5% d'huile, ne disposant pas de point éclair)	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm
T6				Déchets chargés en boues et en hydrocarbures	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm
T10				Eaux souillées contenant des hydrocarbures	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm
T11				Eaux souillées contenant des hydrocarbures	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm Agitée avec pale 2 hélices et turbine de fond
T12				Phase huileuse issue de la centrifugation (<5% d'eau, point éclair > 55°C)	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm Agitée avec pale 2 hélices et turbine de fond

N° de cuve	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Capacité (m³)	Produits	Caractéristiques
T13	<i>Informations confidentielles selon l'instruction du gouvernement du 06/11/2017 (cf p.3)</i>			Déchets chargés en boues et hydrocarbures (<5% d'eau, point éclair > 55°C)	Fond incliné 3% Calorifugée – Agitée- Cuves sur 4 pattes
T15				Hydrocarbures après centrifugation (point éclair > 55°C)	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm Cuve sur 4 pattes
T16				Phase aqueuse issue de la centrifugation	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm Cuve sur 4 pattes
T22				Huile tricacteur	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm Cuve sur 4 pattes d'ancrage
T23				Huile tricacteur	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm Cuve sur 4 pattes d'ancrage

Les dômes des cuves sont accessibles par échelle à crinoline et passerelle de sécurité et sont équipées de gardes corps.

Les cuves sont construites en acier inoxydables, mises à la terre et équipées :

- ↳ d'un piquage de nettoyage en fond de cuve,
- ↳ d'un trou d'homme,
- ↳ d'un évent. Les événements des cuves T6 et T12 sont dimensionnés en corrélation avec la nature des produits qu'elles contiennent.

Une lame vibrante reliée au système numérique de contrôle de commande est installée sur chaque cuve pour déclencher une alarme en cas de niveau trop haut, afin d'éviter tout débordement des cuves.

Un dispositif de coupure de pompe automatique est également installé.

## B) SITUATION FUTURE

Une cuve T3 sera installée pour le stockage d'eaux souillées avant traitement physico-chimique et biologique.

Une cuve T30 sera également implantée pour le stockage des boues biologiques liquides.

Cette cuve sera implantée à proximité des cuves existantes, dans la zone de rétention.



Les caractéristiques des cuves dans la configuration future seront les suivantes :

N° de cuve	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Capacité (m³)	Produits	Caractéristiques
T1	<i>Informations confidentielles selon l'instruction du gouvernement du 06/11/2017 (cf p.3)</i>			Déchets eaux souillées (<5% d'huile, ne disposant pas de point éclair) – Alimentation du nouvel évaporateur	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm
T2				Déchets eaux souillées (<5% d'huile, ne disposant pas de point éclair) – Alimentation du nouvel évaporateur	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm
T4				Déchets eaux souillées (<5% d'huile, ne disposant pas de point éclair) – Alimentation du nouvel évaporateur	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm
T6				Phase huileuse issue de la centrifugation (<5% d'eau, point éclair > 60°C)	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm Event
T10				Eaux souillées	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm
T11				Mélange eau et hydrocarbures	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm Agitée avec pale 2 hélices et turbine de fond
T12				Phase huileuse issue de la centrifugation (<5% d'eau, point éclair > 60°C)	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm Agitée avec pale 2 hélices et turbine de fond Event
T13				Mélange eau et hydrocarbures	Fond incliné 3% Calorifugée – Agitée- Cuves sur 4 pattes
T15				Hydrocarbures après centrifugation (point éclair > 60°C)	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm Cuve sur 4 pattes
T16				Phase aqueuse issue de la centrifugation	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm Cuve sur 4 pattes
T22				Eaux souillées	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm Cuve sur 4 pattes d'ancrage
T23				Huile issue du tricanteur	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm Cuve sur 4 pattes d'ancrage
T3				Eaux souillées avant traitement physico-chimique et biologique	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm Agitée
T30				Boues biologiques liquides	Fond incliné 3% Inox 23 CN 18-10, ép 4 mm Agitée

Les cuves horizontales A, B et C seront utilisées en tant que réserve d'eau incendie.

Les nouveaux outils de traitement seront performants et assureront un traitement efficace en un temps plus court, contribuant ainsi à une meilleure rotation des déchets.

Le plan en page suivante présente l'organisation de la zone de déchets liquides vrac.

**Figure 4 : Plan des cuves TXX**

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

#### 6.1.4 ATELIER DE TRAITEMENT DES DECHETS D'HYDROCARBURES

La finalité de l'atelier de traitement des déchets d'hydrocarbures est d'élaborer un combustible de substitution liquide à partir des hydrocarbures contenus dans les déchets via des techniques de séparation gravitaire et forcée, notamment par centrifugation. Ce combustible liquide est valorisé dans des installations de combustion autorisées chez des industriels utilisateurs.

##### A) SITUATION ACTUELLE

L'unité de centrifugation est placée sous bâtiment et se compose principalement de :

- ↳ réservoirs de stockage pour l'alimentation du décanteur centrifuge,
- ↳ une unité de préparation de polymères de floculation,
- ↳ un décanteur centrifuge (tricanteur),
- ↳ divers pompes et bacs déshuileurs de reprise,
- ↳ réservoirs de stockage du produit fini.

Ce procédé consiste en une séparation forcée à chaud (50°C) par augmentation des densités apparentes des constituants des mélanges au moyen de la force centrifuge.

Après une première décantation au sein des cuves de stockage, les huiles et les sédiments décantés sont dirigés vers l'étape de centrifugation qui permet de réaliser une séparation des phases aqueuses souillées, hydrocarbures et sédiments.

Le tricanteur permet une séparation de 3 phases, c'est-à-dire une séparation simultanée de 2 liquides non miscibles de densités différentes et d'une phase solide, pour autant que cette dernière soit la plus dense.

Le tricanteur évacue sous pression la phase liquide la plus dense par la turbine centripète réglable alors que la phase liquide légère est évacuée par débordement gravitaire. La turbine centripète réglable permet d'ajuster la zone de séparation et les performances de séparation, machine en marche.

La technique optimise la séparation liquide/liquide. Les boues sont évacuées au moyen d'une vis sans fin dans une benne qui sera transférée vers l'atelier CSS. Les eaux rejoignent l'atelier de traitement des effluents vers les unités physico-chimie et biologie. Les hydrocarbures sont regroupés en cuve dans l'attente d'un transport vers un industriel extérieur autorisé.

##### B) SITUATION FUTURE

Le procédé de traitement d'hydrocarbures ne subira pas de modification de fond.

**Cette installation relève de la rubrique 2790 de la nomenclature Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.**

### 6.1.5 AIRE DE LAVAGE DE CAMIONS CITERNES, BENNES ET CONTENANTS

#### A) SITUATION ACTUELLE

Cette zone occupe une surface de 80 m<sup>2</sup> environ. Elle se compose de :

- ↳ lances sur groupe haute pression de 200 bars au maximum,
- ↳ jets gros débit d'eau,
- ↳ une fosse de réception des égouttures d'un volume de 25 m<sup>3</sup>.

Cette zone s'adresse aux camions venus effectuer une livraison de déchets liquides vrac sur le centre (citernes et hydro cureurs) mais aussi aux camions bennes, camions multi-bennes.

Cette unité permet la délivrance d'un certificat de lavage conforme aux règles en vigueur dans la profession pour l'ensemble des véhicules livrant sur le site et dont la livraison en cours ou à venir le justifie.

L'aire de lavage est également utilisée pour le lavage de divers contenants, principalement des cubitainers, bidons et caisses palettes en vue d'une réutilisation chez les producteurs de ces déchets.

Les principales opérations réalisées dans cette unité sont les suivantes :

- ↳ après vérification de la vidange complète du liquide et pesée à vide, le camion vient se positionner en marche arrière au poste de lavage devant la zone prévue à cet effet,
- ↳ ouverture de la porte arrière et bennage en fosse des boues liquides (cas des hydrocureurs),
- ↳ nettoyage au jet gros débit et si besoin lance haute pression,
- ↳ collecte des égouttures en fosse,
- ↳ pompage des eaux de lavage et transfert sur le poste de dépotage des liquides,
- ↳ reprise des boues en fosse pour incorporation au CSS.

Le volume d'eau mis en œuvre est de l'ordre de 10 m<sup>3</sup>/j.

**Cette installation est visée par la rubrique 2795 de la nomenclature ICPE.**

#### B) SITUATION FUTURE

La zone de lavage sera repensée afin de gérer à la fois les camions et les conditionnements. Elle pourra accueillir des citernes n'ayant pas été dépotées sur le site TRD.

La surface de la zone sera ainsi portée à 400 m<sup>2</sup> de manière à permettre un meilleur flux des camions. Elle intégrera un dispositif de reprise des boues en bennes et des formes de pente mieux adaptées afin de faciliter la collecte des jus de lavage.

La capacité d'eau mise en œuvre ne sera pas modifiée et restera de 10 m<sup>3</sup>/j.

## 6.1.6 ATELIER DE TRAITEMENT D'EFFLUENTS

### A) SITUATION ACTUELLE

Les déchets aqueux sont orientés vers une filière externe de traitement par co-incinération, notamment vers les cimenteries.

Ce repli d'activité a été à l'origine de surcoûts significatifs en transport et traitement que le centre TRD a dû absorber.

Cette situation ne saurait perdurer et les modifications projetées prévoient d'y remédier afin d'apporter une nouvelle offre de traitement aux producteurs de ces effluents.

### B) SITUATION FUTURE

L'atelier disposera de 2 unités de traitement :

- ↳ un procédé physique d'évaporation avec recondensation (par exemple évapo-compression, humidification-deshumidification...),
- ↳ un procédé physico-chimique et biologique plus traditionnel.

#### ***Procédé physique d'évaporation avec recondensation***

Ce procédé sera destiné au traitement des effluents aqueux complexes principalement issus des procédés industriels notamment de la chimie et dérivés afin de séparer les polluants de la phase aqueuse.

L'évapo-concentration appliquée au traitement des effluents est une opération unitaire de séparation d'au moins 2 constituants liquides qui associe un changement d'état physique de l'un d'eux : l'eau dans ce cas qui passe de l'état liquide à l'état vapeur. Le but est ainsi d'évaporer principalement l'eau par apport d'énergie et ainsi de concentrer les autres substances ayant une température d'ébullition supérieure.

Plusieurs fournisseurs de ce type d'équipements existent sur le marché avec des variantes techniques. A titre d'exemple, le principe de l'évaporation à CMV est présenté ci-dessous.

Afin de faire baisser la température de fonctionnement et donc le coût énergétique, les évaporateurs peuvent fonctionner sous vide partiel. La mise en place d'un compresseur mécanique de vapeur permet d'utiliser les buées issues de l'évaporateur comme vapeur de chauffage de ce même évaporateur.

Dans ce type d'évaporateur, l'effluent au démarrage de l'installation est chauffé par un réchauffeur électrique. Le compresseur de vapeur, cœur du système, collecte les vapeurs formées et élève leur niveau énergétique. Les buées comprimées sont alors utilisées en vapeur de chauffage au sein de l'évaporateur : leur condensation apporte l'énergie nécessaire à l'évaporation de l'effluent entrant.

L'évaporation sous vide à compression mécanique de vapeur permet de réduire le coût énergétique lié à la mise en température en permettant un changement d'état à plus faible température. Ce système est énergétiquement très performant puisqu'il ne nécessite que l'apport de la différence d'enthalpie entre les buées produites et la vapeur nécessaire sur l'échangeur de chaleur. Le vecteur énergétique principal est l'électricité.

L'unité se composera notamment des éléments suivants :

- ↳ cuves T1, T2 et T3 pour le stockage,
- ↳ cuves de préparation et déshuileur de faible capacité,
- ↳ l'évaporateur lui-même,
- ↳ une cuve à concentrats (cuve T30),
- ↳ 2 cuves à distillat (cuves T10 et T11)
- ↳ cubitainers de produits de rinçage et détartrage des tuyauteries.

L'unité d'évaporation retenue aura une capacité maximale de 2 000 L/h. En considérant un pourcentage moyen de fonctionnement de 90%, la capacité journalière et annuelle maximum de traitement ainsi obtenue est :

- ↳ capacité de traitement journalière :  $2,0 \times 0,9 \times 24 = 43,2$  t/jour,
- ↳ capacité de traitement annuelle :  $2,0 \times 0,9 \times 24 \times 365 = 15\,768$  t/an.

La mise en œuvre de cette installation nécessitera les énergies et utilités suivantes :

- ↳ apport d'énergie pour préchauffer les produits entrants tout en minimisant les consommations énergétiques générales du centre,
- ↳ refroidissement du distillat aqueux avant rejet,
- ↳ raccordement au réseau communal d'évacuation des eaux usées.

Un évaporateur à compression mécanique de vapeur sera installé en outdoor au sud-est du site. Il permettra le traitement des phases aqueuses, en évaporant l'eau et en concentrant les produits (hydrocarbures et particules qu'ils contiennent) qui auront une température d'ébullition supérieure à celle de l'eau. Il s'effectuera une séparation entre le concentrat (produit concentré) et le distillat (eau recondensée).

Pour l'évaporateur à compression mécanique de vapeur, l'effluent au démarrage de l'installation sera chauffé par un réchauffeur. Le compresseur de vapeur, cœur du système, collectera les vapeurs formées et élèvera leur niveau énergétique. Les buées comprimées seront alors utilisées en vapeurs de chauffage au sein de l'évaporateur : leur condensation apportera l'énergie nécessaire à l'évaporation de l'effluent entrant.

Le concentrat sera stocké en cuve pour envoi vers une filière extérieure. Le distillat sera rejeté au réseau d'assainissement collectif après contrôle de sa qualité et traitement éventuel.

Le réchauffeur sera utilisé pour amorcer le procédé. Ensuite, l'énergie apportée au moteur du compresseur deviendra suffisante pour entretenir le processus.

L'alimentation en produit à concentrer sera arrêtée lorsque la concentration ne pourra plus être améliorée.

Pour ce type d'installation, la consommation d'énergie est faible face à l'énergie récupérée lors de la condensation. Les atouts d'un évaporateur à compression mécanique de vapeur sont les suivants :

- ↳ faible consommation énergétique,
- ↳ faible encombrement,
- ↳ large gamme de traitement d'effluents aqueux et de capacité de traitement,
- ↳ stérilisation du distillat.

Les 2 produits de ce procédé, à savoir le distillat et le concentrat, seront traités de façon distincte. Le concentrat sera évacué en partie basse et sera intégré au procédé d'élaboration du combustible de substitution solide. Le distillat sera évacué en partie haute après le compresseur, et pourra être rejeté soit dans la station biologique soit directement au réseau d'eaux usées communal pour rejoindre la STEP de Villers Bretonneux avec laquelle le centre TRD dispose d'une convention, présentée en Annexe 7, et qui a fait l'objet d'une mise à jour.

### ***Unité physico-chimie et biologie***

Ce procédé sera utilisé pour des eaux polluées biocompatibles issues notamment de décantation, de ruissellement ou de lavage.

Les eaux à traiter proviendront :

- ↳ des procédés de séparation de phase des hydrocarbures,
- ↳ de déchets en entrée compatibles avec un traitement biologique,
- ↳ de la zone de lavage camions,
- ↳ d'eaux pluviales éventuellement polluées.

L'atelier de traitement des effluents comportera 3 étapes :

- ↳ un traitement physico-chimique amont afin d'éliminer les fines, les matières en suspension (MES), les métaux, de précipiter les sels et de séparer les hydrocarbures,
- ↳ un traitement biologique à biomasse fixée,
- ↳ un traitement physico-chimique aval.

La première étape de prétraitement physico-chimique comportera notamment les éléments suivants :

- ↳ décanteur statique muni de séparateur d'hydrocarbures,
- ↳ réacteur de coagulation de 5 m<sup>3</sup>,
- ↳ réacteur de floculation de 1 m<sup>3</sup>,
- ↳ aéroflottateur,

- ↳ décanteur de type cylindro-conique.

La seconde étape de traitement biologique se composera :

- ↳ de 4 réacteurs biologiques sur lits fixés de 30 m<sup>3</sup> pour l'abattement en DCO et DBO<sub>5</sub>,
- ↳ d'un dispositif d'insufflation d'air.

La troisième étape comportera :

- ↳ un réacteur de coagulation de 1 m<sup>3</sup>,
- ↳ un réacteur de floculation de 1 m<sup>3</sup>,
- ↳ un décanteur cylindro-conique.

Les cuves T3 et T4 seront utilisées pour cette nouvelle activité, respectivement en entrée du biologique et en sortie du biologique.

L'atelier de traitement des eaux nécessitera l'utilisation de plusieurs produits et réactifs, notamment :

- ↳ des acides (phosphorique, sulfurique),
- ↳ des coagulants (chlorure ferrique par exemple),
- ↳ des polymères floculants pour la station biologique,
- ↳ des lessives de soude,
- ↳ de l'urée utilisée comme nutriment pour la station biologique.

Ils seront stockés en GRV. Les produits liquides seront stockés sur des rétentions. Les caractéristiques de ces produits sont détaillées ci-dessous.

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

Le prétraitement physico-chimique consistera en :

- ↳ une décantation en réservoirs,
- ↳ une aéroflottation (correction de pH, ajout de coagulant/floculant, microbullage à l'air comprimé et récupération des mousses),
- ↳ une reprise des eaux prétraitées pour stockage en réservoirs.

Les déchets (boues et mousses) issus de ce prétraitement seront transférés vers l'atelier CSS pour être intégrés dans le procédé d'élaboration du combustible de substitution.



Un aérotherme pourra être associé à cette station de traitement biologique afin de refroidir les effluents avant traitement. La température des effluents sera en effet un paramètre important pour le bon fonctionnement du traitement biologique.

Le traitement biologique sera assuré par 4 cuves en PEHD disposées en cascade et d'un volume unitaire utile de 29 m<sup>3</sup>.

La cuve précédant le traitement biologique sera équipée d'un réseau d'insufflation d'air pour assurer une pré-aération avant le traitement biologique.

Les 2 premières cuves constitueront le premier étage et permettront d'abattre la plus forte charge.

Ces réacteurs seront équipés en fond d'un réseau de diffuseurs de fines bulles alimentés par des surpresseurs permettant l'apport d'oxygène et l'homogénéisation des effluents.

Ces réacteurs biologiques seront constitués de cadres inox équipés de supports polypropylène à haute surface spécifique sur lesquels se développera la biomasse.

A la sortie du 2<sup>e</sup> réacteur, une pompe permettra de faire recirculer une partie des effluents en tête du traitement biologique, ce qui permettra d'améliorer l'abattement de la DCO.

L'effluent traité en sortie des réacteurs biologiques sera ensuite dirigé vers un traitement de finition pour séparer la biomasse en excès par voie physico-chimique.

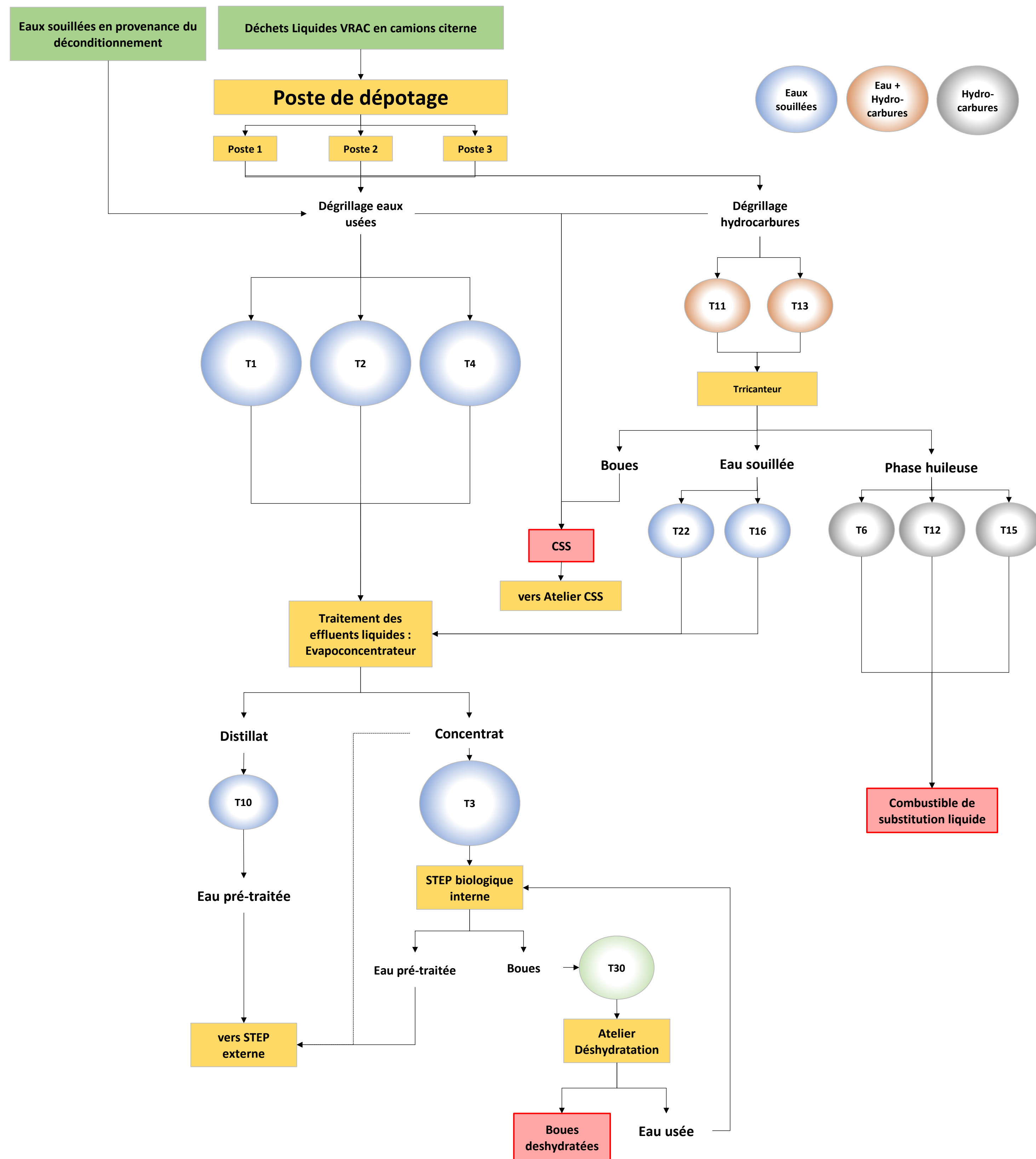
Avant le rejet au réseau communal de traitement des eaux usées pour rejoindre la STEP de Villers-Bretonneux, seront notamment installés :

- ↳ un canal Venturi conforme à la norme ISO 4359 pour les mesures et prélèvements des rejets,
- ↳ un échantillonneur en continu pour le contrôle analytique,
- ↳ une vanne guillotine sur l'émissaire de rejet en cas de nécessité.

Le fonctionnement de cette station sera continu, 24h/24, 7j/7. La capacité de l'atelier de traitement biologique des eaux sera de 15 000 t/an, et d'environ 50 t/j.

La quantité de réactifs utilisés correspondra à environ 1% des déchets liquides entrants.

Le plan général localisant les activités de traitement de déchets liquides vrac dans la configuration future est présenté page suivante.



## 6.2 INSTALLATIONS ET ACTIVITES DE TRANSIT ET TRAITEMENT DES DECHETS SOLIDES VRAC ET CONDITIONNES

### 6.2.1 INSTALLATIONS

#### A) SITUATION ACTUELLE

Les installations comprennent principalement :

- ↳ un bâtiment déchets conditionnés et des aires de déchargement et de déconditionnement,
- ↳ une zone de broyage avec broyeur et alvéoles de stockage,
- ↳ une zone CSS avec des fosses de réception et de travail,
- ↳ un atelier de traitement physico-chimique comprenant :
  - ✓ 6 cuves de volume unitaire (*information confidentielle*) m<sup>3</sup> pour le stockage de déchets en amont de l'activité,
  - ✓ une cuve de neutralisation de (*information confidentielle*) m<sup>3</sup> avec agitation et mélange sous contrôle pH et température,
  - ✓ une cuve de stockage de soude de (*information confidentielle*) m<sup>3</sup> pour l'activité de neutralisation,
- ↳ une zone de stockage dédiée aux liquides issus du déconditionnement comprenant 5 cuves de (*information confidentielle*) m<sup>3</sup> unitaire pour :
  - ✓ le regroupement d'eaux souillées à bas point éclair (P1 et P2) et sans point éclair (P1, P2 et P14),
  - ✓ le regroupement de solvants non chlorés (P3),
  - ✓ le regroupement de liquides corrosifs (P5),
  - ✓ le regroupement de liquides chlorés (2 cuves sur berce de (*information confidentielle*) m<sup>3</sup>),
- ↳ une aire de rinçage des hydrocureurs, bennes et citerne.

## B) SITUATION FUTURE

Les modifications comprennent :

- ↳ la création d'un pont bascule en sortie, pour permettre les pesées en entrée et sortie sans manœuvre,
- ↳ la mise en place d'une zone de réception des déchets pour le prélèvement, le pesage et le dispatching sur le site. Cette zone sera couverte et fermée avec des portes à rideaux coulissants,
- ↳ la modification de l'atelier de déchets en transit, qui se composera de bennes et de 5 alvéoles :

Identification	Type d'alvéole	Exemples de déchets
<b>Alvéole 1</b>	Métaux	DEEE, Piles batteries sans lithium, Piles batteries avec lithium, Aluminium, Déchets métalliques, Films radiologiques, Grenailles.
<b>Alvéole 2</b>	Acide/ base	Acide sulfurique, phosphorique, Acides et comburants solides, Comburants liquides dont peroxydes, Base solide, Chaux, Eau de Javel en conteneurs étanches avec rétentions individuelles
<b>Alvéole 3</b>	Préparation pour fosse : additifs secs pour les déchets pâteux entrant dans la composition des CSS	Résine, SAP, corindon, résines chlorées, pâteux secs, terres polluées.
<b>Alvéole 4</b>	Déchets prêts à partir	Filtres à huile, liquides chlorés en GRV, huiles alimentaires, ampoule, néons, amiante, déchets méthanisables.
<b>Alvéole 5</b>	Déchets prêts à partir	Aérosols, noir de carbone, produits chimiques issus de laboratoires.

- ↳ la reconfiguration de l'atelier de neutralisation,
- ↳ la modification de l'atelier CSS :
  - ✓ un ensemble de fosses de stockage de produits, de fosses de malaxage et de produits finis seront exploitées, représentant un volume total de (*information confidentielle*) m<sup>3</sup> de déchets et (*information confidentielle*) m<sup>3</sup> de sciures,
  - ✓ le crible de production du CSS sera rapproché pour une meilleure ergonomie et une optimisation des flux,
- ↳ la modification de l'atelier de broyage :
  - ✓ mise en place de broyeurs d'une capacité plus importante et réalisant un affinage des produits qui permettra l'élaboration d'un produit fini pour les cimenteries,
  - ✓ création de fosses de stockage amont et aval,
- ↳ la mise en place de zones de stockage dédiées :
  - ✓ de bennes (verre souillé, DIB...),

- ✓ de bacs et de caisse-palettes en plastique,
- ✓ de produits à traiter dans les ateliers « acide-base » et « phytosanitaire »,
- ⇒ la création d'une unité de déshydratation par filtre presse dédiée aux boues liquides notamment issues de la neutralisation,
- ⇒ la suppression des 2 cuves sur berce de (*information confidentielle*) m<sup>3</sup>, le regroupement des liquides chlorés devant être réalisé en GRV,
- ⇒ la remise en service de 3 cuves aériennes horizontales existantes d'un volume unitaire de (*information confidentielle*) m<sup>3</sup> :
  - ✓ 2 cuves permettront de récupérer les eaux souillées pour l'atelier de traitement,
  - ✓ 1 cuve permettrait de récupérer des eaux souillées ou les eaux de pluie qui pourraient être utilisées pour le nettoyage des cuves et des citernes.

Le plan de la zone de réception et de traitement des déchets conditionnés est présenté dans le schéma en page suivante.

**Figure 6 – Plan de la zone de traitement des conditionnés**

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

## **6.2.2 AIRES DE DECHARGEMENT DES MATERIAUX ET EMBALLAGES SOUILLES VRAC**

### **A) SITUATION ACTUELLE**

Les corps creux (bidons, fûts...) sont déchargés au sol à proximité de l'atelier de broyage afin d'être broyés en vue de l'optimisation du rapport poids/volume pour le transport.

Les autres matériaux sont déchargés au niveau des alvéoles existantes à l'ouest du site. Ces matériaux sont triés et regroupés par nature pour traitement en filière extérieure autorisée.

### **B) SITUATION FUTURE**

L'ensemble des matériaux et emballages souillés sera déchargé au niveau de nouvelles fosses dédiées aux déchets dirigés vers le broyeur (capacité totale de 875 m<sup>3</sup>) afin d'être triés et broyés sur un équipement plus capacitif que l'existant.

Une mécanisation des opérations de manutention est envisagée avec notamment des tapis mécaniques et la mise en place d'outils ergonomiques.

## **6.2.3 AIRE DE DECHARGEMENT DES DECHETS SOLIDES OU PATEUX VRAC**

### **A) SITUATION ACTUELLE**

Les déchets solides ou pâteux vrac sont déchargés dans les fosses de l'atelier CSS afin d'être intégrés aux formulations des CSS.

### **B) SITUATION FUTURE**

Le mode de déchargement restera inchangé, mais le nombre de fosses de réception sera augmenté pour passer de 2 à 4.

## **6.2.4 AIRE DE RECEPTION DES PRODUITS CONDITIONNES**

### **A) SITUATION ACTUELLE**

Les produits conditionnés sont déchargés au niveau de la plate-forme de prétraitement, en extérieur.

Le chimiste de terrain effectue l'échantillonnage de la réception.

Les échantillons sont analysés au niveau du laboratoire interne.

Les responsables de laboratoire et d'exploitation définissent, au vu des analyses, la destination des déchets dans les différents ateliers du site.

Les déchets sont étiquetés en conséquence par le chimiste de terrain.

### **B) SITUATION FUTURE**

Une zone spécifique de réception des déchets conditionnés sera implantée à l'ouest du site, avec auvents, d'une surface de 600 m<sup>2</sup> (bâtiment réception).

Au sein de cette zone seront réalisées les opérations suivantes :

↳ pesage,

↳ échantillonnage,

↳ étiquetage,

↳ dispatching sur les différents ateliers du site.

Le stockage au sein de cette zone se fera au sol. La capacité maximale de stockage sera d'approximativement (*information confidentielle*) t.



Suite à l'évolution du site, le mode de fonctionnement sera le suivant :

- ↳ après s'être soumis aux procédures d'admission obligatoires (pesée, vérification de documents), le camion de livraison sera accueilli dans la zone de réception ; c'est dans cette partie du bâtiment que sera effectué le déchargement à l'aide des engins de manutention,
- ↳ les opérations de manipulation nécessaires à la caractérisation des déchets (prélèvement, pesage, étiquetage...) seront réalisées sur la zone de réception,
- ↳ les déchets conditionnés, une fois leur contenu identifié, seront étiquetés et dispatchés sur le site dans l'attente d'une opération de transit, regroupement ou traitement.

## 6.2.5 ATELIER DE DECHETS EN TRANSIT

### A) SITUATION ACTUELLE

En l'absence d'une zone de transit dédiée, les déchets en transit sont stockés :

- ↳ dans le bâtiment de l'atelier conditionnés, pour les déchets spécifiques, les néons, les indépotables...
- ↳ dans la zone à l'est de la plate-forme « prétraitement » pour les filtres à huiles, aérosols issus des déchets dangereux des ménages...

### B) SITUATION FUTURE

Le site prévoit la création d'un véritable atelier de transit avec aménagement du bâtiment à l'ouest du site, en 5 alvéoles dédiées, de la façon suivante :

Identification	Type d'alvéole	Exemples de déchets
<b>Alvéole 1</b>	Métaux	DEEE, Piles batteries sans lithium, Piles batteries avec lithium, Aluminium, Déchets métalliques, Films radiologiques, Grenailles.
<b>Alvéole 2</b>	Acide/ base	Acide sulfurique, phosphorique, Acides et comburants solides, Comburants liquides dont peroxydes, Base solide, Chaux, Eau de Javel en conteneurs étanches avec rétentions individuelles.
<b>Alvéole 3</b>	Préparation pour fosse : additifs secs pour les déchets pâteux entrant dans la composition des CSS	Résine, SAP, corindon, résines chlorées, pâteux secs, terres polluées.
<b>Alvéole 4</b>	Déchets prêts à partir	Filtres à huile, liquides chlorés en GRV, huiles alimentaires, ampoule, néons, amiante, déchets méthanisables.
<b>Alvéole 5</b>	Déchets prêts à partir	Aérosols, noir de carbone, produits chimiques issus de laboratoires.

## 6.2.6 ATELIER DE DECONDITIONNEMENT

### A) SITUATION ACTUELLE

Cet atelier sert actuellement au stockage des conditionnés en palettier sur 3 niveaux, à la pesée des palettes et au pompage/regroupement des solvants.

Un atelier situé dans les anciens bâtiments de l'unité d'évapo-concentration version 1980, fermée en 2004, sert au regroupement des petits conditionnements acide/ base et phytosanitaire.

### B) SITUATION FUTURE

L'atelier de déconditionnement sera renommé « bâtiment de tri et de ventilation ». Il organisé en plusieurs unités :

- ↳ unité de déconditionnement/regroupement des acides, des bases et autres **déchets liquides en GRV** avec mécanisation des opérations d'ouverture des flacons (associée à la limitation de l'exposition des salariés et à un gain en productivité) sous aspiration reliée à un dispositif de neutralisation des vapeurs,
- ↳ unité de pompage/regroupement des **solvants bas PE** et transfert en cuve de regroupement extérieure (existant),
- ↳ unité de **tri des DDM** issus des déchèteries.

Les palettiers seront déplacés au niveau du bâtiment de stockage tampon.

Le bâtiment « EAVAPO 1980 » a été démoli et fait à l'identique. Il abrite un atelier de déconditionnement de produits phytosanitaires et de tubes DCO par broyage ainsi qu'un atelier de déconditionnement de petits flacons acides ou basiques. Ceux-ci sont déversés après analyse dans un réceptacle puis acheminés distinctement dans un local voisin vers une cuve acide et une cuve basique. Ce dernier atelier est ergonomique, sécurisé et placé en dépression avec traitement des vapeurs.

### **6.2.7 AIRE DE STOCKAGE TAMPON AVANT TRAITEMENT**

#### **A) SITUATION ACTUELLE**

Aucun espace dédié existant à ce jour.

#### **B) SITUATION FUTURE**

Étant donné les fluctuations dans l'approvisionnement de déchets, une zone de stock tampon (dans l'attente d'obtenir un lot suffisant pour réaliser un traitement sur site) sera réalisée sur le site afin de :

- ↳ lisser la production,
- ↳ optimiser la surface au sol,
- ↳ maîtriser les volumes et encombrements des déchets sur l'exploitation.

Une zone dédiée sera créée sous abri. Il s'agira d'une zone d'entreposage où aucune transformation ne sera apportée aux déchets. Ces déchets demeureront tels quels tant qu'un lot de quantité suffisante ne sera pas constitué.

Une surface de 100 m<sup>2</sup> sera dédiée au stockage des produits en attente de traitement dans les ateliers voisins de phytosanitaires et acide-base. Ces produits sont rangés par catégorie, par atelier et identifiés de manière claire.

### **6.2.8 ATELIER DE DEMONTAGE ET TRI DES CONTENANTS**

#### **A) SITUATION ACTUELLE**

Le site dispose d'une activité de démontage de GRV, sans aucun espace dédié.

L'activité se réalise de la manière suivante :

- ↳ découpe de la structure métallique,
- ↳ dévissage pour désolidariser la structure de la palette si elle est en bois ou en plastique,
- ↳ la poche plastique est broyée et envoyée en filière adaptée avec les matériaux souillés,
- ↳ la structure métallique est envoyée en benne ferraille,
- ↳ récupération des palettes (bois, plastique).

#### **B) SITUATION PROJETEE**

Un espace sera dédié à cette activité pour une emprise de 450 m<sup>2</sup> à l'est de la plateforme « prétraitement ».

Une mécanisation est envisagée pour permettre l'ouverture des GRV et la séparation puis le recyclage spécifiques des différents constituants (palette bois, cage métallique, plastique) avec scie électrique, support rotatif, etc., l'objectif étant de limiter les troubles musculo-squelettiques associés à ces opérations et d'amener un gain de productivité.

### 6.2.9 ATELIER DE BROYAGE

L'atelier est destiné :

- ↳ au regroupement et à la réduction du volume de déchets par broyage avant envoi dans un centre de traitement,
- ↳ au broyage des pâteux et peintures conditionnés avant d'être orientés vers l'atelier CSS,
- ↳ au broyage des liquides conditionnés pré-triés afin de séparer les emballages souillés des liquides collectés séparément.

#### A) SITUATION ACTUELLE

L'atelier broyage est localisé au sud-est de la plateforme « prétraitement ».

Il est positionné sur une structure métallique permettant de placer une benne sous le broyeur.

Il est constitué d'une trémie de chargement (chargé à la pelle hydraulique) et d'un fouloir permettant de pousser les produits à broyer sur les cisailles de broyage.

La largeur de la chambre de coupe est de 1 m et la puissance de 37 kW.

Les lots de produits à broyer sont stockés par nature dans des alvéoles à proximité du broyeur.

L'activité est le broyage de corps creux ou de conditionnés, afin d'assurer la séparation des liquides et des conditionnements ainsi que l'optimisation du rapport poids sur volume (transport), et permettre l'acheminement vers une filière de traitement externe adaptée.

Le broyage se réalise par campagne avec brumisation à l'eau afin d'éviter les phénomènes de départ de feu et de limiter les montées en température dues aux réactions exothermiques. L'opération de broyage permet le regroupement et l'optimisation logistique avec les départs qui se font en semi-bennes de 90 m<sup>3</sup>. Cette opération permet également de préparer les déchets en amont des ateliers CSS et « déconditionnement ».

**Le broyage de déchets dangereux est visé par la rubrique 2790 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.**

#### B) SITUATION FUTURE

Afin d'augmenter la capacité de traitement, un ou 2 nouveaux broyeurs de même technologie, mais de puissance plus importante seront mis en œuvre.

Ils seront dimensionnés afin de pouvoir absorber les pics de production compte tenu du retour d'expérience actuel, soit une puissance installée de l'ordre de 150 kW unitaire (soit 300 kW au total).

Dans le cadre de l'implantation de ce nouveau broyeur au sein du site, en lieu et place de l'existant, des fosses de réception seront aménagées (4 fosses pour un total de 875 m<sup>3</sup>).

Les fosses de réception seront organisées en U autour d'une position centrale de la pelle hydraulique qui permettra la préhension dans chacune pour alimenter le broyeur.

Une fosse de matériaux broyés de 200 m<sup>3</sup> (profondeur 3 m) pour constituer les départs en bennes de 90 m<sup>3</sup> sera implantée de l'autre côté du broyeur pour permettre les chargements à la pelle hydraulique.

Les transferts de produits broyés vers les ateliers seront réalisés par des bennes et camions Ampliroll.

En période de pointe, l'installation de broyage sera en capacité de traiter de l'ordre de 15 à 20 t/h.

## **6.2.10 ATELIER DE COMBUSTIBLES SOLIDES DE SUBSTITUTION (CSS)**

### **A) SITUATION ACTUELLE**

L'activité consiste en l'élaboration d'un combustible solide de substitution (CSS), utilisé principalement en cimenterie.

Le produit est formulé à base de déchets solides, pâteux ou boueux en présence d'un absorbant (sciures ou autre) pour respecter le cahier des charges des utilisateurs du CSS (notamment pouvoir calorifique, granulométrie, viscosité et adhérence).

Le procédé comporte les étapes suivantes :

- ↳ étape 1 : mélange dans une fosse d'homogénéisation de déchets pâteux compatibles entre eux suivant un menu établi par le laboratoire. Ce menu est élaboré en fonction des caractéristiques analytiques et physico-chimiques de chacun des constituants de ce mélange pour obtenir un mélange homogène stable et respectant le cahier des charges de l'industriel utilisateur du CSS,
- ↳ étape 2 : imprégnation au moyen d'un mélange d'absorbants dans des proportions définies par le laboratoire directement en fosse à la pelle mécanique jusqu'à l'obtention d'un solide ayant l'apparence d'un terreau. Un test au gant est réalisé (prélever le mélange à la main et le serrer, relâcher, le solide doit rester divisé et non collant),
- ↳ étape 3 : criblage du mélange imprégné sur un trommel (crible rotatif), lequel permet d'obtenir via les grilles de calibration un produit fin (20 mm). Le refus de crible est constitué par des morceaux ou des pièces de diamètre supérieur à 20 mm sans distinction de matière. Il est transféré sur une bande transporteuse équipée d'un dispositif de déferailage (overband, poulie aimantée) qui permet de distinguer les produits ferreux et non ferreux.

Les produits ferreux sont envoyés dans des filières externes pour une valorisation matière. Les refus non ferreux (plastiques...) sont transférés pour être rassemblés avec les déchets de l'alvéole de regroupement des matériaux et emballages souillés.

### **B) SITUATION FUTURE**

Le procédé d'élaboration du CSS restera inchangé. En revanche, l'agencement des équipements sera revu pour limiter les transferts de matière, favoriser l'ergonomie, optimiser la gestion de flux et les stocks.

Ces modifications seront de nature à améliorer les opérations et la maîtrise des risques associés :

- ↳ optimisation des flux et de la propreté des sols pour éviter une pollution des eaux de ruissellement à traiter,
- ↳ limitation des collisions : suppression des transferts de matières par bennes,
- ↳ maîtrise de la lutte incendie : concentration des moyens de détection et d'extinction sur une seule zone.

L'atelier sera dimensionné pour absorber les pointes de production de l'ordre de 10 à 15 t/h.

L'installation sera réaménagée sur le même emplacement avec ajout de fosses supplémentaires, de manière à permettre à la pelle mécanique d'intervenir de manière optimale dans les fosses et d'alimenter le crible rotatif.

## 6.2.11 ATELIER DE NEUTRALISATION / DETOXIFICATION

### A) SITUATION ACTUELLE

#### Neutralisation

Les produits acides sont neutralisés par traitement physico-chimique. En effet, de la lessive de soude et les déchets basiques sont utilisés pour neutraliser les déchets acides et les acheminer vers une filière de traitement externe adaptée.

L'installation est pilotée. La neutralisation du produit acide est réalisée au sein d'une cuve sous agitation (cuve de neutralisation), avec contrôle permanent de la température et du pH.

Les principales étapes sont les suivantes :

1. Injection d'eau en fond de cuve,
2. Injection de regroupement de déchets acides,
3. Injection de regroupement de déchets basiques,
4. Injection de la lessive de soude, via une pompe, pour neutralisation,
5. Effluent neutralisé.

Les quantités de réactifs à introduire sont déterminées au préalable après analyses en laboratoire interne (notamment pour vérifier l'absence de cyanures sur les regroupements de bases).

La neutralisation du pH de l'effluent en sortie assure l'optimisation des filières de traitement. En effet, les installations de destination (incinération) ne prennent pas les pH extrêmes qui risqueraient d'endommager le process (corrosion).

#### Décyanuration

Pour les déchets contenant du cyanure, une opération de décyanuration peut être réalisée au sein du site afin d'obtenir un déchet compatible avec des filières de sortie. Pour cette opération, de l'hypochlorite de sodium est utilisé.

Il s'agit d'un traitement physico-chimique durant lequel les cyanures sont oxydés en ions cyanates par chloration alcaline à l'hypochlorite de sodium.

L'objectif est de transformer les ions cyanures en ions cyanates (non toxiques) afin d'éviter la formation d'acide cyanhydrique en cas d'évolution du pH de la solution vers l'acidité.

Cette opération est réalisée dans le réacteur de neutralisation après pompage des GRV de base dans l'atelier de déconditionnement.

#### Déchromatation

Pour les déchets contenant du chrome VI, une opération de déchromatation peut être réalisée au sein du site afin d'obtenir un déchet compatible avec des filières de sortie.

Il s'agit d'un traitement physico-chimique de réduction des sels de chrome hexavalent toxiques en chrome trivalent moins toxique et précipitable en hydroxyde de chrome. Pour cette opération, du bisulfite de sodium est utilisé, puis de la soude.

Le bisulfite de sodium transforme le chrome VI en chrome III. La soude permet la précipitation sous forme d'hydroxydes.

L'opération est réalisée dans le réacteur de neutralisation après validation des quantités à ajouter en laboratoire.

## **B) SITUATION FUTURE**

Aucune modification n'est envisagée sur la décyanuration et la déchromatation. L'atelier sera complété par un atelier de déshydratation des boues.

La cuve de neutralisation sera doublée par une cuve identique de 30 m<sup>3</sup> et un stockage acide de 25 m<sup>3</sup> installé à la place des 6 cuves de 5 m<sup>3</sup>. Les équipements seront ventilés et les vapeurs traitées dans une tour de lavage.

### **6.2.12 ATELIER DE DESHYDRATATION**

Les boues susceptibles d'être concernées par une opération de déshydratation sont principalement :

- ↳ les boues issues de la neutralisation,
- ↳ les boues d'assainissement issues du curage des réseaux afin de les rendre compatibles avec les cahiers des charges des centres éliminateurs,
- ↳ les boues issues du traitement d'effluents en projet : boues physicochimiques et boues biologiques.

## **A) SITUATION ACTUELLE**

A ce jour, il n'existe pas de solution de déshydratation sur le site. Celles-ci sont épaissies avec de l'absorbant (sciure...) ou chaulées pour les boues d'assainissement.

## **B) SITUATION FUTURE**

Un atelier de déshydratation sera aménagé sur le site à proximité de l'atelier neutralisation/détoxification avec une étape de prétraitement physico-chimique constituée d'une coagulation et d'une floculation.

Les boues liquides seront déchargées dans une cuve agitée de (*information confidentielle*) m<sup>3</sup> où seront réalisées les étapes de mise à pH, coagulation et floculation.

Ces boues après traitement physico-chimique seront envoyées vers le filtre presse.

Le filtre-presse est un appareil destiné à la séparation liquide / solide sous pression.

Le filtre sera implanté sous auvent, constitué d'un empilage de plateaux équipés de toiles filtrantes, il génèrera des « gâteaux » de siccité variable suivant les produits filtrés.

Les gâteaux de filtration seront récupérés en bennes au débâtissage du filtre presse avant d'être orientés vers un traitement interne ou externe.



Les eaux issues de la filtration seront regroupées en cuve avant à leur tour d'être réorientées vers un traitement interne ou externe.

#### **6.2.13 AIRE DE STOCKAGE D'EMBALLAGES VIDES REUTILISABLES**

##### **A) SITUATION ACTUELLE**

Aucun emplacement dédié existant à ce jour.

##### **B) SITUATION FUTURE**

Pour ces activités, le site disposera d'une zone spécifique pour le stockage de contenants vides en plastique (bacs, caisses palettes...).

Le volume maximal de contenants en plastique sera de 250 m<sup>3</sup>.

Il sera situé au nord-est de la plate-forme « prétraitement ».

#### **6.2.14 AIRE DE STOCKAGE BENNES**

##### **A) SITUATION ACTUELLE**

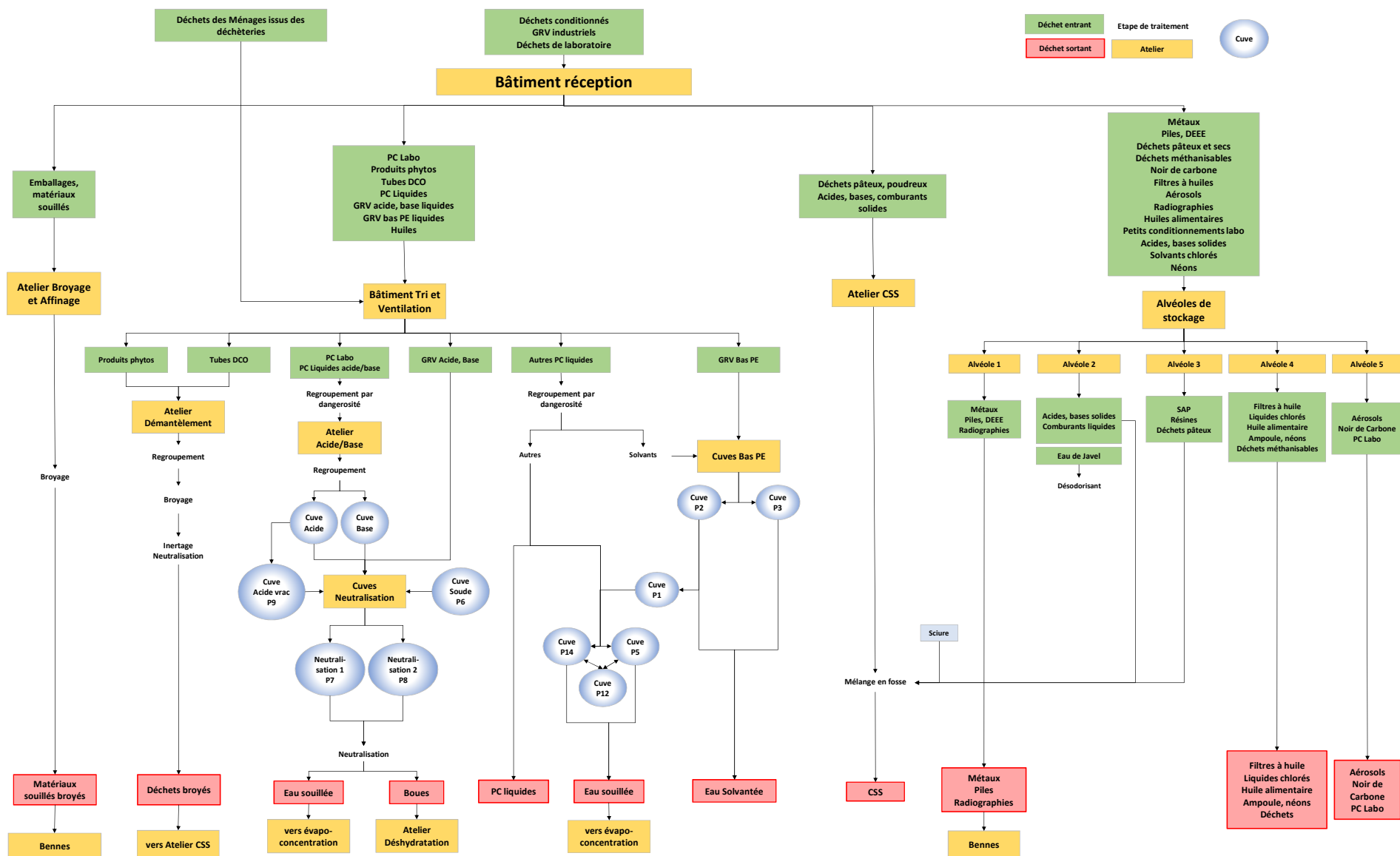
Les bennes suivantes sont stockées devant le bâtiment des alvéoles (devant la première alvéole) :

- ↳ une benne DIB,
- ↳ une benne bois,
- ↳ une benne de verre souillé,
- ↳ 2 bennes de ferrailles.

##### **B) SITUATION FUTURE**

La zone de stockage des bennes sera déplacée à l'est de la plate-forme « prétraitement » et pourra accueillir 6 bennes de 30 m<sup>3</sup> sur une surface de 120 m<sup>2</sup>.

Le plan page suivante récapitule les flux de déchets sur la future plateforme TRD.



## 6.3 INSTALLATIONS ANNEXES ET UTILITES

### 6.3.1 ACCUEIL ET CONTROLES

#### A) SITUATION ACTUELLE

Les installations se composent de :

- ↳ un bâtiment administratif,
- ↳ un pont à bascule,
- ↳ un portique de détection de radioactivité,
- ↳ un accueil – laboratoire réalisant les tests suivants :

#### Pour la délivrance d'un certificat d'acceptation préalable :

- ↳ analyse élémentaire par fluorescence X,
- ↳ test coupelle :
  - ✓ détermination de la présence de chlore organique (papier pH),
  - ✓ si le produit brûle instantanément, réalisation d'un point éclair,
  - ✓ si l'odeur est solvantée, mesure du point éclair,
  - ✓ si le produit ne brûle pas, mesure du pH,
  - ✓ selon l'aspect du produit, détermination du taux de sédiments par centrifugation et détermination du taux de matière sèche par étuve ou balance thermique,
  - ✓ viscosité si le produit est liquide ou visqueux,
  - ✓ PCB sur les huiles,
  - ✓ pour les autres analyses, elles sont réalisées en fonction de la filière présumée par rapport aux premières analyses. Ces analyses peuvent être les suivantes : fluor, DCO, CN<sup>-</sup>, Cr<sup>6+</sup>, PCS, test de moussage, test de floculation, phénol...

#### Pour le contrôle d'admission :

- ↳ Traitement de déchets liquides :
  - ✓ analyse élémentaire par fluorescence X,
  - ✓ test coupelle,
  - ✓ pH (si le produit ne brûle pas),
  - ✓ matière sèche (par distillation) ou centrifugation,
  - ✓ test de floculation,
  - ✓ PCB sur les huiles,
  - ✓ le cas échéant test de moussage,

↳ Transit, regroupement, traitement de déchets conditionnés et solides :

- ✓ analyse élémentaire par fluorescence X,
- ✓ test coupelle,
- ✓ pH (si le produit ne brûle pas et qu'il est liquide),
- ✓ l'aspect du produit est également très important (liquide, visqueux, solide),
- ✓ PCB sur les huiles.

Pour les contenants de capacité inférieure à 30 L, il n'est pas envisageable d'analyser chaque contenant. D'autres procédures de travail sont donc aménagées avec des conditions opératoires spécifiques.

L'ensemble de ces installations est situé à l'entrée du site.

Avant toute admission de déchet sur le site, les déchets sont soumis à une procédure d'acceptation visant à définir son acceptabilité sur le centre.

Pour la réception des déchets, le site dispose d'un unique accès au nord, équipé d'un portique de détection de radioactivité et d'un poste de pesée.

Le poste de pesée se compose d'un pont-basculé, de 50 tonnes de capacité, et d'un afficheur électronique placé au poste d'accueil et de pesée.

Les équipements de pesée font l'objet de contrôle annuel.

## **B) SITUATION FUTURE**

Un second pont à bascule sera créé en sortie de site.

### **6.3.2 INSTALLATIONS DE COMBUSTION**

#### **A) SITUATION ACTUELLE**

Le site est actuellement muni de 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel :

- ↳ une chaudière d'une puissance de 21,5 kW pour le chauffage des locaux, implantée dans un local spécifique à l'ouest du site, accolé au bâtiment abritant l'accueil et le laboratoire,
- ↳ une chaudière d'une puissance de 800 kW pour la production de vapeur nécessaire pour l'activité de centrifugation, implantée dans un local spécifique au sud-est du site.

La chaudière de 800 kW est alimentée par un réseau aérien, repéré et protégé contre les chocs, à une pression de 300 mbar. Les réseaux de gaz sont présentés en Annexe 2.

Ces 2 installations sont visées par la rubrique 2910-A de la nomenclature ICPE.

#### **B) SITUATION FUTURE**

Le site TRD ne prévoit aucune modification de ses installations de combustion.

### 6.3.3 RACK AERIEN

#### A) SITUATION ACTUELLE

Un rack aérien, présenté en Annexe 2, permet la circulation des fluides depuis la zone de dépotage jusqu'aux cuves de stockage au sud-est du site.

#### B) SITUATION FUTURE

Une galerie technique complémentaire sera réalisée, elle reliera le poste de dépotage aux cuves des ateliers de pré-traitement.

### 6.3.4 CUVES AERIENNES

#### A) SITUATION ACTUELLE

Le site dispose actuellement de 3 cuves horizontales, d'un volume unitaire de (*information confidentielle*) m<sup>3</sup>, implantées au cœur du site et non utilisées.

#### B) SITUATION FUTURE

Dans le cadre de l'évolution du site, les 3 cuves horizontales seront utilisées en tant que réserve incendie.

### 6.3.5 BASSINS

#### A) SITUATION ACTUELLE

Le site comporte un bassin de collecte et un bassin de tamponnement (associés à un massif d'infiltration) au sud-est du site.

#### B) SITUATION FUTURE

Un nouveau bassin de collecte et un autre de tamponnement seront créés au sud-ouest du site pour les eaux collectées dans la zone conditionnés.

Le massif d'infiltration au sud-est ne sera, quant à lui, plus utilisé.

### 6.3.6 STOCKAGE ET DISTRIBUTION DE GASOIL NON ROUTIER

#### A) SITUATION ACTUELLE

Un stockage de GNR aérien, en citerne d'une capacité de (*information confidentielle*) m<sup>3</sup>, est implanté sur le site, dans le but d'approvisionner les engins de manutention du site via un poste de distribution.

Le poste de distribution est manuel, le pistolet d'alimentation est équipé d'un arrêt automatique interdisant tout débordement de réservoir en fin de remplissage.

Le poste de distribution est repéré et placé sur rétention.

Les caractéristiques du GNR sont présentées ci-après.

*(information confidentielle)*

**Le stockage de carburant est visé par la rubrique 4734 de la nomenclature des ICPE**

L'activité de distribution de carburant est visée par la rubrique 1435.

Le volume équivalent distribué annuellement est inférieur à 250 m<sup>3</sup>.

#### **B) SITUATION FUTURE**

La situation future sera identique à la situation actuelle.

### **6.3.7 STOCKAGE DE GAZ**

#### **A) SITUATION ACTUELLE**

Pour ses activités, le site TRD dispose de stockages de gaz au sein du site, dont les caractéristiques sont présentées ci-après.

*(Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3))*

**Les stockages de gaz (substances nommément désignées) sont visés par la nomenclature des ICPE (rubrique 47xx).**

#### **B) SITUATION FUTURE**

Les caractéristiques des stockages de gaz resteront identiques à la situation actuelle.

### **6.3.8 STOCKAGE DE PRODUITS DIVERS**

#### **A) SITUATION ACTUELLE**

Pour ses activités, le site TRD dispose de stockages de produits divers au sein du site, dont les caractéristiques sont présentées ci-après.

*(Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3))*

#### **B) SITUATION FUTURE**

Les caractéristiques des stockages de produits divers resteront identiques à la situation actuelle, à l'exception des sciures dont la capacité de stockage passera à *(information confidentielle)* m<sup>3</sup>.

### 6.3.9 SOURCE SCLEE

#### A) SITUATION ACTUELLE

Pour le contrôle des réceptions, le site dispose d'une source radioactive scellée .

Cette source n'est visée par aucune rubrique de la nomenclature ICPE.

#### B) SITUATION FUTURE

La source restera inchangée dans la configuration future.

### 6.3.10 ENGINS DE MANUTENTION

#### A) SITUATION ACTUELLE

Le site TRD dispose d'engins de manutention (pelle, chargeur, chariot...). Ces équipements fonctionnent au GNR.

#### B) SITUATION FUTURE

Le site s'équipera de moyens de manutention supplémentaires le cas échéant.

### 6.3.11 ALIMENTATIONS DU SITE

#### A) SITUATION ACTUELLE

##### Alimentation électrique

Pour l'alimentation électrique, un transformateur (à huile minérale) MT/BT de 630 kVa est présent.

##### Alimentation en gaz naturel

Pour l'alimentation des installations de combustion, le site est desservi par le réseau de gaz de ville. Le poste GDF est situé à l'extrémité sud-ouest du site TRD.

##### Alimentation en eau

Le site TRD est alimenté par le réseau d'eau public via 3 points de raccordement.

##### Air comprimé

Pour les besoins en air comprimé, le site dispose d'un compresseur de 11 kW situé dans le local Utilités.

Ce compresseur n'est pas visé par la rubrique 2920 de la nomenclature ICPE.

L'air comprimé est notamment utilisé pour :

- ↳ les dispositifs de sécurité (vannes à sécurité positive),
- ↳ les pompes à membranes,
- ↳ les équipements de maintenance.



**B) SITUATION FUTURE**

Les alimentations du site ne seront pas modifiées mais le compresseur sera installé dans un local intégré au bâtiment réception.

**6.3.12 RESEAU INCENDIE**

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

**6.3.13 ZONES DE STATIONNEMENT****A) SITUATION ACTUELLE**

La société dispose :

- ↳ de zones de stationnement pour les véhicules légers (capacité de 26 places) à l'est de l'entrée,
- ↳ d'un parking poids-lourds en attente de déchargement ou de chargement, d'un minimum de 2 places à l'ouest de l'entrée,
- ↳ d'un parking de 23 places à proximité de l'atelier de traitement d'effluent au sud-est du site,
- ↳ d'une aire d'attente pour les camions pour lesquels de la radioactivité a été détectée.

**B) SITUATION FUTURE**

La situation future sera identique à la situation actuelle.

### 6.3.14 BATIMENT D'ACCUEIL ET LABORATOIRE

#### A) SITUATION ACTUELLE

Un bâtiment au cœur du site abrite l'accueil, le laboratoire et l'encadrement de la production.

##### *Bâtiment d'accueil*

Un registre d'entrée et de sortie est disponible dans la zone d'accueil des visiteurs.

##### *Laboratoire*

Le bâtiment abrite un laboratoire d'analyses chimiques, activité clé du site. Celui-ci dispose d'un mode opératoire qui comprend les éléments suivants :

- ↳ planification des réceptions (gestion des entrées et sorties de produits sur le centre). Une réception ne peut être programmée si le déchet ne possède pas un CAP valide délivré,
- ↳ réception administrative d'un ou plusieurs lots de déchets (vérification de la concordance entre ce qui devrait être livré et ce qui est reçu),
- ↳ fin de réception d'un lot (renseignement complet du registre des entrées),
- ↳ gestion des urgences,
- ↳ réalisation des sorties (enregistrement final de la sortie),
- ↳ prise en charge des lots de déchets, échantillonnage et gestion des non conformes (procédure faisant suite à la planification des réceptions et à la pesée du véhicule),
- ↳ analyse et orientation vers la filière de traitement adéquate (validation par le responsable du laboratoire),
- ↳ identification sur site et enregistrement administratif (étiquetage des conditionnements).

Le mode de fonctionnement du laboratoire est présenté en Annexe 5.

Le laboratoire est composé de chimistes reconnus et dispose des équipements et matériels nécessaires aux analyses des déchets entrant sur le site.

Les résultats des analyses chimiques sont conservés informatiquement, une échantillothèque de référence est gérée.

#### B) SITUATION FUTURE

Un second poste de pesée sera créé en sortie de site.

Aucune autre évolution n'est prévue.

**6.3.15 LOCAUX ADMINISTRATIFS****A) SITUATION ACTUELLE**

Environ 430 m<sup>2</sup> de locaux sociaux regroupant réfectoire, vestiaires et douches se trouvent à l'angle nord-ouest du site sous des bâtiments en dur.

Ce bâtiment comporte notamment une salle de réunion et les bureaux administratifs et de direction.

**B) SITUATION FUTURE**

La situation future sera identique à la situation actuelle.

## **7 CARACTERISATION DES DECHETS**

Les paragraphes suivants détaillent les caractéristiques des déchets susceptibles d'être présents sur le site, pour les différentes activités mises en œuvre :

- **Regroupement, pré-traitement des déchets liquides vrac,**
- **Réception, ventilation des déchets solides vrac et liquides conditionnés,**
- **Pré-traitement des déchets solides vrac et liquides conditionnés,**
- **Transit de déchets.**

La classification des déchets est réalisée selon les documents et supports suivants :

- ↳ INERIS : Guide de classement des déchets selon leur dangerosité suivant le Code de l'environnement et la réglementation SEVESO II (partie applicable aux déchets),
- ↳ Guide technique de la Direction Générale de la Prévention des Risques – Prise en compte des déchets dans la détermination du statut SEVESO d'un établissement – Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie – Décembre 2015, élaboré à partir des documents suivants :
  - Guide méthodologique pour l'évaluation du classement des installations de transit/ tri/ regroupement ou de traitement des déchets contenant des substances ou préparations dangereuses éligibles au régime d'autorisation avec servitudes (AS) ou au régime d'autorisation « SEVESO-Seuil bas » - MEDDTL – Janvier 2011,
  - Note BGPD 13-005 – Classement Seveso – Conclusions suite à la campagne d'analyse des professionnels – MEDDE – Mai 2013,
- ↳ Note de doctrine à destination des DREAL pour l'application de la directive SEVESO III aux déchets, Direction Générale de la Prévention des Risques du 16 juin 2015,
- ↳ INERIS : Guide technique : Application de la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des ICPE – Version intégrant les dispositions du règlement CLP et la transposition de la directive SEVESO III, Juin 2014,
- ↳ INERIS : Guide technique : Aide à la classification des mélanges en vue de la détermination du statut SEVESO et régime ICPE d'un établissement – Version intégrant les dispositions du règlement CLP et la transposition de la directive SEVESO III, Décembre 2015.

Le classement s'appuie également sur des guides et documents professionnels :

- ↳ SYVED : Guide méthodologique « déchets conditionnés »,
- ↳ SYVED : modalités d'application des dispositions de la Directive SEVESO aux installations de traitement de déchets dangereux.

Ces guides ont permis de déterminer la répartition des gisements présentés ci-après.

## 7.1 REGROUPEMENT/PRE-TRAITEMENT DE DECHETS LIQUIDES VRAC

### 7.1.1 SITUATION ACTUELLE

Les déchets liquides sont contenus dans différentes cuves :

Cuve	Capacité (m <sup>3</sup> )	Contenu
T1	<i>(information confidentielle)</i>	Eaux souillées
T2		Eaux souillées
T4		Eaux souillées
T6		Déchets chargés en boues et hydrocarbures
T10		Eaux souillées
T11		Eaux souillées et hydrocarbures
T12		Phase huileuse issue de la centrifugation
T13		Déchets chargés en boues et hydrocarbures
T15		Déchets chargés en boues et hydrocarbures
T16		Phase aqueuse issue de la centrifugation
T22		Eaux souillées
T23		Huile tricacteur

Toutes les cuves contiennent des hydrocarbures dans des teneurs différentes :

- Les cuves T1, T2, T4, T10, T11, T16 et T22 contiennent des eaux avec moins de 5% d'huile et disposent d'un point éclair bien supérieur à 100°C, elles sont assimilables à des eaux souillées et ne sont pas inflammables ;
- Le contenu des cuves T6, T12, T13, T15 et T23 comporte moins de 5% d'eau et leur point éclair est supérieur à 60°C. Selon le règlement CLP, un liquide inflammable est un liquide dont le point éclair est inférieur ou égal à 60°C : ces cuves ne sont donc pas considérées « inflammables » au sens du classement SEVESO, mais « combustibles ».

Le guide technique de la DGPR de décembre 2015 indique que « *les capacités de stockage d'eaux souillées, de broyats d'emballage, de déchets d'hydrocarbures en mélange, de solvants non halogénés et déchets pâteux organiques ne sont pas à prendre en compte par défaut pour la détermination du statut SEVESO des établissements au titre des propriétés de danger pour la santé humaine ou pour l'environnement, sans présumer de leur potentiel caractère de danger physico-chimique* ».

Le contenu des cuves contenant des hydrocarbures T6, T12, T13, T15 et T23 ne sera donc pas retenu dans le calcul SEVESO pour les critères « dangereux pour la santé » ou « dangereux pour l'environnement ».

De même, les cuves d'eaux souillées T1, T2, T4, T10, T11, T16 et T22 ne doivent pas être retenues dans le calcul SEVESO.

Le guide technique de la DGPR de décembre 2015 prévoit, dans ce cas, que « l'exploitant doit mettre en place des mesures de suivi des substances qui lui permettent d'assurer que les déchets ne sont pas dangereux pour la santé et pour l'environnement ».

Le contenu de ces cuves ne devant pas être retenu dans le calcul SEVESO, l'analyse de substances dites traçantes devra être réalisée afin de vérifier que les seuils de toxicité pour la santé et pour l'environnement ne sont pas atteints.

Les modalités d'analyse sont présentées ci-après :

Famille de déchets	Cuves concernées	Rubriques 4xxx visées et dangerosité SEVESO III	Substance à suivre	Fréquence d'analyse
Déchets d'hydrocarbures	T6, T11, T12, T13, T15, T23	/ Liquides inflammables de cat.4 (non CLP)	Anthracène Naphthalène	Annuelle
Eaux souillées	T1, T2, T4, T10, T16 et T22	/	Mercure	Annuelle

### 7.1.2 SITUATION FUTURE

Une nouvelle cuve T3 de (*information confidentielle*) m<sup>3</sup> et une cuve T30 de (*information confidentielle*) m<sup>3</sup> seront installées sur le site.

Les 3 cuves horizontales de (*information confidentielle*) m<sup>3</sup> (cuves A, B et C) actuellement non utilisées serviront de réserve incendie et ne contiendront que de l'eau.

La capacité de stockage de la zone « liquides vrac » sera réorganisée de la façon suivante :

Catégories de déchet liquide	Cuves	Capacité (m <sup>3</sup> )	Contenu
<b>Eaux souillées et assimilées</b>	T1	<i>(information confidentielle)</i>	Eaux souillées
	T2		Eaux souillées
	T3		Déchets eaux souillées avant traitement physico-chimique et biologique
	T4		Eaux souillées
	T10		Eaux souillées s
	T16		Phase aqueuse issue de la centrifugation
	T22		Eaux souillées
<b>Eaux hydrocarbonurées</b>	T11		Mélange eau et hydrocarbure
	T13		Mélange eau et hydrocarbures
<b>Hydrocarbures et assimilés</b>	T6		Phase huileuse issue de la centrifugation
	T12		Phase huileuse issue de la centrifugation
	T15		Phase huileuse après centrifugation
<b>Boues</b>	T30		Boues biologiques liquides

La cuve T3 contenant des eaux souillées, ne sera pas prise en compte dans le calcul Seveso pour les critères « dangereux pour la santé » ou « dangereux pour l'environnement ». Il en sera de même pour les boues biologiques de la cuve T30 qui ne présenteront pas de risque particulier. Compte tenu de leur point éclair supérieur à 100°C, le contenu des cuves T3 et T30 ne sera pas considéré comme liquide inflammable.

Les cuves d'eaux hydrocarbonurées T11 et T13 ainsi que les cuves d'hydrocarbures issues de la centrifugation T6, T12 et T15 conserveront un point éclair supérieur à 60°C et ne sont donc pas à considérer en tant que liquide inflammable au sens du classement SEVESO.

En revanche, les cuves T6, T12 et T15 contiennent des déchets d'hydrocarbures et peuvent être assimilés à du gasoil ou du fioul, produits pétroliers relevant de la rubrique 4734 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement. Un suivi annuel des substances Anthracène et Naphtalène permettra de s'assurer que les cuves peuvent être classées de cette manière et ne relèveraient pas d'une rubrique plus pénalisante, notamment pour le caractère « dangereux pour l'environnement aquatique ».

La société ORTEC a fait réaliser en novembre 2017 une analyse de la teneur en Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques sur les cuves contenant des hydrocarbures. Les résultats sont présentés dans le tableau suivant :

*Informations confidentielles selon l'instruction du gouvernement du 06/11/2017 (cf p.3)*

L'évaluation de la dangerosité du mélange est réalisée d'après la règle de classement présentée dans le guide technique de la DGPR – Prise en compte des déchets dans la détermination du statut SEVESO d'un établissement en fonction des substances qui constituent le mélange à partir :

- De leur concentration dans le mélange,
- De leurs mentions de dangers,
- De leur facteur M, facteur multiplicatif spécifique à chaque substance (et distinguant les toxicités aigüe/ chronique).

Le tableau suivant présente les caractéristiques des substances présentes dans les mélanges, pour celles dont la concentration est supérieure à la limite de détection.

*Informations confidentielles selon l'instruction du gouvernement du 06/11/2017 (cf p.3)*

Le principe de calcul est le suivant :

$\Sigma$	A – 4510 (H400)	B – 4510 (H410)	C – 4511 (H411)
H400	25 % / $M_{aigu}$		
H410		25 % / $M_{chronique}$	2,5 % / $M_{chronique}$
H411			25 %

Le tableau suivant présente les résultats du calcul pour chacune des méthodes :

Résultat des calculs (concerné par le classement si >1)	Règle A – classement 4510 (H400)	Règle B – classement 4510 (H410)	Règle C – classement 4511 (H411)	Classement – dangerosité selon l'environnement
Cuve T6	0,00676	0,00480	0,0480	<b>NON</b>
Cuve T11	0,00712	0,00450	0,045	<b>NON</b>
Cuve T12	0,0080	0,0053	0,05296	<b>NON</b>

Selon la méthodologie, les mélanges analysés ne présentent pas de dangerosité pour l'environnement.

Au vu des mentions de dangers des substances qui le constituent, le mélange ne présente pas non plus de dangerosité pour la santé au sens de la directive SEVESO 3.

Les analyses de substances traçantes seront poursuivies afin de vérifier que les seuils de toxicité pour la santé et pour l'environnement ne sont pas atteints.

Famille de déchets	Cuves concernées	Rubriques 4xxx visées et dangerosité SEVESO III	Substance à suivre	Fréquence d'analyse
Déchets d'hydrocarbures	T6, T12, T15	4734	Anthracène Naphtalène	Annuelle
Eau hydrocarburées	T11, T13	/ Liquides inflammables de cat.4 (non CLP)	Anthracène Naphtalène	Annuelle
Eaux souillées	T1, T2, T3, T4, T10, T16 et T22	/	Mercure	Annuelle
Boues biologiques liquides	T30	/	Mercure Substances identifiées par le producteur	Annuelle



## 7.2 RECEPTION, VENTILATION DE DECHETS CONDITIONNES

La réception de produits liquides et pâteux en petits conditionnements s'effectue :

- Sur la zone extérieure de réception des produits, et sera réalisée dans le cadre du projet au sein du futur bâtiment réception,
- Directement dans le bâtiment « conditionnés », qui deviendra le bâtiment de ventilation dans le cadre du projet, pour les déchets issus des ménages (DDM) et les déchets de laboratoires.

### 7.2.1 RECEPTION DE DECHETS CONDITIONNES HORS DDM

#### A) SITUATION ACTUELLE

La réception de déchets conditionnés en GRV ou fûts s'effectue actuellement en extérieur, directement sur la zone de pré-traitement.

Ce stockage représente au maximum (*information confidentielle*) **t** et se répartit selon le tableau présenté en page suivante ;

#### B) SITUATION FUTURE

Le stockage sera réduit à (*information confidentielle*) **t** dans la configuration future.

La réception de déchets conditionnés sera réalisée au niveau du futur bâtiment réception. Celui-ci disposera d'une superficie de 600 m<sup>2</sup> et d'un auvent pour le déchargement des déchets.

La répartition du stockage se présente selon le tableau en page suivante.

La nature des déchets est réalisée par analogie avec les déchets conditionnés provenant de déchèteries selon le guide technique de prise en compte des déchets dans la détermination du statut Seveso d'un établissement – DGPR décembre 2015.

CARACTERISATION DES DECHETS EN RECEPTION									
Déchets	Quantité maximale stockée		Proportion de déchets dangereux sur l'ensemble du flux	Rubriques 4xxx visées	Pourcentage massique de substances possédant les propriétés de dangers SEVESO	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO		Remarque/ justification de la dangerosité du déchet	
	Actuelle	Future				Actuelle	Future		
Réception pure									
Acides	(informations confidentielles)	5%	<b>4510</b> Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	90%	(informations confidentielles)		Par analogie avec les acides/ bases issus des déchets conditionnés provenant de déchèteries selon le guide technique de prise en compte des déchets dans la détermination du statut Seveso d'un établissement – DGPR décembre 2015		
			<b>4440</b> Solide comburant de cat. 1, 2 ou 3 <b>ou 4441</b> Liquide comburant de cat. 1, 2 ou 3	10%					
Bases		5%	<b>4510</b> Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	90%					
			<b>4440</b> Solide comburant de cat. 1, 2 ou 3 <b>ou 4441</b> Liquide comburant de cat. 1, 2 ou 3	10%					
Solvants		100 %	<b>4150</b> Toxicité spécifique pour certains organes cibles	100%					Par analogie avec les solvants halogénés issus des déchets conditionnés provenant de déchèteries selon le guide technique de prise en compte des déchets dans la détermination du statut Seveso d'un établissement – DGPR décembre 2015
			<b>4511</b> Dangereux pour l'environnement aquatique cat.2	100%					
			<b>4330</b> Liquides inflammables de cat.2 ou 3	40%					
			<b>4331</b> Liquides inflammables de cat.2 ou 3	60%					

CARACTERISATION DES DECHETS EN RECEPTION								
Déchets	Quantité maximale stockée		Proportion de déchets dangereux sur l'ensemble du flux	Rubriques 4xxx visées	Pourcentage massique de substances possédant les propriétés de dangers SEVESO	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO		Remarque/ justification de la dangerosité du déchet
	Actuelle	Future				Actuelle	Future	
Eaux souillées	(informations confidentielles)		/	/	/	/	/	« les capacités de stockage d'eaux souillées, ..., ne sont pas à prendre en compte par défaut pour la détermination du statut SEVESO des établissements au titre des propriétés de danger pour la santé humaine ou pour l'environnement » - guide DGPR décembre 2015 Suivi à mettre en place : <b>Mercuré</b> (1x/an)
Mélange Eaux + Hydrocarbures			/	/	/	/	/	« les capacités de stockage ..., de déchets d'hydrocarbures en mélange ne sont pas à prendre en compte par défaut pour la détermination du statut SEVESO des établissements au titre des propriétés de danger pour la santé humaine ou pour l'environnement » - guide DGPR décembre 2015 Suivi à mettre en place : <b>Anthracène + naphtalène</b> (1x/an) Liquides dont le point éclair est supérieur à 60°C = non inflammable au sens de CLP
Pulvérulents : poudres de peinture, poudre d'extinction			100%	4511 Dangereux pour l'environnement aquatique cat.2	100%	(informations confidentielles)		Considérés par défaut comme pouvant être dangereux pour le milieu aquatique

CARACTERISATION DES DECHETS EN RECEPTION								
Déchets	Quantité maximale stockée		Proportion de déchets dangereux sur l'ensemble du flux	Rubriques 4xxx visées	Pourcentage massique de substances possédant les propriétés de dangers SEVESO	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO		Remarque/ justification de la dangerosité du déchet
	Actuelle	Future				Actuelle	Future	
Déchets pâteux organiques	(informations confidentielles)		50%	4511 Dangereux pour l'environnement aquatique cat.2	50%	(informations confidentielles)		Déchets semblables aux <b>déchets pâteux des DDM</b> . Pour ce type de déchets, le guide indique que 70% d'entre eux sont dangereux sur l'ensemble du flux. Comme ces déchets contiennent une grande proportion de déchets pâteux issus des industriels : graisses, produits cosmétiques...a priori ne relevant pas du statut SEVESO, nous considérerons que 50% de ces déchets sont dangereux. IL s'agit d'une approche majorante puisque le guide DGPR de décembre 2015 considère que « les capacités de stockage de déchets pâteux organiques ne sont pas à prendre en compte par défaut pour la détermination du statut SEVESO des établissements au titre des propriétés de danger pour la santé humaine ou pour l'environnement ».
				4331 Liquides inflammables de cat.2 ou 3	20%			
Total								
Stock intermédiaire								
Cosmétiques	(informations confidentielles)		10%	4331 Liquides inflammables de cat.2 ou 3	100%	(informations confidentielles)		Analogie avec les déchets pâteux organiques. Une partie d'entre eux peut contenir de l'éthanol (parfums...) ce qui peut leur conférer un caractère inflammable. Suivi à mettre en place : <b>Mercure + substances identifiées par le producteur de déchets (1x/an)</b>
Boues d'assainissement			/	/	/			Analogie avec les déchets pâteux organiques. Suivi à mettre en place : <b>Mercure + substances identifiées par le producteur de déchets (1x/an)</b>
Eaux souillées			/	/	/			Suivi à mettre en place : <b>Mercure (1x/an)</b>

### 7.2.2 PETITS CONDITIONNES EN PROVENANCE DES DECHETERIES

Les déchets en petits conditionnements de moins de 200 l provenant de déchèteries font l'objet d'une approche globale établie par le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement en janvier 2011 à partir de familles de déchets ayant des typologies communes. Il s'agit de déchets en provenance des ménages et assimilés (Déchets Dangereux des Ménages - DDM) : pots de peinture usagés, mastics, colles, détergents, soude, ammoniac, emballages souillés...

La réception des déchets des ménages s'effectue dans le bâtiment « conditionnés », qui deviendra le bâtiment de ventilation dans le cadre du projet.

#### A) SITUATION ACTUELLE

Le tonnage considéré pour les déchets assimilés à des DDM est de *(informations confidentielles)* t.

Le tableau ci-après présente les répartitions des gisements considérées et le classement des différents déchets, établis à partir de données issues de guides professionnels (repris dans le Guide Technique de Prise en Compte des déchets dans la détermination du statut Seveso d'un établissement) et du retour d'expérience du site TRD.

#### B) SITUATION FUTURE

Le stockage de déchets assimilés à des DDM passera à *(informations confidentielles)* t.

Les déchets des ménages seront directement réceptionnés dans le bâtiment de ventilation.

Leur répartition sera identique à la situation actuelle.

Toutefois, concernant les déchets pâteux, il ne sera considéré qu'une partie du flux réceptionné car ils transitent en flux tendu dans l'atelier et sont évacués directement en fosse. Ainsi, seuls *(informations confidentielles)* t de déchets pâteux sont susceptibles de se trouver dans le bâtiment de ventilation alors qu'ils représentent 75% du flux global des déchets des ménages (soit *(informations confidentielles)* t).

Le tableau suivant présente les quantités de déchets assimilés à des DDM.

La dangerosité des déchets issus des ménages est évaluée à partir du guide du Ministère de l'environnement de décembre 2015 sur la base de l'approche spécifique dite « globale » pour les petits conditionnés provenant de déchèteries. Les déchets concernés par cette approche sont uniquement les déchets provenant des déchèteries et conditionnés dans des contenants de moins de 200 litres de volume unitaire : pots de peinture usagés, emballages souillés...

L'approche globale pour les déchets conditionnés provenant de déchèteries repose sur la répartition massique des déchets dangereux conditionnés et sur le pourcentage massique estimé de substances possédant les propriétés de danger SEVESO.

CARACTERISATION DES DECHETS DES MENAGES EN PETITS CONDITIONNEMENTS							
Déchets	Répartition du gisement total de DDM		Proportion de déchets dangereux sur l'ensemble du flux	Rubriques 4xxx visées	Pourcentage massique de substances possédant les propriétés de dangers SEVESO	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO	
	Actuelle	Future				Actuelle	Future
Pâteux	75%	75%	70%	<b>4511</b> Dangereux pour l'environnement aquatique cat.2	70%	(informations confidentielles)	
				<b>4331</b> Liquides inflammables de cat.2 ou 3	20%		
Acides/bases	4,5%	4,5%	5%	<b>4510</b> Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	90%		
				<b>4440</b> Solide comburant de cat. 1, 2 ou 3 <b>ou 4441</b> Liquide comburant de cat. 1, 2 ou 3	10%		
Combustibles	0,5%	0,5%	100%	<b>4510</b> Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	90%		
				<b>4440</b> Solide comburant de cat. 1, 2 ou 3 <b>ou 4441</b> Liquide comburant de cat. 1, 2 ou 3	100%		
Solvants non halogénés et huiles	10,5%	10,5%	20 %	<b>4511</b> Dangereux pour l'environnement aquatique cat.2	50%		
				<b>4331</b> Liquides inflammables de cat.2 ou 3	100%		
Solvants halogénés	2%	2%	100%	<b>4150</b> Toxicité spécifique pour certains organes cibles	100%		
				<b>4511</b> Dangereux pour l'environnement aquatique cat.2	100%		
				<b>4331</b> Liquides inflammables de cat.2 ou 3	20%		
Phytosanitaires	3%	3%	2%	<b>4510</b> Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	100%		
Extincteurs, radiographie	0,2%	0,2%	/	/	/		

CARACTERISATION DES DECHETS DES MENAGES EN PETITS CONDITIONNEMENTS							
Déchets	Répartition du gisement total de DDM		Proportion de déchets dangereux sur l'ensemble du flux	Rubriques 4xxx visées	Pourcentage massique de substances possédant les propriétés de dangers SEVESO	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO	
	Actuelle	Future				Actuelle	Future
Aérosols	1%	1%	5%	<b>4321</b> Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de cat.1 ou 2	100%	(informations confidentielles)	
Piles, batterie sans lithium	2,7%	2,7%	100%	<b>4510</b> Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	100%		
Piles, batterie avec lithium	0,3%	0,3%	100%	<b>4510</b> Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	100%		
				<b>4331</b> Liquides inflammables de cat.2 ou 3	100%		
Déchets de laboratoires	0,3%	0,3%	100%	<b>4110</b> Toxicité aiguë de cat.1	100%		

### **7.2.3 POMPAGE DE DECHETS LIQUIDES**

Les déchets conditionnés en provenance des ménages et les déchets industriels sont regroupés par catégories dans des GRV au sol avant d'être pompés vers les cuves de pré-traitement.

La zone de pompage de déchets liquides est implantée dans le bâtiment « conditionnés » (futur bâtiment de ventilation).

#### **A) SITUATION ACTUELLE**

Au maximum 80 GRV sont stockés sur le site en attente de stockage.

#### **B) SITUATION FUTURE**

La situation future sera identique à la situation actuelle.

Le tableau suivant présente, sur la base de cette répartition identique, les quantités de déchets stockés dans la zone de pompage.



CARACTERISATION DES DECHETS DE LA ZONE DE POMPAGE						
Déchets	Quantité maximale stockée (actuelle et future)	Proportion de déchets dangereux sur l'ensemble du flux	Rubriques 4xxx visées	Pourcentage massique de substances possédant les propriétés de dangers SEVESO	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO	Remarque/ justification de la dangerosité du déchet
Acides	(informations confidentielles)	5%	4510 Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	90%	(informations confidentielles)	Composition identique aux acides issus des DDM
			4440 Solide comburant de cat. 1, 2 ou 3 ou 4441 Liquide comburant de cat. 1, 2 ou 3	10%		
Bases		5%	4510 Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	90%		Composition identique aux bases issues des DDM
			4440 Solide comburant de cat. 1, 2 ou 3 ou 4441 Liquide comburant de cat. 1, 2 ou 3	10%		
Solvants non halogénés et huiles (issus des industries)*		20 %	4511 Dangereux pour l'environnement aquatique cat.2	50%		Par hypothèse : composition identique aux solvants non halogénés issus des DDM
			4331 Liquides inflammables de cat.2 ou 3	100 %		
Solvants non halogénés et huiles (issus des DDM)		20 %	4511 Dangereux pour l'environnement aquatique cat.2	50%		Composition identique aux solvants non halogénés issus des DDM
			4331 Liquides inflammables de cat.2 ou 3	100 %		
Solvants halogénés (issus des DDM)		100 %	4150 Toxicité spécifique pour certains organes cibles	100 %		Composition identique aux solvants halogénés issus des DDM
			4511 Dangereux pour l'environnement aquatique cat.2	100 %		
			4331 Liquides inflammables de cat.2 ou 3	20 %		

\* : Les solvants halogénés issus des industriels ne transitent pas par cet atelier mais sont directement évacués vers les GRV de solvants chlorés en alvéole 4.

## 7.2.4 DECHETS DE LABORATOIRE

Les déchets de laboratoire sont stockés dans le bâtiment « conditionnés » (futur bâtiment de ventilation).

### A) SITUATION ACTUELLE

La quantité de déchets de laboratoire susceptible d'être présente sur le site est de *(informations confidentielles)* t.

### B) SITUATION FUTURE

La situation future sera identique à la situation actuelle.

Le tableau suivant présente les répartitions des gisements considérées et le classement des différents déchets, établis à partir de données issues de guides professionnels et du retour d'expérience du site TRD.

CARACTERISATION DES DECHETS DE LABORATOIRE					
Déchets	Répartition du gisement	Proportion de déchets dangereux sur l'ensemble du flux	Pourcentage massique de substances possédant les propriétés de dangers SEVESO	Classement SEVESO	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO
Solides organiques et minéraux simples	45%	/	/	<b>Non concerné par le classement SEVESO</b>	<i>(informations confidentielles)</i>
Liquides et acides organiques	35%	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>4331</b> Liquides inflammables de cat.2 ou 3	
Acides et bases minéraux Solides corrosifs organiques ou minéraux	10%	<b>5%</b> (selon la répartition proposée par le guide pour les DDM)	<b>90%</b>	<b>4510</b> Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	
			<b>10%</b>	<b>4440</b> Solide comburant de cat. 1, 2 ou 3 <b>ou 4441</b> Liquide comburant de cat. 1, 2 ou 3	
Composés métalliques, solides et liquides toxiques	5%	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>4130-4140</b> Toxicité aiguë cat.3	
Réactifs	1%	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>4610</b> Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH014 (réagit violemment au contact de l'eau)	
Oxydants	3%	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>4440</b> Solide comburant de cat. 1, 2 ou 3 <b>ou 4441</b> Liquide comburant de cat. 1, 2 ou 3	
Solides et liquides très toxiques	1%	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>4110</b> Toxicité aiguë de cat.1	

## **7.2.5 STOCKAGE TAMPON AVANT TRANSFORMATION**

### **A) SITUATION ACTUELLE**

Il n'existe actuellement aucune aire dédiée.

### **B) SITUATION FUTURE**

Une zone de stockage tampon sera créée à proximité des locaux de traitement « phyto » et « acide-base ».

La zone sera utilisée pour le regroupement de déchets en attente d'atteindre un volume suffisant pour opérer un traitement.

A noter que les GRV en attente de démantèlement (*informations confidentielles*) seront également stockés à proximité.

La quantité de déchets présents dans cette zone sera au maximum de (*informations confidentielles*) t, répartis selon le tableau en page suivante :

CARACTERISATION DES DECHETS DU STOCKAGE TAMPON AVANT TRANSFORMATION						
Déchets	Quantité maximale future stockée	Proportion de déchets dangereux sur l'ensemble du flux	Rubriques 4xxx visées	Pourcentage massique de substances possédant les propriétés de dangers SEVESO	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO	Remarque/ justification de la dangerosité du déchet
Phytosanitaires	(informations confidentielles)	10%	4510 Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	100%	(informations confidentielles)	Composition identique aux phytosanitaires issus des DDM
Acide trichloroisocyanurique (chlore choc piscine)		100%	4510 Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	100%		Mentions de dangers du produit de traitement piscine : EUH206 H302 H319 H335 H272 H410
			4440 Solide comburant de cat. 1, 2 ou 3 ou 4441 Liquide comburant de cat. 1, 2 ou 3	100%		
100 %		4510 Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	100%			
		4440 Solide comburant de cat. 1, 2 ou 3 ou 4441 Liquide comburant de cat. 1, 2 ou 3	100%			
Tubes DCO		/	/	/		Mentions de danger des tubes DCO présents: H314-H340-H350-EUH203
Liquides à broyer		/	/	/		Phases aqueuses extraites de l'atelier ventilation :lave-glace été, shampoing... Eaux souillées.
Acides et bases en petits conditionnements		5%	4510 Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	90%		Composition identique aux acides et bases issus des DDM
			4440 Solide comburant de cat. 1, 2 ou 3 ou 4441 Liquide comburant de cat. 1, 2 ou 3	10%		
Boues d'assainissement		/	/	/		Par analogie avec les déchets pâteux organiques - guide DGPR décembre 2015 Suivi à mettre en place : <b>Mercure + substances identifiées par le producteur de déchets</b> (1x/an)

## 7.2.6 REGROUPEMENT EN CUVES DES DECHETS CONDITIONNES

### A) SITUATION ACTUELLE

Cette activité concerne *(informations confidentielles)* de déchets :

Déchets	Cuve	Capacité
Eaux souillées avec point éclair < 55°C	P1	<i>(informations confidentielles)</i>
Solvants non halogénés	P2	
Mélange eaux souillées/ solvant non halogéné	P3	
Eaux souillées ou déchets avec point éclair > 100°C	P14	
Déchets corrosifs	P5	
Liquides chlorés	2 cuves sur berce	
<b>TOTAL</b>		

### A) SITUATION FUTURE

#### Solvant chlorés

Les 2 cuves sur berce seront supprimées. Les liquides chlorés seront regroupés en GRV placés dans les alvéoles.

Les **liquides chlorés** sont classés selon les rubriques 4150 et 4511 selon le classement proposé par le guide technique pour la prise en compte des déchets dans la détermination du statut SEVESO d'un établissement pour les **solvants halogénés**.

Le déchet chloré le plus représentatif de ce type de déchet sur le site de VILLERS-BRETONNEUX est le *(informations confidentielles)*.

Plusieurs analyses de point éclair ont été effectuées sur les déchets chlorés reçus par la société ORTEC, elles confirment la non-inflammabilité des déchets chlorés en mélange.

#### Autres solvants

Dans la nouvelle organisation, les eaux souillées solvantées sont stockées dans les cuves P2 et P3. Les eaux souillées sont regroupées dans les cuves P1, P14, P5.

La répartition des déchets dans la configuration future sera la suivante :

Déchets	Cuve	Capacité
Eaux souillées avec point éclair > 110°C	P1	<i>(informations confidentielles)</i>
Mélange eaux souillées/ solvant non halogéné	P2	
Mélange eaux souillées/ solvant non halogéné	P3	
Eaux souillées avec point éclair > 110°C	P14	
Eaux souillées avec point éclair > 110°C	P5	
<b>TOTAL</b>		

Le guide technique pour la prise en compte des déchets dans la détermination du statut SEVESO d'un établissement, édité par la DGPR dans sa version de décembre 2015, indique que les capacités de stockage d'eaux souillées et de solvants non halogénés ne sont pas à prendre en compte par défaut pour la détermination du statut SEVESO des établissements au titre des propriétés de danger pour la santé humaine ou pour l'environnement, sans présumer de leur potentiel danger physico-chimique.

Ainsi, les cuves P1, P14 et P5 ne seront-elles pas prises en compte pour la détermination du statut SEVESO pour les dangers pour la santé humaine ou pour l'environnement. Leur point éclair étant supérieur à 110°C, elles ne seront pas non plus retenues pour le risque physique.

Par une approche conservatrice, **les mélanges d'eaux souillées et de solvants non halogénés seront classés par défaut dans les rubriques 4511** (dangereux pour l'environnement aquatique) et **4150 - Toxicité spécifique pour certains organes cibles**. Aucune mesure de suivi n'est à mettre en place pour ces capacités de stockage, la société ORTEC considérant par défaut leur caractère dangereux pour l'environnement et pour la santé.

Les cuves P2 et P3 sont donc comptabilisées pour la détermination du statut SEVESO pour les risques pour la santé et pour l'environnement. De plus, ces cuves contenant une phase aqueuse et une phase solvantée, sont susceptibles de présenter un point éclair inférieur à 100°C et seront considérées inflammables.

Le classement retenu pour ces déchets selon la directive SEVESO 3 est présenté dans le tableau en page suivante.

CARACTERISATION DES DECHETS REGROUPEES EN CUVES										
Déchets	Quantité maximale stockée		Proportion de déchets dangereux sur l'ensemble du flux	Rubriques 4xxx visées	Pourcentage massique de substances possédant les propriétés de dangers SEVESO	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO		Remarque/ justification de la dangerosité du déchet		
	Actuelle	Future				Actuelle	Future			
Eaux souillées avec point éclair > 110°C	P1		100 %	/	100 %	(informations confidentielles)		Eaux souillées - guide DGPR décembre 2015 Suivi à mettre en place pour la vérification des propriétés de dangers pour la santé et pour l'environnement : <b>Mercure 1x/an</b> Point éclair > 110°C : non inflammables		
Mélange eaux souillées/ solvant non halogéné	P2		100 %	<b>4150</b> Toxicité spécifique pour certains organes cibles	100 %			Regroupement de solvants issus de DDM et labos ; Composition identique aux solvants issus des DDM Par une approche conservatrice, prise en compte de déchets de solvants halogénés		
				<b>4511</b> Dangereux pour l'environnement aquatique cat.2	100 %					
				<b>4331</b> Liquides inflammables de cat.2 ou 3	100 %					
Mélange eaux souillées/ solvant non halogéné	P3		100 %	<b>4150</b> Toxicité spécifique pour certains organes cibles	100 %			Phase solvantée pouvant être inflammable		
				<b>4511</b> Dangereux pour l'environnement aquatique cat.2	100 %					
				<b>4331</b> Liquides inflammables de cat.2 ou 3	100 %					
Eaux souillées ou déchets avec point éclair > 100°C	P14		100%	/	100 %					Eaux souillées - guide DGPR décembre 2015 Suivi à mettre en place pour la vérification des propriétés de dangers pour la santé et pour l'environnement : <b>Mercure 1x/an</b> Point éclair > 110°C : non inflammables
Eaux souillées ou déchets avec point éclair > 100°C	P5		100%	/	100 %					

## 7.3 PRE-TRAITEMENT DES DECHETS

### 7.3.1 NEUTRALISATION

Ce traitement consiste en la neutralisation d'effluents acides ou alcalins présentant un potentiel de danger par rapport à leurs caractéristiques physico-chimiques (caractère corrosif).

#### A) SITUATION ACTUELLE

L'atelier neutralisation est constitué :

- D'un stockage de soude en cuve (Pxx (*informations confidentielles*)),
- D'un stockage d'acide en vrac (Pxx (*informations confidentielles*)),
- D'un atelier où sont réalisés manuellement par des opérateurs le déconditionnement des déchets liquides acides ou basiques en petit conditionnement. Les déchets sont acheminés dans un réservoir relié à une cuve (une cuve Pxx (*informations confidentielles*) pour les déchets acides, une cuve Pxx (*informations confidentielles*) pour les déchets basiques). Le déconditionnement se fait sous hotte aspirante,
- De 2 cuves de neutralisation résultant de l'assemblage de déchets liquides acides et basiques (Pxx et Pxx (*informations confidentielles*)).

La quantité maximale de déchets présente sur l'atelier de neutralisation est de (*informations confidentielles*) t :

Déchets	Cuve	Capacité
Soude	P6	<i>(informations confidentielles)</i>
Cuve de neutralisation 1	P7	
Cuve de neutralisation 2	P8	
Cuves d'acide vrac	P9	
Cuve de déchets acides issus du regroupement des petits conditionnés	P10	
Cuve de déchets alcalins issus du regroupement des petits conditionnés	P11	
Cuve d'eau souillée issue de l'aire de lavage	P12	
<b>TOTAL</b>		

#### B) SITUATION FUTURE

La situation future sera identique à la situation actuelle.

Le classement retenu pour ces déchets selon la directive SEVESO 3 est présenté dans le tableau en page suivante.



CARACTERISATION DES DECHETS DE L'ATELIER DE NEUTRALISATION						
Déchets	Quantité maximale stockée (actuelle et future)	Proportion de déchets dangereux sur l'ensemble du flux	Rubriques 4xxx visées	Pourcentage massique de substances possédant les propriétés de dangers SEVESO	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO	Remarque/ justification de la dangerosité du déchet
Déchets Acides issus du regroupement	(informations confidentielles)	5%	4511 Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie 2	100 %	(informations confidentielles)	Regroupement d'acides en provenance des DDM : composition identique aux acides issus des DDM Toutefois, concernant la dangerosité pour l'environnement H410/H400, la majorité des acides n'a pas cette caractéristique. Le mélange en cuve d'acides dangereux pour l'environnement cat.1 avec d'autres non dangereux induit le déclassement du mélange dangereux pour l'environnement cat.1 => cat.2
			4440 Solide comburant de cat. 1, 2 ou 3 ou 4441 Liquide comburant de cat. 1, 2 ou 3	100%		
Acide vrac (ac. Sulfurique 96%)		100%	4610 Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH014 (réagit violemment au contact de l'eau)	100%		Produit noble Mention de danger : H314 (non visée par le classement SEVESO)
Déchets alcalins issus du regroupement		5%	4511 Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie 2	100%		Composition identique aux bases issues des DDM. Comme pour les acides, le mélange en cuve de déchets dangereux pour l'environnement cat.1 avec d'autres non dangereux induit le déclassement du mélange dangereux pour l'environnement cat.1 => cat.2
			4440 Solide comburant de cat. 1, 2 ou 3 ou 4441 Liquide comburant de cat. 1, 2 ou 3	100%		
Soude		100%	/	/		Produit noble non visé par une rubrique 4xxx Mention de danger : H314 (non visée par le classement SEVESO)
Cuves de neutralisation		100%	4511 Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie 2	100%		Neutralisation issue du regroupement de déchets acides et basiques. La neutralisation agit sur le caractère <b>corrosif</b> du déchet mais aucune information n'est disponible quant à son effet sur les caractères <b>dangereux pour l'environnement aquatique</b> ou <b>comburant</b> . Par défaut la composition sera assimilée à celle des acides/ bases des P10/P9 et P6/P11
			4440 Solide comburant de cat. 1, 2 ou 3 ou 4441 Liquide comburant de cat. 1, 2 ou 3	100%		

CARACTERISATION DES DECHETS DE L'ATELIER DE NEUTRALISATION						
Déchets	Quantité maximale stockée (actuelle et future)	Proportion de déchets dangereux sur l'ensemble du flux	Rubriques 4xxx visées	Pourcentage massique de substances possédant les propriétés de dangers SEVESO	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO	Remarque/ justification de la dangerosité du déchet
Eau souillée issue de l'aire de lavage	(informations confidentielles)	/	/	/	/	Par défaut, les eaux souillées ne sont pas à prendre en compte pour SEVESO 3 (Guide DGPR 2015) Suivi à mettre en place : <b>Mercuré</b> (1x/an)

### 7.3.2 FOSSES DE BROyage

#### A) SITUATION ACTUELLE

Ces fosses n'existent pas à l'heure actuelle sur le site TRD.

Les déchets à broyer sont stockés sur une dalle à proximité du broyeur.

#### B) SITUATION FUTURE

Plusieurs fosses seront mises en place pour les opérations de broyage :

Fosses	Capacité
Déchets pâteux bruts à broyer	(informations confidentielles)
Déchets matériaux souillés à broyer	
Broyats issus du broyeur et du refus de crible	
Refus métalliques	
Cosmétique	
Boues d'assainissement, boues de curage	
<b>TOTAL</b>	

La capacité totale de ces fosses sera de (informations confidentielles) t.

Le guide technique pour la prise en compte des déchets dans la détermination du statut SEVESO d'un établissement, édité par la DGPR dans sa version de décembre 2015, indique que les capacités de stockage de **broyats d'emballages** et de **déchets pâteux organiques** ne sont pas à prendre en compte par défaut pour la détermination du statut SEVESO des établissements au titre des propriétés de danger pour la santé humaine ou pour l'environnement, sans présumer de leur potentiel danger physico-chimique.

Toutefois, par cohérence nous retiendrons que leur composition est similaire aux déchets dont ils sont issus, à savoir des « pâteux issus des ménages (DDM) » du bâtiment ventilation et des « déchets pâteux pour fosse » du bâtiment réception. Ces déchets seront donc considérés, par une approche conservatrice, à des déchets dangereux pour l'environnement.

De plus, une partie (10%) des déchets issus de cosmétiques sera considérée inflammable, les cosmétiques pouvant contenir du parfum ou de l'alcool. Dans une approche conservatrice, les déchets en fosse seront considérés comme inflammables.

Le tableau en page suivante présente la classification selon SEVESO 3 qui a été retenue pour ces déchets.

CARACTERISATION DES DECHETS DE FOSSES DE BROYAGE					
Déchets	Quantité maximale stockée (situation future)	Rubriques 4xxx visées	Pourcentage massique de substances possédant les propriétés de dangers SEVESO	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO (situation future)	Remarque/ justification de la dangerosité du déchet
Déchets pâteux bruts à broyer	(informations confidentielles)	<b>4511</b> Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie 2	<b>100%</b>	(informations confidentielles)	Composition similaire aux déchets dont ils sont issus : - «déchets pâteux issus des ménages (DDM) » du bâtiment ventilation - « déchets pâteux pour fosse »
		<b>4331</b> Liquides inflammables de cat.2 ou 3	<b>100%</b>		
Déchets matériaux souillés à broyer		/	/		Par défaut, les déchets de broyats d'emballages ne sont pas à prendre en compte pour SEVESO 3 (Guide DGPR 2015) Suivi à mettre en place : <b>Anthracène</b> (1x/an)
Broyats issus du broyeur et du refus de crible		/	/		
Refus métalliques		/	/		
Cosmétique		<b>4331</b> Liquides inflammables de cat.2 ou 3	<b>100%</b>		Par défaut, les déchets pâteux organiques ne sont pas à prendre en compte pour SEVESO 3 (Guide DGPR 2015) Nous considérons que ces déchets cosmétiques présentent un caractère inflammable (H226) Suivi à mettre en place : <b>mercure + substances identifiées par le producteur de déchets</b> (1x/an)
Boues d'assainissement, boues de curage		/	/		Par défaut, les déchets pâteux organiques ne sont pas à prendre en compte pour SEVESO 3 (Guide DGPR 2015) Suivi à mettre en place : <b>mercure + substances identifiées par le producteur de déchets</b> (1x/an)

### 7.3.3 FABRICATION DU CSS

#### A) SITUATION ACTUELLE

La préparation du combustible solide de substitution (CSS) est réalisée dans les fosses de travail à partir du mélange de plusieurs produits :

- ↳ boues d'hydrocarbures issues de centrifugation,
- ↳ billes de copolymère,
- ↳ peintures,
- ↳ sciures (servant de liant),
- ↳ résines échangeuses d'ions,
- ↳ cosmétiques périmés,
- ↳ graisses,
- ↳ huile de frites...

Actuellement, la quantité maximale présente au sein des fosses est de *(informations confidentielles)* t :

Fosses	Capacité
Fosse d'homogénéisation n°1	<i>(informations confidentielles)</i>
Fosse d'homogénéisation n°2	

#### B) SITUATION FUTURE

La zone de préparation de CSS sera remaniée et de nouvelles fosses seront créées pour améliorer la fabrication, de sorte qu'elle sera constituée des éléments suivants :

Fosses	Capacité
Fosse de préparation de charge	<i>(informations confidentielles)</i>
Fosse de CSS prêt à partir	
Fosse de décantation	
Plate-forme ferrailles	
Fosse de refus de crible	
Combustible Solide de Récupération – CSR (sciure)	
Fosse de boues de curage	
<b>TOTAL</b>	

Le guide technique pour la prise en compte des déchets dans la détermination du statut SEVESO d'un établissement, édité par la DGPR dans sa version de décembre 2015, indique que les capacités de stockage de **broyats d'emballages** et de **déchets pâteux organiques** ne sont pas à prendre en compte par défaut pour la détermination du statut SEVESO des établissements au titre des propriétés de danger pour la santé humaine ou pour l'environnement, sans présumer de leur potentiel danger physico-chimique.

L'exploitant doit mettre en place des mesures de suivi de certaines substances (mesure annuelle de **Mercure + substances identifiées par le producteur de déchets**) pour lui permettre d'assurer que les déchets ne sont pas dangereux pour la santé et pour l'environnement.

Toutefois, en ce qui concerne la fosse de décantation, la société ORTEC considère que l'accumulation de sels métalliques peut conduire les déchets dans la fosse à présenter un caractère « **dangereux pour l'environnement** ».

Le tableau suivant présente la classification selon SEVESO 3 qui a été retenue pour ces déchets.

CARACTERISATION DES DECHETS DE L'ATELIER DE FABRICATION DU CSS						
Déchets	Quantité maximale stockée		Rubriques 4xxx visées	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO		Remarque/ justification de la dangerosité du déchet
	Actuelle	Future		Actuelle	Future	
Fosse de préparation de charge	(informations confidentielles)		/	(informations confidentielles)		Par défaut, les déchets pâteux organiques ne sont pas à prendre en compte pour SEVESO 3 (Guide DGPR 2015) Suivi à mettre en place : <b>Mercure + substances identifiées par le producteur de déchets</b> (1x/an)
Fosse de CSS prêt à partir			/			
Fosse de décantation			<b>4511</b> Dangereux pour l'environnement aquatique cat.2			Prise en compte du caractère « dangereux pour l'environnement » pour l'accumulation de sels métalliques
Plate-forme ferrailles			/			/
Fosse de refus de crible			/			/
Combustible Solide de Récupération – CSR (sciure)			/			/
Fosse de boues de curage			/			Par défaut, les déchets pâteux organiques ne sont pas à prendre en compte pour SEVESO 3 (Guide DGPR 2015) Suivi à mettre en place : <b>Mercure + substances identifiées par le producteur de déchets</b> (1x/an)

## 7.4 TRANSIT / REGROUPEMENT

### 7.4.1 ALVEOLES

#### A) SITUATION ACTUELLE

Cette zone correspond aux alvéoles ainsi qu'aux déchets présents pour massification.

Actuellement, le site dispose de 5 alvéoles utilisées de la manière suivante :

Identification	Type de stockage	Quantité maximale stockée	Rubriques 4xxx visées
<b>Alvéole 1</b>	Solides divisés ou matériaux souillés	<i>(informations confidentielles)</i>	/
<b>Alvéole 2</b>	Sciure imprégnée		/
<b>Alvéole 3</b>	Solides et liquides très toxiques		<b>4110</b> Toxicité aiguë catégorie 1
<b>Alvéole 4</b>	Solides et liquides toxiques		<b>4150</b> Toxicité spécifique pour certains organes cibles
<b>Alvéole 5</b>	Aérosols dans une zone grillagée		<b>4320</b> Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2

Les déchets spécifiques (néons, piles...) sont stockés actuellement dans le bâtiment de l'atelier conditionnés.

#### B) SITUATION FUTURE

Les opérations de transit / regroupement seront réalisées dans le bâtiment alvéoles. Les alvéoles seront organisées de la façon suivante :

Identification	Type d'alvéole	Exemples de déchets
<b>Alvéole 1</b>	Métaux	DEEE, Piles batteries sans lithium, Piles batteries avec lithium, Aluminium, Déchets métalliques, Films radiologiques, Grenailles.
<b>Alvéole 2</b>	Acide/ base	Acide sulfurique, phosphorique, Acides et combustibles solides (types engrais, chaux, acide nitrique...), Combustibles liquides dont peroxydes, Base solide, Chaux, Eau de Javel.
<b>Alvéole 3</b>	Préparation pour fosse : additifs secs pour les déchets pâteux entrant dans la composition des CSS	Résine, SAP, corindon, résines chlorées, pâteux secs, terres polluées.
<b>Alvéole 4</b>	Déchets prêts à partir	Filtres à huile, liquides chlorés en GRV, huiles alimentaires, ampoule, néons, amiante, déchets méthanisables.
<b>Alvéole 5</b>	Déchets prêts à partir	Aérosols, noir de carbone, produits chimiques issus de laboratoires.

Le tableau en page suivante présente la classification selon SEVESO 3 qui a été retenue pour ces déchets.

CARACTERISATION DES DECHETS EN ALVEOLES – SITUATION FUTURE						
ALVEOLES	Types de déchets stockés	Quantité maximale stockée future	Rubriques 4xxx visées	Pourcentage massique de substances possédant les propriétés de dangers SEVESO	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO	Remarque/ justification de la dangerosité du déchet
<b>1</b> <b>Métaux</b>	Déchets d'Équipements Electriques et Electroniques (DEEE)	<i>(informations confidentielles)</i>	/	/	<i>(informations confidentielles)</i>	/
	Piles batteries sans lithium		<b>4510</b> Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	<b>100%</b>		Guide DGPR 2015 pour les déchets en petits conditionnements issus des déchèteries
	Piles batteries avec lithium		<b>4510</b> Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	<b>100%</b>		
	Aluminium		<b>4331</b> Liquides inflammables de cat.2 ou 3	<b>100%</b>		
	Déchets métalliques		/	/		/
	Films radiologiques		/	/		/
	Grenaille d'aluminium		/	/		Bien que pouvant réagir avec l'humidité, les grenailles ne sont pas classées « pyrophoriques de cat.1 (4430) »
	Acide sulfurique, phosphorique		/	/		Acides classés H314 = non visés par le classement SEVESO
<b>2</b> <b>Acide/ Base</b>	Acides et combustibles solides		<b>4510</b> Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	<b>50%</b>		Répartition selon retour d'expérience sur les déchets acides réceptionnés par le site
	Combustibles liquides dont peroxyde		<b>4440</b> Solide comburant de cat. 1, 2 ou 3	<b>50%</b>		Répartition selon retour d'expérience
	Bases solides		<b>4510</b> Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	<b>5%</b>		Propriétés combustibles
	Chaux		<b>4441</b> Liquide comburant de cat. 1, 2 ou 3	<b>100%</b>		Type carbonate de sodium, soude, potasse....selon FSDS : H314 ou H319
	Eau de Javel		/	/		Mentions de danger de la chaux vive ou éteinte ( selon FDS) :° H315/ H318/ H335 / H350 H372
			/	/		Mentions de danger : H290 – H314 - H400 – EUH031
			<b>4510</b> Dangereux pour l'environnement aquatique catégorie aiguë 1 ou chronique 1	<b>100%</b>		



CARACTERISATION DES DECHETS EN ALVEOLES – SITUATION FUTURE						
ALVEOLES	Types de déchets stockés	Quantité maximale stockée future	Rubriques 4xxx visées	Pourcentage massique de substances possédant les propriétés de dangers SEVESO	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO	Remarque/ justification de la dangerosité du déchet
<b>3</b> <b>Epaississants pour fosses CSS</b>	Polymère Super Absorbant	<i>(informations confidentielles)</i>	/	/	<i>(informations confidentielles)</i>	A base de polyacrylate de sodium/
	Résines échangeuses d'ions		/	/		/
	Corindon		/	/		/
	Résines chlorées		/	/		/
	Pâteux secs ou spot		<b>4511</b> Dangereux pour l'environnement aquatique cat.2	<b>100%</b>		Déchets ne possédant pas de caractéristiques dangereuses au sens de SEVESO : résine échangeuse d'ions, encre en poudre, noir de carbone
	Terres polluées		/	/		Composition de terres polluées variable selon le type de pollution La terre peut être considérée polluée en raison de teneurs trop élevées en certains paramètres sans pour autant être « dangereuse » au sens de SEVESO 3.
<b>4</b> <b>Prêt à partir</b>	Filtres à huile		/	/		/
	Liquides chlorés en GRV		<b>4150</b> Toxicité spécifique pour certains organes cibles	<b>100%</b>		De façon conservatrice : nature des risques identique aux solvants halogénés issus des DDM.
			<b>4511</b> Dangereux pour l'environnement aquatique cat.2	<b>100%</b>		Non inflammables par analyses (retour d'expérience du site).
	Huiles alimentaires		/	<b>100%</b>		Non inflammable Point éclair > 60°C
	Ampoules et Néons		/	/		Guide DGPR 2015 pour les déchets en petits conditionnements issus des déchèteries
	Méthanisable		/	/		/

CARACTERISATION DES DECHETS EN ALVEOLES – SITUATION FUTURE						
ALVEOLES	Types de déchets stockés	Quantité maximale stockée future	Rubriques 4xxx visées	Pourcentage massique de substances possédant les propriétés de dangers SEVESO	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO	Remarque/ justification de la dangerosité du déchet
<b>5</b> <b>Prêt à partir</b>	Aérosols	<i>(informations confidentielles)</i>	<b>4320</b> Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2	<b>100%</b>	<i>(informations confidentielles)</i>	/
	Noir de Carbone		/	/		Produit combustible
	PC LABO : Composés métalliques, Solides et liquides toxiques		<b>4150</b> Toxicité spécifique pour certains organes cibles	<b>100%</b>		/
	PC LABO : Réactifs		<b>4610</b> Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH014 (réagit violemment au contact de l'eau)	<b>100%</b>		/
	PC LABO : Oxydants		<b>4441</b> Liquide comburant de cat. 1, 2 ou 3	<b>100%</b>		/
	PC LABO : Solides et liquides très toxiques		<b>4110</b> Toxicité aiguë catégorie 1	<b>100%</b>		/

## 7.4.2 BENNES

### A) SITUATION ACTUELLE

Le stockage en bennes représente un total de *(informations confidentielles)* t de déchets :

Déchets	Tonnage maximal
Boue de centrifugation	<i>(informations confidentielles)</i>
Galette de boue de filtre presse	
Assainissement, boues de curage	
DIB	
Palettes	
Ferrailles	
Broyats métalliques	

Le tableau suivant présente la classification selon SEVESO 3 qui a été retenue pour ces déchets.

CARACTERISATION DES DECHETS EN BENNES					
Déchets	Quantité maximale stockée	Rubriques 4xxx visées	Pourcentage massique de substances possédant les propriétés de dangers SEVESO	Quantité de déchets ayant les propriétés de danger SEVESO	Remarque/ justification de la dangerosité du déchet
Boue de centrifugation	<i>(informations confidentielles)</i>	/	/	/	Par défaut, les déchets pâteux organiques ne sont pas à prendre en compte pour SEVESO 3 (Guide DGPR 2015) Suivi à mettre en place : <b>Mercure + substances identifiées par le producteur de déchets</b> (1x/an)
Galette de boue de filtre presse		/	/	/	
Assainissement, boues de curage		/	/	/	
DIB		/	/	/	/
Palettes		/	/	/	/
Ferrailles		/	/	/	/
Broyats métalliques		/	/	/	Par défaut, les broyats d'emballages ne sont pas à prendre en compte pour SEVESO 3 (Guide DGPR 2015) Suivi à mettre en place : <b>Anthracène</b> (1x/an)

### B) SITUATION FUTURE

La situation future sera identique à la situation actuelle.

## 7.5 TABLEAU DE SYNTHÈSE DES DÉCHETS PRÉSENTS SUR LE SITE

Les tableaux suivants récapitulent la classification des déchets retenue sur le site TRD en situation actuelle et en situation future. Le code couleur est repris en annexe 9 :

### 7.5.1 SITUATION ACTUELLE

		Capacité totale (tonnes)	Quantités de déchets (en tonnes) par rubrique ICPE visée par le classement SEVESO 3													
			4110	4120	4130	4140	4150	4510	4511	4441	4718	4320	4321	4330	4331	4734
Déchets liquides vrac		Informations confidentielles selon l'instruction du gouvernement du 06/11/2017 (cf p.3)														
Réception																
Atelier déchets conditionnés	DDM															
	Zone de pompage															
	Déchets de laboratoire															
Cuves Bas PE																
Neutralisation	Cuves acides bases															
Fosses de broyage	Fosses broyage															
CSS	Fosses															
Déchets en transit	Alvéoles															
	Bennes															
	Total															

### 7.5.2 SITUATION FUTURE

		Capacité totale (tonnes)	Quantités de déchets (en tonnes) par rubrique ICPE visée par le classement SEVESO 3													
			4110	4120	4130	4140	4150	4510	4511	4441	4718	4320	4321	4330	4331	4734
Déchets liquides vrac			Informations confidentielles selon l'instruction du gouvernement du 06/11/2017 (cf p.3)													
Réception																
Bâtiment de ventilation	DDM															
	Zone de pompage															
	Déchets de laboratoire															
Bâtiment de stockage avant transformation (tampon)																
Cuves Bas PE																
Neutralisation	Cuves acides bases															
Fosses de broyage	Fosses broyage															
CSS	Fosses															
Déchets en transit	Alvéoles															
	Bennes															
	Total															

## 8 SITUATION ADMINISTRATIVE ET RUBRIQUES VISEES PAR LA NOMENCLATURE DES ICPE

### 8.1 SITUATION ADMINISTRATIVE ACTUELLE

L'exploitation du site est actuellement réglementée par les arrêtés préfectoraux suivants :

- ↪ arrêté préfectoral du 8 octobre 1990,
- ↪ arrêté préfectoral du 29 janvier 1999,
- ↪ arrêté préfectoral du 11 mars 2002,
- ↪ arrêté préfectoral du 29 janvier 2003,
- ↪ arrêté préfectoral du 14 mars 2008.

Ces arrêtés sont présentés en Annexe 4.

Le classement du site est présenté ci-dessous :

Rubrique	Intitulé	Régime	Nature de l'activité	Volume
167A	Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées (stockage et regroupement)	A	576 fûts de 200 L dont 160 fûts maximum en transit, soit 115,2 m <sup>3</sup>	11 000 t/an
167C	Installation de pré-traitement de déchets industriels provenant d'ICPE	A	244 m <sup>3</sup> de capacité en transit/stockage et regroupement de déchets liquides en vrac Capacité de stockage de 220 t pour les activités de prétraitement de déchets industriels liquides	
167C	Déchets industriels provenant d'installations classées : traitement ou incinération	A	Evapo-incinération de déchets industriels	25 000 t/an
167C	Station de lavage de véhicules	A	Une aire bétonnée de récupération des eaux de lavage	15 véhicules/j
1432	Dépôts de liquides inflammables de 1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>e</sup> catégorie	A	Stockage dans des réservoirs aériens de déchets à base d'hydrocarbures destinés à alimenter les modules d'évapo-incinération	998 m <sup>3</sup> de capacité équivalente
1156.3	Emploi et stockage d'azote	D	Une bouteille d'oxyde d'azote	300 kg
1715-2	Substances radioactives	D	Une source Ni63 ayant une activité de 370 MBq, soit un rapport Q de 3,7	Rapport Q de 3,7
2560	Travail mécanique de métaux et alliages	D	Installation de compactage des fûts métalliques de 4 kW Installation de broyage d'emballages métalliques d'une puissance de 150 kW	154 kW
2662.1.b	Dépôt de matières plastiques	D	Stockage de fûts ou autres conteneurs vides en matières plastiques	160 m <sup>3</sup>
286	Stockage et activité de récupération de déchets de métaux sur une surface inférieure à 50 m <sup>2</sup>	NC	360 fûts vides	30 m <sup>2</sup>
1220	Emploi et stockage d'oxygène	NC	Une bouteille d'oxygène	0,4 t
1418	Emploi et stockage d'acétylène	NC	Une bouteille d'acétylène	0,4 t

Rubrique	Intitulé	Régime	Nature de l'activité	Volume
1434.1	Installation de remplissage de distribution de liquides inflammables de 2 <sup>ème</sup> catégorie d'un débit inférieur à 1 m <sup>3</sup> /h	NC	Pompe manuelle	0,2 m <sup>3</sup> /h
1434.2	Installation de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	NC	Poste de dépotage de l'installation de traitement de déchets desservant un dépôt de liquide inflammables soumis à déclaration	100 m <sup>3</sup>
1530	Dépôt de bois	NC	200 palettes de bois	50 m <sup>3</sup>
2910	Installation de combustion	NC	Deux chaudières fonctionnant au gaz de 21,5 et 800 kW	821,5 kW

De plus, un dossier d'antériorité a été déposé en 2014 afin de présenter le classement sous le régime Seveso seuil bas du site.

## 8.2 SITUATION FUTURE – RUBRIQUES VISEES PAR LA NOMENCLATURE DES ICPE

Au regard de la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, le site TRD doit mettre à jour son autorisation d'exploiter son site de Villers-Bretonneux compte tenu de l'évolution des installations et volumes.

Ces installations, visées par le Livre V de la partie législative du Code de l'Environnement, sont définies par la nomenclature des installations classées définie au Livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement.

Elles sont soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration selon la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.

Les tableaux suivants récapitulent les rubriques qui concernent le site TRD en mentionnant :

- ↳ le numéro de la rubrique,
- ↳ l'intitulé précis de la rubrique avec les seuils de classement et le régime correspondant :
  - ✓ AS : Autorisation avec Servitude d'utilité publique,
  - ✓ A : Autorisation,
  - ✓ E : Enregistrement,
  - ✓ D : Déclaration,
  - ✓ DC : Déclaration avec contrôle périodique obligatoire pour les sites soumis à simple déclaration,
  - ✓ NC : Non classé.
- ↳ les caractéristiques de l'installation,
- ↳ le classement,
- ↳ le rayon d'affichage : il s'agit du rayon d'affichage minimum autour de l'installation à respecter pour l'enquête publique, en kilomètres.

Les différentes installations sont localisées sur le plan présenté à la suite des tableaux.

Les installations nouvelles sont indiquées en **rouge**.

Les caractéristiques des installations modifiées apparaissent en **vert**.

Parmi les « rubriques 3000 » dont relève le site, la rubrique dite principale est la rubrique 3510 : Elimination ou valorisation de déchets dangereux.

La liste des communes concernées par le rayon d’affichage est la suivante :

- ↳ Aubercourt,
- ↳ Cachy,
- ↳ Demuin,
- ↳ Fouilloy,
- ↳ Hamelet,
- ↳ Hangard,
- ↳ Lamotte-Warfusée,
- ↳ Le Hamel,
- ↳ Marcelcave,
- ↳ Vaire-Sous-Corbie,
- ↳ Villers-Bretonneux.



N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (km)
2718	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélange.</p> <p>(A)</p> <p>2. Autres cas</p> <p>(DC)</p>	<p>La note du Ministère de l'Environnement du 25 avril 2017 précise que « les <b>zones d'entreposage de déchets</b> sur le site d'une installation classée pour le <b>traitement</b> des déchets (nécessaires au fonctionnement de l'installation de traitement et dont la quantité ou le volumes est en lien avec la capacité de traitement de l'installation), que ce soit avant traitement ou après traitement, <b>ne doivent pas être classées dans les rubriques Tri, Transit, Regroupement de déchets</b> ». Ainsi, les stockages de déchets qui subiront un traitement sur site (neutralisation, broyage, séparation physico-chimique, fabrication de combustible de substitution...) ne doivent pas être comptabilisés. Seules les opérations de <b>regroupement et de tri</b> doivent être comptabilisées.</p> <p>La note précise également que « les installations de transit d'eaux hydrocarburées ayant le statut de déchet dangereux relèvent de la rubrique 2717 ou 2718, y compris celles mettant en œuvre une simple décantation centrifugation. Dans les autres cas, la séparation de phase relève d'un classement sous la rubrique 2790 ».</p> <p><u>Situation actuelle</u></p> <p>La capacité de transit, regroupement ou tri (sans traitement hormis une simple centrifugation) pour les déchets d'eaux souillées ou hydrocarburées, déchets regroupés en alvéoles, déchets dangereux en transit en bennes (boues de centrifugation, galettes de boue du filtre-pressé, boues d'assainissement, broyats métalliques) est de <i>(information confidentielle)</i> t.</p> <p>La quantité de substances dangereuses est supérieure aux seuils d'autorisation pour les rubriques : 4110 – 4150 – 4511 – 4441</p> <p><u>Situation future</u></p> <p>La capacité de transit, regroupement ou tri sera de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>(information confidentielle)</i> t d'eaux hydrocarburées ne subissant qu'une simple centrifugation contenues dans les cuves Txx,</li> <li>• <i>(information confidentielle)</i> t de déchets dangereux regroupés dans les alvéoles (hors déchets destinés à être traités sur le site),</li> <li>• <i>(information confidentielle)</i> t de déchets dangereux en transit en bennes (boues de centrifugation, galettes de boue du filtre-pressé, boues d'assainissement, broyats métalliques).</li> </ul> <p>La quantité de substances dangereuses restera supérieure aux seuils d'autorisation pour les rubriques : 4110 – 4150 – 4511 – 4441</p>	A	2

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (km)
2790	<p>Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770 et, 2792, 2793 et 2795.</p> <p>(A)</p>	<p><u>Situation actuelle</u> Le site traite des déchets dangereux par broyage, neutralisation, séparation de phases, précipitation, décantation, centrifugation, préparation de combustible de substitution... :</p> <p><u>Situation future</u> Situation inchangée.</p>	A	2
2791	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieur ou égal à 10 t/j (A)</li> <li>2. Inférieur à 10 t/j (DC)</li> </ol>	<p><u>Situation actuelle</u> L'activité principale du site est le traitement de déchets dangereux. Toutefois, le site est amené à regrouper et traiter occasionnellement des déchets solides ou pâteux non dangereux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- déshydratation de boues d'assainissement par filtre presse,</li> <li>- fabrication de CSS à partir de déchets pâteux non dangereux (cosmétiques, boues...),</li> <li>- broyage de déchets d'emballages,</li> <li>- ...</li> </ul> <p>L'activité de traitement de déchet non dangereux peut atteindre 10 t/j</p> <p><u>Situation actuelle</u> L'activité de traitement de déchet non dangereux pourra être supérieure ou égale à 10 t/j</p>	A	2

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (km)
3510	<p>Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- traitement biologique</li> <li>- traitement physico-chimique</li> <li>- mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</li> <li>- reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</li> <li>- récupération/ régénération des solvants</li> <li>- recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques</li> <li>- régénération d'acides ou de bases</li> <li>- valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution</li> <li>- valorisation des constituants des catalyseurs</li> <li>- régénération et autres réutilisations des huiles</li> <li>- lagunage</li> </ul> <p>(A)</p>	<p><u>Situation actuelle</u> Le site assure le traitement de déchets dangereux contenant ou non des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement. La quantité de déchets traités est supérieure à 10 t/j.</p> <p><u>Situation future</u> Les opérations de traitement comprendront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Broyage,</li> <li>- Neutralisation/filtre presse ,</li> <li>- Centrifugation,</li> <li>- Empattage / Crible ,</li> <li>- CMV,</li> <li>- Unité physico-chimique et biologique .</li> </ul> <p>Soit une capacité de traitement de (information confidentielle) t/j.</p>	A	3

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (km)
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte (A)	<p><u>Situation actuelle</u>  Les déchets dangereux en transit sont actuellement stockés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en alvéoles ,</li> <li>• en bennes,</li> <li>• dans les cuves de regroupement t.</li> </ul> <p>De plus, les déchets en attente de traitement sur site doivent également être pris en compte dans cette rubrique (cf. note ministérielle du 25 avril 2017) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• déchets assimilés à des DDM ,</li> <li>• déchets de laboratoire ,</li> <li>• zone de pompage ,</li> <li>• cuves bas PE ,</li> <li>• fosses de préparation du CSS ,</li> <li>• zone de broyage,</li> <li>• neutralisation ,</li> <li>• réception et bâtiment conditionnés.</li> </ul> <p>Soit un total de 2 718 t.</p> <p><u>Situation future</u>  Le stockage temporaire de déchets dangereux se composera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• regroupement / traitement de déchets liquides,</li> <li>• bâtiment de réception,</li> <li>• déchets assimilés à des DDM ,</li> <li>• zone de pompage,</li> <li>• déchets de laboratoire ,</li> <li>• stockage tampon ,</li> <li>• cuves bas PE,</li> <li>• cuves neutralisation,</li> <li>• fosses de broyage,</li> <li>• fosse de préparation de CSS,</li> <li>• alvéoles ,</li> <li>• bennes.</li> </ul> <p>La capacité de stockage temporaire du site sera portée à (information confidentielle) t.</p>	A	3
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R.511-11	Le site sera classé Seveso seuil bas par la règle de cumul pour les risques « santé », « physique » et « environnement »	A	1

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (km)
2713	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1000 m <sup>2</sup> (E) 2. Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> mais inférieure à 1 000 m <sup>2</sup> (D)	<u>Situation actuelle</u> La surface de l'aire de travail (tri, regroupement, stockage) pour les métaux est de l'ordre de 50 m <sup>2</sup> .  <u>Situation future</u> La surface de l'aire de travail (tri, regroupement, stockage) pour les métaux sera de 450 m <sup>2</sup> .	D	/
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1000 m <sup>3</sup> (E) 2. Supérieure ou égale à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup> (D)	<u>Situation actuelle</u> Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est de 250 m <sup>3</sup> (palettes recyclables, fûts, containers vides en matières plastiques...)  <u>Situation future</u> La situation future sera identique à la situation actuelle : les contenants plastiques seront simplement regroupés sur une aire dédiée.	D	/
2716	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux, non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> (E) 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> (DC)	<u>Situation actuelle</u> La capacité de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux est de 25 t de déchets en bennes.  <u>Situation future</u> La capacité de transit de déchets non dangereux sera portée à : <ul style="list-style-type: none"> <li>xxx t de boues d'assainissement dans la cuve T30,</li> <li>xxx t pour les alvéoles,</li> <li>xxx t pour les bennes.</li> </ul> Soit un total de (information confidentielle) t ou plus de 100 m <sup>3</sup> mais moins de 1 000 m <sup>3</sup> .	D	/
2795	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant : 1) Supérieure ou égale à 20 m <sup>3</sup> /j (A) 2) Inférieure à 20 m <sup>3</sup> /j (DC)	<u>Situation actuelle</u> Le site exerce une activité de rinçage de citernes, de containers, de GRV... utilisés pour sa propre activité ou celle de clients extérieurs. La quantité d'eau mise en œuvre est de 10 m <sup>3</sup> /j.  <u>Situation future</u> La situation future sera identique à la situation actuelle.	DC	/

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (km)
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> (E) 2. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> (DC)	<u>Situation actuelle</u> Le volume annuel de gasoil distribué est inférieur à 250 m <sup>3</sup> .  <u>Situation future</u> La situation future sera identique à la situation actuelle.	NC	/
1532	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés. Le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> (A) b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur ou égale à 20 000 m <sup>3</sup> (D)	<u>Situation actuelle</u> Le volume de sciure susceptible d'être stocké est de 180 m <sup>3</sup> .  <u>Situation future</u> La capacité de stockage sera portée à 200 m <sup>3</sup> .	NC	/
1630-B	Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1) Supérieure à 250 t (A) 2) Supérieure à 100 t mais inférieure à 250 t (D)	<u>Situation actuelle</u> La quantité totale de soude susceptible d'être présente est de 18 t pour la neutralisation.  <u>Situation future</u> Un nouveau stockage de lessive de soude sera utilisé pour l'installation de traitement physico-chimique organique.  La capacité de stockage du site sera portée à xxx < 100 t (information confidentielle).	NC	/
2663-2	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) 2. Dans les autres états qu'alvéolaire ou expansé et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 80 000 m <sup>3</sup> (A) a) Supérieur ou égal à 10 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 80 000 m <sup>3</sup> (E) b) Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 10 000 m <sup>3</sup> (D)	<u>Situation actuelle</u> Le site dispose de stockages de bacs et de palbox en plastique. Le volume susceptible d'être stocké est de 160 m <sup>3</sup> .  <u>Situation future</u> La situation future sera identique à la situation actuelle.	NC	/

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (km)
2711	Installation de transit, regroupement, , tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> (E) 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> (DC)	<u>Situation actuelle</u> Le volume susceptible d'être entreposé est de 30 m <sup>3</sup> (DEEE) en bennes.  <u>Situation future</u> La situation future sera identique à la situation actuelle. Le stockage sera réalisé dans une alvéole du bâtiment de déchets en transit.	NC	/
2910-A	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 : lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse..., si la puissance thermique maximale de l'installation est : 1. supérieure ou égale à 20 MW (A) 2. supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW (DC)	<u>Situation actuelle</u> Le site dispose de 2 chaudières alimentées au gaz naturel : - chaudière vapeur pour centrifugation, - chaudière pour le chauffage des locaux.  <u>Situation future</u> La situation future sera identique à la situation actuelle.	NC	/
2930-1	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : a) La surface de l'atelier étant supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> (A) b) La surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 5 000 m <sup>2</sup> (DC)	<u>Situation actuelle</u> Le site comporte un hangar servant d'atelier de réparation et de maintenance, dont 30 m <sup>2</sup> sont dédiés à la réparation des appareils à moteur.  <u>Situation future</u> L'atelier de réparation dédié aux véhicules à moteur aura une surface de 40 m <sup>2</sup> .	NC	/
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants (A)	<u>Situation actuelle</u> L'activité principale du site est le traitement de déchets dangereux. L'activité de traitement de déchet non dangereux peut atteindre 10 t/j  <u>Situation future</u> L'activité de traitement de déchet non dangereux pour valorisation pourra être supérieure ou égale à 10 t/j mais n'atteindra pas 75 t/j.	NC	/

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (km)
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1) Supérieure ou égale à 100 t (A) 2) Supérieure ou égale à 20 t, mais inférieure à 100 t (DC)	<u>Situation actuelle</u> Le site dispose d'un stockage d'hypochlorite de sodium. La quantité susceptible d'être présente est de xx < 20 t ( <i>information confidentielle</i> ).  <u>Situation future</u> La situation future sera identique à la situation actuelle.	NC	/
47xx	Substances nommément désignées	( <i>information confidentielle</i> )	NC	/



**Figure 8 – Plan de localisation des ICPE**

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

## **9 SITUATION VIS-A-VIS DE L'ARTICLE R.515-58 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

Le site TRD est soumis à différentes rubriques ICPE relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature des Installations Classées, à savoir :

- ↳ 3510 : Elimination ou valorisation des déchets dangereux,
- ↳ 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux.

Le site relève donc de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (directive IED).

La rubrique IED principale est la rubrique 3510. Les Meilleures Techniques Disponibles sectorielles relatives au traitement des déchets seront donc étudiées dans le cadre de ce dossier, il s'agit du BREF **WT (Waste Traitement) daté d'août 2006**.

Les Meilleures Techniques Disponibles transversales suivantes font également l'objet d'une étude dans le cadre de ce dossier :

- **EFS – Emissions dues aux stockages de matières dangereuses en vrac,**
- **ENE – Efficacité énergétique.**

La comparaison par rapport à ces MTD est présentée en Annexe 31.

## **10 SITUATION VIS-A-VIS DE LA DIRECTIVE SEVESO III**

La directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012, dite directive Seveso III, relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, a été publiée le 24 juillet 2012 au journal officiel de l'union européenne et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2015.

Elle remplace la directive 96/82/CE dite « Seveso II ».

Cette nouvelle directive adapte en profondeur le champ d'application couvert par la législation communautaire au nouveau règlement européen CLP (« Classification, labelling, packaging »).

Ses objectifs sont :

- ↳ d'aligner la liste des substances concernées par la directive sur le nouveau système de classification des substances dangereuses du règlement CLP,
- ↳ de renforcer les dispositions relatives à l'accès du public aux informations en matière de sécurité, sa participation au processus décisionnel et l'accès à la justice.

Cette directive a été transposée en France à travers un ensemble de textes législatifs qui sont codifiés dans le livre V du Code de l'environnement.

## 10.1 CLASSEMENT AU VU DE L'ARTICLE R.511-11 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

La règle de calcul est présentée dans l'article R. 511-11 du Code de l'environnement :

*« I. — Une installation répond respectivement à la « règle de dépassement direct seuil bas » ou à la « règle de dépassement direct seuil haut » lorsque, pour l'une au moins des rubriques mentionnées au premier alinéa du I de l'article R. 511-10, les substances ou mélanges dangereux qu'elle vise sont susceptibles d'être présents dans l'installation en quantité supérieure ou égale respectivement à la quantité seuil bas ou à la quantité seuil haut que cette rubrique mentionne.*

*Pour une rubrique comprise entre 4100 et 4699, est comptabilisé l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant la classe, catégorie ou mention de danger qu'elle mentionne, y compris les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799 et les substances visées par les rubriques 4800 à 4899, mais à l'exclusion des substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799, 2760-4 et 2792.*

*Pour l'application de la règle de dépassement direct seuil bas, les rubriques ne mentionnant pas de quantité seuil bas ne sont pas considérées.*

*II. — Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site au sens de l'article R. 512-13 répondent respectivement à la « règle de cumul seuil bas » ou à la « règle de cumul seuil haut » lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1 :*

*a) Dangers pour la santé : la somme Sa est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4100 à 4199 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :*

$$Sa = \sum qx / Qx,a$$

*où « qx » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux « x » susceptible d'être présente dans l'établissement et « Qx,a » la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4100 à 4199. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4100 à 4199, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ;*

*b) Dangers physiques : la somme Sb est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4200 à 4499 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :*

$$Sb = \sum qx / Qx,b$$

où « qx » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux « x » susceptible d'être présente dans l'établissement et « Qx,b » la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4200 à 4499. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4200 à 4499, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ;

c) Dangers pour l'environnement : la somme Sc est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4500 à 4599 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$Sc = \sum qx / Qx,c$$

où « qx » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux « x » susceptible d'être présente dans l'établissement et « Qx,c » la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4, 2792 ou 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4500 à 4599. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4500 à 4599, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ;

d) Pour l'application de la règle de cumul seuil bas, ne sont pas considérées dans les sommes Sa, Sb ou Sc les substances et mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799 pour lesquels ladite rubrique ne mentionne pas de quantité seuil bas ;

e) Les substances dangereuses présentes dans un établissement en quantités inférieures ou égales à 2 % seulement de la quantité seuil pertinente ne sont pas prises en compte dans les quantités « qx » si leur localisation à l'intérieur de l'établissement est telle que les substances ne peuvent déclencher un accident majeur ailleurs dans cet établissement.

## 10.2 SUBSTANCES CONCERNEES

Type de produit	Nom de produit	Quantité stockée (t)	Mentions de danger	Rubrique ICPE visée	Dangerosité SEVESO 3			Produit visé par le classement SEVESO
					Santé	Physique	Environnement	
<b>MATIERES PREMIERES</b>	Lessive de soude	<i>(informations confidentielles)</i>		1630	-	-	-	NON
	Bisulfite de sodium			-	-	-	-	NON
	Hypochlorite de sodium			4510	-	-	X	OUI
	Chaux éteinte			-	-	-	-	NON
<b>DECHETS: caractéristiques équivalentes</b>	Toxicité aiguë cat. 1 pour l'une au moins des voies d'exposition			4110	X	-	-	OUI
	Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT)			4120 4130 4140 4150	X	-	-	OUI
	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de cat. 1 ou 2 ou des liquides de cat. 1			4321	-	X	-	OUI
	Liquides inflammables de cat. 1			4330	-	X	-	OUI
	Liquides inflammables de cat. 2 ou 3			4331	-	X	-	OUI
	Solides comburants catégories 1, 2 ou 3 Liquides comburants catégories 1, 2 ou 3			4440 4441	-	X	-	OUI
	Dangereux pour l'environnement aquatique cat. aiguë 1 ou chronique 1			4510	-	-	X	OUI
	Dangereux pour l'environnement aquatique cat. chronique 2			4511	-	-	X	OUI
	Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH014 (réagit violemment au contact de l'eau)			4610	-	X	-	OUI
	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution			4734	-	X	X	OUI
<b>UTILITÉS</b>	Carburant			4734	-	X	X	OUI
	Autres produits nommément désignés			47xx	-	X	-	OUI

### **10.3 REGLE DE DEPASSEMENT DIRECT**

Le tableau ci-dessous présente la situation du site par rapport à la règle de dépassement direct, dans la configuration future du site :

*Informations confidentielles selon l'instruction du gouvernement du 06/11/2017 (cf p.3)*

Le site sera classé Seveso seuil bas par la règle de dépassement direct.

### **10.4 REGLE DE CUMUL**

Les tableaux ci-après présentent la situation du site par rapport à la règle de cumul.

#### **10.4.1 SEVESO SEUIL BAS**

*Informations confidentielles selon l'instruction du gouvernement du 06/11/2017 (cf p.3)*

Le site sera classé Seveso seuil bas par la règle de cumul pour les risques « santé », « physique » et « environnement ».

#### **10.4.2 SEVESO SEUIL HAUT**

*Informations confidentielles selon l'instruction du gouvernement du 06/11/2017 (cf p.3)*

Le site ne sera pas classé Seveso seuil haut par la règle de cumul.

## **11 GARANTIES FINANCIERES**

L'arrêté du 31 mai 2012 paru au journal officiel le 23 juin 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'environnement précise en ses annexes que les installations visées par les rubriques 2716, 2717, 2718, 2790 et 2791 sont soumises à l'obligation de constitution de garanties financières.

Ainsi, le site TRD de Villers-Bretonneux est concerné par ces dispositions.

La nature et le montant des garanties financières sont établis conformément à l'Arrêté du 31 Mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

Le calcul des garanties financières est présenté en Annexe 10.

Celui-ci a été mis à jour pour prendre en compte la configuration future. A noter que pour certains produits et déchets qui peuvent être revendus (exemple : les déchets d'hydrocarbure), un coût de gestion nul a été considéré, selon la note de la DGPR du 20 novembre 2013 relative aux garanties financières pour la mise en sécurité des installations définies au 5° du R.516-1 du code de l'environnement qui indique que pour « les produits dangereux et déchets pouvant être vendus ou enlevés du site à titre gratuit compte tenu de l'historique de gestion des déchets ou produits dangereux, de leurs caractéristiques et de leurs conditions de stockage et de surveillance, le coût unitaire à prendre en compte est égal à 0. »

### **Le montant des garanties financières s'élève à 743 535,0 € TTC.**

L'exploitant devra transmettre au préfet un document qui atteste la constitution des garanties financières. L'attestation peut être délivrée :

- par un établissement de crédit, une entreprise d'assurance ou une société de caution mutuelle,
- par la Caisse des dépôts et consignations,
- par d'un fonds de garantie privé, proposé par un secteur d'activité et dont la capacité financière adéquate est définie par arrêté du ministre chargé des installations classées,
- par un garant autonome, la réglementation ouvre le droit aux sociétés mères de garantir leurs filiales si elles sont elles-même contre-garanties par un des 3 types de garants ci-dessus.

Les installations du site ORTEC relèvent de l'Annexe I de l'Arrêté du 12 février 2015 modifiant l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières.



Selon cet arrêté, les installations existantes au 1<sup>er</sup> juillet 2012 sont mises en conformité avec les obligations de garanties financières selon l'échéancier suivant :

- constitution de 40% du montant initial des garanties financières à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015,
- constitution supplémentaire de 20% du montant initial des garanties financières par an pendant 3 ans.

En cas de constitution de garanties financières sous la forme d'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations, elles devront être constituées selon l'échéancier suivant :

- constitution de 30% du montant initial des garanties financières à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015,
- constitution supplémentaire de 10% du montant initial des garanties financières par an pendant 7 ans.

La constitution des garanties financières du site de VILLERS-BRETONNEUX sera réalisée par une caution bancaire.

	<b>Constitution des Garanties Financières par la Caisse des dépôts</b>	<b>Autre mode de constitution des GF</b>
<b>Année</b>	<b>Montant (€ TTC)</b>	<b>Montant (€ TTC)</b>
2015	223 060,5	297 414,0
N+1	74 353,5	148 707,0
N+2	74 353,5	148 707,0
N+3	74 353,5	148 707,0
N+4	74 353,5	
N+5	74 353,5	
N+6	74 353,5	
N+7	74 353,5	
<b>TOTAL</b>	<b>743 535,0</b>	<b>743 535,0</b>

## **12 PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES**

L'exploitation du site doit notamment respecter les arrêtés suivants :

- ↳ Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- ↳ Arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- ↳ Arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines,
- ↳ Arrêté du 13 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2713,
- ↳ Arrêté du 14 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2714,
- ↳ Arrêté du 16 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2716,
- ↳ Arrêté du 23 décembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2795 (installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique n° 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux).

## **13 SITUATION VIS-A-VIS DES PLANS TERRITORIAUX DE GESTION DES DECHETS**

### **13.1 PROGRAMME NATIONAL DE PREVENTION DES DECHETS**

La prévention des déchets consiste à réduire la quantité ou la nocivité des déchets produits en intervenant sur leur mode de production et de consommation.

Le premier plan national de prévention des déchets, élaboré de manière volontaire en France en 2004, a positionné la France en tant que pionnière pour la prévention des déchets à l'échelle Européenne. La France s'est également dotée d'objectifs de réduction des quantités d'ordures ménagères et assimilées.

Le programme national de prévention des déchets 2014-2020 est issu de l'application de la Directive cadre sur les déchets de 2008, qui prévoit que chaque Etat membre de l'Union Européenne élabore et mette en œuvre une planification nationale relative à la prévention des déchets.

Ce programme fixe des objectifs quantifiés visant à découpler la production de déchets de la croissance économique. Le programme prévoit une nouvelle diminution de 7% de la production de déchets ménagers et assimilés (DMA, correspondant à l'ensemble des déchets collectés par les collectivités territoriales) par habitant en 2020 par rapport au niveau de 2010 et au minimum une stabilisation de la production de déchets issues des activités économiques et du BTP d'ici à 2020.

Le programme prévoit la mise en place progressive de 54 actions réparties en 13 axes stratégiques repris dans le tableau suivant, et qui devront permettre l'atteinte des objectifs sur la période 2014-2020. Ce programme est opposable aux décisions administratives prises dans le domaine des déchets.

<b>Axe</b>	<b>Exemple d'actions</b>	<b>Situation du site TRD</b>
<b>Responsabilité Elargie du Producteur (REP)</b>	Renforcer le rôle des éco-organismes...	Non concerné
<b>Durée de vie</b>	Définition de l'obsolescence programmée, de la garantie légale...	Non concerné
<b>Entreprises</b>	Elaborer des chartes d'engagement volontaire, mettre en place un outil de calcul des coûts...	Non concerné
<b>BTP</b>	Action de sensibilisations des maîtres d'ouvrage et acteurs du BTP, élaboration de chartes d'engagement volontaire du secteur d'activité...	Non concerné
<b>Réparation, réemploi, réutilisation</b>	Soutenir le développement et la professionnalisation de réseaux de réemploi, réutilisation et réparation, favoriser l'accès et la disponibilité des pièces détachées...	Non concerné
<b>Biodéchets</b>	Promouvoir le jardinage au naturel, développer le compostage partagé et le compostage autonome en établissement...	Non concerné
<b>Gaspillage alimentaire</b>	Renforcer la lutte contre le gaspillage dans la restauration collective, développer l'usage du sac à emporter...	Non concerné

Axe	Exemple d'actions	Situation du site TRD
<b>Actions sectorielles</b>	Etendre l'action « sacs de caisse », limiter l'usage de produits fortement générateurs de déchets...	Non concerné
<b>Outils économiques</b>	Généraliser progressivement la tarification incitative...	Non concerné
<b>Sensibilisation</b>	Poursuivre les campagnes de sensibilisation axées sur la prévention des déchets, organiser des rencontres périodiques sur la prévention des déchets...	Non concerné
<b>Planification</b>	Clarifier le cadrage réglementaire des programmes locaux de prévention des DMA...	Non concerné
<b>Administrations publiques</b>	Caractériser, quantifier les déchets des administrations publiques, communiquer sur les outils et bonnes pratiques existantes, prise en compte de la prévention des déchets dans les politiques d'achats publics...	Non concerné
<b>Déchets marins</b>	Développer et mettre en œuvre un programme d'actions cohérent contre les déchets marins	Non concerné

Le site TRD de VILLERS-BRETONNEUX n'est pas directement concerné par les actions prévues dans le programme national de prévention des déchets.

Néanmoins, la mise en place de filières spécifiques de réception, de tri, de regroupement et de valorisation de déchets dangereux sur le site permettra de diminuer la part de déchets dangereux dans les déchets des ménages et de contribuer ainsi à la baisse de production de DMA.

### 13.2 PLAN DEPARTEMENTAL DE PREVENTION DES DECHETS DE LA SOMME

La Loi « Grenelle I » a permis de lancer, dès 2009, une politique de prévention des déchets en fixant l'objectif de réduction de 7% des ordures ménagères et assimilées. Dans ce cadre, 2 dispositifs ont été créés au sein de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) : le « programme local de prévention », destiné aux EPCI de collecte/ traitement et le « plan départemental de prévention », destiné aux Conseils généraux.

Le Conseil général de la Somme a décidé de s'engager en 2009 en partenariat avec l'ADEME, dans un plan départemental de prévention pour la période 2010-2014. Cet engagement a fait l'objet d'un accord-cadre signé en mars 2010, prévu pour une durée de 5 ans.

Selon le plan départemental de prévention des déchets, son champ d'application concerne « à la fois les producteurs, les distributeurs, les consommateurs, les structures favorisant le réemploi d'objets et les EPCI de collecte et/ou de traitement chargés de mettre en œuvre la politique de prévention des déchets à travers un programme local ».

Le plan de prévention pour la période 2010-2014 est élaboré autour de 5 grandes thématiques :

- Développer les programmes locaux de prévention dans les EPCI de la Somme,
- Faciliter le développement d'actions de prévention sur le territoire,

- Faire du Conseil Général un acteur exemplaire de la prévention des déchets,
- Sensibiliser les habitants du département à la prévention des déchets,
- Evaluer le développement de la prévention à l'échelon départemental.

Ces actions ne concernent pas directement le site TRD de la société ORTEC SE.

### 13.3 PLAN DEPARTEMENTAL DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DE LA SOMME

Le Plan Départemental des Déchets Ménagers et Assimilés de la Somme (PEDMA) a été approuvé le 20 décembre 2007. Il présente un programme de 36 actions à mettre en œuvre pour une période de 10 années. L'objectif du PEDMA est de coordonner les actions à mener tant par les pouvoirs publics que par les organismes privés en vue d'assurer la réalisation des objectifs fixés par la politique nationale en matière de gestion des déchets :

- Prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets,
- Organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume,
- Valoriser les déchets par le réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir, à partir de déchets, des matériaux réutilisables ou de l'énergie,
- Assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et d'élimination des déchets.

Le tableau suivant présente les objectifs du PEDMA et la situation du site TRD par rapport à ces objectifs.

Objectifs et programme d'actions du PEDMA de la Somme	
Actions du PEDMA	Situation du site TRD
<u>Action n°1</u> : Inciter les collectivités à la mise en œuvre de plans locaux de prévention	Non concerné
<u>Action n°2</u> : Engager des actions de sensibilisation et d'information auprès des scolaires	Non concerné
<u>Action n°3</u> : Inciter les collectivités à mettre en place la redevance spéciale pour les déchets non managers	Non concerné
<u>Action n° 4</u> : Inciter les entreprises à être acteurs de ce changement en limitant la production de déchets issues de leur propre activité.	La société TRD ne produit pas de déchet. Par contre, l'activité de regroupement, tri, transit et pré-traitement de déchets permet d'optimiser les filières de valorisation des déchets et de limiter in fine la production de déchets ultimes non valorisables.
<u>Action n°5</u> : Inciter les administrations à donner l'exemple	Non concerné
<u>Action n°6</u> : Optimiser la collecte sélective des recyclables secs	Non concerné
<u>Action n°7</u> : Soutenir les collectivités qui s'engagent dans une communication active et continue auprès des producteurs	Non concerné

Objectifs et programme d'actions du PEDMA de la Somme	
Actions du PEDMA	Situation du site TRD
<u>Action n°8</u> : Création d'un centre de tri d'une capacité de 6000 tonnes (emballages ménagers)	Non concerné – le centre TRD est un centre de tri de déchets dangereux
<u>Action n°9</u> : Favoriser la création de nouvelles déchetteries sur les secteurs non encore desservis	Non concerné
<u>Action n°10</u> : Encourager et soutenir tous les projets de recycleries et développer un réseau de recycleries-ressourceries	Non concerné
<u>Action n°11</u> : Inciter toutes les collectivités signataires à mettre pleinement en œuvre toutes les dispositions de la Charte Qualité du Réseau Déchèteries de la Somme	Non concerné
<u>Action n°12</u> : Dans ce cadre, soutenir toutes les actions qui peuvent être menées pour améliorer l'écogestion en déchèteries	Non concerné
<u>Action n°13</u> : Soutenir et aider toutes les initiatives pour réduire le transport des bennes en sortie de déchèteries	Non concerné directement. Néanmoins, la présence d'un centre de tri de déchets dangereux sur le territoire de VILLERS-BRETONNEUX est un exutoire pour les déchèteries du département.
<u>Action n°14</u> : Déterminer le gisement bois actuellement pris en charge par les collectivités et encourager sa valorisation notamment au niveau des déchèteries.	Non concerné
<u>Action n°15</u> : Soutenir dès à présent la mise en place de nouvelles filières dédiées notamment pour les imprimés non sollicités, les textiles usagés et les DEEE.	Le centre TRD crée un exutoire de regroupement, tri, transfert vers les filières de valorisation pour les DEEE.
<u>Action n°16</u> : Inciter les maîtres d'ouvrage à effectuer, non la démolition des ouvrages mais une déconstruction sélective	Non concerné
<u>Action n°17</u> : Identifier les sites autorisés pour le stockage de type classe III et soutenir la création de nouvelles capacités de stockage de déchets inertes	Non concerné
<u>Action n°18</u> : Améliorer la prise en charge de l'amiante-ciment	Le site ne réceptionne pas d'amiante. L'agence ORTEC d'AMIENS propose des solutions de conditionnement, collecte et élimination dans des centres agréés.
<u>Action n°19</u> : Inciter les collectivités à la mise en œuvre d'une gestion raisonnée de tous les espaces verts	Non concerné
<u>Action n°20</u> : Inciter les collectivités à prendre toutes les mesures qui permettent de retirer les déchets verts de la poubelle OMR.	Non concerné
<u>Action n°21</u> : Soutenir la promotion du compostage de proximité	Non concerné
<u>Action n°22</u> : Soutenir et développer les opérations de compostage individuel	Non concerné
<u>Action n°23</u> : Encourager et inciter les collectivités à détourner les « grands flux » de déchets organiques	Non concerné
<u>Action n°24</u> : Poursuivre l'important travail d'animation et de suivi assuré par la Mission Biodéchets	Non concerné
<u>Action n°25</u> : Etablir un référentiel de qualité afin de préciser les recommandations sur l'utilisation en agriculture d'amendements organiques issus de déchets	Non concerné
<u>Action n°26</u> : Encourager la valorisation de la totalité du biogaz produit issu de la méthanisation	Non concerné

<b>Objectifs et programme d'actions du PEDMA de la Somme</b>	
<b>Actions du PEDMA</b>	<b>Situation du site TRD</b>
<u>Action n°27</u> : Encourager la valorisation du biogaz produit par tous les centres de stockage de la Somme	Non concerné
<u>Action n°28</u> : Encourager les collectivités à collecter les déchets toxiques des ménages notamment en déchèteries, mais aussi en points d'apport volontaire (piles).	La présence d'un centre de tri de déchets dangereux sur le territoire de VILLERS-BRETONNEUX est un exutoire déchets dangereux pour les déchèteries du département
<u>Action n°29</u> : Inciter les entreprises de la Somme à réaliser des diagnostics déchets	Non concerné
<u>Action n°30</u> : Lancer une caractérisation de DIB (Somme et hors Somme) à l'entrée des centres de stockage permettant de préciser les efforts à réaliser	Non concerné
<u>Action n°31</u> : Encourager et soutenir les collectivités qui s'engagent dans une approche territoriale	Non concerné
<u>Action n°32</u> : Inciter les communes et les EPCI à s'engager dans la résorption des dépôts sauvages	Non concerné
<u>Action n°33</u> : Poursuivre les actions en faveur du ramassage des déchets le long des itinéraires les plus fréquentés.	Non concerné
<u>Action n°34</u> : Inciter et aider les collectivités à réhabiliter la totalité des anciennes décharges d'ici 10 ans	Non concerné
<u>Action n°35</u> : Inciter et aider les collectivités à mettre en conformité leur stockage de boues	Non concerné directement. Néanmoins, le site TRD permettra de regrouper et déshydrater les boues de station d'épuration.
<u>Action n°36</u> : Suivre les essais de co-méthanisation des boues de station d'épuration engagés par la Communauté d'agglomération Amiens Métropole	Non concerné

### **13.4 PLAN REGIONAL D'ELIMINATION DES DECHETS DANGEREUX DE PICARDIE – PROJET DE JUILLET 2009**

Le paragraphe suivant présente la compatibilité de l'activité du site TRD à Villers-Bretonneux avec le Plan Régional d'Elimination des Déchets Dangereux (PREDD) de Picardie entré en vigueur en mai 2011.

L'article R. 541-8 du Code de l'environnement définit un déchet dangereux, ainsi que son caractère et sa nature, en fonction de l'activité industrielle productrice de ce déchet. Sont considérés comme dangereux les déchets qui présentent une ou plusieurs des propriétés énumérées en annexe I de l'article R. 541-8. Ils sont signalés par un astérisque dans la liste des déchets proposée en annexe II de l'article R. 541-8. Ces déchets dangereux peuvent être issus des différentes activités économiques ou sociales, soit :

- ↳ des déchets dangereux issus de l'industrie, des services, du commerce et de l'artisanat (DDA),
- ↳ des déchets dangereux du BTP y compris les déchets d'amiante,
- ↳ des déchets dangereux issus de l'activité agricole,
- ↳ les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) produits par les établissements de santé, les secteurs libéraux, les patients en auto-traitement et les services vétérinaires,
- ↳ les déchets dangereux, y compris les déchets à risques infectieux, produits par les centres de recherche et les établissements d'enseignement,
- ↳ les déchets dangereux des ménages (DDM).

Les déchets mentionnés ci-avant peuvent concerner l'activité du site TRD. La nature et l'origine des déchets admissibles sur le site sont présentés au paragraphe 5 de la Présentation Générale de ce dossier.

Les gisements des flux de déchets dangereux ont été analysés sur la base des données 2006 et ont été projetés à l'horizon 2020, selon 4 scénarios :

- ↳ scénario de référence : activité et gisement évoluant « business as usual » selon les paramètres clés d'évolution identifiés,
- ↳ scénario 1 « optimisation de la collecte et réduction » : prise en compte de variations selon l'activité productrice du déchet et/ou selon la nature du déchet, objectifs de captage de certains déchets visant à une action de mise en œuvre de l'optimisation de la collecte, objectifs de réduction pour des secteurs d'activités et des natures de déchets identifiés,
- ↳ scénario 2 « valorisation » : objectifs de valorisation matière et/ou énergétique pour le traitement de déchets prédéfinis, en terme de progression par rapport à la situation de référence, sur la base des gisements estimés à l'horizon 2020 et intégrant les objectifs d'optimisation de la collecte et de réduction,
- ↳ scénario 3 « ISDD en Picardie » : création d'une installation de stockage de déchets dangereux en Picardie de capacité suffisante pour accepter les tonnages de déchets dangereux destinés à l'enfouissement.



Le scénario 2 a été retenu par la Commission consultative, en intégrant l'optimisation de collecte et de réduction telle que définie dans le scénario 1. Les actions du PREDD s'articulent autour des 4 thèmes suivants :

- ↳ orientation n°1 : incitation à la réduction de la production de déchets dangereux et de leur nocivité,
- ↳ orientation n°2 : optimisation de la collecte et de la prise en charge des flux diffus (des ménages, d'activités industrielles et artisanales et des DASRI),
- ↳ orientation n°3 : privilégier la valorisation (matière ou énergétique) et rationaliser le traitement,
- ↳ orientation n°4 : incitation au transport multimodal des déchets dangereux (à impact environnemental moindre ou égal que celui du transport routier), prioritairement aux déchets parcourant de grandes distances.

Le tableau suivant recense l'ensemble des orientations prévues dans le PREDD et la situation du site TRD vis-à-vis de celles-ci.

Orientations	Situation du site TRD
<b><i>Orientation n°1 : Incitation à la réduction de la production de déchets dangereux et de leur nocivité</i></b>	
2.1. Promouvoir la réduction de la production de déchets dangereux. Encourager une consommation responsable, l'emploi de produits moins toxiques, de produits écoconçus, limiter la surconsommation	Non concerné pour le site TRD. ORTEC œuvre dans cette démarche auprès de ses clients.
2.2. Promouvoir et accompagner les démarches d'éco-conception, l'emploi des Meilleures Techniques Disponibles (BREF), mise en place des technologies propres et du zéro rejet	Le site applique majoritairement les MTD associées à son activité.
2.3. Encourager une meilleure maîtrise de la production de DASRI	Non concerné.
<b><i>Orientation n°2 : Optimisation de la collecte et de la prise en charge des flux diffus</i></b>	
3.1. Diagnostiquer l'offre de service de collecte des DDDM et DDDA	Le groupe dispose d'un site internet pour la collecte en porte à porte des déchets des particuliers. Le groupe travail avec la Chambre de Commerce et de l'Industrie pour la collecte des déchets de l'artisanat. Le groupe est présent sur le marché des DDM en direct ou via d'autres collecteurs. Le groupe répond aux appels d'offre.
3.2. Optimisation de la collecte des DDDM	
3.3. Optimisation de la collecte des DDDA	
3.4. Optimisation de la collecte des DDD produits par les établissements publics et d'enseignement	
3.5. Poursuivre les opérations collectives (de collecte ou non) des DDA par branches d'activités	
3.6. Développer la collecte et le regroupement des DASRI diffus	Non concerné.
<b><i>Orientation n°3 : Privilégier la valorisation (matière ou énergétique) et rationaliser le traitement</i></b>	
4.1. Accompagner la recherche, ainsi que le développement d'activités de valorisation	Le groupe ORTEC dispose de services de développement et d'assistance technique.
4.2. Développer la valorisation énergétique et matière des DD suivants : huiles usées, solvants usés, autres déchets liquides et acides / bases	L'activité de regroupement, stockage, pré-traitement des déchets a pour objectif la réorientation des déchets vers la valorisation énergétique et matière.
4.3. Concertation et suivi des performances des installations de traitement des déchets dangereux	ORTEC communique régulièrement des informations concernant le fonctionnement de ses installations.
<b><i>Orientation n°4 : Incitation au transport multimodal des déchets dangereux</i></b>	
5.1. Sensibilisation au respect du principe de proximité	L'implantation du site en Picardie permet de répondre à la demande de traitement à proximité du lieu de production des déchets. Au vu des infrastructures de transport présentes à proximité du site, le transport des déchets se réalise essentiellement par la route.
5.2. Initier le développement du transport multimodal Incitation au transport multimodal à impact environnemental moindre ou égal à celui du transport routier seul	

## **ÉTUDE D'IMPACT**

# SOMMAIRE DETAILLE

<b>1</b>	<b>OBJET DE LA DEMANDE – RAISONS DU PROJET .....</b>	<b>155</b>
<b>2</b>	<b>INTEGRATION DANS L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>158</b>
2.1	DISPOSITIONS D'URBANISME .....	158
2.1.1	<i>Cadastre .....</i>	<i>158</i>
2.1.2	<i>Règlement d'urbanisme .....</i>	<i>158</i>
2.1.3	<i>Servitudes .....</i>	<i>159</i>
2.2	DESCRIPTION DES ABORDS DU SITE .....	160
2.2.1	<i>Implantation du site .....</i>	<i>160</i>
2.2.2	<i>Population .....</i>	<i>160</i>
2.2.3	<i>Etablissements recevant du public .....</i>	<i>160</i>
2.2.4	<i>Entreprises .....</i>	<i>161</i>
2.2.5	<i>Infrastructures de transport .....</i>	<i>162</i>
2.3	CONTEXTE AGRICOLE ET FORESTIER .....	166
2.4	INTEGRATION DANS LE PAYSAGE .....	168
2.4.1	<i>Caractéristiques du paysage .....</i>	<i>168</i>
2.4.2	<i>Surface occupée .....</i>	<i>170</i>
2.4.3	<i>Aspect visuel du site .....</i>	<i>170</i>
2.5	MILIEU NATUREL .....	174
2.5.1	<i>Inventaire des zones naturelles .....</i>	<i>174</i>
2.5.2	<i>Sites NATURA 2000 .....</i>	<i>180</i>
2.6	MONUMENTS HISTORIQUES, SITES PROTEGES ET PATRIMOINE CULTUREL .....	182
2.6.1	<i>Monuments historiques .....</i>	<i>182</i>
2.6.2	<i>Zones archéologiques .....</i>	<i>182</i>
2.7	DONNEES METEOROLOGIQUES .....	183
<b>3</b>	<b>EAUX ET SOLS .....</b>	<b>184</b>
3.1	SENSIBILITE DE L'ENVIRONNEMENT .....	184
3.1.1	<i>Contexte hydrologique .....</i>	<i>184</i>
3.1.2	<i>Contexte géologique .....</i>	<i>187</i>
3.1.3	<i>Contexte hydrogéologique .....</i>	<i>190</i>
3.1.4	<i>Sites potentiellement pollués à proximité .....</i>	<i>198</i>
3.1.5	<i>Etat de pollution des sols .....</i>	<i>200</i>
3.2	CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS .....	201
3.2.1	<i>Alimentation et consommation en eau .....</i>	<i>201</i>
3.2.2	<i>Mode de collecte et de rejet .....</i>	<i>201</i>
3.2.3	<i>Caractéristiques des rejets .....</i>	<i>207</i>

3.2.4	<i>Pollutions accidentelles</i> .....	211
3.3	MESURES PREVENTIVES ET EVALUATION DE L'IMPACT .....	212
3.3.1	<i>Concernant la consommation en eau</i> .....	212
3.3.2	<i>Concernant les rejets</i> .....	212
3.3.3	<i>Concernant les eaux d'extinction d'incendie</i> .....	216
3.3.4	<i>Concernant la compatibilité vis-à-vis du SDAGE</i> .....	217
3.3.5	<i>Concernant la compatibilité vis-à-vis du SAGE</i> .....	232
<b>4</b>	<b>AIR</b> .....	<b>233</b>
4.1	SENSIBILITE DE L'ENVIRONNEMENT .....	233
4.1.1	<i>Qualité de l'air à proximité du site</i> .....	233
4.1.2	<i>Schéma Régional Climat Air Energie Picardie</i> .....	234
4.1.3	<i>Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)</i> .....	235
4.2	CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS .....	236
4.2.1	<i>Nature et localisation des rejets</i> .....	236
4.2.2	<i>Caractéristiques des rejets</i> .....	238
4.3	MESURES PREVENTIVES ET EVALUATION DE L'IMPACT .....	242
<b>5</b>	<b>EFFETS SUR LE CLIMAT</b> .....	<b>243</b>
5.1	RECENSEMENT DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES A POUVOIR DE RECHAUFFEMENT .....	246
5.1.1	<i>Situation actuelle</i> .....	246
5.1.2	<i>Situation future</i> .....	246
5.2	MESURES PREVENTIVES ET EVALUATION DE L'IMPACT .....	247
<b>6</b>	<b>ODEURS</b> .....	<b>248</b>
6.1	SENSIBILITE DE L'ENVIRONNEMENT .....	248
6.1.1	<i>Inventaire des sources d'odeur</i> .....	248
6.1.2	<i>Description des populations environnantes</i> .....	249
6.2	CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS .....	250
6.2.1	<i>Situation actuelle</i> .....	250
6.2.2	<i>Situation future</i> .....	250
6.3	MESURES PREVENTIVES ET EVALUATION DE L'IMPACT .....	250
<b>7</b>	<b>BRUIT ET VIBRATIONS</b> .....	<b>251</b>
7.1	SENSIBILITE DE L'ENVIRONNEMENT .....	251
7.2	CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS .....	252
7.2.1	<i>Inventaire des sources de bruit</i> .....	252
7.2.2	<i>Mesures acoustiques</i> .....	252
7.2.3	<i>Niveaux de bruit en limite de propriété</i> .....	254

7.2.4	<i>Evaluation des émergences</i> .....	255
7.3	MESURES PREVENTIVES ET EVALUATION DE L'IMPACT .....	256
<b>8</b>	<b>DECHETS</b> .....	<b>257</b>
8.1	DECHETS GENERES PAR L'ACTIVITE .....	257
8.1.1	<i>Situation actuelle</i> .....	257
8.1.2	<i>Situation future</i> .....	257
8.2	MESURES PREVENTIVES ET EVALUATION DE L'IMPACT .....	259
<b>9</b>	<b>TRAFIC</b> .....	<b>260</b>
9.1	SENSIBILITE DE L'ENVIRONNEMENT .....	260
9.2	TRAFIC GENERE PAR L'ACTIVITE .....	262
9.2.1	<i>Situation actuelle</i> .....	262
9.2.2	<i>Situation future</i> .....	262
9.3	MESURES PREVENTIVES ET EVALUATION DE L'IMPACT .....	262
<b>10</b>	<b>EMISSIONS LUMINEUSES</b> .....	<b>263</b>
10.1	SENSIBILITE DE L'ENVIRONNEMENT .....	263
10.2	CARACTERISTIQUES DES SOURCES LUMINEUSES.....	265
10.2.1	<i>Situation actuelle</i> .....	265
10.2.2	<i>Situation future</i> .....	265
10.3	MESURES PREVENTIVES ET EVALUATION DE L'IMPACT .....	265
<b>11</b>	<b>EFFETS CUMULES LIES A D'AUTRES PROJETS</b> .....	<b>266</b>
<b>12</b>	<b>MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES</b> .....	<b>267</b>
<b>13</b>	<b>UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE</b> .....	<b>314</b>
13.1	SITUATION ACTUELLE .....	314
13.2	SITUATION FUTURE.....	314
<b>14</b>	<b>CONDITIONS PARTICULIERES D'EXPLOITATION</b> .....	<b>315</b>
<b>15</b>	<b>INVESTISSEMENTS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b> .....	<b>316</b>
<b>16</b>	<b>PHASE CHANTIER</b> .....	<b>317</b>
16.1	ORGANISATION DES TRAVAUX.....	317
16.2	IMPACT DE LA PHASE CHANTIER SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES DE PREVENTION.....	317
16.2.1	<i>Impact sur les sols</i> .....	317
16.2.2	<i>Impact et mesures de prévention sur l'eau</i> .....	317
16.2.3	<i>Impact et mesures de prévention sur l'air</i> .....	317
16.2.4	<i>Impact et mesures de prévention sur le bruit</i> .....	318

16.2.5	<i>Impact et mesures de prévention sur les déchets</i> .....	318
<b>17</b>	<b>HYGIENE, SANTE, SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE</b> .....	<b>319</b>
17.1	DISPOSITIONS CONCERNANT L'EAU ET L'AIR .....	319
17.2	DISPOSITIONS CONCERNANT LES ODEURS .....	319
17.3	DISPOSITIONS CONCERNANT LE BRUIT .....	319
17.4	DISPOSITIONS CONCERNANT LES DECHETS .....	320
<b>18</b>	<b>CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE</b> .....	<b>322</b>
<b>19</b>	<b>METHODOLOGIE DE L'ETUDE D'IMPACT ET DIFFICULTES RENCONTREES</b> .....	<b>324</b>

## **1 OBJET DE LA DEMANDE – RAISONS DU PROJET**

Le site TRD de Villers-Bretonneux est actif depuis 1980 et a fait l'objet d'investissements continus afin de répondre aux besoins des clients et des exigences réglementaires. Le site est autorisé à exploiter les activités de prétraitement, regroupement, transit et traitement de déchets industriels, par arrêtés préfectoraux, présentés en Annexe 4, à savoir :

- ↳ arrêté préfectoral du 8 octobre 1990,
- ↳ arrêté préfectoral du 29 janvier 1999,
- ↳ arrêté préfectoral du 11 mars 2002,
- ↳ arrêté préfectoral du 29 janvier 2003,
- ↳ arrêté préfectoral du 14 mars 2008.

Le site appartient à un dispositif régional de traitement des déchets des industries, PME et artisans, mais également des déchets de la collectivité dans le cadre des politiques publiques de collecte des déchets dangereux des ménages. Il revêt en ce sens une mission de service public.

La finalité du site TRD est de réaliser une optimisation des constituants des déchets collectés en vue de l'élaboration de combustibles secondaires liquides et solides qui seront utilisés par des industries énergivores en substitution de leurs énergies fossiles traditionnelles.

La préparation des charges combustibles à partir des déchets réceptionnés doit notamment veiller au respect des arrêtés préfectoraux de chacun, du cahier des charges des industriels utilisateurs tant sur les caractéristiques de leurs équipements d'injection, de brûlage, de traitement des effluents gazeux que pour le respect des valeurs limites d'émission et des qualités de leurs produits (ciment, chaux...).

Le projet développé vise à améliorer la sécurité sur le site pour son personnel et l'environnement :

- ↳ adapter l'outil de production aux évolutions du marché,
- ↳ gagner en productivité pour capter de nouveaux clients,
- ↳ développer de nouveaux outils pour mieux valoriser les déchets.

Les actions qui soutiennent ces objectifs sont les suivantes :

- ↳ éviter au maximum la co-activité, sécuriser l'ensemble des opérations, et optimiser les déplacements sur le centre,
- ↳ séparer physiquement les zones de déchargement, de traitement et de départ des produits,
- ↳ structurer le site et dédier des surfaces aux différentes activités qui se spécialisent en grandes catégories :
  - ✓ réception, identification,
  - ✓ broyage (augmentation de l'efficacité et de la productivité sur l'étape de broyage ainsi que la qualité des broyats),
  - ✓ traitement des déchets et production de combustibles liquides (CSL),
  - ✓ malaxage, affinage et production de combustibles solides (CSS),

- ✓ neutralisation/traitement physico-chimique,
- ✓ tri, regroupement des déchets,
- ↳ maintenir la compétitivité du site sur le traitement des déchets aqueux en proposant des nouvelles solutions de traitement ( procédés physiques d'évaporation (notamment compression mécanique de vapeur), de traitement par voie physico-chimique et par voie biologique), procédés adaptés aux produits aqueux plus complexes et qui garantissent des étapes de traitement pour chaque nature de polluant,
- ↳ disposer d'un stock suffisant permettant à la société d'optimiser les opérations de transit et regroupement.
- ↳ compte tenu de l'évolution du marché, le site est amené à disposer d'une technologie en interne pour traiter ses propres eaux (eaux de process et eaux de pluie souillées),

Ces évolutions amèneront à un « mieux environnemental ». La rupture technologique consistant à ne pas reproduire un mode de traitement des eaux polluées par incinération mais à avoir recours aux MTD en matière de traitement des déchets aqueux avec une double unité de traitement soit biologique soit physique ou mécanique contribuera significativement à ce changement.

En effet, le choix du site TRD de ne pas traiter l'ensemble des déchets aqueux réceptionnés sur une seule « unité à tout faire » est un choix délibéré et vertueux permettant notamment :

- ↳ la sélection des déchets aqueux simples compatibles avec les traitements traditionnels biologiques aujourd'hui modernisés dans des unités compactes,
- ↳ l'orientation vers un traitement adapté des déchets aqueux plus complexes qui font appel à des procédés physiques qui ont démontré leurs performances de traitement dans l'industrie d'aujourd'hui,
- ↳ l'optimisation :
  - ✓ à la fois sur l'énergie retenue (énergie de la vie biologique pour les déchets aqueux simples),
  - ✓ mais aussi sur le rendement énergétique de ces technologies largement favorable par rapport aux installations de traitement autorisées),
  - ✓ et enfin l'obtention en fin de traitement d'un effluent liquide compatible avec le rejet en station d'épuration.

Pour atteindre ces objectifs, ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT dépose le présent dossier de demande de régularisation d'autorisation d'exploiter comprenant :

- ↳ la mise à jour de la situation administrative (arrêt de l'évapo-incinération, actualisation de la liste des déchets admissibles, actualisation des tonnages et des activités du site...) avec la signature d'un nouvel Arrêté Préfectoral.
- Dans ce sens, il a été convenu avec la DREAL du dépôt d'un Dossier de Demande de Régularisation d'Autorisation d'Exploiter (DDRAE).



- ↳ l'intégration des modifications du site et des activités non existantes à ce jour, et notamment :
- ✓ création de surfaces étanches sous formes de voies de circulation et d'aires de travail pour améliorer les flux et les conditions de travail,
  - ✓ création de fosses de travail étanches supplémentaires et d'aires de déchargement/rechargement,
  - ✓ automatisation/mécanisation du site : zone unique de chargement/déchargement des citernes ; transfert des produits par canalisation sans reprise manuelle ; utilisation d'engins et d'accessoires de manutention, mécanisation des procédés de déconditionnement afin d'augmenter la productivité, le niveau de sécurité des opérateurs et réduire les troubles musculo-squelettiques,
  - ✓ augmentation de la capacité de broyage et adaptation du dispositif de brumisation d'eau afin d'optimiser les flux logistique et de diversifier les filières de sortie,
  - ✓ repositionnement géographique des activités de transit en un seul atelier,
  - ✓ mise en place d'un filtre presse pour la déshydratation des boues issues de l'atelier de neutralisation,
  - ✓ création d'une zone de transit, notamment pour les déchets amiantés,
  - ✓ création d'une zone de stockage pour les emballages vides,
  - ✓ création d'un second pont bascule en sortie de site pour limiter les manœuvres des camions sur le site,
  - ✓ implantation d'un procédé physique d'évaporation d'eau de type CMV ou similaire,
  - ✓ création d'une activité de nettoyage de véhicules citernes
  - ✓ développement d'un dispositif de détection et de lutte incendie automatisé avec canon à mousse et émulseur pour les volumes de déchets solides en stock et réseau de sprinklage avec émulsion dans chaque bâtiment.

## **2 INTEGRATION DANS L'ENVIRONNEMENT**

### **2.1 DISPOSITIONS D'URBANISME**

Le site TRD est implanté au sein de la Zone d'Activités du Val de Somme, rue du 8 mai 1945, sur la commune de Villers-Bretonneux.

#### **2.1.1 CADASTRE**

Le site occupe les parcelles cadastrales n°27, 29 et 52 en section AC, d'une surface totale égale à 62 678 m<sup>2</sup>.

A noter que le site est propriétaire de la parcelle n°52 et loue les parcelles n°27 et 29.

Dans le cadre des aménagements prévus, la limite d'exploitation ne sera pas modifiée.

Les coordonnées Lambert II étendu au centre du site sont :

↪ X = 614 354 m,

↪ Y = 2 540 755 m.

#### **2.1.2 REGLEMENT D'URBANISME**

Le site est implanté en zone UF du PLU (Plan Local d'Urbanisme) de la commune de Villers-Bretonneux.

Il s'agit d'une zone urbaine à vocation d'activités, d'industries, de commerces, de dépôts, d'artisanat, ainsi que d'établissements commerciaux et de services.

Dans cette zone, sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

- ↪ les constructions à usage d'habitation,
- ↪ l'ouverture de terrains aménagés pour l'accueil de campeurs et de caravanes,
- ↪ les terrains affectés à l'implantation d'habitations légères de loisirs,
- ↪ l'ouverture et l'exploitation des carrières,
- ↪ les casses automobiles,
- ↪ les aires d'accueil des gens du voyage,
- ↪ les constructions à usage agricole,
- ↪ les décharges de toute nature.

Sont soumis à conditions particulières dans cette zone :

- ↪ les ICPE, sous condition qu'elles soient nécessaires à la satisfaction des besoins des habitants ou compatibles avec la présence des habitations,
- ↪ en cas de sinistre, la reconstruction d'une surface de plancher hors œuvre équivalente à celle du bâtiment détruit,
- ↪ les affouillements et exhaussements des sols lorsqu'ils sont nécessaires pour la recherche, la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques,

- ↳ les constructions destinées au logement du personnel de surveillance des installations,
- ↳ les aménagements, ouvrages, constructions ou installations lorsqu'ils présentent un caractère d'intérêt général ou lorsqu'ils contribuent au fonctionnement ou à l'exercice des services destinés au public, quel que soit le statut du gestionnaire ou de l'opérateur.

L'activité du site TRD est compatible avec l'occupation des sols prévues dans le PLU.

### **2.1.3 SERVITUDES**

Le site TRD est implanté sur un site dont une partie est soumise aux contraintes liées aux gisements archéologiques.

L'ensemble des documents d'urbanisme est joint en Annexe 11.

## 2.2 DESCRIPTION DES ABORDS DU SITE

### 2.2.1 IMPLANTATION DU SITE

Le site TRD est implanté au sud-est de la commune de Villers-Bretonneux.

Le terrain se situe à une cote altimétrique moyenne de 100 m.

Son environnement immédiat est constitué par :

- ↪ l'habitation de l'ancien responsable de maintenance du site, la rue du 8 mai 1945 puis les entreprises de la Zone d'Activités du Val de Somme au nord,
- ↪ la chaussée du Val de Somme puis des parcelles agricoles à l'est,
- ↪ la société STDN LOGISTIQUE (conditionnement et emballage à façon) au sud,
- ↪ les entreprises de la Zone d'Activités du Val de Somme à l'ouest.

Le plan de situation du site est présenté en Annexe 1.

### 2.2.2 POPULATION

L'habitation la plus proche est située au nord du site. Il s'agit de l'habitation de l'ancien responsable de maintenance initialement rattachée au site.

Les autres habitations situées à proximité sont implantées à environ 250 m au nord-ouest du site.

Dans un rayon plus large, les principales zones habitées sont constituées par les communes suivantes (distance exprimée par rapport au centre-ville et données du recensement INSEE 2011) :

Commune	Nombre d'habitants	Distance au site
Villers-Bretonneux	4 199	1,7 km au nord-ouest
Le Hamel	520	5,3 km au nord-est
Lamotte-Warfusée	650	5,8 km au nord-est
Fouilloy	1 874	5,9 km au nord-ouest
Demuin	485	6,0 km au sud
Cachy	260	6,3 km au sud-ouest
Aubercourt	79	6,5 km au sud-est
Hangard	119	7,2 km au sud-ouest
Aubigny	473	7,5 km au nord-ouest
Hamelet	518	7,6 km au nord
Marcelcave	1 083	8,3 km au sud-est
Vaire-sous-Corbie	273	9,1 km au nord

### 2.2.3 ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Les principaux Etablissements Recevant du Public (ERP) recensés autour du site TRD sont les suivants :

- ↪ Administration :
  - ✓ Mairie de Villers-Bretonneux, à 2,6 km au nord-ouest,
- ↪ Services, commerces :
  - ✓ Contrôle technique Autovision, à 350 m au nord-est,

↳ Enseignement :

- ✓ Collège Jacques Brel (rue de Verdun), à 850 m à l'ouest,
- ✓ Ecole primaire publique Victoria (rue Victoria), à 1,6 km à l'ouest,
- ✓ Ecole maternelle publique Le Petit Prince, à 2,5 km au nord-ouest,
- ✓ Ecole primaire publique Saint-Exupéry, à 2,8 km au nord-ouest,

↳ Equipements sportifs :

- ✓ Complexe sportif du collège Jacques Brel (rue de Verdun), à 850 m à l'ouest,
- ✓ Complexe sportif (rue Théodore Delacour), à 2,9 km à l'ouest,
- ✓ Stade Timmermann (route d'Amiens), à 3,3 km au nord-ouest,

↳ Lieux de culte :

- ✓ Eglise, à 2,8 km au nord-ouest.

## 2.2.4 ENTREPRISES

Les entreprises à proximité du site TRD sont les suivantes :

↳ au nord :

- ✓ la société MECACORP du groupe MECAPLAST (injection et transformation des matières plastiques pour l'automobile),
- ✓ une zone avec des activités tertiaires, puis un entrepôt logistique,

↳ au sud :

- ✓ la société STDN LOGISTIQUE (conditionnement et emballage à façon),

↳ à l'ouest :

- ✓ la société TOUPARGEL (commerce de détail de produits surgelés),
- ✓ la société LCP (travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment),
- ✓ les établissements MACKE (installations électriques),
- ✓ la société POMMIER (fabrication de machines agricoles et forestières),
- ✓ la société STDN LOGISTIQUE (conditionnement et emballage à façon),
- ✓ la société GEF Industrie (fabrication de produits chimiques),
- ✓ le GCS, Groupement de Coopération Sanitaire (blanchisserie),
- ✓ la société DARJEELING (boutique de lingerie féminine),
- ✓ la société PROJEKT 52K (ingénierie et études techniques).

### 2.2.5 INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Les principaux axes routiers à proximité du site TRD sont :

- ↘ la RD 1029, à environ 750 m au nord,
- ↘ l'A29, à environ 750 m au sud, qui relie Amiens à Saint-Quentin,
- ↘ la RD 23, à environ 950 m à l'ouest.

La voie ferrée la plus proche passe à environ 150 m au sud du site. Il s'agit de la ligne TGV Amiens – Saint-Quentin.

L'aérodrome Amiens-Glisly se situe à 12 km à l'ouest du site TRD.

L'extrait de la carte IGN au 1/25 000 de Villers-Bretonneux ainsi que la vue aérienne ci-après présentent l'implantation du site TRD dans son environnement.

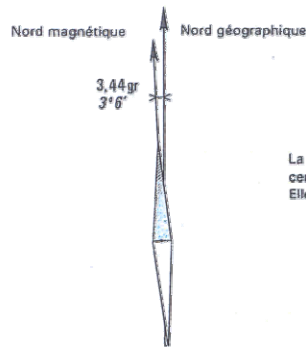
Le plan de situation au 1/2 500 en Annexe 1 présente les abords immédiats du site.



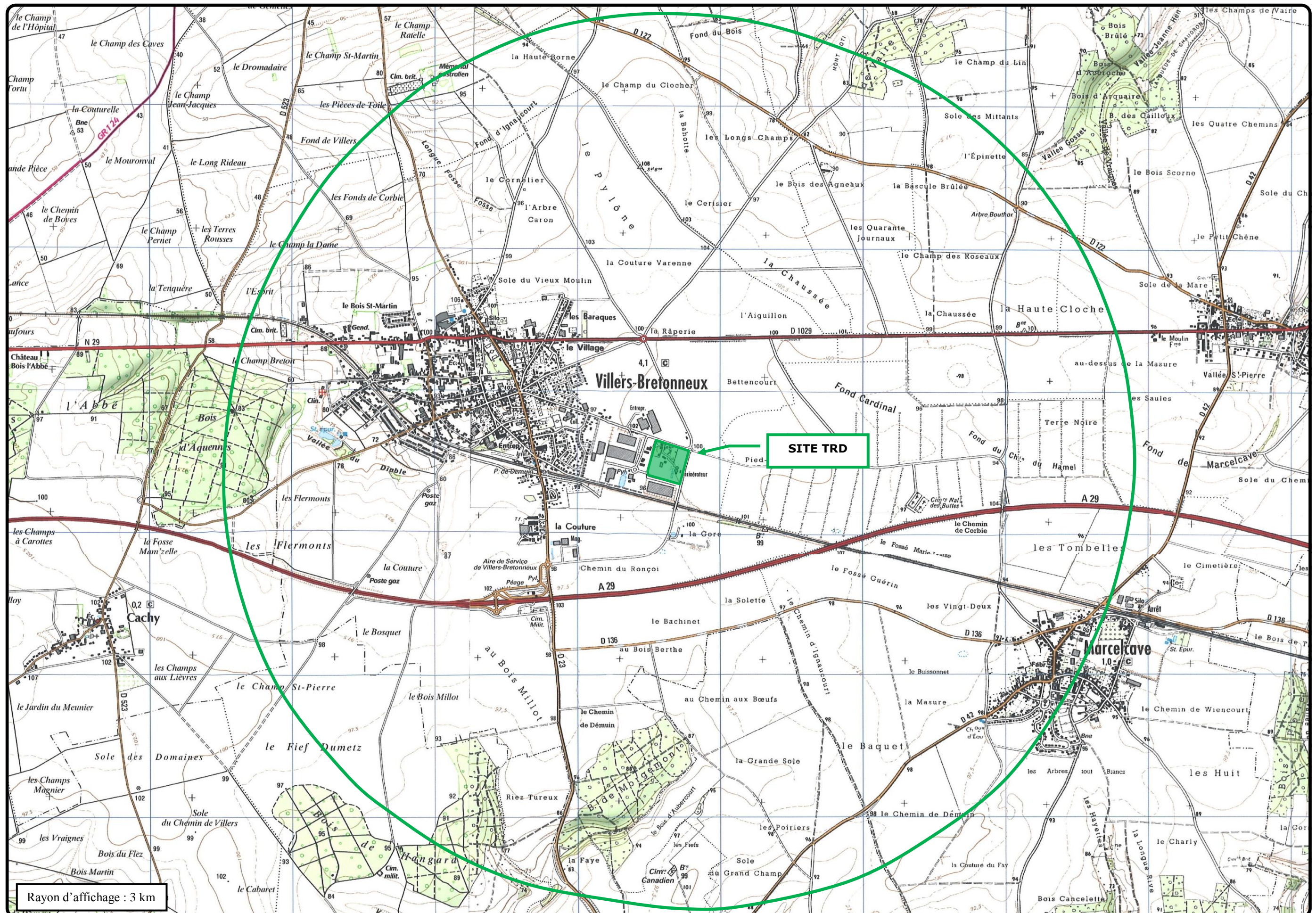
institut  
géographique  
national

Direction Générale 136 bis, rue de Grenelle 75700 Paris  
Service des Ventes et Editions 107, rue la Boétie 75008 Paris

Autoroute : péage, aires de service, de repos		Pont. Passerelle. Gué. Bac	
Route à 2 chaussées séparées		Nappe d'eau permanente. Zone inondable. Marais	
Route de très bonne viabilité (4 voies)		Source. Fontaine. Puits. Citerne. Château d'eau. Réservoir	
Route de bonne viabilité (2 voies larges ou 3 voies)		Cascade. Barrage. Digue	
Route de moyenne viabilité (2 voies étroites)		Cours d'eau bordé d'arbres	
Route étroite régulièrement entretenue		Canal navigable, d'alimentation	
Autre route étroite : régulièrement entretenue, irrégulièrement entretenue		Écluse. Traction mécanique. Canal souterrain	
Chemin d'exploitation. Laie forestière. Ligne de coupe. Sentier		Aqueduc : au sol, élevé, souterrain	
Vestiges d'ancienne voie carrossable. Route en construction		Courbes de niveau, équidistance 5 m. Dépression	
Tunnel routier : longueur inférieure à 500 m, supérieure à 500 m		Petite cuvette. Talus. Tas de cailloux	
Route en remblai, en déblai. Route et chemin bordés d'arbres		Arbre repère. Bosquet, bouquet d'arbres	
Mur en maçonnerie. Mur de soutènement. Mur en ruine ou en pierres sèches		Bois	
Clôture en treillage métallique. Fossé habituellement à sec. Haie, rangée d'arbres		Broussailles	
Levée de terre. Détail linéaire non identifié, limite de végétation		Jardins	
Chemin de fer à 2 voies, à 1 voie		Verger, plantation	
Ligne électrifiée. Aérotrain, monorail		Houblonnière	
Voies de garage ou de service. Voie étroite		Pépinière	
Voie ferrée : en construction, déclassée, déposée		Rizières	
Gare (avec personnel). Arrêt (sans personnel). Tunnel			
Passage à niveau, supérieur, inférieur			
Chemin de fer à crémaillère. Funiculaire			
Ligne de transport d'énergie électrique. Téléphérique. Remontée mécanique			
Limite d'État avec bornes			
Limite et chef-lieu de département			
Limite et chef-lieu d'arrondissement			
Limite et chef-lieu de canton			
Limite et chef-lieu de commune			
Limite de camp militaire, de zone réglementée de champ de tir			
Limite de forêt domaniale. Limite de parc naturel, de zone périphérique			
Point géodésique			
Église. Chapelle. Oratoire. Calvaire, tombe, statue religieuse. Cimetière			
Tour isolée, donjon, Moulin à vent. Collenne. Cheminée			
Réservoir d'hydrocarbure, de gaz. Haut fourneau. Pylônes. Carrière			
Entrée d'excavation souterraine : mine, cave, grotte, gouffre, aven			
Habitation troglodytique. Monument. stèle. Ruines			
Monument mégalithique : dolmen, menhir. Point de vue. Camping			
Halle, hangar, serre. Fort. Casemate			
Terrain de sport. Tennis. Refuge. Tremplin de ski			
Aérodrome			
Surfaces bâties : noyau urbain, faubourg, constructions non agglomérées			
Bâtiments remarquables (1). Maisie (2)			
Population en milliers d'habitants	183,2 0,4 0,15 0,06		
Désignation des routes	A 6 N 144 D 28		
(Itinéraire balisé de randonnée pédestre [tracé et continuité aléatoires])	GR 9		

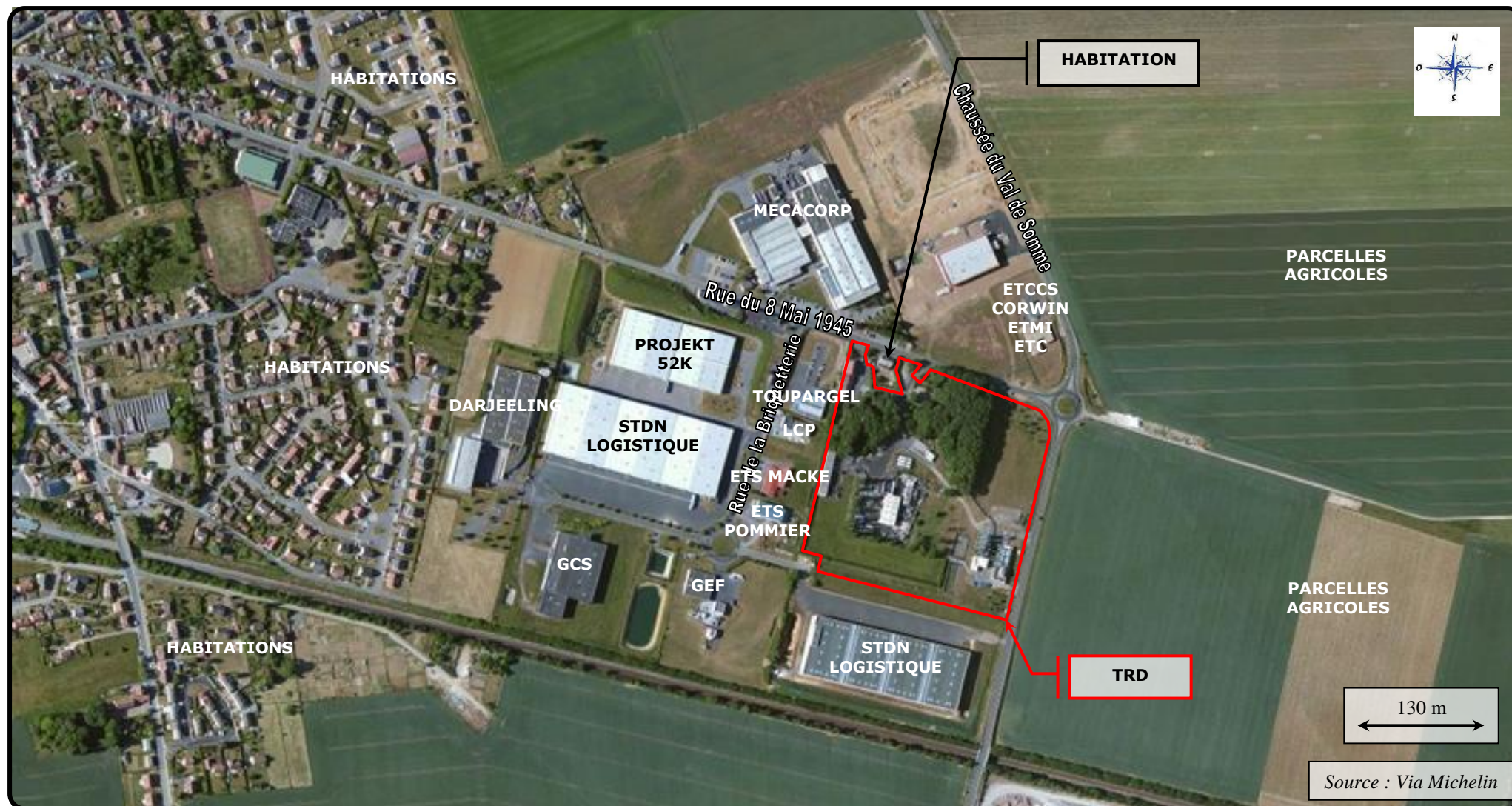








## Vue aérienne de la zone d'activités du Val de Somme et alentours



## 2.3 CONTEXTE AGRICOLE ET FORESTIER

L'agriculture représente un poids important dans l'économie régionale, avec un chiffre d'affaires de 1,2 milliards d'euros en 2010.

Dans la région picarde, les cultures céréalières sont majoritaires avec 682 185 ha.

La Picardie représente 1 327 308 ha de SAU, soit 68,4% du territoire régional. La superficie des terres labourables s'élève à 88,8%.

Le site TRD est implanté dans la Zone d'Activités du Val de Somme.

Le nombre d'exploitations agricoles diminue ainsi que les SAU. Dans le département de la Somme, le nombre d'exploitations est passé de 6 744 en 2000 à 5 436 en 2010 et dans le même temps, la surface moyenne des parcelles exploitées est passée 471 284 ha à 465 287 ha.

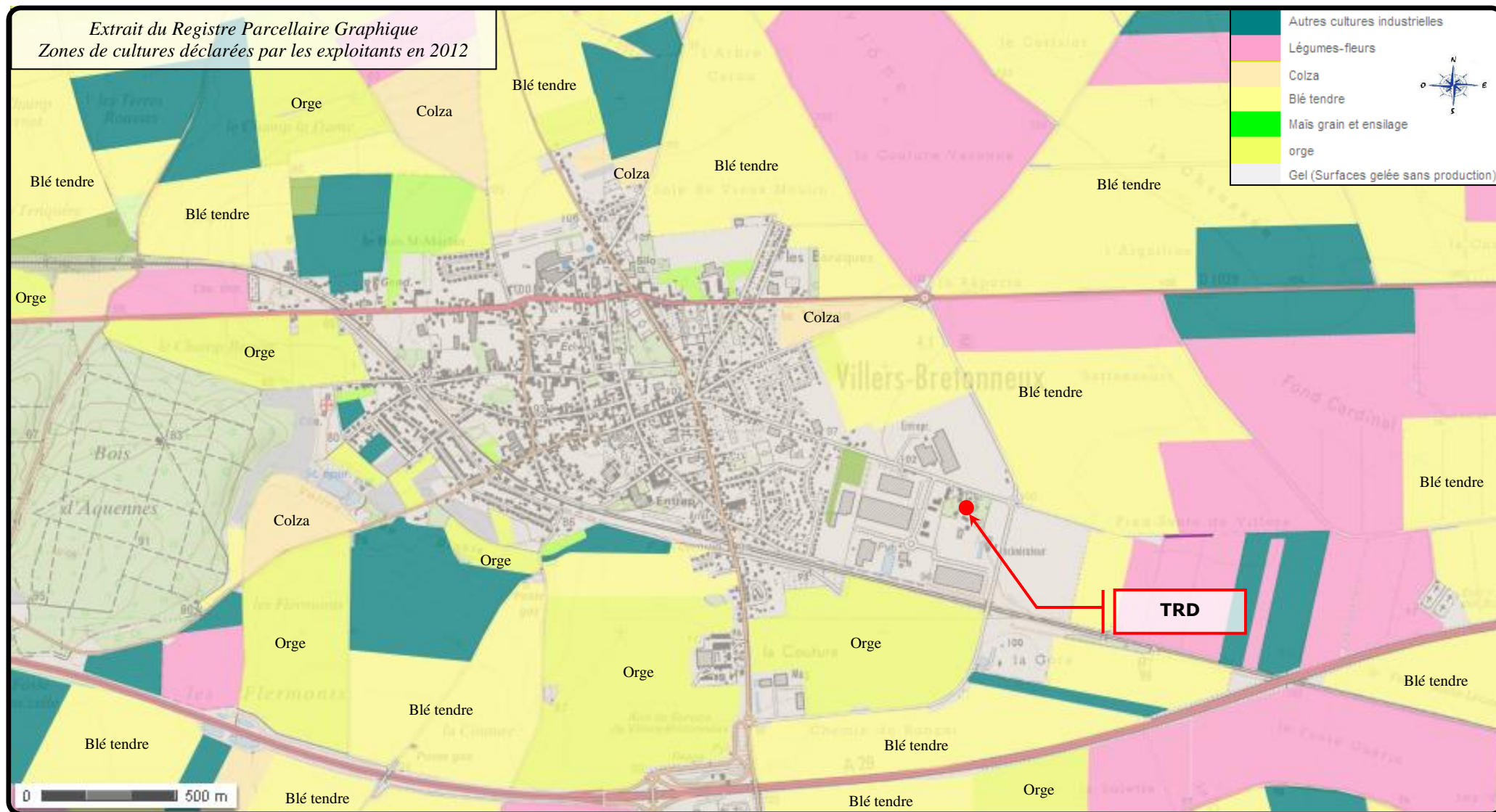
La commune de Villers-Bretonneux recense 13 exploitations agricoles d'une SAU (Superficie Agricole Utilisée) de 1 520 ha dont 1 505 ha de terres labourables et 15 ha de superficie toujours en herbe (STH) *[données du recensement agricole de 2010]*.

Selon l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO), aucun produit de type AOP ou AOC n'est recensé sur la commune de Villers-Bretonneux.

La carte en page suivante présente l'emprise agricole à proximité du site. A noter qu'aucune zone forestière aux alentours de la société OSE n'a été répertoriée.



## Contexte agricole aux alentours du site



## **2.4 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE**

### **2.4.1 CARACTERISTIQUES DU PAYSAGE**

La commune de Villers-Bretonneux se situe dans la partie occidentale du plateau du Santerre. Ce dernier couvre la partie sud-est du département de la Somme.

D'après l'atlas des paysages de la Somme, le plateau du Santerre se caractérise par un paysage agricole plat. Il s'agit d'un paysage de plateaux limoneux avec des horizons immenses au sein desquels les terres, alternativement labourées, semées, germées, levées, moissonnées, racontent les saisons de la région.

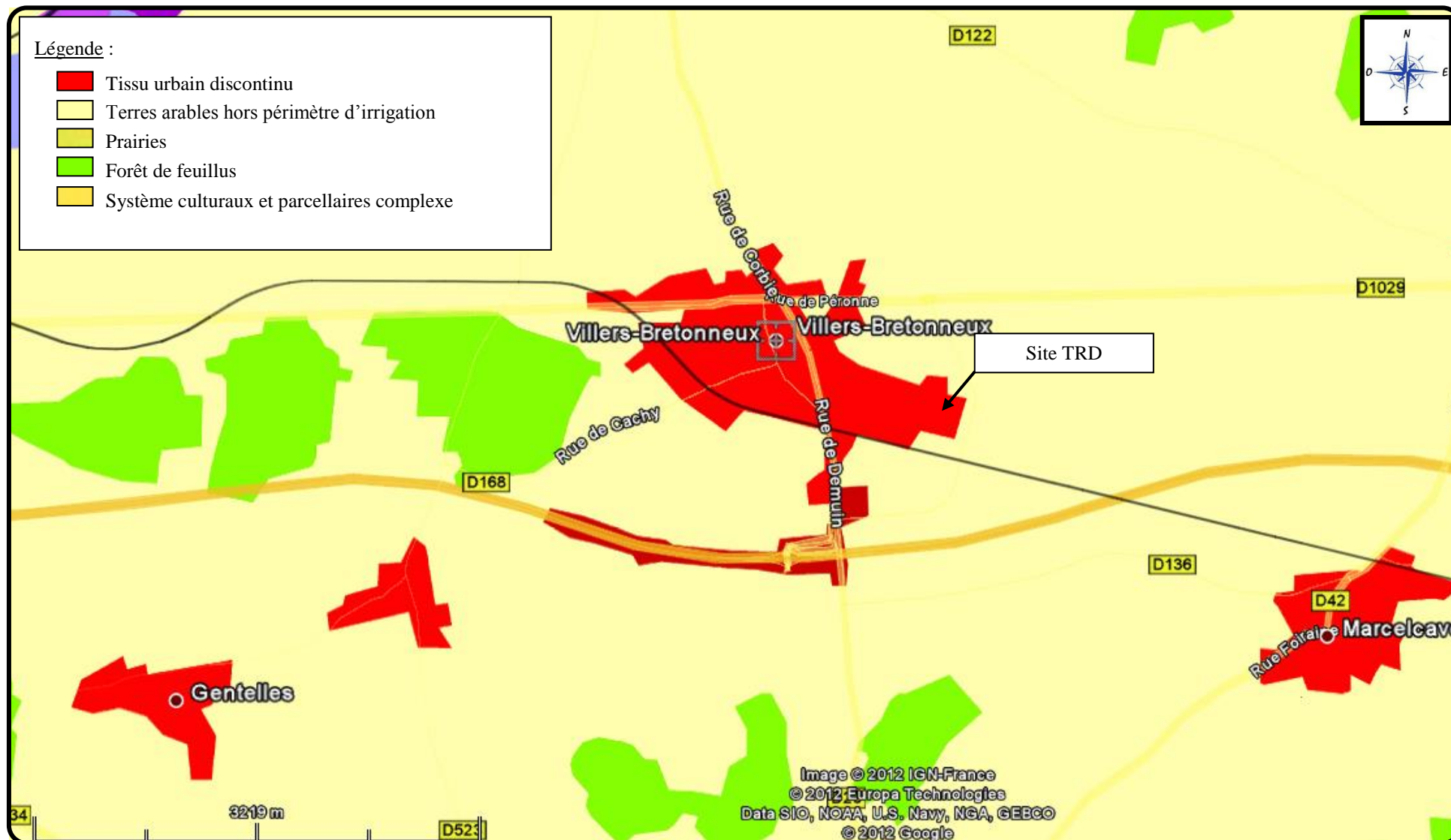
Le Santerre est peu urbanisé, le territoire est structuré par un maillage régulier de villages de quelques centaines d'habitants.

L'architecture rurale traditionnelle est dominée par la ferme picarde à cour fermée dont la répétition forme sur rue des alignements de granges aux façades aveugles.

Le site TRD est implanté au sein de la ZI de Villers-Bretonneux où plusieurs entreprises y sont également situées. Au nord du site, la ZI se développe avec l'implantation de nouvelles sociétés.

Le plan de la page suivante présente l'occupation des sols autour du site de la commune de Villers-Bretonneux (données Corinne Land Cover, 2006).

## Occupation des sols



## 2.4.2 SURFACE OCCUPEE

### A) SITUATION ACTUELLE

Le site TRD occupe une superficie totale de 62 678 m<sup>2</sup>, dont les surfaces sont réparties de la façon suivante :

	Surfaces actuelles (m <sup>2</sup> )
Bâtiments	2 140
Surfaces imperméabilisées	11 700
Espaces verts	48 838
<b>Surface totale</b>	<b>62 678</b>

### B) SITUATION FUTURE

Suite à l'évolution du site, la limite d'exploitation ne sera pas modifiée par rapport à la situation actuelle.

Après modification, la superficie totale du site sera répartie de la façon suivante :

	Surfaces futures (m <sup>2</sup> )
Bâtiments	4 210
Surfaces imperméabilisées	19 497
Espaces verts	38 971
<b>Surface totale</b>	<b>62 678</b>

Les espaces verts resteront fortement prédominants dans la configuration future.

## 2.4.3 ASPECT VISUEL DU SITE

### A) SITUATION ACTUELLE

Le site est actuellement composé :

- ↳ des zones de parkings et de stationnement, des zones de travail, des zones de circulation,
- ↳ des locaux sociaux et bureaux,
- ↳ un pont bascule pour la pesée des camions au niveau de l'accueil,
- ↳ au cœur du site, un bâtiment regroupant l'accueil du site, le laboratoire et un poste de contrôle des cuves de stockage des mélanges eaux-hydrocarbures,
- ↳ une cuve de stockage et une installation associée de distribution de Gazole Non Routier (GNR) pour les engins de manutention du site,
- ↳ à l'ouest du site, 5 alvéoles de stockage de sciure imprégnée, de matériaux souillés, de bennes, de big-bags,
- ↳ des fosses de déchargement, de travail, de mélange et de décantation des déchets,
- ↳ un bâtiment pour le stockage sur palette des déchets conditionnés,
- ↳ un broyeur ainsi que des alvéoles de stockage des déchets broyés,

- ↳ des cuves de stockage au cœur du site (P1, P2, P3, P14 et P5, 2 cuves sur berge),
- ↳ une zone spécifique pour le rinçage des citernes des camions et pour le dépotage de l'activité de traitement,
- ↳ 3 cuves aériennes actuellement non utilisées,
- ↳ un atelier pour les opérations de réparation et d'entretien des installations,
- ↳ une zone de dépotage pour les produits liquides avec une piste spécifique pour les hydrocarbures, et 2 pistes spécifiques pour les eaux souillées dont le point éclair est supérieur à 55 °C,
- ↳ au sud du site, un local comprenant l'installation de centrifugation, un poste de supervision de l'installation de stockage et de traitement (T1, T2, T4, T6, T10, T11, T12 et T13), et un local chaufferie.

Les abords immédiats du site ont été traités de façon paysagère, avec notamment la création de surfaces engazonnées de part et d'autre des voies de circulation. Les voies d'accès et les parkings sont bitumés et maintenus régulièrement en état de propreté.

Depuis la chaussée du Val de Somme, à l'est, les installations liées à l'activité d'évapo-incinération ne sont plus visibles (pour rappel, ces installations ont fini d'être démantelées en janvier 2014).

Les installations liées à l'activité « bâtiment conditionnés » sont peu visibles car l'altimétrie du terrain y est plus basse.



***Vue depuis la chaussée du Val de Somme***



Depuis la rue du 8 mai 1945, au nord, le site TRD est principalement dissimulé derrière des plantations arborées. Les bâtiments sont peu visibles depuis cet axe comme le montrent les photographies ci-après.



***Vues depuis le rond-point au début de la rue du 8 mai 1945***

Au vu de l'implantation du site au sein de la ZI de Villers-Bretonneux et du traitement paysager en place, l'impact visuel du site sur le paysage est limité.



**B) SITUATION FUTURE**

En situation future, l'impact visuel du site ne sera pas modifié et restera limité.

En effet, compte tenu des modifications envisagées, les principales modifications seront liées :

- ↳ au remplacement des installations d'évapo-incinération (déjà démantelées) par des installations de traitement biologique et un évaporateur à compression mécanique de vapeur,
- ↳ à l'implantation d'une cuve T3 de (*information confidentielle*) m<sup>3</sup> et d'une cuve T30 de (*information confidentielle*) m<sup>3</sup>,
- ↳ à la création et/ou à l'aménagement de zones/bâtiments de travail et/ou de stockage,
- ↳ à la suppression des cuves sur berce.

Dans le cadre de l'évolution du site, les hauteurs de construction des nouvelles installations seront limitées et seront au maximum de 12 m.

Les constructions seront principalement recouvertes d'un bardage métallique, dans l'esprit des bâtiments existants.

Un soin particulier sera porté à l'aménagement des espaces verts du site par des plantations et des traitements paysagers.

## 2.5 MILIEU NATUREL

### 2.5.1 INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES

Aucune ZICO (Zone d'Intérêt pour la Conservation des Oiseaux), aucun PNR (Parc Naturel Régional) ni aucun site inscrit ou classé n'est recensé dans un rayon de 5 km autour du site.

#### A) ZNIEFF

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) se définissent en 2 types de zones :

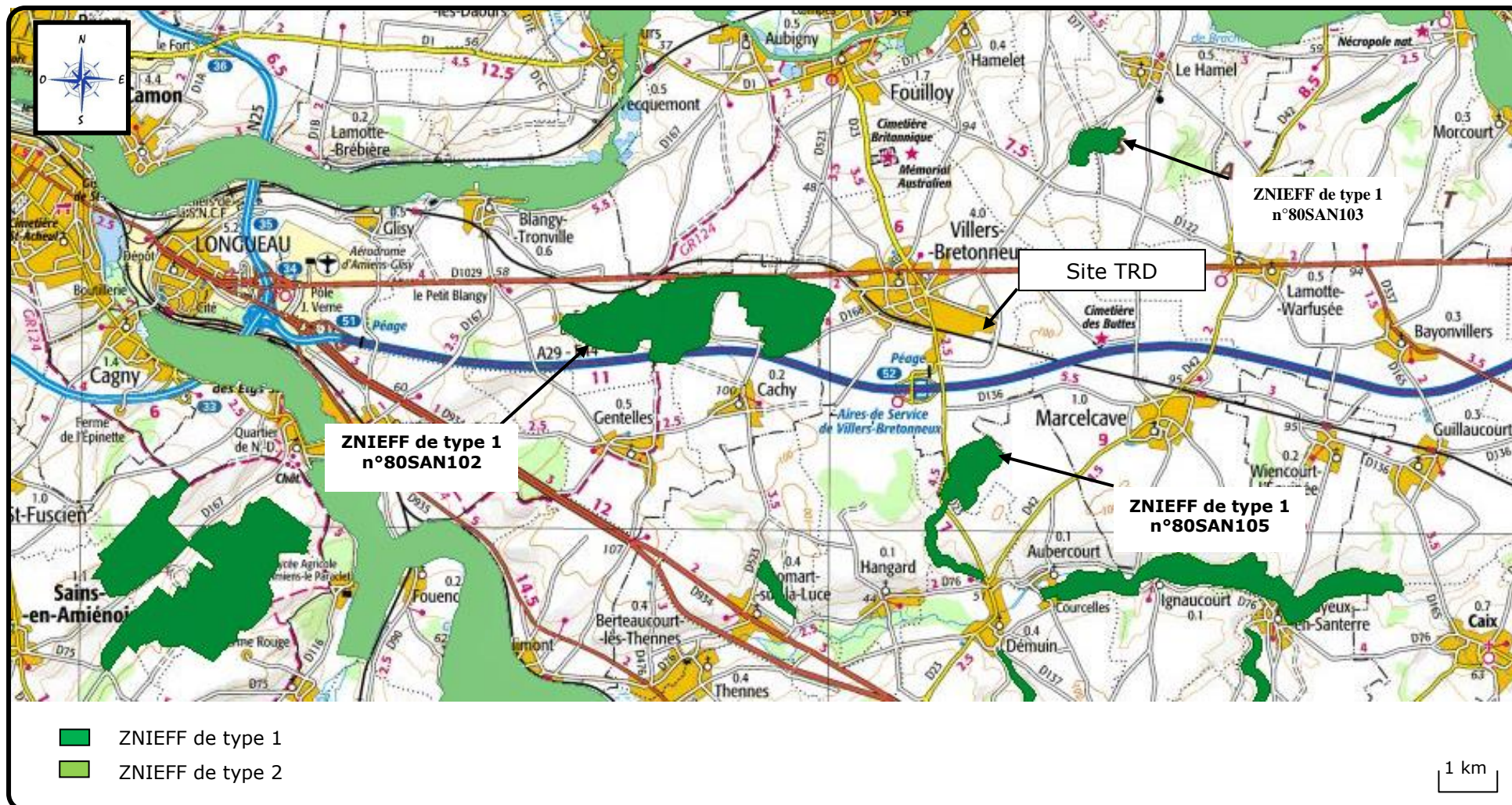
- ↳ ZNIEFF de type I : secteurs de superficie généralement limitée, définis par la présence d'espèces ou de milieux rares ou remarquables caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- ↳ ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches ou peu modifiés par l'homme ou offrant des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

Le site TRD n'est pas inclus dans une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique. Les ZNIEFF les plus proches du site sont :

- ↳ la ZNIEFF de type 1 n°80SAN105 « Laris de la grande vallée et de la vallée d'Amiens à Demuin », à environ 1,6 km au sud du site. Le site englobe les Larris situés sur les versants pentus de la Vallée d'Amiens et de la Grande Vallée ainsi que le Bois de Morgemon qui présentent un intérêt écologique important. Il exclut les milieux artificialisés (cultures intensives du plateau qui ne présentent pas d'intérêt biologique particulier) en contact avec les milieux précédemment cités,
- ↳ la ZNIEFF de type 1 n°80SAN102 « Le bois l'Abbé, Bois d'Aquennes, et Bois de Blangy », à environ 2,4 km à l'ouest du site. Le massif forestier comprenant le « Bois l'Abbé », le « Bois d'Aquennes » et le « Bois de Blangy » constitue une unité forestière importante du plateau du Santerre. Les bois sont disposés sur la craie blanche du Santonien, les formations résiduelles à silex et les limons de plateau. Il s'agit de l'un des derniers bois de grande superficie du Santerre qui accueille une faune et une flore diversifiées,
- ↳ la ZNIEFF de type 1 n°80SAN103 « Bois de Vaire-sous-corbie », à environ 2,8 km au nord-est du site. Le bois de Vaire-sous-Corbie constitue un des rares bois du Santerre présentant encore un intérêt biologique notable. Il est disposé sur un versant de faible pente et sur le plateau. Les affleurements géologiques correspondent à des limons de plateaux, à des limons argileux rouges à silex et à de la craie blanche du Santonien. Le site a été marqué par les combats de la guerre 1914-1918 (anciens cratères de bombe). L'exploitation d'une importante carrière entame l'espace occupé initialement par le bois, dans la partie nord-ouest du site. Le site a fait l'objet d'études géologiques et constitue un site de référence en micropaléontologie.

A noter qu'aucune ZNIEFF de type 2 n'a été recensée dans un rayon de 4 km autour du site. Le plan en page suivante localise les ZNIEFF par rapport au site TRD.

## Carte de localisation des ZNIEFF



**B) INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES**

Les zones humides sont des zones où l'eau, douce, salée ou saumâtre, est le principal facteur qui contrôle le milieu naturel et la vie animale et végétale associée. Les zones humides sont alimentées par le débit du cours d'eau et/ou par les remontées de nappes phréatiques et sont façonnées par l'alternance de hautes eaux et basses eaux. Il s'agit par exemple des ruisseaux, des tourbières, des étangs, des mares, des berges, des prairies inondables, des prés salés, des vasières, des marais côtiers, des estuaires.

Les zones humides sont des espaces de transition entre la terre et l'eau (ce sont des écotones). La végétation présente a un caractère hygrophile (qui absorbe l'eau) marqué. Les zones humides présentent une forte potentialité biologique (faune et flore spécifique) et ont un rôle de régulation de l'écoulement et d'amélioration de la qualité des eaux.

A noter que la Convention de Ramsar (convention sur les zones humides d'importance internationale) a adopté une optique plus large pour déterminer quelles zones humides peuvent être placées sous son égide.

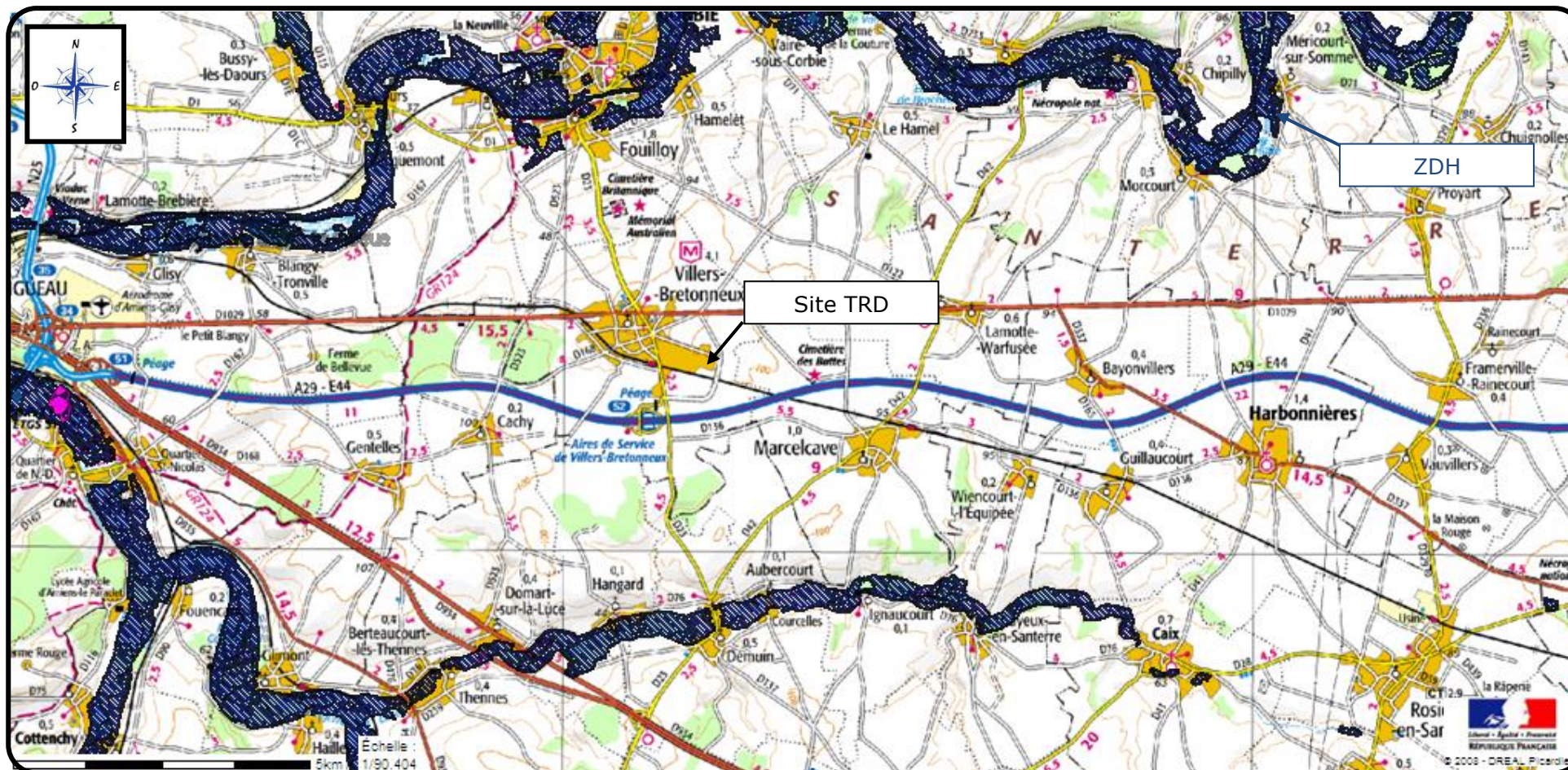
En parallèle, le SDAGE du bassin Artois Picardie 2010-2015 a défini comme enjeu la préservation et la restauration des zones humides, qui constituent un patrimoine biologique remarquable et jouent un rôle essentiel dans la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau. Dans ce cadre, une cartographie au 1 / 50 000 a été établie à partir de photographies aériennes et de contrôles de terrain, afin de définir des « zones à dominante humide » (ZDH).

La société n'est pas implantée sur une zone à dominante humide (ZDH). Les zones à dominante humide les plus proches sont situées à 4,2 km au nord et au sud du site.

Une carte de localisation des ZDH à proximité du site est présentée page suivante.



## Carte de localisation des Zones à Dominantes Humides



### **C) TRAME VERTE ET BLEUE**

La Trame Verte et Bleue (TVB) est un ensemble de continuités écologiques, composées de réservoirs de biodiversité, de corridors écologiques et de cours d'eau et canaux, ceux-ci pouvant jouer le rôle de réservoirs de biodiversité et/ou de corridors. Elle se conçoit jusqu'à la limite des plus basses mers en partant de la terre.

Les réservoirs de biodiversité sont des zones vitales, riches en biodiversité, où les individus peuvent réaliser tout ou partie de leur cycle de vie.

Les corridors correspondent aux voies de déplacement empruntées par la faune et la flore qui relient les réservoirs de biodiversité.

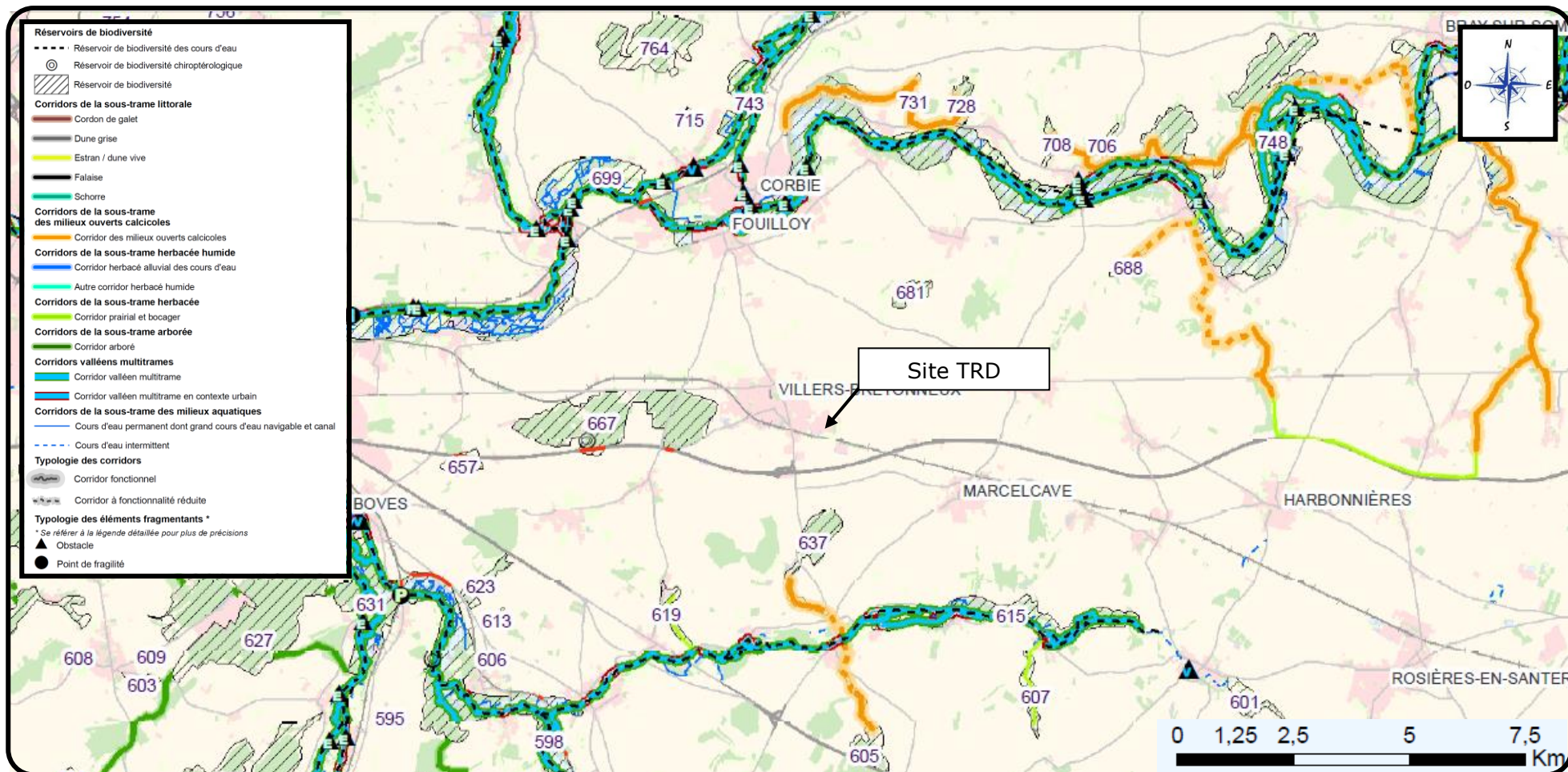
La Trame Verte et Bleue est donc constituée d'une composante bleue, se rapportant aux milieux aquatiques et humides (fleuves, rivières, étangs, marais, etc.), et d'une composante verte, se rapportant aux milieux terrestres (forêts, prairies, etc.), définies par le Code de l'Environnement.

Aucun élément de la Trame Verte et Bleue n'est défini sur le site.

D'après l'extrait de carte présenté en page suivante, les composantes de la Trame Verte et Bleue les plus proches du site sont localisées à environ 2,5 km au sud et à l'ouest.



## Carte de localisation des éléments structurants de la Trame Verte et Bleue



### 2.5.2 SITES NATURA 2000

Le réseau NATURA 2000 est un réseau écologique européen cohérent formé par les Zones de Protection Spéciale (ZPS) et les Zones Spéciales de Conservation (ZSC), classées respectivement au titre de la Directive « Oiseaux » et de la Directive « Habitats ». L'objectif est de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire de l'Union Européenne.

#### **Inventaire et description des sites NATURA 2000 à proximité**

Le site TRD ne se situe à l'intérieur d'aucun zonage NATURA 2000.

Les sites NATURA 2000 les plus proches du site sont situés à 5 km au minimum, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Type de zonage	Nom	Numéro	Surface totale (ha)	Localisation par rapport au site
ZPS	Etangs et marais du bassin de la Somme	FR2212007	5 211	5,0 km au nord-ouest
SIC	Moyenne vallée de la Somme	FR2200357	1 816	5,0 km au nord
SIC	Marais de la moyenne Somme entre Amiens et Corbie	FR2200356	525	6,2 km au nord-ouest

#### **Evaluation préliminaire des incidences NATURA 2000**

Le site TRD a fait l'objet, en 2012, d'une étude de la société RAINETTE sur les incidences de l'activité du site envers les zones NATURA 2000 recensées ci-avant.

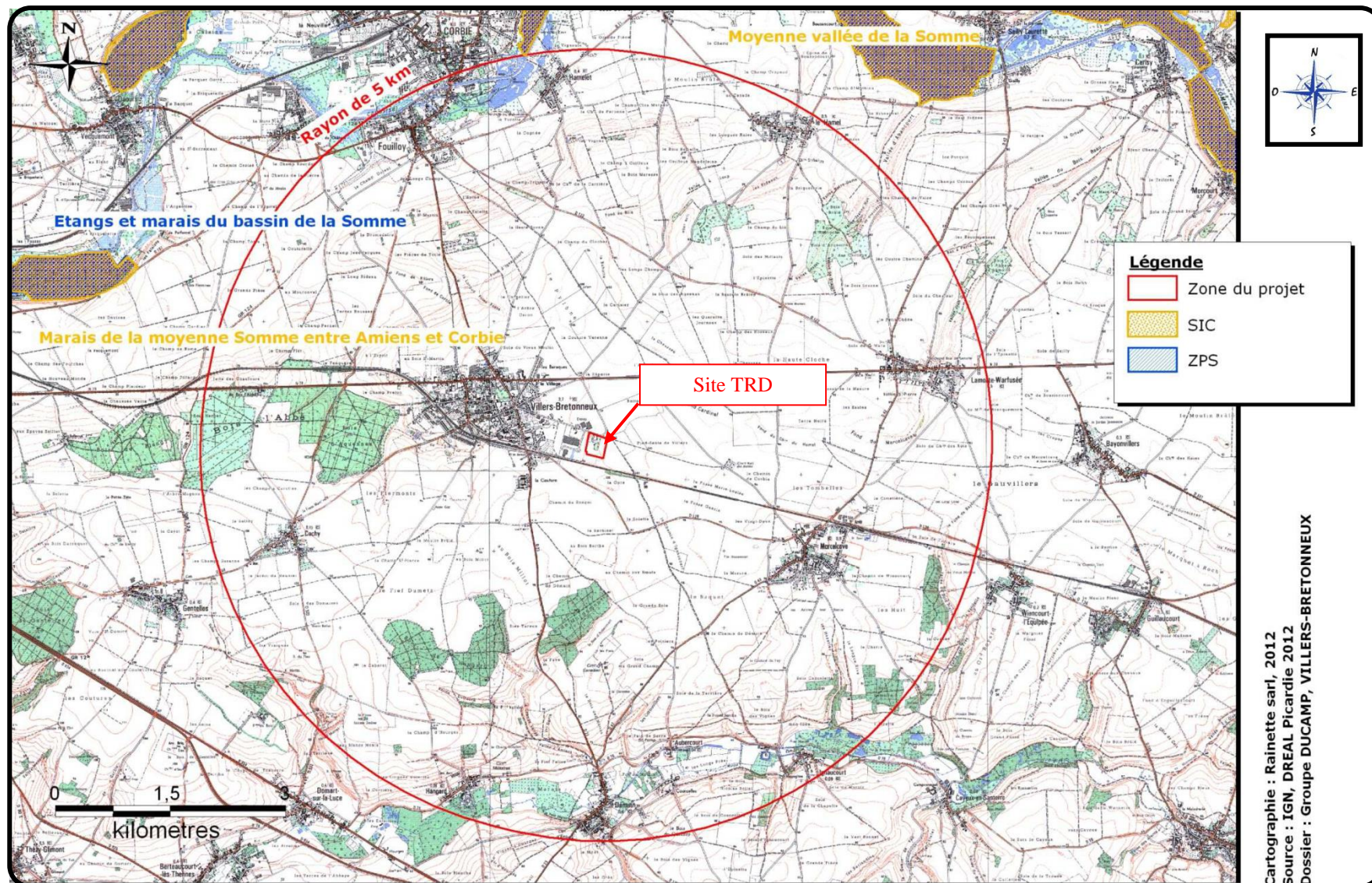
L'objet de l'évaluation des incidences Natura 2000 était de déterminer si l'activité du site TRD dans sa configuration future porterait atteinte de conservation des habitats et espèces végétales et animales.

Les conclusions de l'étude précisent que le projet de réaménagement du site TRD à Villers-Bretonneux ne portera pas atteinte à l'état de conservation des zones NATURA 2000 recensées. Les améliorations apportées au schéma d'aménagement du site ne seront pas de nature à modifier ces conclusions.

L'étude complète est disponible en Annexe 12.



## Carte de localisation des zones Natura 2000



## 2.6 MONUMENTS HISTORIQUES, SITES PROTEGES ET PATRIMOINE CULTUREL

### 2.6.1 MONUMENTS HISTORIQUES

La base de données MERIMEE recense le patrimoine monumental et architectural français.

Deux niveaux de protection existent pour les monuments historiques (MH) : un monument peut être classé ou inscrit comme tel, le classement étant le plus haut niveau de protection. Certains édifices peuvent être répertoriés, sans pour autant être protégés.

Plusieurs édifices sont répertoriés pour la ville de Villers-Bretonneux et les autres communes du rayon d’affichage du site.

Un seul de ces édifices est classé MH :

Commune	Edifice	Protection	Date de protection
Lamotte-Warfusée	Eglise Saint Pierre de Lamotte	Classé MH	27/10/2005

Le site TRD n’est pas implanté dans le périmètre de protection de cet édifice classé MH (rayon de 500 m), ce dernier étant situé à environ 4,4 km au nord-est.

### 2.6.2 ZONES ARCHEOLOGIQUES

Le site de l’INRAP recense, sur la commune de Villers-Bretonneux, 4 zones à investiguer sur demande de la DRAC préalablement à l’aménagement d’une zone d’activités.

Ces 4 zones à investiguer représentent une surface cumulée de 2,26 hectares. Les 2 premières fouilles déjà réalisées ont permis de découvrir un espace d’habitat de la culture de La Tène ancienne (Ve siècle avant notre ère) et une nécropole du IIIe siècle avant notre ère (La Tène B2/C1). Les 2 sites actuellement en cours de fouille révèlent une seconde zone d’habitat légèrement plus récente que la première (Ive siècle avant notre ère) mais aussi les vestiges d’une chapelle commémorative de la guerre de 1870.

Le site TRD n’est pas implanté sur l’une de ces zones.

## 2.7 DONNEES METEOROLOGIQUES

Les données météorologiques qui suivent ont été recueillies par le Centre National de Météorologie et concernent la station d'Amiens-Glisly.

L'ensemble des données, ayant servi de base à ce chapitre, est rassemblé en Annexe 13.

### Vents

Pour la période comprise entre les mois de janvier 1988 et décembre 2009, les vents dominants ont été de secteur sud-ouest avec une fréquence respective de 22,8%.

Dans ces directions, les vents les plus fréquents appartiennent au groupe des faibles vitesses de 1,5 à 4,5 m/s pour 53,7%.

A noter qu'il n'y a aucune habitation située dans le sens des vents dominants (soit au nord-est du site) à proximité immédiate des limites d'exploitation du centre TRD.

Sur cette même période, les fréquences des vents correspondant à chaque classe de vitesse sont reportées dans le tableau ci-dessous.

Classe de vitesse	< 1,5 m/s	De 1,5 à 4,5 m/s	De 4,5 à 8 m/s	> 8 m/s
Fréquences des vents	15,7 %	53,2 %	28,3 %	2,8 %

### Températures

Pour la période allant de 1988 à 2009, les données issues de la station météorologique d'Amiens-Glisly s'établissent comme suit :

- ↳ un maximum absolu obtenu en août de + 38,1°C ;
- ↳ un minimum absolu obtenu en janvier de -14,6°C ;
- ↳ des températures moyennes mensuelles comprises entre 4,3°C en décembre et janvier et 18,5°C en août ;
- ↳ une moyenne annuelle de 10,9°C.

### Précipitations

Pour la période allant de 1988 à 2009, ont été relevées les données suivantes :

- ↳ la hauteur quotidienne maximale des précipitations est de 65,7 mm en août 2008,
- ↳ la hauteur moyenne annuelle de précipitation est de 635,5 mm,
- ↳ le nombre moyen annuel de jours avec précipitations  $\geq 1$  mm de 116,4 jours,
- ↳ la pluie horaire susceptible de se reproduire une fois tous les 10 ans (orage décennal) est de 28,2 mm.

### 3 EAUX ET SOLS

#### 3.1 SENSIBILITE DE L'ENVIRONNEMENT

##### 3.1.1 CONTEXTE HYDROLOGIQUE

Les cours d'eau de surface présents à proximité du site sont les suivants :

- ↳ la Luce, affluent de rive droite de l'Avre, située à environ 4,0 km au sud,
- ↳ la Somme, située à environ 4,6 km au nord.

Les données ci-dessous sont issues de la prise en compte du SDAGE 2010-2015 en application de la Directive Cadre sur l'Eau (2000/60/CE).

Les caractéristiques des masses d'eau sont les suivantes :

N° de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Type national
AR06	Avre	P9A (Petit cours d'eau sur tables calcaires, cours d'eau côtier)
AR55	Somme canalisée de l'écluse n°13 Saily aval à Abbeville	M9A (Cours d'eau moyen sur tables calcaires, cours d'eau côtier)

##### ↳ Objectifs de qualité des eaux de surface

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Artois Picardie (SDAGE), approuvé en décembre 2015 pour la période 2016-2021 par le comité de bassin, fixe des objectifs de qualité pour chacune des « masses d'eau » sur le bassin Artois-Picardie, qui présentent des similitudes en terme de caractéristiques et de fonctionnement écologique. On y distingue les masses d'eau « cours d'eau », les masses d'eau « plan d'eau », les masses d'eau côtières et de transition et les masses d'eau souterraines.

Les objectifs de qualité sont :

- ✓ le bon état chimique,
- ✓ le bon état écologique, conditionné par le bon état physico-chimique et le bon état biologique, ou le bon potentiel écologique pour les masses d'eau artificielles ou fortement modifiées. L'état écologique comprend 5 classes, le vert (bon état) étant l'objectif à atteindre.

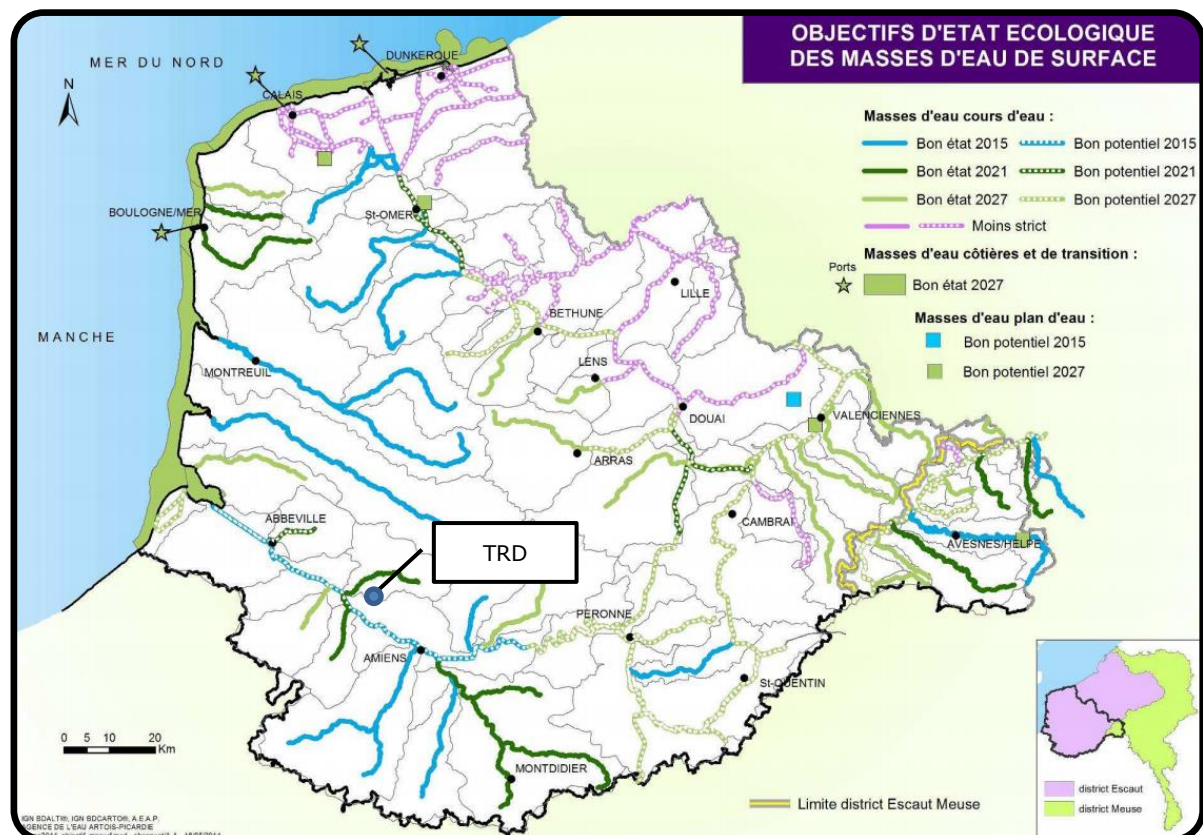
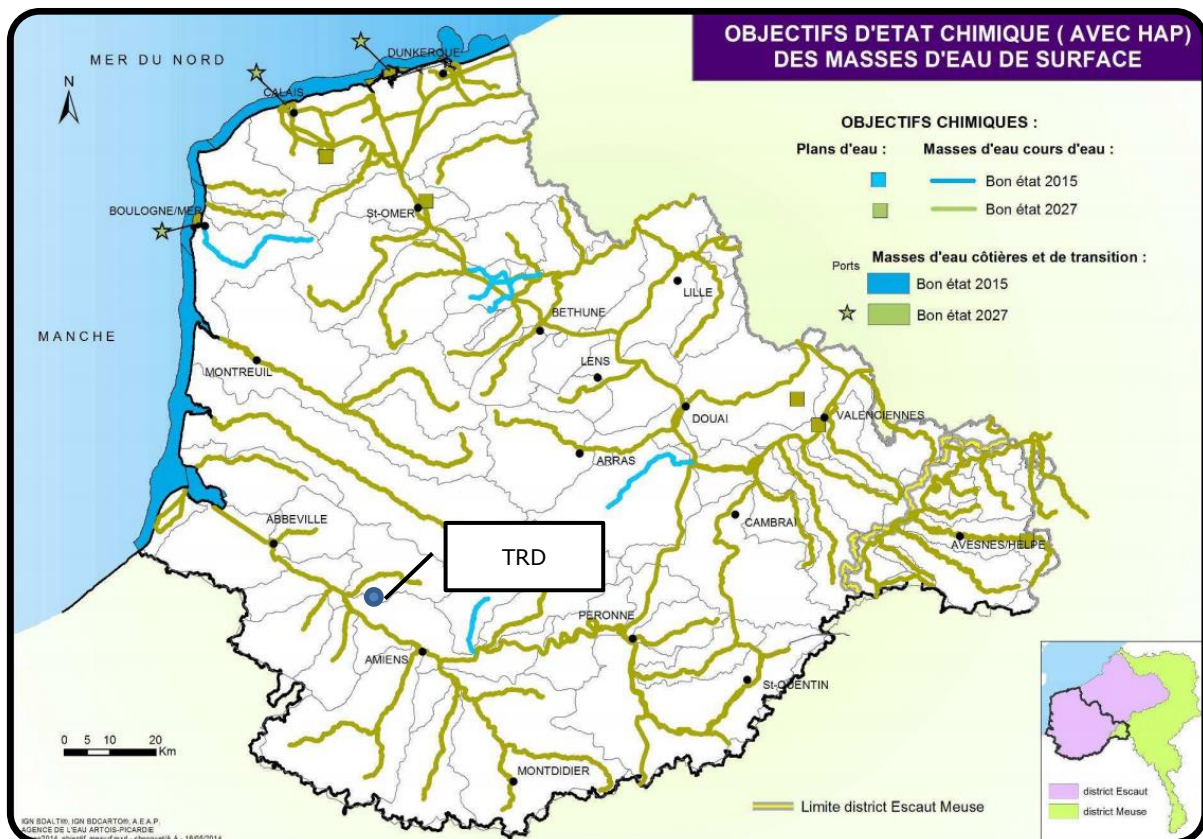
Le « bon état », qui se détermine par rapport à des cours d'eau de référence, doit être atteint en 2021. Des dérogations sont prévues pour des motifs de report de délais précis.

Les objectifs d'état global de la masse d'eau sont présentés dans le tableau suivant :

Masse d'eau	Nom de la Masse d'eau	Etat global	Etat écologique		Etat chimique		
		Objectif	Objectif	Motif de dérogation	Objectif	Motif de dérogation	Paramètre déclassant
FRAR06	Avre	Bon état en 2027	Bon état en 2021	/	Bon état en 2027	Faisabilité technique (nombreuses sources diffuses)	HAP
FRAR55	Somme canalisée de l'écluse n°13 Sailly aval à Abbeville	Bon état en 2027	Bon potentiel écologique en 2015	/	Bon état en 2027	/	/

La page suivante présente les objectifs de qualité du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.





↳ Qualité de l'eau de surface.

Le SDAGE du Bassin Artois Picardie fixe des objectifs de qualité pour les eaux de surface. Au sens de la Directive Cadre sur l'Eau, la qualité des eaux de surface, mesurée par l'Agence de l'Eau, comprend :

- ✓ l'**état chimique**, qui comprend 2 classes : bon / non atteint, en fonction de la concentration dans l'eau de 41 substances. Selon le principe du « paramètre déclassant », le dépassement du seuil pour une seule de ces substances entraîne le déclassement de l'ensemble de la station,
- ✓ l'**état écologique** (ou le potentiel écologique pour les masses d'eau artificielles ou fortement modifiées), caractérisé par :
  - l'état **physico-chimique**, déterminé à partir de paramètres comparables à l'ancienne grille de 1971,
  - l'état **biologique**, qui prend en compte des indicateurs biologiques différents :
    - les algues avec l'Indice Biologique Diatomées (IBD),
    - les invertébrés avec l'Indice Biologique Global Normalisé (IBGN),
    - les poissons avec l'Indice Poisson (IP).

L'état écologique est déterminé ensuite par une méthodologie provenant de la Directive Cadre sur l'Eau. L'état écologique comprend **5 classes**, du bleu (très bon état) au rouge (mauvais état).

En ce qui concerne la Luce et à proximité du secteur étudié, la station de mesure la plus représentative de la qualité des cours d'eau au niveau de la zone d'étude est la station n°137500 « la Luce à Thennes (80) ». Cette station suit la qualité de la masse d'eau « AR06 – Avre ».

La qualité écologique de la station est donnée dans le tableau suivant (source : Agence de l'Eau Artois-Picardie) :

Période d'évaluation	Cycle 1 de la DCE							Cycle 2 de la DCE		
	2006 2007	2007 2008	2008 2009	2009 2010	2010 2011	2011 2012	2012 2013	2011 2013	2012 2014	2013 2015
Macro-invertébrés										
Diatomées	Moy	Bon	Moy	Moy	Moy	Bon	Moy	Bon	Bon	Bon
Poissons										
Macrophytes										
Etat biologique	Moy	Bon	Moy	Moy	Moy	Bon	Moy	Bon	Bon	Bon
Bilan en O2	Moy	Bon	Bon	Bon	TBon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon
Nutriments	Mauv	Mauv	Moy	Moy	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon
Acidification	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon
Température	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon
Etat physico-chimique	Mauv	Mauv	Moy	Moy	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon
Polluants spécifiques					Bon	Bon	Bon	Bon		
Etat/Potentiel écologique	Mauv	Mauv	Moy	Moy	Moy	Bon	Moy	Bon	Bon	Bon

La qualité écologique de la masse d'eau est donnée dans le tableau suivant (source : Agence de l'Eau Artois-Picardie) :

Période d'évaluation	Cycle 1 de la DCE							Cycle 2 de la DCE		
	2006 2007	2007 2008	2008 2009	2009 2010	2010 2011	2011 2012	2012 2013	2011 2013	2012 2014	2013 2015
Etat biologique	Moy	Moy	Moy	Moy	Moy	Moy	Bon	Moy	Moy	Moy
Etat physico-chimique	Moy	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon
Polluants spécifiques			Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon
Etat/Potentiel écologique	Moy	Moy	Moy	Moy	Moy	Moy	Bon	Moy	Moy	Moy

Pour rappel, l'objectif de qualité de la masse d'eau « AR06 – Avre » est « l'atteinte du bon état écologique en 2021 ».

Pour la Somme, et à proximité du secteur étudié, la station de mesure la plus représentative de la qualité des cours d'eau au niveau de la zone d'étude est la station n°127000 « la Somme canalisée à Camon (80) ». Cette station suit la qualité de la masse d'eau « AR55 – Somme canalisée de l'écluse n°13 Sailly aval à Abbeville ».

La qualité écologique de la station est donnée dans le tableau suivant (source : Agence de l'Eau Artois-Picardie) :

Période d'évaluation	Cycle 1 de la DCE							Cycle 2 de la DCE		
	2006 2007	2007 2008	2008 2009	2009 2010	2010 2011	2011 2012	2012 2013	2011 2013	2012 2014	2013 2015
Macro-invertébrés										
Diatomées	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon
Poissons										
Macrophytes										
Etat biologique	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon
Bilan en O2	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon
Nutriments	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon
Acidification	TBon	TBon	Bon	Bon	Bon	Bon	TBon	Bon	TBon	TBon
Température	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon	TBon
Etat physico-chimique	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon
Polluants spécifiques				Bon						
Etat/Potentiel écologique	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon

La qualité écologique de la masse d'eau est donnée dans le tableau suivant (source : Agence de l'Eau Artois-Picardie) :

Période d'évaluation	Cycle 1 de la DCE							Cycle 2 de la DCE		
	2006 2007	2007 2008	2008 2009	2009 2010	2010 2011	2011 2012	2012 2013	2011 2013	2012 2014	2013 2015
Etat biologique	Moy	Moy	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon
Etat physico-chimique	Moy	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon
Polluants spécifiques			Mauv	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon
Etat/Potentiel écologique	Moy	Moy	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon

Pour rappel, l'objectif de qualité de la masse d'eau « AR55 – Somme canalisée de l'écluse n°13 Sailly aval à Abbeville » est « l'atteinte du bon état écologique en 2021 ».



La qualité chimique des eaux de surface est indiquée dans le tableau suivant :

Nom de la masse d'eau	Etat chimique en 2011	Rappel de l'objectif du SDAGE
FRAR55 - Somme canalisée de l'écluse n°13 Sailly aval à Abbeville	Non atteinte du bon état (substance déclassante : HAP)	Bon état en 2027
FRAR06 – Avre	Non atteinte du bon état (substances déclassantes : HAP, TBT)	Bon état en 2027

A noter que compte tenu des modes de rejet du site TRD, ce dernier ne peut être associé à la non atteinte du bon état constaté sur ces cours d'eau.

### 3.1.2 CONTEXTE GEOLOGIQUE

Dans le secteur de Villers-Bretonneux, situé dans la partie occidentale du Santerre, les limons comportent une forte proportion d'argile glaiseuse, et présentent de ce fait toutes les caractéristiques d'une « terre à brique ».

Une étude de sols et de fondations a été menée sur le site actuel de TRD par la société FONDASOL (ingénierie des sols et fondations) en décembre 2000.

Les sondages ont rencontré successivement :

- ↳ des remblais limoneux et des traces de briques sur 0,8 à 1,6 m d'épaisseur,
- ↳ des limons argileux avec silex jusqu'à 5,3 m de profondeur,
- ↳ des argiles limoneuses localement sableuses de 3,5 à 6,1 m de profondeur,
- ↳ des sables roux devenant argileux à partir de 5,8 m et reconnus jusqu'à 7,6 m de profondeur,
- ↳ des argiles à silex brun-verdâtre de 7,2 à 8,5 m de profondeur.

La présence d'une couche d'argiles limoneuses – qui présente une perméabilité faible – permet de limiter la vulnérabilité des nappes d'eau au droit du site.

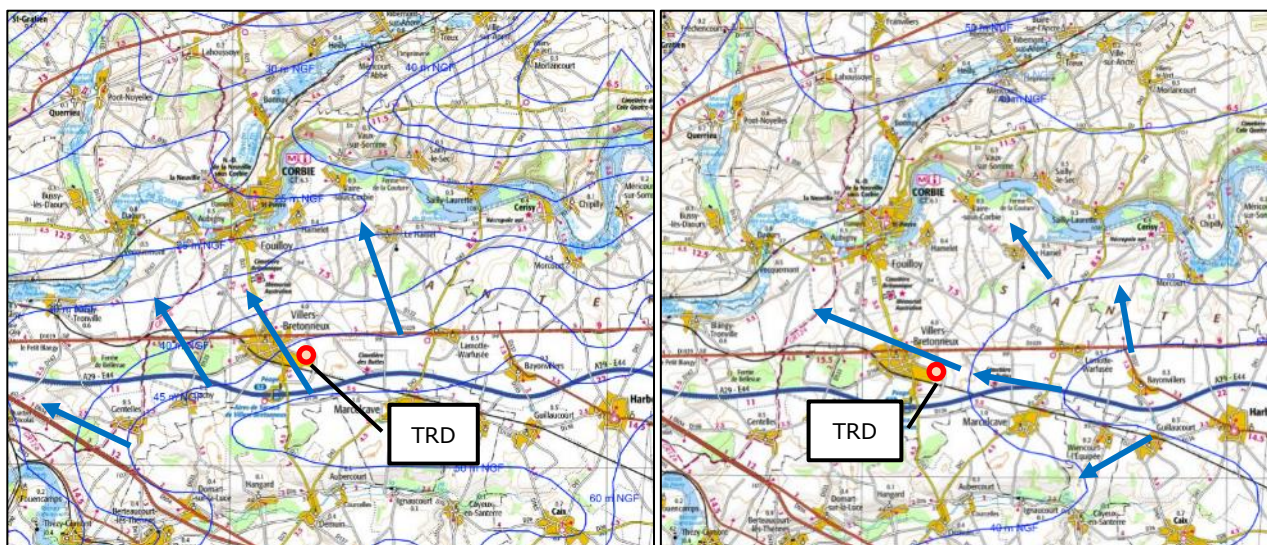
### 3.1.3 CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE

#### A) RESSOURCES AQUIFERES

Les aquifères principaux de la région d'Amiens sont la nappe de la craie de la moyenne vallée de la Somme et la nappe de la vallée de la Somme aval.

La nappe de la craie offre une ressource en eau souterraine pour l'alimentation en eau potable et pour l'utilisation agricole et industrielle.

D'après le site du SIGES Nord-Pas-de-Calais, le sens d'écoulement de la nappe de la craie est orienté vers le nord-ouest :



**Basses eaux**

**Hautes eaux**

Il n'y a pas de piézomètre du réseau ADES à proximité immédiate du site. Le piézomètre le plus proche est le point 00632X0023/P situé sur la commune de GUILLAUCOURT (80), à environ 9 km à l'est du site. Les niveaux relatifs de la nappe en ce point sont compris entre 21 et 31 m.

## B) DONNEES SUR LES MASSES D'EAU SOUTERRAINE

Les données ci-dessous sont issues de la prise en compte du SDAGE du Bassin Artois-Picardie pour la période 2010-2015, en application de la Directive Cadre sur l'Eau (2000/60/CE).

Le sous-sol de la zone occupée par le site renferme 2 horizons perméables. Les masses d'eau souterraine dans le secteur d'Amiens faisant l'objet d'une codification au titre de la DCE sont les suivantes :

Code de la masse d'eau souterraine	Nom de la masse d'eau souterraine	Type de masse d'eau	Superficie (km <sup>2</sup> )		Trans-district
			Totale	Affleurante	
1012	Craie de la moyenne vallée de la Somme	Dominante sédimentaire	3075	3075	Non
1011	Craie de la vallée de la Somme aval	Dominante sédimentaire	1910	1910	Non

### ↳ Qualité de la nappe

L'évaluation de l'état des masses d'eau souterraines résulte de la combinaison de critères qualitatifs et quantitatifs.

La qualité des nappes est mesurée par les stations de mesure du Réseaux de Contrôle et de Surveillance et du Réseau de Contrôle Opérationnel gérées par l'Agence de l'Eau Artois Picardie et le BRGM.

L'évaluation de l'état des nappes est réalisée à partir de la moyenne de 6 années de mesures.

Selon le SDAGE 2016-2021, l'état actuel de la nappe est le suivant :

Nom de la masse d'eau	Code ME	Type de masse d'eau	Etat actuel		
			Global	Quantitatif	Chimique
Craie de la moyenne vallée de la Somme	FRAG012	Dominante sédimentaire	Mauvais	Bon	Mauvais
Craie de la vallée de la Somme aval	FRAG011	Dominante sédimentaire	Mauvais	Bon	Mauvais

Le « bon état » sous-entend :

- ✓ le bon état chimique atteint si :
  - la masse d'eau respecte des valeurs seuils,
  - la masse d'eau n'empêche pas les masses d'eau superficielles d'atteindre leur objectif,
  - aucune intrusion d'eau salée due aux activités humaine n'est constatée,
- ✓ **l'inversion de tendances** concernant les concentrations de polluants à la hausse,
- ✓ **le bon état quantitatif** les masses d'eau sont qualifiées en mauvais état si :
  - l'alimentation de la majorité des cours d'eau qui drainent la masse souterraine devient problématique,
  - la masse d'eau présente une baisse tendancielle de la piézométrie,
  - des conflits d'usage récurrents apparaissent.

↪ Objectif de qualité de la nappe

Le SDAGE 2016-2021 définit les objectifs de qualité des eaux pour la masse d'eau souterraine concernée :

Nom de la masse d'eau	Code ME	Type de masse d'eau	Objectifs d'état retenus		
			Global	Quantitatif	Chimique
Craie de la moyenne vallée de la Somme	FRAG012	Dominante sédimentaire	Atteinte en 2027	Atteinte en 2015	Atteinte en 2027
Craie de la vallée de la Somme aval	FRAG011	Dominante sédimentaire	Atteinte en 2027	Atteinte en 2015	Atteinte en 2027

Le motif de dérogation de l'atteinte du bon état en 2021 est une condition naturelle qui concerne plus précisément le temps de transfert dans les eaux souterraines.

### C) CAPTAGES D’ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Aucun captage d’alimentation en eau potable (AEP) n’est présent dans la zone d’étude.

Le site TRD ne se trouve donc pas dans le périmètre de protection d’un captage d’alimentation en eau potable.

### D) AUTRES CAPTAGES

Le site internet Infoterre du BRGM a été consulté. A proximité du site, 8 captages d’eau sont utilisés à des fins agricoles ou industrielles.

La localisation des principaux captages est présentée page suivante.

Les captages en cours d’exploitation sont présentés ci-dessous :

Commune	Propriétaire	N°BRGM	Profondeur	Usage	Localisation par rapport au site
VILLERS BRETONNEUX	FOURNIER	00468X0136/F01	78 m	Agricole	2,7 km à l’ouest
VILLERS-BRETONNEUX	USINE TIBERGHEN	00468X0022/F	130 m	Industriel	1,8 km au nord-ouest
VILLERS-BRETONNEUX	HUYGHE Alexandre	00468X0133/F	66 m	Agricole	3,0 km au nord-ouest
VILLERS-BRETONNEUX	EURL FLIXLAVE	00631X0074/F 2006	98 m	Industriel	800 m au sud-ouest
VILLERS-BRETONNEUX	AMKEY/ MECAPLAST	00475X0045/P	103 m	Industriel	40 m au nord
AUBIGNY	EARL VAN ISACKER	00468X0137/F01	34 m	Agricole	5,0 km au nord-ouest
HANGARD	SCEA HERMAND	00631X0059/F01	65 m	Agricole	4,5 km au sud-ouest
HAMELET	EARL LES ROSIERS	00475X0054/F01	80 m	Agricole	2,8 km au nord

Au vu des sens d’écoulement de la nappe, les captages situés au nord du site sont situés en aval hydraulique par rapport au site TRD. Le captage de la société AMKEY est situé en aval immédiat du site TRD. Pour rappel, les eaux souterraines présentent une vulnérabilité faible au droit du site, compte tenu de la composition des sols.

Les risques de pollution de ce captage par le site TRD sont donc également faibles.



# Utilisation de la ressource en eau VILLERS BRETONNEUX

## USAGE DES CAPTAGES

- ALIMENTATION EAU POTABLE
- INDUSTRIE
- ⬡ ALIMENTATION CANAL
- ◆ LOISIRS
- ▲ IRRIGATION
- ★ PRODUCTION ENERGIE

## ETAT DES CAPTAGES EN EAU POTABLE

- Abandonné (fermé)
- Actif
- En projet
- Perspective d'abandon

## PROTECTION DES CAPTAGES EN EAU POTABLE

- Début consultation services
- Engagée par convention
- Etablissement rapport HGA
- Premier jour d'enquête ou CDH
- Fin de consultation
- D.U.P
- Publication aux Hypothèques

## PERIMETRE DE PROTECTION DES CAPTAGES

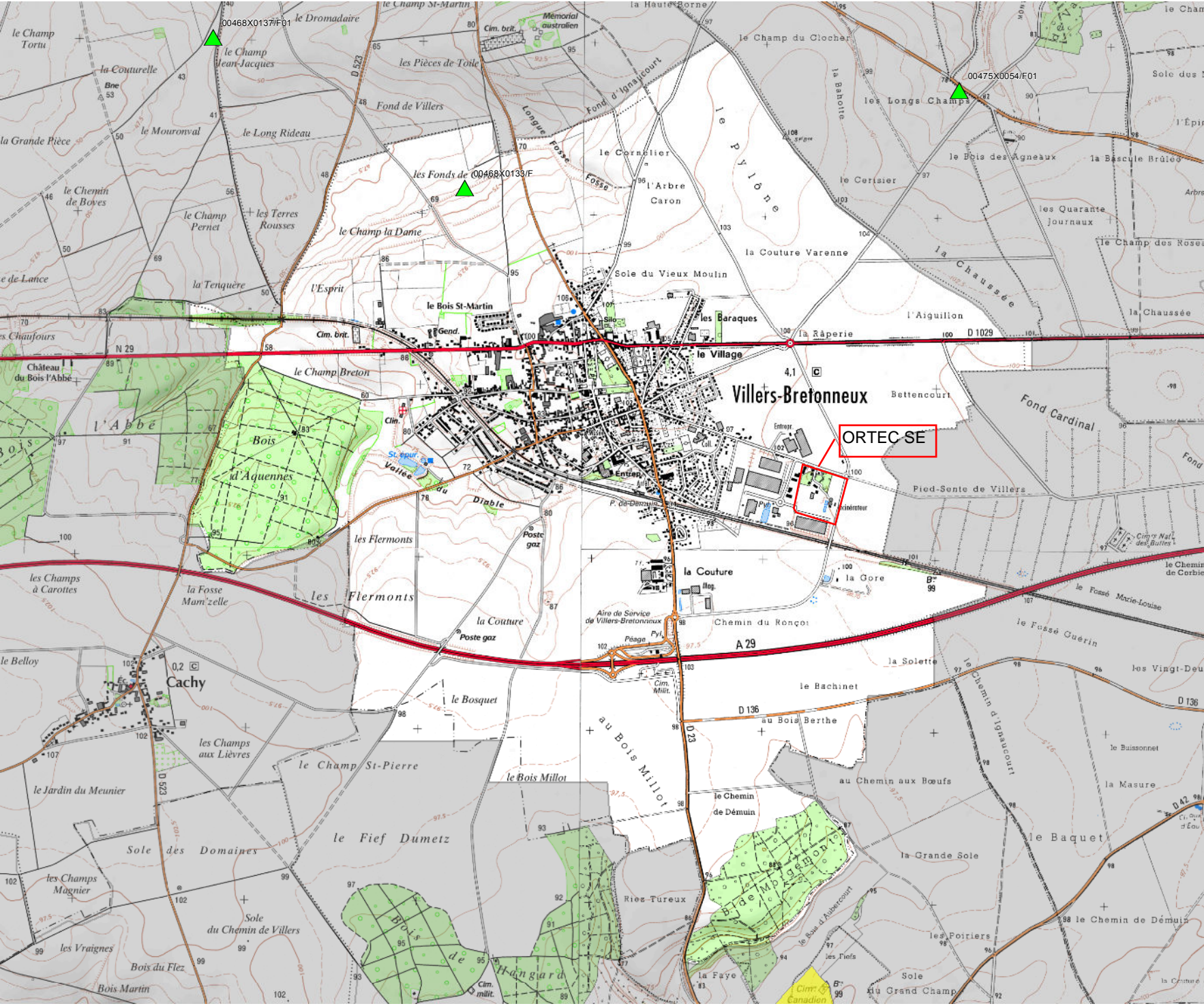
- Périmètre immédiat
- Périmètre rapproché
- Périmètre éloigné
- Non renseigné
- zone hors communal



0 0,5 1 Km



Etablissement public du Ministère chargé du développement durable



**E) SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

Le site TRD a mis en place un programme de surveillance de ses eaux souterraines, conformément aux prescriptions de son arrêté préfectoral du 29 janvier 1999.

Cette surveillance est effectuée sur les 3 piézomètres (un piézomètre amont et 2 piézomètres aval) localisés sur le plan page suivante et porte sur les paramètres définis par arrêté préfectoral :

- ↳ DCO,
- ↳ DBO5,
- ↳ MEST,
- ↳ indice phénol,
- ↳ NTK,
- ↳ phosphore total,
- ↳ hydrocarbures totaux.

Les résultats des analyses effectuées au cours des 5 dernières années sont présentés à la suite du plan de localisation des piézomètres.

**Figure 19 - Localisation des piézomètres**

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*



Résultats des analyses réalisées au niveau du piézomètre 1

Paramètre	Unité	Février 2009	Août 2009	Février 2010	Sept. 2010	Mars 2011	Mars 2012	Nov. 2012	Août 2013	Janvier 2014	Août 2014	Nov. 2014	Avril 2015	Oct. 2015	Mars 2016	Sept. 2016	Mars 2017	Octobre 2017
Piézomètre 1 (aval nord-ouest)																		
pH	/	/	/	/	/	7,2	7,3	7,3	7,1	7,2	7,5	7,3	7,4	7,3	7,2	7,0	7,2	7,6
MEST	mg/L	/	< 2	2,1	< 2	< 2	< 5	< 5	< 5	< 5	<5	<5	<5	<5	<2	<2	<2	<2
DBO <sub>5</sub>	mg/L	< 3	< 3	< 3	< 3	< 3	< 3	< 0,05	< 3	< 3	<3	<3	<3	4	<3	<3	<3	<3
DCO	mg/L	< 30	< 30	< 30	< 30	< 30	< 15	< 15	< 15	< 15	<15	<15	<15	<15	<15	<15	<15	<10
NTK	mg/L	< 1	< 1	< 1	/	< 1	4,1	< 2	< 5	< 5	<5	<5	<5	<5	<5	<5	<5,0	<2,0
Phosphore	mg/L	/	< 0,005	< 0,005	0,007	< 0,005	/	< 0,3	0,04	< 0,03	<30	<0,03	<0,03	<30	<0,03	<0,03	<0,03	<0,03
Indice phénol	µg/L	/	< 10	< 10	< 10	< 10	< 10	< 10	< 10	< 10	<10	<10	<10	<10	<10	<10	<0,01	<0,01
Hydrocarbures totaux	mg/L	/	0,45	0,45	1,83	0,29	0,80	< 0,05	0,09	< 0,05	< 0,05	< 0,05	< 0,06	0,07	<0,05	<0,05	0,12	< 0,05

Résultats des analyses réalisées au niveau du piézomètre 2

Paramètre	Unité	Février 2009	Août 2009	Février 2010	Sept. 2010	Mars 2011	Mars 2012	Nov. 2012	Août 2013	Janvier 2014	Août 2014	Nov. 2014	Avril 2015	Oct. 2015	Mars 2016	Sept. 2016	Mars 2017	Octobre 2017
Piézomètre 2 (aval nord-est)																		
pH	/	/	/	/	/	7,3	7,4	7,2	7,3	7,1	/	7,4	7,4	7,3	7,4	7,3	7,4	7,7
MEST	mg/L	/	3	2,7	< 2	< 2	< 5	< 5	< 5	< 5	/	<5	<5	<5	2,7	<2	< 2	< 2
DBO <sub>5</sub>	mg/L	< 3	< 3	< 3	< 3	< 3	< 3	< 0,05	< 3	< 3	/	6	<3	<3	<3	<3	< 3	< 3
DCO	mg/L	< 30	< 30	< 30	< 30	< 30	< 15	< 15	< 15	< 15	/	<15	<15	<15	<15	<15	< 15	< 10
NTK	mg/L	< 1	< 1	< 1	/	< 1	< 2	4,9	< 2	< 2	/	<5	<5	<5	<5	<5	< 5	< 2
Phosphore	mg/L	/	< 0,005	0,006	0,009	0,006	/	< 0,3	0,08	< 0,03	/	<30	<0,03	<30	<0,03	<0,03	< 0,03	< 0,03
Indice phénol	µg/L	/	< 10	< 10	< 10	< 10	< 10	< 10	< 10	< 10	/	<10	<10	<10	<10	<10	<0,01	<0,01
Hydrocarbures totaux	mg/L	/	< 0,03	0,48	0,04	0,04	< 0,05	< 0,05	< 0,05	< 0,05	/	< 0,05	< 0,06	< 0,05	<0,05	< 0,05	< 0,05	< 0,05

Résultats des analyses réalisées au niveau du piézomètre 3

Paramètre	Unité	Février 2009	Août 2009	Février 2010	Sept. 2010	Mars 2011	Mars 2012	Nov. 2012	Août 2013	Janvier 2014	Août 2014	Nov. 2014	Avril 2015	Oct. 2015	Mars 2016	Sept. 2016	Mars 2017	Octobre 2017
Piézomètre 3 (amont)																		
pH	/	/	/	/	/	7,2	7,5	/	/	7,3	7,5	7,5	7,5	7,5	7,4	/	7,5	7,6
MEST	mg/L	/	3	2,3	7,6	< 2	18	/	/	8	<5	<5	<5	<5	2,8	/	< 2	< 2
DBO <sub>5</sub>	mg/L	< 3	< 3	< 3	< 3	< 3	< 3	/	/	10	<3	<3	<3	<3	<3	/	< 3	< 3
DCO	mg/L	< 30	< 30	< 30	< 30	< 30	< 15	/	/	< 15	<15	<15	<15	<15	<15	/	< 15	< 10
NTK	mg/L	< 1	< 1	< 1	/	< 1	< 2	/	/	< 5	<5	<5	<5	<5	<5	/	< 5	< 2
Phosphore	mg/L	/	0,043	0,04	0,091	0,023	/	/	/	< 0,03	<30	<0,03	<0,03	<30	0,06	/	< 0,03	< 0,03
Indice phénol	µg/L	/	< 10	< 10	< 10	< 10	< 10	/	/	< 10	<10	50	<10	<10	<10	/	<0,01	<0,01
Hydrocarbures totaux	mg/L	/	< 0,03	< 0,03	0,13	< 0,03	0,60	/	/	< 0,05	< 0,05	< 0,05	< 0,05	< 0,05	< 0,05	/	< 0,05	< 0,05

Le suivi des eaux souterraines au droit du site a révélé la présence de traces de polluants, en amont et en aval du site, ce qui suggère que le site n’est pas à l’origine des concentrations observées.

Les concentrations en substances indésirables mesurées dans les eaux souterraines en 2017 sont faibles, bien souvent inférieures à la valeur de quantification. Seule une très faible concentration en hydrocarbures (indice hydrocarbure C10-C40 à 0,12 mg/l) a été relevée sur le piézomètre au nord-ouest, en aval du site. Les relevés piézométriques indiquent que la profondeur de la nappe est de l’ordre de 50 m et que l’eau s’écoule du sud vers le nord au droit du site.

### 3.1.4 SITES POTENTIELLEMENT POLLUES A PROXIMITE

Les bases de données BASIAS et BASOL regroupent les sites potentiellement pollués (BASOL) et industriels (BASIAS).

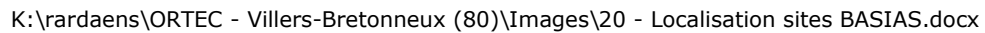
Dans un rayon d'1 km autour de la zone d'étude, la base de données BASIAS recense 5 sites, parmi lesquels le site TRD, tandis que la base de données BASOL n'en recense qu'un (le site TRD en l'occurrence).

Le tableau ci-dessous regroupe les informations relatives à ces sites.

Identifiant	Nom	Commune	Activité	Etat	Distance au site (m)
<b>Sites BASIAS</b>					
<b>PIC8003702</b>	<b>TRD – VIDAM</b>	<b>Villers-Bretonneux</b>	<b>Dépôt de liquides inflammables Traitement de déchets industriels banals Traitement de déchets industriels spéciaux</b>	<b>Pollué connu</b>	<b>/</b>
PIC8002509	POMMIER	Villers-Bretonneux	Garage, atelier mécanique et soudure	Inventorié	30 m à l'ouest
PIC8003702	AIRPLAST	Villers-Bretonneux	Fabrication, transformation et/ou dépôt de matières plastiques de base (PVC, polystyrène,...) Fabrication d'équipements électriques et électroniques automobiles	Inventorié	50 m au nord-ouest
PIC8001015	SCEA DELPORTE	Villers-Bretonneux	Activités de soutien à l'agriculture et traitement primaire des récoltes (coopérative agricole, entrepôt de produits agricoles stockage de phytosanitaires, pesticides...)	Inventorié	800 m au sud-ouest
PIC8002838	BP FRANCE	Villers-Bretonneux	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage) Dépôt de liquides inflammables Dépôt ou stockage de gaz	Inventorié	1,0 km au sud-ouest
<b>Site BASOL</b>					
<b>80.0047</b>	<b>VIDAM</b>	<b>Villers-Bretonneux</b>	<b>Traitement de déchets industriels</b>	<b>/</b>	<b>/</b>

A noter que le site est référencé dans la base de données BASOL suite à la découverte d'une pollution en 2001, soit bien avant la reprise du site par ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT.

La localisation des sites recensés dans le tableau ci-dessus est présentée page suivante.



### 3.1.5 ETAT DE POLLUTION DES SOLS

Le site TRD est soumis à plusieurs rubriques ICPE relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature des Installations Classées, à savoir les rubriques 3510 (élimination ou valorisation des déchets dangereux) et 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux).

Il est donc nécessaire d'entrer dans la procédure d'élaboration d'un rapport de base.

Le rapport de base est l'état des lieux représentatif de la qualité des sols et des eaux souterraines au droit d'un site industriel soumis à la réglementation dite IED, au démarrage de l'exploitation ou, pour les sites existants, à la date de réalisation du rapport de base.

Le périmètre IED devant faire l'objet du rapport de base est défini comme étant la « *zone géographique accueillant les installations IED d'un site, ainsi que leur périmètre d'influence en matière de pollution des sols et des eaux souterraines* ». Pour le site TRD, sont notamment inclus dans ce périmètre :

- ↳ le laboratoire,
- ↳ les installations de transit de déchets,
- ↳ les installations de traitement de déchets solides (zone conditionnés),
- ↳ les installations de traitement de déchets liquides (zone liquides vrac).

Les analyses réalisées sur le site et consultées pour l'élaboration de ce rapport de base montrent une contamination des sols au droit du site.

Cependant, aucune mesure de gestion n'est à mettre en œuvre dans le cadre de l'usage industriel du site.

Le rapport de base est présenté en Annexe 14.

Les pollutions au droit des cuves enterrées ont été traitées, les cuves inertées.

Les pollutions restantes seront traitées à l'occasion du chantier de la voie de contournement et de la construction du bâtiment de réception.

## 3.2 CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS

### 3.2.1 ALIMENTATION ET CONSOMMATION EN EAU

#### A) SITUATION ACTUELLE

Le site TRD est alimenté en eau potable par le SIEP du Santerre via 3 arrivées d'eau.

La consommation annuelle d'eau est de l'ordre de 1 700 m<sup>3</sup>. Les principaux postes de consommation en eau sont les suivants :

- ↳ les installations sanitaires,
- ↳ l'activité de rinçage des citernes de camions,
- ↳ l'activité de rinçage des bacs et des GRV,
- ↳ le rechargement des camions hydrocureurs.

#### B) SITUATION FUTURE

La distribution de l'eau potable restera assurée par le SIEP du Santerre.

Les postes de consommation en eau resteront identiques à ceux d'aujourd'hui.

Le site prévoit la récupération des eaux pluviales dans une cuve de 100 m<sup>3</sup>, actuellement non utilisée sur le site, afin de la réutiliser sur le site.

Les eaux ainsi récupérées seront utilisées pour le rinçage des citernes de camions.

Compte tenu de l'évolution des capacités d'admission et de traitement des déchets sur le site ainsi que de la mise en place de cette solution de récupération des eaux pluviales, le site TRD s'attend à une réduction de sa consommation en eau, qui sera donc inférieure à 1 700 m<sup>3</sup>/an dans la configuration future.

### 3.2.2 MODE DE COLLECTE ET DE REJET

#### A) SITUATION ACTUELLE

Le réseau d'assainissement du site est de type séparatif. Les rejets du site sont constitués :

- ↳ d'eaux usées domestiques ;
- ↳ d'eaux pluviales ayant ruisselé sur les toitures des bâtiments et sur les voiries du site ;
- ↳ d'eaux usées industrielles issues principalement des eaux usées de rinçage des citernes des camions, des GRV, des eaux de paillasse du laboratoire.

Pour rappel, le site TRD est divisé en 2 grandes zones distinctes : une première zone « liquides vrac » au sud-est, comprenant une zone de dépotage au nord du site, et une zone « conditionnés », plus grande que la précédente.

***Eaux usées domestiques***

Les eaux usées domestiques (eaux vannes, eaux de lavage), issues des bureaux dans les parties nord, ouest et sud-est, sont collectées dans le réseau public d'assainissement des eaux usées et traitées par la station d'épuration de Villers-Bretonneux avant d'être rejetées dans le milieu naturel.

***Eaux pluviales***Eaux pluviales de la zone des pistes de dépotage (partie nord)

Les eaux pluviales de la zone des pistes de dépotage sont collectées, traitées par le séparateur d'hydrocarbures « dépotage », puis infiltrées via le fossé nord.

Eaux pluviales de la zone liquides vrac (partie sud-est)

Les eaux pluviales de voirie de la zone sont collectées et dirigées vers le bassin de collecte « liquides vrac », au sud-est, de 120 m<sup>3</sup>, puis traitées par le séparateur d'hydrocarbures « liquide vrac » avant d'atteindre le bassin de tamponnement « liquides vrac » de 120 m<sup>3</sup> également, muni d'une vanne de barrage et d'un limiteur de débit (5 L/s), puis d'être infiltrées dans le massif d'infiltration au sud-est.

Les eaux pluviales de toiture de la zone sont collectées et rejoignent directement le bassin de tamponnement « liquides vrac ».

Les eaux météoriques tombées dans les rétentions font l'objet d'analyses, puis sont dirigées par pompage vers le bassin de collecte « liquides vrac ».

En cas de non-conformité aux valeurs de rejet, les eaux sont reprises et traitées comme un déchet en filière externe autorisée.

Eaux pluviales de la zone conditionnés (partie centre du site)

La zone « conditionnés » est en rétention (muret).

Les eaux collectées dans cette zone ramenées en point bas au sud-ouest de la rétention font l'objet d'une analyse.

Lorsque les eaux sont conformes, la vanne de barrage est ouverte et les eaux s'écoulent dans le « fossé conditionnés » vers un dégrilleur puis un dispositif siphonide de séparation d'hydrocarbures. Les eaux ainsi traitées sont ensuite dirigées, via une fosse de relevage, vers le réseau communal au nord du site.

En cas de non-conformité aux valeurs de rejet, les eaux sont reprises et traitées comme un déchet en filière externe autorisée.

Les eaux pluviales de voirie suivent le même cheminement que les eaux collectées et retenues des zones de travail.

Les eaux pluviales de toiture sont collectées et dirigées directement vers le fossé précité.

Eaux pluviales de la zone déchets en transit (partie ouest du site)

Les eaux pluviales de voirie de cette zone sont collectées puis traitées par un dégrilleur et un séparateur d'hydrocarbures.

Après traitement, ces eaux rejoignent le « fossé conditionnés » et les eaux de la zone conditionnés.

Les eaux pluviales de toiture collectées dans cette zone rejoignent directement le « fossé conditionnés » et les eaux de la zone conditionnés.

Eaux pluviales de la zone nord du site

Les eaux pluviales de toiture (2 bungalows et le laboratoire) sont directement infiltrées dans un puits d'infiltration.

Les eaux de voirie sont collectées et dirigées vers la fosse de relevage puis dirigées vers le réseau communal.

Eaux pluviales du bâtiment administratif (partie nord-ouest du site)

Les eaux pluviales de toiture et voirie sont collectées et rejetées dans le réseau communal.

***Eaux industrielles***

Les eaux usées industrielles sont principalement des eaux de rinçage des citernes des camions, des bacs et des GRV.

Les eaux récupérées intègrent les filières de transit du centre : elles sont traitées sur le site ou évacuées vers une installation extérieure.

Les bacs et les GRV sont rincés au nettoyeur haute pression. Les eaux récupérées au sein de la rétention intègrent les filières de transit du centre : elles sont traitées sur le site ou évacuées vers une installation extérieure.

Le laboratoire est également à l'origine d'eaux usées (eaux de paillasse). Ces eaux sont collectées et traitées en interne sur le site.

Ainsi, les dispositions techniques prises par la société garantissent que le site TRD n'est à l'origine d'aucun rejet d'eaux usées industrielles.

## **B) SITUATION FUTURE**

Le réseau d'assainissement du site sera de type séparatif, comme c'est déjà le cas actuellement. La typologie des rejets restera identique à la situation actuelle.

Aux eaux industrielles déjà identifiées s'ajouteront les eaux issues de l'activité d'évapoconcentration (distillats) ainsi que celles issues de l'installation de traitement physico-chimique et biologique.

### ***Eaux usées domestiques***

Comme actuellement, les eaux usées domestiques (eaux vannes, de lavage) issues des bureaux seront collectées et dirigées vers le réseau public d'assainissement.

Les eaux usées domestiques rejetées dans le réseau communal seront ensuite traitées par la station d'épuration de Villers-Bretonneux, avant d'être rejetées dans le milieu naturel par infiltration.

### ***Eaux pluviales***

L'objectif du site TRD est de rationaliser la gestion de ses eaux.

La principale modification concernera la collecte des eaux pluviales de la zone conditionnés.

En effet, les eaux de voirie collectées seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures puis dirigées vers le bassin premiers flots « conditionnés » au sud-ouest du site, qui aura pour fonction de recueillir les premiers flots en cas de pluie, susceptibles d'être pollués.

Les eaux ainsi collectées feront l'objet d'analyses, puis seront pompées vers le bassin de tamponnement « conditionnés » équipé d'un limiteur de débit (5 L/s) et d'une vanne guillotine, qui aura pour fonction de réguler le rejet des eaux pluviales. En sortie du bassin de tamponnement, les eaux pluviales rejoindront le réseau communal au sud du site.

En cas de non-conformité décelée lors des analyses, les eaux seront traitées en interne ou en externe sur des installations adaptées.

Les eaux de toiture seront dirigées directement vers le bassin de tamponnement « conditionnés ».

De plus, les eaux collectées dans la zone liquides vrac rejoindront le réseau communal au sud du site depuis le bassin de tamponnement, et ne seront plus infiltrées comme c'est le cas actuellement.

Lors des événements pluvieux importants, les eaux pluviales de voirie seront dirigées vers le bassin premiers flots (pour les 20 premiers mm tombés) puis seront directement dirigées vers le bassin de tamponnement avec les eaux pluviales de toiture.

Le dimensionnement des bassins, réalisé pour une pluviométrie trentennale, est présenté en Annexe 15.



***Eaux industrielles***

L'activité de rinçage de citerne sera effectuée au nord de l'activité conditionnés sur une aire dédiée. Les eaux récupérées intégreront les filières de transit du centre : elles seront traitées sur le site ou évacuées vers une installation extérieure.

Les bacs et les GRV seront rincés au karcher, au sein d'une zone spécifique derrière l'atelier. Les eaux récupérées au sein de la rétention intégreront les filières de transit du centre : elles seront traitées sur le site ou évacuées vers une installation extérieure.

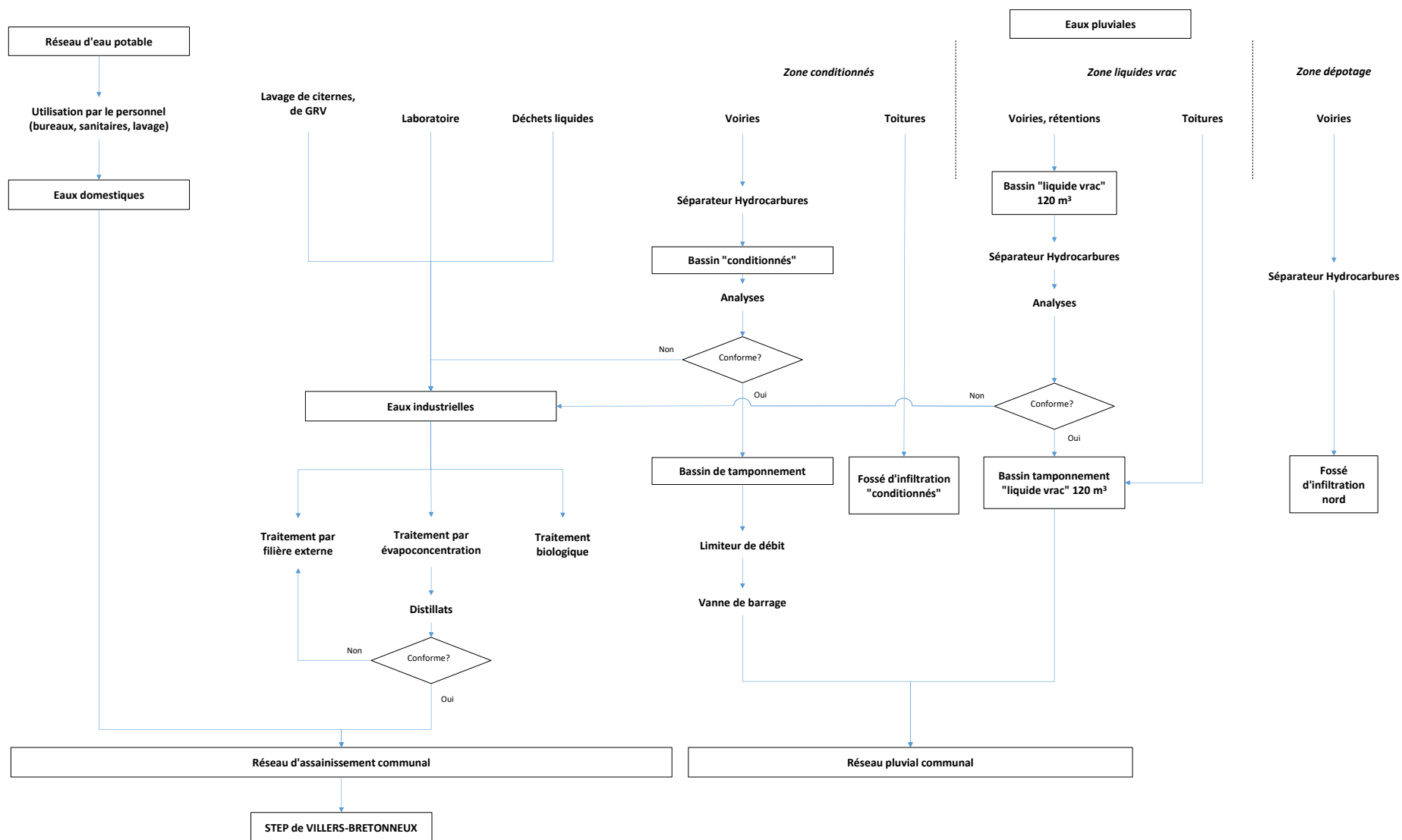
Le laboratoire sera également à l'origine d'eaux usées. Ces eaux seront traitées en interne sur le site.

L'activité d'évapoconcentration sera à l'origine de rejets d'eaux usées industrielles au réseau communal, qui seront dirigées vers la nouvelle station d'épuration de Villers-Bretonneux, d'une capacité de 8 000 équivalent-habitants.

Une partie des eaux regues (déchets) ou collectées sur le site (eaux pluviales, eaux provenant d'autres opérations de traitement) seront traitées par une installation physico-chimique et biologique. Cette installation sera à l'origine d'eaux industrielles collectées, traitées et dirigées vers le réseau communal puis la nouvelle station d'épuration de Villers-Bretonneux.

Le schéma en page suivante présente l'organisation des réseaux d'assainissement du site.

L'ensemble des réseaux est présenté sur le plan au 1/500 en Annexe 2.



### 3.2.3 CARACTERISTIQUES DES REJETS

#### A) EAUX USEES DOMESTIQUES

##### *Situation actuelle*

Les eaux usées domestiques du site représentent environ 216 m<sup>3</sup> par an<sup>1</sup>.

Ces eaux sont susceptibles de contenir des matières fécales et des traces de produits standards de nettoyage. Elles sont assimilables à des eaux usées domestiques et sont finalement traitées par la station d'épuration communale.

Inaugurée en janvier 2014, cette station d'épuration biologique permettra notamment de faire face aux besoins des industriels de la zone. Sa capacité de traitement est de 8 000 équivalent-habitants. Les eaux traitées sont infiltrées dans le milieu naturel.

Les eaux usées domestiques issues du site TRD respectent les valeurs limites de concentration définies par l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, ainsi que les valeurs limites d'émission de la convention de déversement existante, à savoir :

Paramètres	Valeur Limite de concentration (mg/L)	Valeur Limite de concentration (mg/L) Convention de déversement
MES	600	600
DCO	2 000	2 000
DBO <sub>5</sub>	800	800
Azote global	150	150
Phosphore total	50	50

##### *Situation future*

La situation future sera identique à la situation actuelle.

---

<sup>1</sup> Sur la base de 30 L d'eau par personne et par période de travail, pour 30 personnes et 240 jours par an

## B) EAUX INDUSTRIELLES

### ***Situation actuelle***

Le site ne génère actuellement aucun rejet d'eaux usées industrielles.

### ***Situation future***

Dans sa configuration future, le site comportera une installation d'évaporation avec recondensation et une unité de traitement physico-chimique et biologique.

Ces installations de traitement seront à l'origine de rejets d'eaux industrielles vers la nouvelle station d'épuration de Villers-Bretonneux, estimés à 15 000 m<sup>3</sup>/an.

Les eaux usées industrielles issues du site respecteront les valeurs limites de concentration définies par l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :

Paramètres	Code SANDRE	Valeur Limite de concentration (mg/L)
MES	1305	600
DCO	1314	2 000
DBO <sub>5</sub>	1313	800
Azote global	1551	150
Phosphore total	1350	50

La station d'épuration de Villers Bretonneux étant une station d'épuration urbaine, les concentrations en micropolluants des eaux usées industrielles devront être conformes aux valeurs limites d'émission pour un rejet dans le milieu naturel.

Ces dispositions sont complétées par l'article 33 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 qui impose des valeurs limites d'émission dans l'eau pour certaines activités, et notamment :

- l'alinéa 18 applicable aux installations de traitement de déchets dangereux (visés par la rubrique 2790) et les installations de tri/ transit/ regroupement de déchets dangereux (visées par les rubriques 2717 et 1718),
- l'alinéa 15 concernant le lavage de citerne.

Le tableau en page suivante synthétise les principales valeurs limites d'émission que doivent respecter les eaux usées industrielles.

Paramètres	N°CAS	Code SANDRE	Valeur Limite de concentration (mg/L)	Seuil de flux
<b>Substances caractéristiques des activités industrielles</b>				
<b>Substances caractéristiques des installations de traitement de déchets dangereux et des installations de tri/ transit/ regroupement de déchets dangereux pour un rejet au milieu naturel</b>				
Indice phénol	108-95-2	1440	0,3	> 3 g/j
Cyanures libres (en CN <sup>-</sup> )	57-12-5	1084	0,1 0,2 (installations de transit/ traitement de déchets dangereux)	> 1 g/j
Chrome hexavalent et composés (en Cr <sup>6+</sup> )	18540-29-9	1371	0,05	> 1 g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1	> 5 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,15 (cas général) 0,25 (installations de transit/ traitement de déchets dangereux)	> 5 g/j
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1	> 5 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,2 (cas général) 1 (installations de transit/ traitement de déchets dangereux avec traitement physico-chimique minéral)	> 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 (cas général) 2 (installations de transit/ traitement de déchets dangereux)	> 20 g/j
Manganèse et ses composés (en Mn)	7439-96-5	1394	1	> 10 g/j
Etain et ses composés (en Sn)	7440-31-5	1380	2	> 20 g/j
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	-	7714	5	> 20 g/j
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1	> 30 g/j
Hydrocarbures totaux	-	7009	10	> 100 g/j
Ion fluorure	16984-48-8	7073	15	> 150 g/j
<b>Substances spécifiques aux installations de traitement de déchets dangereux et aux installations de tri/ transit/ regroupement de déchets dangereux pour un rejet au milieu naturel (article 33-18 de l'AM 02/02/1998)</b>				
pH	-	-	5,5 > pH > 8,8 ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline	-
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	0,2	> 0,5 g/j
Dichlorométhane (chlorure de méthylène)	75-09-2	1168	0,1	> 5 g/j
<b>Substances spécifiques aux installations de lavage de citernes (article 33-15 de l'AM 02/02/1998)</b>				
Toluène	108-88-3	1278	0,15	> 5 g/j
Xylènes (somme o, m, p)	1330-20-7	1780	0,2	> 5 g/j
Dichlorométhane (chlorure de méthylène)	75-09-2	1168	0,2	> 5 g/j
Ethylbenzène	100-41-4	1497	0,1	> 5 g/j

Une convention de rejet a été signée entre la société ORTEC SE et le gestionnaire de la nouvelle station d'épuration communale.

La convention est présentée en Annexe 7.

## C) EAUX PLUVIALES

### ***Situation actuelle***

Les eaux pluviales sont constituées des eaux pluviales de toiture et des eaux pluviales de parkings et voiries du site.

Les rejets d'eaux pluviales doivent respecter les valeurs limites définies par l'arrêté du 2 février 1998 pour un rejet au milieu naturel, à savoir :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration limite (mg/L)
MES	1305	35
DBO <sub>5</sub>	1313	30
DCO	1314	125
Azote global	1551	30
Phosphore total	1350	10
Hydrocarbures totaux	7009	10

Le pH est compris entre 5,5 et 8,5, et la température est inférieure à 30°C.

### ***Situation future***

Le projet de réaménagement du site permettra d'augmenter la part de surfaces couvertes sur le site (atelier broyage, atelier CSS...) , ce qui permettra de réduire les quantités d'eaux pluviales entrant en contact avec les déchets et ainsi de réduire les quantités d'eaux pluviales chargées en substances indésirables.

Dans la situation future, les valeurs limites de rejet seront identiques à celles actuellement applicables.

Une convention de rejet au réseau d'eaux pluviales (disponible en Annexe 7) a été signée entre la société ORTEC SE et le gestionnaire de la station d'épuration communale.

Pour certains types d'eaux pluviales, le site prévoit la mise en place d'une installation d'évapo-concentration pour améliorer leur qualité avant rejet dans le réseau pluvial public de sorte que les substances présentes puissent respecter les valeurs limites d'émission applicables aux substances visées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour un rejet au milieu naturel. Si le traitement réalisé demeurerait insuffisant, les eaux pluviales seraient évacuées vers la station d'épuration communale.

Le rejet des eaux pluviales traitées est autorisé par la convention spéciale de déversement des eaux usées au réseau collectif d'assainissement, présentée en Annexe 7.

### **3.2.4 POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **A) SITUATION ACTUELLE**

Au vu des activités du site, différents déversements accidentels ou fuites peuvent être envisagés, au niveau :

- ↳ de la cuve de stockage de GNR,
- ↳ de l'installation de distribution de GNR,
- ↳ de la zone conditionnés,
- ↳ des cuves de regroupement,
- ↳ de la zone alvéoles (déchets en transit),
- ↳ de la zone liquides vrac,
- ↳ de la zone de dépotage des liquides vrac,
- ↳ des cuves horizontales d'eaux souillées.

Le site est placé en rétention globale, permettant ainsi de confiner tout déversement accidentel.

#### **B) SITUATION FUTURE**

Les modifications prévues sur le site n'amèneront pas de nouvelle source de déversement.

Dans la configuration future, le site permettra de confiner tout déversement accidentel.

### **3.3 MESURES PREVENTIVES ET EVALUATION DE L'IMPACT**

#### **3.3.1 CONCERNANT LA CONSOMMATION EN EAU**

Le site TRD est alimenté en eau potable par le SIEP du Santerre.

La présence d'un dispositif de disconnexion permet d'éviter tout retour de pollution au niveau du réseau d'alimentation d'eau de ville.

Compte tenu de l'évolution du site (augmentation des capacités d'admission) et de la récupération des eaux pluviales, la consommation en eau restera du même ordre de grandeur qu'actuellement, à savoir environ 1 700 m<sup>3</sup>/an.

Un contrôle et un suivi régulier de la consommation sont réalisés afin de détecter toute fuite ou toute surconsommation anormale.

#### **3.3.2 CONCERNANT LES REJETS**

##### **A) EAUX USEES DOMESTIQUES**

Les eaux usées domestiques (eaux vannes, de lavage), issues des bureaux en parties nord, ouest et sud-est, sont collectées et dirigées vers le réseau communal.

Les eaux usées domestiques rejetées dans ce dernier sont ensuite traitées par la station d'épuration de Villers-Bretonneux avant d'être rejetées dans le milieu naturel.

Les caractéristiques de rejet respecteront les valeurs réglementaires applicables au site.

##### **B) EAUX INDUSTRIELLES**

Les activités d'évapoconcentration et de traitement physico-chimique et biologique seront à l'origine de rejets d'eaux usées industrielles. Ces eaux seront collectées et dirigées vers la station d'épuration communale, dont les eaux traitées sont infiltrées.

Les eaux pluviales non conformes aux valeurs limites de rejet au milieu naturel pourront faire l'objet d'un rejet vers la station d'épuration communale, sous réserve de respecter les conditions de rejet fixées dans la convention de rejet.

Les caractéristiques de rejet respecteront les valeurs réglementaires applicables au site.

La convention de rejet signée avec le gestionnaire de la station d'épuration communale a été étendue à l'ensemble des rejets du site TRD en configuration future. La convention réglemente la qualité des eaux reçues en station d'épuration et prévoit la surveillance de substances dangereuses pour le milieu aquatique afin de s'assurer qu'elles restent inférieures aux concentrations admissibles dans les milieux récepteurs naturels.

La capacité de la nouvelle station d'épuration de Villers-Bretonneux est de 8 000 Eq-hab, pour une charge de 5 905 Eq-hab.



L'article 2224-6 du Code général des collectivités territoriales définit 1 Eq-Hab comme une charge de 60 g de DBO<sub>5</sub>/jour. La définition d'1 Eq-hab peut s'étendre à :

- ↳ 135 g de DCO/j,
- ↳ 15 g d'azote Kjeldah/j,
- ↳ 4 g de phosphore total/j.

Sur cette base, la charge susceptible d'être admise par la station d'épuration communale est la suivante :

	Capacité de la station de Villers-Bretonneux	Charge actuelle	Charge disponible
Eq-hab	8 000	5 905	2 095
DBO <sub>5</sub> (g)	480 000	354 300	125 700
DCO (g)	1 080 000	797 175	282 825
NTK (g)	120 000	88 575	31 425
Ptotal (g)	32 000	23 620	8 380

Sur la base des rejets présentés au §3.2.3b)Eaux industrielles de cette étude d'impact, les flux rejetés seront les suivants :

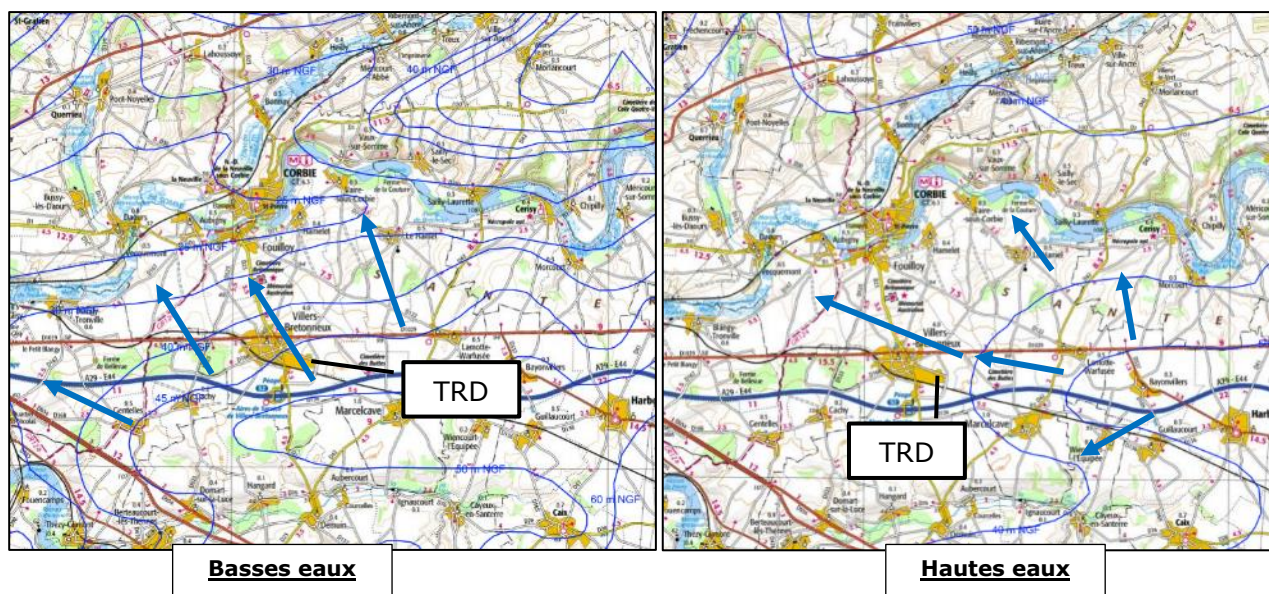
	Concentration limite (g/L)	Flux (g/j)
DBO <sub>5</sub>	0,80	46 154
DCO	2,00	115 385
Nglobal	0,15	8 654
Ptotal	0,05	2 885

La station d'épuration de Villers-Bretonneux est suffisamment dimensionnée pour traiter les eaux usées générées par le site TRD, d'autant plus que le calcul est réalisé sur la base de valeurs limites de rejet (soit un maximum théorique) qui ne devrait être atteint que de manière exceptionnelle. Enfin, la charge sera lissée afin de faciliter son traitement par la station d'épuration communale. En tout état de cause, le calcul de manière majorante montre que le rejet n'occupe que 40% de la charge disponible.

La station d'épuration de VILLERS-BRETONNEUX a fait l'objet d'une étude d'impact lors de sa demande d'autorisation d'exploiter au titre de la Loi sur l'Eau. L'étude d'impact a pris en compte les particularités géologiques et hydrogéologiques du secteur pour évaluer l'impact de l'infiltration des eaux usées traitées:

- Les aquifères principaux de la région d'Amiens sont la nappe de la craie de la moyenne vallée de la Somme et la nappe de la vallée de la Somme aval. La nappe de la craie offre une ressource en eau souterraine pour l'alimentation en eau potable et pour l'utilisation agricole et industrielle ;
- Toutefois, dans le secteur de Villers-Bretonneux, les limons comportent une forte proportion d'argile glaiseuse : cette couche d'argiles limoneuses – qui présente une perméabilité faible – permet de limiter la vulnérabilité des nappes d'eau au droit du site ORTEC ; au droit de la station d'épuration, la géologie est un peu différente puisqu'elle repose sur la craie blanche phosphatée du Santonien, accessible à 7-8 m de profondeur ;

- Les puits d'infiltration de la station d'épuration de VILLERS-BRETONNEUX se situent à l'ouest de la station d'épuration. D'après les informations disponibles sur le site infoterre du BRGM, la base des puits se situe à environ 10 m, dans la craie.
- Selon la carte de localisation des captages d'alimentation en eau potable (AEP) fournie dans le DDAE, aucun captage AEP n'est présent dans un rayon de 3 km autour de la zone d'étude ;
- Les 8 captages d'eau recensés sont utilisés à des fins agricoles ou industrielles ;
- Selon les piézomètres implantés sur le site d'ORTEC, la profondeur de la nappe est de l'ordre de 50 m. D'après les éléments disponibles sur la BSS eau, la profondeur de la nappe est de l'ordre de 40 m au droit des puits d'infiltration de la station d'épuration.
- D'après le site du SIGES Nord-Pas-de-Calais, le sens d'écoulement de la nappe de la craie est orienté vers le nord-ouest. Les eaux infiltrées dans la nappe alimentent la Somme canalisée, à environ 4 km au nord de la station d'épuration. Les eaux de la station d'épuration se retrouvent in fine dans les eaux superficielles.



Il n'y a donc **pas de captage d'eau potable à proximité immédiate du site ORTEC ni de la station d'épuration**. La nappe de la craie se retrouve à plus de 40 m sous le niveau du sol, soit à environ 30 m de profondeur sous la base des puits d'infiltration de la station d'épuration de VILLERS-BRETONNEUX.

Cette épaisseur de craie assure une épuration supplémentaire des eaux traitées issues de la station d'épuration avant de rejoindre la nappe de la craie.

Enfin, une partie des eaux de la nappe finira sa course dans la Somme.

### **C) EAUX PLUVIALES**

Une partie des eaux pluviales collectées sur le site seront réutilisées sur place.

Les eaux susceptibles d'être polluées seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet au milieu naturel (pour les eaux de voirie), intégrées aux procédés ou traitées en externe (pour les eaux collectées au niveau des aires de travail).

Le projet de la société ORTEC vise à augmenter les surfaces couvertes (bâtiments ou auvents) des différents ateliers : atelier broyage, atelier CSS, ... Même les déchets conditionnés qui sont actuellement réceptionnés sur une aire étanche transiteront par le futur bâtiment de réception. Cela aura pour conséquence de réduire la quantité d'eaux pluviales qui entreront en contact avec les déchets et ainsi de diminuer les substances indésirables dans les eaux pluviales.

Dans tous les cas, les eaux pluviales rejetées au milieu naturel respecteront les valeurs limites applicables au site.

Comme aujourd'hui, la qualité des eaux pluviales sera surveillée avant rejet au réseau communal. Si nécessaire, une nouvelle installation d'évapo-concentration pourra réaliser un traitement sur ces rejets.

Enfin, des bassins de tamponnement suffisamment dimensionnés permettront de limiter les débits de rejet, comme le montre la note de calcul en Annexe 16.

### **D) CONCERNANT LES DEVERSEMENTS ACCIDENTELS**

Le site TRD est sur rétention globale. En cas de déversement accidentel, une consigne d'intervention précise les actions à mener.

Toutes les surfaces du site susceptibles d'être exposées à des déversements accidentels seront étanchéifiées, et les installations de stockage et de dépotage seront mises sur rétention. Conformément à l'arrêté du 4 octobre 2010, les stockages vrac disposeront d'une rétention dont le volume est égal à :

- ↳ 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- ↳ 50% de la capacité totale de réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :

- ↳ 50% de la capacité totale des fûts dans le cas de liquides inflammables à l'exception des lubrifiants,
- ↳ 20% dans les autres cas,
- ↳ 800 L au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 L.

Les zones de stockage de produits susceptibles de causer des pollutions accidentelles des eaux et du sol sont recensées ci-après. Le dispositif de rétention associé permettant de palier à ces risques de pollution est également présenté.

Installation	Capacité de stockage	Rétention
Liquides vrac		
Dépotage des liquides vrac	(information confidentielle)	(information confidentielle)
Cuve T1		
Cuve T2		
Cuve T4		
Cuve T10		
Cuve T11		
Cuve T3		
Cuve T6		
Cuve T12		
Cuve T30		
Regroupement		
P1	(information confidentielle)	100 m³
P2		
P3		
P14		
P5		
Neutralisation		
P6 – Soude	(information confidentielle)	(information confidentielle)
P7 – Neutralisation 1		
P8 – Neutralisation 2		
P9 – Acide		
P10 – Acide vrac issus des PC regroupés		
P11 – Bases vrac issues des PC regroupés		
P12 – Eau souillée issue de l’aire de lavage		
Conditionnés		
Zone conditionnés	/	590 m³
Divers		
Cuve horizontale réserve incendie A	(information confidentielle)	(information confidentielle)
Cuve horizontale réserve incendie B		
Cuve horizontale réserve incendie C		
Fioul		

L'ensemble des zones de rétention sont correctement dimensionnées.

### 3.3.3 CONCERNANT LES EAUX D'EXTINCTION D'INCENDIE

#### A) BESOINS EN EAUX D'EXTINCTION

Le calcul des besoins en eau d'extinction en cas d'incendie est explicité au § d) de l'étude des dangers et présenté en Annexe 16.

Ce dernier aboutit à un volume de 360 m<sup>3</sup>.

La réserve d'eau d'extinction en cas d'incendie sera assurée par les 3 cuves horizontales et une citerne souple de 60 m<sup>3</sup>.

## **B) CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION**

Le calcul du dimensionnement de la rétention des eaux d'extinction d'incendie a été effectué selon le document technique D9A, présenté en Annexe 16.

Ce calcul prend en compte le volume d'eaux d'extinction correspondant à un incendie de 2h au sein de la plus grande zone non recoupée de l'activité solides vrac et conditionnés, le volume d'eau lié aux intempéries, et 20% du volume de liquide stocké, à savoir un volume total à confiner de 544 m<sup>3</sup>.

Les eaux d'extinction seront collectées et dirigées vers les 2 bassins au sud-ouest du site, d'une capacité totale de 574 m<sup>3</sup>.

### **3.3.4 CONCERNANT LA COMPATIBILITE VIS-A-VIS DU SDAGE**

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification de la gestion de l'eau établi pour chaque bassin, qui fixe les orientations fondamentales qui permettent de satisfaire à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, qui détermine les objectifs assignés aux masses d'eau, prévoit les dispositions nécessaires pour atteindre les objectifs environnementaux, prévenir la détérioration de l'état des eaux et décliner les orientations fondamentales.

Le SDAGE est élaboré et adopté par le comité de bassin puis approuvé par le préfet coordinateur de bassin.

Le SDAGE est établi pour un cycle de gestion de 6 ans. Il est accompagné d'un programme de mesures qui identifie les mesures clefs permettant d'atteindre les objectifs définis.

Tous les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles avec les dispositions du SDAGE. Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT), les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et les cartes communales doivent être compatibles avec les orientations fondamentales et les objectifs de qualité et de quantité définis par le SDAGE.

Le SDAGE et le programme de mesures pour la période 2016-2021 ont été approuvés par l'Arrêté Préfectoral du 23 novembre 2015.

Les tableaux ci-après examinent la compatibilité de l'exploitation du centre TRD vis-à-vis de certaines dispositions du SDAGE Artois Picardie pour la période 2016-2021.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
<i>Enjeu A : Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques</i>				
<b>Orientation</b> <b>A-1</b>	Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux	<b>Disposition</b> <b>A-1.1</b>	<u>Adapter les rejets à l'objectif de bon état</u> Les maîtres d'ouvrage (personne publique ou privée, physique ou morale), pour leurs installations, ouvrages, travaux et activités soumis aux obligations au titre du Code de l'environnement, du Code de la santé publique ou du Code général des collectivités locales, ajustent les rejets d'effluents urbains ou industriels au respect de l'objectif général de non dégradation et des objectifs physico-chimiques spécifiques assignés aux masses d'eau, continentale et marine, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût acceptable. Les objectifs sont précisés dans le chapitre 3. Les mesures présentant le meilleur rapport coût/efficacité seront à mettre en place en priorité. Tout projet soumis à autorisation ou à déclaration au titre du Code de l'environnement (ICPE ou loi sur l'eau) doit aussi : <ul style="list-style-type: none"> <li>- adapter les conditions de rejet pour préserver les milieux récepteurs particulièrement sensibles aux pollutions,</li> <li>- s'il ne permet pas de respecter l'objectif général de non dégradation et des objectifs physico-chimiques spécifiques assignés aux masses d'eau, étudier la possibilité d'autres solutions au rejet direct dans le cours d'eau (stockage temporaire, réutilisation,...).</li> </ul>	Le site prévoit la mise en place d'un système de récupération des eaux pluviales afin de les utiliser en tant que réserve incendie dans les 3 cuves horizontales de 100 m <sup>3</sup> .  Les eaux issues de l'installation d'évaporation et de l'installation de traitement physico-chimique et biologique et une partie des eaux pluviales seront dirigées prioritairement vers la station d'épuration communale. Seule une faible partie des eaux usées industrielles pourront être évacuées en tant que déchets.  Les eaux usées sanitaires sont également rejetées vers la station d'épuration communale.
<b>Orientation</b> <b>A-1</b>	Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux	<b>Disposition</b> <b>A-1.2</b>	<u>Améliorer l'assainissement non collectif</u> La mise en place de Services Publics d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est à encourager à une échelle intercommunale. Les SPANC veillent à la mise en conformité des installations présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution de l'environnement notamment dans les zones à enjeu sanitaire et dans les zones à enjeu environnemental pour l'assainissement non collectif définies dans la liste ou les cartes ou dans les documents de SAGE.	Non concerné

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
		<b>Disposition A-1.3</b>	<u>Améliorer les réseaux de collecte</u> Les maîtres d'ouvrage (personne publique ou privée, physique ou morale), pour leurs équipements, installations et travaux soumis à autorisation ou à déclaration au titre du Code de l'environnement et du Code général des collectivités territoriales, améliorent le fonctionnement des réseaux de collecte par le développement de la gestion patrimoniale et la mise en œuvre d'un diagnostic permanent du système d'assainissement (branchements, réseaux, station) pour atteindre les objectifs de bon état. Lors des extensions de réseaux, les maîtres d'ouvrages étudient explicitement l'option réseau séparatif et exposent les raisons qui lui font ou non retenir cette option, en accord avec le gestionnaire des réseaux existants si ce n'est pas le maître d'ouvrage. En cas d'opportunité, la valorisation énergétique de l'assainissement sera étudiée.	Le site dispose d'un réseau séparatif de collecte des eaux, permettant la distinction des eaux pluviales de voirie et de toiture, mais également des eaux usées industrielles et des eaux usées sanitaires.
<b>Orientation A-2</b>	Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbanisé par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles)	<b>Disposition A-2.1</b>	<u>Gérer les eaux pluviales</u> Les orientations et prescriptions des SCOT et des PLU communaux et intercommunaux comprennent des dispositions visant à favoriser l'infiltration des eaux de pluie à l'emprise du projet et contribuent à la réduction des volumes collectés et déversés sans traitement au milieu naturel.  La conception des aménagements ou des ouvrages d'assainissement nouveaux intègre la gestion des eaux pluviales dans le cadre d'une stratégie de maîtrise des rejets. Les maîtres d'ouvrage évaluent l'impact de leur réseau d'assainissement sur le milieu afin de respecter les objectifs physico-chimiques assignés aux masses d'eau.  Dans les dossiers d'autorisation ou de déclaration au titre du Code de l'environnement ou de la santé correspondant, l'option d'utiliser les techniques limitant le ruissellement et favorisant le stockage et ou l'infiltration sera obligatoirement étudiée par le pétitionnaire et la solution proposée sera argumentée face à cette option de « techniques alternatives ».	Les eaux pluviales collectées seront en partie réutilisées sur le site. Des bassins de tamponnement permettront de réguler l'apport du site au milieu naturel. Pour certains types d'eaux pluviales, le site prévoit la mise en place d'une installation d'évapoconcentration pour améliorer leur qualité avant rejet dans le réseau pluvial public de sorte que les substances présentes puissent respecter les valeurs limites d'émission applicables aux substances visées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour un rejet au milieu naturel. Si le traitement réalisé demeurerait insuffisant, les eaux pluviales seraient évacuées vers la station d'épuration communale. Jusqu'à ce jour, la société ORTEC réalisait l'infiltration des eaux pluviales sur le site. Toutefois, le site étant implanté sur plusieurs mètres de limons argileux, l'infiltration n'est pas optimale et l'exploitant a choisi de ne plus réaliser d'infiltration en bassin. Toutefois, les fossés d'infiltration en périphérie du site sont maintenus.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
		<b>Disposition A-2.2</b>	<u>Intégrer la gestion des eaux pluviales dans les zonages pluviaux</u> Les collectivités, lors de la réalisation des zonages, veilleront à identifier les secteurs où des mesures (techniques alternatives, ...) doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation et maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement et les secteurs où il est nécessaire de prévoir des installations de collecte, de stockage éventuel et si nécessaire de traitement des eaux pluviales et de ruissellement. Les zonages pluviaux seront pris en compte dans les documents d'urbanisme et figureront dans leurs annexes.	Non concerné directement
<b>Orientation A-3</b>	Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire	<b>Disposition A-3.1</b>	<u>Développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-3.2</b>	<u>Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs du SDAGE</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-3.3</b>	<u>Mettre en œuvre les plans d'actions régionaux (PAR) en application de la directive nitrates</u>	Non concerné
<b>Orientation A-4</b>	Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter des risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les cours d'eau les eaux souterraines et la mer	<b>Disposition A-4.1</b>	<u>Limiter l'impact des réseaux de drainage</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-4.2</b>	<u>Gérer les fossés</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-4.3</b>	<u>Limiter le retournement des prairies</u>	Non concerné
<b>Orientation A-5</b>	Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée	<b>Disposition A-5.1</b>	<u>Limiter les pompages risquant d'assécher les milieux aquatiques</u>	Le site ne dispose pas de forage.
		<b>Disposition A-5.2</b>	<u>Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif</u>	Le site ne dispose pas de forage.
		<b>Disposition A-5.3</b>	<u>Réaliser un entretien léger des milieux aquatiques</u>	Non concerné.
		<b>Disposition A-5.4</b>	<u>Mettre en œuvre des plans pluriannuels de gestion et d'entretien des cours d'eau</u>	Non concerné.
		<b>Disposition A-5.5</b>	<u>Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux</u>	Non concerné.



Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
		<b>Disposition A-5.6</b>	<u>Définir les caractéristiques des cours d'eau</u>	Non concerné.
		<b>Disposition A-5.7</b>	<u>Préserver l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau</u>	Non concerné.
<b>Orientation A-6</b>	Assurer la continuité écologique et une bonne gestion piscicole	<b>Disposition A-6.1</b>	<u>Prioriser les solutions visant le rétablissement de la continuité longitudinale</u>	Non concerné.
		<b>Disposition A-6.2</b>	<u>Assurer, sur les aménagements hydroélectriques nouveaux ou existants, la circulation des espèces dans les cours d'eau</u>	Non concerné.
		<b>Disposition A-6.3</b>	<u>Assurer une continuité écologique à échéance différenciée selon les objectifs</u>	Non concerné.
		<b>Disposition A-6.4</b>	<u>Prendre en compte les différents plans de gestion piscicole</u>	Non concerné.
<b>Orientation A-7</b>	Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité	<b>Disposition A-7.1</b>	<u>Privilégier le génie écologique lors de la restauration et l'entretien des milieux aquatiques</u>	Non concerné.
		<b>Disposition A-7.2</b>	<u>Limiter la prolifération d'espèces invasives</u> Les maîtres d'ouvrage d'opération de restauration et d'entretien des milieux aquatiques, les SAGE ou les autorités portuaires veillent également à améliorer la connaissance sur la localisation des plantes invasives et à mettre en place des moyens de lutte visant à les éradiquer si possible ou à limiter leur prolifération.	Non concerné.
<b>Orientation A-7</b>	Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité	<b>Disposition A-7.3</b>	<u>Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau</u>	Non concerné.
<b>Orientation A-8</b>	Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrières	<b>Disposition A-8.1</b>	<u>Conditionner l'ouverture et l'extension des carrières</u>	Non concerné.
		<b>Disposition A-8.2</b>	<u>Remettre les carrières en état après exploitation</u>	Non concerné.
		<b>Disposition A-8.3</b>	<u>Inclure les fonctionnalités écologiques dans les porter à connaissance</u>	Non concerné.
<b>Orientation A-9</b>	Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin et	<b>Disposition A-9.1</b>	<u>Eviter l'implantation d'habitations légères de loisirs dans le lit majeur des cours d'eau</u>	Non concerné.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
	préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	<b>Disposition A-9.2</b>	<u>Prendre en compte les zones à dominante humide dans les documents d'urbanisme</u>	Non concerné directement.  Le site n'est pas implanté en Zone à Dominante Humide, d'après la carte de l'Agence de l'Eau Artois Picardie.
<b>Orientation A-9</b>	Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	<b>Disposition A-9.3</b>	<u>Préciser la consigne « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau</u>  Dans le cadre des procédures administratives, le pétitionnaire devra prouver que son projet n'est pas situé en zone humide au sens de la police de l'eau, à défaut, il devra par ordre de priorité :  1. Eviter d'impacter les zones humides en recherchant une alternative à la destruction de zones humides,  2. Réduire l'impact de son projet sur les zones humides en cas d'absence d'alternative avérée à la destruction ou dégradation de celles-ci et sous réserve de justifier de l'importance du projet au regard de l'intérêt général des zones humides détruites ou dégradées,  3. Compenser l'impact résiduel de son projet sur les zones humides en prévoyant par ordre de priorité :  <ul style="list-style-type: none"> <li>la restauration de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel, à hauteur de 150 % minimum de la surface perdue</li> <li>la création de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel, à hauteur de 100% minimum de la surface perdue.</li> </ul> Et justifier de l'importance du projet au regard de l'intérêt général des zones humides détruites ou dégradées. Les mesures compensatoires devront se faire, dans la mesure du possible, sur le même territoire de SAGE que la destruction. La gestion et l'entretien de ces zones humides doivent être garantis à long terme. Pour prendre en compte les aspects positifs de l'élevage en zone humide, le service instructeur peut adapter ou déroger à cette disposition pour les bâtiments liés à l'élevage.	Le site TRD est un site existant situé en zone industrielle et non implanté en zone humide.  Les aménagements envisagés dans le cadre de ce projet ne sont pas susceptible de porter atteinte à des zones humides.
		<b>Disposition A-9.4</b>	<u>Identifier les actions à mener sur les zones humides dans les SAGE</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-9.5</b>	<u>Gérer les zones humides</u>  Les maîtres d'ouvrage (personne publique ou privée, physique ou morale) sont invités à maintenir et restaurer les zones humides.	Les aménagements envisagés dans le cadre de ce projet ne sont pas susceptible de porter atteinte à des zones humides.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>Orientation</b> <b>A-10</b>	Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles	<b>Disposition</b> <b>A-10.1</b>	<p><u>Améliorer la connaissance des micropolluants</u></p> <p>Les services de l'Etat et ses établissements publics compétents poursuivent la recherche des micropolluants (y compris substances médicamenteuses, molécules hormonales radionucléides...), dans les milieux aquatiques et dans les rejets ponctuels ou diffus.</p> <p>En partenariat avec les industriels, les collectivités et les agriculteurs, cette meilleure connaissance permettra d'améliorer la définition des actions de suppression ou de réduction des rejets de ces micropolluants, en priorité dans les masses d'eau qui n'atteignent pas le bon état.</p> <p>Ces investigations concernent en particulier le développement des bilans par substances, prescrits au titre du Code de l'environnement (ICPE et loi sur l'eau) ou du Code de la santé, intégrant l'ensemble des sources (naturelle, urbaine, domestique, industrielle, agricole) et détaillant les voies de transfert. La prise en compte des micropolluants dans les diagnostics sur les déversements par temps de pluie sera également étudiée.</p>	<p>Le site TRD ne rejette pas d'effluent aqueux directement dans le milieu naturel.</p> <p>Les eaux pluviales du site sont rejetées vers le réseau pluvial communal après vérification de sa qualité et pré-traitement si nécessaire.</p> <p>Les eaux usées industrielles font l'objet d'un traitement performant (évapoconcentration par compression mécanique de vapeur et traitement biologique) avant d'être évacuées vers le réseau d'assainissement communal pour être traitées par la station d'épuration de VILLERS-BRETONNEUX.</p>
<b>Orientation</b> <b>A-11</b>	Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	<b>Disposition</b> <b>A-11.1</b>	<p><u>Adapter les rejets de polluants aux objectifs de qualité de milieu naturel</u></p> <p>Dans le respect des dispositions qui fondent sa compétence, l'autorité administrative adapte aux exigences du milieu récepteur les prescriptions qu'elle impose au titre de la police des installations classées, de la police de l'eau ou de l'autorité de sûreté nucléaire pour les rejets dans les milieux aquatiques, les déversements dans les réseaux publics et les dispositifs d'autosurveillance qui le nécessitent.</p>	<p>Le site TRD ne rejette pas d'effluent aqueux directement dans le milieu naturel.</p> <p>Les eaux pluviales du site et les eaux industrielles sont rejetées vers le réseau communal après vérification de leur qualité et pré-traitement si nécessaire.</p>

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées			Dispositions prévues sur le site	
<b>Orientation</b> <b>A-11</b>	Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	<b>Disposition</b> <b>A-11.2</b>	<u>Maîtriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autres vers les ouvrages d'épuration des agglomérations</u>  Les collectivités veillent à maîtriser les rejets de micropolluants des établissements raccordés aux ouvrages d'épuration des agglomérations.  Les émissions de faibles quantités de micropolluants par des petites activités dispersées dans le milieu urbain peuvent perturber le fonctionnement du système d'assainissement collectif (station et réseau).  Lorsque des activités économiques, utilisatrices de ces substances, sont raccordées à un réseau public de collecte, la collectivité assurant la collecte, le transport et le traitement des eaux usées établit ou met à jour, dans les conditions prévues par la loi et pour améliorer les conditions d'intervention de l'autorité de police, les autorisations de déversement prévues au titre de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique et du Code général des collectivités territoriales. L'objectif est de réglementer les rejets de ces substances dans les réseaux pour en maîtriser la présence dans le milieu et dans les boues de station d'épuration.  La maîtrise de ces rejets passe principalement par : <ul style="list-style-type: none"><li>• la prise en compte des micropolluants dans les autorisations de raccordement délivrées par les collectivités gestionnaires de réseaux d'assainissement qui les mettent à jour si nécessaire.</li><li>• des démarches collectives territoriales ou par secteur d'activité qui visent des branches d'activités ciblées pour leurs émissions en certains micropolluants.</li></ul>	Les eaux pluviales du site sont rejetées vers le réseau pluvial communal après vérification de sa qualité et pré-traitement si nécessaire.  Les eaux usées industrielles font l'objet d'un traitement performant (évapoconcentration par compression mécanique de vapeur et traitement biologique) avant d'être évacuées vers le réseau d'assainissement communal pour être traitées par la station d'épuration de VILLERS-BRETONNEUX.  

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>Orientation</b>  <b>A-11</b>	Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	<b>Disposition</b> <b>A-11.3</b>	<u>Eviter d'utiliser des produits toxiques</u> Les prescripteurs et utilisateurs de produits et de matériaux sont invités à utiliser les produits les moins toxiques et écotoxiques et les moins rémanents, que ce soit pour les produits industriels, agricoles ou de consommation courante. Des actions de formation et d'information sont encouragées afin de remédier à la source, et de manière préventive, aux rejets, émissions et pertes de substances dangereuses que ce soit sur le choix et les conditions de mise en œuvre appropriées ou sur le devenir des emballages et des déchets.	Les eaux pluviales du site sont rejetées vers le réseau pluvial communal après vérification de sa qualité et pré-traitement si nécessaire. Les eaux usées industrielles font l'objet d'un traitement performant (évapoconcentration par compression mécanique de vapeur et traitement biologique) avant d'être évacuées vers le réseau d'assainissement communal pour être traitées par la station d'épuration de VILLERS-BRETONNEUX.  Pour cela, une convention de déversement a été signée entre la société ORTEC et le gestionnaire de réseau. Elle prévoit la réalisation de contrôles et la surveillance de la qualité des eaux (valeurs limites imposées pour plusieurs paramètres).
		<b>Disposition</b> <b>A-11.4</b>	<u>Réduire à la source les rejets de substances dangereuses</u> L'autorité administrative privilégiera la mise en œuvre de la réduction à la source des rejets de substances dangereuses par les acteurs économiques, que ce soit pour les diagnostics des sources d'émission, la recherche des moyens de réduction de ces rejets (technologies propres, substitution de produit, changement de procédé,...) ou le rejet zéro (recyclage,...). Des actions de démonstration et de transfert de technologie sont développées pour en faciliter la mise en œuvre. Une grande vigilance est maintenue sur la toxicité des produits de substitution.	Les eaux pluviales du site sont rejetées vers le réseau pluvial communal après vérification de sa qualité et pré-traitement si nécessaire. Les eaux usées industrielles font l'objet d'un traitement performant (évapoconcentration par compression mécanique de vapeur et traitement biologique) avant d'être évacuées vers le réseau d'assainissement communal pour être traitées par la station d'épuration de VILLERS-BRETONNEUX.
		<b>Disposition</b> <b>A-11.5</b>	<u>Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires dans le cadre du plan ECOPHYTO</u> [... ] Pour ce qui concerne les autres usages non agricoles : - les collectivités sont incitées à adhérer à la Charte d'entretien des espaces publics du bassin Artois-Picardie et à parvenir à un objectif "zéro phytosanitaire" ; - les jardineries sont incitées à s'inscrire dans la démarche de charte spécifique à leur activité et développée à l'échelle du Bassin Artois-Picardie ; - les autres gestionnaires d'espaces sont incités à réduire leur utilisation de produits phytosanitaires.	Le site TRD de VILLERS BRETONNEUX n'a pas recours aux produits phytosanitaires.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>Orientation</b>  <b>A-11</b>	Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	<b>Disposition</b> <b>A-11.6</b>	<u>Se prémunir contre les pollutions accidentelles</u>  [...] Dans le cadre des autorisations ou déclaration au titre du Code de l'environnement, l'autorité administrative veille à ce que les pollutions accidentelles soient prise en compte dans les bassins versants (transport routier et ferroviaire, stations d'épurations urbaines, industries...) en amont des bassins versants particulièrement vulnérables aux pollutions accidentelles (zone à enjeu eau et prise d'eau de surface pour l'eau potable, zones de baignade, zones conchylicoles et de pêche professionnelle, milieux aquatiques remarquables, zones de frayères...). Elaborés en relation avec les acteurs concernés, ces actions prévoient :  - des mesures visant à minimiser l'impact des rejets lors de l'arrêt accidentel ou du dysfonctionnement des ouvrages d'épuration,  - des dispositifs d'assainissement permettant la récupération, le cas échéant, le confinement des pollutions accidentellement déversées sur un site industriel ou sur la voie publique.	Les stockages de produits liquides sont réalisés sur rétentions étanches.  L'ensemble de la plate-forme est réalisée sur une dalle béton ou en enrobés étanche et tous les écoulements sont collectés, analysés et traités le cas échéant.  Le bassin de tamponnement dispose d'une vanne de barrage permettant d'assurer le confinement des eaux en cas de présence d'eau polluée.  Dans le cadre des aménagements prévus sur le site, des bâtiments seront créés de manière à augmenter les surfaces couvertes des ateliers : broyage, CSS, bâtiment de réception. Ainsi, la séparation des eaux pluviales polluées et non polluées sera optimisée, la quantité d'eau pluviale entrant en contact avec les déchets sera plus faible.
		<b>Disposition</b> <b>A-11.7</b>	<u>Caractériser les sédiments avant tout curage</u>	Non concerné.
		<b>Disposition</b> <b>A-11.8</b>	<u>Réduire l'usage des pesticides sur les territoires de SAGE</u>  Lorsqu'il existe un enjeu pesticide, le SAGE peut prévoir des actions de sensibilisation, et des plans de suivi en vue de la réduction et de la maîtrise de l'usage des pesticides.	Non concerné.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>Orientation A-12</b>	Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués	/	<p>L'autorité administrative et les exploitants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettent en place une surveillance des eaux souterraines pour les installations classées et les sites pollués le nécessitant. L'Etat et les établissements publics soutiennent la bancarisation dans la base ADES des données de surveillance des eaux souterraines au droit des installations classées en vue de leur diffusion et de leur mise à disposition ;</li> <li>- poursuivent les actions permettant de limiter les transferts de substances polluantes à partir des sites et sols pollués. Ils mettent en place, si nécessaire, des restrictions d'usage des eaux souterraines.</li> </ul> <p>Par ailleurs l'Etat, les établissements publics compétents et les collectivités soutiendront les efforts de recherche relatifs à l'impact des sédiments et sols pollués sur la qualité de l'eau et des milieux vivants.</p>	Non concerné.
<b>Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante</b>				
<b>Orientation B-1</b>	Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE	<b>Disposition B-1.1</b>	<u>Préserver les aires d'alimentation des captages</u>	Le site n'est pas situé dans une aire d'alimentation de captage AEP.
		<b>Disposition B-1.2</b>	<u>Reconquérir la qualité de l'eau des captages prioritaires</u>	Non concerné.
		<b>Disposition B-1.3</b>	<u>Mieux connaître les aires d'alimentation des captages pour mieux agir</u>	Le site n'est pas situé dans une aire d'alimentation de captage AEP.
		<b>Disposition B-1.4</b>	<u>Etablir des contrats de ressources</u>	Non concerné.
		<b>Disposition B-1.5</b>	<u>Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentations de captages</u>	Non concerné.
		<b>Disposition B-1.6</b>	<u>En cas de traitement de potabilisation, reconquérir par ailleurs la qualité de l'eau potable polluée</u>	Non concerné.
		<b>Disposition B-1.7</b>	<u>Maitriser l'exploitation du gaz de couche</u>	Non concerné.
<b>Orientation B-2</b>	Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau	<b>Disposition B-2.1</b>	<u>Améliorer la connaissance et la gestion de certains aquifères</u>	Non concerné.
		<b>Disposition B-2.2</b>	<u>Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place</u>	Non concerné.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>Orientation B-3</b>	Inciter aux économies d'eau	<b>Disposition B-3.1</b>	<u>Adopter des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible</u> Pour économiser la ressource en eau potable, les utilisateurs d'eau seront incités à adopter des ressources alternatives de qualité inférieure (eau pluviale, eau épurée...) ou des techniques économes (recyclage...) pour des usages ne nécessitant pas une eau potable (arrosage, lavage, refroidissement...).	La société TRD collecte les eaux pluviales du bâtiment de ventilation pour alimenter les 3 cuves A, B et C de 100 m <sup>3</sup> chacune, utilisées pour la défense incendie du site.
<b>Orientation B-4</b>	Assurer une gestion de crise efficace lors des étiages sévères	<b>Disposition B-4.1</b>	<u>Respecter les seuils hydrométriques de crise de sécheresse</u> [...] Les objectifs de quantité en période d'étiage sont définis aux principaux points nodaux. Ils sont constitués de débits de crise en dessous desquels seules les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population et les besoins des milieux naturels peuvent être satisfaites.	Non concerné directement.
<b>Orientation B-5</b>	Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable	<b>Disposition B-5.1</b>	<u>Limiter les pertes d'eau dans les réseaux de distribution</u>	Non concerné.
<b>Orientation B-6</b>	Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères	<b>Disposition B-6.1</b>	<u>Associer les structures belges à la réalisation des SAGE frontaliers</u>	Non concerné.
		<b>Disposition B-6.2</b>	<u>Organiser une gestion coordonnée de l'eau au sein des Commissions Internationales Escaut et Meuse</u>	Non concerné.



Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
<i>Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations</i>				
<b>Orientation C-1</b>	Limiter les dommages liés aux inondations	<b>Disposition C-1.1</b>	<u>Préserver le caractère inondable de zones prédéfinies</u> Les documents d'urbanisme (SCOT, PLU communaux, PLU intercommunaux, cartes communales) préservent le caractère inondable des zones définies, soit dans les atlas des zones inondables, soit dans les Plans de Prévention de Risques d'Inondations, soit à défaut dans les études hydrologiques et/ou hydrauliques existantes à l'échelle du bassin versant ou à partir d'évènements constatés ou d'éléments du PAGD (Plan d'Aménagement et de Gestion Durable) et du règlement du SAGE.	Le site TRD n'est pas implanté en zone inondable.
		<b>Disposition C-1.2</b>	<u>Préserver et restaurer les Zones Naturels d'Expansion de Crues</u>	Le site TRD n'est pas implanté en zone d'expansion de crue.
<b>Orientation C-2</b>	Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues	<b>Disposition C-2.1</b>	<u>Ne pas aggraver les risques d'inondations</u> Pour l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones, les orientations et les prescriptions SCOT, les PLU communaux et intercommunaux comprennent des dispositions visant à ne pas aggraver les risques d'inondations notamment à l'aval, en limitant l'imperméabilisation, en privilégiant l'infiltration, ou à défaut, la rétention des eaux pluviales et en facilitant le recours aux techniques alternatives et au maintien, éventuellement par identification, des éléments de paysage (haies...) en application de l'article L. 123-1-5-III-2° du Code de l'urbanisme.  Les autorisations et déclarations au titre du Code de l'environnement (loi sur l'eau) veilleront à ne pas aggraver les risques d'inondations en privilégiant le recours par les pétitionnaires à ces mêmes moyens.	Les eaux pluviales collectées seront en partie réutilisées sur le site. Des bassins de tamponnement permettront de réguler l'apport du site au milieu naturel. Pour certains types d'eaux pluviales, le site prévoit la mise en place d'une installation d'évapoconcentration pour améliorer leur qualité avant rejet dans le réseau pluvial public. Jusqu'à ce jour, la société ORTEC réalisait l'infiltration des eaux pluviales sur le site. Toutefois, le site étant implanté sur plusieurs mètres de limons argileux, l'infiltration n'est pas optimale et l'exploitant a choisi de ne plus réaliser d'infiltration en bassin. Toutefois, les fossés d'infiltration en périphérie du site sont maintenus.
<b>Orientation C-3</b>	Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants	<b>Disposition C-3.1</b>	<u>Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versant</u>	
<b>Orientation C-4</b>	Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau	<b>Disposition C-4.1</b>	<u>Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme</u>	Non concerné.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
Enjeu D : Protéger le milieu marin				
<b>Orientation D-1</b>	Réaliser ou réviser les profils pour définir la vulnérabilité des milieux dans les zones protégées baignade et conchyliculture mentionnées dans le registre des zones protégées	<b>Disposition D-1.1</b>	<u>Mettre en place ou réviser les profils de vulnérabilité des baignades et conchylicoles</u>	Non concerné
		<b>Disposition D-1.2</b>	<u>Réaliser les actions figurant dans les profils de baignades et conchylicoles</u>	Non concerné
<b>Orientation D-2</b>	Limiter les risques microbiologiques en zone littorale ou en zone d'influence des bassins versants définie dans le cadre des profils de vulnérabilité pour la baignade et la conchyliculture	/	/	Non concerné
<b>Orientation D-3</b>	Respecter le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte	<b>Disposition D-3.1</b>	<u>Prendre en compte la protection du littoral dans tout projet d'aménagement</u>  Les maîtres d'ouvrage (personne publique ou privée, morale ou physique) qui engagent une démarche de protection du littoral ou dont les projets impactent le littoral prennent en compte, à une échelle pertinente et argumentée, les impacts écologiques et sédimentologiques sur les milieux naturels. Les méthodes douces de gestion du trait de côte sont privilégiées par rapport aux aménagements lourds.	Non concerné
<b>Orientation D-4</b>	Intensifier la lutte contre la pollution issue des installations portuaires et des bateaux	<b>Disposition D-4.1</b>	<u>Réduire les pollutions issues des installations portuaires</u>  Les autorités portuaires contribuent, dans le cadre de leurs compétences et avec l'ensemble des entreprises, collectivités et administrations concernées, à la définition des mesures de réduction des sources de pollutions portuaires. Elles systématisent la collecte et le traitement des eaux usées et des déchets issus des installations portuaires et des bateaux (équipement systématique des aires de carénage de dispositifs environnementaux).	Non concerné
<b>Orientation D-5</b>	Prendre des mesures pour lutter contre l'eutrophisation en milieu marin	<b>Disposition D-5.1</b>	<u>Mesurer les flux de nutriments à la mer</u>  L'autorité administrative met en place un réseau pérenne d'estimation des flux de nutriments à la mer. Les flux à la mer devront permettre d'atteindre les objectifs environnementaux des eaux marines.	Non concerné
<b>Orientation D-6</b>	Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des	<b>Disposition D-6.1</b>	<u>Préserver les milieux riches et diversifiés ayant un impact sur le littoral</u>	Non concerné

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
	écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement	Disposition D-6.2	<u>Rendre compatible l'extraction de granulats avec la diversité des habitats marins</u>	Non concerné
		Disposition D-6.3	<u>Réduire les quantités de macro-déchets en mer et sur le littoral</u>	Non concerné
Orientation D-7	Assurer une gestion durable des sédiments dans le cadre des opérations de curage ou de dragage	Disposition D-7.1	<u>Réaliser des études d'impact lors des dragages-immersion des sédiments portuaires</u>	Non concerné
		Disposition D-7.2	<u>S'opposer à tout projet d'immersion en mer de sédiments présentant des risques avérés de toxicité pour le milieu</u>	Non concerné
Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau				
Orientation E-1	Renforcer le rôle des Commissions Locales de l'Eau (CLE) des SAGE	Disposition E-1.1	<u>Faire un rapport annuel des actions des SAGE</u>	Non concerné
		Disposition E-1.2	<u>Développer les approches inter SAGE</u>	Non concerné
		Disposition E-1.3	<u>Sensibiliser et informer sur les écosystèmes aquatiques au niveau des SAGE</u>	Non concerné
Orientation E-2	Permettre une meilleure organisation des moyens et des acteurs en vue d'atteindre les objectifs du SDAGE. L'autorité administrative favorise l'émergence de maîtres d'ouvrages pour les opérations les plus souvent « orphelines »	Disposition E-2.1	<u>Mettre en place la compétence GEMAPI</u>	Non concerné
		Disposition E-2.2	<u>Mener des politiques d'aides publiques concourant à réaliser les objectifs du SDAGE, du PAMM et du PGRI</u>	Non concerné
Orientation E-3	Former, informer et sensibiliser	Disposition E-3.1	<u>Soutenir les opérations de formation et d'information sur l'eau</u>	Non concerné
Orientation E-4	Adapter, développer et rationaliser la connaissance	Disposition E-4.1	<u>Acquérir, collecter, bancariser et mettre à disposition les données relatives à l'eau</u>	Non concerné
Orientation E-5	Tenir compte du contexte économique dans l'atteinte des objectifs	Disposition E-5.1	<u>Développer les outils économiques d'aide à la décision</u>	Non concerné

### **3.3.5 CONCERNANT LA COMPATIBILITE VIS-A-VIS DU SAGE**

La commune de Villers-Bretonneux appartient au SAGE « Somme aval et cours d'eau côtiers », en cours d'élaboration.

L'état des lieux du SAGE et le diagnostic ont été validés le 26 mai 2016 et la CLE a validé la Stratégie du SAGE le 1<sup>er</sup> mars 2017. Le SAGE est actuellement en cours de rédaction des documents.

Les orientations de gestion de ce dernier ne seront donc pas étudiées dans le cadre de ce dossier.

## 4 AIR

### 4.1 SENSIBILITE DE L'ENVIRONNEMENT

#### 4.1.1 QUALITE DE L'AIR A PROXIMITE DU SITE

Le site TRD est implanté dans la zone industrielle de Villers-Bretonneux, dans le département de la Somme, en Picardie.

Le site est localisé dans un environnement mixte comprenant de grands axes routiers, des sites industriels et des parcelles agricoles. Les rejets atmosphériques sur la zone considérée sont principalement constitués par les rejets des établissements implantés dans la zone industrielle ainsi que par le trafic lié à leur activité, en particulier à proximité des axes routiers RD23, RD1029 et de l'autoroute A29.

Les principales sources de pollutions atmosphériques industrielles présentes dans l'environnement du site sont répertoriées dans le registre des industries polluantes (IREP). Ces dernières sont présentées dans le tableau suivant.

Commune	Entreprise	Activité	Données année 2012 concernant certains polluants émis (en t/an)	Distance par rapport au site
Fouilloy	Imprimerie IPS	Autre imprimerie	nd	4,5 km au nord-ouest
Corbie	LE JERSEY DE PARIS	Filature de l'industrie lainière	nd	4,6 km au nord
Corbie	GONTHIEZ FRERES	Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie	nd	4,9 km au nord-ouest
Vecquemont	ROQUETTE FRERES	Fabrication de produits amylacés	CO <sub>2</sub> : 40 400 t	5,3 km au nord-ouest
Aubigny	NESTLE PURINA PETCARE	Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	nd	5,4 km au nord-ouest
Corbie	GDE AMIENS	Récupération de déchets triés	nd	5,7 km au nord

nd : non déterminé

La qualité de l'air au niveau de la zone d'étude est surveillée par ATMO Picardie. La station la plus proche du site est celle de Saint-Pierre, située à plus de 15 km à l'ouest du site, rue Morel à Amiens.

Il s'agit d'une station urbaine. Les paramètres suivis au niveau de cette station sont les suivants :

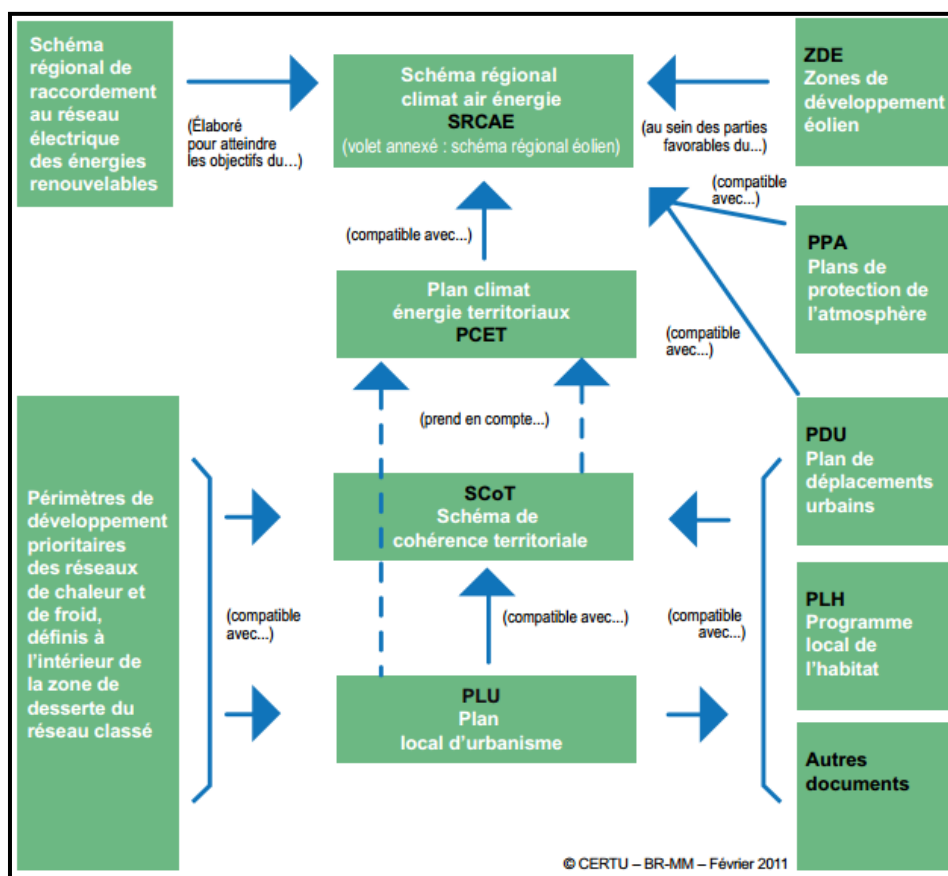
- ↳ NO<sub>2</sub> : dioxyde d'azote, représentatif de la pollution engendrée par la circulation automobile, il est irritant pour les voies respiratoires,
- ↳ O<sub>3</sub> : ozone, polluant secondaire formé par l'action des rayonnements solaires sur les polluants primaires (NO<sub>x</sub>, hydrocarbures),
- ↳ PM<sub>10</sub> / PM<sub>2,5</sub> : poussières en suspension représentatives de la circulation automobile et de certaines industries, elles peuvent pénétrer profondément dans les poumons et causer des problèmes respiratoires.

Compte tenu de l'éloignement de cette station de surveillance par rapport au site TRD ainsi que de sa typologie (station urbaine), les résultats de cette station ne peuvent être considérés comme représentatifs de la qualité de l'air dans la zone d'étude.

#### 4.1.2 SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE PICARDIE

En France, le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) est l'un des grands schémas régionaux créés par les lois Grenelle I et Grenelle II. Il décline aussi aux échelles régionales une partie du contenu de la législation européenne sur le climat et l'énergie.

Afin de ne pas remettre en cause les options fondamentales arrêtées à l'échelon régional, et contribuer à l'atteinte de ses objectifs, le SRCAE est placé en position centrale, comme le montre ce schéma des relations entre les grands documents de planification existants.



Le SRCAE se substitue aux Plans Régionaux pour la Qualité de l'Air (PRQA).

Les Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA), doivent à ce titre être compatibles avec le SRCAE.

Le SRCAE de Picardie a été approuvé par le préfet de région le 14 juin 2012.

Les orientations du SRCAE ont été élaborées de façon à permettre l'atteinte des cibles définies pour la Picardie, sur la base des éléments de diagnostic et des spécificités de chaque secteur d'activité en région :

- ↳ les bâtiments,
- ↳ les transports et l'urbanisme,
- ↳ l'agriculture,
- ↳ l'industrie,
- ↳ les énergies renouvelables.

#### Les orientations liées au secteur industriel

L'importance de l'industrie est considérable en Picardie : 1 actif sur 4 y est occupé. Comme les autres régions, la Picardie fait face à des enjeux majeurs : concurrence internationale, renchérissement des matières en général et des matières premières en particulier, évolution de la demande... Dans ce contexte, le développement d'une économie verte constitue une opportunité de transformation de l'industrie en Picardie.

Les orientations suivantes ont été définies :

- ↳ Orientation n°4 : la Picardie encourage l'engagement social et environnemental de ses entreprises.
- ↳ Orientation n°9 : la Picardie accompagne ses entreprises dans la diminution de leur impact carbone et le développement des filières de l'économie verte.
- ↳ Orientation 14 : la Picardie s'engage sur la voie d'une production industrielle plus propre et économe en ressources naturelles.

Les orientations du SRCAE Picardie sont considérées par le site TRD. En effet, le développement durable fait partie des axes prioritaires de la politique du groupe ORTEC, comme le montre la politique développement durable présentée en Annexe 17.

### **4.1.3 PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE (PPA)**

Le Plan de Protection de l'Atmosphère a pour objet de définir les actions permettant de ramener les concentrations en polluants dans l'air ambiant sous des valeurs assurant le respect de la santé des populations (valeurs réglementaires définies dans le Code de l'Environnement). Il a pour emprise le périmètre territorial de la région Picardie.

Dans la nouvelle région des Hauts de France, le Nord-Pas-de-Calais dispose d'un PPA dont la portée actuelle ne concerne pas les territoires de Picardie.

## 4.2 CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS

### 4.2.1 NATURE ET LOCALISATION DES REJETS

#### A) SITUATION ACTUELLE

Le site TRD est actuellement à l'origine des rejets suivants :

↳ rejets canalisés :

- ✓ les rejets de gaz de combustion issus des 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel, d'une puissance thermique < 1 MW,
- ✓ les rejets du laveur de gaz de l'atelier neutralisation.

↳ rejets diffus :

- ✓ l'activité du site TRD est susceptible de générer des émissions diffuses de composés organiques volatils contenus dans les déchets liquides. Ces émissions sont susceptibles de se produire lors des phases de transfert, de regroupement, de traitement des déchets liquides,
- ✓ dans une moindre mesure, les engins et camions circulant sur l'ensemble du site pour les opérations de chargement / déchargement et alimentés en gasoil ou gasoil non routier rejettent des gaz de combustion.

Les opérations de broyage génèrent également des poussières en quantités très limitées, toutes ces opérations étant réalisées en atmosphère humide (brumisation).

De plus, le type broyeur utilisé et la granulométrie des broyats (obtention de copeaux et pas de poussières) limitent également l'émission de poussières au cours des opérations de broyage.

Les rejets liés aux opérations de broyage ne sont pas retenus dans la suite de l'étude.

#### B) SITUATION FUTURE

En situation future, les opérations de broyage seront réalisées dans un bâtiment. Les émissions de poussières resteront négligeables du fait notamment de la brumisation permanente en période de broyage.

Les futures installations de traitement physico-chimique des effluents aqueux seront constituées de cuves fermées qui ne généreront pas de nouvelles émissions diffuses sur le site.

Les aménagements prévus dans le cadre du projet ne généreront pas d'autre modification des rejets atmosphériques.

Le plan page suivante permet de localiser les émissions atmosphériques du site.



**Figure 22 : Plan rejets atmosphériques**

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

## 4.2.2 CARACTERISTIQUES DES REJETS

### A) REJETS CANALISES

#### **Situation actuelle**

Les installations à l'origine de rejets atmosphériques canalisés sont :

- Les chaudières,
- Le laveur de gaz de l'atelier de neutralisation.

Les 2 chaudières présentes sur le site sont alimentées au gaz naturel. Leurs gaz de combustion sont susceptibles de contenir des oxydes d'azote et dans une moindre mesure des oxydes de soufre et des poussières.

Toutefois, ces installations sont de faible puissance et ne sont pas classées au titre la rubrique n°2910-A de la nomenclature des ICPE. Ainsi, ces installations ne sont pas soumises aux prescriptions de l'arrêté du 25 juillet 1997 et aux valeurs limites d'émission associées.

Les rejets des chaudières sont canalisés. Les caractéristiques de rejet sont présentées ci-après.

	<b>Chaudière 1</b>	<b>Chaudière 2</b>
Hauteur minimale de rejet	3 m du point le plus haut de la toiture	3 m du point le plus haut de la toiture
Diamètre maximum au débouché	0,3 m	nd
Débit nominal	215 Nm <sup>3</sup> /h	nd
Vitesse minimale d'éjection	nd	nd

nd : non déterminé

Le site dispose d'un système de collecte de vapeurs des ateliers et installations suivants :

- Atelier acide/ base,
- Atelier de pompage de GRV acides et basiques,
- Cuves de neutralisation, cuves de regroupement, cuve de produits basiques.

Les vapeurs sont collectées et traitées par un laveur de gaz équipé d'un garnissage qui augmente le temps de contact entre l'air et la solution de lavage (solution basique). Les caractéristiques de l'installation sont les suivantes :

	<b>Laveur de gaz</b>
Hauteur minimale de rejet (m)	6,5 m
Diamètre maximum au débouché (m)	0,5 m
Débit nominal (m <sup>3</sup> /h)	9 500 à 1 500 Pa
Vitesse minimale d'éjection (m/s)	> 8
Substances attendues dans les rejets	H <sub>2</sub> O CO <sub>2</sub> HCl H <sub>2</sub> S OH- NH <sub>3</sub>

Le tableau suivant présente les valeurs limites de rejets applicables à cette installation selon l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :

Substances	Concentrations maximales en mg/m <sup>3</sup>	Seuil de flux
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques du chlore (exprimés en HCl)	50	> 1 kg/h
NH <sub>3</sub>	50	100 g/h

### ***Situation future***

Les points de rejet canalisés ne seront pas modifiés.

## **B) REJETS DIFFUS**

### ***Situation actuelle***

L'activité du site TRD est susceptible de générer des rejets diffus de COV contenus dans les déchets liquides. Ces émissions sont susceptibles de se produire lors des phases de transfert, de regroupement et de traitement des déchets liquides.

Les émissions principales sont issues des événements de respiration des cuves de stockage.

Les réservoirs de capacité limitée (< 10 m<sup>3</sup>) et/ou contenant des produits non générateurs de COV (exemple : eaux souillées contenant moins de 5% d'hydrocarbures) n'ont pas été retenus dans la suite de l'étude car leurs rejets ne sont pas significatifs.

Ainsi, les réservoirs susceptibles d'émettre des COV sont listés dans le tableau suivant :

Installation	Type de produit stocké
Réservoir T6	Hydrocarbures issus de la centrifugation
Réservoir T12	Hydrocarbures issus de la centrifugation
Réservoir P1	Eau et solvants
Réservoir P2	Eau et solvants
Réservoir P3	Eau et solvants

Les principales sources d'émissions diffuses de COV sont donc :

- Les hydrocarbures après centrifugation stockés dans les réservoirs T6 et T12. Au vu de leur point éclair et de leurs caractéristiques, ces hydrocarbures peuvent être assimilés au **gazole ou au fioul domestique**. Pour ces coupes pétrolières, composées d'un mélange de produits, le « guide de lecture des textes relatifs aux installations de stockage et de chargement/ déchargement de liquides inflammables » édité par le ministère de l'environnement en mai 2017 propose, pour le dimensionnement des événements, de « considérer l'hexane comme représentatif des bases essences et l'isododécane comme représentatif des bases distillats (gazole, FOD, kérosène...) ».

Ce guide précise également que les quantifications des émissions diffuses de COV doivent être réalisées annuellement, au-delà d'un certain volume pour les réservoirs.

**A noter qu'aucune exigence n'est fixée pour l'évaluation des émissions des liquides inflammables de catégorie C (type gazole) et D (type fiouls lourds).**

Ces émissions ont tout de même été quantifiées à titre informatif.

- des réservoirs P1, P2 et P3, contenant des déchets d'eau solvantée, assimilés au toluène de manière majorante.

Les émissions diffuses de COV ont été quantifiées selon la méthodologie définie dans l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 et présentée en Annexe 18.

Les résultats des calculs sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

Installation	Emissions annuelles totales de COV (kg)
Réservoir T6	0,003
Réservoir T12	0,004
Réservoir P1	79,9
Réservoir P2	28,6
Réservoir P3	116,4
<b>Total</b>	<b>225,0</b>

**Situation future**

Dans la configuration future du site, et compte tenu des évolutions projetées en termes de taux de rotation, les émissions diffuses de COV seront les suivantes :

Installation	Emissions annuelles totales de COV (kg)
Réservoir T6	0,006
Réservoir T12	0,007
Réservoir P1	112,9
Réservoir P2	83,7
Réservoir P3	84,4
<b>Total</b>	<b>280,9</b>

Pour rappel, les liquides chlorés ne seront plus regroupés dans les 2 cuves sur berce mais dans des GRV.

Malgré l'augmentation du nombre de rotations pour les cuves d'eaux souillées, **les quantités de COV susceptibles d'être émises par ces installations resteront faibles**, inférieures à 300 kg/an.

### 4.3 MESURES PREVENTIVES ET EVALUATION DE L'IMPACT

Les installations de combustion sont de faible puissance et sont alimentées au gaz naturel, combustible considéré comme « propre », générant des quantités faibles de SO<sub>2</sub> et de poussières.

Les vapeurs résultant des réactions de neutralisation et de regroupement en GRV sont collectées et traitées par un laveur de gaz.

A noter que dans le cadre de son projet, la société a opté pour des procédés ne générant pas d'émissions atmosphériques significatives.

L'activité du site TRD est susceptible d'être à l'origine de rejets diffus de composés organiques volatils contenus dans les déchets liquides. Au vu de leurs caractéristiques et de la nature des produits stockés, les principales installations concernées par l'émission diffuse de COV seront les réservoirs T6, T12, P1, P2 et P3. En effet, les émissions diffuses sont localisées au niveau des événements de respiration des cuves de stockage de déchets inflammables. Malgré l'augmentation du taux de remplissage des équipements, ces émissions resteront relativement limitées, inférieures à 300 kg/an.

Enfin, l'aménagement de plusieurs ateliers en bâtiments réduira les risques d'envols de poussières et de produits légers.

## 5 **EFFETS SUR LE CLIMAT**

Dans son 4<sup>ème</sup> rapport d'évaluation du climat publié en 2007, le GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) précise que le réchauffement du système climatique est sans équivoque et que la probabilité que les changements climatiques soient dus aux activités humaines, via l'émission de gaz à effet de serre, est supérieure à 90%.

Les gaz à effet de serre sont les constituants gazeux de l'atmosphère, tant naturels qu'anthropiques, qui absorbent et émettent un rayonnement à des longueurs d'onde données du spectre du rayonnement infrarouge émis par la surface de la Terre, l'atmosphère et les nuages. La vapeur d'eau (H<sub>2</sub>O), le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), l'oxyde nitreux (N<sub>2</sub>O), le méthane (CH<sub>4</sub>) et l'ozone (O<sub>3</sub>) sont les principaux gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère terrestre.

L'atmosphère contient en outre un certain nombre de gaz à effet de serre entièrement anthropiques tels que les hydrocarbures halogénés, l'hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>), les hydrofluorocarbones (HFC) et les hydrocarbures perfluorés (PFC).

En 2011 (données CITEPA), le Pouvoir de Réchauffement Global (PRG) relatif à la France métropolitaine est estimé à 424 Mt CO<sub>2</sub>e avec UTCF et à 474 Mt CO<sub>2</sub>e hors UTCF («Utilisation des Terres, leurs Changements et la Forêt »).

Tous les secteurs contribuent aux émissions de gaz à effet de serre, qui sont par ordre de prédominance en 2011 :

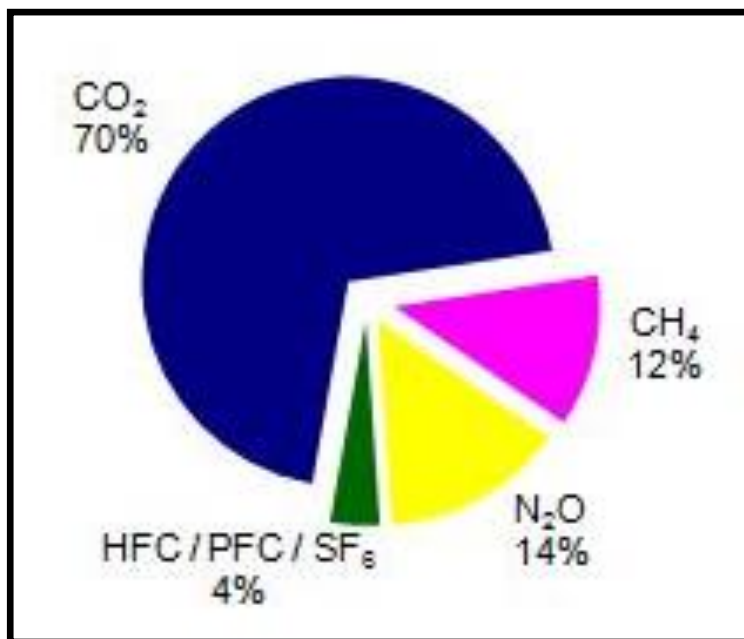
- ↳ le transport routier avec 26% du total hors UTCF du fait du CO<sub>2</sub> essentiellement,
- ↳ l'industrie manufacturière avec 22%, du fait d'émissions de chacune des six substances contribuant au PRG,
- ↳ l'agriculture/sylviculture avec 21%, du fait des deux polluants N<sub>2</sub>O et CH<sub>4</sub>,
- ↳ le résidentiel/tertiaire avec 18%, du fait d'émissions de chacune des six substances contribuant au PRG,
- ↳ la transformation d'énergie avec 11%, du fait principalement du CO<sub>2</sub>,
- ↳ les autres transports (hors transport routier) avec 2%, du fait du CO<sub>2</sub> essentiellement.

Sur la période 1990-2011, le PRG hors UTCF a diminué de 13,9%, soit une baisse de 76 Mt CO<sub>2</sub>e. En incluant l'UTCF, cette baisse représente 19,5%, soit -102 Mt CO<sub>2</sub>e.

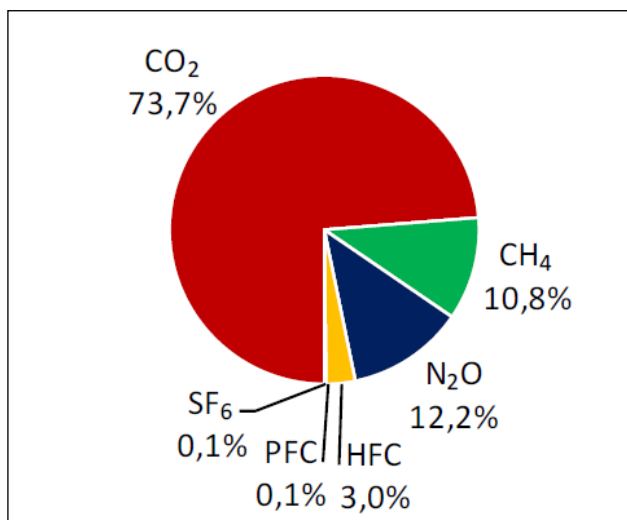
En termes de contribution, le CO<sub>2</sub> participe à hauteur de 70% aux émissions de gaz à effet de serre (UTCF inclus). Les autres polluants ont une contribution plus restreinte (le N<sub>2</sub>O : 14% ; le CH<sub>4</sub> : 12% ; la somme des HFC/PFC/SF<sub>6</sub> : 4%).

En termes d'évolution relative (en PRG) depuis 1990, l'augmentation des émissions de HFC est la plus importante (+312% entre 1990 et 2011).

En France, les émissions de gaz à effet de serre pour l'année 2011 ont été d'environ 424 Millions de tonnes CO<sub>2</sub>e. La contribution des gaz à effet de serre sur le Pouvoir de Réchauffement Global se répartit selon le graphique ci-dessous (*Source : CITEPA sur [www.citepa.org](http://www.citepa.org)*) :



**En France**, les émissions de gaz à effet de serre pour l'année 2009 ont été d'environ 517 Millions de tonnes. La contribution des gaz à effet de serre sur le Pouvoir de Réchauffement Global se répartit selon le graphique ci-dessous :

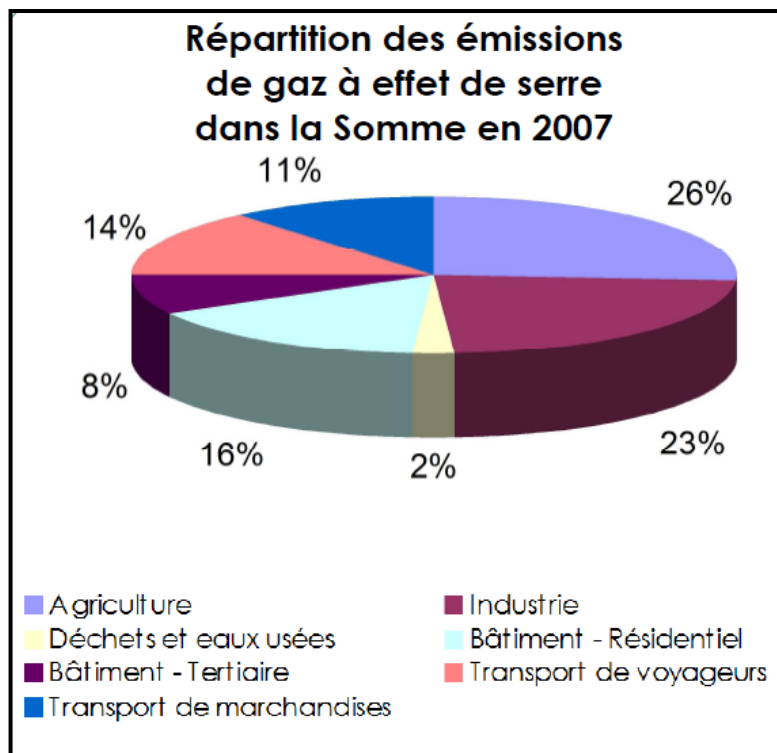


**En Picardie**, en 2007, 14,1 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> ont été émises (*source : tableau de bord des émissions de GES et de l'énergie en Picardie*), soit 3% des émissions nationales. D'après l'inventaire des émissions de GES en France réalisé par le CITEPA, les émissions directes se montent à 460,8 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>.



Ramenées à la densité de population, ces émissions correspondent à 7,4 teq CO<sub>2</sub> par habitant et par an en Picardie, soit des émissions inférieures à la moyenne nationale (9 t de CO<sub>2</sub> par habitant et par an).

**Dans la Somme**, la figure suivante schématise la répartition des émissions de gaz à effet de serre par secteur d'activité en 2007 (*source : Plan Climat Energie Départemental de la Somme*).



## **5.1 RECENSEMENT DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES A POUVOIR DE RECHAUFFEMENT**

### **5.1.1 SITUATION ACTUELLE**

#### **En fonctionnement normal :**

En fonctionnement normal, le site TRD est susceptible d'émettre des GES dus :

- ↳ au transport routier (CO<sub>2</sub>, hydrocarbures) lié à l'acheminement des déchets et réactifs,
- ↳ à la combustion du gaz naturel au niveau des chaudières (CO<sub>2</sub> et vapeur d'eau).

De façon indirecte, le site est à l'origine de la formation d'ozone par les rejets diffus de Composés Organiques Volatils. Très réactifs dans l'atmosphère, les COV contribuent à la pollution photochimique. Celle-ci est caractérisée par la présence d'ozone issu de réactions chimiques entre les oxydes d'azote, les composés organiques volatils et le monoxyde de carbone sous l'effet du rayonnement solaire.

#### **En fonctionnement dégradé :**

Le cas du fonctionnement dégradé correspond à des périodes d'entretien, de remplacements d'équipements, de phases de démarrage ou d'arrêt, de dysfonctionnement prévisible des systèmes de traitement des effluents.

Au cours des périodes de fonctionnement transitoire, les composés à pouvoir de réchauffement émis par les installations seront les mêmes que ceux décrits en fonctionnement normal.

### **5.1.2 SITUATION FUTURE**

Dans la configuration future du site, les émissions à pouvoir de réchauffement seront les mêmes que dans la situation actuelle.

L'augmentation des volumes d'eaux souillées traitées induira une augmentation des rotations dans les cuves qui se traduira par une légère augmentation des flux de COV : ceux-ci demeureront inférieurs à 300 kg/an.

## 5.2 MESURES PREVENTIVES ET EVALUATION DE L'IMPACT

En ce qui concerne les transports, l'ensemble des véhicules de la société font l'objet de contrôles techniques réguliers obligatoires, permettant l'assurance du respect des normes en vigueur et limitant ainsi leur impact sur l'environnement.

Les actions entreprises pour maîtriser l'impact de la logistique sont notamment :

- ↳ Les déchets sont traités au plus près de leur production afin de réduire les distances de transport,
- ↳ les véhicules transportant les déchets coupent systématiquement leur moteur sur les aires d'attente ainsi qu'au niveau de la station de rinçage,
- ↳ les conducteurs du groupe ORTEC suivent une formation à la conduite économique,
- ↳ une attention particulière est portée au suivi des consommations de carburant au sein du groupe ORTEC,
- ↳ le bridage des poids lourds, permettant une diminution de la consommation de l'ordre de 1 à 2 L/100 km.

Les installations de combustion ne seront pas modifiées et resteront de puissance limitée (800 kW et 21,5 kW), ce qui limitera la consommation de gaz, et par conséquent les rejets en CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Ces installations seront vérifiées périodiquement.

Les installations d'évapoconcentration fonctionnent à l'électricité et ne génèrent pas de gaz de combustion.

## 6 ODEURS

### 6.1 SENSIBILITE DE L'ENVIRONNEMENT

#### 6.1.1 INVENTAIRE DES SOURCES D'ODEUR

De par la circulation automobile, les axes routiers inclus dans la zone d'étude sont à l'origine d'émissions de gaz d'échappement. Les infrastructures routières les plus proches du site sont les suivantes :

- ↳ la RD1029, à environ 750 m au nord,
- ↳ l'A29, à environ 750 m au sud, qui relie Amiens à Saint-Quentin ?
- ↳ la RD23, à environ 950 m à l'ouest.

L'activité industrielle est susceptible d'être à l'origine de nuisances olfactives. Les installations classées soumises à Autorisation à l'origine d'émissions atmosphériques sont les suivantes :

Commune	Entreprise	Activité	Données année 2012 concernant certains polluants émis (en t/an)	Distance par rapport au site
Fouilloy	Imprimerie IPS	Autre imprimerie	nd	4,5 km au nord-ouest
Corbie	LE JERSEY DE PARIS	Filature de l'industrie lainière	nd	4,6 km au nord
Corbie	GONTHIEZ FRERES	Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie	nd	4,9 km au nord-ouest
Vecquemont	ROQUETTE FRERES	Fabrication de produits amylacés	CO <sub>2</sub> : 40 400 t	5,3 km au nord-ouest
Aubigny	NESTLE PURINA PETCARE	Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	nd	5,4 km au nord-ouest
Corbie	GDE AMIENS	Récupération de déchets triés	nd	5,7 km au nord

nd : non déterminé

### 6.1.2 DESCRIPTION DES POPULATIONS ENVIRONNANTES

Les données du recensement de 2011 (INSEE) des différentes communes de la zone d'étude sont présentées dans le tableau ci-après.

Commune	Population totale	Moins de 20 ans	Entre 20 et 60 ans	60 ans et plus
Villers-Bretonneux	4 199	27,1%	52,4%	20,4%
Le Hamel	520	25,4%	55,6%	19,0%
Lamotte-Warfusée	650	29,7%	55,4%	14,9%
Fouilloy	1 874	23,6%	48,5%	27,9%
Demuin	485	29,7%	56,5%	13,8%
Cachy	260	30,0%	53,8%	16,2%
Aubercourt	79	40,5%	46,8%	12,7%
Hangard	119	27,7%	56,3%	16,0%
Aubigny	473	18,8%	55,4%	25,8%
Hamelet	518	28,2%	54,6%	17,2%
Marcelcave	1 083	28,1%	52,7%	19,2%
Vaire-sous-Corbie	273	24,2%	53,5%	22,3%

L'habitation la plus proche est située au nord du site. Il s'agit de l'habitation de l'ancien responsable de maintenance initialement rattachée au site.

Les autres habitations situées à proximité sont implantées à environ 250 m au nord-ouest du site.

## **6.2 CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS**

### **6.2.1 SITUATION ACTUELLE**

Les différentes sources susceptibles d'engendrer un impact olfactif sont les déchets admis sur le site, et plus particulièrement ceux contenant des COV.

Toutefois, le site TRD n'est pas à l'origine de composés particulièrement odorants et les émissions atmosphériques du site restent limitées.

Aucune plainte relative aux odeurs n'a été recensée à proximité du site.

L'impact du site sur les nuisances olfactives est négligeable.

### **6.2.2 SITUATION FUTURE**

Les modifications projetées n'amèneront pas de nouvelles sources d'odeur sur le site susceptibles d'incommoder le voisinage.

L'augmentation des flux de COV sera faible, les flux de COV demeureront inférieurs à 300 kg/an soit moins d'1 kg par jour.

## **6.3 MESURES PREVENTIVES ET EVALUATION DE L'IMPACT**

Au vu des éléments présentés ci-dessus, les installations du site TRD ne sont pas susceptibles de générer une nuisance olfactive au niveau des populations environnantes.

La mise en œuvre de mesures préventives relatives aux émissions d'odeur ne s'avère donc pas nécessaire.

## **7 BRUIT ET VIBRATIONS**

### **7.1 SENSIBILITE DE L'ENVIRONNEMENT**

Le site TRD est implanté dans la zone industrielle de Villers-Bretonneux, dans le département de la Somme. L'environnement immédiat du site est constitué :

- ↳ au nord, par une habitation (habitation de l'ancien responsable de maintenance du site), la rue du 8 mai 1945 puis les entreprises de la zone industrielle,
- ↳ à l'est, la chaussée du Val de Somme puis des terrains agricoles,
- ↳ au sud par la Société STDN (logistique),
- ↳ à l'ouest par les entreprises de la zone industrielle.

Le bruit ambiant est principalement conditionné par le trafic routier à proximité ainsi que par les activités des entreprises de la zone industrielle. Les différentes sources de nuisances sonores dans l'environnement proche du site sont les suivantes :

- ↳ la circulation routière au niveau des axes situés à proximité : le trafic routier est une composante importante de l'environnement du site, avec la rue du 8 mai 1945, la chaussée du Val de Somme, les routes départementales D23, D1029 et l'autoroute A29,
- ↳ la circulation ferroviaire : la ligne TGV reliant notamment Amiens et Saint-Quentin est située à environ 150 m au sud du site,
- ↳ les activités industrielles : l'environnement du site se compose d'entreprises à activités multiples,
- ↳ les activités agricoles : les quelques parcelles agricoles au nord-est et à l'est du site engendrent un trafic d'engins agricoles pour l'entretien des cultures.

L'habitation la plus proche est située au nord du site. Il s'agit de l'habitation de l'ancien responsable de maintenance initialement rattachée au site.

Les autres habitations les plus proches sont ensuite implantées à environ 250 m au nord-ouest du site.

## 7.2 CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS

### 7.2.1 INVENTAIRE DES SOURCES DE BRUIT

#### A) SITUATION ACTUELLE

L'activité du site a lieu en semaine du lundi au vendredi de 7h à 20h. En fonction de l'activité, le site peut exceptionnellement fonctionner le samedi matin. La chaudière gaz et la centrifugeuse peuvent fonctionner de nuit en semaine.

Les sources potentielles de nuisances sonores du site sont principalement :

- ↳ le trafic de camions, de véhicules légers, d'engins de manutention lié à l'activité de l'établissement,
- ↳ le dépotage et le rempotage des camions,
- ↳ les chaudières,
- ↳ les compresseurs d'air,
- ↳ les activités de transit, regroupement, et traitement,
- ↳ l'activité de l'atelier (opérations de réparation et d'entretien).

#### B) SITUATION FUTURE

Les horaires d'exploitation seront légèrement étendues pour couvrir la plage horaire de 6h à 21h.

Le site sera réorganisé afin d'être plus performant.

De nouvelles installations de traitement des effluents aqueux seront mises en œuvre au sud-est du site, dans une zone peu sensible au bruit.

### 7.2.2 MESURES ACOUSTIQUES

Une campagne de mesures acoustiques a été réalisée les 18 et 19 juin 2012 lorsque le site était en fonctionnement (fonctionnement partiel la nuit, aucune activité n'ayant lieu mais certaines installations restant en fonctionnement).

Une campagne de mesures complémentaires a été réalisée de jour le 26 mai 2014, site à l'arrêt.

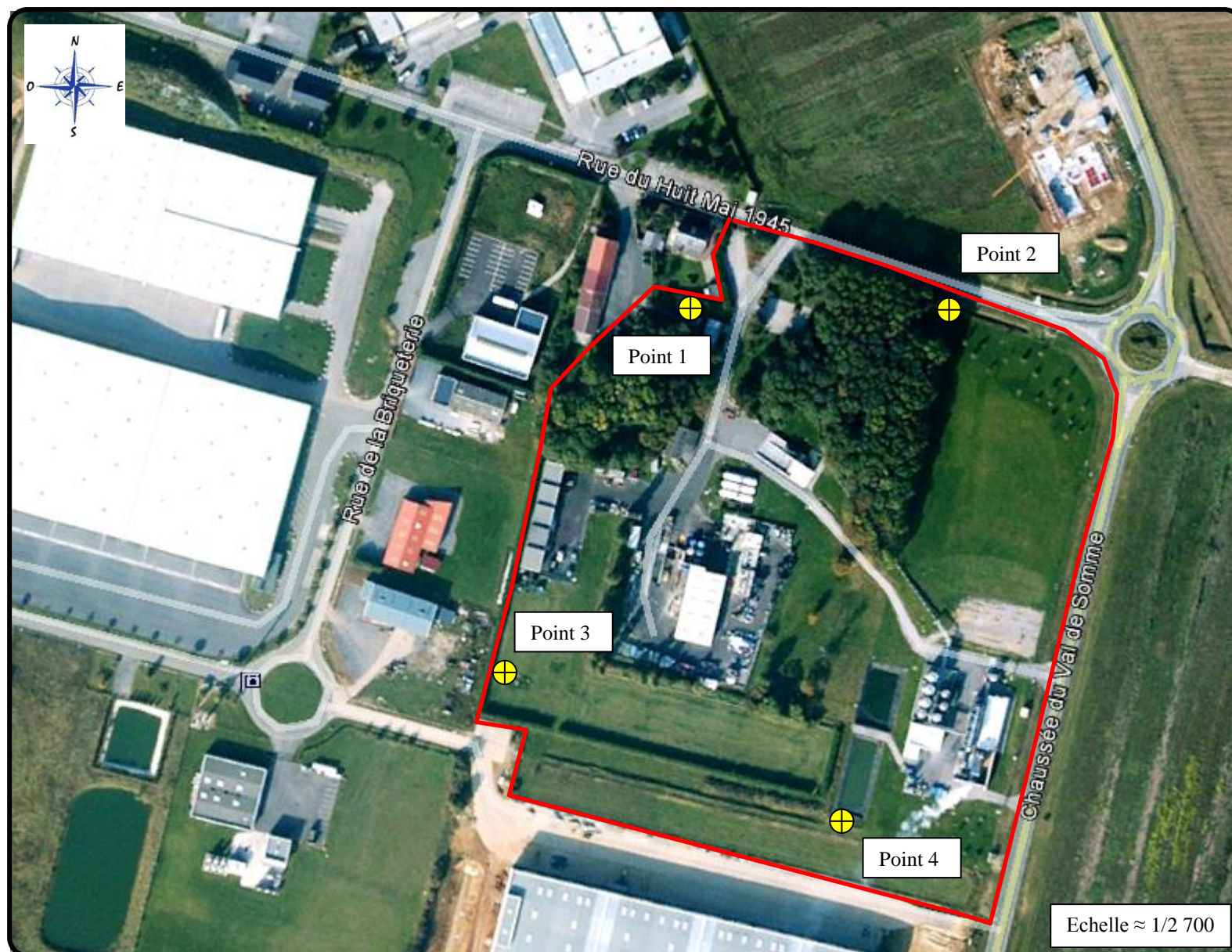
Le choix des points de mesure a été réalisé en tenant compte de la limite d'exploitation de l'usine et du voisinage habité le plus proche, à savoir :

- ↳ **Point 1** : limite de propriété nord et voisinage habité, à proximité de l'entrée du site,
- ↳ **Point 2** : limite de propriété nord-est, côté rue du 8 mai 1945,
- ↳ **Point 3** : limite de propriété sud-ouest,
- ↳ **Point 4** : limite de propriété sud-est.

Le plan de la page suivante permet de localiser les points de mesures.



## Localisation des points de mesures acoustiques



Le tableau suivant présente l'ensemble des résultats obtenus aux différents points :

Point de mesure	Période	Installation	Valeurs en dB(A)			
			LAeq	L <sub>95</sub>	L <sub>50</sub>	L <sub>1</sub>
1	Jour	Arrêt	50,4	44,0	48,3	57,6
		Fonctionnement	52,7	42,8	47,6	63,3
	Nuit	Fonctionnement	51,1	35,3	37,7	65,3
2	Jour	Fonctionnement	60,1	45,2	49,1	73,4
	Nuit	Fonctionnement	53,1	40,8	44,6	63,3
3	Jour	Fonctionnement	53,2	46,4	51,3	60,0
	Nuit	Fonctionnement	47,4	38,3	41,2	58,8
4	Jour	Fonctionnement	49,4	43,0	48,1	55,0
	Nuit	Fonctionnement	44,7	42,5	44,1	48,9

LAeq : Niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré

L<sub>95</sub> : Niveau atteint pendant 95 % de la période de mesure

L<sub>50</sub> : Niveau atteint pendant 50 % de la période de mesure

L<sub>1</sub> : Niveau atteint pendant 1 % de la période de mesure

Les résultats de ces campagnes sont présentés en Annexe 19.

### 7.2.3 NIVEAUX DE BRUIT EN LIMITE DE PROPRIETE

#### A) SITUATION ACTUELLE

Le tableau suivant compare les valeurs mesurées en limites de propriété aux valeurs de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2003 et à celles de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Point de mesure	Période	LAeq (dB(A))	Niveau maximal admissible	
			AP 29/01/03	AM 23/01/97
1	Jour	52,5	60	70
	Nuit	51,0	50	60
2	Jour	60,0	60	70
	Nuit	53,0	50	60
3	Jour	53,0	60	70
	Nuit	47,5	50	60
4	Jour	49,5	60	70
	Nuit	44,5	50	60

Les niveaux sonores enregistrés en limites de propriété sont supérieurs à la valeur limite définie par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2003, en période de nuit, sur les points 1 et 2, à savoir 50 dB(A).

Pour rappel, seules quelques installations sont susceptibles d'être en fonctionnement la nuit (chaudière, centrifugeuse et station de traitement des eaux), aucune activité n'ayant lieu de nuit sur le site.

Tous les niveaux sonores respectent les valeurs limites de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, de jour comme de nuit.

**B) SITUATION FUTURE**

Les modifications projetées ne seront pas de nature à augmenter de manière significative les niveaux de bruit en limites de propriété.

Des mesures seront réalisées dans la configuration future du site afin de vérifier la conformité réglementaire du site.

**7.2.4 EVALUATION DES EMERGENCES****A) SITUATION ACTUELLE**

Le calcul des émergences au droit de la ZER (Zone à Emergence Réglementée) la plus proche est présenté dans le tableau suivant :

Point de mesures	Période	Indice d'émergence retenu <sup>1</sup>	Niveau de bruit résiduel en dB(A)	Niveau de bruit ambiant en dB(A)	Emergence en dB(A)	Emergence admissible en dB(A)
1	Jour	LAeq	52,5	50,5	2,0	5,0

L'émergence déterminée de jour au niveau de la ZER la plus proche est conforme à la réglementation applicable au site.

**B) SITUATION FUTURE**

Les modifications projetées ne seront pas de nature à augmenter de manière significative les niveaux de bruit dans les zones à émergence réglementée.

Des mesures seront réalisées dans la configuration future du site afin de vérifier la conformité réglementaire du site.

---

<sup>1</sup> L'indice L<sub>50</sub> est utilisé lorsque la différence entre les indices LAeq et L<sub>50</sub> est supérieure à 5 dB(A). Le calcul s'effectue sur le bruit résiduel.

### 7.3 MESURES PREVENTIVES ET EVALUATION DE L'IMPACT

Des mesures acoustiques ont été effectuées les 18 et 19 juin 2012 et le 26 mai 2014 sur le site TRD de Villers-Bretonneux.

Les niveaux sonores enregistrés en limites de propriété sont supérieurs à la valeur limite définie par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2003 en période de nuit pour les points 1 et 2, à savoir 50 dB(A).

Toutefois, l'ensemble des niveaux sonores respectent les valeurs limites de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (70 dB(A) de jour et 60 dB(A) de nuit).

L'émergence calculée au point 1 (habitation de l'ancien responsable de maintenance initialement rattachée au site) en période de jour respecte la valeur limite réglementaire.

Dans la configuration future, le site TRD respectera les valeurs limites définies par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE et souhaite que ces valeurs soient reprises dans son arrêté préfectoral, à savoir :

↳ en limites de propriété :

- ✓ 70 dB(A) en période de jour,
- ✓ 60 dB(A) en période de nuit<sup>1</sup>,

↳ au voisinage habité :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Une campagne de mesures acoustiques sera réalisée dans la configuration future du site, afin de vérifier la conformité des niveaux sonores et le respect des émergences en ZER.

<sup>1</sup> Pour rappel, le site n'a actuellement pas d'activité la nuit. Seules quelques installations isolées restent en fonctionnement durant cette période

## **8 DECHETS**

### **8.1 DECHETS GENERES PAR L'ACTIVITE**

#### **8.1.1 SITUATION ACTUELLE**

Le site est spécialisé dans le transit, le regroupement et le traitement de déchets.

Toutefois, le site génère lui-même des déchets, les principaux étant :

- ↪ les eaux souillées,
- ↪ les déchets de maintenance,
- ↪ les DIB et emballages en mélange,
- ↪ les déchets de laboratoire.

#### **8.1.2 SITUATION FUTURE**

Les évolutions projetées sur le site ne seront pas de nature à modifier le type de déchets générés par les activités du site TRD.

Le tableau de la page suivante récapitule l'ensemble des déchets générés sur le site en mentionnant :

- ↪ leurs codes selon l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement relative à la classification des déchets,
- ↪ leur tonnage annuel dans la configuration actuelle et dans la configuration future,
- ↪ leur fréquence d'enlèvement,
- ↪ leur mode de stockage sur site,
- ↪ leur collecteur,
- ↪ leur filière (classement selon la directive n°2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets).

Désignation du déchet	Code déchets	Quantité annuelle (t)		Origine du déchet sur le site	Dénomination du transporteur	Dénomination de l'éliminateur	Mode de traitement
		Situation actuelle	Situation future				
Eaux souillées	16 10 01*	1 560	0 <sup>1</sup>	Eaux souillées du site	ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT	OSE / ARF en final	Opération R1 : Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie (valorisation énergétique). Opération D10 : Incinération à terre.
Déchets de maintenance	15 02 02*	0,12	0,2	Atelier maintenance	ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT	OSE	Opération R1 : Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie (valorisation énergétique). Opération R12 : Soumettre à l'une des opérations R1 à R11.
DIB - emballages en mélange	15 01 06	150	180	Exploitation du site	ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT	SECODE	Opération D12 : Stockage permanent.
Déchets de laboratoire (effluents)	16 10 01*	0,360	0,360	Activité du laboratoire	ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT	OSE	Opération R1 : Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie (valorisation énergétique). Opération R12 : Soumettre à l'une des opérations R1 à R11.
Déchets de laboratoire (matériaux souillés)	15 02 02*	0,2	0,2	Activité du laboratoire	ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT	OSE	Opération R1 : Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie (valorisation énergétique). Opération R12 : Soumettre à l'une des opérations R1 à R11.

\* Déchet classé comme dangereux selon l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

<sup>1</sup> Les eaux souillées seront traitées sur le site grâce aux nouvelles installations de traitement des eaux.

## **8.2 MESURES PREVENTIVES ET EVALUATION DE L'IMPACT**

La nature des déchets restera inchangée par rapport à la situation actuelle.

Le site TRD veillera à ce que l'ensemble des déchets bénéficie d'une filière de valorisation ou d'élimination la plus adaptée à leurs caractéristiques.

Dans le cadre du système de management environnemental ISO 14001, le site TRD réalise un suivi des déchets générés. Le système actuel sera étendu pour le suivi des nouveaux déchets engendrés suite à l'évolution du site.

Dans l'attente de leur valorisation ou de leur élimination, les déchets seront conservés dans des conditions techniques assurant toute sécurité et garantissant la protection de l'environnement en toutes circonstances. Les eaux météoriques susceptibles d'être polluées par les déchets présents sur le site sont collectées et traitées.

Dans la mesure du possible, le site TRD limitera les quantités de déchets produits, notamment en effectuant des opérations de valorisation.

Les eaux souillées générées par les activités du site seront notamment traitées en interne suite à la mise en œuvre de ce projet.

Les DIB sont confiés à des collecteurs agréés puis à des sociétés extérieures autorisées pour la valorisation ou l'élimination, ce qui minimise l'impact sur l'environnement.

Les autres déchets générés par les activités de la société sont traités sur le site TRD.

## 9 TRAFIC

### 9.1 SENSIBILITE DE L'ENVIRONNEMENT

Le site TRD est implanté au sein de la zone industrielle de Villers-Bretonneux.

L'accès au site se fait principalement depuis la rue du 8 mai 1945.

Les principaux axes routiers à proximité du site sont :

- ↳ la RD1029, à environ 750 m au nord,
- ↳ l'A29, à environ 750 m au sud, qui relie Amiens à Saint-Quentin,
- ↳ la RD23, à environ 950 m à l'ouest.

La voie ferrée la plus proche passe à environ 150 m au sud du site. Il s'agit d'une ligne reliant notamment Amiens et Saint-Quentin.

Les résultats des comptages routiers réalisés à proximité du site sont présentés dans le tableau ci-dessous et localisés sur la carte page suivante.

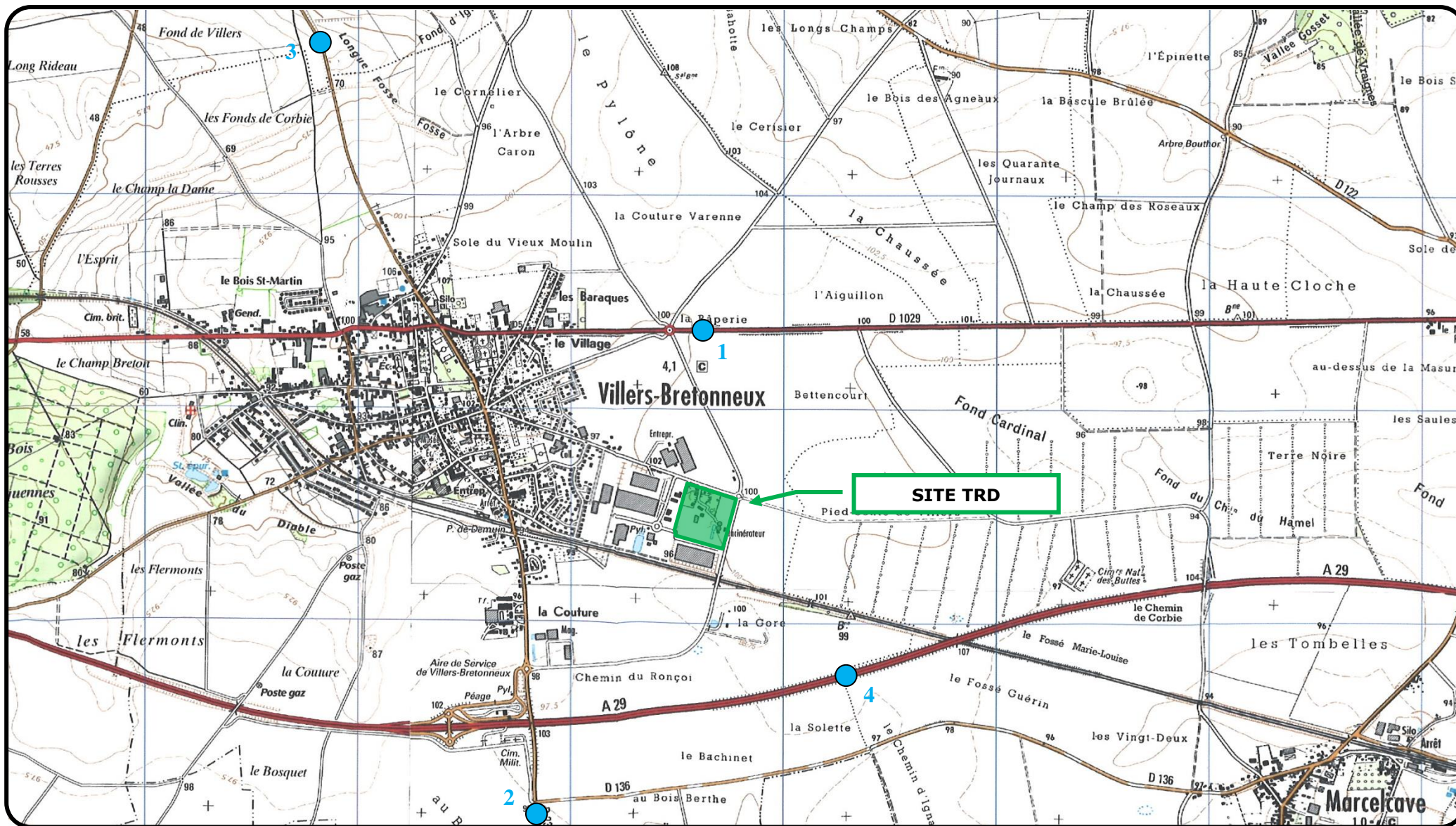
Point de comptage	Axe routier	Commune	Comptage tous véhicules, exprimé en MJO <sup>1</sup>	Proportion de poids lourds
1	D 1029	Villers-Bretonneux	6 847	13%
2	D23	Fouilloy	2 709	8%
3	D23	Demuin	4 120	8%
4	A29	Marcelcave	17 534	/

---

<sup>1</sup> MJO : Moyenne journalière Jours Ouvrables



### Localisation des comptages routiers sur la carte IGN au 1/25 000



## 9.2 TRAFIC GENERE PAR L'ACTIVITE

### 9.2.1 SITUATION ACTUELLE

Le trafic associé à l'activité du site s'effectue uniquement par voie routière.

L'accès au site TRD s'effectue principalement par la rue du 8 mai 1945.

Le trafic routier engendré actuellement par l'activité du site représente environ :

- ↳ 30 véhicules légers par jour pour le déplacement des employés, des activités connexes (visite, sous-traitance...),
- ↳ 25 camions par jour pour l'activité liée aux déchets.

### 9.2.2 SITUATION FUTURE

Suite aux évolutions projetées (augmentation des arrivées de déchets, suppression des départs d'eaux souillées pour traitement externe), le trafic routier engendré par l'activité dans sa configuration future représentera environ :

- ↳ 30 véhicules légers par jour pour le déplacement des employés, des activités connexes (visite, sous-traitance...),
- ↳ 35 camions par jour pour l'activité liée aux déchets.

Cette augmentation sera donc relativement faible.

## 9.3 MESURES PREVENTIVES ET EVALUATION DE L'IMPACT

Dans la configuration future du site, le trafic routier représentera environ 35 camions par jour et 30 véhicules légers par jour.

Actuellement, ce dernier est de l'ordre de 30 véhicules légers et 25 poids lourds par jour.

L'augmentation de la circulation routière générée par les modifications projetées est comparée de manière majorante, dans le tableau suivant, aux données locales relatives à la circulation routière.

Point de comptage	Axe routier	Augmentation totale	Impact sur le trafic total	Impact sur le trafic poids lourds
1	D 1029	10 véhicules/j	+ 0,1%	+ 1,1%
2	D23	10 véhicules/j	+ 0,2%	+ 3,0%
3	D23	10 véhicules/j	+ 0,4%	+ 4,6%
4	A29	10 véhicules/j	+ 0,1%	/

L'impact des modifications projetées sur le trafic routier sera limité et pourra être considéré comme acceptable.

## **10 EMISSIONS LUMINEUSES**

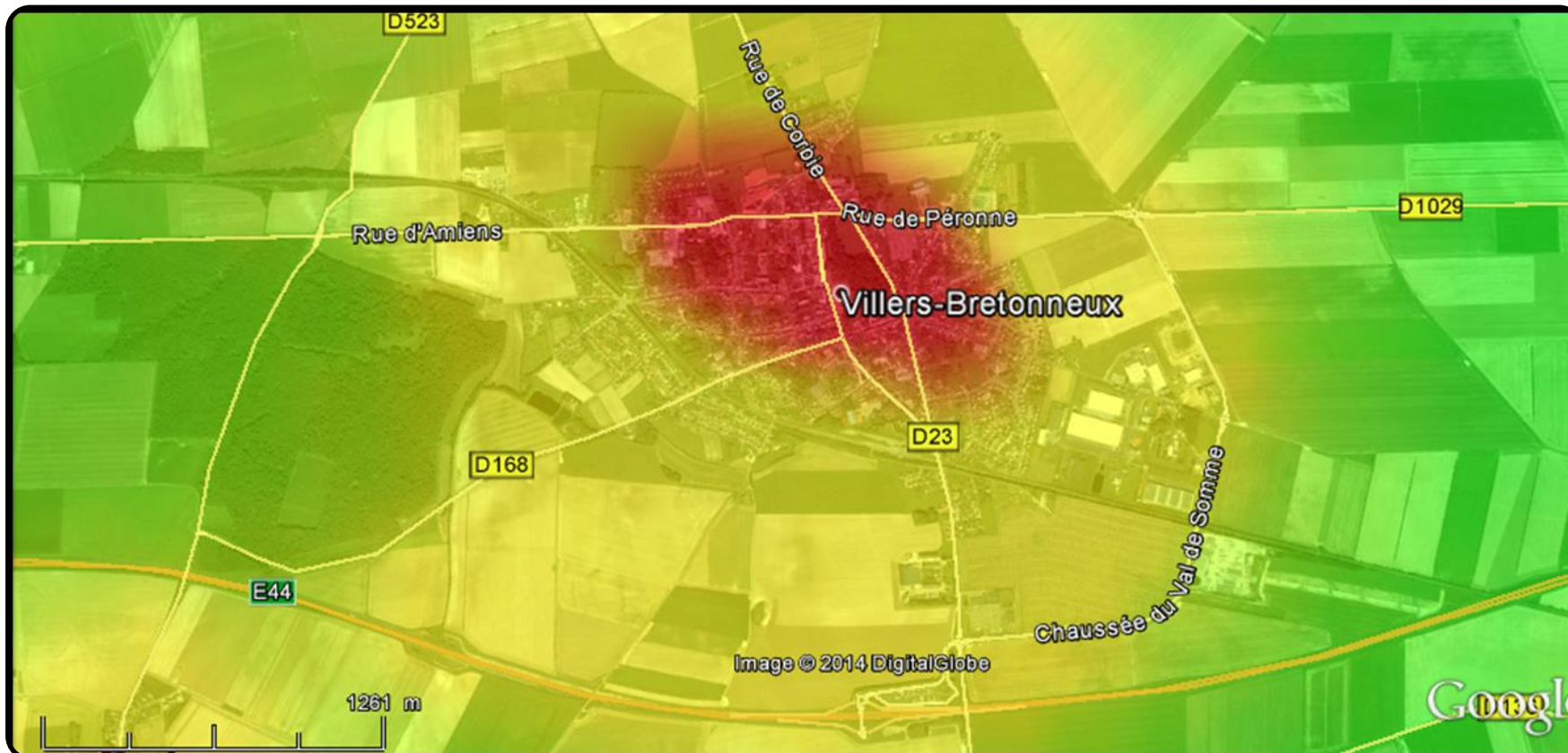
### **10.1 SENSIBILITE DE L'ENVIRONNEMENT**

Le site TRD est implanté au sein de la ZI de Villers-Bretonneux, en zone péri-urbaine. Plusieurs entreprises sont également implantées dans cette zone. Au nord du site, la ZI se développe avec l'implantation de nouvelles sociétés.

Les émissions lumineuses de la zone d'étude sont principalement constituées par l'éclairage public et celui des entreprises de la Zone Industrielle. Comme le montre la carte de pollution lumineuse ci-après, la zone d'implantation du site TRD est impactée notamment par la pollution lumineuse liée au centre-ville de Villers-Bretonneux.



## Extrait de la carte de pollution lumineuse de France



- 0 à 50 étoiles visibles (hors planètes) selon les conditions. Pollution lumineuse très puissante et omniprésente. Typique des très grands centres urbains et grande métropole régionale et nationale.
- 50 à 100 étoiles visibles. Les principales constellations commencent à être reconnaissables.
- 100 à 200 étoiles visibles. Les constellations et quelques étoiles supplémentaires apparaissent. Au télescope, certains Messiers se laissent apercevoir.
- 200 à 250 étoiles visibles, dans de bonnes conditions. La pollution est omniprésente, mais quelques coins de ciel plus noirs apparaissent ; typiquement moyenne banlieue.
- 250 à 500 étoiles visibles. Pollution lumineuse encore forte. La Voie Lactée peut apparaître dans de très bonnes conditions. Certains Messiers parmi les plus brillants peuvent être perçus à l'œil nu.
- 500 à 1000 étoiles visibles. Grande banlieue tranquille, faubourg des métropoles. La Voie Lactée est souvent perceptible, mais très sensible encore aux conditions atmosphériques ; typiquement les halos de pollution lumineuse occupent qu'une partie du Ciel et montent à 40 -50° de hauteur.
- 1000 à 1800 étoiles visibles. La Voie Lactée est visible la plupart du temps (en fonction des conditions climatiques) mais sans éclats, elle se distingue sans plus.
- 1800 à 3000 étoiles visibles. La Voie Lactée se détache assez nettement, on commence à avoir la sensation d'un bon ciel, néanmoins, des sources éparses de pollution lumineuse sabotent encore le ciel ici et là.
- 3000 à 5000. Bon ciel : la Voie Lactée est présente et assez puissante. Les halos lumineux sont très lointains et dispersés, ils n'affectent pas notablement la qualité du ciel.
- + 5000 étoiles visibles. Plus de problèmes de pollution lumineuse décelable à la verticale sur la qualité du ciel. La pollution lumineuse ne se propage pas au-dessus de 8° sur l'horizon.

## **10.2 CARACTERISTIQUES DES SOURCES LUMINEUSES**

### **10.2.1 SITUATION ACTUELLE**

L'activité du site a lieu en semaine, du lundi au vendredi, de 7h à 20h. En fonction de l'activité, le site peut exceptionnellement fonctionner le samedi matin.

Le site TRD dispose d'éclairage extérieur sous double contrôle (horloge, détecteur crépusculaire) dont la diffusion est dirigée vers le sol.

### **10.2.2 SITUATION FUTURE**

Les modifications projetées n'amèneront pas de changement relatif aux sources caractéristiques des sources lumineuses du site.

## **10.3 MESURES PREVENTIVES ET EVALUATION DE L'IMPACT**

Le site TRD est à l'origine d'émissions lumineuses relativement limitées. D'autre part, l'éclairage des lampadaires est dirigé vers le sol.

Au vu de ces éléments et de l'état initial de la zone d'étude, l'impact lumineux des installations sur le voisinage reste limité.

## **11 EFFETS CUMULES LIES A D'AUTRES PROJETS**

Selon le portail de la préfecture de la Somme, aucun avis de l'autorité environnementale n'a été délivré pour une évaluation environnementale sur la commune de Villers-Bretonneux ou les communes du rayon d'affichage au cours de la période 2010 – 2015.

Selon cette même source, un avis de l'autorité environnementale a été rendu le 30 décembre 2015 dans le cadre de l'examen au cas par cas prévu à l'article R.1261-16 1° et 4°c) du code de l'urbanisme pour la mise à jour du PLU de VILLERS-BRETONNEUX : l'avis indique que la révision du PLU n'est pas susceptible d'entraîner des effets notables pour l'environnement.

Ainsi, aucun projet n'est susceptible de générer des effets cumulés avec l'activité du site ORTEC SE.

## **12 MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES**

Les activités du site TRD figurent spécifiquement parmi les catégories d'activités industrielles visées à l'annexe I de la Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles.

Les premières versions de ce DDAE déposées en Préfecture en mai 2015 puis en juillet 2018 incluaient déjà une comparaison aux meilleures techniques disponibles sectorielles relatives au traitement des déchets issues du BREF WT (Waste Traitement) daté d'août 2006 et un rapport de base.

Postérieurement au dernier dépôt en Préfecture, le 10 août 2018 (publication au Journal Officiel de l'Union européenne du 17 août 2018), les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets ont été publiées.

Dans le cadre de l'instruction du dossier, la DREAL a demandé à la société ORTEC Services Environnement la mise à jour de l'analyse de la conformité aux MTD selon les conclusions sur les MTD nouvellement publiées.

La situation du site par rapport aux MTD contenues dans ce BREF est présentée dans les tableaux des pages suivantes.

Le rapport de base, dans sa dernière version du 20 février 2018, reste à jour et ne nécessite pas de modification.

## 12.1 ANALYSE DES MTD TRAITEMENT DE DECHETS – AOUT 2018

### Champ d'application :

Les présentes conclusions sur les MTD concernent les activités ci-après, spécifiées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE, à savoir :

**- 5.1. Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :**

- a) traitement biologique ;
- b) traitement physico-chimique ;
- c) mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux points 5.1 et 5.2 de l'annexe I de la directive 2010/75/UE ;
- d) reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux points 5.1 et 5.2 de l'annexe I de la directive 2010/75/UE ;
- e) récupération/régénération des solvants ;
- f) recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques ;
- g) régénération d'acides ou de bases ;
- h) valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution ;
- i) valorisation des constituants des catalyseurs ;
- j) régénération ou autres réutilisations des huiles ;

- 5.3. a) Élimination des déchets non dangereux avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE du Conseil (1) :

- i) traitement biologique ;
- ii) traitement physico-chimique ;
- iii) prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération ;
- iv) traitement des cendres ;
- v) traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.

**5.3. b) valorisation, ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux** avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :

- i) traitement biologique ;
- ii) prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération ;
- iii) traitement des cendres ;
- iv) traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.



Lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour.

**- 5.5. Stockage temporaire de déchets dangereux** ne relevant pas du point 5.4 de l'annexe I de la directive 2010/75/UE, dans l'attente de la mise en œuvre d'une des activités énumérées aux points 5.1, 5.2, 5.4 et 5.6 de l'annexe I de ladite directive, avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

**- 6.11. Traitement, dans des installations autonomes** ne relevant pas de la directive 91/271/CEE, **des eaux résiduaires rejetées par une installation exerçant des activités couvertes par le point 5.1, 5.3 ou 5.5** susmentionné.

En ce qui concerne le traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes ne relevant pas de la directive 91/271/CEE, les présentes conclusions sur les MTD s'appliquent également au traitement combiné d'effluents aqueux provenant de différentes sources si la principale charge polluante résulte des activités couvertes par le point 5.1, 5.3 ou 5.5 susmentionné.

Pour le site TRD, les installations classées IED concernées par la MTD WT sont les suivantes :

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation
3510	<p>Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- traitement biologique</li> <li>- traitement physico-chimique</li> <li>- mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</li> <li>- reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</li> <li>- récupération/ régénération des solvants</li> <li>- recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques</li> <li>- régénération d'acides ou de bases</li> <li>- valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution</li> <li>- valorisation des constituants des catalyseurs</li> <li>- régénération et autres réutilisations des huiles</li> <li>- lagunage</li> </ul>	<p>Les opérations de traitement comprendront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Broyage,</li> <li>- Neutralisation/filtre presse,</li> <li>- Centrifugation,</li> <li>- Empattage / Crible ,</li> <li>- CMV,</li> <li>- Unité physico-chimique et biologique.</li> </ul> <p>Soit une capacité de traitement de xxx t/j &gt; 10 t/j (informations confidentielles)</p>

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte (A)	<p>Le stockage temporaire de déchets dangereux se composera des installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• regroupement / traitement de déchets liquides,</li> <li>• bâtiment de réception,</li> <li>• déchets assimilés à des DDM,</li> <li>• zone de pompage,</li> <li>• déchets de laboratoire,</li> <li>• stockage tampon ,</li> <li>• cuves bas PE,</li> <li>• cuves neutralisation ,</li> <li>• fosses de broyage,</li> <li>• fosse de préparation de CSS,</li> <li>• alvéoles,,</li> <li>• bennes.</li> </ul> <p>La capacité de stockage temporaire du site sera portée à xxx &gt; 50 t (<i>informations confidentielles</i>).</p>

Le site réalise également la valorisation de déchets non dangereux, activité relevant de la directive IED mais non classée :

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants (A)	L'activité de traitement de déchet non dangereux pour valorisation pourra être supérieure ou égale à 10 t/j mais n'atteindra pas 75 t/j.

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<b>1. CONCLUSIONS GENERALES SUR LES MTD</b>		
<b>1.1 Performances environnementales globales</b>		
<b>MTD 1</b> Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes: I. engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau; II. définition, par la direction, d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation; III. planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, planification financière et investissement; IV. mise en œuvre des procédures, prenant particulièrement en considération les aspects suivants: a) organisation et responsabilité; b) recrutement, formation, sensibilisation et compétence; c) communication; d) participation du personnel; e) documentation, f) contrôle efficace des procédés; g) programmes de maintenance; h) préparation et réaction aux situations d'urgence; i) respect de la législation sur l'environnement; V. contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération: a) surveillance et mesure (voir également le rapport de référence du JRC relatif à la surveillance des émissions dans l'air et dans l'eau provenant des installations relevant de la directive sur les émissions industrielles — ROM); b) mesures correctives et préventives; c) tenue de registres; d) audit interne ou externe indépendant (si possible) pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour; VI. revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité, par la direction;	La portée (par exemple, le niveau de détail) et la nature du SME (normalisé ou non normalisé) dépendent en général de la nature, de l'ampleur et de la complexité de l'installation, ainsi que de l'éventail de ses effets possibles sur l'environnement (lesquels sont aussi déterminés par le type et la quantité de déchets traités).	<p>La politique générale d'ORTEC est appliquée sur le site ORTEC Services Environnement.</p> <p>Le site TRD dispose d'un Système de Management Environnemental certifié selon la norme ISO 14001.</p> <p>Le groupe ORTEC dispose d'un service Qualité Hygiène Sécurité Environnement.</p> <p>Le site TRD dispose d'un responsable QHSE basé sur l'agence d'Amiens et d'un correspondant permanent sur place. Il a la charge du respect des règles, des actions correctives et de la proposition d'améliorations : il fait vivre le système.</p> <p>Le service QHSE est chargé entre autres du suivi du système de management, du suivi ICPE, de la conformité à l'ADR, de la sécurité incendie et de la conformité réglementaire.</p> <p>Des audits internes sont réalisés à fréquences régulières par les responsables QHSE de l'agence ORTEC à AMIENS et ponctuellement par le groupe ORTEC.</p> <p>Des audits de certification à blanc sont réalisés par le groupe ORTEC avant chaque audit de renouvellement.</p> <p>Un ensemble de procédures répond au référentiel ISO 14001 ; des modes opératoires couvrent les activités réalisées sur le site.</p> <p>Les nouvelles installations sont étudiées selon les meilleures technologies disponibles.</p> <p>Le site TRD est également certifié MASE.</p> <p>Le site TRD dispose d'un Système de Management Environnemental certifié selon la norme ISO 14001.</p>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<p>VII. suivi de la mise au point de technologies plus propres;</p> <p>VIII. prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation;</p> <p>IX. réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur.</p>		<p>Le groupe ORTEC dispose de 3 centres de traitement en France, d'activités comparables : en plus du centre de VILLERS-BRETONNEUX, ORTEC exploite le site ANTIPOLE à FONTENAY-LE-COMTE (85) et le site VALORTEC à ROGNAC (13).</p> <p>Ces 3 sites enrichissent mutuellement leurs connaissances et techniques de traitement par retours d'expérience.</p> <p>Une évaluation comparative sectorielle est réalisée au sein du groupe ORTEC, qui réalise la veille technique et alimente les informations propres au métier.</p> <p>La société participe activement aux travaux des syndicats FNADE (Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'Environnement) et SYVED (Syndicat pour la Valorisation des Déchets).</p>
<p>X. gestion des flux de déchets (voir la MTD 2);</p> <p>XI. inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir la MTD 3);</p> <p>XII. plan de gestion des résidus (voir la description à la section 6.5)</p> <p>XIII. plan de gestion des accidents (voir la description à la section 6.5)</p> <p>XIV. plan de gestion des odeurs (voir la MTD 12);</p> <p>XV. plan de gestion du bruit et des vibrations (voir la MTD 17).</p>	<p>La portée (par exemple, le niveau de détail) et la nature du SME (normalisé ou non normalisé) dépendent en général de la nature, de l'ampleur et de la complexité de l'installation, ainsi que de l'éventail de ses effets possibles sur l'environnement (lesquels sont aussi déterminés par le type et la quantité de déchets traités).</p>	<p>Ces points sont abordés dans les MTD visées.</p> <p>Sur le site TRD, le service QSE assure le suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des entrées/ sorties de déchets,</li> <li>- des effluents aqueux,</li> <li>- des rejets atmosphériques,</li> <li>- des incidents/ accidents,</li> <li>- des mesures acoustiques périodiques.</li> </ul> <p>Ces actions sont cadrées dans les règles fixées en application des référentiels 14001 et MASE</p>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<b>MTD 2</b> Afin d'améliorer les performances environnementales globales de l'unité, la MTD consiste à appliquer toutes les techniques énumérées ci-dessous.	/	
a. Établir et appliquer des procédures de caractérisation et d'acceptation préalable des déchets. <i>Ces procédures permettent de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, sur le plan technique (et juridique), à un déchet donné, avant l'arrivée de celui-ci à l'unité. Il s'agit notamment de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants, et éventuellement de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir suffisamment d'informations sur la composition des déchets. Les procédures d'acceptation préalable des déchets sont fondées sur les risques et prennent en considération, par exemple, les propriétés dangereuses des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.</i>	/	<p>Une procédure d'acceptation préalable du déchet est mise en œuvre avant toute livraison du déchet.</p> <p>Le producteur de déchets transmet les informations nécessaires à la rédaction de la fiche d'acceptation préalable : identifiant du producteur de déchet, nature du déchet, caractéristiques du déchet, tonnages attendus, conditionnement.</p> <p>Le producteur de déchets fournit également, à titre indicatif, les propriétés de dangers des déchets (HPxx).</p> <p>La FID est validée par le producteur ; elle permet de fournir un certificat d'acceptation préalable été ainsi de vérifier la conformité de réception du déchet.</p> <p>Le certificat est valable 1 an et son renouvellement soumis à la validation du producteur.</p>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
	/	<p>Des contrôles visuels sont réalisés à l'acceptation. Des consignes avec les déchets entrants interdits et connus des opérateurs sont mises en place. Une procédure prévoit le déclassement à la réception de certains déchets interdits.</p> <p>La procédure d'acceptation du déchet inclut la réalisation de tests et d'analyses sur un échantillon représentatif du déchet. Le laboratoire présent sur le site permet de réaliser ces analyses en interne. Il dispose de fiches d'analyses récapitulant les analyses à réaliser selon les 2 types de déchets : déchets solides/ déchets liquides.</p> <p>Le site TRD dispose d'un registre dans lequel sont inscrites toutes les informations relatives à l'échantillonnage d'un déchet. L'échantillonnage est adapté au type et à l'historique de déchets. Les résultats des analyses par déchet sont consignés dans une échantillothèque interne. Les échantillons sont conservés 3 mois.</p> <p>Les résultats des analyses déterminent l'acceptabilité du déchet : le responsable du laboratoire propose la filière de traitement la plus adaptée et le responsable d'exploitation valide la filière. A réception, le laboratoire interne contrôle la qualité de la livraison par rapport au CAP et valide ou non chaque entrée sur le site.</p> <p>Les propriétés dangereuses des produits sont de la responsabilité des producteurs (au travers de la FID). TRD dispose d'une batterie de contrôle pour s'assurer de la conformité du déchet avec son arrêté préfectoral.</p> <p>Le site prend en compte ces données après orientations des déchets dans les catégories de gestion propres au centre. A ce stade le centre TRD est considéré comme producteur du produit transformé et il qualifie alors le risque.</p>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<p>c. Établir et mettre en œuvre un système de suivi et d'inventaire des déchets.</p> <p><i>Le système de suivi et d'inventaire des déchets permet de localiser les déchets dans l'unité et d'en évaluer la quantité. Il contient toutes les informations générées pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets (par exemple, la date d'arrivée des déchets à l'unité et leur numéro de référence unique, les informations relatives au(x) précédent(s) détenteur(s) des déchets, les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets, le mode de traitement prévu, la nature des déchets et la quantité détenue sur le site, ainsi que les dangers recensés), et les procédures d'acceptation, de stockage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site. Le système de suivi des déchets est fondé sur les risques et prend en considération, par exemple, les propriétés dangereuses des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.</i></p>	/	<p>La société ORTEC Services Environnement tient à jour un inventaire informatisé qui permet de connaître les types de déchets présents, leur localisation sur le site et leurs quantités ; il est mis à jour par un inventaire physique à fréquence hebdomadaire pour les acides/ bases et mensuelle pour le reste du site .Cet inventaire prend en compte les familles de déchets, type de risque, et zone de stockage. Il évoluera vers une mise à jour hebdomadaire à l'horizon fin 2020.</p> <p>Le site dispose d'un système informatique de traçabilité en lien avec les analyses, les BSDI permettent de suivre l'évolution du déchet.</p> <p>La base informatique du site TRD permet de faire le lien entre les Certificats d'Acceptation Préalables, la réception du déchet et crée un lien vers le BSDI au format papier.</p> <p>Le site TRD dispose d'un logiciel « GEODE »qui suit les entrées et les sorties.</p> <p>Dans le cadre de l'amélioration continue le Groupe ORTEC travaille à l'évolution de « GEODE » pour obtenir un suivi du stock au plus près de la réalité du terrain (entrées, sorties, produits intermédiaires)</p>
<p>d. Établir et mettre en œuvre un système de gestion de la qualité des extrants</p> <p>L'objectif de cette technique est de s'assurer que le traitement des déchets donne un résultat conforme aux attentes; les normes EN, par exemple, pourront être utilisées à cet effet. Ce système de gestion permet également de contrôler et d'optimiser les performances du traitement des déchets, et peut à cet effet comprendre une analyse dynamique des constituants dignes d'intérêt (analyse des flux de matières) tout au long du traitement des déchets. L'analyse des flux de matières est fondée sur les risques et prend en considération, par exemple, les propriétés dangereuses des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.</p>	/	<p>Des analyses sont réalisées à la fin de la fabrication d'un lot de déchets et au moment du départ du site.</p> <p>Les modes opératoires du laboratoire définissent les critères d'analyse des déchets sortants (ex : PCI, métaux lourds...) et précisent les critères par destination. C'est l'orientation vers telle ou telle filière par les responsable de site sur la base des analyses de réception qui permet d'optimiser la filière en fonction des critères ,notamment de valorisation maximale.</p> <p>Les déchets sortants subissent un suivi rigoureux : registre de sortie, Bordereaux de Suivi des Déchets, document de suivi, documents de notification et mouvement.</p> <p>La comparaison est réalisée par rapport aux cahiers des charges (CSS et autres) et aux CAP émis par le destinataire.</p>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<p>e. Veiller à la séparation des déchets.</p> <p>Les déchets sont triés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement.</p> <p>La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.</p>	/	<p>L'organisation actuelle du site assure déjà la séparation des flux de déchets : les déchets liquides sont stockés en cuves identifiées et spécifiques à chaque type de déchet et les déchets solides sont stockés en alvéoles ou en zones de stockage par catégories de déchets en tenant compte des incompatibilités.</p> <p>Dans le cadre du réaménagement du site, cette organisation sera encore améliorée avec la création de nouvelles zones de transit et de nouveaux bâtiments afin d'optimiser la séparation des flux de déchets.</p>
<p>f. S'assurer de la compatibilité des déchets avant de les mélanger.</p> <p>Pour garantir la compatibilité, un ensemble de mesures et tests de vérification sont mis en œuvre pour détecter toute réaction chimique indésirable ou potentiellement dangereuse entre des déchets (par exemple, polymérisation, dégagement gazeux, réaction exothermique, décomposition, cristallisation, précipitation) lors de leur mélange ou lors d'autres opérations de traitement. Les tests de compatibilité sont fondés sur les risques et prennent en considération, par exemple, les propriétés dangereuses des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.</p>	/	<p>Au vu des analyses à la réception, le responsable du laboratoire valide une filière cohérente sous l'autorité du responsable de site.</p> <p>Les tests réalisés confirment les principales caractéristiques du déchet et vérifient leur comptabilité avec les capacités de stockage présentes sur le site.</p> <p>Les incompatibilités entre familles de déchets sont décrites dans le mode opératoire du laboratoire.</p> <p>Le responsable du laboratoire qui propose la filière de traitement la plus adaptée au déchet concerné connaît ces incompatibilités et la filière de traitement proposée tient compte de ces incompatibilités.</p> <p>Les opérateurs de terrain reçoivent des formations sur les incompatibilités chimiques des déchets, qui sont également reprises dans les modes opératoires.</p> <p>Les nouveaux embauchés ont tous reçu une formation initiale en chimie.</p> <p>La future organisation du site est pensée pour éviter les risques d'incompatibilité.</p> <p>Le site procède à un inventaire physique régulier de ses stocks. Le stock relatif aux produits sensibles est réalisé plus fréquemment et le suivi informatique déclenche des alertes sur les mentions de dangers les plus sensibles.</p> <p>C'est pourquoi les chimistes ont au minimum une formation bac +2 en chimie. Les opérateurs terrain sont désormais recrutés jusqu'au niveau bac+2.</p>



MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<p>g. Tri des déchets solides entrants</p> <p>Le tri des déchets solides entrants (voir section 6.4 des conclusions sur les MTD) permet d'éviter que des matières indésirables n'atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le tri manuel après examen visuel;</li> <li>— la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux;</li> <li>— la séparation optique, par exemple par spectroscopie infrarouge proche ou par rayons X;</li> <li>— la séparation en fonction de la densité, par exemple par classification pneumatique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes;</li> <li>— la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage.</li> </ul>	/	<p>Le site TRD réalise plusieurs étapes de regroupement/ tri sur le même site.</p> <p>Les déchets conditionnés font l'objet d'un contrôle par emballage et les solides en vrac sont manipulés avant tout envoi à l'extérieur afin d'extraire les matières indésirables détectables.</p> <p>Des étapes de tri de déchets sont réalisées tout au long du procédé de fabrication des extrants (CSS) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Examen visuel ou par appareil (par exemple le portique de détection de la radioactivité) des déchets et retrait des éléments indésirables (aérosols, bouteilles de gaz, ...),</li> <li>- Séparation magnétique par overband à l'atelier CSS,</li> <li>- Le crible à l'atelier CSS assure la séparation granulométrique des plus gros éléments dans le CSS.</li> </ul>
<p><b>MTD 3</b></p> <p>Afin de faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air, la MTD consiste à établir et à tenir à jour, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD 1), un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, fournissant toutes les informations suivantes :</p> <p>i) des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions;</li> <li>b) des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances;</li> </ol> <p>ii) des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) valeurs moyennes de débit, de pH, de température et de conductivité, et variabilité de ces paramètres;</li> <li>b) valeurs moyennes de concentration et de charge des substances pertinentes et variabilité de ces paramètres (par exemple, DCO/COT, composés azotés, phosphore, métaux, substances prioritaires /micropolluants);</li> <li>c) données relatives à la biodégradabilité [par exemple, DBO, rapport DBO/DCO, essai de Zahn et Wellens, potentiel d'inhibition biologique (inhibition des boues activées, par exemple)] (voir la MTD 52);</li> </ol>	<p>La portée (par exemple, le niveau de détail) et la nature de l'inventaire sont généralement fonction de la nature, de l'ampleur et de la complexité de l'installation, ainsi que de l'éventail de ses effets possibles sur l'environnement (lesquels sont aussi déterminés par le type et la quantité de déchets traités).</p>	<p>La société ORTEC SE a déposé en Préfecture de la Somme une demande d'autorisation d'exploiter dans le cadre de la réorganisation de son site TRD.</p> <p>Conformément à la réglementation en vigueur, le DDAE contient une description des déchets susceptibles d'être acceptés sur le site et des installations de traitement.</p> <p>Les activités du site consistent à réceptionner des déchets dangereux et non dangereux, puis à les traiter sur site via des procédés spécifiques, ou à les envoyer vers des filières de traitement adaptées.</p> <p>La caractérisation préalable des déchets admis permet d'orienter le système de traitement adapté à chaque déchet.</p> <p>Les déchets admis sur le site sont des déchets chimiques, à l'exclusion des déchets radioactifs, des Déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux et des déchets explosifs.</p> <p>A l'arrivée sur site, les déchets doivent satisfaire aux procédures d'information préalable et d'acceptation préalable, et satisfaire aux contrôles. Les déchets admis en traitement par évapo-concentration doivent présenter des valeurs limites spécifiques à certains paramètres (DCO, chlore, soufre, fluor, etc).</p> <p>La technique de traitement retenue est différente selon la nature des déchets entrant et caractéristiques identifiées : les déchets solides peuvent être broyés ; les déchets liquides sont envoyés pour traitement dans l'un des trois procédés : évapoconcentration / centrifugation / neutralisation, coagulation, floculation, déshydratation.</p> <p>Les synoptiques de traitement des déchets réceptionnés, la description des techniques intégrées aux procédés et des traitements des effluents aqueux/gazeux seront mis à jour dans les modes opératoires après mise en place des nouveaux équipements</p>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<p>iii) des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) valeurs moyennes de débit et de température et variabilité de ces paramètres;</li> <li>b) valeurs moyennes de concentration et de charge des substances pertinentes et variabilité de ces paramètres (par exemple, composés organiques, POP tels que PCB);</li> <li>c) inflammabilité, limites inférieure et supérieure d'explosivité, réactivité;</li> <li>d) présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité (par exemple, oxygène, azote, vapeur d'eau, poussière).</li> </ul>		<p>Le DDAE présente également une étude d'impact qui précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'inventaire des émissions du site dans les différents milieux récepteurs (EAU, AIR, SOL...),</li> <li>- Les caractéristiques des émissions aqueuses et atmosphériques du site (débits, inventaires des substances rejetées, flux, concentrations...),</li> <li>- Les installations de traitement disponibles sur le site ou envisagées dans le cadre du projet de réaménagement du site.</li> </ul> <p>Les effluents aqueux sont suivis sur le site pour le point de rejet principal conformément aux paramètres définis dans l'Arrêté Ministériel du 2 février 1998 et repris dans la convention de rejets : débit, pH, température, conductivité, DCO, DBO<sub>5</sub>, MES, azote global, phosphore total, cyanures totaux, indice phénol, composés organiques halogénés AOX, hydrocarbures totaux, chlorures, fluorure, métaux (As, Se, Cr, Fe, Zn, Cu, Pb, Ni, Hg, Cd), Na.</p> <p>Les rejets atmosphériques seront suivis sur le site sur chaque point de rejets canalisé pour les paramètres suivants : débit, température, poussières, HCl, NH<sub>3</sub>. (à ce jour, ne concerne que la tour de lavage.</p> <p>Les résultats des analyses sur les rejets sont examinés par le responsable du laboratoire, de l'exploitation et du centre. Ce dernier décide de mesures d'urgence éventuelles et procède à l'examen des causes. Cet examen est complété par des diagnostics de fonctionnement des différentes étapes de traitement pour action corrective puis un contrôle de rejets accidentels. Une fois les actions correctives mise en œuvre un nouveau contrôle du rejet sur des paramètres en cause est effectué.</p>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<b>MTD 4</b> Afin de réduire le risque environnemental associé au stockage des déchets, la MTD consiste à appliquer toutes les techniques énumérées ci-dessous	/	
a. Lieu de stockage optimisé Il s'agit notamment des techniques suivantes: — lieu de stockage aussi éloigné qu'il est techniquement et économiquement possible des zones sensibles, des cours d'eau, etc., — le lieu de stockage est choisi de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité (par exemple, lorsque les mêmes déchets font l'objet de deux opérations de manutention ou plus, ou lorsque les distances de transport sur le site sont inutilement longues.	Applicable d'une manière générale aux unités nouvelles.	<p>Le site TRD de la société ORTEC SE est implanté en zone industrielle. Il n'y a pas de captage d'eau potable ni de cours d'eau à proximité immédiate du site ORTEC.</p> <p>La nappe de la craie se retrouve à plus de 40 m sous le niveau du sol.</p> <p>L'objet du projet présenté dans le DDAE est précisément d'améliorer les flux internes de déchets</p> <p>Dans le cadre du projet de réorganisation du site TRD, la société ORTEC envisage la création de nouvelles zones de transit, l'imperméabilisation de voies de circulation et l'édification de nouveaux bâtiments pour optimiser les flux de déchets à l'intérieur du site et limiter les déplacements sur le site, améliorer la sécurité des travailleurs et limiter l'impact de l'activité du site sur l'environnement.</p> <p>Ainsi le bâtiment réception sera-t-il placé en zone centrale et à proximité immédiate des ateliers destinés à recevoir les flux les plus importants en terme de manipulation (acides, bases, phytosanitaires, DMS, DTQD). De même l'activité de pompage de déchets liquides sera juxtaposée au bâtiment de réception pour limiter le flux inutile de déchet, dans son alignement, le démantèlement des GRV issu de ce pompage.</p> <p>Les produits destinés à la fabrication de CSS et livrés en vrac seront réceptionnés directement dans le bâtiment de transformation évitant tout transfert extérieur.</p>
b. Capacité de stockage appropriée Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment: — la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement, — la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée, — le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.	Applicable d'une manière générale	<p>Dans le cadre du projet de réorganisation du site TRD, la création de nouvelles zones de transit de déchets permettra de limiter les phases de saturation du site.</p> <p>Les déchets présents sur le site font l'objet d'un inventaire mensuel (hebdomadaire à terme) permettant de vérifier que les capacités de déchets présentes ne sont pas supérieures aux capacités de stockage autorisées du site.</p> <p>Pour chaque capacité (cuve, boîte, fosse) est associé un tonnage maximum de stockage qui fait l'objet d'un suivi rigoureux.</p> <p>Le temps de séjour maximal des déchets est de 3 mois.</p>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<p>c. Déroulement du stockage en toute sécurité</p> <p>Comprend notamment les techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les équipements servant au chargement, au déchargement et au stockage des déchets sont clairement décrits et marqués,</li> <li>— les déchets que l'on sait sensibles à la chaleur, à la lumière, à l'air, à l'eau, etc. sont protégés contre de telles conditions ambiantes,</li> <li>— les conteneurs et fûts sont adaptés à l'usage prévu et stockés de manière sûre.</li> </ul>	<p>Applicable d'une manière générale</p>	<p>Dans le cadre du projet de réorganisation du site TRD, la création de nouvelles zones de transit de déchets permettra d'améliorer les conditions de stockage des déchets sur le site, en développant notamment les zones couvertes afin de protéger les déchets des précipitations et de l'ensoleillement, ce qui permettra en plus de limiter les quantités d'eaux de pluie souillées par contact avec les déchets.</p> <p>Les contenants sont adaptés aux déchets acceptés en fonction de leurs caractéristiques et validés lors de l'acceptation des déchets.</p> <p>Des zones de stockages sont délimitées, pourvues de rétention et dédiées à certaines catégories de déchets (solides, liquides, reconditionnés).</p> <p>Des engins de type chargeuse, chariot élévateur ou transpalettes électriques assurent les opérations usuelles de mise en stock et transfert d'un stock à l'autre.</p> <p>La procédure « Epanchage accidentel » sur le site » indique la procédure à prendre en cas de déversement de produit.</p> <p>L'entretien hebdomadaire des engins est réalisé sur site par les opérateurs. Les opérations de maintenance lourde, de réparation et de contrôle réglementaire sont externalisées.</p>
<p>d. Zone séparée pour le stockage et la manutention des déchets dangereux emballés.</p> <p>S'il y a lieu, une zone est exclusivement réservée au stockage et à la manutention des déchets dangereux emballés.</p>	<p>Applicable d'une manière générale</p>	<p>Le site TRD dispose d'un atelier dispatching pour la réception, le déconditionnement, le regroupement de déchets dangereux en petits conditionnements qui sont classés par catégorie et évacués régulièrement après contrôle par le responsable du laboratoire d'analyse.</p> <p>Les produits réactifs peuvent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit isolés dans des boxes appropriés,</li> <li>- soit stockés dans des suremballages sécurisés.</li> </ul> <p>Les investissements prévus multiplieront les secteurs spécifiques par la création d'un bâtiment pour les produits très inflammables, les acides, bases, phytosanitaires et la réaffectation des alvéoles pour le stockage d'une dizaine de produits à risque spécifique (pulvérulents, aérosols etc...)</p>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<p><b>MTD 5</b></p> <p>Afin de réduire le risque environnemental associé à la manutention et au transfert des déchets, la MTD consiste à établir et à mettre en œuvre des procédures de manutention et de transfert.</p> <p>Les procédures de manutention et de transfert sont destinées à garantir la manutention des déchets et leur transfert en toute sécurité vers les différentes unités de stockage ou de traitement. Elles comprennent les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les opérations de manutention et de transfert des déchets sont exécutées par un personnel compétent,</li> <li>— les opérations de manutention et de transfert des déchets sont dûment décrites, validées avant exécution et vérifiées après exécution,</li> <li>— des mesures sont prises pour éviter, détecter et atténuer les déversements accidentels,</li> <li>— des précautions en rapport avec le fonctionnement et la conception de l'unité sont prises lors de l'assemblage ou du mélange des déchets (par exemple, aspiration des déchets pulvérulents).</li> </ul> <p>Les procédures de manutention et de transfert sont fondées sur les risques et prennent en considération la probabilité de survenue d'accidents et d'incidents et les incidences possibles sur l'environnement.</p>	/	<p>Une procédure rappelle que seul le personnel habilité CACES et apte médicalement peut conduire les engins.</p> <p>Dans le cadre du projet de réorganisation du site TRD, la société ORTEC envisage la création de nouvelles zones de transit (aires de travail et voies de circulation) et l'édification de nouveaux bâtiments pour optimiser les flux de déchets à l'intérieur du site, améliorer la sécurité des travailleurs et limiter l'impact de l'activité du site sur l'environnement.</p> <p>Les manipulations de déchets sont effectuées par du personnel formé et compétent, avec du matériel adapté et conforme aux exigences réglementaires, intégré à un plan de maintenance. Le personnel est capable d'intervenir rapidement en situation d'urgence (déversement de produits ou accident dans le cadre de l'activité du site).</p> <p>Les modes opératoires sont établis en prenant en compte les risques liés à la manipulation des déchets.</p> <p>Des causeries sont effectuées auprès des personnes responsables de la manutention en tenant compte du retour d'expérience du métier ; par exemple éviter de percer les emballages avec les fourches des chariots, ne pas circuler avec la fourche en position haute à vide ou en charge, ne jamais dépasser les capacités de levage du chariot, ne pas gerber à plus de 2,5 m sur site, filmer les fûts sur palette avant leur déplacement.</p>
<b>1.2 Surveillance</b>		
<p><b>MTD 6</b></p> <p>Pour les émissions dans l'eau à prendre en considération d'après l'inventaire des flux d'effluents aqueux (voir MTD 3), la MTD consiste à surveiller les principaux paramètres de procédé (par exemple, le débit des effluents aqueux, leur pH, leur température, leur conductivité, leur DBO) à certains points clés (par exemple, à l'entrée ou à la sortie de l'unité de prétraitement, à l'entrée de l'unité de traitement final, au point où les émissions sortent de l'installation).</p>	/	<p>Les activités d'Evapoconcentration et de traitement physico-chimique et biologique seront à l'origine de rejets d'eaux usées industrielles (distillats et eaux prétraitées). Ces eaux seront collectées et dirigées vers la station d'épuration communale. Elles sont acheminées au réseau par un canal venturi permettant les contrôles prévus par la convention de rejet et la canalisation de rejet est équipée d'une vanne de barrage en cas de nécessité.</p> <p>Les eaux pluviales non conformes aux valeurs limites de rejet sont acheminées vers des filières externes de traitement par incinération ou co-incinération. Dans le cadre du projet ces eaux seront envoyées vers le site d'évapo-concentration du site si celles-ci respectent les valeurs d'acceptation. Les caractéristiques de rejet respecteront les valeurs réglementaires applicables au site (Convention de rejets et futur Arrêté Préfectoral).</p>

**MTD 7**

La MTD consiste à surveiller les rejets dans l'eau au moins à la fréquence indiquée ci-après et conformément aux normes EN. En l'absence de normes EN, la MTD consiste à recourir aux normes ISO, aux normes nationales ou à d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.

Substance/paramètre	Norme(s)	Procédé de traitement des déchets	Fréquence minimale de surveillance (*) (†)	Surveillance associée à
Composés organohalogénés adsorbables (AOX) (‡) (¶)	EN ISO 9562	Traitement des déchets liquides aqueux	Une fois par jour	BAT 20
Benzène, toluène, éthylbenzène, xylène (BTX) (‡) (¶)	EN ISO 15650	Traitement des déchets liquides aqueux	Une fois par mois	
Demande chimique en oxygène (DCO) (‡) (¶)	Pas de norme EN	Tous les traitements des déchets, à l'exception du traitement des déchets liquides aqueux	Une fois par mois	
		Traitement des déchets liquides aqueux	Une fois par jour	
Cyanure libre (CN) (‡) (¶)	Plusieurs normes EN (EN ISO 14403-1 et -2)	Traitement des déchets liquides aqueux	Une fois par jour	
Indice hydrocarbure (*)	EN ISO 9377-2	Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Une fois par mois	
		Traitement des DEEE contenant des PCV ou des HCV		
		Raffinage des huiles usées		
		Traitement physicochimique des déchets à valeur calorifique	Une fois par jour	
		Lavage à l'eau des terres excavées polluées		
		Traitement des déchets liquides aqueux		

Substance/paramètre	Norme(s)	Procédé de traitement des déchets	Fréquence minimale de surveillance (*) (†)
Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) (‡) (¶)	Plusieurs normes EN (par exemple EN ISO 11385, EN ISO 17294-2, EN ISO 15536)	Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Une fois par mois
		Traitement des DEEE contenant des FCV ou des HCV	
		Traitement mécano-biologique des déchets	
		Raffinage des huiles usées	
		Traitement physicochimique des déchets à valeur calorifique	Une fois par jour
		Traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux	
		Régénération des solvants usés	
		Lavage à l'eau des terres excavées polluées	
Manganèse (Mn) (‡) (¶)		Traitement des déchets liquides aqueux	Une fois par jour
		Traitement des déchets liquides aqueux	Une fois par jour

Chrome hexavalent (Cr(VI)) (‡) (¶)	Plusieurs normes EN (EN ISO 10304-3, EN ISO 23913)	Traitement des déchets liquides aqueux	Une fois par jour
Mercure (Hg) (‡) (¶)	Plusieurs normes EN (EN ISO 17852, EN ISO 12846)	Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Une fois par mois
		Traitement des DEEE contenant des FCV ou des HCV	
		Traitement mécano-biologique des déchets	
		Raffinage des huiles usées	
		Traitement physicochimique des déchets à valeur calorifique	Une fois par jour
		Traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux	
		Régénération des solvants usés	
		Lavage à l'eau des terres excavées polluées	Une fois par jour
		Traitement des déchets liquides aqueux	

Substance/paramètre	Norme(s)	Procédé de traitement des déchets	Fréquence minimale de surveillance (*) (†)
FFOA (‡)	Pas de norme EN	Tous les traitements des déchets	Une fois tous les six mois
FFOS (‡)			
Indice de phénol (*)	EN ISO 14402	Raffinage des huiles usées	Une fois par mois
		Traitement physicochimique des déchets à valeur calorifique	
		Traitement des déchets liquides aqueux	Une fois par jour
Azote total (N total) (*)	EN 12260, EN ISO 11905-1	Traitement biologique des déchets	Une fois par mois
		Raffinage des huiles usées	
		Traitement des déchets liquides aqueux	Une fois par jour
Carbone organique total (COT) (‡) (¶)	EN 1404	Tous les traitements des déchets, à l'exception du traitement des déchets liquides aqueux	Une fois par mois
		Traitement des déchets liquides aqueux	Une fois par jour
Phosphore total (P total) (*)	Plusieurs normes EN (EN ISO 15601-1 et 2, EN ISO 6876, EN ISO 11865)	Traitement biologique des déchets	Une fois par mois
		Traitement des déchets liquides aqueux	Une fois par jour
Matières en suspension totales (MEST) (‡)	EN 872	Tous les traitements des déchets, à l'exception du traitement des déchets liquides aqueux	Une fois par mois
		Traitement des déchets liquides aqueux	Une fois par jour

(†) Les fréquences de surveillance peuvent être réduites s'il est démontré que les niveaux d'émission sont suffisamment stables.  
 (‡) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois.  
 (¶) La surveillance n'est applicable que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'un des critères suivants :  
 (\*) En cas de rejet indirect dans une masse d'eau réceptrice, la fréquence de surveillance peut être réduite si l'unité de traitement des effluents réduit les concentrations des polluants concernés.  
 (†) La surveillance porte soit sur le COT soit sur le DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de réactifs.  
 (‡) La surveillance ne s'applique qu'en cas de rejet direct dans une masse d'eau réceptrice.

Les activités du site TRD relevant des tableaux de la MTD n°7 sont liées au « Traitement des déchets liquides ».

Le rejet concerné par cette MTD concerne le rejet des eaux de process dans la STEP communale : il s'agit d'un rejet indirect. Les eaux de process sont stockées dans une cuve puis des prélèvements et analyses sont systématiquement effectués avant chaque déclenchement volontaire de rejet.

Ainsi, la surveillance minimale à mettre en place sur les effluents aqueux est la suivante :

Substance/paramètre	Fréquence min. de surveillance	Surveillance prévue sur le site TRD en sortie de site (convention de rejets)	Proposition de surveillance à mettre en place
AOX	1 x/ jour	1 x/ semestre	1 x/ mois (rejet indirect en STEP)
BTEX	1x/ mois	Non défini	/ (non concerné)
DCO	1x/ jour	1 x trimestre	/ (rejet indirect)
Cyanures libres	1 x/jour	1 x/semestre	1 x/ mois (rejet indirect en STEP urbaine qui réalise un abattement supplémentaire)
Indice hydrocarbures	1x/ jour	1 x/semestre	
As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn	1x/ jour	1 x/semestre	
Manganèse	1x/ jour	Non défini	
Chrome VI	1x/ jour	Non défini	/ (non concerné)
Mercure	1x/ jour	1 x/semestre	
PPOA/ PPOS	1 x/semestre	Non défini	/ (non concerné)
Indice phénol	1x/ jour	1 x/semestre	/ (rejet indirect)
Azote total	1x/ jour	1 x trimestre	/ (rejet indirect)
Carbone organique total (COT)	1x/ jour	Non défini	/ (rejet indirect)
Phosphore total	1x/ jour	1 x trimestre	/ (rejet indirect)
MES	1x/ jour	1 x trimestre	/ (rejet indirect)

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
		<p>Certaines substances n'ont pas été jugées pertinentes dans le cadre de l'inventaire des flux d'effluents aqueux, c'est le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- du PFOA (acide perfluorooctanoïque) ;</li><li>- du PFOS (acide perfluorooctanesulfonique) ;</li><li>- des BTEX.</li></ul> <p>Ces paramètres ne feront donc pas l'objet d'une surveillance dans les rejets d'eaux.</p>

MTD et description					Applicabilité de la MTD				Situation du site vis-à-vis des MTD																																																																																																					
<b>MTD 8</b> La MTD consiste à surveiller les émissions canalisées dans l'air au moins à la fréquence indiquée ci-après et conformément aux normes EN. En l'absence de normes EN, la MTD consiste à recourir aux normes ISO, aux normes nationales ou à d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.					<table><tr><td rowspan="3">NH<sub>3</sub></td><td rowspan="3">Pas de norme EN</td><td>Traitement biologique des déchets (*)</td><td>Une fois tous les six mois</td></tr><tr><td>Traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux (*)</td><td rowspan="2">Une fois tous les six mois</td></tr><tr><td>Traitement des déchets liquides aqueux (*)</td></tr></table>				NH <sub>3</sub>	Pas de norme EN	Traitement biologique des déchets (*)	Une fois tous les six mois	Traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux (*)	Une fois tous les six mois	Traitement des déchets liquides aqueux (*)	Les activités du site TRD relevant des tableaux de la MTD n°8 sont : <ul style="list-style-type: none"><li>(1) Traitement mécanique des déchets : broyeur, crible</li><li>(2) Traitement de déchets liquides aqueux : neutralisation, évapo-concentration, centrifugation</li><li>(3) Traitement physico-chimique de déchets solides ou pâteux : atelier broyage,</li><li>(4) Traitement physico-chimique de déchets à valeur calorifique : atelier CSS.</li></ul>																																																																																														
NH <sub>3</sub>	Pas de norme EN	Traitement biologique des déchets (*)	Une fois tous les six mois																																																																																																											
		Traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux (*)	Une fois tous les six mois																																																																																																											
		Traitement des déchets liquides aqueux (*)																																																																																																												
<table><tr><th>Substance/Paramètre</th><th>Norme(s)</th><th>Procédé de traitement des déchets</th><th>Fréquence minimale de surveillance (*)</th><th>Surveillance associée à</th></tr><tr><td>Retardateurs de flamme bromés (*)</td><td>Pas de norme EN</td><td>Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques</td><td>Une fois par an</td><td>MTD 25</td></tr></table>					Substance/Paramètre	Norme(s)	Procédé de traitement des déchets	Fréquence minimale de surveillance (*)	Surveillance associée à	Retardateurs de flamme bromés (*)	Pas de norme EN	Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Une fois par an	MTD 25	<table><tr><th>Substance/Paramètre</th><th>Norme(s)</th><th>Procédé de traitement des déchets</th><th>Fréquence minimale de surveillance (*)</th></tr><tr><td>Concentration d'odeurs</td><td>EN 13725</td><td>Traitement biologique des déchets (*)</td><td>Une fois tous les six mois</td></tr><tr><td>PCDD/F (*)</td><td>EN 1948-1, -2 et -3 (*)</td><td>Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques</td><td>Une fois par an</td></tr></table>				Substance/Paramètre	Norme(s)	Procédé de traitement des déchets	Fréquence minimale de surveillance (*)	Concentration d'odeurs	EN 13725	Traitement biologique des déchets (*)	Une fois tous les six mois	PCDD/F (*)	EN 1948-1, -2 et -3 (*)	Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Une fois par an	Ainsi, la surveillance minimale à mettre en place sur les effluents atmosphériques est la suivante :																																																																															
Substance/Paramètre	Norme(s)	Procédé de traitement des déchets	Fréquence minimale de surveillance (*)	Surveillance associée à																																																																																																										
Retardateurs de flamme bromés (*)	Pas de norme EN	Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Une fois par an	MTD 25																																																																																																										
Substance/Paramètre	Norme(s)	Procédé de traitement des déchets	Fréquence minimale de surveillance (*)																																																																																																											
Concentration d'odeurs	EN 13725	Traitement biologique des déchets (*)	Une fois tous les six mois																																																																																																											
PCDD/F (*)	EN 1948-1, -2 et -3 (*)	Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Une fois par an																																																																																																											
<table><tr><th>Substance/Paramètre</th><th>Norme(s)</th><th>Procédé de traitement des déchets</th><th>Fréquence minimale de surveillance (*)</th><th>Surveillance associée à</th></tr><tr><td>CFC</td><td>Pas de norme EN</td><td>Traitement des DEEE contenant des PCV ou des HCV</td><td>Une fois tous les six mois</td><td>MTD 29</td></tr><tr><td>PCB de type dioxine</td><td>EN 1948-1, -2 et -4 (*)</td><td>Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques (*)</td><td>Une fois par an</td><td>MTD 25</td></tr><tr><td rowspan="5">Poussières</td><td rowspan="5">EN 13284-1</td><td>Décontamination des équipements contenant des PCB</td><td>Une fois tous les trois mois</td><td>MTD 51</td></tr><tr><td>Traitement mécanique des déchets</td><td rowspan="4">Une fois tous les six mois</td><td>MTD 25</td></tr><tr><td>Traitement mécanobiologique des déchets</td><td>MTD 34</td></tr><tr><td>Traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux</td><td>MTD 41</td></tr><tr><td>Traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées</td><td>MTD 49</td></tr><tr><td>Lavage à l'eau des terres excavées polluées</td><td>MTD 50</td></tr><tr><td>HCl</td><td>EN 1911</td><td>Traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées (*)</td><td rowspan="2">Une fois tous les six mois</td><td>MTD 49</td></tr><tr><td>Traitement des déchets liquides aqueux (*)</td><td>MTD 53</td></tr><tr><td>HF</td><td>Pas de norme EN</td><td>Traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées (*)</td><td>Une fois tous les six mois</td><td>MTD 49</td></tr><tr><td>Hg</td><td>EN 13211</td><td>Traitement des DEEE contenant du mercure</td><td>Une fois tous les trois mois</td><td>MTD 32</td></tr><tr><td>H<sub>2</sub>S</td><td>Pas de norme EN</td><td>Traitement biologique des déchets (*)</td><td>Une fois tous les six mois</td><td>MTD 34</td></tr><tr><td>Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (p. ex. As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Ti, V) (*)</td><td>EN 14385</td><td>Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques</td><td>Une fois par an</td><td>MTD 25</td></tr></table>					Substance/Paramètre	Norme(s)	Procédé de traitement des déchets	Fréquence minimale de surveillance (*)	Surveillance associée à	CFC	Pas de norme EN	Traitement des DEEE contenant des PCV ou des HCV	Une fois tous les six mois	MTD 29	PCB de type dioxine	EN 1948-1, -2 et -4 (*)	Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques (*)	Une fois par an	MTD 25	Poussières	EN 13284-1	Décontamination des équipements contenant des PCB	Une fois tous les trois mois	MTD 51	Traitement mécanique des déchets	Une fois tous les six mois	MTD 25	Traitement mécanobiologique des déchets	MTD 34	Traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux	MTD 41	Traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées	MTD 49	Lavage à l'eau des terres excavées polluées	MTD 50	HCl	EN 1911	Traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées (*)	Une fois tous les six mois	MTD 49	Traitement des déchets liquides aqueux (*)	MTD 53	HF	Pas de norme EN	Traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées (*)	Une fois tous les six mois	MTD 49	Hg	EN 13211	Traitement des DEEE contenant du mercure	Une fois tous les trois mois	MTD 32	H <sub>2</sub> S	Pas de norme EN	Traitement biologique des déchets (*)	Une fois tous les six mois	MTD 34	Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (p. ex. As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Ti, V) (*)	EN 14385	Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Une fois par an	MTD 25	<table><tr><td rowspan="12">COVT</td><td rowspan="13">EN 12619</td><td>Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques</td><td>Une fois tous les six mois</td></tr><tr><td>Traitement des DEEE contenant des PCV ou des HCV</td><td>Une fois tous les six mois</td></tr><tr><td>Traitement mécanique des déchets à valeur calorifique (*)</td><td>Une fois tous les six mois</td></tr><tr><td>Traitement mécanobiologique des déchets</td><td>Une fois tous les six mois</td></tr><tr><td>Traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux (*)</td><td rowspan="7">Une fois tous les six mois</td></tr><tr><td>Raffinage des huiles usées</td></tr><tr><td>Traitement physicochimique des déchets à valeur calorifique</td></tr><tr><td>Régénération des solvants usés</td></tr><tr><td>Traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées</td></tr><tr><td>Lavage à l'eau des terres excavées polluées</td></tr><tr><td>Traitement des déchets liquides aqueux (*)</td></tr><tr><td>Décontamination des équipements contenant des PCB (*)</td><td>Une fois tous les trois mois</td></tr></table>				COVT	EN 12619	Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Une fois tous les six mois	Traitement des DEEE contenant des PCV ou des HCV	Une fois tous les six mois	Traitement mécanique des déchets à valeur calorifique (*)	Une fois tous les six mois	Traitement mécanobiologique des déchets	Une fois tous les six mois	Traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux (*)	Une fois tous les six mois	Raffinage des huiles usées	Traitement physicochimique des déchets à valeur calorifique	Régénération des solvants usés	Traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées	Lavage à l'eau des terres excavées polluées	Traitement des déchets liquides aqueux (*)	Décontamination des équipements contenant des PCB (*)	Une fois tous les trois mois	<table><tr><th>Substance/paramètre</th><th>Fréquence minimale de surveillance (activité nécessitant cette surveillance)</th><th>Activité concernée</th><th>Surveillance prévue sur le site TRD en sortie de site</th></tr><tr><td>Poussières</td><td>1 x/ 6 mois (1)(3)</td><td>Broyeur Crible CSS</td><td>/ Pas de rejet canalisé sur ces installations</td></tr><tr><td>HCl</td><td>1x/6 mois (2)</td><td>Atelier neutralisation</td><td>1x/6 mois</td></tr><tr><td>NH<sub>3</sub></td><td>1 x/ 6 mois (2)(3)</td><td>Atelier neutralisation</td><td>1x/6 mois</td></tr><tr><td rowspan="2">COVT</td><td rowspan="4">1 x/ 6 mois (2)(3)(4)</td><td>Centrifugation Broyage Crible CSS</td><td>/ Pas de rejet canalisé sur ces installations</td></tr><tr><td>Déconditionnement de déchets liquides</td><td>1 x/ 6 mois</td></tr></table>		Substance/paramètre	Fréquence minimale de surveillance (activité nécessitant cette surveillance)	Activité concernée	Surveillance prévue sur le site TRD en sortie de site	Poussières	1 x/ 6 mois (1)(3)	Broyeur Crible CSS	/ Pas de rejet canalisé sur ces installations	HCl	1x/6 mois (2)	Atelier neutralisation	1x/6 mois	NH <sub>3</sub>	1 x/ 6 mois (2)(3)	Atelier neutralisation	1x/6 mois	COVT	1 x/ 6 mois (2)(3)(4)	Centrifugation Broyage Crible CSS	/ Pas de rejet canalisé sur ces installations	Déconditionnement de déchets liquides	1 x/ 6 mois
Substance/Paramètre	Norme(s)	Procédé de traitement des déchets	Fréquence minimale de surveillance (*)	Surveillance associée à																																																																																																										
CFC	Pas de norme EN	Traitement des DEEE contenant des PCV ou des HCV	Une fois tous les six mois	MTD 29																																																																																																										
PCB de type dioxine	EN 1948-1, -2 et -4 (*)	Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques (*)	Une fois par an	MTD 25																																																																																																										
Poussières	EN 13284-1	Décontamination des équipements contenant des PCB	Une fois tous les trois mois	MTD 51																																																																																																										
		Traitement mécanique des déchets	Une fois tous les six mois	MTD 25																																																																																																										
		Traitement mécanobiologique des déchets		MTD 34																																																																																																										
		Traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux		MTD 41																																																																																																										
		Traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées		MTD 49																																																																																																										
Lavage à l'eau des terres excavées polluées	MTD 50																																																																																																													
HCl	EN 1911	Traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées (*)	Une fois tous les six mois	MTD 49																																																																																																										
Traitement des déchets liquides aqueux (*)	MTD 53																																																																																																													
HF	Pas de norme EN	Traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées (*)	Une fois tous les six mois	MTD 49																																																																																																										
Hg	EN 13211	Traitement des DEEE contenant du mercure	Une fois tous les trois mois	MTD 32																																																																																																										
H <sub>2</sub> S	Pas de norme EN	Traitement biologique des déchets (*)	Une fois tous les six mois	MTD 34																																																																																																										
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (p. ex. As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Ti, V) (*)	EN 14385	Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Une fois par an	MTD 25																																																																																																										
COVT	EN 12619	Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Une fois tous les six mois																																																																																																											
		Traitement des DEEE contenant des PCV ou des HCV	Une fois tous les six mois																																																																																																											
		Traitement mécanique des déchets à valeur calorifique (*)	Une fois tous les six mois																																																																																																											
		Traitement mécanobiologique des déchets	Une fois tous les six mois																																																																																																											
		Traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux (*)	Une fois tous les six mois																																																																																																											
		Raffinage des huiles usées																																																																																																												
		Traitement physicochimique des déchets à valeur calorifique																																																																																																												
		Régénération des solvants usés																																																																																																												
		Traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées																																																																																																												
		Lavage à l'eau des terres excavées polluées																																																																																																												
		Traitement des déchets liquides aqueux (*)																																																																																																												
		Décontamination des équipements contenant des PCB (*)	Une fois tous les trois mois																																																																																																											
Substance/paramètre		Fréquence minimale de surveillance (activité nécessitant cette surveillance)	Activité concernée	Surveillance prévue sur le site TRD en sortie de site																																																																																																										
Poussières	1 x/ 6 mois (1)(3)	Broyeur Crible CSS	/ Pas de rejet canalisé sur ces installations																																																																																																											
HCl	1x/6 mois (2)	Atelier neutralisation	1x/6 mois																																																																																																											
NH <sub>3</sub>	1 x/ 6 mois (2)(3)	Atelier neutralisation	1x/6 mois																																																																																																											
COVT	1 x/ 6 mois (2)(3)(4)	Centrifugation Broyage Crible CSS	/ Pas de rejet canalisé sur ces installations																																																																																																											
		Déconditionnement de déchets liquides	1 x/ 6 mois																																																																																																											
Le broyeur actuel est à l'extérieur et sera remplacé par une installation avec de meilleures performances Il sera sous abri et protégé des vents dominants.																																																																																																														



MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<p><b>MTD 9</b> La MTD consiste à surveiller au moins une fois par an, au moyen d'une ou de plusieurs des techniques énumérées ci-après, les émissions atmosphériques diffuses de composés organiques qui résultent de la régénération des solvants usés, de la décontamination des équipements contenant des POP au moyen de solvants et du traitement physicochimique des solvants en vue d'en exploiter la valeur calorifique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Mesures</li> <li>b) Facteurs d'émission</li> <li>c) Bilan massique</li> </ul> <p><i>Se reporter aux conclusions pour le tableau associé</i></p>	/	<p>Non concerné</p> <p>Le site TRD effectue un simple regroupement de solvants et non un traitement physico-chimique.</p>
<p><b>MTD 10</b> La MTD consiste à surveiller périodiquement les odeurs. La surveillance des odeurs peut être réalisée en appliquant: — les normes EN (p. ex. olfactométrie dynamique conformément à la norme EN 13725 pour déterminer la concentration des odeurs, ou la norme EN 16841-1 ou -2 pour déterminer l'exposition aux odeurs), — en cas de recours à d'autres méthodes pour lesquelles il n'existe pas de norme EN (p. ex. estimation de l'impact olfactif), les normes ISO, les normes nationales ou d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente. La fréquence de surveillance est déterminée dans le plan de gestion des odeurs (voir la MTD 12).</p>	L'applicabilité est limitée aux cas où une nuisance olfactive est probable ou a été constatée dans des zones sensibles.	<p>Les activités de regroupement de déchets ne sont pas susceptibles de générer d'odeurs, hormis deux dégagements accidentels qui ont été gérés rapidement en transparence. Il n'y pas eu de conséquence ni plainte.</p> <p>Dans le cadre de la réorganisation du site, plusieurs activités seront réalisées en bâtiment.</p> <p>Les activités resteront identiques.</p> <p>La mise en place d'une surveillance d'odeurs n'est pas pertinente pour le site.</p>
<p><b>MTD 11</b> La MTD consiste à surveiller la consommation annuelle d'eau, d'énergie et de matières premières, ainsi que la production annuelle de résidus et d'effluents aqueux, à une fréquence d'au moins une fois par an.</p> <p>La surveillance inclut des mesures directes, des calculs ou des relevés, par exemple au moyen d'appareils de mesure appropriés ou sur la base de factures. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié (par exemple, au niveau du procédé, de l'unité ou de l'installation) et tient compte de tout changement important intervenu dans l'unité/l'installation.</p>	/	<p>Dans le cadre de son SME ISO 14001, le site TRD établit un suivi mensuel de ses consommations énergétiques, basé sur les factures et les compteurs sur site.</p>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<b>1.3 Emissions dans l'air</b>		
<b>MTD 12</b> Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, la MTD consiste à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir la MTD 1), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>— un protocole précisant les actions et le calendrier,</li> <li>— un protocole de surveillance des odeurs, tel que décrit dans la MTD 10,</li> <li>— un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple),</li> <li>— un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</li> </ul>	L'applicabilité est limitée aux cas où une nuisance olfactive est probable ou a été constatée dans des zones sensibles.	La mise en place d'une surveillance d'odeurs n'est pas pertinente pour le site.
<b>MTD 13</b> Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques suivantes :		
<b>a. Temps de séjour réduits au minimum</b> Réduire le plus possible le temps de séjour des déchets qui dégagent (potentiellement) des odeurs dans les systèmes de stockage ou de manutention (p. ex. conduites, cuves, conteneurs), en particulier en conditions d'anaérobiose. Le cas échéant, des dispositions appropriées sont prises pour prendre en charge les pics saisonniers des volumes de déchets.	Uniquement applicable aux systèmes ouverts	Non applicable. Les déchets reçus par ORTEC ne sont pas fermentescibles.
<b>b. Traitement chimique</b> Utilisation de produits chimiques pour détruire les composés odorants ou pour limiter leur formation (par exemple, pour oxyder ou précipiter le sulfure d'hydrogène).	Non applicable si cela risque de nuire à la qualité souhaitée de l'extrait.	Non concerné
<b>c. Optimisation du traitement aérobie</b> En cas de traitement aérobie de déchets liquides aqueux, peut consister à : <ul style="list-style-type: none"> <li>— utiliser de l'oxygène pur,</li> <li>— éliminer l'écume dans les cuves,</li> <li>— prévoir une maintenance fréquente du système d'aération.</li> </ul> En cas de traitement aérobie de déchets autres que des déchets liquides aqueux, voir la MTD 36.	Applicable d'une manière générale	La STEP biologique fera l'objet d'un suivi et notamment l'écumage mis en place systématiquement dans les cuves de diamètre inférieur à 5m. Les systèmes d'aération seront régulièrement entretenus. La station fonctionne en continu avec un renouvellement permanent de flux traités.

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<p><b>MTD 14</b> Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions atmosphériques diffuses, en particulier de poussières, de composés organiques et d'odeurs, la MTD consiste à appliquer une combinaison appropriée des techniques suivantes: (En fonction des risques que présentent les déchets au regard des émissions atmosphériques diffuses, la MTD 14d est particulièrement pertinente)</p>	/	<p>L'activité du site TRD est susceptible d'être à l'origine de rejets diffus de composés organiques volatils contenus dans les déchets liquides et, dans une moindre mesure, de poussières diffuses.</p> <p>Au vu de leurs caractéristiques et de la nature des déchets stockés, les principales installations concernées par les émissions diffuses de COV seront les réservoirs T6, T12, P1, P2 et P3. En effet, les émissions diffuses sont localisées au niveau des événements de respiration des cuves de stockage de déchets inflammables.</p> <p>Les sources diffuses connues sont maîtrisées. Une tour de lavage permet de traiter les vapeurs issues de l'atelier neutralisation.</p> <p>Enfin, l'aménagement de plusieurs ateliers en bâtiments réduira les risques d'envols de poussières et de produits légers.</p>
<p>a. Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses Il s'agit notamment des techniques suivantes: — conception appropriée des tuyauteries (p. ex. réduction de la longueur des conduites, du nombre de brides et de vannes, utilisation de raccords et de conduites soudées), — recours préférentiel au transfert par gravité plutôt qu'à des pompes, — limitation de la hauteur de chute des matières, — limitation de la vitesse de circulation, — utilisation de pare-vents.</p>	Applicable d'une manière générale.	<p>Dans le cadre de la réorganisation du site, les flux de matières seront optimisés et de nouveaux bâtiments seront construits.</p> <p>ORTEC limite les émissions diffuses car les opérations du process et de manutention se dérouleront à l'intérieur du bâtiment. Les emballages restent fermés tant qu'ils ne sont pas déconditionnés pour empêcher toute émission atmosphérique diffuse.</p> <p>Pour les liquides à bas point d'éclair les transvasements se feront uniquement dans un local sous dispositif d'aspiration et de traitement de l'air par charbon actif.</p> <p>La hauteur de chute est limitée pour les matières lors du process de broyage des emballages souillés et les transferts par convoyeur ou par vis, le seront par des équipements capotés et à vitesse lente en lien avec le risque incendie.</p> <p>Les transferts de liquides par pompage depuis le poste de dépotage est relié aux stockages par une canalisation. Celle-ci ne génère pas d'émissions diffuses depuis le début de son utilisation en 2004. Les autres ateliers fonctionnent en autonomie sans transferts vers d'autres ateliers par pompage.</p>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<p>b. Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité</p> <p>Il s'agit notamment des techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— vannes à double garniture d'étanchéité ou équipements d'efficacité équivalente,</li> <li>— joints d'étanchéité à haute intégrité (garnitures en spirale, joints toriques) pour les applications critiques,</li> <li>— pompes/compresseurs/agitateurs équipés de joints d'étanchéité mécaniques au lieu de garnitures d'étanchéité,</li> <li>— pompes/compresseurs/agitateurs magnétiques,</li> <li>— connecteurs pour flexibles, pinces perforantes, têtes de perçage, etc. appropriés, par exemple pour le dégazage des DEEE contenant des FCV ou des HCV.</li> </ul>	L'applicabilité peut être limitée dans le cas des unités existantes, en raison de contraintes d'exploitation.	Technique non mise en place sur le site
<p>c. Prévention de la corrosion</p> <p>Il s'agit notamment des techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— choix approprié des matériaux de construction,</li> <li>— revêtement intérieur ou extérieur des équipements et application d'inhibiteurs de corrosion sur les tuyaux.</li> </ul>	Applicable d'une manière générale.	L'atelier de neutralisation est concerné par ce risque et composés de cuves et tuyauteries adaptées en PVC ou PEHD qui ont fait leur preuve après 3 années de fonctionnement.
<p>d. Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses</p> <p>Il s'agit notamment des techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— stockage, traitement et manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple),</li> <li>— maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés,</li> <li>— collecte et acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié (voir la section 6.1) au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions.</li> </ul>	L'utilisation de bâtiments fermés ou d'équipements capotés peut être limitée par des considérations de sécurité, telles que le risque d'explosion ou d'appauvrissement en oxygène. Cette technique peut aussi être difficile à mettre en place en raison du volume des déchets.	<p>L'atelier de broyage est destiné au broyage des corps creux ou de conditionnés, afin d'assurer la séparation des liquides et des conditionnements.</p> <p>L'atelier de broyage sera réaménagé avec la création de fosses (limitation d'envols) et construction d'un bâtiment.</p> <p>Actuellement, la réception, le déconditionnement des déchets liquides et le démantèlement des GRV est réalisé à l'extérieur. Dans le cadre du projet de réorganisation du site TRD, ces opérations seront réalisées sous un bâtiment.</p> <p>Le déconditionnement des déchets liquides s'opèrera dans un local muni de dispositifs de captation de l'air vicié traité par charbon actif avant rejet.</p>
<p>e. Humidification</p> <p>Humidification des sources potentielles d'émissions diffuses de poussières (par exemple, stockage des déchets, zones de circulation et procédés de manutention à ciel ouvert) au moyen d'eau ou d'un brouillard</p>	Applicable d'une manière générale.	Le broyage des conditionnés se réalise par campagne avec brumisation à l'eau afin d'éviter les phénomènes de départ de feu et de limiter les montées en température dues aux réactions exothermiques. La brumisation limite également l'envol de poussières.
<p>f. Maintenance</p> <p>Il s'agit notamment des techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— garantir l'accès aux équipements susceptibles de fuir,</li> <li>— contrôler régulièrement les équipements de protection tels que rideaux à lamelles et portes à déclenchement rapide.</li> </ul>	Applicable d'une manière générale.	Le site dispose de rideaux à déclenchement rapide qui sont intégrés dans le plan de maintenance.
<p>g. Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets</p> <p>Consiste notamment à nettoyer régulièrement et dans leur intégralité la zone de traitement des déchets (halls, zones de circulation, zones de stockage, etc.), les bandes transporteuses, les équipements et les conteneurs.</p>	Applicable d'une manière générale.	<p>Intégré dans l'organisation du site</p> <p>Une balayeuse de voirie reste à demeure sur le site, elle est utilisée plusieurs fois par semaine pour le nettoyage des voiries</p>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
h. Programme de détection et réparation des fuites (LDAR) voir la section 6.2. Lorsque des émissions de composés organiques sont prévisibles, un programme LDAR est établi et mis en œuvre, selon une approche fondée sur les risques, tenant compte en particulier de la conception de l'unité ainsi que de la quantité et de la nature des composés organiques concernés	Applicable d'une manière générale.	Non concerné
<b>MTD 15</b> La MTD consiste à ne recourir au torchage que pour des raisons de sécurité ou pour les conditions d'exploitation non routinières (opérations de démarrage et d'arrêt, p. ex.) et à appliquer les deux techniques indiquées ci-dessous.	/	Non concerné
a. Bonne conception de l'unité		
b. Gestion de l'unité		
<b>MTD 16</b> Afin de réduire les émissions atmosphériques provenant des torchères lorsque la mise à la torche est inévitable, la MTD consiste à appliquer les deux techniques indiquées ci-dessous.	/	Non concerné
a. Bonne conception des dispositifs de mise à la torche		
b. Surveillance et enregistrement des données dans le cadre de la gestion des torchères		

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<b>1.4 Bruits et vibrations</b>		
<b>MTD 17</b> Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire le bruit et les vibrations la MTD consiste à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir la MTD 1), un plan de gestion du bruit et des vibrations comprenant l'ensemble des éléments suivants: I. un protocole décrivant les mesures à prendre et le calendrier; II. un protocole de surveillance du bruit et des vibrations; III. un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit et de vibrations signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple); IV. un programme de réduction du bruit et des vibrations visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction.	L'applicabilité est limitée aux cas où un problème de bruit ou de vibrations affectant des zones sensibles est probable ou a été constaté.	<p>Le site TRD n'est concerné par aucune plainte de riverain liée au bruit.</p> <p>La plupart des activités du site de TRD fonctionnent en période réglementaire de JOUR (période 07h-22h). Dans le cadre de la réorganisation des activités du site, quelques installations pourront également fonctionner en période de nuit : évaporateur, centrifugation, installations de traitement de l'eau. Ces équipements seront placés sous bâtiment.</p> <p>Plus généralement, plusieurs ateliers et équipements seront mis sous bâtiment : atelier broyage, déconditionnement de GRV, bâtiment de ventilation notamment, ce qui contribuera à la diminution du bruit lié à ces activités.</p> <p>A efficacité équivalente, les émissions sonores des installations font partie des critères de choix lors des investissements dans de nouveaux équipements.</p> <p>La vitesse des véhicules internes comme externes est limitée à 15 km/h.</p> <p>Les broyeurs à venir seront notamment choisis relativement à ce critère. C'est également le cas des engins lors de chaque remplacement de chariots élévateurs notamment.</p> <p>Des mesures acoustiques seront réalisées dans la configuration future du site afin de vérifier la conformité réglementaire du site.</p>
<b>MTD 18</b> Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire le bruit et les vibrations, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques indiquées ci-dessous.	/	
a. Implantation appropriée des équipements et des bâtiments Il est possible de réduire les niveaux de bruit en augmentant la distance entre l'émetteur et le récepteur, en utilisant des bâtiments comme écrans antibruit et en déplaçant les entrées ou sorties du bâtiment.	Dans le cas des unités existantes, le déplacement des équipements et des entrées/sorties du bâtiment peut être limité par le manque d'espace ou par des coûts excessifs.	Dans le cadre de la réorganisation des activités du site, plusieurs ateliers et équipements seront mis sous bâtiment : atelier broyage, déconditionnement de GRV, bâtiment de ventilation notamment, ce qui contribuera à la diminution du bruit lié à ces activités.

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<b>b. Mesures opérationnelles</b> Il s'agit notamment des techniques suivantes: i. inspection et maintenance des équipements; ii. fermeture des portes et des fenêtres des zones confinées, si possible; iii. utilisation des équipements par du personnel expérimenté; iv. renoncement aux activités bruyantes pendant la nuit, si possible; v. prise de mesures pour limiter le bruit lors des opérations de maintenance, de circulation, de manutention et de traitement.	Applicable d'une manière générale.	<p>La plupart des activités du site de TRD fonctionnent en période réglementaire de JOUR (période 07h-22h). Dans le cadre de la réorganisation des activités du site, quelques installations pourront également fonctionner en période de nuit : évaporateur, centrifugation, installations de traitement de l'eau. Ces équipements seront placés sous bâtiment.</p> <p>Les broyeurs à l'atelier CSS et les engins ne fonctionneront pas en période de nuit.</p>
<b>c. Équipements peu bruyants</b> Peut concerner notamment les moteurs à transmission directe, les compresseurs, les pompes et les torchères	Applicable d'une manière générale.	<p>A efficacité équivalente, les émissions sonores des installations font partie des critères de choix lors des investissements dans de nouveaux équipements.</p> <p>Les broyeurs à venir seront notamment choisis relativement à ce critère. C'est également le cas des engins lors de chaque remplacement de chariots élévateurs notamment.</p>
<b>d. Équipements de protection contre le bruit et les vibrations</b> Il s'agit notamment des techniques suivantes: i. réducteurs de bruit; ii. isolation acoustique et anti-vibration des équipements; iii. confinement des équipements bruyants; iv. insonorisation des bâtiments.	L'applicabilité peut être limitée par des contraintes d'espace (dans le cas des unités existantes).	<p>Il est prévu la mise en place de un ou 2 nouveaux broyeurs en remplacement du broyeur existant.</p> <p>Ils seront dimensionnés afin de pouvoir absorber les pics de production pour une puissance installée de l'ordre de 150 kW unitaire (soit 300 kW au total). Ces installations seront insonorisées au maximum des possibilités techniques, des risques-incendie en particulier et des accès pour entretien, ce qui limitera les émissions sonores.</p>
<b>e. Atténuation du bruit</b> L'intercalation d'obstacles entre les émetteurs et les récepteurs (par exemple, murs antibruit, remblais et bâtiments) permet de limiter la propagation du bruit.	Applicable uniquement aux unités existantes, car la conception des nouvelles unités devrait rendre cette technique inutile. Dans le cas des unités existantes, l'intercalation d'obstacles peut être limitée par des contraintes d'espace. En cas de traitement des déchets métalliques en broyeur, cette technique est applicable dans les limites des contraintes liées au risque de déflagration dans les broyeurs.	<p>Il n'est pas prévu la mise en place de merlon ou de mur anti-bruit en périphérie du site TRD.</p> <p>Tous les niveaux sonores respectent les valeurs limites de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, de jour comme de nuit, et les émergences mesurées sont inférieures aux émergences admissibles en période de jour.</p> <p>Des mesures acoustiques seront réalisées dans la configuration future du site afin de vérifier la conformité réglementaire du site.</p>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<b>1.5 Rejets dans l'eau</b>		
<b>MTD 19</b> Afin d'optimiser la consommation d'eau, de réduire le volume d'effluents aqueux produit et d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les rejets dans le sol et les eaux, la MTD consiste à appliquer une combinaison appropriée des techniques indiquées ci-dessous.	/	
a. Gestion de l'eau La consommation d'eau peut être optimisée par les mesures suivantes: — plans d'économies d'eau (par exemple, définition d'objectifs d'utilisation rationnelle de l'eau, établissement de schémas de circulation et de bilans hydriques), — optimisation de la consommation d'eau de lavage (par exemple, recours au nettoyage à sec plutôt qu'à l'arrosage, utilisation de dispositifs de commande du déclenchement sur tous les équipements de lavage), — réduction de la consommation d'eau pour la création de vide (par exemple, recours à des pompes à anneau liquide utilisant des liquides à haut point d'ébullition).	Applicable d'une manière générale.	Le schéma de circulation d'eau est présenté dans la partie EAU de l'étude d'impact. Ce schéma présente les utilisations d'eau en fonction de son origine (eau du réseau public ou eaux pluviales), les éventuels stockages et traitements intermédiaires puis les exutoires (réseau d'assainissement puis STEP de VILLERS-BRETONNEUX ou réseau des eaux pluviales).  Les consommations d'eau sont suivies mensuellement et font l'objet d'un plan d'actions. Des cadenas sont posés sur les robinets et les utilisations d'eau potable sont réservées aux travaux en haute pression. L'eau potable est remplacée par l'utilisation d'eaux de pluie peu souillées permettant ou des rinçages de cuves ou des nettoyages superficiels. La consommation d'eau du réseau a ainsi été réduite de 36% en 2019 par rapport à 2018.
b. Remise en circulation de l'eau Les flux d'eau sont remis en circulation dans l'unité, après traitement si nécessaire. Le taux de remise en circulation est limité par le bilan hydrique de l'unité, la teneur en impuretés (composés odorants, par exemple) ou les caractéristiques des flux d'eau (teneur en nutriments, par exemple).	Applicable d'une manière générale.	Les eaux de voiries peu sales qui ont été collectées dans les bassins pour analyse avant rejet peuvent être pompées puis réutilisées pour le lavage des camions et des installations. Les eaux pluviales souillées servent également de neutralisant et de liquide d'inertage de produit secs potentiellement réactifs.
c. Surface imperméable En fonction des risques de contamination du sol ou des eaux que présentent les déchets, la surface de la totalité de la zone de traitement des déchets (c'est-à-dire les zones de réception des déchets, de manutention, de stockage, de traitement et d'expédition) est rendue imperméable aux liquides concernés.	Applicable d'une manière générale.	Le site est en rétention totale : tout ruissellement d'eaux pluviales sur les aires de travail, les espaces de stockage, les voiries, les bâtiments est collecté et dirigé vers une capacité de rétention (bassin étanche) permettant de contrôler sa qualité avant d'autoriser le rejet au milieu naturel ou d'en décider un traitement en filière appropriée. Les bâtiments sont en rétention et équipés de regards borgnes susceptibles de recevoir les écoulements accidentels de déchets.  La création de nouveaux bâtiments permettra de réduire la quantité d'eaux pluviales entrant en contact avec le déchet et susceptibles d'être polluées.



MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<p>d. Techniques destinées à réduire la probabilité et les conséquences de débordements et de défaillance des cuves et conteneurs.</p> <p>En fonction des risques de contamination du sol ou des eaux que présentent les liquides contenus dans les cuves et conteneurs, il peut s'agir des techniques suivantes: — détecteurs de débordement, — trop-pleins s'évacuant dans un système de drainage confiné (le confinement secondaire ou un autre conteneur), — cuves contenant des liquides placées dans un confinement secondaire approprié; volume normalement suffisant pour supporter le déversement du contenu de la plus grande cuve dans le confinement secondaire, — isolement des cuves, des citernes et du confinement secondaire (fermeture des vannes, par exemple).</p>	Applicable d'une manière générale.	<p>Les cuves de l'atelier de neutralisation sont équipées d'un limiteur de niveau qui bloque le démarrage de la pompe d'alimentation.</p> <p>Les cuves de l'atelier de traitement des liquides sont munies d'un niveau suivi sur la supervision et qui de la même manière empêche un remplissage de cuves pleines.</p> <p>Le projet prévoit que tous les déchets en conteneurs soient entreposés dans des bâtiments en rétention et munis d'un regard borgne.</p> <p>Toutes les cuves sont dans des rétentions correctement dimensionnées ; le site étant par ailleurs en rétention, les éventuels débordements seraient orientés vers les bassins de réception des eaux de pluie qui sont eux-mêmes fermés et ouverts uniquement après contrôle de la qualité .</p>
<p>e. Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets</p> <p>En fonction des risques de contamination du sol ou des eaux qu'ils présentent, les déchets sont stockés et traités dans des espaces couverts, de manière à éviter le contact avec l'eau de pluie et ainsi réduire le volume d'eau de ruissellement polluée.</p>	L'applicabilité peut être limitée lorsque de grands volumes de déchets sont stockés ou traités (par exemple, traitement mécanique des déchets métalliques en broyeur).	<p>Le site est en rétention totale : tout ruissellement d'eaux pluviales sur les aires de travail, les espaces de stockage, les voiries, est collecté et dirigé vers une capacité de rétention (bassin étanche) permettant de contrôler sa qualité avant d'autoriser le rejet au milieu naturel ou d'en décider un traitement en filière appropriée.</p> <p>Aussi, la zone de dépotage de camions est placée sur rétention afin de récupérer tout écoulement.</p> <p>Dans le cadre de la réorganisation des activités du site, la création de nouveaux bâtiments (3000m<sup>2</sup>) permettra de le risque de contact du déchet avec les eaux pluviales.</p>
<p>f. Séparation des flux d'eaux</p> <p>Chaque flux d'eau (par exemple, eau de ruissellement de surface, eau de procédé) est collecté et traité séparément, en fonction des polluants qu'il contient ainsi que de la combinaison des techniques de traitement. En particulier, les flux d'effluents aqueux non pollués sont séparés des flux d'effluents aqueux qui nécessitent un traitement.</p>	Applicable d'une manière générale aux unités nouvelles. Applicable d'une manière générale aux unités existantes, dans les limites des contraintes liées à la configuration du système de collecte des eaux.	<p>Le site apporte un soin particulier à la séparation des flux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Eau de toiture</li> <li>- Eaux de ruissellements non souillées</li> <li>- Eaux de ruissellement potentiellement souillées</li> <li>- Effluents biodégradables</li> <li>- Déchets aqueux.</li> </ul> <p>Les eaux de toitures seront envoyées directement au réseau des eaux pluviales.</p> <p>Les eaux de voirie sont envoyées dans un bassin premier flot et orientées après prétraitement vers le bassin de tamponnement avant rejet.</p> <p>Enfin les eaux des secteurs de manipulation des déchets présentant des risques sont dirigées vers un bassin dit « eaux souillées » avant analyse et traitement par Evapoconcentration.</p>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<p>g. Infrastructure de drainage appropriée</p> <p>La zone de traitement des déchets est reliée à l'infrastructure de drainage. L'eau de pluie tombant sur les zones de traitement et de stockage est recueillie dans l'infrastructure de drainage, avec l'eau de lavage, les déversements occasionnels, etc., et, en fonction de sa teneur en polluants, est remise en circulation ou acheminée vers une unité de traitement ultérieure</p>	<p>Applicable d'une manière générale aux unités nouvelles. Applicable d'une manière générale aux unités existantes, dans les limites des contraintes liées à la configuration du système de drainage des eaux.</p>	<p>Le site est en rétention totale : tout ruissellement d'eaux pluviales sur les aires de travail, les espaces de stockage, les voiries, les bâtiments est collecté et dirigé vers une capacité de rétention (bassin étanche) permettant de contrôler sa qualité avant d'autoriser le rejet au milieu naturel ou d'en décider un traitement en filière appropriée.</p>
<p>h. Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites</p> <p>La surveillance régulière visant à détecter les fuites éventuelles est fondée sur les risques et, si nécessaire, les équipements sont réparés. Le recours à des éléments enterrés est réduit au minimum. Le cas échéant, et en fonction des risques de contamination du sol ou des eaux que présentent les déchets, un confinement secondaire des éléments enterrés est mis en place.</p>	<p>L'utilisation d'éléments en surface est applicable d'une manière générale aux unités nouvelles. Elle peut toutefois être limitée par le risque de gel. L'installation de confinements secondaires peut être limitée dans le cas des unités existantes.</p>	<p>Non concerné</p>
<p>i. Capacité appropriée de stockage tampon</p> <p>Une capacité appropriée de stockage tampon est prévue pour les effluents aqueux produits en dehors des conditions d'exploitation normales, selon une approche fondée sur les risques (tenant compte, par exemple, de la nature des polluants, des effets du traitement des effluents aqueux en aval, et de l'environnement récepteur). Le rejet des effluents aqueux provenant de ce stockage tampon n'est possible qu'après que des mesures appropriées ont été prises (par exemple, surveillance, traitement, réutilisation).</p>	<p>Applicable d'une manière générale aux unités nouvelles. Pour les unités existantes, l'applicabilité peut être limitée par des contraintes d'espace et par la configuration du système de collecte des eaux.</p>	<p>Le site est en rétention totale : tout ruissellement d'eaux pluviales sur le site ou tout déversement accidentel (déchet liquide ou eaux d'extinction incendie) est collecté et dirigé vers une capacité de rétention (bassin étanche disposant d'une vanne de barrage en position fermée) permettant de contrôler sa qualité avant d'autoriser le rejet au milieu naturel ou d'en décider un traitement en filière appropriée.</p>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<b>MTD 20</b> Afin de réduire les rejets dans l'eau, la MTD consiste à traiter les effluents aqueux par une combinaison appropriée des techniques indiquées ci-dessous. <i>Se reporter aux conclusions pour le tableau associé reprenant les techniques de traitement de l'eau</i> Traitements préliminaires ou primaires a) Homogénéisation b) Neutralisation c) Séparation physique, notamment au moyen de dégrilleurs, tamis, dessableurs, dégraisseurs, déshuileurs ou décanteurs primaires Traitements physico-chimiques d) Adsorption e) Distillation/rectification f) Précipitation g) Oxydation chimique h) Réduction chimique i) Evaporation j) Echange d'ions k) Stripage Traitements biologiques l) Procédé par boues activées m) Bioréacteur à membrane Dénitrification n) Nitrification/dénitrification lorsque le traitement comprend un traitement biologique Elimination des solides, par exemple : o) Coagulation et floculation p) Sédimentation q) Filtration (par exemple, filtration sur sable, microfiltration, ultrafiltration) r) Flottation	/	<p>Le site TRD met en œuvre une technique au moins parmi celles présentées dans chaque sous-rubrique de traitement reprises dans le descriptif de la MTD (homogénéisation, déshuileur, évaporation, boues activées, coagulation, floculation).</p> <p>Plusieurs techniques de traitement des eaux usées sont utilisées sur le site TRD ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Selon leur nature, les déchets liquides aqueux peuvent subir une étape de prétraitement (MTD-c) puis sont traités par centrifugation, Evapoconcentration (MTD 20-i) et traitement physico-chimique (MTD-o) ou biologique (MTD-l).</li> <li>- Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées dans des bassins étanches (bassin « conditionnés » et « liquide vrac »), ce qui correspond à l'étape d'homogénéisation (MTD-a), puis subissent un prétraitement en décanteur-déshuileur (MTD-c) avant d'être si besoin envoyée vers une filière de traitement par Evapoconcentration (MTD i).</li> </ul> <p>Ces eaux seront collectées et dirigées vers la station d'épuration communale où elles subiront une nouvelle étape de traitement ou vers le réseau des eaux pluviales.</p>
Tableau 6.1 – Niveaux d'émissions associés à la MTD pour les rejets directs dans une masse d'eau réceptrice <i>Se reporter aux conclusions pour le tableau des NEA-MTD</i>	/	Non concerné
Tableau 6.2 – Niveaux d'émissions associés à la MTD pour les rejets indirects dans une masse d'eau réceptrice <i>Se reporter aux conclusions pour le tableau des NEA-MTD</i>	/	Les activités du site TRD sont uniquement le traitement des déchets liquides.

MTD et description	Applicabilité de la MTD		Situation du site vis-à-vis des MTD	
Tableau 6.2 – Niveaux d’émissions associés à la MTD pour les rejets indirects dans une masse d’eau réceptrice <i>Se reporter aux conclusions pour le tableau des NEA-MTD</i>	Ainsi, les niveaux d’émissions associés à la MTD (NEA-MTD) pour ces activités et pour les rejets indirects dans une masse d’eau réceptrice sont présentés dans le tableau suivant et sont comparés aux valeurs limites de rejets de l’arrêté du 2 février 1998 et aux concentrations limites maximales en sortie de station d’épuration. La dernière colonne présente une proposition de valeur limite d’émission pour chacun des paramètres.			

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<b>1.6 Emissions résultant d'accidents et d'incidents</b>		
<b>MTD 21</b> Afin d'éviter ou de limiter les conséquences environnementales des accidents et incidents, la MTD consiste à appliquer la totalité des techniques indiquées ci-après, dans le cadre du plan de gestion des accidents (voir la MTD 1).	/	<p>Le site TRD est certifié MASE et dispose de procédures de gestion de la sécurité sur le site.</p> <p>Le site TRD est visé par l'article 1.2.1 de l'arrêté du 10 mai 2000 (SEVESO, seuil bas).</p> <p>Conformément à l'arrêté sus-visé, la Direction du site a défini une politique de prévention des accidents majeurs comportant les objectifs, les orientations et les moyens adaptés pour l'application de cette politique, en vue de prévenir les accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses et de limiter leurs conséquences pour l'homme et l'environnement.</p> <p>Pour suivre ces principes, la direction procède à des audits internes et diffuse largement les retours d'expérience du Groupe. Les assureurs du Groupe ORTEC apportent les préconisations nécessaires pour garantir la couverture des risques et Ortec se conforme à ces recommandations.</p> <p>Les moyens sont proportionnés aux risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers.</p> <p>La société s'assure du maintien du niveau de maîtrise de risque dans le temps, assure l'information de son personnel sur la politique de prévention des accidents majeurs et informe les exploitants existants ou futurs d'installations classées voisines sur les risques d'accidents majeurs identifiés sur le site.</p>

<p>a. Mesures de protection</p> <p>Il s'agit notamment des mesures suivantes: — protection de l'unité contre les actes de malveillance, — système de protection contre les incendies et explosions, prévoyant des équipements de prévention, de détection et d'extinction, — accessibilité et fonctionnalité des équipements de contrôle pertinents dans les situations d'urgence.</p>	/	<p>Le site est clôturé et surveillé en permanence. Un système de vidéo-surveillance est en place sur le site. Une société de gardiennage vient également contrôler le centre de façon inopinée</p> <p>Le personnel de TRD est formé, habilité et audité. Un plan de formation est établi et assure la mise à jour opérationnelle des consignes de sécurité.</p> <p>Chaque poste dispose de procédures d'exploitation et de fiche de poste. Des plans de prévention assurent l'encadrement des entreprises extérieures et des sous-traitants.</p> <p>Les cuves de stockage disposent de sondes de détection de niveau. Les cuves en zone « liquides vrac » sont reliées à une gestion centralisée permettant de connaître leur état de remplissage.</p> <p>Les équipements qui le nécessitent sont vérifiés selon les fréquences réglementaires par des organismes de contrôle.</p> <p>Les installations électriques font l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les déchets considérés comme les plus à risque seront stockés dans des bâtiments en béton avec protection anti incendie automatique type caméra thermique en triplière et arrosage automatique d'eau + émulseur. Les autres seront principalement couverts sous bardage métallique avec sprinkler.</p> <p>Ortec a sécurisé les secteurs de l'installation qui présentent potentiellement des risques incendie en cas absence. Pour cela, un conteneur incendie correctement dimensionné a été installé en 2018 à l'entrée du site. Ce conteneur gère les détecteurs qui couvrent ces zones avec déclenchement automatique des dispositifs de lutte, en l'occurrence deux canons à mousse moyenne densité qui impactent une large surface d'action.</p> <p>Les pompiers peuvent s'y raccorder en cas de besoin et nouveau poteau incendie a été ajouté à l'ouest des installations.</p> <p>S'agissant de la <b>réactivité en cas de sinistre</b>, le dispositif de surveillance et détection est de type infrarouge sur point chaud. Le cycle extinction – alerte est enclenché immédiatement après la détection. Il n'y a pas de deuxième optique de validation du premier signal. En cas de déclenchement, le service d'astreinte de l'entreprise est prévenu et doit contacter les équipes de secours externe immédiatement, puis les responsables et les équipiers de première intervention qui doivent se rendre sur site.</p> <p>Les matériels de lutte sont vérifiés au moins une fois par semestre et le dispositif de détection est testé au moins une fois par mois.</p> <p>Le secteur de stockage des liquides est équipé d'un dispositif équivalent depuis 2004 avec une lutte par déversoir à mousse .Cet équipement est testé tous les trimestres.</p>
--	---	---

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
		<p>Pour les périodes fonctionnement du site, les alarmes sont déclenchées par notre personnel ; 14 d'entre eux sont formés en équipier de première et seconde intervention et ont à disposition 4 RIA, ainsi qu'un ensemble de 87 extincteurs répartis sur le site.</p> <p>Également, ORTEC a organisé un exercice avec le SDIS de Corbie.</p> <p>Enfin, le site TRD fait l'objet d'un plan de modernisation des installations industrielles qui conduit à une prise en compte homogène et systématique des risques environnementaux liés au vieillissement des installations industrielles.</p> <p>Le site TRD dispose d'un Plan d'Intervention Interne (PII) révisé le 6 novembre 2014. Dans le cadre de l'évolution du site, la société mettra à jour ce PII, qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre en cas d'accident.</p>
<p>b. Gestion des émissions accidentelles/fortuites</p> <p>Des procédures sont prévues et des dispositions techniques prises pour gérer (par un éventuel confinement) les émissions accidentelles ou fortuites dues à des débordements ou au rejet d'eau anti-incendie, ou provenant des vannes de sécurité.</p>	/	<p>Les risques liés aux déversements accidentels sont pris en compte dans les modes opératoires. Tout ruissellement d'eaux pluviales sur le site ou tout déversement accidentel (déchet liquide ou eaux d'extinction incendie) est collecté et dirigé vers une capacité de rétention (bassin étanche disposant d'une vanne de barrage en position fermée) permettant de contrôler sa qualité avant d'autoriser le rejet au milieu naturel ou d'en décider un traitement en filière appropriée.</p>
<p>c. Système d'évaluation et d'enregistrement des incidents/accidents</p> <p>Il s'agit notamment des techniques suivantes: — registre dans lequel sont consignés la totalité des accidents, incidents, modifications des procédures et résultats des inspections, — procédures permettant de détecter ces incidents et accidents, d'y réagir et d'en tirer des enseignements.</p>	/	<p>Le QHSE Groupe collecte toutes les données relatives aux accidents et incidents dans une base QHSE appelée APIA. et en diffuse le contenu en interne. Les analyses sont validées par le QHSE de l'agence et selon la gravité par le responsable du Groupe. Les actions non soldées sont relancées auprès des responsables de processus chaque semaine.</p> <p>Le retour d'expérience est largement utilisé.</p>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<b>1.7 Utilisation rationnelle des matières</b>		
<b>MTD 22</b> Afin d'utiliser rationnellement les matières, la MTD consiste à les remplacer par des déchets Utilisation de déchets au lieu d'autres matières pour le traitement des déchets (par exemple, les alcalis ou acides usés sont utilisés pour l'ajustement du pH, et les cendres volantes comme liant).	Certaines restrictions de l'applicabilité sont liées au risque de contamination dû à la présence d'impuretés (par exemple, métaux lourds, POP, sels, agents pathogènes) dans les déchets qui sont utilisés en remplacement d'autres matières. La compatibilité des déchets remplaçant d'autres matières avec les déchets entrants (voir la MTD 2) peut aussi limiter l'applicabilité.	L'atelier neutralisation réalise la neutralisation du pH des déchets liquides acides ou basiques. Les déchets alcalins sont utilisés pour neutraliser les déchets acides, ce qui permet de limiter le recours à la soude, même si l'achat de soude est indispensable en raison du déséquilibre acide/base du marché (il y a plus de déchets acides que basiques).  Certains types de déchets sont utilisés en tant que support d'absorption pour la fabrication du CSS à la place de matériaux nobles (exemple : charbon actif, SAP polymère super absorbant, résines échangeuses d'ions, bois B broyé... utilisés à la place de la sciure). Les eaux pluviales légèrement souillées sont utilisées pour les nettoyages et rinçages
<b>1.8 Efficacité énergétique</b>		
<b>MTD 23</b> Afin d'utiliser efficacement l'énergie, la MTD consiste à appliquer les deux techniques indiquées ci-dessous.	/	



MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<p>a. Plan d'efficacité énergétique</p> <p>Un plan d'efficacité énergétique consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés (par exemple, la consommation d'énergie spécifique exprimée en kWh/tonne de déchets traités) et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités du traitement des déchets sur les plans du ou des procédés mis en œuvre, du ou des flux de déchets traités, etc.</p>	/	<p>Dans le cadre de la certification ISO 14001, le site TRD réalise un suivi mensuel de ses consommations énergétiques.</p> <p>Cette analyse a conduit à la mise en place de l'action suivante en 2019 : afin de stopper la consommation de gaz utilisé pour séparer par centrifugation les phases eau/huile, Ortec a utilisé les déchets acides reçus à TRD pour opérer la séparation par cassage.</p> <p>Les consommations actuelles sont faibles et les investissements à venir seront suivis en terme de consommation afin d'établir un plan d'actions adapté.</p>
<p>b. Bilan énergétique</p> <p>Un bilan énergétique fournit une ventilation de la consommation et de la production d'énergie (y compris l'exportation) par type de source (électricité, gaz, combustibles liquides ou solides classiques et déchets). Il comprend: i) des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie; ii) des informations sur l'énergie exportée hors de l'installation; iii) des informations sur le flux d'énergie (par exemple, diagrammes thermiques ou bilans énergétiques), montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé. Le bilan énergétique est adapté aux spécificités du traitement des déchets sur les plans du ou des procédés mis en œuvre, du ou des flux de déchets traités, etc.</p>	/	Le bilan est réalisé au niveau du centre mais pas atelier par atelier
<b>1.9 Réutilisation des emballages</b>		
<p><b>MTD 24</b></p> <p>Afin de réduire la quantité de déchets à éliminer, la MTD consiste à développer au maximum la réutilisation des emballages, dans le cadre du plan de gestion des déchets (voir la MTD 1).</p> <p>Les emballages (fûts, conteneurs, GRV, palettes, etc.) sont réutilisés pour l'entreposage des déchets s'ils sont en bon état et suffisamment propres, sous réserve d'un contrôle de la compatibilité des substances contenues (lors des utilisations successives). Au besoin, l'emballage fait l'objet d'un traitement approprié avant réutilisation (par exemple, reconditionnement, nettoyage).</p>	Certaines restrictions de l'applicabilité sont liées au risque de contamination des déchets par l'emballage réutilisé.	<p>Les GRV sont systématiquement triés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- jetables (50%) qui sont démontés pour valoriser la palette et la cage métallique. La poche souillée est transformée en combustible solide.</li> <li>-Réutilisables qui sont cédés à un reconditionner de GRV</li> <li>-PEHD lavable qui est transformé pour être réutilisé</li> </ul>

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD						
<b>2.CONCLUSIONS SUR LES MTD POUR LE TRAITEMENT MECANIQUE DES DECHETS</b>								
<i>Sauf indication contraire, les conclusions sur les MTD présentées dans la section 2 s'appliquent, en plus des conclusions générales sur les MTD de la section 1, au traitement mécanique des déchets non couplé à un traitement biologique.</i>								
<b>2.1 Conclusions générales sur les MTD pour le traitement mécanique des déchets</b>								
<b>2.1.1. Émissions dans l'air</b>								
<b>MTD 25</b> Afin de réduire les émissions atmosphériques de poussières, de particules métalliques, de PCDD/F et PCB de type dioxines, la MTD consiste à appliquer la MTD 14d et à recourir à une ou plusieurs des techniques indiquées ci-dessous.	/	L'atelier de broyage, aujourd'hui à l'air libre, sera placé sous bâtiment semi-fermé (pour des raisons de sécurité). Des mesures de poussières seront réalisées en limite de propriété						
a. Cyclone (voir la section 6.1) Les cyclones sont principalement utilisés comme séparateurs préliminaires des particules grossières de poussière.	Applicable d'une manière générale.	Le site TRD ne dispose pas de cyclone.						
b. Filtre à manche (voir la section 6.1)	Peut ne pas être applicable aux conduits d'extraction d'air directement reliés au broyeur, lorsqu'il n'est pas possible d'atténuer les effets de la déflagration sur le filtre à manche (au moyen de clapets de surpression, par exemple).	Le site TRD ne dispose pas de filtre à manche.						
c. Épuration par voie humide (voir la section 6.1)	Applicable d'une manière générale.	Le site TRD dispose d'un laveur de gaz en sortie de l'atelier neutralisation. Le système met en contact les vapeurs et la solution de lavage (solution basique).						
d. Injection d'eau dans le broyeur Les déchets à broyer sont humidifiés par injection d'eau dans le broyeur. La quantité d'eau injectée est réglée en fonction de la quantité de déchets broyée (laquelle peut être évaluée d'après la consommation énergétique du moteur du broyeur). L'effluent gazeux contenant les poussières résiduelles est dirigé vers le ou les cyclones ou vers un laveur.	Applicable uniquement dans les limites des contraintes liées aux conditions locales (par exemple, basse température, sécheresse).	Le broyeur est équipé d'un système de brumisation pour réduire le risque d'inflammation. Ce système assure également un abattement des poussières.						
Tableau 6.3 - Niveau d'émission associé à la MTD pour les émissions atmosphériques canalisées de poussières résultant du traitement mécanique des déchets  Tableau 6.3  Niveau d'émission associé à la MTD (NEA-MTD) pour les émissions atmosphériques canalisées de poussières résultant du traitement mécanique des déchets  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th><th>Unité</th><th>NEA-MTD (Moyenne sur la période d'échantillonnage)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Poussières</td><td>mg/Nm<sup>3</sup></td><td>2-5 (*)</td></tr> </tbody> </table> <p>(*) Lorsqu'un filtre à manche n'est pas applicable, la valeur haute de la fourchette est de 10 mg/Nm<sup>3</sup>.</p>	Paramètre	Unité	NEA-MTD (Moyenne sur la période d'échantillonnage)	Poussières	mg/Nm <sup>3</sup>	2-5 (*)	/	L'atelier de broyage, aujourd'hui à l'air libre, ne dispose pas de point de rejet canalisé. Des mesures de poussières seront réalisées en limite de propriété .
Paramètre	Unité	NEA-MTD (Moyenne sur la période d'échantillonnage)						
Poussières	mg/Nm <sup>3</sup>	2-5 (*)						
La surveillance associée est indiquée dans la MTD 8.								

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<b>2.2 Conclusions sur les MTD pour le traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques</b>		
<i>Sauf indication contraire, les conclusions sur les MTD présentées dans cette section s'appliquent au traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques, en plus de la MTD 25.</i>		
<b>2.2.1. Performances environnementales globales</b>		
<b>MTD 26</b> Afin d'améliorer les performances environnementales globales et d'éviter les émissions dues à des accidents ou des incidents, la MTD consiste à appliquer la MTD 14 g et toutes les techniques indiquées ci-dessous: a. mise en œuvre d'une procédure d'inspection détaillée des déchets en balle avant le broyage; b. retrait et élimination en toute sécurité des éléments dangereux contenus dans le flux de déchets entrants (par exemple bombonnes de gaz, VHU non dépollués, DEEE non dépollués, articles contaminés par des PCB ou du mercure, articles radioactifs); c. traitement des conteneurs, uniquement s'ils sont accompagnés d'une attestation de nettoyage.	/	Le site extrait par tri préalable au traitement les matériels cités dans la MTD .Ces matériels (DEE, VHU, Bonbonnes de gaz etc...) ne sont pas dans l'activité de traitement du site. Le site n'a pas vocation à broyer de déchets métalliques et seuls des éléments présents de manière fatale passent au broyeur (emballages métalliques de produits repris dans l'arrêté préfectoral ou pièces métalliques présentes accidentellement dans les déchets. Nous avons ainsi considéré ne pas être concerné par cette MTD.
<b>2.2.2. Déflagrations</b>		
<b>2.2.3. Efficacité énergétique</b>		
<b>2.3. Conclusions sur les MTD pour le traitement des DEEE contenant des FCV ou des HCV</b>		
<i>Sauf indication contraire, les conclusions sur les MTD présentées dans cette section s'appliquent au traitement des DEEE contenant des FCV ou des HCV, en plus de la MTD 25.</i>		
<b>2.3.1 Emissions dans l'air</b>		
<b>MTD 29</b> Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions de composés organiques dans l'air, la MTD consiste à appliquer la MTD 14d et la MTD 14h et à recourir à la technique a. et à une des deux techniques b. ou c. ci-dessous, ou aux deux.	/	Non concerné. Le site ne réalise aucune opération de démantèlement de DEEE mais uniquement du regroupement.
<b>2.3.2 Explosions</b>		

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD						
<b>2.4 Conclusions sur les MTD pour le traitement mécanique des déchets à valeur calorifique</b>								
<i>Outre la MTD 25, les conclusions sur les MTD présentées dans cette section s'appliquent au traitement mécanique des déchets à valeur calorifique relevant des points 5.3 a) iii)<sup>8</sup> et 5.3 b) ii)<sup>9</sup> de l'annexe I de la directive 2010/75/UE.</i>								
<b>2.4.1 Emissions dans l'air</b>								
<b>MTD 31</b> Afin de réduire les émissions atmosphériques de composés organiques, la MTD consiste à appliquer la MTD 14d et à recourir à une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous	/	L'atelier de fabrication de CSS ne dispose pas de point de rejet canalisé. L'atelier de broyage en amont du CSS, aujourd'hui à l'air libre, sera placé sous bâtiment semi-fermé. Des mesures de poussières et de composés organiques volatils seront réalisées en limite de propriété.						
a. Adsorption (voir la section 6.1)	/							
b. Biofiltre (voir la section 6.1)	/							
c. Oxydation thermique (voir la section 6.1)	/							
d. Épuration par voie humide (voir la section 6.1)	/							
<p>Tableau 6.5</p> <p>Niveau d'émission associé à la MTD (NEA-MTD) pour les émissions atmosphériques canalisées de COVT résultant du traitement mécanique des déchets à valeur calorifique</p> <table> <tr> <th>Paramètre</th><th>Unité</th><th>NEA-MTD (Moyenne sur la période d'échantillonnage)</th></tr> <tr> <td>COVT</td><td>mg/Nm³</td><td>10-30 (*)</td></tr> </table> <p>(*) Le NEA-MTD ne s'applique que lorsque les composés organiques sont pertinents pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire mentionné dans la MTD 3.</p>	Paramètre	Unité	NEA-MTD (Moyenne sur la période d'échantillonnage)	COVT	mg/Nm³	10-30 (*)	/	
Paramètre	Unité	NEA-MTD (Moyenne sur la période d'échantillonnage)						
COVT	mg/Nm³	10-30 (*)						
Tableau 6.5 - Niveaux d'émission associés à la MTD pour les émissions atmosphériques canalisées de COVT résultant du traitement mécanique des déchets à valeur calorifique <i>Se reporter aux conclusions pour le tableau des NEA-MTD</i> La surveillance associée est indiquée dans la MTD 8.	/							
<b>2.5 Conclusions sur les MTD pour le traitement mécanique des DEEE contenant du mercure</b>								
<i>Sauf indication contraire, les conclusions sur les MTD présentées dans cette section s'appliquent au traitement mécanique des DEEE contenant du mercure, en plus de la MTD 25.</i>								
<b>2.5.1 Emissions dans l'air</b>								
<b>MTD 32</b> Afin de réduire les émissions atmosphériques de mercure, la MTD consiste à collecter les émissions de mercure à la source, à les soumettre à un traitement de réduction des émissions et à procéder à une surveillance appropriée.	/	Non concerné. Le site ne réalise aucune opération de démantèlement de DEEE mais uniquement du regroupement.						

<sup>8</sup> 5.3. a) Élimination des déchets non dangereux avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires - iii) prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération.

<sup>9</sup> 5.3. b) valorisation, ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE - ii) prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération.

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<b>3. CONCLUSIONS SUR LES MTD POUR LE TRAITEMENT BIOLOGIQUE DES DECHETS</b>		
<i>Sauf indication contraire, les conclusions sur les MTD présentées dans la section 3 s'appliquent au traitement biologique des déchets, en plus des conclusions générales sur les MTD de la section 1. Les conclusions sur les MTD de la section 3 ne s'appliquent pas au traitement des déchets liquides aqueux.</i>		
<b>3.1 Conclusions générales sur les MTD pour le traitement biologique des déchets</b>		
<b>3.1.1. Performances environnementales globales</b>		
<b>MTD 33</b> Afin de réduire les dégagements d'odeurs et d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à sélectionner les déchets entrants.	/	Non concerné. Pas de traitement biologique sur le site, hormis pour le traitement des déchets liquides aqueux (ne s'applique pas à cette section).
<b>3.1.2 Emissions dans l'air</b>		
<b>3.1.3 Rejets dans l'eau et consommation d'eau</b>		
<b>3.2 Conclusions sur les MTD pour le traitement aérobique des déchets</b>		
<i>Sauf indication contraire, les conclusions sur les MTD présentées dans cette section s'appliquent au traitement des déchets en milieu aérobique, en plus des conclusions générales sur les MTD pour le traitement biologique des déchets décrites à la section 3.1.</i>		
<b>3.2.1 Performances environnementales globales</b>		
<b>MTD 36</b> Afin de réduire les émissions dans l'air et d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à surveiller ou moduler les principaux paramètres des déchets et des procédés.		Non concerné. Pas de traitement aérobique sur le site, hormis pour le traitement des déchets liquides aqueux.
<b>3.2.2. Dégagements d'odeurs et émissions atmosphériques diffuse</b>		
<b>3.3. Conclusions sur les MTD pour le traitement anaérobique des déchets</b>		
<i>Sauf indication contraire, les conclusions sur les MTD présentées dans cette section s'appliquent au traitement des déchets en milieu anaérobique, en plus des conclusions générales sur les MTD pour le traitement biologique des déchets décrites à la section 3.1.</i>		
<b>3.3.1. Émissions dans l'air</b>		
<b>MTD 38</b> Afin de réduire les émissions dans l'air et d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à surveiller ou moduler les principaux paramètres des déchets et des procédés.	/	Non concerné.
<b>3.4. Conclusions sur les MTD pour le traitement mécanobiologique des déchets</b>		
<i>Sauf indication contraire, les conclusions sur les MTD présentées dans cette section s'appliquent au traitement mécanobiologique des déchets, en plus des conclusions générales sur les MTD pour le traitement biologique des déchets décrites à la section 3.1.</i>		
<i>Les conclusions sur les MTD pour le traitement aérobique (section 3.2) et pour le traitement anaérobique (section 3.3) sont applicables, le cas échéant, au traitement mécanobiologique des déchets</i>		
<b>3.4.1. Émissions dans l'air</b>		
<b>MTD 39</b> Afin de réduire les émissions dans l'air, la MTD consiste à appliquer les deux techniques indiquées ci-dessous.	/	Non concerné.

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD						
<b>4. CONCLUSIONS SUR LES MTD POUR LE TRAITEMENT PHYSICOCHIMIQUE DES DÉCHETS</b>								
<i>Sauf indication contraire, les conclusions sur les MTD présentées dans la section 4 s'appliquent au traitement physicochimique des déchets, en plus des conclusions générales sur les MTD de la section 1.</i>								
<b>4.1. Conclusions sur les MTD pour le traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux</b>								
<b>4.1.1. Performances environnementales globales</b>								
<b>MTD 40</b> Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à surveiller les déchets entrants, dans le cadre des procédures d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets (voir la MTD 2). Surveillance des déchets entrants en ce qui concerne, par exemple : — la teneur en matières organiques, en agents oxydants, en métaux (mercure, p. ex.), sels, composés odorants, — le potentiel de formation de H <sub>2</sub> lors du mélange des résidus de traitement des fumées (p. ex., cendres volantes et eau).	/	Les activités du site consistent à réceptionner des déchets dangereux et non dangereux, puis à les traiter sur site via des procédés spécifiques, ou à les envoyer vers des filières de traitement adaptées. La caractérisation préalable des déchets admis permet d'orienter le système de traitement adapté à chaque déchet. A l'arrivée sur site, les déchets doivent satisfaire aux procédures d'information préalable et d'acceptation préalable, et satisfaire aux contrôles.						
<b>4.1.2. Émissions dans l'air</b>								
<b>MTD 41</b> Afin de réduire les émissions atmosphériques de poussières, de composés organiques et de NH <sub>3</sub> , la MTD consiste à appliquer la MTD 14d et à recourir à une ou plusieurs des techniques indiquées ci-dessous.	/	Les déchets solides ou pâteux conditionnés sont broyés au niveau de l'atelier de broyage en amont du CSS, aujourd'hui à l'air libre ; cet atelier sera placé sous bâtiment semi-fermé. Des mesures de poussières et de composés organiques volatils seront réalisées en limite de propriété 1 fois par an						
a. Adsorption (voir la section 6.1)	/	Technique utilisée au déconditionnement de déchets liquides à bas point éclair mais non mise en place pour le traitement de déchets solides ou pâteux.						
b. Biofiltre (voir la section 6.1)	/	Technique non mise en place sur le site						
c. Filtre à manche (voir la section 6.1)	/	Technique non mise en place sur le site						
d. Épuration par voie humide (voir la section 6.1)	/	Technique non mise en place pour le traitement de déchets solides ou pâteux.						
Tableau 6.8 Niveau d'émission associé à la MTD pour les émissions atmosphériques canalisées de poussières résultant du traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux  <p style="text-align: center;">Tableau 6.8</p> <p style="text-align: center;">Niveau d'émission associé à la MTD (NEA-MTD) pour les émissions atmosphériques canalisées de poussières résultant du traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th><th>Unité</th><th>NEA-MTD (Moyenne sur la période d'échantillonnage)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Poussières</td><td>mg/Nm<sup>3</sup></td><td>2 – 5</td></tr> </tbody> </table> La surveillance associée est indiquée dans la MTD 8.	Paramètre	Unité	NEA-MTD (Moyenne sur la période d'échantillonnage)	Poussières	mg/Nm <sup>3</sup>	2 – 5	/	Pas de rejet canalisé.
Paramètre	Unité	NEA-MTD (Moyenne sur la période d'échantillonnage)						
Poussières	mg/Nm <sup>3</sup>	2 – 5						

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
4.2. Conclusions sur les MTD pour le reraffinage des huiles usagées		
4.2.1. Performances environnementales globales		
<b>MTD 42</b> Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à surveiller les déchets entrants, dans le cadre des procédures d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets (voir la MTD 2).	/	Non concerné
<b>MTD 43</b> Afin de réduire les la quantité de déchets à éliminer, la MTD consiste à appliquer une ou les deux techniques indiquées ci-dessous.	/	Non concerné
a. Valorisation des matières	/	
b. Valorisation énergétique	/	
4.2.2. Émissions dans l'air		
<b>MTD 44</b> Afin de réduire les émissions atmosphériques de composés organiques, la MTD consiste à appliquer la MTD 14d et à recourir à une ou plusieurs des techniques indiquées ci-dessous. Le NEA-MTD indiqué à la section 4.5 s'applique. La surveillance associée est indiquée dans la MTD 8.	/	Non concerné
a. Adsorption	/	
b. Oxydation thermique	/	
c. Épuration par voie humide	/	
4.3. Conclusions sur les MTD pour le traitement physicochimique des déchets à valeur calorifique		
4.3.1. Émissions dans l'air		
<b>MTD 45</b> Afin de réduire les émissions atmosphériques de composés organiques, la MTD consiste à appliquer la MTD 14d et à recourir à une ou plusieurs des techniques indiquées ci-dessous. Le NEA-MTD indiqué à la section 4.5 s'applique. La surveillance associée est indiquée dans la MTD 8.	/	Les déchets solides ou pâteux conditionnés sont broyés au niveau de l'atelier de broyage en amont du CSS, aujourd'hui à l'air libre ; cet atelier sera placé sous bâtiment semi-fermé. Des mesures de poussières et de composés organiques volatils seront réalisées en limite de propriété
a. Adsorption (voir la section 6.1)	/	Technique utilisée au déconditionnement de déchets liquides à bas point éclair mais non mise en place directement pour la fabrication de CSS.
b. Condensation cryogénique (voir la section 6.1)	/	Technique non mise en place sur le site
c. Oxydation thermique (voir la section 6.1)	/	Technique non mise en place sur le site
d. Épuration par voie humide (voir la section 6.1)	/	Technique non mise en place pour le traitement de déchets solides ou pâteux.

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<b>4.4. Conclusions sur les MTD pour la régénération des solvants usés</b>		
<b>4.4.1. Performances environnementales globales</b>		
<b>MTD 46</b> Afin d'améliorer les performances environnementales globales de la régénération des solvants usés, la MTD consiste à appliquer une des deux techniques indiquées ci-dessous, ou les deux	/	Non concerné
<b>4.4.2. Émissions dans l'air</b>		
<b>4.5. NEA-MTD pour les émissions atmosphériques de composés organiques résultant du reraffinage des huiles usagées, du traitement physicochimique des déchets à valeur calorifique et de la régénération des solvants usés</b>		
Tableau 6.9 Niveau d'émission associé à la MTD pour les émissions atmosphériques canalisées de COVT résultant du reraffinage des huiles usagées, du traitement physicochimique des déchets à valeur calorifique et de la régénération des solvants usés <i>Se reporter aux conclusions pour le tableau des NEA-MTD</i>		Actuellement, aucune émission canalisée n'est associée à la fabrication de CSS. Les déchets solides ou pâteux conditionnés sont broyés au niveau de l'atelier de broyage en amont du CSS, aujourd'hui à l'air libre ; cet atelier sera placé sous bâtiment semi-fermé. Des mesures de poussières et de composés organiques volatils seront réalisées en limite de propriété
<b>4.6. Conclusions sur les MTD pour le traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées</b>		
<b>4.6.1. Performances environnementales globales</b>		
<b>MTD 48</b> Afin d'améliorer les performances environnementales globales du traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées, la MTD consiste à appliquer la totalité des techniques indiquées ci-dessous.	/	Non concerné
<b>4.6.2. Émissions dans l'air</b>		
<b>4.7. Conclusions sur les MTD pour le lavage à l'eau des terres excavées polluées</b>		
<b>4.7.1. Émissions dans l'air</b>		
<b>MTD 50</b> Afin de réduire les émissions atmosphériques de poussières et de composés organiques résultant du stockage, de la manipulation et du lavage, la MTD consiste à appliquer la MTD 14d et à recourir à une ou plusieurs des techniques indiquées ci-dessous. La surveillance associée est indiquée dans la MTD 8.	/	Non concerné



MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
<b>4.8. Conclusions sur les MTD pour la décontamination des équipements contenant des PCB</b>		
<b>4.8.1. Performances environnementales globales</b>		
<b>MTD 51</b> Afin d'améliorer les performances environnementales globales et de réduire les émissions atmosphériques canalisées de PCB et de composés organiques, la MTD consiste à appliquer la totalité des techniques indiquées ci-dessous. La surveillance associée est indiquée dans la MTD 8.	/	Non concerné
<b>5. CONCLUSIONS SUR LES MTD POUR LE TRAITEMENT DES DÉCHETS LIQUIDES AQUEUX</b>		
<i>Sauf indication contraire, les conclusions sur les MTD présentées dans la section 5 s'appliquent au traitement des déchets liquides aqueux, en plus des conclusions générales sur les MTD de la section 1.</i>		
<b>5.1. Performances environnementales globales</b>		
<b>MTD 52</b> Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à surveiller les déchets entrants, dans le cadre des procédures d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets (voir la MTD 2). Surveillance des déchets entrants en ce qui concerne, par exemple : — la biodégradabilité [par exemple, DBO, rapport DBO/DCO, essai de Zahn et Wellens, potentiel d'inhibition biologique (inhibition des boues activées, par exemple)], — la capacité de désémulsion, par exemple au moyen d'essais en laboratoire.	/	La caractérisation préalable des déchets admis permet d'orienter le système de traitement adapté à chaque déchet. A l'arrivée sur site, les déchets doivent satisfaire aux procédures d'information préalable et d'acceptation préalable, et satisfaire aux contrôles. Les déchets admis en traitement par évapo-concentration doivent présenter des valeurs limites spécifiques à certains paramètres (DCO, chlore, soufre, fluor, etc). La technique de traitement retenue est différente selon la nature des déchets entrants et caractéristiques identifiées : un déchet biodégradable sera orienté directement vers la filière biologique, les mélanges eaux hydrocarbures seront orientés vers l'Evapoconcentration après une phase de séparation mécanique par cassage acide ou par centrifugation.
<b>5.2. Émissions dans l'air</b>		
<b>MTD 53</b> Afin de réduire les émissions atmosphériques de HCl, de NH <sub>3</sub> et de composés organiques, la MTD consiste à appliquer la MTD 14d et à recourir à une ou plusieurs des techniques indiquées ci-dessous.	/	Actuellement, la réception, le déconditionnement des déchets liquides et le démantèlement des GRV est réalisé à l'extérieur. Dans le cadre du projet de réorganisation du site TRD, ces opérations seront réalisées sous un bâtiment. Le déconditionnement des déchets liquides s'opérera dans un local muni de dispositifs de captation de l'air vicié traité par charbon actif avant rejet.
a. Adsorption (voir la section 6.1)	/	Le traitement de l'air vicié au niveau de l'atelier de déconditionnement des liquides sera réalisé par du charbon actif.
b. Biofiltre (voir la section 6.1)	/	Technique non utilisée sur le site
c. Oxydation thermique (voir la section 6.1)	/	Technique non utilisée sur le site
d. Épuration par voie humide (voir la section 6.1)	/	Les vapeurs de l'atelier de neutralisation sont rejetées à l'atmosphère après traitement par un laveur de gaz.

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD																							
<p>Tableau 6.10 Niveaux d'émission associés à la MTD pour les émissions atmosphériques canalisées de HCl et de COVT résultant du traitement des déchets liquides aqueux <i>Se reporter aux conclusions pour le tableau des NEA-MTD</i></p> <p>Tableau 6.10</p> <p>Niveaux d'émission associés à la MTD (NEA-MTD) pour les émissions atmosphériques canalisées de HCl et de COVT résultant du traitement des déchets liquides aqueux</p> <table> <tr> <th>Paramètre</th><th>Unité</th><th>NEA-MTD (*) (Moyenne sur la période d'échantillonnage)</th></tr> <tr> <td>Chlorure d'hydrogène (HCl)</td><td rowspan="2">mg/Nm<sup>3</sup></td><td>1-5</td></tr> <tr> <td>COVT</td><td>3-20 (*)</td></tr> </table> <p>(*) Ces NEA-MTD ne s'appliquent que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'unitaire mentionné dans la MTD 3. (*) Lorsque la charge polluante est inférieure à 0,5 kg/h au point d'émission, la valeur haute de la fourchette est de 45 mg/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>La surveillance associée est indiquée dans la MTD 8.</p>	Paramètre	Unité	NEA-MTD (*) (Moyenne sur la période d'échantillonnage)	Chlorure d'hydrogène (HCl)	mg/Nm <sup>3</sup>	1-5	COVT	3-20 (*)	/	<p>La surveillance à mettre en place est la suivante :</p> <p><b>Atelier de neutralisation</b></p> <table> <tr> <th>Paramètre à surveiller</th><th>Concentration maximale en mg/Nm<sup>3</sup></th><th>Fréquence de surveillance</th></tr> <tr> <td>Chlorure d'hydrogène (HCl)</td><td>5 mg/Nm<sup>3</sup></td><td>1 x/6mois</td></tr> <tr> <td>NH<sub>3</sub></td><td>50 mg/ Nm<sup>3</sup></td><td>1 x/6mois</td></tr> </table> <p><b>Atelier de déconditionnement de déchets liquides</b></p> <table> <tr> <th>Paramètre à surveiller</th><th>Concentration maximale en mg/Nm<sup>3</sup></th><th>Fréquence de surveillance</th></tr> <tr> <td>COV</td><td>45 mg/Nm<sup>3</sup> (charge polluante inférieure à 0,5 kg/h)</td><td>1 x/6mois</td></tr> </table>	Paramètre à surveiller	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup>	Fréquence de surveillance	Chlorure d'hydrogène (HCl)	5 mg/Nm <sup>3</sup>	1 x/6mois	NH <sub>3</sub>	50 mg/ Nm <sup>3</sup>	1 x/6mois	Paramètre à surveiller	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup>	Fréquence de surveillance	COV	45 mg/Nm <sup>3</sup> (charge polluante inférieure à 0,5 kg/h)	1 x/6mois
Paramètre	Unité	NEA-MTD (*) (Moyenne sur la période d'échantillonnage)																							
Chlorure d'hydrogène (HCl)	mg/Nm <sup>3</sup>	1-5																							
COVT		3-20 (*)																							
Paramètre à surveiller	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup>	Fréquence de surveillance																							
Chlorure d'hydrogène (HCl)	5 mg/Nm <sup>3</sup>	1 x/6mois																							
NH <sub>3</sub>	50 mg/ Nm <sup>3</sup>	1 x/6mois																							
Paramètre à surveiller	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup>	Fréquence de surveillance																							
COV	45 mg/Nm <sup>3</sup> (charge polluante inférieure à 0,5 kg/h)	1 x/6mois																							
<b>6. DESCRIPTION DES TECHNIQUES</b>																									
<b>6.1. Émissions atmosphériques canalisées</b> <i>Se reporter aux conclusions pour les descriptions</i>																									
Adsorption	<u>Polluants habituellement visés :</u> Mercure, composés organiques volatils, sulfure d'hydrogène, composés odorants	Les effluents atmosphériques captés au niveau de l'atelier de déconditionnement de déchets liquides seront traités par un filtre à charbon actif.																							
Biofiltre	<u>Polluants habituellement visés :</u> Ammoniac, sulfure d'hydrogènes, composés organiques volatils, composés odorants	Technique non utilisée sur le site																							
Condensation et condensation cryogénique	<u>Polluants habituellement visés :</u> Composés organiques volatils	Technique non utilisée sur le site																							
Cyclone	<u>Polluants habituellement visés :</u> Poussières	Technique non utilisée sur le site																							
Electrofiltre	<u>Polluants habituellement visés :</u> Poussières	Technique non utilisée sur le site																							
Filtre à manche	<u>Polluants habituellement visés :</u> Poussières	Technique non utilisée sur le site																							
Filtres HEPA	<u>Polluants habituellement visés :</u> Poussières	Technique non utilisée sur le site																							
Oxydation thermique	<u>Polluants habituellement visés :</u> Composés organiques volatils	Technique non utilisée sur le site																							
Epuration par voie humide	<u>Polluants habituellement visés :</u> Poussières, composés organiques volatils, composés acides gazeux	Les vapeurs issues de la neutralisation des déchets à l'atelier neutralisation sont traités par un laveur de gaz.																							
<b>6.2. Émissions diffuses de composés organiques dans l'air</b> <i>Se reporter aux conclusions pour les descriptions</i>																									
Programme de détection et réparation des fuites (LDAR) Méthode par reniflage Méthode de détection des gaz par imagerie optique	<u>Polluants habituellement visés :</u> Composés organiques volatils	Technique non utilisé sur le site																							

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
Méthode des émissions diffuses de COV Mesure en occultation solaire Lidar à absorption différentielle	<b>Polluants habituellement visés :</b> Composés organiques volatils	Technique non utilisée sur le site
<b>6.3. Rejets dans l'eau</b> <i>Se reporter aux conclusions pour les descriptions.</i>		
Procédé par boues activées	<b>Polluants habituellement visés :</b> Composés organiques biodégradables	Le site disposera d'une filière de traitement biologique des eaux usées pour le traitement des eaux usées biodégradables.
Adsorption	<b>Polluants habituellement visés :</b> Polluants adsorbables dissous non biodégradables ou inhibiteurs, tels qu'hydrocarbures, mercure, AOX.	Technique non utilisée sur le site
Oxydation chimique	<b>Polluants habituellement visés :</b> Polluants oxydables dissous non biodégradables ou inhibiteurs, tels que nitrites, cyanures.	Technique non utilisée sur le site
Réduction chimique	<b>Polluants habituellement visés :</b> Polluants réductibles dissous non biodégradables ou inhibiteurs, comme le chrome hexavalent.	Technique non utilisée sur le site
Coagulation et floculation	<b>Polluants habituellement visés :</b> Solides en suspension et particules métalliques.	Technique non utilisée sur le site
Distillation/ rectification	<b>Polluants habituellement visés :</b> Polluants dissous non biodégradables ou inhibiteurs pouvant être distillés, comme certains solvants.	Technique non utilisée sur le site
Homogénéisation	<b>Polluants habituellement visés :</b> Tous les polluants	Technique non utilisée sur le site
Evaporation	<b>Polluants habituellement visés :</b> Polluants solubles	Le site disposera d'une filière de traitement d'effluents par compression mécanique de vapeur (ou évapo-concentrateur) pour le traitement des déchets liquides .
Filtration	<b>Polluants habituellement visés :</b> Solides en suspension et particules métalliques	Technique non utilisée sur le site
Flottation	<b>Polluants habituellement visés :</b> Solides en suspension et particules métalliques	Technique non utilisée sur le site
Echange d'ions	<b>Polluants habituellement visés :</b> Polluants ioniques dissous non biodégradables ou inhibiteurs, tels que les métaux	Technique non utilisée sur le site
Bioréacteur à membrane	<b>Polluants habituellement visés :</b> Composés organiques biodégradables	Technique non utilisée sur le site
Filtration sur membrane	<b>Polluants habituellement visés :</b> Solides en suspension et particules métalliques	Technique non utilisée sur le site
Neutralisation	<b>Polluants habituellement visés :</b> Acides, alkali	L'atelier neutralisation sur le site TRD permet de neutraliser le pH de certains liquides à partir de déchets acides (pour les déchets alcalis) ou basiques (pour les déchets acides).
Nitrification/dénitrification	<b>Polluants habituellement visés :</b> Azote total, ammoniac	Technique non utilisée sur le site

MTD et description	Applicabilité de la MTD	Situation du site vis-à-vis des MTD
Déshuilage	<b>Polluants habituellement visés :</b> Huile/ graisse	Les réseaux d'assainissement des eaux pluviales de voiries (partie « conditionnés » et partie « liquides vrac ») sont équipés de séparateurs d'hydrocarbures.
Sédimentation	<b>Polluants habituellement visés :</b> Solides et particules métalliques en suspension	Les réseaux d'assainissement des eaux pluviales de voiries (partie « conditionnés » et partie « liquides vrac ») sont équipés de débourbeurs - séparateurs d'hydrocarbures.
Précipitation	<b>Polluants habituellement visés :</b> Polluants précipitables dissous non biodégradables ou inhibiteurs, tels que métaux, phosphore	Technique non utilisée sur le site
Stripage	<b>Polluants habituellement visés :</b> Polluants purgeables, tels que le sulfure d'hydrogène (H <sub>2</sub> S), l'ammoniac (NH <sub>3</sub> ), certains composés organohalogénés adsorbables (AOX), les hydrocarbures.	Technique non utilisée sur le site
<b>6.4. Techniques de tri</b> <i>Se reporter aux conclusions pour les descriptions</i>		
Classification pneumatique	/	Technique non appliquée sur le site
Séparateur tous métaux	/	Technique non appliquée sur le site
Séparation électromagnétique des métaux non ferreux	/	Technique non appliquée sur le site
Tri manuel	/	Un tri manuel est réalisé systématiquement en amont du broyeur de conditionnés afin de retirer les éléments indésirables.
Séparation magnétique	/	La ligne de fabrication de CSS est équipée d'un aimant over-band.
Spectroscopie infrarouge proche (NIRS)	/	Technique non appliquée sur le site
Cuves de flottation	/	Technique non appliquée sur le site
Séparation par taille	/	La ligne de fabrication de CSS dispose d'un crible pour retirer les éléments les plus grossiers.
Table vibrante	/	Technique non appliquée sur le site
Systèmes de rayons X	/	Technique non appliquée sur le site
<b>6.5. Techniques de gestion</b> <i>Se reporter aux conclusions pour les descriptions</i>		
Plan de gestion des accidents	/	L'étude de dangers du site recense les dangers liés aux installations ou à la présence de déchets présentant des propriétés dangereuses sur le site et identifie les phénomènes dangereux susceptibles de se produire.
Plan de gestion des résidus	/	Le site TRD est certifié ISO 14001. Dans ce cadre, le SME identifie les déchets produits, liste les filières de traitement possibles et garantit une élimination appropriée des résidus.

## 12.2 CONCLUSION SUR LES MTD

La société ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT (OSE) exploite une plateforme de regroupement, tri, pré-traitement, transit de déchets dangereux sur le site TRD à Villers-Bretonneux.

Le tableau précédent présente la situation du site vis-à-vis des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets du 10 août 2018 (publication au Journal Officiel de l'Union européenne du 17 août 2018).

Dans l'ensemble, l'exploitation du site et les aménagements envisagés sont **conformes** aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Le projet du site est une modernisation importante des organisations, moyens et procédures en vue de mieux maîtriser la sécurité, la santé, les risques de toute nature. Lors des travaux et de la mise en route un plan d'action doit être mis en place et les dispositions prises vérifieront la conformité totale aux dispositions des MTD.

Ainsi **aucune demande de dérogation au titre de l'article R.515-68 du code de l'environnement n'est sollicitée** par la société ORTEC SE.

Le tableau suivant présente le plan d'actions que la société ORTEC SE s'engage à réaliser afin de se conformer totalement aux meilleures techniques disponibles.

N° de MTD	Action à réaliser	Echéance de mise en conformité
MTD 2-c. Établir et mettre en œuvre un système de suivi et d'inventaire des déchets.	Mettre à jour l'inventaire des informatisé des déchets à une fréquence hebdomadaire	Fin 2020
MTD 7 – Surveillance des émissions aqueuses	Mettre en place une surveillance des rejets aqueux en sortie de l'Evapoconcentration	Dans les 3 mois qui suivent la mise en service de l'installation
MTD 8 – Surveillance des émissions atmosphériques	Mettre en place une surveillance des rejets atmosphériques sur le laveur de gaz	Dès la parution de l'Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter
	Mettre en place une surveillance des rejets atmosphériques en sortie de l'atelier de déconditionnement de déchets liquides	Dans les 3 mois qui suivent la mise en service de l'installation
MD14d – Réduction des émissions atmosphériques diffuses	Création d'un bâtiment autour du broyeur primaire à l'atelier de broyage	Dans les 3 mois qui suivent la mise en service de l'installation
MD14d – Réduction des émissions atmosphériques diffuses	Création d'un local pour le déconditionnement des liquides solvantés avec dispositif de captage de vapeurs et leur traitement sur un filtre charbon actif avant rejet	Dans les 3 mois qui suivent la mise en service de l'installation
MTD 20 – Niveaux d'émission associés à la MTD (NEA-MTD) pour les rejets indirects dans une masse d'eau réceptrice	Mise en place de valeurs limites à l'émission dans les rejets aqueux	Dès la mise en service de l'équipement
MTD 25 – MTD pour le traitement mécanique des déchets MTD 31 – MTD pour le traitement mécanique des déchets à valeur calorifique MTD 41 – MTD pour le traitement physico-chimique des déchets solides ou pâteux MTD 45 – MTD pour le traitement physico-chimique des déchets à valeur calorifique 4.5. NEA-MTD pour les émissions atmosphériques de composés organiques résultant du traitement physicochimique des déchets à valeur calorifique.	Mesure de poussières et de COV autour des bâtiments	Dans les 6 mois qui suivent la mise en service de l'installation
MTD 53 – MTD pour le traitement de déchets liquides aqueux	Mise en place de valeurs limites à l'émission dans les rejets atmosphériques	Dans l'année suivant la parution de l'Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter

## **13 UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE**

### **13.1 SITUATION ACTUELLE**

Les énergies utilisées sur le site sont les suivantes :

- ↳ l'électricité pour l'alimentation des équipements associés à l'activité, des installations annexes et des bureaux administratifs et locaux sociaux,
- ↳ le gaz naturel pour les chaudières,
- ↳ le Gazole Non Routier (GNR) pour l'alimentation des engins.

Le site TRD établit un suivi de ses consommations énergétiques. Une sensibilisation du personnel est également réalisée (éteindre les éclairages, couper les énergies des installations en fin de poste...).

En 2014, les consommations énergétiques du site étaient de :

- ↳ 250 260 kWh pour l'électricité,
- ↳ 281 336 kWh pour le gaz naturel.

### **13.2 SITUATION FUTURE**

Les modifications projetées par la société engendreront des consommations énergétiques supplémentaires par rapport à la situation actuelle.

Dans la configuration future, et compte tenu de l'évolution des capacités de traitement du site, ces consommations seront les suivantes :

- ↳ 720 000 kWh pour l'électricité,
- ↳ 350 000 kWh pour le gaz naturel.

Dans le cadre de son processus d'amélioration continue, le site ne cessera d'évoluer vers des technologies permettant une diminution de la consommation énergétique.

## **14 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXPLOITATION**

Au vu du process développé dans la Présentation Générale et dans l'Etude d'Impact, l'activité ne présente pas de condition particulière d'exploitation, en période de démarrage ou d'arrêt momentané, qui aurait une incidence dans les domaines de l'eau, de l'air, du bruit ou des déchets.

## **15 INVESTISSEMENTS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Les principales mesures prises par le site TRD pour limiter les effets du projet sur l'environnement seront les suivantes :

<b>Année</b>	<b>Investissement</b>	<b>Montant (€ HT)</b>
2016	Ateliers acide-base et phyto sanitaires avec laveur de vapeurs	350 000
2017	Extension et modernisation atelier Neutralisation	400 000
2017	Atelier liquides en petits conditionnements et fosses du broyeur= Dispositif de protection incendie des ateliers Broyage, CSS et Cuves	300 000
2018	Voie de contournement-Réseaux EP, EI Bâtiment réception - zone des bennes	1 800 000
2018	Création de 2 bassins d'eaux pluviales	30 000
2018	Nouveau séparateur d'hydrocarbures	15 000
2018	Evapo-concentration des eaux pluviales	50 000
2019	Atelier broyage	800 000
2019	Atelier GRV	340 000
2020	Utilisation d'eau recyclée pour le lavage des camions	7 000
		<b>4 092 000</b>

nc : non connu



## **16 PHASE CHANTIER**

### **16.1 ORGANISATION DES TRAVAUX**

Les modifications du site entraîneront une phase chantier d'une durée approximative de 9 mois.

Une base vie et une aire de stockage temporaire des matériaux de construction seront installées durant la période de chantier.

### **16.2 IMPACT DE LA PHASE CHANTIER SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES DE PREVENTION**

#### **16.2.1 IMPACT SUR LES SOLS**

Les déblais seront au maximum réutilisés au sein du site. En cas de surplus, ils seront évacués vers une filière extérieure autorisée.

En cas d'importation sur le site de remblais, les dispositions seront prises pour s'assurer de leur qualité.

#### **16.2.2 IMPACT ET MESURES DE PREVENTION SUR L'EAU**

Pendant la phase chantier, l'alimentation en eau du site sera assurée à partir du réseau d'eau potable du site.

Les besoins en eau seront utilisés pour les sanitaires et les travaux.

Les eaux usées des sanitaires et des travaux seront collectées par des installations de traitement mobiles (WC chimiques, fosse septique, bache imperméable...) et mises en place pour le chantier. Elles seront évacuées par des entreprises spécialisées.

Des mesures spécifiques seront prises pour éviter que les véhicules et engins quittant le chantier ne salissent les voiries environnantes (par exemple : lavages de roues, nettoyage des toupies à béton avant départ du site).

Les eaux pluviales de voirie seront rejetées directement au réseau durant la phase chantier.

#### **16.2.3 IMPACT ET MESURES DE PREVENTION SUR L'AIR**

Le chantier ne génèrera pas de fumées de nature à générer des pollutions. Tout brûlage sur le chantier sera interdit.

Les activités du chantier engendreront des envols de poussières. Les sources de poussières concerneront essentiellement :

- ↳ les mouvements des engins mobiles d'extraction,
- ↳ la circulation des engins de chantiers (pour le chargement et le transport),
- ↳ les travaux d'aménagement et de construction.

Afin de réduire l'impact environnemental des émissions atmosphériques liées aux travaux, les engins seront équipés d'un pot d'échappement catalytique ou de filtres à suie afin de limiter les rejets atmosphériques.

Par ailleurs, la consultation pour la réalisation des travaux se fera au maximum auprès d'entreprises locales et respectueuses de l'environnement (certification ISO 14001).

La circulation des engins de chantiers et des véhicules de transport en particulier constituera une source de formation de poussières pendant la phase travaux, par l'érosion des pistes de circulation, par la remise en suspension dans l'air de poussières retombées au sol, et par leur vitesse de projection dans l'atmosphère. De même, lors de forts vents, les poussières au sol pourront être soulevées par les turbulences et remises en suspension dans l'air.

Cependant, les dimensions des poussières produites seront telles que la plus grande partie retombera au sol à une distance relativement faible du point d'émission par des conditions de vent normales. L'impact sera donc relativement limité.

Néanmoins, au cas où des nuisances seraient constatées, des phases d'arrosage de chantier seraient réalisées afin de limiter l'envol des poussières, notamment si les travaux sont réalisés en période estivale.

#### **16.2.4 IMPACT ET MESURES DE PREVENTION SUR LE BRUIT**

Les principales sources de bruit durant la phase chantier seront dues aux terrassements et aux travaux d'aménagement.

La propagation du bruit se fera essentiellement par voies aériennes et son intensité décroîtra graduellement en fonction de la distance entre le point d'émission et le point de réception.

L'ensemble des bruits de la phase chantier ne dépassera pas les prescriptions de la réglementation en vigueur.

#### **16.2.5 IMPACT ET MESURES DE PREVENTION SUR LES DECHETS**

Les principaux types de déchets produits par la phase chantier seront les suivants :

- ↳ déchets inertes,
- ↳ déchets non dangereux,
- ↳ déchets dangereux.

Les déchets inertes et non dangereux seront confiés à des collecteurs agréés puis à des sociétés extérieures autorisées pour la valorisation ou l'élimination, ce qui minimise l'impact sur l'environnement.

Les déchets dangereux seront traités sur le site.

## **17 HYGIENE, SANTE, SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE**

Les effets sur la sécurité sont traités dans la partie « Etude des dangers » du présent dossier.

### **17.1 DISPOSITIONS CONCERNANT L'EAU ET L'AIR**

Les dispositions mentionnées ci-dessus dans l'étude d'impact dans les domaines de l'eau et de l'air sont la garantie d'innocuité vis-à-vis de la salubrité publique et de l'hygiène.

Concernant les effets sur la santé des populations environnantes, ils sont spécifiquement abordés dans le volet sanitaire de l'étude d'impact.

### **17.2 DISPOSITIONS CONCERNANT LES ODEURS**

Le site TRD n'est pas à l'origine d'émissions odorantes significatives.

### **17.3 DISPOSITIONS CONCERNANT LE BRUIT**

Les bruits sont ressentis comme nuisance de façon différente selon les personnes. Il semble également que certaines personnes soient plus sensibles que d'autres.

Les principaux effets du bruit sont les suivants :

- ↳ fatigue auditive pouvant entraîner la surdité,
- ↳ changement de rythme cardiaque ou respiratoire,
- ↳ modification de la pression artérielle ou rétrécissement des vaisseaux sanguins,
- ↳ diminution des réflexes et des actions psychiques,
- ↳ apparition de maux de tête,
- ↳ fatigue générale,
- ↳ irritabilité,
- ↳ nervosité générale,
- ↳ trouble de la vision nocturne,
- ↳ apparition de contractions anormales des muscles de l'estomac,
- ↳ troubles du sommeil et des moments de détente.

Les effets du bruit sur la santé sont fonction de l'intensité de la source sonore, de sa fréquence et de la durée d'exposition.

Le tableau ci-dessous caractérise l'intensité sonore des sources de bruit communes :

Sources sonores	Intensité en dB(A)	
Coup de feu	170	
Réacteur d'avion	150	Frontière de la douleur
Marteau piqueur, voiture de course	120	
Concert	110	
Chaîne hi-fi, baladeur (niveau maximum)	100	Limite de dommage
Aboiement de chien, appareil de bricolage	90	(troubles de l'ouïe et de l'équilibre)
Cantine scolaire	85	
Voiture, aspirateur	75	
Rue à gros trafic, téléviseur	70	
Conversation normale	50	
Bruit ménager moyen	40	
Intérieur d'une chambre à coucher	30	
Conversation à voix basse	20	
Bruissement de feuille	10 à 20	Seuil de l'audition
	0	

La quantification de l'impact sanitaire du bruit est « difficile du fait de l'absence de relations doses/réponses. Cependant, la qualification du risque (présent ou absent) peut se faire en s'appuyant sur les valeurs guides de l'Organisation Mondiale de la Santé qui sont des limites du niveau sonore pour chaque individu en fonction des lieux de vie, en deçà desquelles il n'est pas décrit d'effets critiques sur la santé. En termes sanitaires, ce sont des valeurs qu'il faut veiller à ne pas dépasser.

L'Organisation Mondiale de la Santé définit des valeurs guides des niveaux sonores pour les zones résidentielles extérieures, à savoir :

- ↳ 50 dB(A) pour éviter une gêne modérée pendant la journée,
- ↳ 55 dB(A) pour éviter une gêne grave pendant la journée.

Selon cet organisme, l'exposition permanente à un niveau de bruit ambiant situé aux alentours de 70 dB(A) n'entraîne pas de déficit auditif.

Les niveaux sonores relevés au voisinage habité sont de l'ordre de grandeur de ceux d'une conversation. Par conséquent, le site n'est pas susceptible d'avoir d'impact sanitaire dans le domaine du bruit.

## 17.4 DISPOSITIONS CONCERNANT LES DECHETS

De manière générale, les populations qui passent ou habitent à proximité d'un site industriel peuvent être exposées aux déchets du site par :

- ↳ contact direct,
- ↳ contact indirect, suite aux envois de poussières de déchets ou au ruissellement des eaux pluviales sur les déchets.

Le tableau ci-dessous présente les caractéristiques des déchets du site :

Déchet généré	Caractère nocif	Possibilité de contact direct	Possibilité d'envols	Possibilité de ruissellement	Tonnage annuel <sup>1</sup>
Eaux souillées	Oui	Non (site clôturé)	Non	Oui mais traitement des eaux pluviales	0 <sup>2</sup>
Déchets de maintenance	Oui	Non (site clôturé)	Non	Non (stockage en bennes)	0,2
DIB - emballages en mélange	Non	Non (site clôturé)	Non	Non (stockage en bennes)	180
Déchets de laboratoire (effluents)	Oui	Non (site clôturé)	Non	Oui mais traitement des eaux pluviales	0,36
Déchets de laboratoire (matériaux souillés)	Oui	Non (site clôturé)	Non	Oui mais traitement des eaux pluviales	0,2

Etant donné que le site est clôturé et que les déchets ne présentent pas de phénomène d'envols et sont stockés dans des récipients fermés les protégeant des eaux de ruissellement, il n'y a pas de contact possible (direct ou indirect) entre ces déchets et les populations environnantes.

Les déchets ne présentent pas d'exposition avec les populations d'où l'absence de risque sanitaire.

<sup>1</sup> Dans la configuration future du site

<sup>2</sup> Les eaux souillées seront traitées sur le site grâce aux nouvelles installations de traitement des eaux.

## **18 CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE**

Lorsque les installations seront mises à l'arrêt définitif, l'exploitant remettra le site dans un état tel qu'il ne s'y manifestera aucun danger.

Un mémoire de cessation d'activité, précisant les mesures prises pour assurer la protection de l'environnement et des populations voisines, sera transmis à la Préfecture au moins 3 mois avant l'arrêt définitif. Ce mémoire abordera notamment les points suivants :

↳ Le contexte de la cessation d'activité :

Ce point précisera les raisons pour lesquelles le site TRD cesse son exploitation.

↳ La description du site et de son environnement :

Ce point rappellera l'état initial du site (présenté dans les paragraphes précédents).

↳ L'historique des activités développées sur le site :

Ce point abordera, en fonction des données disponibles, l'ensemble des activités qui ont été développées sur le site.

↳ L'impact potentiel des installations au cours du démantèlement :

L'ensemble des déchets du site et gravats issus de la déconstruction seront évacués dans des filières dûment autorisées pour leur recyclage ou valorisation. Le site TRD s'engage à sélectionner les filières d'élimination les plus adaptées dans des conditions économiques acceptables pour l'élimination de ses déchets au jour de la cessation d'activité.

Le site TRD fera appel à du personnel ou des sociétés qualifiés pour le démantèlement du bâti afin de minimiser l'impact des opérations de déconstruction sur l'environnement.

Les interdictions ou limitations d'accès au site :

Le site TRD maintiendra les clôtures en bon état et assurera, si besoin, le gardiennage du site le temps du démantèlement de l'unité. Lorsque les installations seront mises à l'arrêt définitif, l'exploitant remettra le site dans un état tel qu'il ne s'y manifestera aucun danger ou inconvénient pour les intérêts mentionnés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

↳ La suppression des risques d'incendie et d'explosion :

Le site TRD demandera à ses fournisseurs de gaz et d'électricité de fermer les compteurs sauf si les besoins pour le démantèlement de l'unité exigent ces utilités.

↳ La surveillance des effets de l'installation sur son environnement :

L'activité exercée par le site TRD et les conditions dans lesquelles la société s'engage à exploiter ses installations ne font pas craindre pour l'environnement des risques de pollution de l'air, des sols ou des eaux (sols imperméabilisés, rétentions, etc.). La surveillance des effets de l'installation sur l'environnement devra prendre en compte la vie complète de l'installation et les modifications ultérieures au présent dossier dont nous ne saurions avoir connaissance à ce jour.

↳ La coupure des alimentations en gaz, électricité et en eau potable :

Le site TRD demandera à ses fournisseurs de gaz, d'électricité et d'eau potable de fermer les compteurs sauf si les besoins pour le démantèlement de l'unité exigent ces utilités.

La vidange complète, nettoyage et dégazage des installations :

Les cuves de stockage seront complètement vidangées et le contenu sera éliminé dans des filières agréées.

↳ Le démontage ou démantèlement des appareils techniques liés à l'activité industrielle :

Les installations de traitement pourront selon leur état être réutilisées sur d'autres sites du groupe ou revendues à d'autres sociétés pour y être recyclées, notamment les parties métalliques.

↳ L'expédition des appareils vers d'autres sites ou ferrailage :

Les appareils du site comportent une grande proportion de ferraille qui pourra être recyclée.

↳ La destruction ou démontage des bâtiments, structures extérieures :

Les bâtiments du site comportant une grande proportion de ferraille pourront être recyclés. Le béton et le goudron pourront également être recyclés. En effet, les installations sont composées d'une grande proportion des matériaux pouvant être recyclés.

↳ L'évacuation et l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site :

L'ensemble des déchets du site et des gravats issus de la déconstruction sera évacué dans des filières dûment autorisées pour leur recyclage ou valorisation. Le site TRD s'engage à sélectionner les filières d'élimination les plus adaptées dans des conditions économiques acceptables pour l'élimination de ses déchets au jour de la cessation d'activité.

La remise en état du site sera adaptée à un usage industriel.

L'avis du maire relatif à la remise en état du site figure en Annexe 20.

Pour rappel, le site TRD est soumis à l'obligation de garanties financières pour la mise en sécurité de ses installations (cf. § 10 de la présentation générale de ce dossier).

## **19 METHODOLOGIE DE L'ETUDE D'IMPACT ET DIFFICULTES RENCONTREES**

L'élaboration de l'étude d'impact a été réalisée sur la base :

- ↳ d'observations de terrains ;
- ↳ des plans des bâtiments, des installations et des réseaux d'assainissement, fournis par la société ATGTSM ;
- ↳ de documents d'urbanisme de la Mairie de Villers-Bretonneux :
  - ✓ Plan Local d'Urbanisme ;
  - ✓ références cadastrales ;
  - ✓ Servitudes d'Utilité publique ;
- ↳ de données météorologiques provenant du Centre Régional de Météorologie Nationale pour la région d'Amiens ;
- ↳ de données provenant du Bureau de Recherches Géologiques et Minières de Lezennes ;
- ↳ de données provenant de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie ;
- ↳ Schéma Directeur de l'Aménagement et de la Gestion des Eaux (SDAGE) ;
- ↳ périmètres de protection des captages d'Alimentation en Eau Potable (AEP) ;
- ↳ carte de qualité des cours d'eau du Bassin Artois-Picardie ;
- ↳ de la carte IGN au 1/25.000 de Villers-Bretonneux ;
- ↳ de données provenant de l'ATMO Picardie pour la prévention de la pollution atmosphérique dans la région d'Amiens ;
- ↳ de données provenant de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) ;
- ↳ de données provenant de la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles) ;
- ↳ de données provenant de la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) ;
- ↳ de données provenant de la société RAINETTE pour l'étude d'incidences Natura 2000 ;
- ↳ de mesures et analyses sur les retombées atmosphériques réalisées par la société KALI'AIR ;
- ↳ de mesures acoustiques effectuées par KALIÈS.

A partir de ces données, la méthode utilisée a consisté à :

- ↳ identifier les domaines de l'environnement sur lesquels les installations sont susceptibles d'avoir une incidence,
- ↳ recenser ces incidences,
- ↳ vérifier qu'elles ont été prises en compte et que les mesures prises pour les minimiser sont pertinentes.

Aucune difficulté notable n'a été rencontrée lors de la réalisation de cette étude.



## **VOLET SANITAIRE DE L'ÉTUDE D'IMPACT**

La partie suivante est réalisée conformément à la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation.

Le site TRD est visé et classé au titre des rubriques 3510 : élimination ou valorisation des déchets dangereux, 3531 : élimination des déchets non dangereux non inertes et 3550 : stockage temporaire de déchets dangereux.

Il est donc soumis à la directive IED. Selon la circulaire, une Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM) doit être faite dans le cadre de l'Evaluation des Risques Sanitaires (ERS).

Le cadre méthodologique choisi comme structure de référence est celui des guides suivants :

- ↳ le guide méthodologique INERIS d'août 2013 sur la démarche intégrée pour l'élaboration de l'état des milieux et des risques sanitaires,
- ↳ le guide méthodologique INERIS de juillet 2003 sur l'évaluation des risques sanitaires qui définit les principes généraux de l'évaluation des risques sanitaires,
- ↳ le guide pour l'analyse du volet sanitaire des études d'impact – février 2000 de l'InVS.

Le guide sur « l'Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires » de l'INERIS d'août 2013, précise que l'évaluation des risques sanitaires concerne l'impact des rejets atmosphériques (canalisés et diffus) et aqueux de l'installation classée sur l'homme, exposé directement ou indirectement après transferts via les milieux environnementaux (air, sols, eaux superficielles et/ou souterraines et/ou chaîne alimentaire...).

Au regard des thèmes de l'Etude d'Impact développés ci-avant, le fonctionnement des installations engendre des effluents aqueux et des rejets atmosphériques. Il s'agit alors d'étudier les risques chroniques liés à une exposition à long terme des populations riveraines aux polluants atmosphériques et aqueux émis par le site. Ces populations sont positionnées hors périmètre du site et dans le domaine d'étude appelé aussi zone d'étude.

# SOMMAIRE DETAILLE

<b>1</b>	<b>CONCEPTUALISATION DE L'EXPOSITION .....</b>	<b>328</b>
1.1	EVALUATION DES EMISSIONS DE L'INSTALLATION.....	328
1.1.1	<i>Synthèse de l'étude d'impact .....</i>	<i>328</i>
1.1.2	<i>Description des sources .....</i>	<i>329</i>
1.1.3	<i>Bilan quantitatif des flux .....</i>	<i>331</i>
1.1.4	<i>Vérification de la conformité des émissions .....</i>	<i>333</i>
1.1.5	<i>Sélection des substances d'intérêt.....</i>	<i>333</i>
1.2	EVALUATION DES ENJEUX ET DES VOIES D'EXPOSITION.....	341
1.2.1	<i>Délimitation de la zone d'étude .....</i>	<i>341</i>
1.2.2	<i>Contexte environnemental et usages .....</i>	<i>341</i>
1.2.3	<i>Caractérisation des populations.....</i>	<i>346</i>
1.2.4	<i>Autres études sanitaires .....</i>	<i>350</i>
1.3	SCHEMA CONCEPTUEL .....	352
<b>2</b>	<b>EVALUATION DE L'ETAT DES MILIEUX (DEMARCHE IEM) .....</b>	<b>354</b>
2.1	CARACTERISATION DES MILIEUX.....	354
2.1.1	<i>Choix des substances et milieux pertinents.....</i>	<i>354</i>
2.1.2	<i>Inventaire des données disponibles en situation actuelle .....</i>	<i>354</i>
2.1.3	<i>Réalisation de mesures complémentaires .....</i>	<i>355</i>
2.1.4	<i>Définition de l'environnement local témoin .....</i>	<i>357</i>
2.1.5	<i>Rappel des données de l'état initial.....</i>	<i>357</i>
2.2	EVALUATION DE LA DEGRADATION ATTRIBUABLE A L'INSTALLATION .....	358
2.2.1	<i>Comparaison à l'état initial .....</i>	<i>358</i>
2.2.2	<i>Comparaison à l'environnement local témoin.....</i>	<i>358</i>
2.3	EVALUATION DE LA COMPATIBILITE DES MILIEUX .....	361
2.3.1	<i>Domaine de l'eau.....</i>	<i>361</i>
2.3.2	<i>Domaine de l'air .....</i>	<i>361</i>
2.3.3	<i>Domaine du sol.....</i>	<i>362</i>
2.3.4	<i>Quantification partielle des risques.....</i>	<i>362</i>
2.4	EVALUATION DE LA DEGRADATION LIEE AUX EMISSIONS FUTURES .....	367
2.5	CONCLUSION DE L'IEM .....	367
<b>3</b>	<b>CONCLUSION DE L'EVALUATION DU RISQUE SANITAIRE .....</b>	<b>368</b>
<b>4</b>	<b>METHODOLOGIE DE L'EVALUATION DU RISQUE SANITAIRE .....</b>	<b>369</b>

## 1 **CONCEPTUALISATION DE L'EXPOSITION**

### 1.1 **EVALUATION DES EMISSIONS DE L'INSTALLATION**

#### 1.1.1 **SYNTHESE DE L'ETUDE D'IMPACT**

L'inventaire des sources réalisé dans l'étude d'impact est synthétisé dans le tableau suivant :

<b>Milieux physiques</b>	<b>Emissions</b>	<b>Mode de traitement et de gestion</b>	<b>Mode de fonctionnement</b>
Eaux de surface	Eaux industrielles	Réseau communal, puis STEP de Villers-Bretonneux puis milieu naturel	Normal
	Eaux sanitaires	Réseau communal, puis STEP de Villers-Bretonneux puis milieu naturel	Normal
	Eaux pluviales	Séparateur HCT puis réseau communal puis milieu naturel (Ruisseau du Charme)	Normal
Air	Installations de combustion	Rejet canalisé	Normal
	Cuves de stockage des déchets	Rejet diffus	Normal
	Laveur de gaz de l'atelier de neutralisation	Rejet canalisé	Normal

**Au vu de la nature des rejets d'eau du site (pluviales, sanitaires et industrielles traitées en STEP), cette thématique ne sera pas approfondie dans la suite de l'évaluation des risques sanitaires.**

### 1.1.2 DESCRIPTION DES SOURCES

Le tableau ci-dessous reprend les sources identifiées, dans la configuration future du site :

N° de la source	Description	Milieu récepteur	Type de source	Caractéristiques	Phases de rejets	Substances émises
1	Chaudière	Air	Canalisée	Puissance et rejets faibles Combustible peu polluant	Fonctionnement normal	NOx COx
2	Chaudière	Air	Canalisée	Puissance et rejets faibles Combustible peu polluant	Fonctionnement normal	NOx COx
3	Cuve T6	Air	Canalisée	Cuve de xx m <sup>3</sup> Stockage de déchets chargés en boues et hydrocarbures	Fonctionnement normal	COV
4	Cuve T12	Air	Canalisée	Cuve de xx m <sup>3</sup> Stockage de la phase huileuse issue de la centrifugation	Fonctionnement normal	COV
5	Cuve P1	Air	Canalisée	Cuve de xx m <sup>3</sup> Stockage d'eaux + solvants	Fonctionnement normal	COV
6	Cuve P2	Air	Canalisée	Cuve de xx m <sup>3</sup> Stockage d'eaux + solvants	Fonctionnement normal	COV
7	Cuve P3	Air	Canalisée	Cuve de xx m <sup>3</sup> Stockage d'eaux + solvants	Fonctionnement normal	COV
8	Laveur de vapeurs	Air	Canalisée	Laveur de gaz traitant les vapeurs générées par l'atelier de neutralisation	Fonctionnement normal	HCl H <sub>2</sub> O H <sub>2</sub> S OH-

Compte tenu des faibles puissances mises en œuvre (installations non classées au titre des ICPE) et du combustible utilisé (gaz naturel), les installations de combustion ne seront pas retenues dans la suite de l'étude.

Le laveur de gaz traite les résidus de gaz émis lors des réactions de neutralisation effectuées dans les cuves P7 et P8. La majorité des gaz émis sont de la vapeur d'eau et des traces de gaz acides et basiques. Le laveur de gaz a été mis en place par l'entreprise en vue de maîtriser les vapeurs émises lors du déconditionnement des produits. Un flux d'air permet d'éloigner les opérateurs de tout produit dangereux tout en garantissant une situation de travail confortable (courant d'air de faible vitesse conforme au code du travail). Ce laveur reçoit également les vapeurs canalisées des cuves de stockage (vaporisation superficielle et celles émises lors de la neutralisation).

En conclusion, les sources retenues comme susceptibles d'avoir un impact a priori non négligeable sur l'environnement et la santé sont les cuves de stockage de déchets susceptibles d'émettre des COV et le laveur de vapeurs.

Les sources sont localisées sur le plan ci-après.

**Figure 25 : Plan de localisation des sources**

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

### 1.1.3 BILAN QUANTITATIF DES FLUX

Le chapitre suivant présente le bilan quantitatif des flux pour les sources susceptibles d'avoir un impact a priori non négligeable sur l'environnement et la santé.

#### A) BILAN DES EMISSIONS

##### Rejets aqueux

Aucun rejet aqueux n'a été retenu dans le cadre de cette évaluation du risque sanitaire.

##### Rejets atmosphériques canalisés

Le laveur de gaz est à l'origine de rejets canalisés. Récemment mis en service, aucune mesure de rejets atmosphérique n'est disponible pour cette installation.

##### Rejets atmosphériques diffus

Le bilan des émissions est basé sur les émissions déterminées par calcul dans le §4.2.2 de l'étude d'impact de ce dossier.

Pour rappel, ces émissions diffuses seront les suivantes dans la configuration future du site TRD :

Installation	Emissions annuelles totales de COV (kg)
Réservoir T6	0,006
Réservoir T12	0,007
Réservoir P1	112,9
Réservoir P2	83,7
Réservoir P3	84,4
<b>Total</b>	<b>280,9</b>

La typologie des déchets admis sur le site ne devant pas être modifiée de manière significative, la spéciation des COV est réalisée, de manière majorante, à partir des concentrations mesurées dans le cadre de l'IEM au niveau des points 1 et 2 (cf. §2 de cette étude).

Sur cette base, une répartition des COV identifiés a pu être réalisée.

La répartition moyenne des composés est présentée ci-après appliquée aux rejets annuels totaux de COV du site TRD.

Substance		Répartition retenue	Emissions annuelles (kg)					
Dénomination	CAS		T6	T12	P1	P2	P3	Total
Acétonitrile	75-05-8	0,31%	1,85E-05	2,16E-05	0,3	0,3	0,3	<b>0,9</b>
Isobutylène	115-11-7	2,21%	1,32E-04	1,54E-04	2,5	1,8	1,9	<b>6,2</b>
Isopentane	78-78-4	0,82%	4,92E-05	5,74E-05	0,9	0,7	0,7	<b>2,3</b>
Pentane	109-66-0	1,64%	9,81E-05	1,15E-04	1,8	1,4	1,4	<b>4,6</b>
Diméthylsulfone	67-71-0	0,80%	4,80E-05	5,60E-05	0,9	0,7	0,7	<b>2,2</b>
2-méthylpentane	107-83-5	9,13%	5,48E-04	6,39E-04	10,3	7,6	7,7	<b>25,7</b>
3-méthylpentane	96-14-0	3,42%	2,05E-04	2,39E-04	3,9	2,9	2,9	<b>9,6</b>
Méthyl Ethyl Cétone	78-93-3	2,31%	1,39E-04	1,62E-04	2,6	1,9	2,0	<b>6,5</b>
Hexane	110-54-3	3,71%	2,23E-04	2,60E-04	4,2	3,1	3,1	<b>10,4</b>
Acétate d'éthyle	141-78-6	8,70%	5,22E-04	6,09E-04	9,8	7,3	7,3	<b>24,4</b>
Cyclopentane, methyl	96-37-7	2,76%	1,66E-04	1,94E-04	3,1	2,3	2,3	<b>7,8</b>
Acide acétique	64-19-7	10,39%	6,23E-04	7,27E-04	11,7	8,7	8,8	<b>29,2</b>
2,3-diméthylpentane	565-59-3	0,82%	4,92E-05	5,74E-05	0,9	0,7	0,7	<b>2,3</b>
2-méthylhexane	591-76-4	0,93%	5,61E-05	6,54E-05	1,1	0,8	0,8	<b>2,6</b>
Benzène	71-43-2	1,63%	9,75E-05	1,14E-04	1,8	1,4	1,4	<b>4,6</b>
Cyclohexane	110-82-7	2,83%	1,70E-04	1,98E-04	3,2	2,4	2,4	<b>7,9</b>
Acide propanoïque	79-09-4	1,13%	6,77E-05	7,90E-05	1,3	0,9	1,0	<b>3,2</b>
2,5-diméthylheptane	2216-30-0	0,70%	4,20E-05	4,90E-05	0,8	0,6	0,6	<b>2,0</b>
Heptane	142-82-5	1,84%	1,10E-04	1,29E-04	2,1	1,5	1,6	<b>5,2</b>
Trichloroéthylène	79-01-6	1,03%	6,17E-05	7,19E-05	1,2	0,9	0,9	<b>2,9</b>
Méthylcyclohexane	108-87-2	4,20%	2,52E-04	2,94E-04	4,7	3,5	3,5	<b>11,8</b>
Toluène	108-88-3	10,86%	6,51E-04	7,60E-04	12,3	9,1	9,2	<b>30,5</b>
Acétate de butyle	123-86-4	4,20%	2,52E-04	2,94E-04	4,7	3,5	3,5	<b>11,8</b>
Cis-1,3-diméthylcyclohexane	638-04-0	0,16%	9,81E-06	1,14E-05	0,2	0,1	0,1	<b>0,5</b>
Ethylbenzène	100-41-4	2,29%	1,38E-04	1,60E-04	2,6	1,9	1,9	<b>6,4</b>
Xylène	1330-20-7	9,66%	5,80E-04	6,76E-04	10,9	8,1	8,2	<b>27,2</b>
Nonane	111-84-2	1,53%	9,18E-05	1,07E-04	1,7	1,3	1,3	<b>4,3</b>
Décane	124-18-5	1,75%	1,05E-04	1,22E-04	2,0	1,5	1,5	<b>4,9</b>
Tétradécane	629-59-4	1,33%	8,00E-05	9,33E-05	1,5	1,1	1,1	<b>3,7</b>
Hexadécane	544-76-3	0,35%	2,08E-05	2,43E-05	0,4	0,3	0,3	<b>1,0</b>
Tétrachloroéthylène	127-18-4	0,44%	2,63E-05	3,07E-05	0,5	0,4	0,4	<b>1,2</b>
Famille des C <sub>10</sub> H <sub>14</sub>	/	1,83%	1,10E-04	1,28E-04	2,1	1,5	1,5	<b>5,1</b>
Famille des éthyltoluènes	25550-14-5	1,45%	8,69E-05	1,01E-04	1,6	1,2	1,2	<b>4,1</b>
Famille des triméthylbenzènes	25551-13-7	2,85%	1,71E-04	2,00E-04	3,2	2,4	2,4	<b>8,0</b>
<b>Total</b>		<b>100,00%</b>	<b>6,00E-03</b>	<b>7,00E-03</b>	<b>112,9</b>	<b>83,7</b>	<b>84,4</b>	<b>281,0</b>



## **B) FIABILITE DU BILAN DES EMISSIONS**

Les émissions diffuses de COV ont été quantifiées à partir de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables.

La spéciation des COV a été réalisée sur la base d'analyses réalisées dans l'environnement proche du site (air ambiant), sur une semaine complète.

Au cours de cette semaine, le fonctionnement du site TRD était représentatif de son activité, aussi bien en ce qui concerne les volumes admis que la nature de ces derniers.

Les tubes passifs mis en œuvre dans le cadre de cette campagne d'analyses sont capables de détecter jusqu'à 100 substances, alors que moins de 40 substances ont été identifiées ici, ce qui démontre que l'identification des substances a été exhaustive.

Compte tenu de ces éléments, le bilan des émissions présenté dans ce paragraphe peut être jugé fiable et représentatif des conditions de fonctionnement actuelles du site TRD.

A noter toutefois que l'acétonitrile, l'acide acétique, le benzène, le tétradécane et l'hexadécane ont été retenus dans la composition des rejets du site bien qu'ils n'aient pas été identifiés en quantités significativement supérieures à celles de l'environnement local témoin.

### **1.1.4 VERIFICATION DE LA CONFORMITE DES EMISSIONS**

Les émissions diffuses de COV issues des cuves de stockage des déchets ne sont encadrées par aucune valeur limite réglementaire.

Ces flux sont faibles, inférieurs à 300 kg/an, soit environ 35 g/h. L'Arrêté Ministériel du 02 février 1998 n'impose une surveillance des émissions de COV non méthaniques que pour des flux supérieurs à 15 kg/h, voire 2 kg/h pour les composés visés à l'annexe III de l'A% du 02/02/1998.

### **1.1.5 SELECTION DES SUBSTANCES D'INTERET**

On distingue parmi les substances émises celles qui sont pertinentes en tant que :

↳ traceurs d'émission ;

ou

↳ traceurs de risque.

Les traceurs d'émission sont les substances susceptibles de révéler une contribution de l'installation aux concentrations mesurées dans l'environnement, et éventuellement une dégradation des milieux attribuable à ses émissions. Ils sont considérés pour le diagnostic et l'analyse des milieux et lors de la surveillance environnementale.

Les traceurs de risque sont les substances émises susceptibles de générer des effets sanitaires chez les personnes qui y sont exposées. Ils sont considérés pour l'évaluation quantitative des risques.

Les critères suivants sont pris en compte pour la sélection des substances d'intérêt :

↳ la dangerosité de la substance ;

↳ la toxicité relative à la substance ;

- ↳ le comportement de la substance dans l'environnement ;
- ↳ le flux de la substance à l'émission ;
- ↳ la concentration mesurée dans l'environnement.

Etant donné la présence de population dans la zone d'étude, le critère vulnérabilité des populations et ressources est considéré par défaut.

#### A) DANGEROUSITE DE LA SUBSTANCE

Elle se traduit par son caractère cancérigène. L'évaluation du risque cancérigène est déterminée sur la base des classifications de l'US-EPA, du CIRC et de l'Union Européenne, présentées dans le tableau ci-après.

Organisme	Classe	Intitulé
US-EPA	A	Substance cancérigène pour l'homme
	B1 / B2	Substance probablement cancérigène pour l'homme
	C	Substance cancérigène possible pour l'homme
	D	Substance non classifiable quant à sa cancérigénicité pour l'homme
	E	Substance non cancérigène pour l'homme
CIRC / OMS	1	Agent ou mélange cancérigène pour l'homme
	2A	Agent ou mélange probablement cancérigène pour l'homme
	2B	Agent ou mélange pouvant être cancérigène pour l'homme
	3	Agent ou mélange ne pouvant être classé pour sa cancérigénicité pour l'homme
	4	Agent ou mélange probablement pas cancérigène pour l'homme
Union Européenne	Catégorie 1A	Substance dont le potentiel cancérigène pour l'homme est avéré, la classification dans cette catégorie s'appuyant largement sur des données humaines
	Catégorie 1B	Substance dont le potentiel cancérigène pour l'homme est supposé, la classification dans cette catégorie s'appuyant largement sur des données animales
	Catégorie 2	Substance suspectée d'être cancérigène pour l'homme

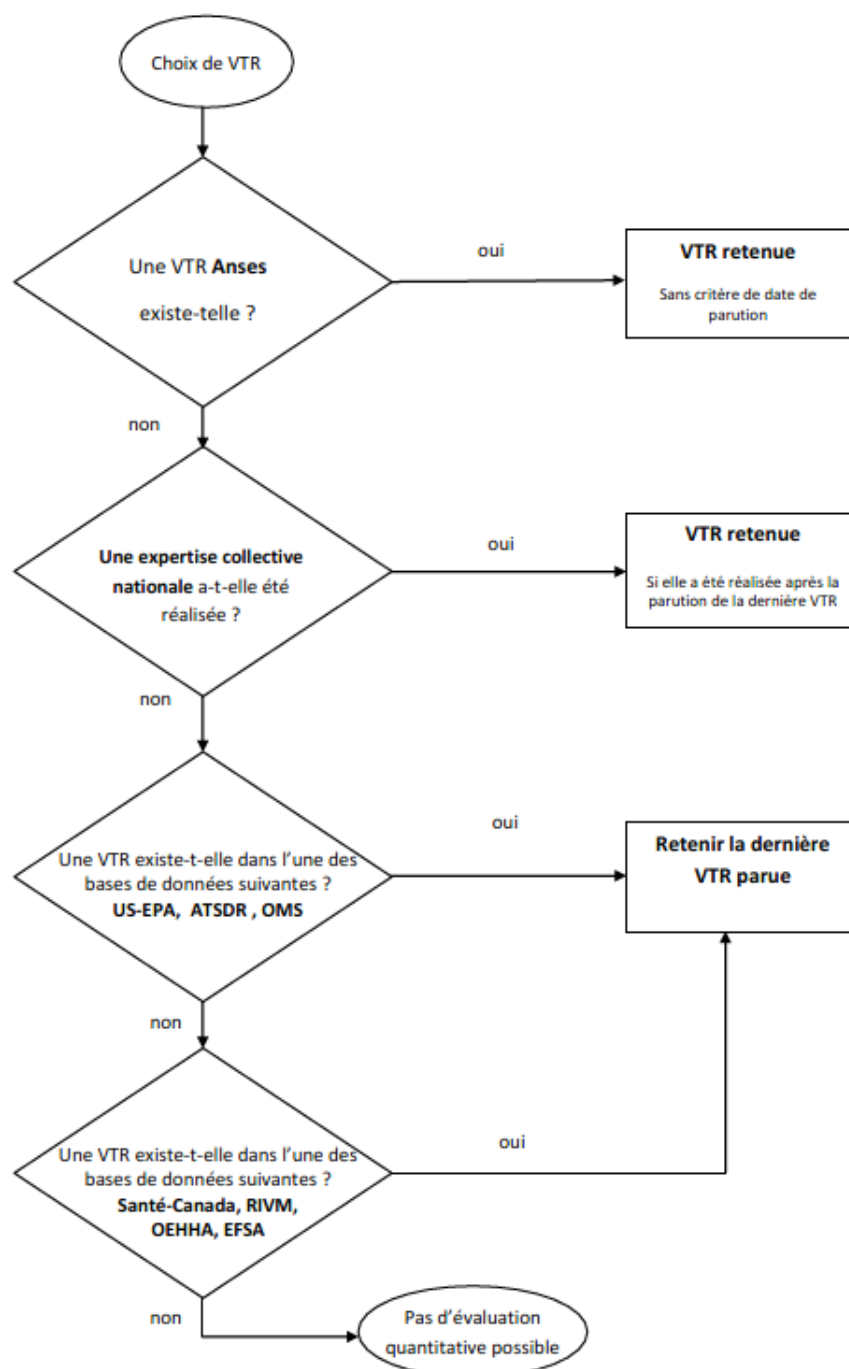
Les substances classées A, B1, B2 ou C selon l'US-EPA et 1, 2A ou 2B selon le CIRC et les catégories 1A, 1B et 2 selon l'Union Européenne seront retenues en tant que traceur de risque.

Lorsque le potentiel cancérigène d'une substance est avéré, une Valeur Toxicologique de Référence pour un risque cancérigène est généralement établie.

## B) TOXICITE RELATIVE A LA SUBSTANCE

Elle est validée par une Valeur Toxicologique de Référence issue de la littérature (ANSES, US-EPA, ATSDR, OMS, Health Canada, RIVM, OEHHA et EFSA), déterminée pour un effet avec seuil (effet systémique). Toute substance ne présentant pas de VTR ne sera pas retenue en tant que traceur de risque.

Conformément à la note d'information n° DGS/EA1/DGPR/2014/307 du 31 octobre 2014 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence pour mener les évaluations des risques sanitaires dans le cadre des études d'impact et de la gestion des sites et sols pollués, le choix de la Valeur Toxicologique de Référence s'effectuera suivant le logigramme suivant :



Les valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP) ou les valeurs guides de qualité des milieux ne constituent pas à proprement parler des valeurs toxicologiques de référence ; elles peuvent toutefois servir d'élément de comparaison.

L'Annexe 21 présente, pour chaque agent retenu, l'ensemble des Valeurs Toxicologiques de Référence publiées par les organismes de notoriété internationale pour des effets chroniques et cancérigènes et par voie d'exposition.

Le tableau ci-après présente, pour les agents retenus, les effets sur la santé et les Valeurs Toxicologiques de Référence sélectionnées pour la suite de l'étude :

Agent	Voie d'exposition	Organes cibles	Valeur Toxicologique de Référence retenue
Acétonitrile 75-05-8	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> Non précisé <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> RfC = $6.10^{-2}$ mg/m <sup>3</sup> (US EPA, 1999) <u>Effets cancérigènes :</u> /
Isobutylène 115-11-7	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /
Isopentane 78-78-4	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /
Pentane 109-66-0	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /
Diméthylsulfone 67-71-0	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /
2-méthylpentane 107-83-5	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /
3-méthylpentane 96-14-0	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /
Méthyl Ethyl Cétone 78-93-3	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> Système de reproduction <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> RfC = 5 mg/m <sup>3</sup> (US EPA, 2003) <u>Effets cancérigènes :</u> /
Hexane 110-54-3	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> Système nerveux <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> VTR = 3 mg/m <sup>3</sup> (ANSES, 2013) <u>Effets cancérigènes :</u> /
Acétate d'éthyle 141-78-6	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> Non précisé <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> VTR = 6,4 mg/m <sup>3</sup> (ANSES, 2015) <u>Effets cancérigènes :</u> /

Agent	Voie d'exposition	Organes cibles	Valeur Toxicologique de Référence retenue
Methylcyclopentane 96-37-7	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /
Acide acétique 64-19-7	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /
2,3-diméthylpentane 565-59-3	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /
2-méthylhexane 591-76-4	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /
Benzène 71-43-2	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> Systèmes sanguin et immunitaire <u>Effets cancérigènes :</u> Leucémie	<u>Effets non cancérigènes :</u> MRL = $9,6.10^{-3}$ mg/m <sup>3</sup> (ATSDR, 2007) <u>Effets cancérigènes :</u> ERUi = $2,6.10^{-5}$ (µg/m <sup>3</sup> ) <sup>-1</sup> (ANSES, 2013)
Cyclohexane 110-82-7	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> Organes reproducteurs <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> RfC = 6 mg/m <sup>3</sup> (US EPA, 2003) <u>Effets cancérigènes :</u> /
Acide propanoïque 79-09-4	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /
2,5-diméthylheptane 2216-30-0	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /
Heptane 142-82-5	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /
Trichloroéthylène 79-01-6	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> Système nerveux, yeux <u>Effets cancérigènes :</u> Testicules	<u>Effets non cancérigènes :</u> REL = $6.10^{-1}$ mg/m <sup>3</sup> (OEHHA 2003) <u>Effets cancérigènes :</u> ERUi = $4,3.10^{-7}$ (µg/m <sup>3</sup> ) <sup>-1</sup> (OMS, 2000)
Méthylcyclohexane 108-87-2	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /
Toluène 108-88-3	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> Système nerveux central <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> VTR = 3 mg/m <sup>3</sup> (ANSES, 2010) <u>Effets cancérigènes :</u> /
Acétate de butyle 123-86-4	Inhalation	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /	<u>Effets non cancérigènes :</u> / <u>Effets cancérigènes :</u> /

Agent	Voie d'exposition	Organes cibles	Valeur Toxicologique de Référence retenue
Cis-1,3-diméthylcyclohexane 638-04-0	Inhalation	Effets non cancérigènes : / Effets cancérigènes : /	Effets non cancérigènes : / Effets cancérigènes : /
Ethylbenzène 100-41-4	Inhalation	Effets non cancérigènes : Ototoxique Effets cancérigènes : Reins	Effets non cancérigènes : VTR = 1,5 mg/m <sup>3</sup> (ANSES, 2016) Effets cancérigènes : ERUi = 2,5.10 <sup>-6</sup> (µg/m <sup>3</sup> ) <sup>-1</sup> (OEHHA, 2007)
Xylène 1330-20-7	Inhalation	Effets non cancérigènes : Coordination motrice Effets cancérigènes : /	Effets non cancérigènes : MRL = 2,2.10 <sup>-1</sup> mg/m <sup>3</sup> (ATSDR, 2007) Effets cancérigènes : /
Nonane 111-84-2	Inhalation	Effets non cancérigènes : / Effets cancérigènes : /	Effets non cancérigènes : / Effets cancérigènes : /
Décane 124-18-5	Inhalation	Effets non cancérigènes : / Effets cancérigènes : /	Effets non cancérigènes : / Effets cancérigènes : /
Tétradécane 629-59-4	Inhalation	Effets non cancérigènes : / Effets cancérigènes : /	Effets non cancérigènes : / Effets cancérigènes : /
Hexadécane 544-76-3	Inhalation	Effets non cancérigènes : / Effets cancérigènes : /	Effets non cancérigènes : / Effets cancérigènes : /
Tétrachloroéthylène 127-18-4	Inhalation	Effets non cancérigènes : Système nerveux central Effets cancérigènes : Foie	Effets non cancérigènes : TC = 2.10 <sup>-1</sup> mg/m <sup>3</sup> (OMS, 2006) Effets cancérigènes : ERUi = 2,6.10 <sup>-7</sup> (µg/m <sup>3</sup> ) <sup>-1</sup> (US EPA, 2012)
Famille des C <sub>10</sub> H <sub>14</sub>	Inhalation	Effets non cancérigènes : / Effets cancérigènes : /	Effets non cancérigènes : TCA = 1 mg/m <sup>3</sup> (RIVM, 2001) Effets cancérigènes : /
Famille des éthyltoluènes 25550-14-5	Inhalation	Effets non cancérigènes : / Effets cancérigènes : /	Effets non cancérigènes : / Effets cancérigènes : /
Famille des triméthylbenzènes 25551-13-7	Inhalation	Effets non cancérigènes : Effets neurologiques Effets cancérigènes : /	Effets non cancérigènes : RfC=6,0.10 <sup>-2</sup> mg/m <sup>3</sup> (US EPA 2016) Effets cancérigènes : /

Les VTR recommandées par l'INERIS et les VTR non provisoires ont été privilégiées.

**C) COMPORTEMENT DE LA SUBSTANCE DANS L'ENVIRONNEMENT**

Il est caractérisé par son facteur de bioconcentration (BCF) dans les organismes vivants. Il permet de connaître le comportement de la substance dans les organismes vivants.

Selon l'INERIS, une substance n'est pas considérée comme bioaccumulable si le BCF est inférieur à 100.

Le comportement de la substance dans l'environnement permet d'orienter le choix de la sélection.

**D) FLUX**

Le flux (en kg/an) est également considéré dans la méthodologie de sélection des substances.

**E) CONCENTRATION D'UNE SUBSTANCE MESUREE DANS L'ENVIRONNEMENT**

La concentration d'une substance mesurée dans l'environnement qui fait l'objet d'une pollution significative, entraîne la sélection de la substance, quelle que soit la contribution de l'installation à cette concentration.

Les critères définis ci-avant ainsi que le choix résultant de leur prise en compte sont reportés dans le tableau ci-dessous.

Substance émise		Caractère cancérogène reporté	Caractère toxique reporté (effets à seuils)		Comportement dans l'environnement : Bioaccumulation	Flux (kg/an)	Concentration élevée dans l'environnement	Sélection Traceur de risque		Sélection Traceur d'émission	
Nom	N° CAS		Inhalation	Ingestion				Par inhalation	Par ingestion	Par inhalation	Par ingestion
Acétonitrile	75-05-8	Non	Oui	Non	ND	0,9	Non	Oui	Non	Non	Non
Isobutylène	115-11-7	Non	Non	Non	ND	6,2	Oui	Non	Non	Non	Non
Isopentane	78-78-4	Non	Non	Non	Non	2,3	Oui	Non	Non	Non	Non
Pentane	109-66-0	Non	Non	Non	ND	4,6	Oui	Non	Non	Non	Non
Diméthylsulfone	67-71-0	Non	Non	Non	ND	2,2	Oui	Non	Non	Non	Non
2-méthylpentane	107-83-5	Non	Non	Non	ND	25,7	Oui	Non	Non	Non	Non
3-méthylpentane	96-14-0	Non	Non	Non	ND	9,6	Oui	Non	Non	Non	Non
Méthyl Ethyl Cétone	78-93-3	Non	Oui	Oui	ND	6,5	Oui	Oui	Non	Non	Non
Hexane	110-54-3	Non	Oui	Non	ND	10,4	Oui	Oui	Non	Non	Non
Acétate d'éthyle	141-78-6	Non	Oui	Oui	ND	24,4	Oui	Oui	Non	Non	Non
Méthylcyclopentane	96-37-7	Non	Non	Non	ND	7,8	Oui	Non	Non	Non	Non
Acide acétique	64-19-7	Non	Non	Non	ND	29,2	Non	Non	Non	Non	Non
2,3-diméthylpentane	565-59-3	Non	Non	Non	ND	2,3	Oui	Non	Non	Non	Non
2-méthylhexane	591-76-4	Non	Non	Non	ND	2,6	Oui	Non	Non	Non	Non
Benzène	71-43-2	Oui	Oui	Oui	Non	4,6	Non	Oui	Non	Non	Non
Cyclohexane	110-82-7	Non	Oui	Non	Oui <sup>1</sup>	7,9	Oui	Oui	Non	Non	Non
Acide propanoïque	79-09-4	Non	Non	Non	ND	3,2	Oui	Non	Non	Non	Non
2,5-diméthylheptane	2216-30-0	Non	Non	Non	ND	2,0	Oui	Non	Non	Non	Non
Heptane	142-82-5	Non	Non	Non	ND	5,2	Oui	Non	Non	Non	Non
Trichloroéthylène	79-01-6	Oui	Oui	Oui	Non	2,9	Oui	Oui	Non	Non	Non
Méthylcyclohexane	108-87-2	Non	Non	Non	ND	11,8	Oui	Non	Non	Non	Non
Toluène	108-88-3	Non	Oui	Oui	Non	30,5	Oui	Oui	Non	Non	Non
Acétate de butyle	123-86-4	Non	Non	Non	ND	11,8	Oui	Non	Non	Non	Non
Cis-1,3-diméthylcyclohexane	638-04-0	Non	Non	Non	ND	0,5	Oui	Non	Non	Non	Non
Ethylbenzène	100-41-4	Oui	Oui	Oui	Non	6,4	Oui	Oui	Non	Non	Non
Xylène	1330-20-7	Non	Oui	Oui	Non	27,2	Oui	Oui	Non	Non	Non
Nonane	111-84-2	Non	Non	Non	ND	4,3	Oui	Non	Non	Non	Non
Décane	124-18-5	Non	Non	Non	ND	4,9	Oui	Non	Non	Non	Non
Tétradécane	629-59-4	Non	Non	Non	ND	3,7	Non	Non	Non	Non	Non
Hexadécane	544-76-3	Non	Non	Non	ND	1,0	Non	Non	Non	Non	Non
Tétrachloroéthylène	127-18-4	Oui	Oui	Oui	Non	1,2	Oui	Oui	Non	Non	Non
Famille des C <sub>10</sub> H <sub>14</sub>	/	ND	ND	ND	ND	5,1	Oui	Non	Non	Non	Non
Famille des éthyltoluènes	25550-14-5	Non	Non	Non	ND	4,1	Oui	Non	Non	Non	Non
Famille des triméthylbenzènes	25551-13-7	Non	Oui	Non	ND	8,0	Oui	Oui	Non	Non	Non

ND : Non Déterminé

<sup>1</sup> Substance bioaccumulable dans les compartiments autres que l'air  
KALIES – KA14.03.001/A



## **1.2 EVALUATION DES ENJEUX ET DES VOIES D'EXPOSITION**

### **1.2.1 DELIMITATION DE LA ZONE D'ETUDE**

La zone d'étude correspond au périmètre d'affichage de l'enquête publique, à savoir 3 km autour du site.

### **1.2.2 CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL ET USAGES**

#### **A) LOCALISATION DU SITE**

Le site TRD est implanté au sein de la Zone d'Activités du Val de Somme, rue du 8 mai 1945, sur la commune de Villers-Bretonneux.

Le site occupe les parcelles cadastrales n°27, 29 et 52 en section AC, d'une surface totale égale à 62 678 m<sup>2</sup>.

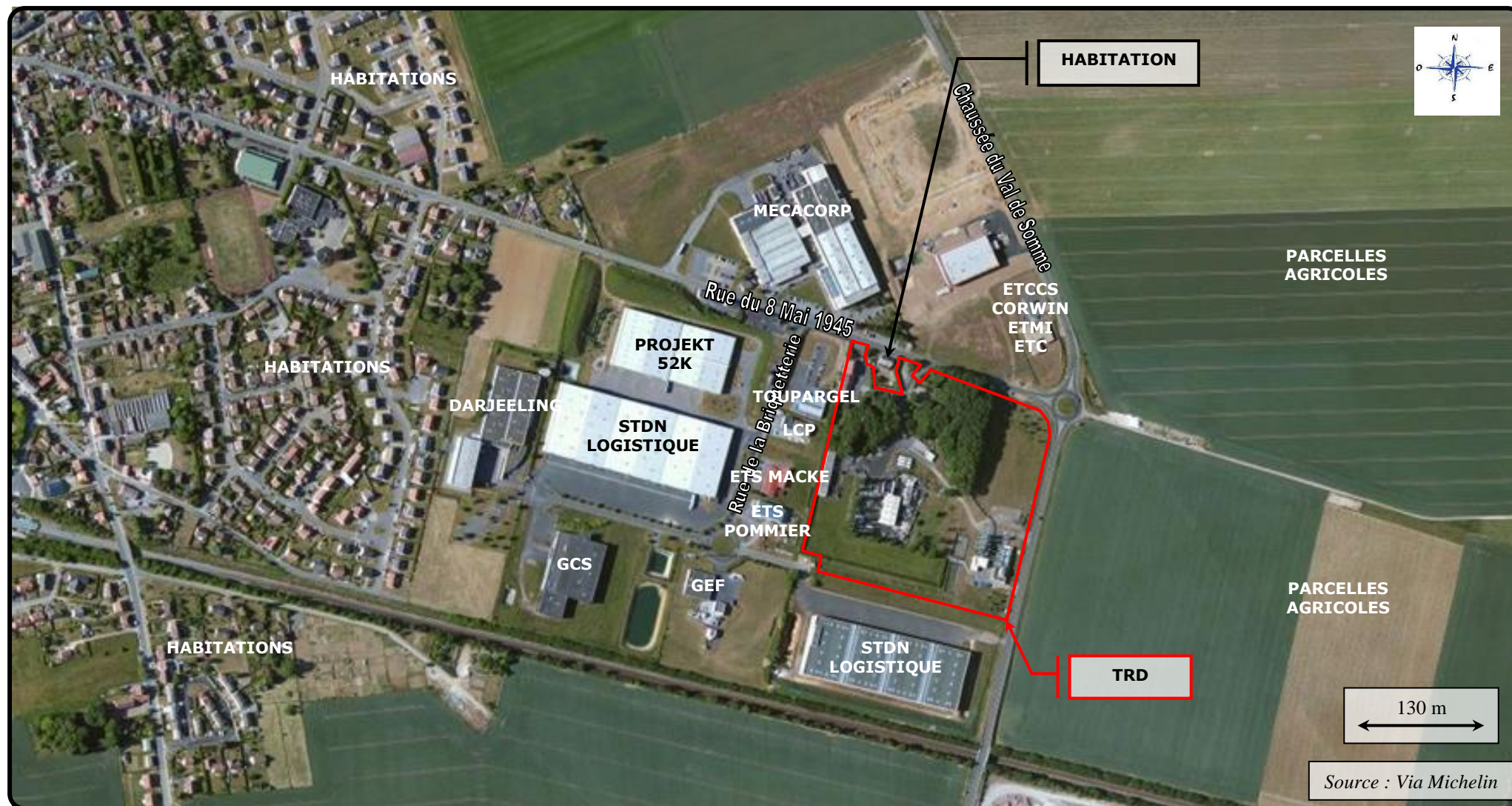
Les coordonnées Lambert II étendu du centre du site sont :

↗ X = 614 354 m,

↘ Y = 2 540 755 m.

La vue aérienne page suivante permet de localiser le site TRD dans son environnement.

## Vue aérienne de la zone d'activités du Val de Somme et alentours



**B) DONNEES DE L'ETAT INITIAL**

L'étude d'impact a permis de dresser un état initial de la zone d'étude. Les éléments principaux sont listés ci-dessous :

- ⇒ le site est implanté dans une zone d'activités,
- ⇒ la voisinage est composé d'industries et de parcelles agricoles, et comporte peu d'habitations,
- ⇒ le site est implanté dans le bassin hydrographique Somme aval,
- ⇒ la qualité des cours d'eau à proximité varie de mauvaise à moyenne : il s'agit de la Luce (à 4,0 km au sud) et de la Somme (à 4,6 km au nord),
- ⇒ 2 masses d'eaux souterraines sont recensées au droit du site : celle de la Craie de la moyenne vallée de la Somme et celle de la Craie de la vallée de la Somme aval. La vulnérabilité des masses d'eau est faible au droit du site, des argiles limoneuses peu perméables entrant dans la composition du sol,
- ⇒ la qualité de l'air au niveau de la zone d'étude est surveillée par ATMO Picardie. La station la plus proche est celle de Saint-Pierre (à Amiens), située à plus de 15 km à l'ouest du site. Elle est de type urbain. Cette station étant située à plus de 15 km du site, les concentrations moyennes annuelles qui y sont relevées ne sont pas représentatives de la qualité de l'air du site TRD et de ses alentours.

### C) USAGES DE LA ZONE D'ETUDE

Le site TRD est implanté en zone d'activité, à proximité immédiate de champs de culture, et plus particulièrement de blé, de colza, d'orge et de légumes-fleurs.

Aucun captage d'alimentation en eau potable n'est répertorié à proximité du site. Seuls quelques captages industriels et agricoles sont recensés.

Les principales sources de pollutions industrielles présentes dans l'environnement du site sont répertoriées dans le registre des industries polluantes (IREP). Ces dernières sont présentées dans le tableau suivant.

Commune	Entreprise	Activité	Données année 2012 concernant certains polluants émis	Distance par rapport au site
<b>Rejets atmosphériques</b>				
Fouilloy	Imprimerie IPS	Autre imprimerie	nd	4,5 km au nord-ouest
Corbie	LE JERSEY DE PARIS	Filature de l'industrie lainière	nd	4,6 km au nord
Corbie	GONTHIEZ FRERES	Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie	nd	4,9 km au nord-ouest
Vecquemont	ROQUETTE FRERES	Fabrication de produits amylacés	CO <sub>2</sub> : 40 400 t	5,3 km au nord-ouest
Aubigny	NESTLE PURINA PETCARE	Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	nd	5,4 km au nord-ouest
Corbie	GDE AMIENS	Récupération de déchets triés	nd	5,7 km au nord
<b>Rejets aqueux</b>				
Fouilloy	Imprimerie IPS	Autre imprimerie	nd	4,5 km au nord-ouest
Corbie	LE JERSEY DE PARIS	Filature de l'industrie lainière	nd	4,6 km au nord
Corbie	GONTHIEZ FRERES	Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie	nd	4,9 km au nord-ouest
Vecquemont	ROQUETTE FRERES	Fabrication de produits amylacés	Nickel : 22 kg	5,3 km au nord-ouest
Aubigny	NESTLE PURINA PETCARE	Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	Chlore : nd	5,4 km au nord-ouest
Corbie	GDE AMIENS	Récupération de déchets triés	nd	5,7 km au nord

La carte en page suivante présente les zones urbaines et les prairies et champs à proximité du site.



## Occupation des sols dans l'environnement du site



### 1.2.3 CARACTERISATION DES POPULATIONS

Les lieux où une exposition de la population aux rejets du site est envisageable peuvent être les suivants :

- ↳ les habitats (actuels et futurs),
- ↳ les établissements recevant du public, dont les établissements accueillant des personnes sensibles : établissements scolaires, crèches, maisons de retraite, établissements de santé, centres sportifs.

#### A) DESCRIPTION GENERALE DE LA POPULATION DE LA ZONE D'ETUDE

Les données du recensement de 2011 (INSEE) des différentes communes de la zone d'étude sont présentées dans le tableau ci-après.

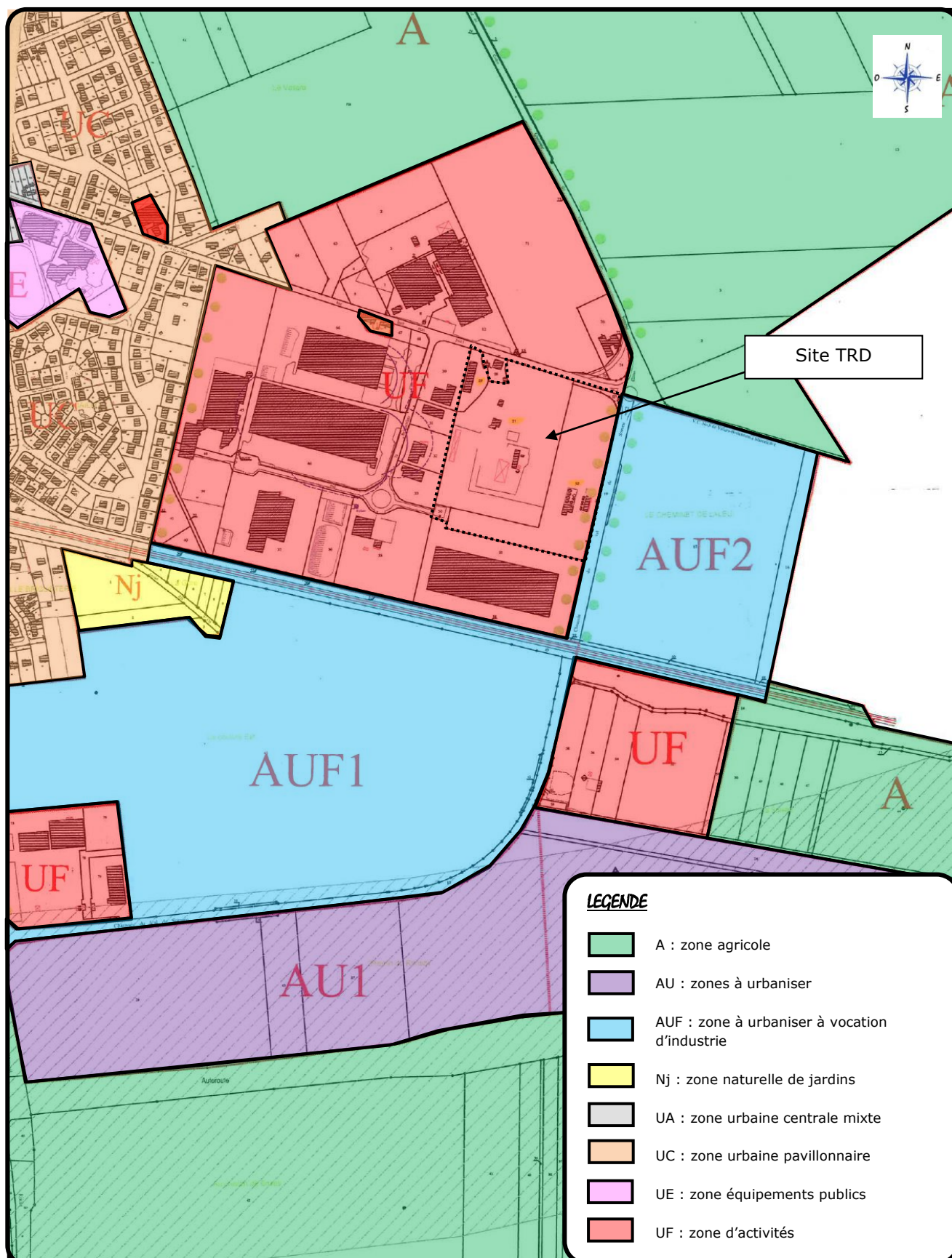
Commune	Population totale	Moins de 20 ans	Entre 20 et 60 ans	60 ans et plus
Villers-Bretonneux	4 199	27,1%	52,5%	20,4%
Le Hamel	520	25,4%	55,6%	19,0%
Lamotte-Warfusée	650	29,7%	55,4%	14,9%
Fouilloy	1 874	23,6%	48,5%	27,9%
Demuin	485	29,7%	56,5%	13,8%
Cachy	260	30,0%	53,8%	16,2%
Aubercourt	79	40,5%	46,8%	12,7%
Hangard	119	27,7%	56,3%	16,0%
Aubigny	473	18,8%	55,4%	25,8%
Hamelet	518	28,2%	54,6%	17,2%
Marcelcave	1 083	28,1%	52,7%	19,2%
Vaire-sous-Corbie	273	24,2%	53,5%	22,3%

#### B) PROJETS IMMOBILIERS – ZONES A CONSTRUIRE

Le PLU fait état, à proximité immédiate du site TRD, de l'existence des types de zones suivants :

- ↳ A : zones agricoles,
- ↳ AU : zones à urbaniser,
- ↳ AUF : zones à urbaniser à vocation d'activité,
- ↳ Nj : zone naturelle de jardins,
- ↳ UC : zone urbaine pavillonnaire,
- ↳ UF : zone d'activités.

La localisation de ces zones est présentée sur l'extrait de carte en page suivante.



**C) ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**

Les ERP les plus proches (hors établissements sensibles listés dans le paragraphe suivant) sont les suivants :

- ↳ contrôle technique Autovision, à 350 m au nord-est,
- ↳ Simply Market et Gamm Vert, à 660 m au sud-ouest,
- ↳ Shopi, à 1,3 km à l'ouest,
- ↳ Aldi, à 2,0 km à l'ouest,
- ↳ mairie de Villers-Bretonneux, à 2,6 km au nord-ouest,
- ↳ église, à 2,8 km au nord-ouest.

**D) RECENSEMENT DES POPULATIONS SENSIBLES**

Les communes concernées comprennent également des populations dites sensibles, à savoir :

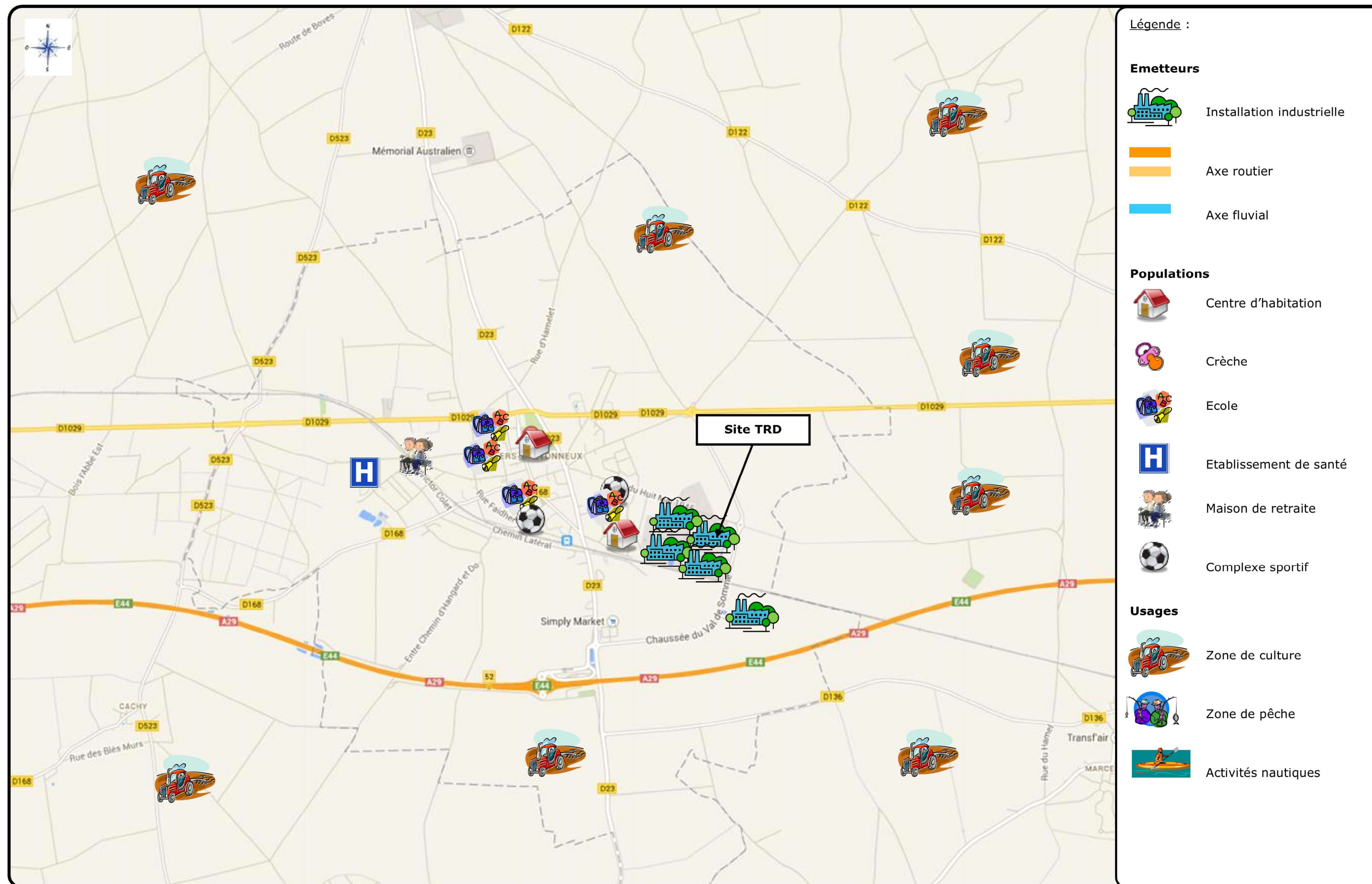
- ↳ les personnes malades,
- ↳ les femmes enceintes et les nouveaux nés,
- ↳ les personnes handicapées (enfants et adultes),
- ↳ les personnes âgées,
- ↳ les enfants préscolaires,
- ↳ les enfants et adolescents.

Autour du site TRD, il s'agit notamment des établissements suivants :

- ↳ collège Jacques Brel (rue de Verdun), à 850 m à l'ouest,
- ↳ complexe sportif du collège Jacques Brel (rue de Verdun), à 850 m à l'ouest,
- ↳ école primaire publique Victoria (rue Victoria), à 1,6 km à l'ouest,
- ↳ EHPAD Résidence Fimin-Dieu, à 2,0 km à l'ouest,
- ↳ clinique du Bois d'Aquenne, à 2,3 km à l'ouest,
- ↳ école maternelle publique Le Petit Prince, à 2,5 km au nord-ouest,
- ↳ école primaire publique Saint-Exupéry, à 2,8 km au nord-ouest,
- ↳ complexe sportif (rue Théodore Delacour), à 2,9 km à l'ouest.

La carte ci-après localise ces lieux d'exposition collective dans la zone d'étude.





#### 1.2.4 AUTRES ETUDES SANITAIRES

Au vu des données présentées par les Agences Régionales de Santé (ARS), les Directions Régionales de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) et de la Direction de la Recherche, des Etudes, de l’Evaluation et des Statistiques (DREES) sur leur site Internet, l’état de santé global de la population de la Somme est nettement inférieur à celui au niveau national.

Selon l’Atlas Régional de Santé, édité par l’ARS en 2012, les principales affections longues durées (ALD) sont les tumeurs malignes, le diabète, l’hypertension artérielle (pour les femmes) et les voies coronaires (pour les hommes).

Les indicateurs de santé de la Communauté de Communes Val de Somme, à laquelle appartient la commune de Villers-Bretonneux, sont tirés de l’étude « Diagnostics territoriaux des pays de Picardie – Grand Amiénois partie nord-est », réalisée par l’Observatoire Régional de la Santé et du Social de Picardie en 2011, qui compare les indicateurs de santé des différents territoires de Picardie avec les indicateurs régionaux et nationaux.

L’étude fournit les indicateurs de mortalité par communauté d’agglomération et communauté de communes.

Le tableau suivant présente les différents taux de mortalité pour 100 000 habitants pour la CC Val de Somme.

Les taux dont la différence avec le niveau national est significative<sup>1</sup> sont présentés en couleur (rouge si supérieurs, vert si inférieurs).

---

<sup>1</sup> La significativité prend en compte la taille des populations, ce qui explique que certaines unités géographiques peuvent avoir un test non significatif par rapport à la France alors que leurs taux sont plus élevés que ceux d’autres unités géographiques qui enregistrent pourtant un test significatif

De manière plus détaillée, les indices comparatifs de mortalité prématurée de la région Picardie sont les suivants :

	Taux de mortalité pour 100 000 habitants			
	France	Picardie	Somme	CC Val de Somme
Mortalité générale	891,8	1 020,3	1 024,4	1 181,3
Mortalité prématurée (avant 65 ans)	217,2	257,8	268,9	282,8
Mortalité prématurée par tumeurs malignes	86,3	100,4	104,2	119,1
Mortalité prématurée par cancer de la prostate	44,0	51,7	50,7	76,1
Mortalité prématurée par cancer du sein	33,1	37,2	39,7	39,2
Mortalité prématurée par cancer du côlon	27,7	28,6	30,3	32,8
Mortalité prématurée par cancer de l'utérus	8,6	11,3	13,1	13,0 <sup>1</sup>
Mortalité prématurée par maladies de l'appareil circulatoire	29,7	37,7	40,0	44,3
Mortalité prématurée par accidents vasculaires cérébraux	59,6	64,0	62,5	75,6
Mortalité prématurée par cardiopathies ischémiques	70,1	79,8	78,6	92,6
Mortalité prématurée liée à la consommation d'alcool	34,6	44,3	47,8	46,0
<i>Mortalité prématurée par cirrhose</i>	13,2	17,0	17,8	14,9
<i>Mortalité prématurée par psychoses alcooliques et alcoolisme</i>	4,9	6,4	6,7	4,8
<i>Mortalité prématurée par cancer des voies aérodigestives supérieures</i>	16,4	20,8	23,3	26,3
Mortalité prématurée liée à la consommation de tabac	132,5	151,7	149,9	183,3
Mortalité prématurée par accident de transport	9,3	12,1	11,3	11,4
Mortalité prématurée par suicide	17,5	22,6	25,4	26,1

La CC Val de Somme connaît une surmortalité prématurée (avant 65 ans), en raison notamment de facteurs de risque individuel : consommation d'alcool et de tabac, suicides.

<sup>1</sup> Pour le Grand Amiénois

### 1.3 SCHEMA CONCEPTUEL

Définition : un site présente un risque en termes d'effets sanitaires, seulement si les 3 éléments suivants sont présents de manière concomitante :

- ↳ une **source** de polluants mobilisables présentant des caractéristiques dangereuses ;
- ↳ des voies de **vecteur** de transfert : il s'agit des différents milieux (sols, eaux superficielles et souterraines, cultures destinées à la consommation humaine ou animale...) qui, au contact de la source de pollution, sont devenus à leur tour des éléments pollués et donc des sources de pollution secondaires.

Notons que dans certains cas, ces milieux ont pu propager la pollution sans pour autant rester pollués ;

- ↳ la présence de **cibles** susceptibles d'être atteintes par les pollutions. Ces cibles potentielles concernent la population riveraine par contact direct (inhalation) ou indirect (ingestion) tels que les consommateurs de produits potagers dont les jardins sont situés dans la zone d'étude, les consommateurs d'œufs ou animaux élevés sur la zone d'étude et les pêcheurs.

L'identification des sources de pollution potentiellement dangereuses, des vecteurs et des cibles, réalisée sur la base des émissions et traitements présentés précédemment, fournit le résultat suivant :

Domaine	Emissions	Source de danger	Vecteur	Cible Riverains
Air	Cuves de stockage de déchets chargés en boues et en hydrocarbures (T6 et T12)	O	O	O
	Cuve de stockage d'eaux souillées bas point éclair (P1 et P2)	O	O	O
	Cuve de stockage de solvants (P3)	O	O	O

O = Oui

Il s'avère que la combinaison source / vecteur / cible n'est identifiée que pour les émissions atmosphériques. Ainsi, seul le domaine de l'air est retenu dans le cadre de la présente étude.

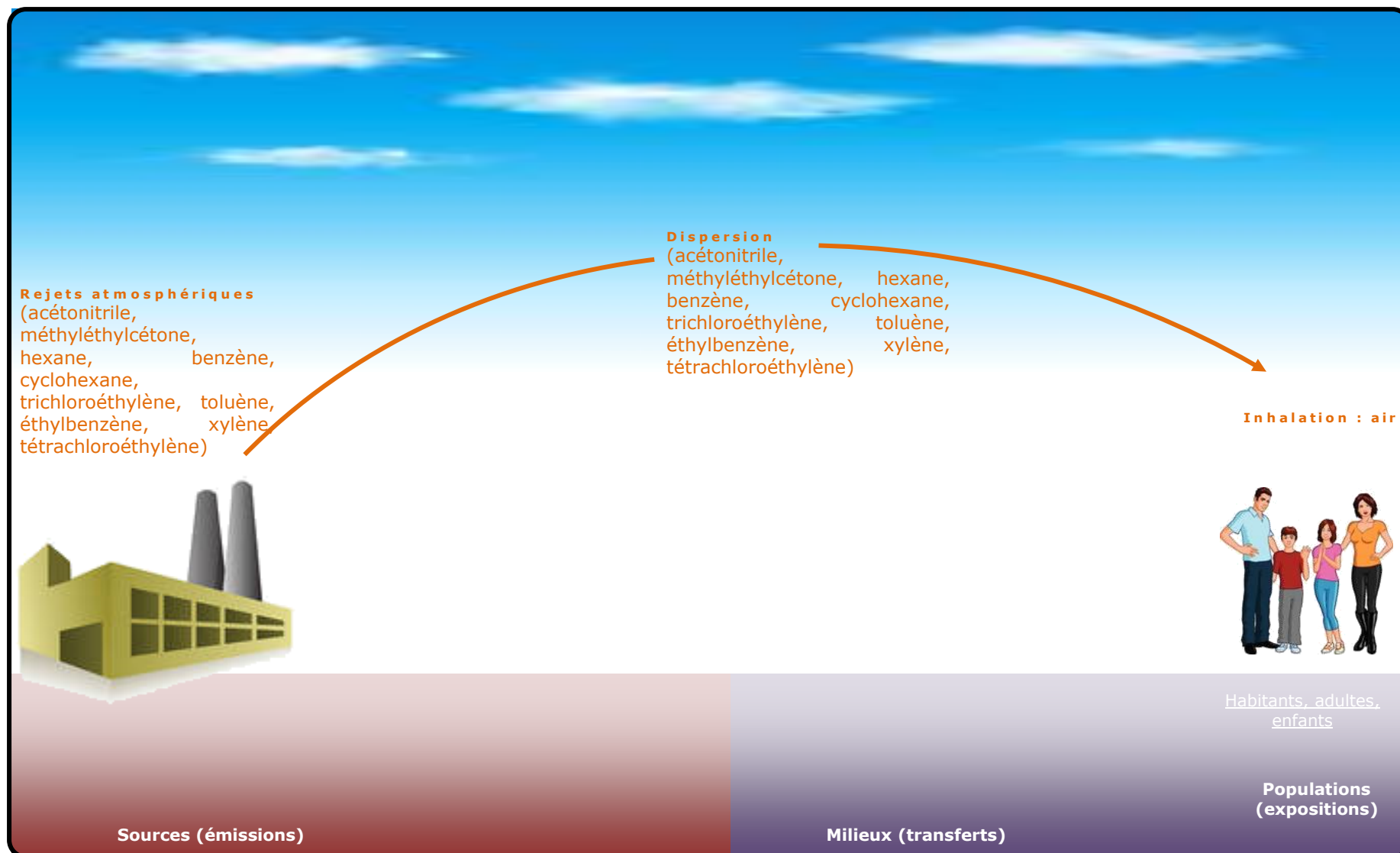
La voie d'exposition par contact cutané n'est pas prise en compte.

Les agents retenus susceptibles d'être émis dans l'air sont des composés gazeux issus de l'activité du site.

Au regard des lieux et des milieux d'exposition de la population, celle-ci peut être exposée aux rejets de l'installation uniquement de façon directe par inhalation de substances inhalables qui se dispersent dans l'air ambiant autour de l'installation.

Le scénario conceptuel d'exposition des populations adapté au site est présenté à la page suivante.

## Schéma conceptuel



## 2 **EVALUATION DE L'ETAT DES MILIEUX (DEMARCHE IEM)**

### 2.1 **CARACTERISATION DES MILIEUX**

#### 2.1.1 **CHOIX DES SUBSTANCES ET MILIEUX PERTINENTS**

Le tableau ci-après présente la sélection des traceurs d'émission et de risque (cf. schéma conceptuel) par milieu récepteur :

<b>Milieu récepteur</b>	<b>Traceurs d'émission et de risque</b>
Eaux superficielles	/
Air	Acétonitrile, méthyléthylcétone, hexane, acétate d'éthyle, benzène, cyclohexane, trichloroéthylène, toluène, éthylbenzène, xylène, tétrachloroéthylène, triméthylbenzène
Sol	/
Eaux souterraines	/
Sédiments	/

#### 2.1.2 **INVENTAIRE DES DONNEES DISPONIBLES EN SITUATION ACTUELLE**

Etant donné que nous sommes dans le cas d'une installation existante, le paragraphe suivant constitue l'état des milieux tenant compte de l'activité passée et actuelle du site.

##### **A) DONNEES SUR L'EAU**

Compte tenu des caractéristiques des rejets aqueux du site, aucun traceur de risque ni aucun traceur d'émission n'a été retenu.

En conséquence, aucune recherche de données n'a été effectuée sur ce compartiment environnemental.

##### **B) DONNEES SUR L'AIR**

La qualité de l'air au niveau de la zone d'étude est surveillée par ATMO Picardie. La station la plus proche est celle de Saint-Pierre (à Amiens), située à plus de 15 km à l'ouest du site. Elle est de type urbain. Cette station étant située à plus de 15 km du site, les concentrations moyennes annuelles qui y sont relevées ne sont pas représentatives de la qualité de l'air du site TRD et de ses alentours.

De plus, compte tenu des difficultés à déterminer la composition des rejets de COV du site TRD dont l'activité consiste à traiter des déchets, aucune concentration ubiquitaire propre à une molécule n'a été recherchée.

##### **C) DONNEES SUR LE SOL**

Les polluants atmosphériques rejetés par le site TRD n'étant pas susceptibles de s'accumuler dans les sols, aucune recherche de données n'a été réalisée sur ce compartiment environnemental.

### **2.1.3 REALISATION DE MESURES COMPLEMENTAIRES**

Etant donnée l'absence de données pour le compartiment air pour les COV, une campagne de mesures a été réalisée du 2 au 10 juin 2014.

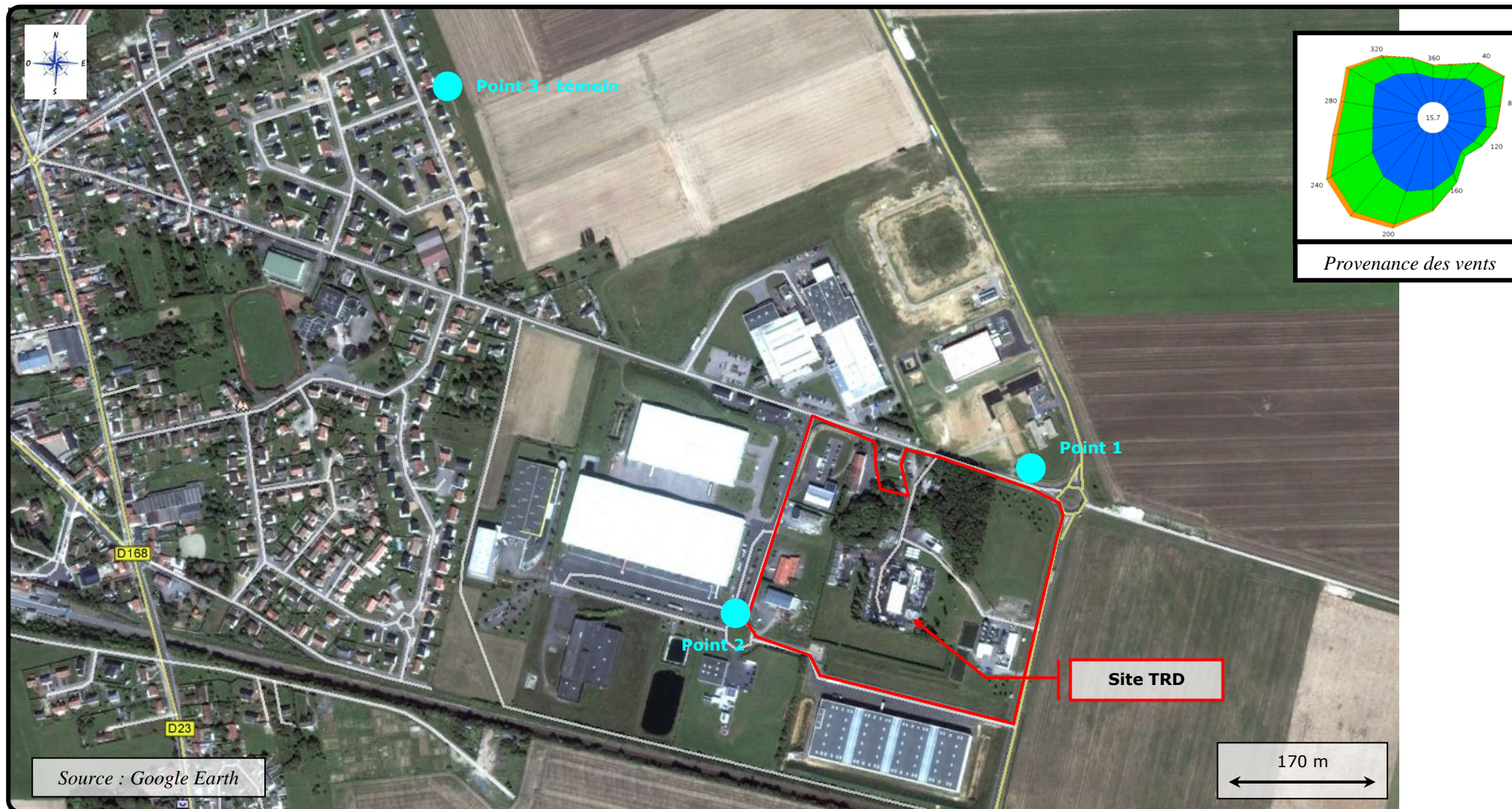
Des tubes Radiello ont ainsi été disposés en 3 points autour du site (un dans la zone de retombées importantes à l'extérieur du site, un dans une zone de retombées secondaires et un troisième peu ou pas impacté par les rejets du site TRD) afin de déterminer les différents COV présents dans l'air à proximité du site.

Afin d'être un minimum représentatives, les mesures se sont déroulées sur une semaine complète.

La localisation des points retenus pour les mesures sur le compartiment air est présentée page suivante.



## Localisation des points de mesure dans l'air autour du site





#### **2.1.4 DEFINITION DE L'ENVIRONNEMENT LOCAL TEMOIN**

Pour les installations existantes, il est nécessaire de définir le bruit de fond ambiant qui caractérise l'environnement local témoin. Ce bruit de fond ambiant étant non impacté par l'installation étudiée, il convient de bien déterminer l'emplacement des mesures réalisées dans chaque compartiment.

Dans le cas présent, le point représentatif de l'environnement local témoin a été pris à environ 600 m au nord-ouest des limites d'exploitation du site TRD (sens des vents les plus faibles et distance importante compte tenu des rejets exclusivement diffus et déjà éloignés des limites d'exploitation).

#### **2.1.5 RAPPEL DES DONNEES DE L'ETAT INITIAL**

Pour mémoire, la qualité de l'air au niveau de la zone d'étude est surveillée par ATMO Picardie. La station la plus proche est celle de Saint-Pierre (à Amiens), située à plus de 15 km à l'ouest du site. Elle est de type urbain. Cette station étant située à plus de 15 km du site, les concentrations moyennes annuelles qui y sont relevées ne sont pas représentatives de la qualité de l'air du site TRD et de ses alentours.

## 2.2 EVALUATION DE LA DEGRADATION ATTRIBUABLE A L'INSTALLATION

### 2.2.1 COMPARAISON A L'ETAT INITIAL

Aucune donnée représentative de l'état initial de la qualité de l'air n'a pu être trouvée.

### 2.2.2 COMPARAISON A L'ENVIRONNEMENT LOCAL TEMOIN

Comme indiqué précédemment, les mesures réalisées dans l'environnement du site ont porté sur 3 points, permettant ainsi de définir de manière représentative la qualité de l'air aux abords du site (points 1 et 2) et un environnement local témoin (point 3).

Les résultats, présentés en Annexe 22, sont récapitulés ci-dessous :

Substance		Concentrations ( $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )		
Dénomination	CAS	Point 1	Point 2	Point 3
Acétonitrile	75-05-8	0,10	0,08	0,09
Isobutylène	115-11-7	0,63	0,71	0,53
Isopentane	78-78-4	0,20	0,32	0,23
Pentane	109-66-0	0,41	0,62	0,34
Diméthylsulfone	67-71-0	0,30	0,14	0,17
2-méthylpentane	107-83-5	1,30	5,09	1,71
3-méthylpentane	96-14-0	0,49	1,90	0,75
Méthyl Ethyl Cétone	78-93-3	0,62	0,81	0,55
Hexane	110-54-3	0,66	1,85	0,60
Acétate d'éthyle	141-78-6	2,61	2,59	0,58
Méthylcyclopentane	96-37-7	0,40	1,53	0,71
Acide acétique	64-19-7	3,61	2,28	3,51
2,3-diméthylpentane	565-59-3	0,23	0,27	0,06
2-méthylhexane	591-76-4	0,17	0,46	0,05
Benzène	71-43-2	0,49	0,48	0,48
Cyclohexane	110-82-7	0,54	1,35	0,21
Acide propanoïque	79-09-4	0,19	0,58	0,07
2,5-diméthylheptane	2216-30-0	0,13	0,34	0,04
Heptane	142-82-5	0,38	0,83	0,00
Trichloroéthylène	79-01-6	0,16	0,55	0,02
Méthylcyclohexane	108-87-2	1,04	1,61	0,60
Toluène	108-88-3	2,05	5,22	0,68
Acétate de butyle	123-86-4	1,09	1,53	0,12
Cis-1,3-diméthylcyclohexane	638-04-0	0,03	0,08	0,00
Ethylbenzène	100-41-4	0,44	1,09	0,13
m+p xylène	1330-20-7	1,25	3,53	0,21
o-xylène		0,45	1,32	0,09
Nonane	111-84-2	0,56	0,29	0,03
Décane	124-18-5	0,67	0,28	0,02
Tétradécane	629-59-4	0,38	0,43	0,53
Hexadécane	544-76-3	0,10	0,11	0,12
Tétrachloroéthylène	127-18-4	0,15	0,10	0,03
Famille des $\text{C}_{10}\text{H}_{14}$	/	0,71	0,28	0,06
Famille des éthyltoluènes	25550-14-5	0,49	0,34	0,06
Famille des triméthylbenzènes	25551-13-7	1,02	0,58	0,08

A noter que 2 types de tubes ont été mis en œuvre dans le cadre de cette campagne : les radiellos 130 et 145, qui sont différents : les radiellos 130 sont utilisés pour des atmosphères fortement concentrées.

La fondation Maugeri<sup>1</sup> indique qu'au-delà d'une concentration totale en COV de 2 000 µg/m<sup>3</sup>, le radiello 145 n'est plus dans son domaine d'utilisation, ce qui n'est pas le cas ici. En-dessous de 2 000 µg/m<sup>3</sup>, c'est celui qui fournit les résultats les plus précis. C'est pourquoi ce sont les résultats des tubes radiello 145 qui sont présentés dans ce dossier.

Le tableau ci-après présente les résultats obtenus au niveau des points 1 et 2 en les comparant à ceux obtenus au niveau du point 3 qui représente l'environnement local témoin. Les augmentations significatives par rapport à l'environnement local témoin (concentrations supérieures d'au minimum 20%) sont présentées en bleu sur fond jaune.

Substance		Comparaison au témoin	
Dénomination	CAS	Point 1	Point 2
Acétonitrile	75-05-8	11%	-11%
Isobutylène	115-11-7	19%	34%
Isopentane	78-78-4	-13%	39%
Pentane	109-66-0	21%	82%
Diméthylsulfone	67-71-0	76%	-18%
2-méthylpentane	107-83-5	-24%	198%
3-méthylpentane	96-14-0	-35%	153%
Méthyl Ethyl Cétone	78-93-3	13%	47%
Hexane	110-54-3	10%	208%
Acétate d'éthyle	141-78-6	350%	347%
Méthylcyclopentane	96-37-7	-44%	115%
Acide acétique	64-19-7	3%	-35%
2,3-diméthylpentane	565-59-3	283%	350%
2-méthylhexane	591-76-4	240%	820%
Benzène	71-43-2	2%	0%
Cyclohexane	110-82-7	157%	543%
Acide propanoïque	79-09-4	171%	729%
2,5-diméthylheptane	2216-30-0	225%	750%
Heptane	142-82-5	3 800%	8 300%
Trichloroéthylène	79-01-6	700%	2 650%
Méthylcyclohexane	108-87-2	73%	168%
Toluène	108-88-3	201%	668%
Acétate de butyle	123-86-4	808%	1 175%
Cis-1,3-diméthylcyclohexane	638-04-0	300%	800%
Ethylbenzène	100-41-4	238%	738%
m+p xylène	1330-20-7	495%	1 581%
o-xylène		400%	1 367%
Nonane	111-84-2	1 767%	867%
Décane	124-18-5	3 250%	1 300%
Tétradécane	629-59-4	-28%	-19%
Hexadécane	544-76-3	-17%	-8%
Tétrachloroéthylène	127-18-4	400%	233%
Famille des C <sub>10</sub> H <sub>14</sub>	/	1 083%	367%

<sup>1</sup> La fondation Maugeri a breveté les tubes radiello

Substance		Comparaison au témoin	
Dénomination	CAS	Point 1	Point 2
Famille des éthyltoluènes	25550-14-5	717%	467%
Famille des triméthylbenzènes	25551-13-7	1 175%	625%

Les résultats du tableau ci-dessus montrent qu'à l'exception de quelques composés, il existe une différence significative par rapport à l'environnement local témoin, ce qui constitue une dégradation de l'état des milieux.

Cette différence peut être due aux activités du site TRD, mais également aux activités des sites à proximité (circulation routière, activités locales) ainsi qu'à la localisation et à la fréquentation des axes de circulation routière.

## 2.3 EVALUATION DE LA COMPATIBILITE DES MILIEUX

L'évaluation de la compatibilité des milieux est réalisée sur la base du rapport d'étude de l'INERIS en date du 13 mars 2018 « Synthèse des valeurs réglementaires pour les substances chimiques, en vigueur dans l'eau, les denrées alimentaires et dans l'air en France au 31 décembre 2017 », document INERIS-DRC-17-164559- 10404A, comme indiqué dans le guide INERIS « Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires ».

Pour les polluants ne disposant pas de valeur réglementaire, ce seront les valeurs guides ou les VTR qui seront retenues.

### 2.3.1 DOMAINE DE L'EAU

Compte tenu des caractéristiques des rejets aqueux du site, aucun traceur de risque ni aucun traceur d'émission n'a été retenu.

En conséquence, aucune recherche de données n'a été effectuée sur ce compartiment environnemental.

### 2.3.2 DOMAINE DE L'AIR

Les valeurs de référence sont les valeurs réglementaires relatives à la qualité de l'air extérieur (art. R. 221-1 du Code de l'environnement) et de l'air intérieur (art. R. 221-29).

A défaut, il s'agit des Valeurs Guides (VG) fixées par l'OMS, l'ANSES et le HCSP.

Les substances retenues dans l'ERS du site TRD et disposant de valeurs de référence sont peu nombreuses.

Le récapitulatif des données existantes est présenté ci-dessous :

Origine	Substances concernées
Valeurs réglementaires air extérieur	Dioxyde d'azote, dioxyde de soufre, monoxyde de carbone, particules (PM <sub>2,5</sub> et PM <sub>10</sub> ), plomb, arsenic, cadmium, nickel et benzène
Valeurs réglementaires air intérieur	Formaldéhyde, benzène, tétrachloroéthylène.
Valeurs guides ANSES	Benzène, formaldéhyde, monoxyde de carbone, naphtalène, trichloroéthylène, tétrachloroéthylène, particules (PM <sub>2,5</sub> et PM <sub>10</sub> ), acide cyanhydrique, dioxyde d'azote, acroléine, acétaldéhyde, ethylbenzène
Valeurs guides HCSP	Formaldéhyde, benzène, tétrachloroéthylène, naphtalène, trichloroéthylène
Valeurs guides OMS	Pas de liste définie formellement

Le tableau ci-après présente les valeurs retenues pour chaque substance.

Substance <sup>1</sup>		Concentrations (µg/m³)				
Dénomination	CAS	Réglemen- taire air extérieur	Réglemen- taire air intérieur	ANSES	HCSP	OMS
Benzène	71-43-2	2	2 <sup>2</sup>	2 <sup>3</sup>	2	/
Trichloroéthylène	79-01-6	/	/	20	2	/
Ethylbenzène	100-41-4	/	/	1 500	/	22 000
Xylènes	1330-20-7	/	/	/	/	870
Tétrachloroéthylène	127-18-4	/	1 250 <sup>4</sup>	250	250	250

Le tableau ci-après compare les valeurs de l'état actuel à ces valeurs de référence.

Substance		Concentrations (µg/m³)			
Dénomination	CAS	Point 1	Point 2	Point 3	Valeur de référence
Benzène	71-43-2	0,49	0,48	0,48	2
Trichloroéthylène	79-01-6	0,16	0,55	0,02	2
Ethylbenzène	100-41-4	0,44	1,09	0,13	1 500
Xylène	1330-20-7	1,70	4,85	0,30	870
Tétrachloroéthylène	127-18-4	0,15	0,10	0,03	250

**La comparaison aux valeurs de référence ne montre pas de dépassement de ces dernières.**

### 2.3.3 DOMAINE DU SOL

Les polluants atmosphériques rejetés par le site TRD n'étant pas susceptibles de s'accumuler dans les sols, aucune recherche de données n'a été réalisée sur ce compartiment environnemental.

### 2.3.4 QUANTIFICATION PARTIELLE DES RISQUES

Lorsque la comparaison à l'état des milieux naturels voisins du site ou à l'état initial de l'environnement (cas des installations classées qui en disposent) montre une dégradation des milieux, et que des valeurs de gestion ne sont pas disponibles, la question de savoir dans quelle mesure cet état dégradé des milieux peut compromettre ou non son usage se pose alors.

Pour les substances et milieux sur lesquels il n'existe pas de valeurs de référence, la compatibilité des milieux avec leurs usages est évaluée à la suite d'une quantification partielle des risques. Le calcul d'indicateurs de risque (QD et ERI) est réalisé en considérant isolément chaque substance et chaque milieu concerné.

<sup>1</sup> Les substances quantifiées par analyse et non reprises dans ce tableau sont des substances pour lesquelles il n'existe ni valeur réglementaire ni valeur guide

<sup>2</sup> Valeur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et jusqu'à cette date, la valeur est fixée à 5 µg/m³

<sup>3</sup> VGAI long terme pour une exposition « vie entière » correspondant à un excès de risque de 10<sup>-5</sup>

<sup>4</sup> Valeur déclenchant des investigations complémentaires

La grille de calcul suivante permet une évaluation quantitative partielle des risques sanitaires, pour les substances et les milieux qui n'ont pu être comparés aux milieux naturels, à l'état initial de l'environnement ou à des valeurs de gestion réglementaires.

Intervalle de gestion des risques		Interprétation des résultats
Effets à seuil	Effets sans seuil	
Inférieur à 0,2	Inférieur à $10^{-6}$	L'état des milieux est compatible avec les usages constatés.
Compris entre 0,2 et 5	Compris entre $10^{-4}$ et $10^{-6}$	Zone d'incertitude nécessitant une réflexion plus approfondie. Le milieu est vulnérable.
Supérieur à 5	Supérieur à $10^{-4}$	L'état des milieux n'est pas compatible avec les usages.

Le tableau suivant recense les valeurs de gestion et les valeurs toxicologiques de références lorsqu'elles existent pour chacune des substances mesurées dans l'environnement :

Substance		VTR à seuil ( $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )	VTR sans seuil ( $\mu\text{g}/\text{m}^3$ ) <sup>-1</sup>	Valeur de référence $\mu\text{g}/\text{m}^3$
Dénomination	CAS			
Acétonitrile	75-05-8	Oui	/	/
Isobutylène	115-11-7	/	/	/
Isopentane	78-78-4	/	/	/
Pentane	109-66-0	/	/	/
Diméthylsulfone	67-71-0	/	/	/
2-méthylpentane	107-83-5	/	/	/
3-méthylpentane	96-14-0	/	/	/
Méthyl Ethyl Cétone	78-93-3	Oui	/	/
Hexane	110-54-3	Oui	/	/
Acétate d'éthyle	141-78-6	Oui	/	/
Méthylcyclopentane	96-37-7	/	/	/
Acide acétique	64-19-7	/	/	/
2,3-diméthylpentane	565-59-3	/	/	/
2-méthylhexane	591-76-4	/	/	/
<b>Benzène</b>	71-43-2	Oui	Oui	Oui
Cyclohexane	110-82-7	Oui	/	/
Acide propanoïque	79-09-4	/	/	/
2,5-diméthylheptane	2216-30-0	/	/	/
Heptane	142-82-5	/	/	/
<b>Trichloroéthylène</b>	79-01-6	Oui	Oui	Oui
Méthylcyclohexane	108-87-2	/	/	/
Toluène	108-88-3	Oui	/	/
Acétate de butyle	123-86-4	/	/	/
Cis-1,3-diméthylcyclohexane	638-04-0	/	/	/
<b>Ethylbenzène</b>	100-41-4	Oui	Oui	Oui
<b>Xylène</b>	1330-20-7	Oui	/	Oui
Nonane	111-84-2	/	/	/
Décane	124-18-5	/	/	/
Tétradécane	629-59-4	/	/	/
Hexadécane	544-76-3	/	/	/
<b>Tétrachloroéthylène</b>	127-18-4	Oui	Oui	Oui
Famille des C10H14	/	Oui	/	/
Famille des éthyltoluènes	25550-14-5	/	/	/
Famille des triméthylbenzènes	25551-13-7	Oui	/	/

Le benzène, le trichloroéthylène, l'éthylbenzène, le xylène et le tétrachloroéthylène disposent d'une valeur de référence.

Un calcul d'indice de risque doit donc être réalisé pour les autres substances recensées dans le tableau qui ne disposent pas de valeur de référence mais qui disposent d'une VTR :

Substances	N°CAS
Acétonitrile	75-05-8
Méthyl Ethyl Cétone	78-93-3
Hexane	110-54-3
Acétate d'éthyle	141-78-6
Cyclohexane	110-82-7
Toluène	108-88-3
Famille des C <sub>10</sub> H <sub>14</sub>	/
Famille des triméthylbenzènes	25551-13-7

Les VTR retenues pour les autres composés sont rappelées ci-après pour ceux qui en disposent.

Agent	Voie d'exposition	Organes cibles	Valeur Toxicologique de Référence retenue
Acétonitrile (75-05-8)	Inhalation	Effets systémiques à seuil : Non précisé  Effets cancérogènes : /	Effets systémiques à seuil : RfC = 6.10 <sup>-2</sup> mg/m <sup>3</sup> (US EPA, 1999)  Effets cancérogènes : /
Méthyl Ethyl Cétone (78-93-3)	Inhalation	Effets systémiques à seuil : Système de reproduction  Effets cancérogènes : /	Effets systémiques à seuil : RfC = 5 mg/m <sup>3</sup> (US EPA, 2003)  Effets cancérogènes : /
Hexane (110-54-3)	Inhalation	Effets systémiques à seuil : Système nerveux  Effets cancérogènes : /	Effets systémiques à seuil : VTR = 3 mg/m <sup>3</sup> (ANSES, 2013)  Effets cancérogènes : /
Acétate d'éthyle (141-78-6)	Inhalation	Effets systémiques à seuil : Non déterminée  Effets cancérogènes sans seuil : /	Effets systémiques à seuil : VTR = 6,4 mg/m <sup>3</sup> (ANSES, 2015)  Effets cancérogènes sans seuil : /
Cyclohexane (110-82-7)	Inhalation	Effets systémiques à seuil : Organes reproducteurs  Effets cancérogènes : /	Effets systémiques à seuil : RfC = 6 mg/m <sup>3</sup> (US EPA, 2003)  Effets cancérogènes : /
Toluène (108-88-3)	Inhalation	Effets systémiques à seuil : Effets neurologiques  Effets cancérogènes sans seuil : /	Effets systémiques à seuil : VTR = 3 mg/m <sup>3</sup> (ANSES, 2011)  Effets cancérogènes sans seuil : /
Triméthylbenzène (25551-13-7)	Inhalation	Effets systémiques à seuil : Neurologique  Effets cancérogènes sans seuil : /	Effets systémiques à seuil : RfC = 0,06 mg/m <sup>3</sup> (US EPA, 2016)  Effets cancérogènes sans seuil : /
Famille des C <sub>10</sub> H <sub>14</sub>	Inhalation	Effets non cancérogènes : /  Effets cancérogènes : /	Effets non cancérogènes : TCA = 1 mg/m <sup>3</sup> (RIVM, 2001)  Effets cancérogènes : /



Pour les polluants à seuil, il s'agit de comparer l'exposition déterminée via les mesures dans l'environnement à la Valeur Toxicologique de Référence (VTR) publiée dans la littérature. Il est ainsi calculé un Quotient de Danger qui est le rapport entre les estimations d'apports journaliers en polluant et la VTR.

L'exposition est exprimée en concentration moyenne inhalée, calculée ainsi :

$$CI = \frac{\sum_i C_i \times t_i}{T}$$

avec CI : concentration moyenne inhalée (en  $\mu\text{g}/\text{m}^3$ ).

$C_i$  : concentration de polluant dans l'air inhalée pendant une fraction de temps  $i$  (en  $\mu\text{g}/\text{m}^3$ ) ; elle correspond à la concentration moyenne annuelle déterminée grâce à la modélisation des rejets atmosphériques.

$t_i$  : durée d'exposition à la concentration  $C_i$  sur la période d'exposition (an).

$T$  : durée de la période d'exposition (an).

Pour les effets à seuil, le Quotient de Danger par inhalation (QDi) se calcule ainsi :

$$QD_i = CI/VTR$$

Dans le cas d'effets sans seuil, il s'agit de calculer un Excès de Risque Individuel (ERI) en multipliant l'Excès de Risque Unitaire (ERU), correspondant à la VTR, par l'exposition déterminée via les mesures dans l'environnement.

L'Excès de Risque Individuel par inhalation (ERII) se calcule ainsi :

$$ERII = \sum_i \frac{CI_i \times T_i}{T_m} \times ERU$$

Avec  $T_i$  : durée de la période d'exposition  $i$  (en années)

$T_m$  : durée de temps sur laquelle l'exposition est rapportée (en années).

Pour les effets sans seuil, la valeur attribuée à  $T_m$  est toujours égale à 70 ans.

D'après le guide sur l'Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires de l'INERIS (août 2013), le temps de résidence est de 30 ans. Des études montrent que le temps de résidence d'un ménage dans un même logement est de 30 ans (percentile 90 – étude réalisée en France (Nedellec et al, 1998)). C'est également la valeur qui est retenue par le guide INERIS sur la démarche intégrée pour l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires d'août 2009. La valeur attribuée à  $T_i$  sera donc 30 ans.

Sur la base d'une exposition 8 heures sur 24 au point 1 ou 2 (points situés en zone industrielle) et 16 heures sur 24 à l'environnement local témoin (point 3), les résultats sont les suivants :

Substance		Point 1		Point 2	
Dénomination	CAS	QDi	ERi	QDi	ERi
Acétonitrile	75-05-8	$1,56.10^{-3}$	/	$1,44.10^{-3}$	/
Méthyl Ethyl Cétone	78-93-3	$1,15.10^{-4}$	/	$1,27.10^{-4}$	/
Hexane	110-54-3	$2,07.10^{-4}$	/	$3,39.10^{-4}$	/
Acétate d'éthyle	141-78-6	$1,96.10^{-4}$	/	$1,95.10^{-4}$	/
Cyclohexane	110-82-7	$5,33.10^{-5}$	/	$9,83.10^{-5}$	/
Toluène	108-88-3	$3,79.10^{-4}$	/	$7,31.10^{-4}$	/
Famille des triméthylbenzènes	25551-13-7	$6,56.10^{-3}$	/	$4,11.10^{-3}$	/
Famille des C <sub>10</sub> H <sub>14</sub>	-	$2,77.10^{-4}$	/	$1,33.10^{-4}$	/

**L'ensemble des QD étant inférieurs à 0,2 et aucune des substances étudiées ici ne présentant de VTR cancérigène, l'état des milieux est compatible avec les usages,.**

## 2.4 EVALUATION DE LA DEGRADATION LIEE AUX EMISSIONS FUTURES

Le site TRD prévoit l'implantation d'une nouvelle cuve T3 de 150 m<sup>3</sup> d'eaux souillées avant traitement physico-chimique et biologique, et d'une cuve T30 de 35 m<sup>3</sup> de boues biologiques, qui ne seront pas à l'origine d'émissions de COV.

Sur le site TRD, les émissions de COV (parmi lesquelles figurent les seuls traceurs de risque retenus) évolueront de la manière suivante :

Installation	Emissions annuelles totales de COV (kg)	
	Situation actuelle	Situation future
Réservoir T6	0,003	0,006
Réservoir T12	0,004	0,007
Réservoir P1	79,9	112,9
Réservoir P2	28,6	83,7
Réservoir P3	116,4	84,4
<b>Total</b>	<b>225,0</b>	<b>280,9</b>

Le calcul des émissions diffuses de COV indique qu'avec les modifications projetées, ces dernières passeraient de 225 kg à 281 kg, mais resteraient à un niveau relativement faible (inférieures à 300 kg/an).

Cette augmentation ne sera pas de nature à remettre en cause les conclusions relatives à la compatibilité des milieux avec l'usage qui en est fait.

A noter que la composition des rejets de COV n'évoluera pas de manière significative, les déchets en cuves restant de la même typologie que ceux admis actuellement sur le site.

Pour rappel, les COV ne sont pas des substances accumulatrices, que ce soit dans l'air ou dans les sols.

**Compte tenu des éléments présentés ci-avant, la (très) faible augmentation des flux de COV ne sera pas de nature à accentuer significativement la dégradation de l'état des milieux.**

## 2.5 CONCLUSION DE L'IEM

L'évaluation des milieux a montré que l'état des milieux est dégradé mais que ces derniers restent compatibles avec les usages identifiés. De plus, les COV ne sont pas susceptibles de s'accumuler dans l'eau ou les sols.

L'analyse des émissions futures a montré une augmentation non significative des flux pour les substances et milieux considérés par rapport aux niveaux mesurés dans l'environnement dans le cadre de l'IEM.

De ce fait, l'impact des émissions du site sur les risques sanitaires peut être considéré comme non significatif.

**Une évaluation prospective des risques sanitaires n'est pas nécessaire.**

### 3 **CONCLUSION DE L'ÉVALUATION DU RISQUE SANITAIRE**

Afin de pouvoir vérifier la compatibilité du projet avec l'environnement dans lequel le site TRD est implanté, les résultats de l'évaluation des risques sanitaires (ERS) doivent être étudiés conjointement avec les résultats de l'interprétation de l'état des milieux (IEM).

Pour ce faire, la grille ci-après, extraite de la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à Autorisation peut être utilisée :

Résultat IEM (état du milieu // usages)	Résultats ERS (substance par substance)	Situation du projet	Actions
Compatible	QD < 1 et ERI < 10 <sup>-5</sup>	Acceptable	Fixation des conditions de rejets d'après les hypothèses de l'étude
	QD > 1 et/ou ERI > 10 <sup>-5</sup>	Non acceptable	Révision du projet
Vulnérabilité possible	QD < 1 et ERI < 10 <sup>-5</sup>	Acceptable	Renforcement du contrôle des rejets dans l'Arrêté préfectoral – fixation de conditions de rejets plus strictes éventuellement en fonction des substances incriminées
	QD > 1 et/ou ERI > 10 <sup>-5</sup>	Non acceptable	Révision du projet
Incompatible	QD < 1 et ERI < 10 <sup>-5</sup>	Acceptable	Renforcement du contrôle des rejets dans l'Arrêté préfectoral – fixation de conditions de rejets plus strictes éventuellement en fonction des substances incriminées
	QD > 1 et/ou ERI > 10 <sup>-5</sup>	Non acceptable	Révision du projet

Les seuls rejets retenus sont des rejets atmosphériques de COV, non accumulables.

En conséquence, seul le compartiment air a été étudié.

L'évaluation de l'état des milieux a permis de déterminer que l'état des milieux est dégradé pour certaines substances mais qu'il reste compatible avec les usages.

L'évolution des rejets atmosphériques du site TRD ne devant pas générer d'impact significatif par rapport à la situation actuelle, aucune évaluation des risques sanitaires n'a été réalisée.

**En conclusion, le projet du site TRD peut être qualifié d'acceptable en termes d'impact sanitaire.**

Les émissions de COV provenant des événements des cuves restent faibles (inférieures à 300 kg/an soit moins d'un kg/jour).

#### **4 METHODOLOGIE DE L'EVALUATION DU RISQUE SANITAIRE**

L'évaluation du risque sanitaire a été réalisée à partir :

- ↳ du guide InVS pour l'analyse du volet sanitaire des études d'impact réalisé par le département Santé-Environnement, publié en février 2000,
- ↳ du guide « Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires » publié par l'INERIS en août 2013,
- ↳ de la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation,
- ↳ de la note d'information du 31 octobre 2014 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des VTR pour mener les ERS dans le cadre des études d'impact et de la gestion des sites et sols pollués,
- ↳ de données provenant de l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS),
- ↳ de données provenant de l'US Environmental Protection Agency (US EPA),
- ↳ de données provenant de l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques),
- ↳ de données provenant de l'Inspection Académique de la Somme,
- ↳ de données provenant du rectorat de la région Picardie,
- ↳ des bases de données de Valeurs Toxicologiques de Référence établies par les organismes suivants : ANSES, US-EPA, ATSDR, OMS, Health Canada, RIVM et OEHHA,
- ↳ des données provenant du rapport d'étude « Synthèse des valeurs réglementaires pour les substances chimiques, en vigueur dans l'eau, les denrées alimentaires et dans l'air en France au 1<sup>er</sup> décembre 2011 », en date du 30 janvier 2013,
- ↳ des résultats de la campagne de mesures dans l'air ambiant réalisée par KALI'AIR du 2 au 10 juin 2014.

## **ÉTUDE DES DANGERS**

# SOMMAIRE DETAILLE

<b>1</b>	<b>IDENTIFICATION DES DANGERS ET EVALUATION DES RISQUES .....</b>	<b>374</b>
1.1	ANALYSE DES INCIDENTS ET ACCIDENTS PASSES .....	374
1.1.1	<i>Description des incidents et accidents survenus sur le site .....</i>	<i>374</i>
1.1.2	<i>Description des incidents et accidents survenus sur des installations comparables .....</i>	<i>375</i>
1.1.3	<i>Enseignements tirés .....</i>	<i>382</i>
1.1.4	<i>positionnement vis-à-vis du retour d'expérience .....</i>	<i>384</i>
1.2	RISQUES INTERNES.....	385
1.2.1	<i>Dangers et risques liés aux produits et aux déchets.....</i>	<i>385</i>
1.2.2	<i>Dangers et risques liés aux installations.....</i>	<i>396</i>
1.2.3	<i>Interventions des entreprises extérieures.....</i>	<i>399</i>
1.2.4	<i>Circulation sur le site .....</i>	<i>399</i>
1.3	RISQUES EXTERNES .....	400
1.3.1	<i>Dangers liés aux activités extérieures à l'établissement .....</i>	<i>400</i>
1.3.2	<i>Dangers liés aux éléments naturels.....</i>	<i>403</i>
1.4	SYNTHESE DES DANGERS ET DES RISQUES SUR LE SITE .....	409
<b>2</b>	<b>EXAMEN DETAILLE DES ACCIDENTS MAJEURS POTENTIELS.....</b>	<b>410</b>
2.1	METHODOLOGIE .....	410
2.1.1	<i>Fréquence d'occurrence considérée des évènements initiateurs .....</i>	<i>412</i>
2.1.2	<i>Probabilité de défaillance considérée des mesures de maîtrise de risque (mmr) retenue .....</i>	<i>417</i>
2.2	EXAMEN DETAILLE .....	420
2.2.1	<i>AM1 : Incendie de déchets dans l'atelier de démantèlement de GRV.....</i>	<i>420</i>
2.2.2	<i>AM2 : Emission de vapeurs toxiques suite au versement d'un GRV de produit chloré.....</i>	<i>424</i>
2.2.3	<i>AM3 : Incendie de déchets dans les alvéoles.....</i>	<i>428</i>
2.3	SYNTHESE DES ACCIDENTS MAJEURS POTENTIELS.....	432
<b>3</b>	<b>JUSTIFICATION DES MESURES ORGANISATIONNELLES ET TECHNIQUES .....</b>	<b>434</b>
3.1	ORGANISATION DE LA SECURITE.....	434
3.1.1	<i>Politique de prévention des accidents majeurs .....</i>	<i>434</i>
3.1.2	<i>Plan de modernisation des installations industrielles .....</i>	<i>434</i>
3.1.3	<i>Gestion de la sécurité .....</i>	<i>434</i>
3.2	MOYENS DE PROTECTION .....	435
3.2.1	<i>Dispositions constructives .....</i>	<i>435</i>
3.2.2	<i>Systèmes de détection et d'alarme .....</i>	<i>435</i>
3.3	MOYENS D'INTERVENTION .....	435
3.3.1	<i>Moyens humains .....</i>	<i>435</i>
3.3.2	<i>Moyens fixes d'intervention .....</i>	<i>435</i>

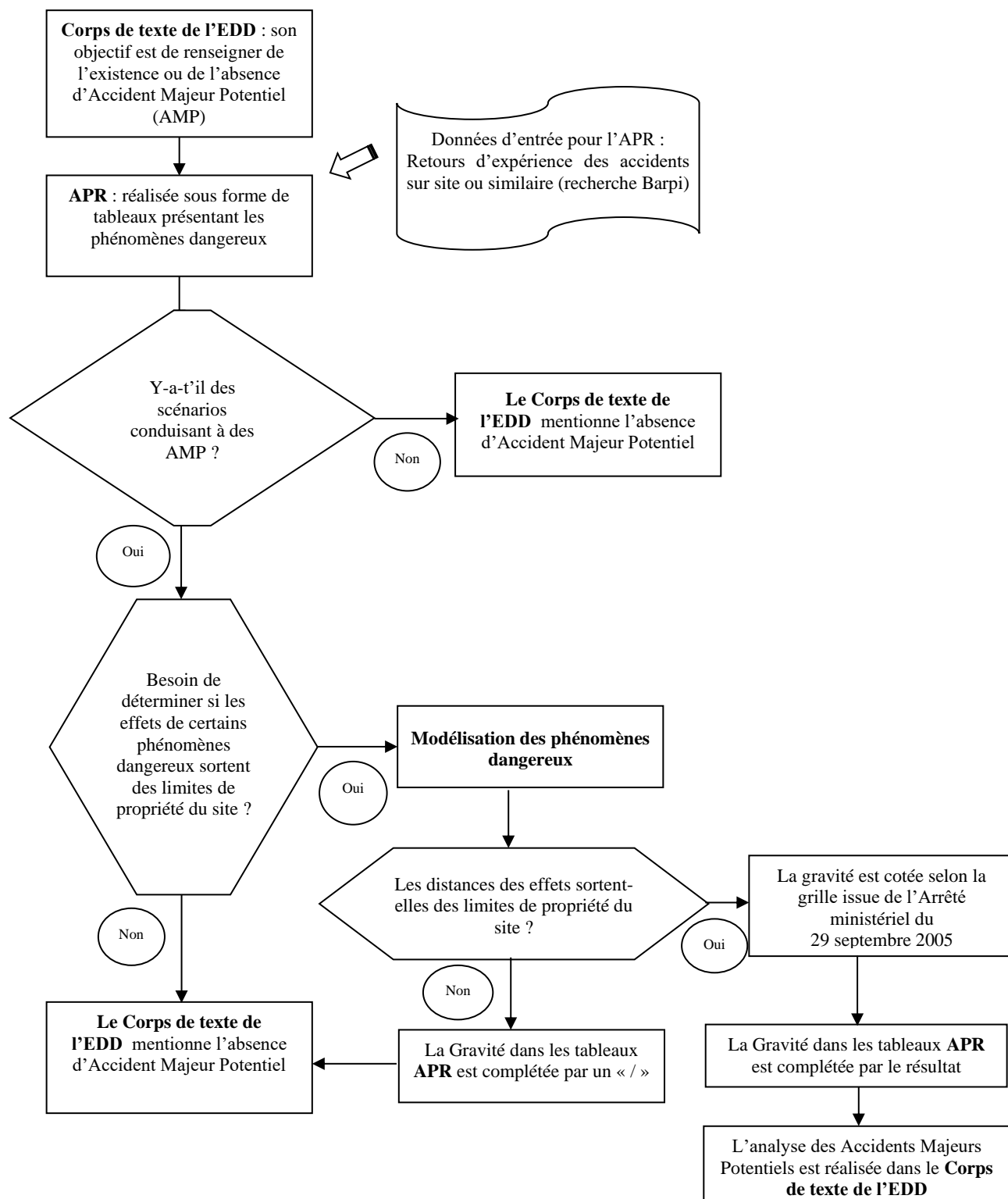
3.3.3	<i>Moyens externes</i> .....	437
<b>4</b>	<b>INVESTISSEMENTS POUR LA SECURITE</b> .....	<b>438</b>



# PREAMBULE

Afin de ne pas surcharger le corps de texte de la présente étude des dangers (EDD), les informations relatives à l'Analyse Préliminaire des Risques (APR) et celles relatives à la modélisation des scénarios sont placées, chacune, dans une annexe spécifique.

Le logigramme ci-après illustre l'articulation entre ces 3 parties dans le cadre de la méthodologie de l'étude des dangers.



# **1 IDENTIFICATION DES DANGERS ET EVALUATION DES RISQUES**

## **1.1 ANALYSE DES INCIDENTS ET ACCIDENTS PASSES**

### **1.1.1 DESCRIPTION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS SURVENUS SUR LE SITE**

Plusieurs incidents ou accidents sont recensés depuis le début de l'exploitation du site TRD.

Ces incidents ou accidents sont présentés ci-dessous.

#### **Incendie survenu le 26 septembre 2002**

Un incendie s'est déclaré le 26 septembre 2002 suite à une réaction exothermique entre un déchet phytosanitaire de type chlorate de soude et un emballage en papier carton, aboutissant à des dégâts matériels.

Des mesures ont été prises suite à cet accident :

- ↳ réduction de la durée de stockage des produits phytosanitaires à 1 mois,
- ↳ surconditionnement systématique des emballages de déchets phytosanitaires en mauvais état dans un suremballage identique à l'emballage d'origine,
- ↳ encadrement des opérations de tri des DMS et, plus particulièrement, de tri des déchets phytosanitaires par un chimiste,
- ↳ individualisation et séparation des stockages de déchets comburants,
- ↳ prise en charge des DMS dès leur arrivée sur site, identification et tri dans la journée et fin des opérations 2 heures avant le départ du dernier opérateur,
- ↳ mise en place d'exercices incendie trimestriels et de formations semestrielles,
- ↳ correction et complément des procédures d'exploitation et d'environnement ainsi que des modules de formation relatifs à la gestion des DMS.

#### **Incendie survenu le 6 juillet 2004**

Un incendie s'est déclaré dans la fosse de malaxage suite à une étincelle générée par le frottement du godet au sol, au contact de produits à bas point éclair mélangés à de la sciure, entraînant la combustion de la couche supérieure du mélange sur une surface d'environ 10 m<sup>2</sup>. Les fumées de combustion se sont rapidement dissipées.

Suite à cet accident, la contre-lame du godet a été remplacée par une matière non susceptible de générer des étincelles de friction.

Le mode opératoire et l'analyse des risques au poste de malaxage ont été révisés.

#### **Explosion survenue le 24 juin 2006**

Une explosion due à la libération brutale d'une quantité d'air chargé de poussières s'est produite suite à l'obstruction des briques, amenant à l'arrêt de l'unité.

Un plan d'actions de fond a été décidé autour du RTO, et l'unité d'évapo-incinération a été démantelée depuis.

### **Réaction exothermique le 23 décembre 2008**

Une réaction exothermique se produit à 15 h dans une caisse contenant des flacons de produits domestiques en attente d'évacuation vers une filière d'élimination externe. L'opération consiste à déconditionner des flacons réceptionnés en cartons pour assurer une livraison en vrac. L'alerte est donnée et les personnes présentes sur le site rejoignent le point de rassemblement. Les services de secours interviennent tardivement en raison d'une erreur de route pour accéder au site. Le contenu de la caisse est déchargé sur le sol, étalé puis arrosé. Les eaux d'extinction incendie sont pompées et traitées dans l'unité d'évapo-incinération du site.

### **Départ de feu le 20 juin 2016**

Un départ de feu est détecté dans un massif de déchets. Les pompiers interviennent, l'incident n'a pas eu de conséquence.

### **Dégagements de vapeurs toxiques**

- Le 19 février 2018, un dégagement de  $\text{Cl}_2$  a été généré lors d'un mélange d'eau avec des pastilles de chlore. L'incident a légèrement incommodé un salarié. Les consignes de manipulation de ce type de déchets ont été complétées avec les précautions d'emploi et les produits incompatibles.
- Le dimanche 22 avril 2018, les pompiers sont intervenus sur le centre suite à une alerte d'un voisin voyant des vapeurs s'échapper du site.

Le vendredi précédent, des boues d'assainissement ont été vidées en fosse et banalisées avec des pastilles de chlore en vue d'être empâtées le lundi. Ces pastilles ayant été trop partiellement dissoutes dans ces bennes sont remontées en surface. Ce procédé, pourtant habituel du centre, a généré une émanation d'odeur caractéristique type chlore.

Il est prévu d'industrialiser cette pratique afin de faciliter l'intégration et la réaction des pastilles tout en modérant les quantités utilisées.

## **1.1.2 DESCRIPTION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS SURVENUS SUR DES INSTALLATIONS COMPARABLES**

Afin de déterminer les types d'accidents susceptibles de se produire sur des installations similaires à celle du site TRD, une recherche a été effectuée sur la base de données « ARIA » du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie.

Celle-ci recense les accidents enregistrés par le Bureau d'Analyses des Risques et Pollution Industrielle (BARPI).

La recherche a porté sur les accidents :

- ↳ associés au code NAF E38 : collecte, traitement et élimination des déchets, récupération,
- ↳ associés au code NAF E37 : collecte et traitement des eaux usées.

L'ensemble des résultats est présenté en Annexe 23. Les accidents non pertinents par rapport aux activités du site apparaissent en caractères barrés.

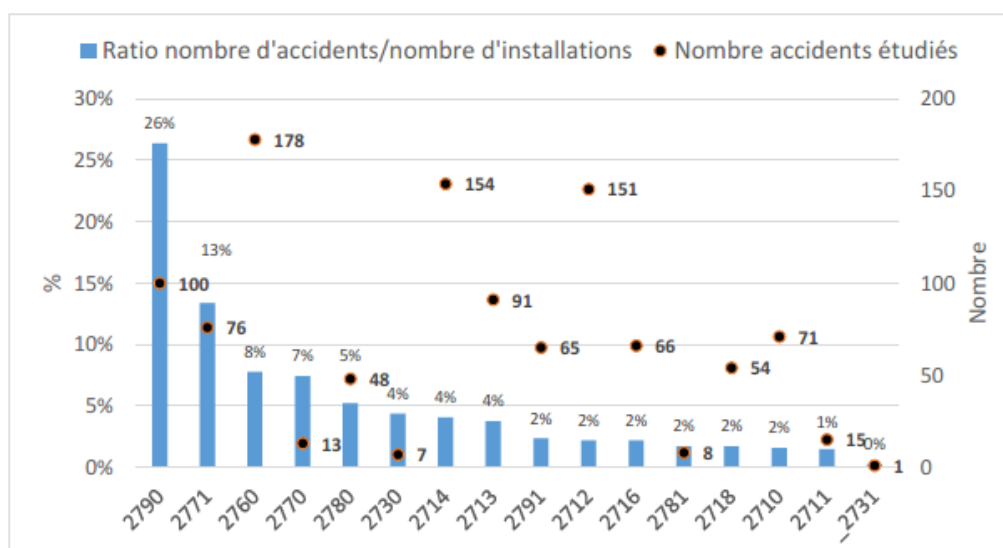
## A) INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES DECHETS

Une synthèse de l'accidentologie dans les installations de collecte, regroupement et traitement des déchets (activités relevant du code NAF 38) a été réalisée par le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer en octobre 2016 au sein du « Panorama de l'accidentologie des installations de gestion des déchets ».

Sur l'ensemble des accidents recensés dans des installations classées entre 2005 et 2014, la gravité des conséquences des événements accidentels est faible.

Seuls 11 % des accidents recensés présentent une cotation de gravité (toutes conséquences confondues) supérieure ou égale à 2 sur une échelle de 1 à 6 (1 étant la gravité la plus faible et 6 la gravité la plus forte).

Comme présenté sur le graphique ci-dessous, la fréquence des accidents dans les installations de traitement est plus importante en proportion (au regard du nombre d'installations) que celle des accidents dans les installations de stockages de déchets ou de transfert/regroupement/tri.

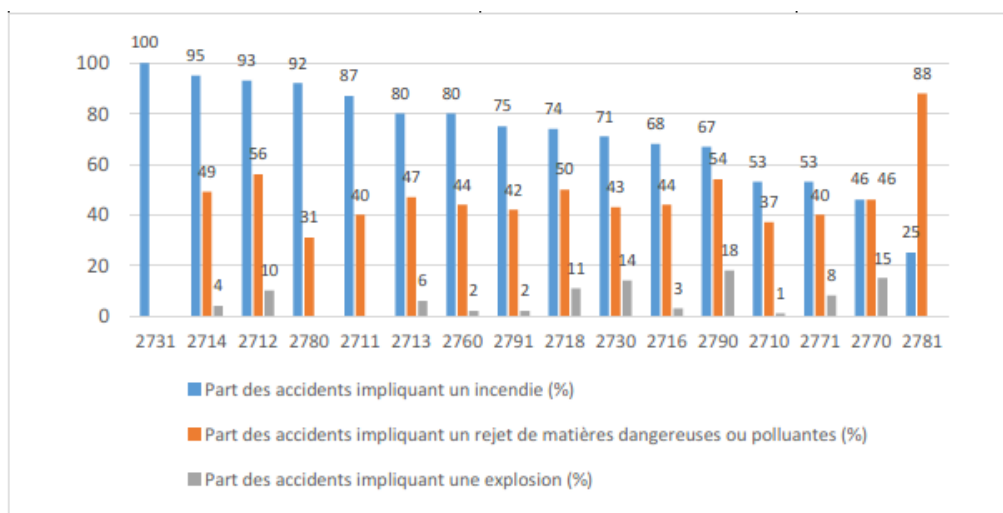


2790	Traitement DD	2791	Traitement déchets non dangereux
2771	Incinération DND	2712	Traitement de véhicules hors d'usage
2760	Stockage déchets	2716	Transit/regroupement/tri DND
2770	Incinération DD	2781	Méthanisation
2780	Compostage	2718	Transit/regroupement/tri DD
2730	Traitement sous-produits animaux	2710	Déchetteries
2714	Transit/regroupement/tri papiers, plastiques...	2711	Transit/regroupement/tri DEEE
2713	Transit/regroupement/tri métaux	2731	Stockage sous-produits animaux

Sur les 178 accidents étudiés de stockage de déchets (installations ICPE soumises à la rubrique 2760), la fréquence des accidents est de 8 %.

Comme c'est le cas pour l'ensemble des installations classées, les phénomènes dangereux les plus rencontrés dans le secteur des déchets sont l'incendie et le rejet de matières dangereuses ou polluantes.

Le graphique ci-dessous présente la part d'accidents selon la typologie par type d'installations (classées selon les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).



2731	Stockage sous-produits animaux	2718	Transit/regroupement/tri DD
2714	Transit/regroupement/tri papiers, plastiques...	2730	Traitement sous-produits animaux
2712	Casses automobiles	2716	Transit/regroupement/tri DND
2780	Compostage	2790	Traitement DD
2711	Transit/regroupement/tri DEEE	2710	Déchetteries
2713	Transit/regroupement/tri métaux	2771	Incinération DND
2760	Stockage déchets	2770	Incinération DD
2791	Traitement déchets non dangereux	2781	Méthanisation

L'incendie est prépondérant dans le cas d'accidents au niveau des stockages de déchets (80 % des cas). Près de la moitié (44 %) des accidents implique un rejet de matières dangereuses ou polluantes. Seulement 2 % des cas entraînent des explosions.

Concernant la gravité des accidents recensés, 22,5 % des accidents sont sans conséquence notable ou connue. Le tableau ci-dessous présente la répartition selon les conséquences des accidents de l'ensemble des accidents recensés ainsi qu'en complément une analyse selon la nature des déchets manipulés. A noter que les accidents liés à des déchets dangereux concernent 22 % de l'échantillon global soit 242 accidents sur les 1 094 accidents étudiés.

		Ensemble de l'échantillon étudié	Accidents liés à des activités de gestion des déchets dangereux	Accidents liés à des activités de gestion des déchets non dangereux
<b>CONSEQUENCES HUMAINES</b>		<b>15,2 %</b>	<b>21,9 %</b>	<b>13,2 %</b>
dont	Morts	1,1 %	1,65 %	0,94 %
	Blessés graves	1,9 %	4,13 %	1,29 %
	Blessés totaux	14,6 %	21,1 %	12,8 %
<b>CONSEQUENCES ECONOMIQUES</b>		<b>50,6 %</b>	<b>57,4 %</b>	<b>48,8 %</b>
dont	Dommages matériels internes	47,2 %	53,3 %	45,6 %
	Pertes d'exploitation internes	18,1 %	19,8 %	17,6 %
	Dommages externes	2,4 %	2,9 %	2,2 %
<b>CONSEQUENCES SOCIALES</b>		<b>21,2 %</b>	<b>25,2 %</b>	<b>20,3 %</b>
dont	Chômage technique	5,6 %	6,2 %	5,4 %
	Incapacité de travail (tiers)	0,4 %	0,4 %	0,4 %
	Privation d'usages (eau, électricité, gaz ...)	2,3 %	2,5 %	2,2 %
	Population évacuée ou confinée	5,8 %	7,0 %	5,4 %
	Périmètre de sécurité ou interruption de la circulation	20,5 %	26,4 %	19,0 %
<b>CONSEQUENCES ENVIRONNEMENTALES</b>		<b>40,1 %</b>	<b>41,3 %</b>	<b>40,1 %</b>
dont	Pollution atmosphérique	34,8 %	36,8 %	34,5 %
	Pollution des eaux superficielles ou souterraines	5,7 %	7 %	5,4 %
	Contamination des sols	3,1 %	3,3 %	3 %
	Atteinte à la faune ou la flore sauvage	1,2 %	0,8 %	1,3 %

Dans le cas où les accidents entraînent des dommages, ceux-ci sont principalement d'ordre économique ou environnemental.

Les accidents liés à des déchets dangereux ont des conséquences globalement plus importantes.

## B) INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USEES

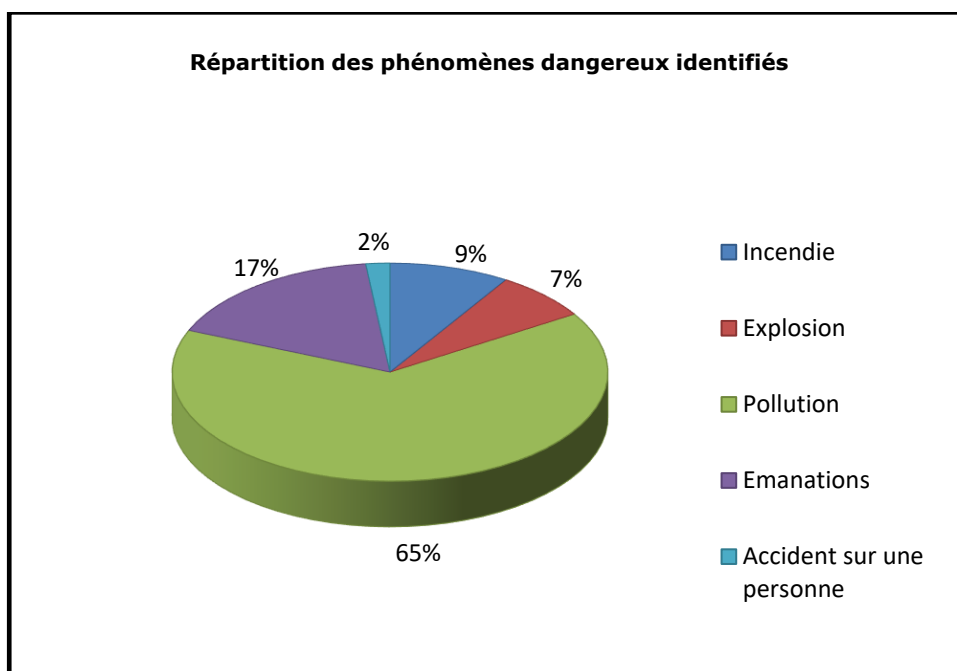
Il est dénombré 118 accidents, sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 décembre 2013, relatif à la collecte et au traitement des eaux usées.

Au total, 6 accidents ont été écartés car l'activité en cause n'était pas pertinente avec les activités du site TRD.

Les résultats des statistiques effectués à partir de cette recherche sont présentés ci-après.

### Phénomènes dangereux identifiés

Les phénomènes dangereux identifiés au cours de la recherche sont les suivants :



Il apparaît que la pollution est le phénomène le plus fréquemment recensé dans les accidents survenus sur des installations similaires à celle du site TRD.

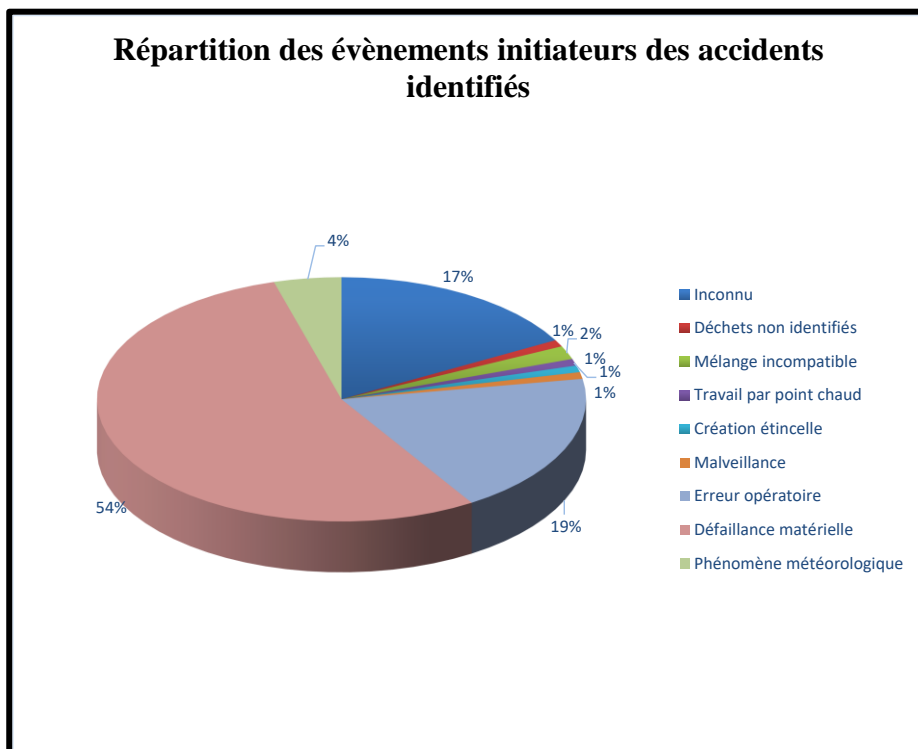
Les émanations de fumées toxiques sont également observées de manière fréquente (17%).

Les risques d'incendie et d'explosion apparaissent de manière moins fréquente.

Il est à noter que certains événements peuvent générer simultanément plusieurs phénomènes dangereux (par exemple, un incendie qui fait suite au déversement accidentel de liquide inflammable, ou l'émanation de fumées en quantité importante suite à un incendie).

Evènements initiateurs identifiés

Les évènements initiateurs des phénomènes dangereux sont décrits ci-dessous :



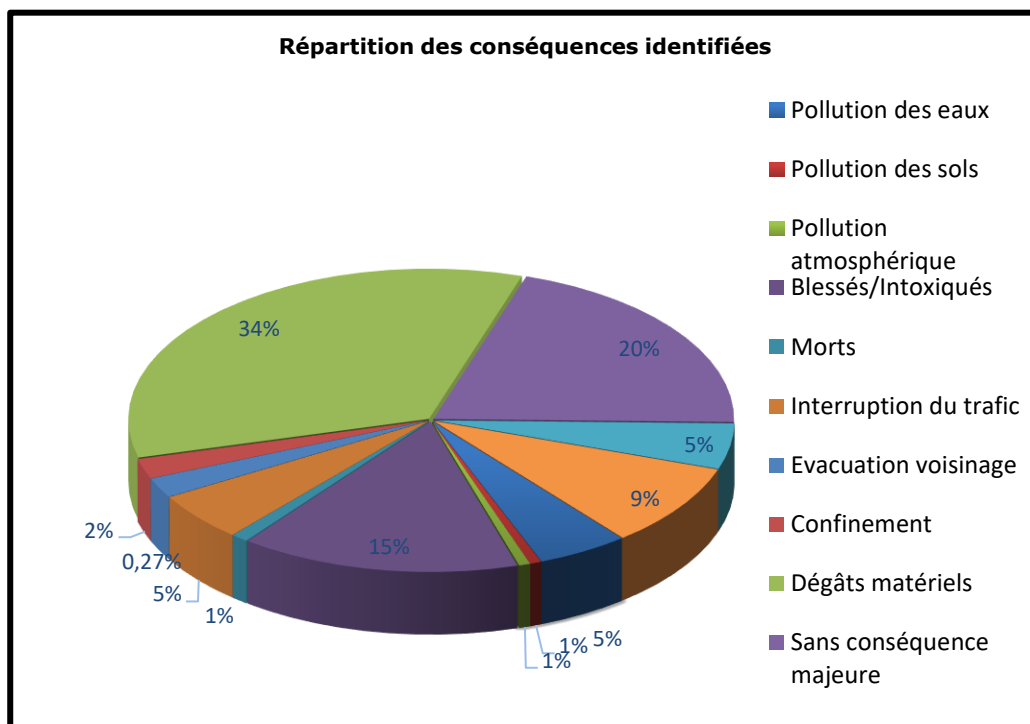
Il apparaît que les causes des déversements de produits amenant une pollution sont principalement liées à des défaillances matérielles ou des erreurs opératoires.

A noter que pour 17% des cas, les causes de l'accident restent inconnues.



### Conséquences identifiées

Les conséquences des accidents répertoriés sont présentées ci-dessous :



Pour la majorité des accidents décrits, les conséquences sont la pollution des eaux de surface (54%).

Parmi les accidents retenus, 14% sont restés sans conséquences majeures et 13% sont à l'origine d'atteintes humaines (blessés, intoxiqués...).

5% des accidents sont à l'origine de dégâts matériels ou de changement des procédures QSE.

A noter que 5% ont conduit à la mort d'une personne.

### 1.1.3 ENSEIGNEMENTS TIRES

#### A) ACTIVITE DE GESTION DES DECHETS

L'analyse des accidents survenus dans des activités similaires à celles du site TRD indique que l'incendie et le déversement de liquides amenant une pollution sont les principaux risques liés à la collecte, au traitement, à l'élimination et à la récupération de déchets.

Au vu des accidents recensés dans le « Panorama de l'accidentologie des installations de gestion des déchets », quelques phénomènes dangereux rencontrés fréquemment sur les sites de gestion de déchets pourraient se produire également sur le centre TRD :

- L'incendie suite à l'auto-échauffement des déchets entreposés : ce scénario concerne l'auto-échauffement ou auto-combustion de déchets entreposés dans des bennes, des bacs,... cela concerne des déchets réactifs organiques (copeaux de bois, chiffons souillés) ou métalliques (copeaux métalliques) ;
- L'incendie au cours d'un entreposage ou d'une opération sur les déchets lié à la présence imprévue d'une matière présentant un potentiel d'inflammation, les accidents pouvant survenir par exemple lors d'une opération de traitement ou lors d'un entreposage en fosse ou en benne ;
- L'accident suite à une réaction chimique imprévue pendant l'entreposage ou la manipulation de déchets dangereux : il peut s'agir d'émissions de vapeurs toxiques, d'un incendie ou d'une explosion suite à une réaction chimique imprévue, telle qu'une réaction exothermique d'incompatibilité, aussi bien lors des opérations d'entreposage que de manipulation de déchets dangereux ;
- Inflammation suite à des travaux par point chaud mal maîtrisés, ces accidents intervenant particulièrement sur les sites de démantèlement de véhicules hors d'usage et sur les sites manipulant des déchets métalliques et des déchets électriques et électroniques ;
- Accident (incendie, rejet de substances dangereuses) suite à un acte de malveillance ;
- Pollution du milieu naturel suite à une fuite, au débordement d'un stockage de fluides ou à un dysfonctionnement des installations de traitement des effluents ;
- Incendie d'équipement suite à un problème électrique ou mécanique ;

Ces phénomènes dangereux peuvent être amplifiés dans certains cas qualifiés de « facteurs aggravants récurrents » :

- En cas de conditions météorologiques défavorables (fortes chaleurs, vents forts...),
- Lorsque les modalités d'exploitation ne sont pas optimales : panne d'équipement, saturation du débouché à l'aval, ... ce qui conduit à une hausse temporaire des volumes de déchets présents et augmente l'encombrement du site,

- En cas de déficit de la surveillance, notamment en période d'activité réduite (week-end, congés, nuit, ...) : insuffisance du gardiennage ou du système de surveillance,
- En cas de moyens de secours insuffisants ou non soutenus : réserves en eau ou moyens d'extinction insuffisants, difficulté d'accès, registre de déchets inaccessibles.

Concernant la collecte et le traitement des eaux usées, les causes sont similaires à celles observées pour la collecte et le traitement des déchets.

D'après les évènements initiateurs identifiés, il convient de positionner la situation du site TRD afin d'identifier les mesures de prévention et de protection mises en place pour éviter que de tels évènements ne surviennent sur son site.

Ainsi, lorsque cela s'est avéré pertinent, les évènements cités précédemment ont été repris et traités dans le cadre de l'analyse préliminaire des risques du site afin de vérifier s'ils peuvent se produire sur le site TRD et dans quelles circonstances.

#### 1.1.4 POSITIONNEMENT VIS-A-VIS DU RETOUR D'EXPERIENCE

D'après les événements initiateurs identifiés lors de l'étude du retour d'expérience, il convient de positionner la situation des installations afin d'identifier les mesures de prévention et de protection mises en place pour éviter que de tels événements ne surviennent sur le site.

Evènements initiateurs issus du retour d'expérience	Recommandations tirées du retour d'expérience	Moyens de prévention et de protection prévus sur les installations projetées
Défaillance organisationnelle Erreur opératoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Assurer une formation des employés pour les consignes de tri/ vérification à l'entrée, connaissances des risques, des règles d'étiquetage,</li> <li>➤ Elaborer des procédures et des consignes claires et complètes, y compris en situation dégradée,</li> <li>➤ Organiser des contrôles en fin de service ou avant la fermeture du site,</li> <li>➤ Organiser et superviser les opérateurs et les sous-traitants, en particulier lors des opérations à risque,</li> <li>➤ Identifier les risques, notamment en situation dégradée,</li> <li>➤ Prendre en compte le retour d'expérience et les leçons des événements précédents.</li> </ul>	Personnel formé, habilité et audité. Plan de formation ; Procédures d'exploitation et fiche de poste ; Plan de prévention ; Encadrement des entreprises extérieures et des sous-traitants.
Défaillance matérielle	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Organiser, planifier la maintenance des installations,</li> <li>➤ Concevoir les équipements, l'implantation des installations, les équipements de surveillance, la mise en place de méthodes pour garantir un niveau de sécurité optimum, assurer un entreposage des déchets adapté à leur nature</li> </ul>	Maintenance préventive systématique : remplacement régulier des matériels en fonction de leur sollicitation ; Contrôle et entretien du matériel électrique ; Vérifications périodiques assurées par des prestataires agréés, Détection de niveau sur les différentes cuves de stockage
Malveillance	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mettre en place ou renforcer les clôtures et contrôler régulièrement leur intégrité,</li> <li>➤ Renforcement des contrôles d'accès</li> <li>➤ Mise en place ou renforcement du gardiennage ou des systèmes instrumentés de surveillance.</li> </ul> La visite de la Gendarmerie conduite en septembre 2016 s'est conclue sans préconisation supplémentaire.	Site surveillé en permanence ; Site clôturé, Détection anti-intrusion et vidéo-surveillance.

## 1.2 RISQUES INTERNES

### 1.2.1 DANGERS ET RISQUES LIES AUX PRODUITS ET AUX DECHETS

Le règlement CLP est entré en application complète le 1<sup>er</sup> juin 2015, ainsi que la directive SEVESO III, également entrée en vigueur à cette date.

Le règlement CLP définit les modalités de classification, d’emballage et d’étiquetage des produits chimiques. Il divise les produits en 28 classes, présentées dans le tableau suivant. En fonction de leurs propriétés dangereuses et des critères définis dans le règlement, les substances et les mélanges peuvent appartenir à une ou plusieurs de ces classes :

Physiques (16 classes de danger)	Santé (10 classes de danger)	Environnement (2 classes de danger)
Explosibles	Toxicité aiguë	Danger pour le milieu aquatique
Gaz inflammables	Corrosion cutanée / irritation cutanée	Dangereux pour la couche d'ozone
Aérosols inflammables	Lésions oculaires graves / irritation oculaire	
Gaz comburants	Sensibilisation respiratoire / sensibilisation cutanée	
Gaz sous pression	Mutagenicité sur les cellules germinales	
Liquides inflammables	Cancérogénicité	
Matières solides inflammables	Toxicité pour la reproduction	
Substances et mélanges autoréactifs	Toxicité spécifique pour certains organes cibles – Exposition unique	
Liquides pyrophoriques	Toxicité spécifique pour certains organes cibles – Exposition répétée	
Matières solides pyrophoriques	Danger par aspiration	
Substances et mélanges auto-échauffants		
Substances et mélanges qui, au contact de l'eau, dégagent des gaz inflammables		
Liquides comburants		
Matières solides comburantes		
Peroxydes organiques		
Substances ou mélanges corrosifs pour les métaux		

Pour chaque classification sont définis :

- le pictogramme de danger
- les mentions de danger, qui décrivent la nature du danger et le degré, le cas échéant,
- les conseils de prudence, qui fournissent des conseils sur les mesures préventives lors de l'utilisation du produit, les interventions d'urgence, les premiers soins ou les conseils de stockage et d'élimination.

Le site exploite les activités de regroupement, traitement et transit de déchets industriels, essentiellement dangereux.

Les dispositions relatives aux déchets de la directive SEVESO II ont été révisées par la Commission Européenne en vue d'une harmonisation avec le règlement CLP. Les déchets sont dorénavant classés selon leurs propriétés de danger HP1-HP15, pour lesquelles une correspondance existe avec le règlement CLP.









Ainsi, la note de doctrine à destination des DREAL pour l'application de la directive SEVESO III aux déchets du 16 juin 2015 précise que « les déchets sont à considérer de façon strictement similaire aux substances et mélanges ». « L'enjeu critique reste donc d'estimer les propriétés de danger des déchets selon les règles de classification du règlement CLP, alors qu'ils ne sont pas soumis à CLP mais à des règles de classement spécifique ».

Le tableau suivant présente les propriétés de dangers des déchets révisées pour être conformes à la Directive SEVESO III :




Propriété de danger	Définition de la propriété de danger selon l'Annexe III de la directive 2008/98/CE	Codes des mentions de danger relatifs aux constituants des déchets pour la classification des déchets comme déchets dangereux selon la propriété de danger HPxx associée
<b>HP1 - Explosif</b>	Déchet susceptible, par réaction chimique, de dégager des gaz à une température, une pression et une vitesse telles qu'il en résulte des dégâts dans la zone environnante.	H200 – H201 – H202 – H203 – H204 – H240 – H241
<b>HP2 - Comburant</b>	Déchet capable, généralement en fournissant de l'oxygène, de provoquer ou de favoriser la combustion d'autres matières.	H270 – H271 – H272
<b>HP3 – Inflammable</b>	Déchet liquide ayant un point d'éclair inférieur à 60°C ou déchet de gazoles, carburants diesel et huiles de chauffage légères dont le point éclair est >55°C et ≤75°C  Déchet solide ou liquide pyrophorique inflammable qui, même en petites quantités, est susceptible de s'enflammer en moins de 5 minutes lorsqu'il entre en contact avec l'air  Déchet solide facilement inflammable ou qui peut provoquer ou aggraver un incendie en s'enflammant par frottement  Déchet gazeux inflammable dans l'air à 20°C et à une pression normale de 101,3 kPa,  Déchet hydorréactif qui, au contact de l'eau, dégage des gaz inflammables en quantités dangereuses,  Autres déchets inflammables aérosols inflammables, auto-échauffants inflammables, peroxydes organiques inflammables et déchets autoréactifs inflammables.	H220 – H221 – H222 – H223 – H224 – H225 – H226 – H228 – H242 – H250 – H251 – H252 – H260 – H261.
<b>HP4 – Irritant – irritation cutanée et lésions oculaires</b>	Déchet pouvant causer une irritation cutanée ou des lésions oculaires en cas d'application	H314 (1%≤et <5%) – H315 – H318 – H319  (en fonction de la concentration de la substance par rapport à la valeur seuil)

Propriété de danger	Définition de la propriété de danger selon l'Annexe III de la directive 2008/98/CE	Codes des mentions de danger relatifs aux constituants des déchets pour la classification des déchets comme déchets dangereux selon la propriété de danger HPxx associée
<b>HP5 – Toxicité spécifique pour un organe cible STOT/ toxicité par aspiration</b>	Déchet pouvant entraîner une toxicité spécifique pour un organe cible par exposition unique ou répétée, ou des effets toxiques aigus consécutifs à l'aspiration.	H370 – H371 – H335 – H372 – H373 – H304 (en fonction de la concentration de la substance par rapport à la valeur seuil)
<b>HP6 – Toxicité aigüe</b>	Déchet qui peut entraîner des effets toxiques aigus après administration par voie orale ou cutanée, ou suite à une exposition par inhalation.	H300 – H301 – H302 – H310 – H311 – H312 – H330 – H331 – H332 (en fonction de la concentration de la substance par rapport à la valeur seuil)
<b>HP7 – Cancérogène</b>	Déchet qui induit des cancers ou en augmente l'incidence	H350 – H351
<b>HP8 – Corrosif</b>	Déchet pour l'application peut causer une corrosion cutanée	H314 (≥5%)
<b>HP9 – Infectieux</b>	Déchet contenant des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait ou dont on a de bonnes raisons de croire qu'ils sont responsables de maladies chez l'homme ou chez d'autres organismes vivants.	/
<b>HP10 – Toxique pour la reproduction</b>	Déchet exerçant des effets néfastes sur la fonction sexuelle et la fertilité des hommes et des femmes adultes, ainsi qu'une toxicité pour le développement de leurs descendants.	H360 – H361 (en fonction de la concentration de la substance par rapport à la valeur seuil)
<b>HP11 – Mutagène</b>	Déchets susceptible d'entraîner une mutation, à savoir un changement permanent affectant la quantité ou la structure du matériel génétique d'une cellule.	H340 – H341
<b>HP12 – Dégagement d'un gaz à toxicité aigüe</b>	Déchet qui dégage des gaz à toxicité aigüe au contact de l'eau ou d'un acide	EUH029 – EUH031 – EUH032
<b>HP13 - Sensibilisant</b>	Déchet qui contient une ou plusieurs substances connues pour être à l'origine d'effets sensibilisants pour la peau ou les organes respiratoires.	H317 – H334 (en fonction de la concentration de la substance par rapport à la valeur seuil)
<b>HP14 – Ecotoxique</b>	Déchet qui présente ou peut présenter des risques immédiats ou différés pour une ou plusieurs composantes de l'environnement	$\Sigma[H420] \geq 0,1\%$ H400 – H410 – H411 – H412 – H413 (en fonction de la concentration de la substance par rapport à la valeur seuil)
<b>HP15</b>	Déchet capable de présenter une des propriétés dangereuses susmentionnées que ne présente pas directement le déchet d'origine	H205 – EUH001 – EUH019 – EUH044

Les pictogrammes de dangers qui peuvent être attribués aux déchets dangereux ainsi que les mesures de prudences associées sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Pictogrammes de danger selon le règlement CLP		
Pictogrammes	Dangers signifiés	Exemples de mesures de prudence
<b>Dangers physiques</b>		
	<b><u>Explosif</u></b> Le produit peut exploser au contact d'une flamme, d'une étincelle, d'électricité statique, sous l'effet de la chaleur, d'un choc ou de frottements	Manipuler et conserver à l'écart des sources de chaleur et autres causes d'étincelles
	<b><u>Gaz sous pression</u></b> Le produit peut exploser sous l'effet de la chaleur (gaz comprimés, gaz liquéfiés et gaz dissous) Il peut causer des brûlures ou blessures liées au froid (gaz liquéfiés et réfrigérés).	Protéger du rayonnement solaire Eviter le contact avec la peau pour les liquides réfrigérés
	<b><u>Inflammable</u></b> Le produit peut s'enflammer au contact d'une flamme, d'une étincelle, d'électricité statique, sous l'effet de la chaleur, de frottements, au contact de l'air ou au contact de l'eau en dégageant des gaz inflammables	Manipuler et conserver à l'écart des sources de chaleur et autres causes d'étincelles
	<b><u>Comburant</u></b> Le produit peut provoquer ou aggraver un incendie Il peut provoquer une explosion en présence de produits inflammables	Manipuler et conserver à l'écart de la chaleur, des vêtements et autres matières combustibles
	<b><u>Corrosif</u></b> Le produit ronge Il peut attaquer (ronger) ou détruire les métaux	Conserver dans un récipient résistant à la corrosion
<b>Dangers pour la santé</b>		
	<b><u>Dangereux pour la santé</u></b> Le produit peut empoisonner à forte dose Il peut irriter la peau, les yeux, les voies respiratoires Il peut provoquer des allergies cutanées Il peut provoquer somnolence ou vertige	Eviter tout contact avec le produit
	<b><u>Toxique ou mortel</u></b> Le produit peut tuer rapidement Il empoisonne rapidement même à faible dose	Porter un équipement de protection Eviter tout contact (oral, cutané, par inhalation) avec le produit et laver soigneusement les zones exposées après usage
	<b><u>Corrosif</u></b> Le produit peut provoquer des brûlures de la peau et des lésions aux yeux en cas de contact ou de projection	Eviter tout contact avec les yeux et la peau, ne pas inhaler



Pictogrammes de danger selon le règlement CLP		
Pictogrammes	Dangers signifiés	Exemples de mesures de prudence
	<b><u>Très dangereux pour la santé</u></b> Le produit peut provoquer le cancer Il peut modifier l'ADN Il peut nuire à la fertilité ou au fœtus Il peut altérer le fonctionnement de certains organes Il peut être mortel en cas d'ingestion et de pénétration dans les voies respiratoires Il peut provoquer des difficultés respiratoires ou des allergies respiratoires (ex : asthme)	Porter un équipement de protection Se procurer les instructions avant utilisation Eviter tout contact avec le produit et laver soigneusement les zones exposées après usage
Les dangers pour l'environnement		
	<b><u>Dangereux pour l'environnement aquatique</u></b> Le produit pollue Il provoque des effets néfastes (à court et/ou à long terme) sur les organismes du milieu aquatique	Ne pas rejeter dans l'environnement
	<b><u>Dangereux pour la couche d'ozone</u></b> Le produit détruit la couche d'ozone	Ne pas rejeter dans l'environnement

Le mélange de produits et déchets dangereux incompatibles peut engendrer des réactions chimiques non souhaitées : réactions exothermiques, production de vapeurs toxiques, ...





Dans les paragraphes qui suivent sont présentés :

- ↗ les familles de matériaux, matériels et/ou marchandises stockées.
- ↗ les produits ou familles de produits qui présentent des caractères physico-chimiques dangereux, des caractères dangereux pour la santé humaine ou pour l'environnement selon les classes de danger du règlement CLP :


Les risques inhérents à chaque famille seront présentés, à savoir :

- ↗ le caractère combustible des produits ou déchets,
- ↗ la dangerosité physico-chimique des produits ou déchets (inflammable, explosibles, comburants...),
- ↗ la dangerosité pour la santé de l'homme,
- ↗ la dangerosité pour l'environnement,
- ↗ les principales incompatibilités.


**A) PRODUITS**Produits de traitement des eaux

Réactif	Mode de stockage	Quantités maximales stockées	Etiquetage
Acide phosphorique	GRV	<i>(informations confidentielles)</i>	
Acide sulfurique	GRV		
Chlorure ferrique	GRV		
Floculant	GRV		/
Lessive de soude	GRV		
Urée	GRV		/








Carburant

Réactif	Mode de stockage	Quantités maximales stockées	Etiquetage
Gasol Non Routier	Citerne aérienne	<i>(informations confidentielles)</i>	

Gaz

Réactif	Mode de stockage	Quantités maximales stockées	Etiquetage
Substances nommément désignées	Bouteille	<i>(informations confidentielles)</i>	

Autres produits

Produit	Tonnage ou volume	Type et lieu de stockage	Utilisation	Dangerosité
Sciure	<i>(informations confidentielles)</i>	<i>(informations confidentielles)</i>	Formulation de combustible de substitution	Produit combustible
Lessive de soude à 30 %*			Activité de neutralisation	
Bisulfite de sodium*			Opération de déchromatation	
Hypochlorite de sodium*			Opération de décyanuration	 
Chaux éteinte			Epaississement et stabilisation des boues	  

**B) DECHETS**

Activité	Cuves	Quantités maximales	Types de déchets stockés	Dangerosité potentielle	Incompatibilités
Liquides vrac	T6, T12, T15	(informations confidentielles)	Hydrocarbures	(informations confidentielles)	(informations confidentielles)
	T11, T13		Eau et hydrocarbures		
	T1, T2, T3, T4, T10, T16 et T22, cuves A et B		Eaux souillées		
	T30		Boues biologiques		
Bâtiment réception	GRV, petits conditionnements		Acides, bases		
			Solvants		
			Eaux souillées		
			Mélange eau + hydrocarbures		
			Déchets pulvérulents		
			Déchets pâteux pour fosse		
			Cosmétique, boues d'assainissement		
Bâtiment de ventilation	Déchets des ménages en petits conditionnements		Divers: acides, comburants, phytosanitaires, piles, aérosols, déchets de laboratoires...		
	Zone de pompage		Acide, base		
		Solvants			

Activité	Cuves	Quantités maximales	Types de déchets stockés	Dangerosité potentielle	Incompatibilités
Bâtiment de ventilation	Déchets de laboratoire	(informations confidentielles)	Solides et liquides organiques, acides et bases, solides corrosifs, réactifs, oxydants, solides et liquides toxiques	(informations confidentielles)	(informations confidentielles)
Cuves bas point éclair	P2, P3		Mélange eau souillée/ solvant		
	P1, P14, P5		Eaux souillées		
Neutralisation	P9, P10		Cuves d'acide		
	P7, P8		Neutralisation		
	P6, P11		Soude		
	P12		Eaux souillées		
Bâtiment de broyage	Fosses		Matériaux souillés Broyats		
			Déchets pâteux bruts		
Bâtiment de fabrication du CSS	Fosses		Fosse de décantation		
Déchets en transit	Alvéole 1		Déchets métalliques, piles, DEEE		
	Alvéole 2		Acides, bases, comburants		
	Alvéole 3		Résines, noir de carbone...		
	Alvéole 4		Filtres à huile, ampoules et néons		
			Liquides chlorés		
			Huile alimentaire, déchets méthanisables		
			Aérosols		
Déchets en transit	Alvéole 5		Noir de carbone		
			Produits chimiques de laboratoire		
	Bennes		Boues, DEEE, DIB, palettes		


Le plan en page suivante présente la localisation des zones de danger sur le site, liées à la présence de produits et déchets dangereux.

### C) GAZ NATUREL

Le site présente un réseau enterré et aérien de gaz naturel d'une pression de service de 300 mbar.

Le gaz naturel contient environ 90% de méthane dont les caractéristiques sont mentionnées ci-dessous.

Caractéristiques	Méthane
Masse volumique à 15°C et 1013 mbar	0,678 kg/m <sup>3</sup>
Limite inflammabilité supérieure	16,5%

Limite inflammabilité inférieure	5,0%
Etiquetage réglementaire	
Mention de danger	H220 : Gaz extrêmement inflammable

Le réseau de gaz naturel est présenté au sein du plan en Annexe 2.

Le risque lié au gaz naturel est la fuite et son inflammation immédiate (feu torche) ou différée conduisant à l'explosion d'un nuage de gaz.

Les canalisations sont protégées contre les chocs pouvant provenir d'engins ou de véhicules à proximité des aires de circulation.

**Figure 32 - zones de danger**

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

## **D) SOURCES RADIOACTIVES**

Le site dispose d'une source radioactive scellée pour le contrôle de la réception des déchets.

Ces mesures s'effectuent par émission de rayonnements ionisants de type bêta. Le radionucléide employé est de type Ni 63.

Lors de la désintégration du Ni 63, des rayonnements  $\beta^-$  sont émis. Les rayonnements  $\beta^-$  ou électrons ont une pénétration faible, quelques mètres dans l'air (une feuille de quelques millimètres d'épaisseur peut stopper ces rayonnements). La source radionucléide a une activité de 370 MBq.

La source est une source scellée, implantée dans une jauge, elle-même située dans une zone à accès limité et sécurisé. Le matériau utilisé pour l'amortissement du rayonnement radioactif est du plomb coulé dans une enveloppe en acier inoxydable. Cette construction permet une résistance aux actions mécaniques et thermiques (chocs, écrasement, feu...). Ainsi, même dans des conditions extrêmes, ces sources ne laissent pas « fuir » les radioéléments qu'elles contiennent.

Les installations sont sous la responsabilité d'une personne habilitée et compétente en matière de radioprotection selon des protocoles et consignes de sécurité établies.

## **E) SYNTHESE DU RECENSEMENT DES PRODUITS DANGEREUX**

Au regard de la description qui a été faite dans ce chapitre, les produits présents sur le site présentent des caractéristiques pouvant donner lieu à des risques d'intoxication, de pollution, d'incendie, d'explosion, de réaction exothermique avec dégagement de vapeur toxique, de rayonnements ionisants.

Les circonstances dans lesquelles de tels phénomènes peuvent se produire sont développées dans l'analyse préliminaire des risques figurant en Annexe 24.

Nota : l'incendie de certains produits pourra générer des fumées toxiques, notamment en présence de produits assimilés à des produits de type agropharmaceutique.

La circulaire BRTICP/2007-482/LMA du 26 février 2008, relative à la maîtrise de l'urbanisme autour des stockages de produits agropharmaceutiques soumis à autorisation, sera considérée pour la détermination des distances d'effets de l'ensemble des stockages.

## 1.2.2 DANGERS ET RISQUES LIES AUX INSTALLATIONS

### A) DEFINITION DES ACCIDENTS MAJEURS

D'après l'arrêté du 10 mai 2000, un accident majeur est « un événement tel qu'une émission, un incendie ou une explosion d'importance majeure résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation, entraînant pour les intérêts visés au L.511-1(\*) du Code de l'environnement, des conséquences graves, immédiates ou différées, et faisant intervenir une ou plusieurs substances ou des préparations dangereuses ».

(\*) : les intérêts visés définis par cet article sont les suivants : la commodité du voisinage, ou la santé, la sécurité, la salubrité publiques, ou l'agriculture, ou la protection de la nature et de l'environnement, ou la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

### B) PRESENTATION DE LA DEMARCHE

L'analyse des risques des installations exploitées sur le site TRD a été réalisée selon la méthode APR ou Analyse Préliminaire des Risques.

La première étape de la démarche consiste en la réalisation d'un découpage fonctionnel des installations étudiées par activité. Les installations ou systèmes étudiés sont les suivants :

- ↳ activités liquides vrac,
- ↳ activités conditionnés,
- ↳ installations annexes.

Une explication plus précise de la méthode d'analyse des risques est présentée en Annexe 24.

### C) COTATIONS DES SCENARIOS ETUDIES

Dans le cadre de cette étude, une démarche d'Analyse Préliminaire des Risques simplifiée a été appliquée. Une cotation des scénarios étudiés a été effectuée en termes de gravité et de cinétique.

NOTA : la cotation de la fréquence d'occurrence des événements initiateurs des scénarios sera réalisée pour les scénarios susceptibles de générer un accident majeur potentiel.

La démarche est basée sur les principes de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

L'approche retenue reprend les grilles de cotation présentées ci-après, en tenant compte des valeurs usuelles citées par différentes sources.



**Grille de cotation en gravité (basée sur les conséquences humaines à l'extérieur du site considéré)**

Niveau de gravité des conséquences		Zone délimitée par le seuil des effets létaux significatifs	Zone délimitée par le seuil des effets létaux	Zone délimitée par le seuil des effets irréversibles sur la vie humaine
D	Désastreux	Plus de 10 personnes exposées (1).	Plus de 100 personnes exposées.	Plus de 1 000 personnes exposées.
C	Catastrophique	Moins de 10 personnes exposées.	Entre 10 et 100 personnes exposées.	Entre 100 et 1 000 personnes exposées.
I	Important	Au plus 1 personne exposée.	Entre 1 et 10 personnes exposées.	Entre 10 et 100 personnes exposées.
S	Sérieux	Aucune personne exposée.	Au plus 1 personne exposée.	Moins de 10 personnes exposées.
M	Modéré	Pas de zone de létalité hors de l'établissement.		Présence humaine exposée à des effets irréversibles inférieure à « une personne ».

(1) Personne exposée : en tenant compte le cas échéant des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux si la cinétique de ce dernier et de la propagation de ses effets le permettent.

Pour coter la gravité des scénarios étudiés, des critères simples ont permis d'estimer si les effets du phénomène dangereux pouvaient potentiellement atteindre des enjeux situés à l'extérieur de la limite d'exploitation :

- ↳ la nature et la quantité de produit concerné,
- ↳ les caractéristiques des équipements mis en jeu,
- ↳ la localisation de l'installation par rapport à la limite d'exploitation.

Toutefois, au cours de l'APR, il a été nécessaire pour le groupe de travail d'estimer si les effets de certains phénomènes dangereux sont susceptibles de sortir de la limite d'exploitation ou non. Pour ces cas, une modélisation a été réalisée dès ce stade afin de lever l'incertitude et pouvoir effectuer la cotation en gravité. Les résultats de ces modélisations sont présentés en Annexe 25.

NOTA : l'absence d'effet en dehors du site est indiquée par un « / ».

En ce qui concerne la cinétique, l'article 8 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 indique que « la cinétique de déroulement d'un accident est qualifiée de lente, dans son contexte, si elle permet la mise en œuvre de mesures de sécurité suffisantes, dans le cadre d'un plan d'urgence externe, pour protéger les personnes exposées à l'extérieur des installations objet du plan d'urgence avant qu'elles ne soient atteintes par les effets du phénomène dangereux ».

En l'absence de Plan d'urgence externe sur le site TRD, la cinétique est considérée comme rapide pour l'ensemble des scénarios étudiés.

## D) EXCLUSIONS

Deux causes de situation de danger font l'objet d'un paragraphe particulier dans l'Etude des Dangers. Il s'agit de :

- ↳ la malveillance : voir paragraphe 1.3.1.c,
- ↳ la foudre : voir paragraphe 1.3.2.a .

## E) SYNTHESE DE L'ANALYSE PRELIMINAIRE DES RISQUES

L'Analyse Préliminaire des Risques, qui figure en Annexe 24, présente l'ensemble des scénarii d'accident susceptibles de se produire sur le site.

Chacun de ces scénarii a fait l'objet d'une cotation en gravité, en fonction des éventuelles modélisations des phénomènes dangereux et de la sensibilité des populations à proximité.

Seuls les scénarii susceptibles d'avoir des effets à l'extérieur de l'établissement sont considérés comme accidents majeurs potentiels et sont retenus dans la suite de l'Etude des Dangers.

Trois scénarii sont retenus :

Accident Majeur AM		Commentaires	Types d'effets	Gravité	Cinétique
AM1		Fumées de l'incendie de déchets dans l'atelier de démantèlement des GRV	Toxiques	I	Rapide
AM2		Vapeurs toxiques suite à un épandage de solvant chloré dans l'alvéole 4	Toxiques	M	Lente
AM3	1	Fumées de l'incendie de déchets dans l'alvéole 2	Toxiques	I	Rapide
AM3	2	Fumées de l'incendie de déchets dans l'alvéole 5	Toxiques	I	Rapide

### **1.2.3 INTERVENTIONS DES ENTREPRISES EXTERIEURES**

Tout travail de plus de 400 heures par an ou considéré comme dangereux, effectué par une entreprise extérieure sur les installations du site fera l'objet d'un plan de prévention obligatoire par écrit, signé par un responsable, conformément à la réglementation.

Au-dessous de ces seuils, la démarche du plan de prévention (inspection commune préalable, élaboration d'une évaluation commune des risques liés aux interférences et à la co-activité, adoption de mesures de prévention) sera réalisée (article R. 4512-2 et suivants du Code du travail).

De plus, des autorisations spécifiques de travail (permis de feu, habilitations électriques, etc.) seront délivrées le cas échéant. Un permis de feu précisant les consignes de sécurité lors de travaux de maintenance nécessitant l'emploi de matériel pouvant créer des points chauds ou des étincelles est obligatoire.

### **1.2.4 CIRCULATION SUR LE SITE**

Les aires d'accueil et d'attente ainsi que les voies de circulation principales utilisées pour l'admission des déchets sont de type voiries lourdes.

Une zone est aménagée pour permettre le contrôle d'admission des déchets. Le stationnement des véhicules lourds sur le site n'est permis que lors des contrôles d'admission et de chargement/déchargement.

Une aire dédiée est également réservée aux camions en cas de détection de radioactivité.

Un plan d'accès est installé à l'entrée du site afin de faciliter l'intervention des véhicules de lutte contre l'incendie. Les issues sont maintenues dégagées en permanence. La vitesse sur le site est limitée à 20 km/h.

## 1.3 RISQUES EXTERNES

### 1.3.1 DANGERS LIES AUX ACTIVITES EXTERIEURES A L'ETABLISSEMENT

#### A) INSTALLATIONS VOISINES

La base de données du site des installations classées pour la protection de l'environnement recense l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.

Sur la commune de Villers-Bretonneux, 5 ICPE, autres que le site TRD, ont été recensées :

- ↳ la société LES SALAISONS DU TERROIR, dont l'activité principale est la production de charcuterie (gros). Cet établissement n'est pas soumis au régime SEVESO. Il se situe à proximité immédiate au nord du site TRD,
- ↳ la société MECACORP du groupe MECAPLAST, dont l'activité principale est l'injection et la transformation des matières plastiques pour l'automobile. Cet établissement n'est pas soumis au régime SEVESO. Il se situe au nord du site TRD, après la rue du 8 mai 1945,
- ↳ la société STDN, dont l'activité principale est le stockage en entrepôt. Cet établissement n'est pas soumis au régime SEVESO. Cet établissement est constitué de 2 sites, l'un au sud et l'autre à l'ouest, respectivement à proximité immédiate et à 80 m du site TRD,
- ↳ la société ENROBES DU VAL DE SOMME, dont l'activité principale est la fabrication de produits minéraux non métalliques. Cet établissement n'est pas soumis au régime SEVESO. Il se situe à environ 200 m au sud-est du site TRD.

Les établissements AS dits Seveso seuil haut les plus proches du site TRD correspondent aux sociétés BRENNTAG SPECIALITES, PROCTER ET GAMBLE, MORY P1, MORY P2 et AJINOMOTO EUROLYSINE, toutes implantées à Amiens, soit à plus de 10 km à l'ouest.

L'établissement Seveso seuil bas le plus proche du site TRD correspond à la société ROQUETTE FRERES, implantée à Vecquemont à environ 6,5 km au nord-ouest du site TRD.

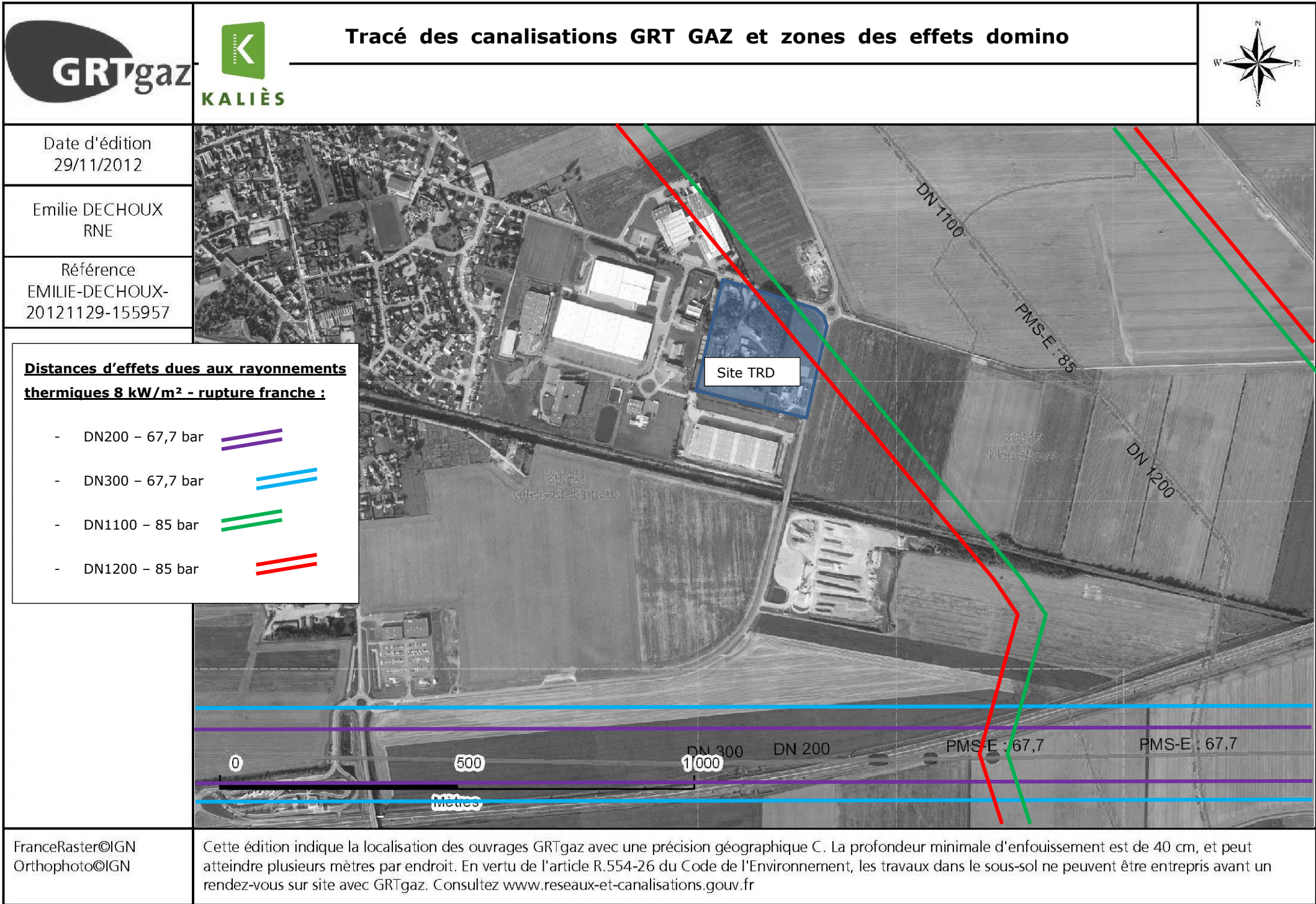
Compte tenu des distances séparant ces établissements du site TRD à Villers-Bretonneux, il est considéré que les dangers associés aux installations voisines sont négligeables.

#### B) CANALISATIONS DE GAZ NATUREL

Des canalisations GRT Gaz sont implantées à proximité du site :

- ↳ DN1200-201X-Pitgam-Cuvilly (Hauts de France 2 RNE) à 85 bar, entre 370 m au nord-est et 840 m à l'Est du site,
- ↳ DN1100-1997-Loon-Plage-Cuvilly (Hauts de France 1 RNE) à 85 bar, entre 370 m au nord-est et 840 m à l'est du site,
- ↳ DN300-1979-Nesle-Boves à 67,7 bar, à 720 m au sud,
- ↳ DN200-1969-Nesle-Dury à 67,7 bar, à 720 m au sud.

Le plan ci-après présente l'implantation des canalisations précitées.



Le tableau suivant présente de manière synthétique les distances d'effets dues aux rayonnements thermiques pour le scénario de rupture franche des 4 canalisations précitées.

Rayonnement thermique DN200 à 67,7 bar (au sud)	
Périmètre de danger (8 kW/m <sup>2</sup> ) / Périmètre des effets domino	55 mètres
Rayonnement thermique DN300 à 67,7bar (au sud)	
Périmètre de danger (8 kW/m <sup>2</sup> ) / Périmètre des effets domino	90 mètres
Rayonnement thermique DN1100 à 85bar (à l'est)	
Périmètre de danger (8 kW/m <sup>2</sup> ) / Périmètre des effets domino	380 mètres
Rayonnement thermique DN1200 à 85bar (à l'est)	
Périmètre de danger (8 kW/m <sup>2</sup> ) / Périmètre des effets domino	420 mètres

NOTA : Les scénarios ne seront pas à l'origine d'effets de surpression de 200 mbar (effets dominos).

D'après les distances présentées ci-avant, le site TRD est impacté par les bandes des effets dominos des canalisations GRT gaz situées à l'Est, sur son extrémité Nord-Est qui ne sera pas concernée par l'implantation de nouvelles installations.

### C) CIRCULATION

#### ***Routière***

Le site TRD est implanté au sein de la ZI de Villers-Bretonneux. Les routes les plus proches sont la rue du 8 mai 1945 ainsi que la chaussée du Val de Somme qui desservent la ZI.

Au regard des axes de circulation et de leur éloignement vis-à-vis des installations du site qui se situent en retrait, les dangers liés à la circulation routière peuvent être considérés comme négligeables.

#### ***Aérienne***

L'aérodrome de Glisy se situe à 10,5 km à l'ouest du site. Le site n'est pas concerné par les zones frappées de servitudes aéronautiques de dégagement des aéroports.

Au vu des éléments présentés ci-avant, le danger lié à la circulation aérienne est donc négligeable.

#### ***Ferroviaire***

La voie ferrée la plus proche passe à environ 150 m au sud du site. Il s'agit d'une ligne TGV de voyageurs reliant notamment Amiens et Saint-Quentin.

Au vu de l'éloignement de la voie de chemin de fer vis-à-vis des installations du site, les dangers peuvent être considérés comme négligeables.

#### ***Fluviale / Maritime***

Le site est implanté au sein de la ZI de Villers-Bretonneux. Il n'existe pas de circulation fluviale ou maritime à proximité.

Le danger lié à la circulation fluviale/maritime peut donc être écarté.

## **D) MALVEILLANCE**

Le risque de malveillance se manifeste par le vol, la détérioration et l'incendie volontaire. Il est à noter que l'acte de malveillance peut être le fait d'une personne venant de l'extérieur ou d'un employé de l'entreprise.

Un diagnostic sûreté a été réalisé sur préconisation de la DREAL en 2016.

Le site est entièrement clôturé par un grillage d'une hauteur de 2 mètres et fermé en dehors des horaires de travail.

Le site est équipé d'un système de vidéo-surveillance.

Malgré toutes ces précautions, le risque de malveillance ne peut pas être écarté. Cependant, en référence à l'annexe 4 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000, relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, les actes de malveillance ne seront pas cotés dans la présente étude des dangers.

### **1.3.2 DANGERS LIES AUX ELEMENTS NATURELS**

#### **A) FOUDRE**

La sensibilité d'un site à la foudre est évaluée par la densité de foudrolement  $N_g$ . Cette variable est exprimée en nombre d'impacts de la foudre par an et par  $\text{km}^2$ .

Sur la commune de Villers-Bretonneux, la densité de foudrolement  $N_g$  est de 1,3 impact/ $\text{km}^2$ /an (cf. analyse du risque foudre en Annexe 26). Au niveau national, une exposition à la foudre est qualifiée de :

↳ faible si  $N_g < 1,5$ ,

↳ moyenne si  $1,5 < N_g < 2,5$ ,

↳ élevée si  $N_g > 2,5$ .

Le risque de foudrolement pour le site est donc faible.

L'arrêté du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation concerne certaines Installations Classées soumises à Autorisation dont la liste est fournie en annexe de l'arrêté. Les activités de mises en œuvre sur le site TRD sont concernées par cette liste. Une Analyse du Risque Foudre et une Etude Technique ont été réalisées par la société NEUSIS.

Ces documents sont présentés en Annexe 26.

Le site TRD s'est engagé à respecter les préconisations de l'Etude Technique.



## B) METEOROLOGIE ET PRECIPITATIONS

L'Eurocode 1 définit les principes généraux de calcul et de chargement des structures à construire.

Selon les règles Eurocode1 EN1991-1-4 de mars 2008, définissant les actions du vent sur les constructions et leurs annexes, la commune de Villers-Bretonneux se situe en région 3 pour les vents, ce qui correspond à une pression et vitesse de vent pour un site de type « normal » de 750 Pa (pression maxi de 1312,5 Pa) et 126 km/h (vitesse maxi de 166,6 km/h).

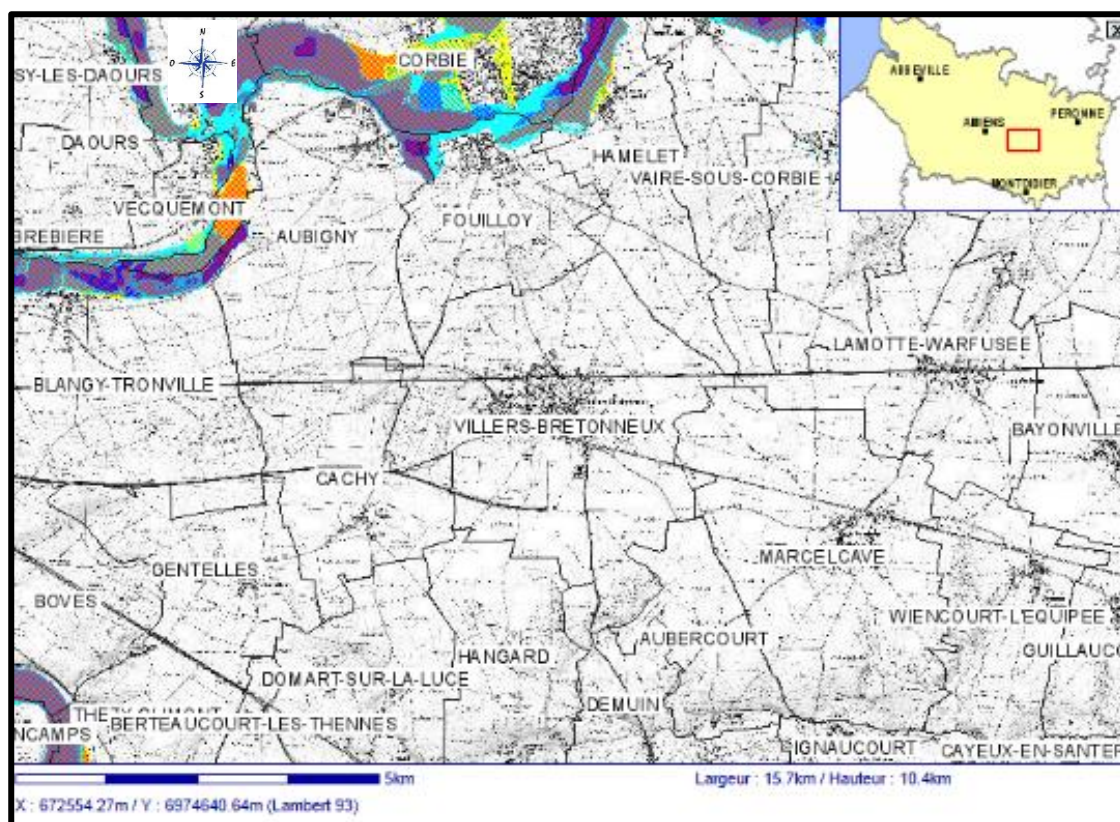
L'EN 1991-1-3 indique comment déterminer les valeurs des charges dues à la neige à considérer pour le calcul des constructions. Selon la carte des régions de neige, la commune de Villers-Bretonneux se situe en région A1, qui est la plus faible région d'enneigement.

Les bâtiments ont été conçus pour supporter les contraintes en vigueur au moment de leur conception.

## C) INONDATIONS

La commune de Villers-Bretonneux a fait l'objet d'un arrêté de reconnaissance de catastrophe naturelle lié aux inondations le 29 décembre 1999.

A ce jour, la commune de Villers-Bretonneux n'est pas répertoriée dans l'atlas des zones inondables, comme le montre la carte ci-après.



De même, aucun plan de prévention des risques naturels inondation (PPRnI) n'est prescrit.



En ce qui concerne le phénomène d'inondation par remontée de nappe phréatique, les données publiées sur le site Internet du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie en partenariat avec le BRGM, présentent l'état du risque d'inondation sur la commune de Villers-Bretonneux. Le site TRD est situé sur une zone où la sensibilité est très faible, comme le montre l'extrait de la carte relative au phénomène d'inondation par remontée de nappes phréatiques ci-après.



#### D) RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES

Aucune cartographie du risque de retrait-gonflement des argiles n'est publiée sur le site Internet du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des transports et du Logement.

#### E) RISQUE SISMIQUE

Sur la commune de Villers-Bretonneux, un seul séisme a été recensé par la base de données SISFRANCE.

Les caractéristiques de ce séisme sont présentées dans le tableau suivant :

Année	Région ou pays de l'épicentre	Intensité épicentrale (échelle MSK)	Intensité dans la commune (échelle MSK)
1995	Hainaut (Thuin) <i>Belgique</i>	5,5	0

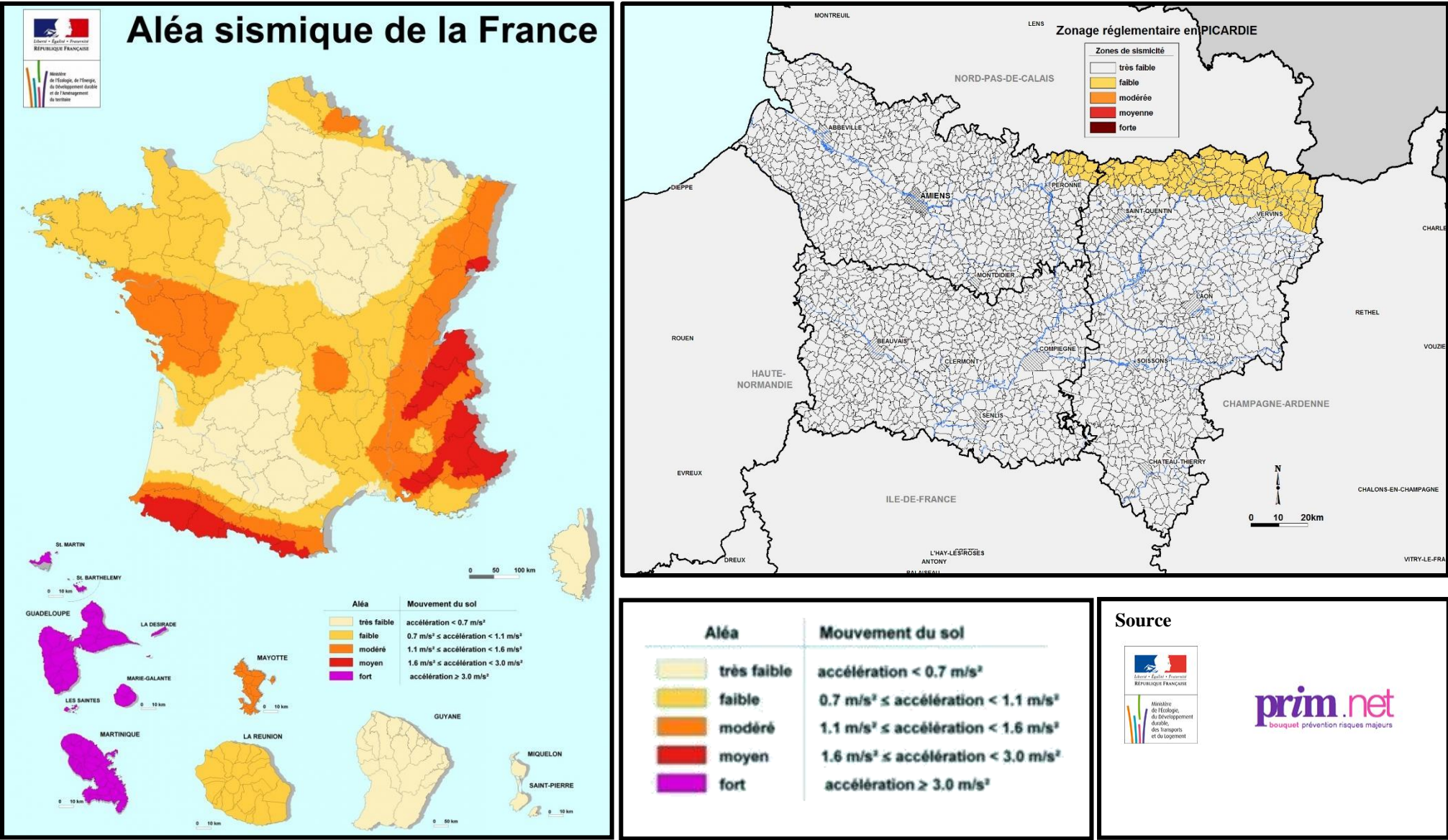
Le tableau suivant présente la corrélation entre une intensité et les effets induits sur l'échelle MSK.

Intensité	Effets ressentis
0	Secousse déclarée non ressentie
1	Secousse non ressentie mais enregistrée par les instruments (valeur non utilisée)
2	Secousse partiellement ressentie notamment par des personnes au repos et aux étages
3	Secousse faiblement ressentie balancement des objets suspendus
4	Secousse largement ressentie dans et hors les habitations tremblement des objets
5	Secousse forte réveil des dormeurs, chutes d'objets, parfois légères fissures dans les plâtres
6	Dommages légers parfois fissures dans les murs, frayeur de nombreuses personnes
7	Dommages prononcés larges lézardes dans les murs de nombreuses habitations, chutes de cheminées
8	Dégâts massifs les habitations les plus vulnérables sont détruites, presque toutes subissent des dégâts importants
9	Destruction de nombreuses constructions quelquefois de bonne qualité, chutes de monuments et de colonnes
10	Destruction générale des constructions même les moins vulnérables (non parasismiques)
11	Catastrophe toutes les constructions sont détruites (ponts, barrages, canalisations enterrées...)
12	Changement de paysage énormes crevasses dans le sol, vallées barrées, rivières déplacées.

Aucune secousse n'avait été ressentie au niveau de Villers-Bretonneux.

Les cartes ci-après présentent les cartes de l'aléa sismique pour le territoire national et la région Picardie.

D'après l'article D. 563-8-1 du Code de l'environnement relatif à la délimitation des zones de sismicité du territoire français, la zone d'étude est située en zone de sismicité 1, c'est-à-dire en zone de sismicité très faible. Cette zone n'est pas soumise à des prescriptions parasismiques particulières.



Les textes réglementaires en vigueur concernant le risque sismique, sont notamment :

- ↳ l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- ↳ l'arrêté ministériel du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

Le site TRD étant de catégorie d'importance II (« bâtiments destinés à l'exercice d'une activité industrielle pouvant accueillir simultanément un nombre de personnes au plus égal à 300 ») et étant implanté en zone de sismicité 1, l'établissement ne sera pas soumis à des prescriptions parasismiques particulières.

Toutefois, le site est également une installation classée soumise à l'arrêté du 10 mai 2000. En tant que tel et conformément à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, les équipements du site qui seront susceptibles de conduire, en cas de séisme, à un ou plusieurs phénomènes dangereux dont les zones des dangers graves pour la vie humaine dépasseront les limites d'exploitation du site et toucheront des zones d'occupation humaine permanente, doivent être examinés et peuvent faire l'objet de dispositions constructives particulières pour se prémunir du risque sismique.

Dans la suite de cette étude des dangers, il est démontré que les activités du site TRD dans sa configuration future ne seraient pas susceptibles d'engendrer des effets graves à l'extérieur des limites d'exploitation.

## 1.4 SYNTHÈSE DES DANGERS ET DES RISQUES SUR LE SITE

**Le retour d'expérience**, tiré de la base de données du BARPI, indique que les principaux événements identifiés, initiateurs des incidents, sont les défaillances matérielles, les fuites ou ruptures et les erreurs opératoires. Les phénomènes dangereux engendrés sont principalement l'incendie, l'explosion et les émissions de fumées toxiques d'incendie.

**Le recensement des déchets et produits** qui seront stockés et manipulés sur le site indique des risques de toxicité, d'explosion, d'incendie, de pollution des eaux et des sols et toxicité des fumées d'incendie.

Au regard des résultats de **l'analyse préliminaire des risques** et des **modélisations de certains scénarios** menés sur le site TRD, il apparaît que 4 scénarii sont susceptibles d'engendrer un accident majeur entraînant des effets à l'extérieurs du site :

Accident Majeur AM		Commentaires	Nature des produits impliqués	Types d'effets
AM1		Fumées de l'incendie de déchets dans l'atelier de démantèlement des GRV	Déchets chlorés	Toxiques
AM2		Vapeurs toxiques suite à un épandage de solvant chloré dans l'alvéole 4	Solvants chlorés	Toxiques
AM3	1	Fumées de l'incendie de déchets dans l'alvéole 2	Déchets chlorés et azotés	Toxiques
AM3	2	Fumées de l'incendie de déchets dans l'alvéole 5	Déchets toxiques	Toxiques

Par ailleurs, le site étant SEVESO seuil bas, une politique de prévention des accidents majeurs a été mise en œuvre sur le site. De plus, ce dernier a fait l'objet d'un plan de modernisation.

Concernant **les risques extérieurs**, au vu des caractéristiques et de l'éloignement des sites SEVESO et/ou des autres entreprises, ainsi que des infrastructures routières et ferroviaires, le risque d'effets dominos vers le site TRD est négligeable.

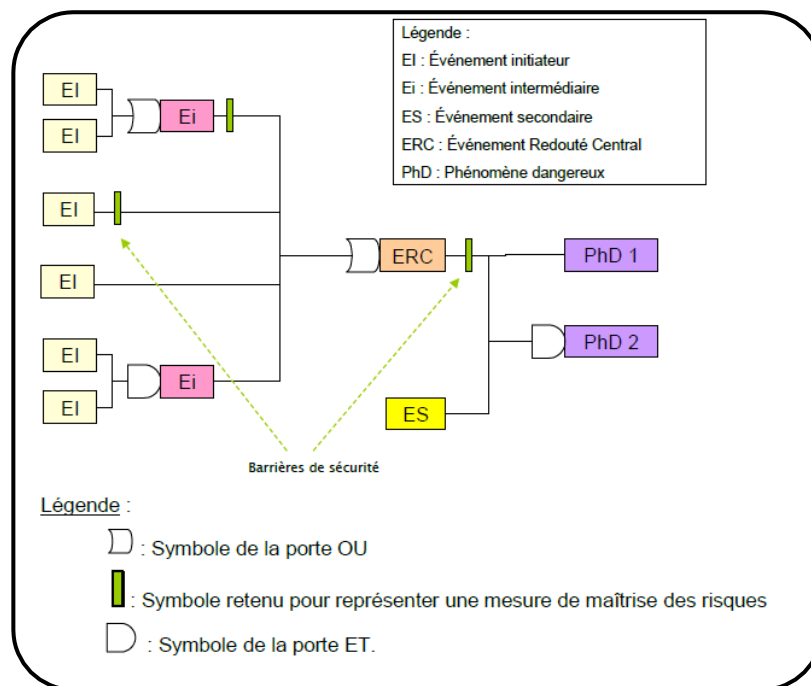
Enfin, **les risques naturels** susceptibles d'engendrer des effets sur les installations du site sont ceux liés à la foudre, écarté grâce à la mise en œuvre des prescriptions de l'étude technique.

## 2 EXAMEN DETAILLE DES ACCIDENTS MAJEURS POTENTIELS

### 2.1 METHODOLOGIE

Ce chapitre permet l'agrégation des scénarios conduisant aux phénomènes dangereux engendrant des effets sur les personnes à l'extérieur du site.

La méthode de représentation utilisée est le nœud papillon dont une schématisation est reprise ci-dessous.



Cette schématisation sous forme de nœud papillon permet :

- ↳ de représenter toutes les combinaisons d'événements initiateurs identifiés lors de l'APR pouvant conduire à un accident majeur potentiel,
- ↳ de positionner les événements secondaires tels que la présence d'une source d'inflammation immédiate ou différée,
- ↳ de positionner les mesures de maîtrise des risques sur chaque branche,
- ↳ de déterminer la probabilité d'occurrence annuelle (POA) de chaque accident majeur potentiel.

Le traitement probabiliste retenu du nœud papillon est un traitement semi-quantitatif.

Dans chaque nœud papillon, les événements initiateurs sont pondérés de leur classe fréquence et les mesures de maîtrise des risques par leur niveau de confiance.

L'agrégation des scénarios est réalisée conformément au traitement semi-quantitatif développé dans le rapport INERIS – *Programme EAT-DRA 71-Opération C2.1 : Estimation des aspects probabilistes – Fiches pratiques : Intégration de la probabilité dans les études de dangers – 2008*, et notamment l'application des règles suivantes :

↳ Traitement de la porte OU entre EI

La classe de fréquence annuelle de l'évènement de sortie E est estimée par :

$$\text{Classe fréquence (E)} = \text{Min (Classe fréquence Elk), } k=1 \text{ à } n$$

↳ Traitement des MMR

La classe de fréquence annuelle de l'évènement de sortie E est estimée par :

$$\text{Classe de fréquence (E)} = \text{Niveau de Confiance NC} + \text{Classe de fréquence EI}$$

↳ Traitement de la porte ET entre un ES et un ERC – cas de la probabilité d'inflammation p

La fréquence annuelle du phénomène dangereux est estimée par :

$$\text{Fréquence PhD} = 10^{-\text{classe de fréquence ERC}} \times p$$

↳ La classe de fréquence annuelle du phénomène dangereux est affectée en utilisant la grille de fréquence présentée ci-après.

Il est alors possible de déterminer la classe probabilité d'occurrence annuelle de l'accident majeur potentiel en prenant en compte tous les chemins qui y conduisent. Cette classe de probabilité d'occurrence annuelle est déterminée selon la relation suivante :

$$\text{Classe (POA(PhD))} = \text{Classe de fréquence (fPhD)}$$

Si la classe de fréquence de PhD est inférieure à la classe  $[10^{-1} ; 1]$  an-1,  
sinon : Classe (POA(PhD)) =  $[10^{-1} ; 1]$

Cette classe de probabilité d'occurrence annuelle correspond à une classe de probabilité issue de l'arrêté du 29 septembre 2005 et rappelée ci-dessous

Classe de probabilité	E	D	C	B	A
Probabilité d'occurrence	$P < 10^{-5}$	$10^{-5} \leq P < 10^{-4}$	$10^{-4} \leq P < 10^{-3}$	$10^{-3} \leq P < 10^{-2}$	$10^{-2} \leq P$

**A : Evènement courant**

**B : Evènement probable**

**C : Evènement improbable**

**D : Evènement très improbable**

**E : Evènement possible mais extrêmement peu probable**

Les accidents majeurs potentiels, caractérisés par le couple Probabilité/Gravité des conséquences sur les personnes, peuvent alors être positionnés dans la grille de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

Ce positionnement permet de conclure sur le niveau de maîtrise du risque de chaque accident majeur potentiel.

### 2.1.1 FREQUENCE D'OCCURRENCE CONSIDEREE DES EVENEMENTS INITIATEURS

La grille de cotation des fréquences d'apparition des événements initiateurs employée dans cette étude est présentée dans le tableau ci-après.

Classe de fréquence	Traduction qualitative	Traduction quantitative
-2	Evènement susceptible de se produire ou se produisant tous les jours ou toutes les semaines.	$10^{+1} \text{ an}^{-1} \leq \text{fréquence} < 10^{+2} \text{ an}^{-1}$
-1	Evènement susceptible de se produire ou se produisant tous les mois.	$10^0 \text{ an}^{-1} \leq \text{fréquence} < 10^{+1} \text{ an}^{-1}$
0	Evènement susceptible de se produire ou se produisant au moins une fois par an. S'est déjà produit sur le site ou de nombreuses fois sur d'autres sites.	$10^{-1} \text{ an}^{-1} \leq \text{fréquence} < 10^0 \text{ an}^{-1}$
1	Evènement probable dans la vie d'une installation. Ne s'est jamais produit de façon rapprochée sur le site mais a été observé de façon récurrente sur d'autres sites.	$10^{-2} \text{ an}^{-1} \leq \text{fréquence} < 10^{-1} \text{ an}^{-1}$
2	Evènement peu probable dans la vie d'une installation. Ne s'est jamais produit de façon rapprochée sur le site mais quelques fois sur d'autres sites.	$10^{-3} \text{ an}^{-1} \leq \text{fréquence} < 10^{-2} \text{ an}^{-1}$
3	Evènement improbable dans la vie d'une installation. Ne s'est jamais produit de façon rapprochée sur le site mais très rarement sur d'autres sites.	$10^{-4} \text{ an}^{-1} \leq \text{fréquence} < 10^{-3} \text{ an}^{-1}$
x	/	$10^{-x-1} \text{ an}^{-1} \leq \text{fréquence} < 10^{-x} \text{ an}^{-1}$

*Grille basée sur le rapport INERIS – Programme EAT – DRA 34 – Opération j – Intégration de la dimension probabiliste dans l'analyse des risques – Partie 2 : Données quantifiées – 2006 et sur le rapport INERIS - Programme EAT-DRA 71-Opération C2.1 : Estimation des aspects probabilistes - Fiches pratiques : Intégration de la probabilité dans les études de dangers - 2008*

#### A) CAUSES EXTERNES NATURELLES

Les causes externes naturelles écartées de l'analyse des risques sont présentées dans le tableau suivant.

Evénements initiateurs	Justification
Chute de météorite	Exclusion définie en annexe 2 de l'arrête du 26 mai 2014
Séismes d'amplitude supérieure aux séismes maximums de référence éventuellement corrigés de facteurs, tels que définis par la réglementation	Exclusion définie en annexe 2 de l'arrête du 26 mai 2014
Crues d'amplitude supérieure à la crue de référence	Exclusion définie en annexe 2 de l'arrête du 26 mai 2014
Événements climatiques d'intensité supérieure aux événements historiquement connus ou prévisibles pouvant affecter l'installation	Exclusion définie en annexe 2 de l'arrête du 26 mai 2014
Séisme	Respect de la réglementation idoine
Inondation	Respect de la réglementation idoine
Météorologie	Respect de la réglementation idoine
Foudre	Respect de la réglementation idoine

Aucune cause externe naturelle n'a été retenue dans la suite de l'examen détaillé des accidents majeurs potentiels.



**B) CAUSES EXTERNES LIEES A L'ACTIVITE HUMAINE**

Les causes externes liées à l'activité humaine écartées de l'analyse des risques sont présentées dans le tableau suivant.

<b>Evénements initiateurs</b>	<b>Justification</b>
Chute d'avion hors des zones de proximité d'aéroport et aérodrome	Exclusion définie en annexe 2 de l'arrêté du 26 mai 2014
Actes de malveillance	Exclusion définie en annexe 2 de l'arrêté du 26 mai 2014
Effets dominos liés à la circulation routière externe	Les routes les plus proches sont la rue du 8 mai 1945 au nord du site et la chaussée du Val de Somme qui longe le site à l'est. Les installations du site sont éloignées à 20 m de l'axe de circulation le plus proche. Le site est clôturé et séparé de la chaussée du Val de Somme par un fossé.
Effets dominos liés à la circulation aérienne externe	Eloignement des installations du site à plus de 10 km de l'aérodrome le plus proche
Effets dominos liés à la circulation ferroviaire externe	Eloignement des installations du site à plus de 150 m du réseau ferroviaire le plus proche
Effets dominos liés à la circulation fluviale externe	Il n'y a pas de voie navigable ou maritime à proximité du site
Effets dominos liés aux entreprises environnantes	Eloignement des installations du site à plus de 10 km de l'établissement SEVESO le plus proche

Aucune cause externe liée à l'activité humaine n'a été retenue dans la suite de l'examen détaillé des accidents majeurs potentiels.

### C) CAUSES INTERNES

Les causes internes ne pouvant être écartées de l'analyse des risques sont présentées dans le tableau suivant.

Ces événements initiateurs répondent à la définition de la Circulaire du 10 mai 2010, à savoir : « événement, courant ou anormal, interne ou externe au système, situé en amont de l'événement redouté central dans l'enchaînement causal et qui constitue une cause directe dans les cas simples ou une combinaison d'événements à l'origine de cette cause directe. Dans la représentation en « nœud papillon » (ou arbre des causes), cet événement est situé à l'extrémité gauche. »

Par conséquent, les causes internes ou événements initiateurs identifiés et cotés ci-dessous du DDAE concernent uniquement les accidents majeurs objets de l'examen détaillé.

Sous réserve du respect de la réglementation idoine, l'événement initiateur d'un défaut métallurgique d'une structure réservoir sous pression (non applicable aux tuyauteries) et de récipients sous pression transportables est écarté.

Evènement initiateur	Fréquence d'occurrence	Classe de fréquence d'occurrence retenue
Erreur humaine : Erreur opératoire Imprudence du personnel Mélange incompatible exothermique	$10^{-3}/\text{an} \leq P < 10^{-2}/\text{an}$ Rapport INERIS DRA 41 – juin 2004 – Appui technique pour la mise en œuvre des PPRT – Note de réflexion sur l'estimation de la probabilité des scénarios d'accidents dans le cadre des PPRT	2
Défaillance électrique	$10^{-3}/\text{an} \leq P < 10^{-2}/\text{an}$ Rapport INERIS DRA 41 – juin 2004 – Appui technique pour la mise en œuvre des PPRT – Note de réflexion sur l'estimation de la probabilité des scénarios d'accidents dans le cadre des PPRT	2
Travaux par point chaud	$10^{-2}/\text{an}$ Source d'inflammation nécessitant une erreur humaine ou une défaillance d'un système dynamique Cahier n°13 de l'UCI - 1998	2
Effets dominos internes	Spécifique au site d'étude. Définie au cas par cas et prise égale à la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux	Voir Paragraphe spécifique

**D) EFFETS DOMINOS INTERNES**

Les effets dominos pris en considération dans l'étude de dangers sont précisés dans l'Annexe 25 pour chacun des scénarii d'accident modélisé.

Le tableau suivant présente les classes de fréquence d'occurrence des effets domino intervenant sur les installations générant des accidents majeurs.

<b>Phénomène dangereux modélisé</b>	<b>Effets / Seuil des effets dominos</b>	<b>Installations impactées</b>	<b>Classe de fréquence d'occurrence retenue</b>
Feu de nappe cuves T6-T12	Effets thermiques 8 kW/m <sup>2</sup>	Autres cuves T	NC
Eclatement de bac des cuves T6 et T12	Effets de surpression 200 mbar	Autres cuves T	NC
Incendie du bâtiment de réception de déchets conditionnés	Effets thermiques 8 kW/m <sup>2</sup>	/	/
Incendie de l'atelier de déconditionnement - ventilation	Effets thermiques 8 kW/m <sup>2</sup>	Bâtiment de réception séparé d'une distance d > 10 m	F4
Incendie de l'atelier de démantèlement des GRV	Effets thermiques 8 kW/m <sup>2</sup>	/	/
Incendie de l'atelier de broyage	Effets thermiques 8 kW/m <sup>2</sup>	/	/
Incendie de l'atelier CSS	Effets thermiques 8 kW/m <sup>2</sup>	/	/
Feu de nappe des cuves P2-P3	Effets thermiques 8 kW/m <sup>2</sup>	/	/
Eclatement de bac des cuves P2 et P3	Effets de surpression 200 mbar	Autres cuves Pxx, cuves acide/ base, atelier de déconditionnement	NC
Incendie dans l'une des alvéoles	Effets thermiques 8 kW/m <sup>2</sup>	Aucune en raison de la présence d'un mur coupe-feu entre les alvéoles. En cas de défaillance d'un mur (NC=2) la probabilité de propagation d'un incendie vers les autres alvéoles à partir d'un départ de feu (F2) en présence du sprinklage (NC=2) serait de F6.	F6

## E) EVENEMENTS REDOUTES CENTRAUX

Les évènements redoutés centraux ne pouvant être écartées de l'analyse des risques sont présentées dans le tableau suivant.

Ces évènements redoutés centraux répondent à la définition de la Circulaire du 10 mai 2010, à savoir : « Événement conventionnellement défini, dans le cadre d'une analyse de risque, au centre de l'enchaînement accidentel. Généralement, il s'agit d'une perte de confinement pour les fluides et d'une perte d'intégrité physique pour les solides. Les événements situés en amont sont conventionnellement appelés « phase pré-accidentelle » et les événements situés en aval « phase post-accidentelle ».

### ↳ Réservoirs de stockage atmosphériques

Évènement redouté central	Fréquence d'occurrence	Classe de fréquence d'occurrence retenue	Référence
Perte de l'intégrité du réservoir – large brèche (fuite de la totalité du contenu en 10 minutes) pour un réservoir simple paroi	$5.10^{-6}/\text{an}$	5	Purple Book

## 2.1.2 PROBABILITE DE DEFAILLANCE CONSIDEREE DES MESURES DE MAITRISE DE RISQUE (MMR) RETENUE

### A) MESURE DE MAITRISE DE RISQUE A FONCTIONNEMENT CONTINU

La probabilité de défaillance pour une mesure de maîtrise de risque à fonctionnement continu est la suivante :

$$P(t) = 1 - e^{-\lambda \cdot t}$$

Avec  $\lambda$  = taux de défaillance à l'heure

$t$  = temps de remise à niveau de la MMR (en heures)

Généralement  $\lambda \cdot t \ll 1$  si bien que la probabilité de défaillance s'écrit :

$$P(t) = \lambda \cdot t$$

### B) MESURE DE MAITRISE DE RISQUE FONCTIONNANT A LA SOLLICITATION

La probabilité de défaillance pour une mesure de maîtrise de risque fonctionnant à la sollicitation peut être obtenue soit en utilisant :

- ↳ directement les probabilités de défaillance à la sollicitation (PFD) des MMR,
- ↳ les taux de défaillance à l'heure des MMR.

Dans ce dernier cas et pour un dispositif non redondant, lorsque la durée de réparation est très inférieure à la périodicité des tests et que le taux de défaillances dangereuses détectées est très inférieur aux taux de défaillances dangereuses non détectées, la PFD s'exprime par :

$$PFD = \lambda_{DU} \cdot T_1 / 2$$

Avec  $\lambda_{DU}$  = taux de défaillance dangereuses non détectées par heure

$T_1$  = périodicité des tests (en heures)

Dans une démarche conservatrice adoptée par l'INERIS  $\lambda_{DU}$  est pris égale au taux de défaillance et le taux de défaillances dangereuses détectées est nul, la PFD s'écrit alors :

$$PFD = \lambda \cdot T_1 / 2$$

Le lien entre niveau de confiance, probabilité de défaillance et réduction du risque est précisé dans le tableau suivant.

Niveau de confiance (NC)	Probabilité moyenne de défaillance à la sollicitation ( $PFD_{avg}$ )	Réduction du risque (RR)
4	$10^{-5} \leq PFD_{avg} < 10^{-4}$	$10\ 000 < RR \leq 100\ 000$
3	$10^{-4} \leq PFD_{avg} < 10^{-3}$	$1\ 000 < RR \leq 10\ 000$
2	$10^{-3} \leq PFD_{avg} < 10^{-2}$	$100 < RR \leq 1\ 000$
1	$10^{-2} \leq PFD_{avg} < 10^{-1}$	$10 < RR \leq 100$
0	$10^{-1} \leq PFD_{avg} < 10^0$	$1 < RR \leq 10$

*Tableau de correspondance niveau de confiance – réduction du risque pour des systèmes fonctionnant à la sollicitation  
Omega 10 - INERIS*

Les niveaux de confiance des MMR considérées dans cette étude sont issues :

- ↗ du rapport INERIS – Programme EAT – DRA 34 – Opération j – Intégration de la dimension probabiliste dans l'analyse des risques – Partie 2 : Données quantifiées – 2006,
- ↗ du rapport INERIS n° DRA-09-103041-06026B de 2009 : Démarche d'évaluation des Barrières Humaines de Sécurité – Ω 20,
- ↗ du rapport INERIS n° DRA-08-95403-01561B de 2008 : Evaluation des performances des Barrières Techniques de Sécurité (DCE DRA-73) – Evaluation des Barrières Techniques de Sécurité – Ω 10.

## **1. JUSTIFICATION DES MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES RETENUES**

L'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 précise que « Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les Mesures de Maîtrise des Risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de positionnement précité ».

Les tableaux suivants présentent les Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) retenues selon les fonctions importantes pour la sécurité associées.

### **Fiche MMR 01 – Système d'extinction automatique par sprinklers avec émulseur**

*Informations confidentielles selon l'instruction du gouvernement du 06/11/2017 (cf p.3)*

### **Fiche MMR 02 – Intervention du personnel en cas d'épandage**

*Informations confidentielles selon l'instruction du gouvernement du 06/11/2017 (cf p.3)*

### **Fiche MMR 03 – Murs coupe-feu**

*Informations confidentielles selon l'instruction du gouvernement du 06/11/2017 (cf p.3)*

## **2.2 EXAMEN DETAILLE**

### **2.2.1 AM1 : INCENDIE DE DECHETS DANS L'ATELIER DE DEMANTELEMENT DE GRV**

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

La cartographie des zones d'effets de cet accident majeur potentiel est rappelée à la page suivante.



*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

**C) PROBABILITE D'OCCURRENCE**

Le nœud papillon ci-après schématise les enchaînements pouvant conduire à l'incendie de l'atelier de démantèlement des GRV.

La Classe de Probabilité d'occurrence annuelle de l'Accident Majeur est de 4.

Selon l'échelle quantitative issue de l'arrêté du 29 septembre 2005, une Classe de **Probabilité d'occurrence annuelle de 4** correspond à une **classe de probabilité C**.

**D) POSITIONNEMENT**

Au regard des paragraphes précédents, la cotation de l'AM1 est la suivante : **Gravité I/ Probabilité C**.

Cette cotation permettra de positionner cet accident dans la grille de positionnement des accidents majeurs potentiels et permettra de conclure sur le niveau de maîtrise du risque de cet accident.

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

### **2.2.2 AM2 : EMISSION DE VAPEURS TOXIQUES SUITE AU DEVERSEMENT D'UN GRV DE PRODUIT CHLORE**

#### **A) GRAVITE**

La cartographie des zones d'effets de cet accident majeur potentiel est rappelée à la page suivante.

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

**B) PROBABILITE D'OCCURRENCE**

Le nœud papillon ci-après schématise les enchaînements pouvant conduire au déversement d'un GRV de solvant chloré et à l'émission de vapeurs toxiques.

La Classe de Probabilité d'occurrence annuelle de l'Accident Majeur est de 6.

Selon l'échelle quantitative issue de l'arrêté du 29 septembre 2005, une **Classe de Probabilité d'occurrence annuelle de 6** correspond à une classe de **probabilité E**.

**C) POSITIONNEMENT**

Au regard des paragraphes précédents, la cotation de l'AM2 est la suivante : **Gravité M/ Probabilité E**.

Cette cotation permettra de positionner cet accident dans la grille de positionnement des accidents majeurs potentiels et permettra de conclure sur le niveau de maîtrise du risque de cet accident.

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

**2.2.3 AM3 : INCENDIE DE DECHETS DANS LES ALVEOLES****A) GRAVITE**

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

La cartographie des zones d'effets de cet accident majeur potentiel est rappelée à la page suivante.



*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

**B) PROBABILITE D'OCCURRENCE**

Le nœud papillon ci-après schématise les enchaînements pouvant conduire à l'incendie de déchets dans les alvéoles.

La Classe de Probabilité d'occurrence annuelle de l'Accident Majeur est de 4.

Selon l'échelle quantitative issue de l'arrêté du 29 septembre 2005, une **Classe de Probabilité d'occurrence annuelle de 4** correspond à une classe de **probabilité C**.

**C) POSITIONNEMENT**

Au regard des paragraphes précédents, la cotation de l'AM3 est la suivante : **Gravité I/ Probabilité C**.

Cette cotation permettra de positionner cet accident dans la grille de positionnement des accidents majeurs potentiels et permettra de conclure sur le niveau de maîtrise du risque de cet accident.

*Information confidentielle visée par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

## 2.3 SYNTHÈSE DES ACCIDENTS MAJEURS POTENTIELS

Au regard des cotations établies dans les paragraphes précédents, les accidents majeurs potentiels peuvent être classés selon le couple Probabilité/Gravité des conséquences sur les personnes. Ce classement permet de conclure sur le niveau de maîtrise du risque.

La grille utilisée est issue de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié.

**Grille de positionnement des accidents majeurs potentiels**

Gravité des conséquences sur les personnes exposées au risque	Probabilité d'occurrence (sens croissant de E vers A)				
	E	D	C	B	A
	Evènement possible mais extrêmement peu probable	Evènement très improbable	Evènement improbable	Evènement probable	Evènement courant
Désastreux	MMR rang 2 (site existant) /	NON rang 1 /	NON rang 2 /	NON rang 3 /	NON rang 4 /
Catastrophique	MMR rang 1 /	MMR rang 2 /	NON rang 1 /	NON rang 2 /	NON rang 3 /
Important	MMR rang 1	MMR rang 1 /	MMR rang 2 <b>AM1</b> <b>AM3</b>	NON rang 1 /	NON rang 2 /
Sérieux	/	/	MMR rang 1 /	MMR rang 2 /	NON rang 1 /
Modéré	<b>AM2</b>	/	/	/	MMR rang 1 /

Il s'avère qu'aucun accident majeur potentiel n'est situé dans une case « NON », correspondant à un risque élevé.

Deux accidents majeurs AM1 et AM3 sont situés dans une case "MMR rang 2". Ils présentent des risques qualifiés de « intermédiaires ». Une démarche d'amélioration continue sera donc engagée par la société TRD en vue d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement. A noter que l'exploitation du site est autorisée antérieurement au 29 septembre 2005 et que ces deux accidents majeurs ne génèrent aucuns effets létaux sur les personnes extérieures.

L'accident majeur AM2 est situé dans une case qui ne comporte ni la mention "NON" ni "MMR". Il présente des risques « moindres ». Pour ce scénario d'accident, le risque résiduel compte tenu des mesures de maîtrise du risque, est modéré et n'implique pas d'obligation de réduction complémentaire du risque d'accident.

Le tableau ci-dessous reprend les zones de protection contre les effets d'un accident majeur.

Unité	Identification Accident Majeur	Gravité	Classe de probabilité	Cinétique	Effet	SELS	SEL	SEI
Fumées de l'incendie de déchets dans l'atelier de démantèlement des GRV	AM1	<i>(information confidentielle)</i>						
Vapeurs toxiques suite à un épandage de solvant chloré dans l'alvéole 4	AM2	<i>(information confidentielle)</i>						
Fumées toxiques suite à l'incendie des alvéoles 2 ou 5	AM3	<i>(information confidentielle)</i>						

### **3 JUSTIFICATION DES MESURES ORGANISATIONNELLES ET TECHNIQUES**

#### **3.1 ORGANISATION DE LA SECURITE**

##### **3.1.1 POLITIQUE DE PREVENTION DES ACCIDENTS MAJEURS**

Le site TRD est visé par l'article 1.2.1 de l'arrêté du 10 mai 2000 (SEVESO, seuil bas).

Conformément à l'arrêté suscité, la Direction du site a défini une politique de prévention des accidents majeurs comportant les objectifs, les orientations et les moyens adaptés pour l'application de cette politique, en vue de prévenir les accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses et de limiter leurs conséquences pour l'homme et l'environnement.

Les moyens sont proportionnés aux risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers.

La société s'assure du maintien du niveau de maîtrise de risque dans le temps, assure l'information de son personnel sur la politique de prévention des accidents majeurs et informe les exploitants existants ou futurs d'installations classées voisines sur les risques d'accidents majeurs identifiés sur le site.

##### **3.1.2 PLAN DE MODERNISATION DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES**

Le site TRD a fait l'objet d'un plan de modernisation des installations industrielles. L'objectif de ce plan est de maîtriser l'intégrité de l'outil industriel. Il conduit à une prise en compte homogène et systématique des risques environnementaux liés au vieillissement des installations industrielles.

Le plan de modernisation relatif aux cuves P3, T6, T11 et T12 est présenté en Annexe 27.

##### **3.1.3 GESTION DE LA SECURITE**

Le site TRD dispose d'une organisation en matière de sécurité.

##### **A) CONSIGNES GENERALES DE SECURITE**

##### **B) FORMATION DU PERSONNEL**

##### **C) PLAN D'INTERVENTION INTERNE**

##### **D) DIAGNOSTIC ATEX**

*Informations confidentielles visées par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

## **3.2 MOYENS DE PROTECTION**

### **3.2.1 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES**

- A) GROS ŒUVRE**
- B) PROTECTION CONTRE LES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**
- C) DISPOSITIFS DE DESENFUMAGE**
- D) ISSUES DE SECOURS**
- E) ACCES POMPIERS**
- F) MATERIELS ELECTRIQUES**

*Informations confidentielles visées par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

### **3.2.2 SYSTEMES DE DETECTION ET D'ALARME**

- A) DETECTIONS**
- B) TRANSMISSION D'ALERTE**
- C) VERIFICATIONS REGLEMENTAIRES**

*Informations confidentielles visées par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

## **3.3 MOYENS D'INTERVENTION**

### **3.3.1 MOYENS HUMAINS**

### **3.3.2 MOYENS FIXES D'INTERVENTION**

*Informations confidentielles visées par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

Le schéma de principe de la protection incendie qui sera mise en place dans la zone conditionnés est présenté en page suivante.

**Figure 34 – Schéma de principe de la protection incendie**

*Informations confidentielles visées par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*



**D) BESOINS EN EAUX D’EXTINCTION D’INCENDIE****E) CONFINEMENT DES EAUX D’EXTINCTION D’INCENDIE****3.3.3 MOYENS EXTERNES**

*Informations confidentielles visées par l’Annexe II-A de l’instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d’accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d’actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l’environnement (cf p.3)*

#### **4 INVESTISSEMENTS POUR LA SECURITE**

Les principaux investissements prévus pour la sécurité sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

<b>Année</b>	<b>Investissements</b>	<b>Montant en €</b>
2015	Détections incendie	40 000
2015	Mise en œuvre d'événements sur les cuves susceptibles de générer une boule de feu après pressurisation	50 000
2015	Installation de complément des moyens de défense incendie externes	250 000
		<b>340 000</b>

## **NOTICE D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ**

# SOMMAIRE DETAILLE

<b>1</b>	<b>ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>441</b>
1.1	EFFECTIF.....	441
1.2	HORAIRES DE TRAVAIL .....	441
1.3	FORMATIONS .....	442
<b>2</b>	<b>ELEMENTS GENERAUX DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL .....</b>	<b>443</b>
2.1	INSTALLATIONS SANITAIRES .....	443
2.2	RESTAURATION .....	443
2.3	AMBIANCE PHYSIQUE .....	443
2.3.1	<i>Chauffage</i> .....	443
2.3.2	<i>Eclairage</i> .....	443
2.3.3	<i>Bruit</i> .....	443
2.4	SUIVI MEDICAL.....	444
<b>3</b>	<b>SECURITE .....</b>	<b>445</b>
3.1	MOYENS DE SECOURS EN CAS D'ACCIDENT .....	445
3.2	CONTROLES ET VERIFICATIONS .....	445
3.3	EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE .....	445
<b>4</b>	<b>C.H.S.C.T .....</b>	<b>446</b>

## **1 ORGANISATION GENERALE**

### **1.1 EFFECTIF**

Le site TRD emploie 25 salariés de façon permanente.

L'effectif se compose de :

- ↳ 2 cadres,
- ↳ 4 agents de maîtrise,
- ↳ 2 techniciens,
- ↳ 17 ouvriers.

### **1.2 HORAIRES DE TRAVAIL**

Le site fonctionne du lundi au vendredi et exceptionnellement le samedi en fonction de l'activité.

Les horaires de fonctionnement sont les suivants :

- ↳ 7h – 18h pour le personnel administratif (du lundi au vendredi),
- ↳ Horaires de travail, du lundi au vendredi :
  - ✓ secteur liquide : de 7h à 21h,
  - ✓ secteur solide : de 7h à 21h.

Ces périodes de travail peuvent être élargies en fonction de la charge, le samedi :

- ✓ secteur liquide : de 7h à 21h,
- ✓ secteur solide : de 7h à 21h.
- ↳ Horaires de réception, du lundi au vendredi /
  - ✓ secteur liquide : de 7h à 18h,
  - ✓ secteur solide : de 7h à 18h.

En configuration future, les horaires de production s'étendront de 6h à 21h.

### 1.3 FORMATIONS

Le personnel du site TRD suit notamment les formations suivantes :

- ↳ sauveteurs-secouristes du travail (SST),
- ↳ équipier incendie,
- ↳ habilitation électrique,
- ↳ cariste (catégorie 3),
- ↳ chimie,
- ↳ CACES 4 et 9 (R372M),
- ↳ chauffeurs PL.

Ces formations font l'objet de recyclages réguliers.

## **2 ELEMENTS GENERAUX DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL**

### **2.1 INSTALLATIONS SANITAIRES**

Le personnel du site dispose de douches, lavabos et sanitaires en nombre suffisant.

Par ailleurs, des vestiaires et des salles de repos sont mis à la disposition du personnel.

L'ensemble des installations sanitaires est tenu dans un état constant de propreté afin de respecter de bonnes conditions d'hygiène pour le personnel.

### **2.2 RESTAURATION**

Le personnel dispose d'une salle de repos faisant office de réfectoire.

Cette salle est munie d'équipements de réfrigération et de cuisson pour la préparation ou le réchauffage des repas.

Un abri est également disponible pour les fumeurs, au nord du site.

### **2.3 AMBIANCE PHYSIQUE**

#### **2.3.1 CHAUFFAGE**

Le chauffage des bureaux et locaux sociaux est assuré par une chaudière de 21,5 kW de telle façon qu'ils soient maintenus à une température convenable.

#### **2.3.2 ECLAIRAGE**

Dans l'ensemble des locaux, l'éclairage naturel est privilégié.

Les bureaux disposent de fenêtres vers l'extérieur, de manière à disposer d'un bon éclairage naturel.

Un éclairage artificiel est également dispensé dans les locaux en cas de besoin.

L'éclairage est adapté à la nature des tâches à réaliser.

#### **2.3.3 BRUIT**

Les zones bruyantes sont repérées et signalées par des affiches et panneaux comportant le pictogramme du port de casque.



En cas d'exposition particulière à une installation bruyante, des protections individuelles sont mises à la disposition des salariés (bouchons d'oreilles).

## 2.4 SUIVI MEDICAL

Les salariés du site sont suivis par la médecine du travail :

- ↳ avant leur embauche, par un examen médical d'embauche,
- ↳ périodiquement,
- ↳ lors de la reprise du travail, après une absence prolongée ou répétitive pour cause de maladie, accident du travail.



### **3 SECURITE**

La sécurité du personnel est au centre des préoccupations du groupe, qui a mis en place un service spécifique – ORTEC EXIGENCE – dont le but est de contrôler les différentes entités du groupe en France et à l'international.

*Informations confidentielles visées par l'Annexe II-A de l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (cf p.3)*

#### **3.1 MOYENS DE SECOURS EN CAS D'ACCIDENT**

#### **3.2 CONTROLES ET VERIFICATIONS**

#### **3.3 EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE**

#### **4 C.H.S.C.T**

La société ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT possède un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail qui se réunit tous les trimestres. Conformément à l'article R. 512-24 du Code de l'environnement, l'avis du CHSCT sur la présente demande d'autorisation d'exploiter sera transmis à la Préfecture, dans un délai de 45 jours suivant la clôture de l'enquête publique.

## **ANNEXES**

# LISTE DES ANNEXES

<b>ANNEXE 1</b>	<b>PLAN DE SITUATION AU 1/2 500</b>
<b>ANNEXE 2</b>	<b>PLAN DES INSTALLATIONS ET DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT AU 1/500</b>
<b>ANNEXE 3</b>	<b>CERTIFICATIONS</b>
<b>ANNEXE 4</b>	<b>ARRETES PREFECTORAUX</b>
<b>ANNEXE 5</b>	<b>PRINCIPALES PROCEDURES MISES EN ŒUVRE SUR LE SITE</b>
<b>ANNEXE 6</b>	<b>LISTE DES DECHETS ADMIS SUR LE SITE</b>
<b>ANNEXE 7</b>	<b>CONVENTIONS DE REJET ET CARACTERISATION DES EAUX USEES INDUSTRIELLES</b>
<b>ANNEXE 8</b>	<b>FDS DES REACTIFS</b>
<b>ANNEXE 9</b>	<b>CLASSEMENT DES DECHETS</b>
<b>ANNEXE 10</b>	<b>CALCUL DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES</b>
<b>ANNEXE 11</b>	<b>DISPOSITIONS D'URBANISME</b>
<b>ANNEXE 12</b>	<b>NOTICE D'INCIDENCES SUR NATURA 2000</b>
<b>ANNEXE 13</b>	<b>DONNEES METEOROLOGIQUES</b>
<b>ANNEXE 14</b>	<b>RAPPORT DE BASE</b>
<b>ANNEXE 15</b>	<b>NOTE DE CALCUL TAMPONNEMENT</b>
<b>ANNEXE 16</b>	<b>CALCULS D9 / D9A</b>
<b>ANNEXE 17</b>	<b>POLITIQUE DEVELOPPEMENT DURABLE</b>
<b>ANNEXE 18</b>	<b>QUANTIFICATION DES EMISSIONS DIFFUSES DE COV</b>
<b>ANNEXE 19</b>	<b>RAPPORTS DE MESURES ACOUSTIQUES</b>
<b>ANNEXE 20</b>	<b>AVIS DU MAIRE RELATIF A LA REHABILITATION DU SITE</b>
<b>ANNEXE 21</b>	<b>PRESENTATION DES VTR</b>

<b>ANNEXE 22</b>	<b>RESULTATS DE LA CAMPAGNE DE MESURES DANS L’AIR AUTOUR DU SITE TRD</b>
<b>ANNEXE 23</b>	<b>ACCIDENTOLOGIE</b>
<b>ANNEXE 24</b>	<b>ANALYSE PRELIMINAIRE DES RISQUES</b>
<b>ANNEXE 25</b>	<b>MODELISATION DE CERTAINS SCENARIOS</b>
<b>ANNEXE 26</b>	<b>ETUDE FOUDRE (ARF ET ETUDE TECHNIQUE)</b>
<b>ANNEXE 27</b>	<b>PLAN DE MODERNISATION DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES DU SITE TRD</b>
<b>ANNEXE 28</b>	<b>DIAGNOSTIC ATEX</b>
<b>ANNEXE 29</b>	<b>RECEPISSE DE DEPOT DU PERMIS DE CONSTRUIRE</b>
<b>ANNEXE 30</b>	<b>ARGUMENTAIRE POUR UN REJET EN STATION D’EPURATION</b>
<b>ANNEXE 31</b>	<b>TABLEAU DES REPONSES AUX REMARQUES DE LA DREAL</b>